

PIERRE HILLARD

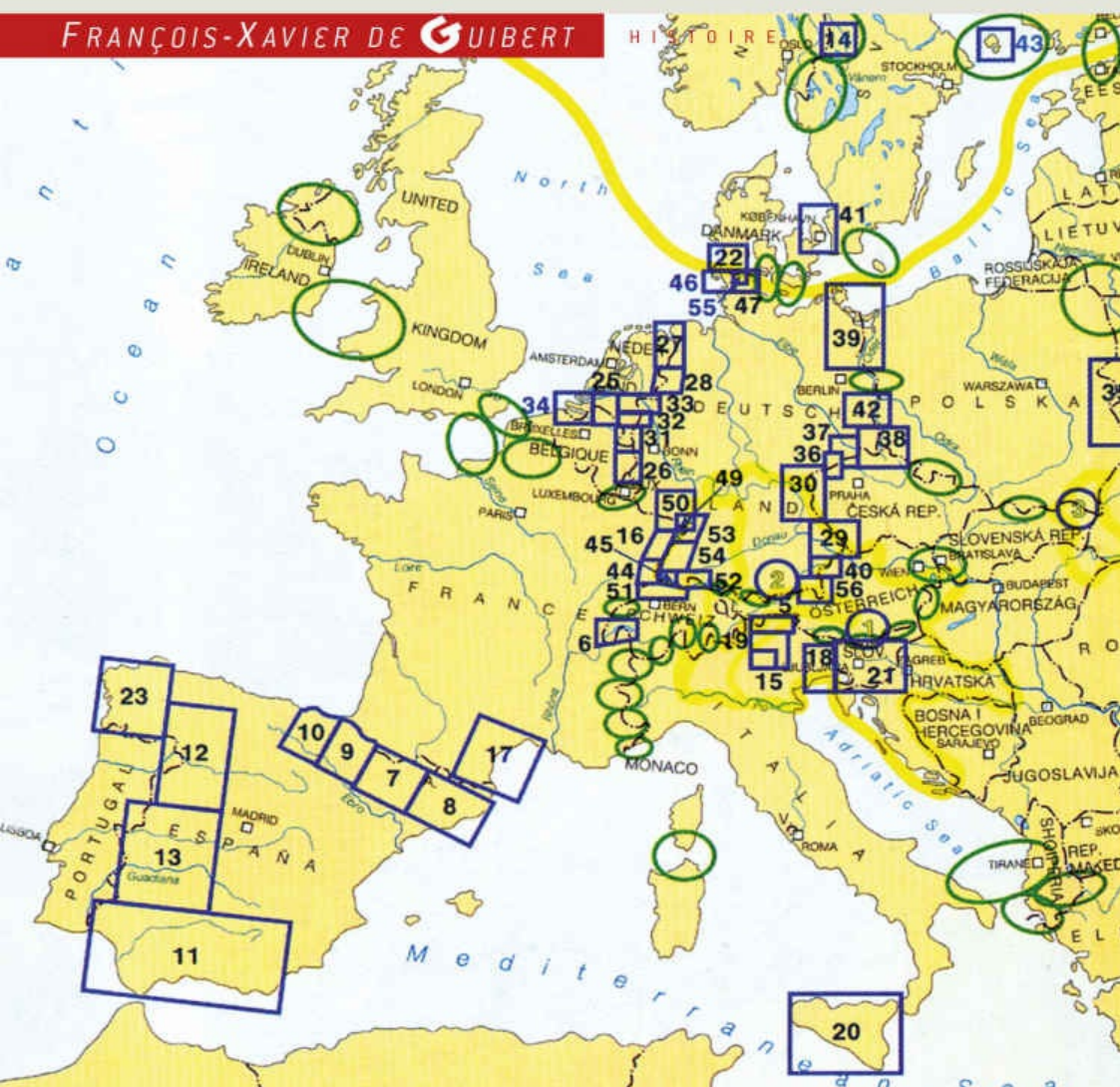
Préface de Paul-Marie Coûteaux

Postface d'Édouard Husson

# Minorités et régionalismes

dans l'Europe fédérale des Régions

FRANÇOIS-XAVIER DE GUILBERT



## ***Combats pour la liberté de l'esprit***

Collection dirigée par Jean-Paul Bled

### *Ouvrages parus :*

Edouard Husson, *L'Europe contre l'amitié franco-allemande.*

Georges Berthu, *À chaque peuple, sa monnaie.*

Christophe Réveillard, *Sur quelques mythes de l'Europe communautaire.*

Jean-Paul Bled, *Une étrange défaite, le piège de Maastricht.*

Alain Boumazel et Étienne Tarride, *Pour des états-généraux de la souveraineté nationale.*

Michel Pinton, *L'Europe de Bruxelles ou la tentation impériale.*

Jean Foyer, *France qu'ont-ils fait de ta liberté ?*

Roland Hureaux, *Les hauteurs béantes de l'Europe.*

Ramu de Bellescize, *Comment rétrécir la France en plus grand.*

Michel Pinton et Édouard Husson, *Une histoire de France.*

Luc Beyer de Ryke, *Tocsin pour la Belgique.*

Jacques Estrambord, *Mœurs européennes...*

Collectif, *Quinquennat, dites-leur non !*

Georges Berthu, *Europe. Démocratie ou super-État.*

MINORITÉS ET RÉGIONALISMES  
L'EUROPE FÉDÉRALE DES RÉGIONS

*ENQUÊTE SUR LE PLAN ALLEMAND QUI VA  
BOULEVERSER L'EUROPE*

*5<sup>e</sup> édition revue et augmentée*





**Pierre Hillard**

**MINORITÉS ET RÉGIONALISMES  
L'EUROPE FÉDÉRALE DES RÉGIONS**

*Enquête sur le plan allemand qui va bouleverser  
l'Europe*

Préface de Paul-Marie COÛTEAUX

Postface d'Edouard HUSSON

*5<sup>e</sup> édition revue et augmentée*

François-Xavier de Guibert

© Office d'Édition Impression Librairie (O.E.I.L.)  
F.-X. de Guibert, Paris, 2004  
ISBN : 978-2-7554-0558-3  
ISBN epub : 978-2-7554-1018-1

*Jamais les avertissements ne  
manquent aux  
peuples dont la sûreté est menacée.*

Jacques Bainville

*D'ordinaire en politique, les  
effets sont  
aperçus quand ils commencent à se  
produire,  
c'est-à-dire quand il est trop tard.*

Jacques Bainville

# PRÉFACE

## LE RÉAMÉNAGEMENT DE L'EUROPE À L'ALLEMANDE

*A lire l'excellente étude de M. Pierre Hillard, étude qui est heureusement devenue un livre, on s'étonne que, parmi les innombrables futilités qui encombrant la presse française, une place si mince soit réservée à ce qui pourrait bien être l'un des thèmes majeurs des prochaines années, le réveil des irrédentismes ethniques partout en Europe et, point plus précis mais d'une immense portée, le patient travail que réalise l'Allemagne pour tout à la fois les réveiller, les fortifier et les utiliser aux fins de sa politique.*

*De tels sujets sont tabous : mais à part le Général Gallois (notamment dans son ouvrage « Bosnie » publié aux éditions l' Age d'Homme en 1996), mais aussi Michel Korinman directeur de la revue « Limes », auteur d'un roboratif « Deutschland Über Ailes », Michalon, 1998, Pierre Béhar (« L'Allemagne du I<sup>er</sup> au IV<sup>e</sup> Reich », Desjonquères, 1990), Hans-Rudiger Minow (« Von Krieg zu krieg », ouvrage à paraître en français), et plus récemment Michel Meyer avec « Le Diable est-il allemand – » (Grasset, 2000), ainsi que les excellents ouvrages d'Edouard Husson, notamment*

*« une culpabilité ordinaire » (aux éditions F.X. de Guibert), on déplorera la remarquable rareté des études consacrées à l'utilisation par l'Allemagne des minorités ethniques pour réaménager un continent qui, par deux fois en ce siècle, le fut sur ses défaites et qui, depuis sa « réunification » voici dix ans, a entrepris de modifier ces équilibres à son profit.*

*Or, nos vues sur l'Allemagne et sa politique restent prisonnières de deux certitudes qui ont été développées jusqu'à plus soif par l'école démocrate-chrétienne, laquelle, derrière Alfred Grosser et Joseph Rovin, accapare depuis plus de trente ans les études germaniques se substituant au pourtant classique et plus subtil Vermeil, dont la thèse expliquant le nazisme non comme un accident mais comme le résultat de l'histoire allemande et de son rêve unitaire, fut hélas bien vite perdue de vue après ses éphémères succès d'après-guerre. Qu'a enseigné le couple Grosser-Rovin – Deux idées en tous points opposées aux écoles précédentes mais pourtant admises par presque tous : d'abord que l'Allemagne n'a plus, et même, ne pourra jamais plus avoir de politique nationale, entendue comme une politique classique de puissance ; deuxième idée : les intérêts respectifs de l'Allemagne et de la France coïncident à ce point qu'on ne saurait concevoir entre les deux grandes puissances européennes nulle divergence majeure, et que l'on pourrait même fondre les diplomaties (c'est le pari, si manifestement raté jusqu'à présent, de la Politique Étrangère et de Sécurité Commune) et jusqu'à leurs instruments, puisque l'on poussa la suave confiance des années 70-80 jusqu'à ouvrir en 1989 deux ambassades communes franco-allemandes, aventure qui bien entendu tourna court. Ces certitudes, que certains commencent heureusement à dénoncer, comme le*

*fit, l'un des premiers, Jean-Pierre Chevènement dans « France-Allemagne, parlons franc » (Fayard, 1995), devinrent si confortables que l'on n'en voulut pas démordre. Il faut dire qu'elles font aujourd'hui la principale matière du mol oreiller que constitue pour nos gouvernements successifs la mise en pilotage automatique de notre diplomatie, tentation constante du ministère des Affaires étrangères qui avait été expérimentée déjà entre les deux guerres par l'accrochage absolu de la politique française à celle de Londres et qui a donné les heureux résultats que l'on a vus. Aujourd'hui ce n'est plus Londres mais Berlin : il est entendu qu'une bonne Allemagne se voue toute entière à l'Europe, qu'une sage France se doit donc de faire de même, et que nulle divergence ne pouvait apparaître à l'horizon : nos diplomates en chambre n'en veulent point démordre. Il suffit pourtant de lire vingt pages de l'étude de Pierre Hillard pour comprendre que le mol oreiller est depuis longtemps dégonflé et que ce que l'on habille du noble appareil de l'amitié franco-allemande, à la mode de Paris, n'est plus qu'un pur et simple alignement.*

*A bien des signes, nous aurions pu avoir la puce à l'oreille sur le retour de l'Allemagne à une politique nationale : n'est-ce pas Bonn, puis Berlin, qui insista pour que la France ratifie la charte des langues régionales, charte qui émanait d'ailleurs d'un membre allemand du Conseil de l'Europe – Cette Charte, sur la genèse de laquelle Pierre Hillard apporte de précieux éclaircissements, en dit long sur le dessein général de ses auteurs : la moindre de ses dispositions n'est pas l'autorisation donnée à certains membres de fantasmagiques « minorités » d'exiger de la République française que tous ses documents officiels soit rédigés dans leur langue, ce qui*

revient à rayer le vieil édit de Villers-Côtterets qui est aujourd'hui encore l'un des socles sur lequel la nation assoit son unité. Et c'est bien ce socle, cela va de soi, qui est visé. Ainsi ce projet pulvérise dans son cœur même une France qui, parce qu'elle n'obéit pas à une logique raciale ou ethnociste, ne peut trouver son ciment que dans des éléments culturels et politiques, principalement et pour aller vite, la langue et la loi. Ce n'est pas un hasard si l'Allemagne ignore le mot « nation » dont la traduction est fort problématique (on ne trouve ce mot en allemand que sous forme dépréciative, par exemple dans « die Grosse Nation », expression traditionnellement utilisée pour moquer la France) le terme approprié étant soit « Reich », terme remis en honneur lors de l'installation l'an dernier du « Reichstag » à Berlin, ou « Volk » (peuple), terme directement inspiré de la conception raciale de l'appartenance. Nous mettre en demeure de ratifier la fameuse Charte, qui fourmillait du mot « peuple » et du mot « ethnique » et ignorer celui de nation, c'est vouloir que la France lâche le cœur même de sa logique politique – ce à quoi elle n'est que trop encline à consentir, par pure distraction d'ailleurs.

L'épisode de la Charte dite des langues régionales n'était qu'un parmi d'autres : la presse allemande daube souvent sur la manière dont la France traite ce qu'elle appelle ses minorités ethniques, que ce soit à propos du « peuple » corse, du « peuple » breton ou encore du « peuple » basque. Le même traitement est réservé à l'Italie, à l'occasion, et il fallut qu'un Sénateur romain, M. Vertone, dénonce les soutiens que M. Bossi et la Ligue du Nord recevaient d'Allemagne, par divers canaux, pour que l'on comprenne que cette politique de démantèlement des États était à peu près générale. On voit aujourd'hui un jeune élu du



*Conseil régional Rhône Alpes, M. Patrice Abeille, se proclamer chef du gouvernement savoyard en exil et affirmer qu'il dispose de nombreux relais alpestres, ce que l'on veut bien croire... De même, ce n'est point un hasard si la Corse est de toutes les régions de France celle qui obtient la plus grande proportion, relativement à sa population, de subsides de Bruxelles, et de loin, au point de mettre très souvent en concurrence les services de Paris et ceux de la Commission (« si vous ne m'accordez pas ceci, Bruxelles le fera »...). M. Delors ne se réclamait-il pas de cette logique lorsqu'il lança, un beau jour de 1993, que « l'essentiel (était) que la Corse demeure(ât) en Europe – »*

*La « Nouvelle Europe », dite « Europe des régions », dont le maître-mot serait la « subsidiarité » pourrait ainsi se passer aisément de l'État national, constatation qui peut se formuler d'une façon plus crue, peut-être polémique : l'Europe à la sauce allemande, c'est-à-dire ethniciste, peut fort bien se passer de la France et même la condamner à mort. Il suffit de remettre en cause le concept même de frontière, maître-mot de la logique nationale dont la vulgate moderniste, toute honte bue, ne fait désormais ni plus ni moins qu'un mur ; et il suffit, pour les effacer peu à peu, de multiplier les « coopérations transfrontalières » lesquelles fleurissent d'ailleurs de toutes parts des Pyrénées jusqu'aux Flandres et à l'Alsace. Jusqu'où peut aller la remise en cause des frontières et donc des États – On en a une idée en voyant ce qui reste du plus faible d'entre eux, la Yougoslavie, dont le démantèlement fut minutieusement préparé au fil des années 70 par la « Communauté de travail » (traduction de « Arbeitsgemeinschaft ») dénommée Alpen-Adria, qui organisa la « coopération transfrontalières »*

entre la Bavière, plusieurs régions autrichiennes, la Slovénie et la Croatie au point que peu à peu ces deux régions eurent autant de relations économiques et culturelles avec l'Autriche et l'Allemagne qu'elles n'en avait avec Belgrade – il n'y eut que la Fondation pour les Études de Défense Nationale (FEDN) pour se pencher sur cette intéressante « Communauté », et publier un opuscule passionnant sur ses objectifs, ses moyens et ses méthodes <sup>1</sup> et en déduire le risque d'une déstabilisation générale de l'Europe Centrale – sur quoi ladite fondation fut d'ailleurs incontinent dissoute avant que ses sombres prophéties se réalisent point par point...

Politique de l'autruche – Pour voir tant de signes et surtout les comprendre, il faudrait que les Français aient su garder à l'esprit les cadres théoriques dont ils sont en principe les héritiers mais qu'ils ont promptement sacrifié à l'aventure européenne conçue comme devant dissoudre les frontières, les États, et les Nations au bénéfice du couple que forment le Continent et la Région, autrement dit la race (blanche) et les ethnies (ce qui est en allemand le couple roi de l'appartenance : Reich et Stämme). La France s'est toujours construite selon une logique non point seulement différente, mais exactement opposée, qui combine la diversité des origines de peuplement (c'est la philosophie même du droit du sol) et l'unité culturelle. La France est multiraciale, non multiculturelle – et, mieux, elle ne peut être multiraciale que si elle est monoculturelle. Cette unité toujours construite et donc toujours fragile trouve son couronnement par un intérêt supérieur qu'incarna longtemps le Roi, que l'on appela ensuite « Intérêt supérieur de la Nation », puis « Volonté générale », autrement dit le Bien Commun,

*la Res Publica et finalement la République.*

*Outre la masse incomparable d'informations méticuleusement référencées et pourtant fort claires qu'apporte l'étude de M. Pierre Hillard, qui fut pour moi d'abord un élève, et qui, dans ces affaires, pourrait bien devenir un jour un maître, le livre que l'on va lire frappe par l'ampleur des sujets, ou plus exactement du sujet qu'il aborde. De larges pans de l'actualité présente s'y déploient et s'y éclairent. Perspectives sombres, peut-être : mais n'est-ce pas dans l'épreuve que se retrouve, toujours, la logique respublicaine de la politique de la France, c'est-à-dire la France elle-même ?*

Paul-Marie COÛTEAUX

Député européen

26 janvier 2001

---

1 . Ivan Luben, « Une communauté transfrontalière en Europe : Alpen Adria », cahier de la FEDN, 1991.

# LA DÉSINTÉGRATION EN COURS DES ÉTATS EUROPÉENS

En terminant cet ouvrage au cours de l'été 1999, nous nous doutions des difficultés pour éditer le manuscrit. En effet, annoncer la décomposition des États européens en raison de l'action de l'Union européenne en général et de l'Allemagne en particulier, plaçait son auteur dans la catégorie des « conspirationnistes ». Affirmer que les élites allemandes ont toujours eu une vision de l'Europe consistant à la contrôler soit par la voie militaire soit par la voie politico-économique n'est pas correct quand, depuis des dizaines d'années, on vous ressassait des formules toutes prêtes comme l'iusable et utopique expression « amitié franco-allemande ». Qui plus est, les prétendus experts en géopolitique et relations internationales sont, sauf heureuse exception, insipides, vides, conventionnels, sans aucune culture classique, toujours prêts à aborder des sujets conformistes et... terriblement peureux. Une carrière, ça se soigne. C'est pourquoi, la sortie de la première édition de ce livre au début de l'année 2001 fut considérée par son auteur comme une sorte de miracle. Grâce soit rendue à son éditeur.

L'Allemagne, puissance terrestre, commence à recueillir le fruit d'un long travail de sapes. Ayant encouragé la promotion du régionalisme, de l'ethnisme (à ne pas confondre avec la défense des identités, principe juste mais qui, dans la

matrice mondialiste, devient une idée folle), de l'abolition des frontières étatiques, de l'aménagement du territoire ou encore de l'instauration d'un code civil européen parallèlement à la délégation de pouvoirs politiques et économiques à l'Union européenne, les États du vieux continent commencent à se craqueler. Pris en étau entre les forces régionales et supranationales montantes, ces États vidés de leurs prérogatives régaliennes sont en train de rendre l'âme. Le phénomène qui apparaissait comme impossible à la fin du XX<sup>e</sup> siècle commence à sérieusement inquiéter les apparatchiks du système médiatique, universitaire et politique qui en sont les « idiots » utiles.

Il est vrai qu'après l'indépendance du Monténégro en 2006 et du Kosovo en 2008 détruisant définitivement la Yougoslavie, de nombreuses régions européennes à forte identité ont commencé à se sentir pousser des ailes. Ainsi, la montée en puissance de l'indépendantisme flamand, sous la houlette de la NVA de Bart de Wever depuis 2010, conduit à une instabilité chronique de l'État belge. La signature d'un accord, le 15 octobre 2012, entre le Premier ministre anglais, David Cameron, et le dirigeant écossais du Scottish National Party (SNP), Alex Salmond, prévoit un référendum sur l'indépendance de l'Écosse pour 2014. N'oublions pas la désintégration en cours de l'Espagne avec les menées sécessionnistes du Pays Basque et de la Catalogne. L'Union européenne à structure fédérale, comme l'a voulu l'Allemagne, doit affirmer son autorité complète sur la ruine et la désintégration des États.

Le phénomène de décomposition est en réalité plus profond encore. En effet, nous assistons au

renforcement et à une forme de sécession de régions européennes purement artificielles. Pour la France, c'est le cas de régions comme « Rhône-Alpes », « Centre », « Midi-Pyrénées » ou encore « Pays de la Loire ». En effet, le président Hollande a déclaré, dans un discours tenu en octobre 2012 lors des États généraux de la démocratie locale, son ambition de confier la gestion des Fonds structurels européens aux régions. Ainsi, cette manne financière, véritable nerf de la guerre, sera gérée par une féodalité régionale traitant directement avec l'autorité supranationale de Bruxelles. Dans cette affaire, le pouvoir national sera contourné et court-circuité. En raison des disparités économiques entre régions, nous assisterons parmi les populations à des différences de traitement dans des domaines aussi variés que les soins médicaux, les salaires, l'éducation ou les impôts. Beaucoup de Français, comme de nombreux Européens, n'ont pas encore pris la mesure de cette tendance de fond. Les revendications ethno-régionalistes flamandes, catalanes ou écossaises colorent ces mouvements sécessionnistes; mais le phénomène est le même, et là d'une manière incolore, pour les autres régions artificielles que nous avons citées ci-dessus dans le cas français. Le processus est déjà lancé puisque l'Alsace traite directement avec Bruxelles pour la gestion des Fonds structurels, depuis 2003, sans passer par l'autorité nationale. Ce « privilège » doit désormais être étendu à l'ensemble des régions françaises. C'est une condamnation à mort du pays d'autant plus que cette caractéristique s'associe au découpage en huit circonscriptions électorales de la France pour les élections européennes. Le député français au Parlement européen n'est plus le représentant de la nation mais est issu d'un bloc régional (le grand « Ouest », le grand « Est », le grand « Sud-Ouest

»...). La féodalité triomphe et la France se meurt.

Cette féodalité financière et technocratique se retrouve à la tête des régions et des autorités supranationales comme le Parlement européen ou sa Commission. Cependant, il ne faut pas oublier l'existence de nombreux groupes de pressions et d'intervenants en tout genre qui, tous, d'une manière ou d'une autre, travaillent à la mise à mort des États. Sans pouvoir tous les citer, nous pouvons présenter l'exemple du parti indépendantiste flamand, la NVA, dirigée par Bart de Wever. Issu d'un courant politique officiellement marqué bien à droite – bien que ce terme dans l'idéologie mondialiste n'ait pas grand sens sauf pour les benêts du suffrage universel –, ce parti indépendantiste, le premier de Flandre, met à mal l'unité de la Belgique. Les Flamands oscillent entre sécession de l'État belge ou autonomie accrue dans un cadre confédéral qui, tôt ou tard, débouchera sur la... sécession. Cette évolution fait dire avec justesse à Bart de Wever que « la Belgique s'évaporerait entre l'Europe et les régions ». L'action de ce parti est renforcée par une courroie de transmission. En effet, la NVA est membre d'un parti bicéphale au Parlement européen : les Verts/Alliance Libre Européenne (Verts/ALE). Les Verts dirigés par Daniel Cohn-Bendit sont associés à l'ALE, parti politique représentant de nombreux partis régionalistes indépendantistes comme l'ERC de Catalogne ou le SNP d'Écosse. Il est « amusant » de constater que la NVA pourtant classée bien à droite de l'échiquier politique est membre adhérent de ce parti <sup>1</sup>. Ainsi, Bart de Wever travaille main dans la main – via le parti ALE – avec Daniel Cohn-Bendit, partisan d'un monde sans frontières et d'une gouvernance mondiale. Ajoutons que le président du parti ALE, Eric Defoort, est le



cofondateur de la NVA. Dans ces conditions, le lecteur comprendra que la notion de partis dits « de droite » ou « de gauche » n'a aucun sens. Ils constituent en effet une seule et même tenaille dont le seul but est de déchiqueter les États dans le cadre d'un mondialisme triomphant. Le lecteur curieux regardera les sources de financement de ces partis. Ce sont les mêmes dans les deux camps.

Cette politique communautariste œuvrant en faveur d'une gouvernance européenne devant s'intégrer à une gouvernance mondiale touche tous les secteurs. Ainsi, le 16 février 2012, un Parlement juif européen a été créé dans les locaux du Parlement européen <sup>2</sup> . Composé de cent vingt membres issus des pays de l'Union européenne mais aussi hors UE (Russie, Ukraine, Turquie, Géorgie... et même le rocher de Gibraltar), ce Parlement va défendre les droits d'une minorité qui n'a pourtant aucune assise territoriale reconnue en Europe. À partir du moment où l'on accorde un tel droit aux communautés juives d'Europe, il serait logique d'accorder les mêmes droits et une représentation politique aux communautés musulmanes, asiatiques, bouddhistes, shintoïstes, etc. La non-discrimination n'a pas de frontière. À ce rythme, il ne restera plus rien de la France et des États européens.

Cet éclatement en cours des États européens est un phénomène mondial, comme on peut le constater dans les pays du Proche-Orient, en Afrique, en Amérique du Sud, etc. Outre l'appui donné aux régions technocratiques et/ou ethniques, les élites issues des multinationales comme des groupes de pensées (Bidlerberg, Trilatérale, Bohemian Club, le Groupe des Trente et bien d'autres) poussent à la création de grands blocs continentaux se substituant aux États. Ce

phénomène ancien dans le cas de l'Europe touche aussi l'Amérique du Nord. Cet ensemble géographique doit s'unifier par la création d'une entité appelée « Union nord-américaine » ou « Communauté nord-américaine ». Le principe d'unification lancé en mars 2005 au Texas à Waco par les chefs d'État américain, canadien et mexicain permettra l'émergence d'un bloc unifié qui verra les États, en particulier les USA, éclater<sup>3</sup>. Déjà le phénomène se fait sentir aux États-Unis où tout juste après la réélection de Barack Obama, des pétitions (*We the People*) lancées par de nombreux états fédérés mènent la danse. Pour le moment, c'est le Texas qui est à la pointe du mouvement. La crise financière et l'hispanisation rapide du continent accéléreront cet éclatement du monde américain dont l'évolution se rapproche de plus en plus du Bas-Empire romain. Cette tendance conduisant à la création d'un bloc nord-américain unifié est déjà chose acquise dans certaines élites bien informées de ce basculement colossal. Ainsi, le diplomate et normalien Michel Foucher a édité en 2010 un ouvrage de géopolitique intitulé *La bataille des cartes*. Il est intéressant de relever que son livre à la page 190 évoque les grands ensembles continentaux avec une légende où l'on peut lire « Union européenne », « Union africaine » et « Union nord-américaine ». En 2013, trois ans plus tard, à l'heure où sont écrites ces lignes, cette « Union nord-américaine » n'existe toujours pas. Michel Foucher aurait dû parler de l'ALENA. Il faut croire que son auteur a pris un peu d'avance.

Celui qui va lire ce livre, à condition d'être intellectuellement honnête et libéré de toute référence idéologique, va faire une véritable découverte. L'Allemagne, ou plus exactement ses élites – car dans cette affaire, le peuple allemand

est lui aussi victime du mondialisme – met la pression pour parachever cet idéal de Reich germano-européen, décomposé ethniquement et technocratiquement, qui devra s'insérer théoriquement dans une gouvernance mondiale en liaison avec les élites anglo-saxonnes qui y travaillent continuellement depuis le traité de Versailles <sup>4</sup> . Pour le moment, les élites germaniques semblent jouer le jeu. Cependant, il ne faut pas oublier le poids et l'influence de la Russie, très liée à l'Allemagne. La crise de la dette, qui rend esclaves les États, est attisée par les élites financières. Véritable « allume-gaz », cette crise rend bien des services car elle permet d'accélérer le processus d'intégration supranationale dans un cadre fédéral et régional sans frontières étatiques. Sous l'impulsion de l'Allemagne cherchant à imposer sa doxa économique à toute l'Europe, la Commission européenne s'assure le contrôle des budgets nationaux. De même, le lancement du Mécanisme européen de stabilité (MES), chargé de la gestion des crises financières de la zone euro sous la direction d'un groupe d'oligarques bénéficiant d'immunités et de privilèges exorbitants (voir en particulier les articles 32 et 35) sous l'égide de son dirigeant allemand Klaus Regling, conduit à une Union européenne dictatoriale prête à sacrifier sur l'autel de Pergame les peuples européens. C'est une situation qui semble, à vue humaine, sans issue. Cependant, ce mal profond et destructeur véhiculé par le mondialisme et qui ressemble tant à un noachisme <sup>5</sup> en cours de réalisation ne peut aboutir, ce serait à désespérer de la Providence.

Pierre HILLARD  
Paris, janvier 2013.

1 . <http://www.e-f-a.org/parties.php? name=>\*

2 . <http://www.europe-israel.org/2012/05/le-parlement-juif-europeen-a-tenu-sa-premiere-session-generale-a-bruxelles/>

3 . Voir notre livre *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial* , aux éditions François-Xavier de Guibert, qui parle en détails de ce phénomène.

4 . Pages 71-72 et annexe n° 5.

5 . Il est intéressant de noter que le Congrès des États-Unis a adopté le 26 mars 1991, dans le cadre de l'*Education Day* , un document (H.J.RES.104.ENR) rappelant que le noachisme constitue le socle de la société américaine.

# INTRODUCTION

Depuis le début de la décennie 90, un monde nouveau a surgi. L'Europe de l'Est, soumise à l'autorité russe de Lübeck à Trieste, s'est dégagée de son emprise avec la chute du communisme. Ce changement a conduit à une double situation : la réunification allemande et la fin de la dépendance des pays d'Europe centrale et du Sud-Est vis-à-vis de l'ex-Union soviétique. Même le corps russe a subi des transformations avec la perte de vastes territoires que les tsars avaient rattachés, au cours des siècles, autour du Patriarcat de Moscou. Les États baltes, du Caucase, d'Asie centrale, ainsi que l'Ukraine et la Biélorussie ont obtenu leur indépendance.

Nous assistons donc à un émiettement d'entités politiques, doublé d'économies à restructurer entièrement. Cet éclatement n'est pas sans rappeler la situation de l'Europe de l'Est, au moment de la Paix de Brest-Litovsk en 1918, si avantageuse à l'Allemagne de Guillaume II. Cette situation, largement favorable aux ambitions allemandes, fut balayée par la victoire des alliés. Par la suite, le Traité de Versailles se chargea de faire disparaître l'Autriche-Hongrie, laissant à la place un chapelet de Serbies, de Croaties et de Slovénies en Europe centrale. Ce résultat, issu directement des quatorze Points du président Wilson, reposait sur le principe du « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ou plus exactement, du respect à avoir à l'égard de tous les particularismes. Ces Tables de la Loi se révélèrent fragiles face aux réalités politiques et

historiques en Europe. En effet, le Traité de Versailles bafoua tous ces principes, car il était impossible, compte tenu de l'enchevêtrement des peuples en Europe centrale, d'ajuster les frontières étatiques aux frontières ethniques, tout en empêchant l'Allemagne de s'agrandir territorialement. Aux yeux de la France et de la Grande-Bretagne, il eût été un comble qu'un pays vaincu sorte de la guerre plus vaste et plus peuplé qu'à ses débuts. En regardant une carte ethnographique représentant les peuples en Europe de l'Est, après la Première Guerre mondiale, nous constatons la présence d'une myriade de peuples allogènes enfermés dans les frontières de pays dont la population majoritaire détient le pouvoir politique. Bien que des garanties juridiques eussent été prises dans le Traité de Versailles en faveur de ces nombreuses minorités, l'ensemble s'agitait, tel un chaudron en ébullition. Le nationalisme exacerbé de tous ces peuples d'Europe de l'Est entre eux entraînait une tension perpétuelle qui ne pouvait profiter qu'à l'Allemagne. En effet, depuis des siècles et en raison de sa position géographique qui la met en contact direct avec eux, l'Allemagne entretient avec ces pays d'étroites relations, le tout renforcé par la présence de nombreuses populations allemandes qui, au cours du temps, ont essaimé et constitué des communautés plus ou moins importantes et bien vivantes. Ces communautés allemandes n'ont jamais oublié d'où elles venaient. Ainsi, par des voies aussi variées que militaires, économiques, religieuses et culturelles, l'Allemagne a été happée, de son propre chef, vers ces vastes étendues qui, au-delà de la variété des peuples, offraient la particularité commune de présenter une indéniable fragilité politique propre à attirer toutes les convoitises (à l'exception de quelques cas, comme par exemple,

l'Empire lituano-polonais au XV<sup>e</sup> siècle). Même la Russie, régulièrement secouée par des purges sanglantes et des coups d'état, connut l'arrivée de populations allemandes appelées par Pierre I<sup>er</sup>, puis surtout par Catherine II. Certains de ces Allemands occupèrent les nombreux secteurs de l'administration, tandis que la masse paysanne se regroupait dans des lieux déterminés pour se consacrer à l'agriculture. Cependant la Russie, à la grande différence de l'Europe centrale, ne tomba jamais sous la férule allemande, même si des liens nombreux et profonds s'ébauchèrent. Sa vaste étendue territoriale, sa population importante et une volonté politique quasi continue de défendre les intérêts russes offraient un bloc trop indigeste, un rempart trop solide, comme la Manche pour l'Angleterre. Ainsi, deux pôles se sont constitués, l'allemand et le russe. L'Europe centrale offre donc l'espace dans lequel ces deux mondes, en un pas de deux, s'affrontent. Mais cet affrontement n'eut pas toujours les accents d'un « lac des cygnes ». En effet, la Deuxième Guerre mondiale porta un coup terrible à la présence germanique dans tout l'Est européen. Des millions d'Allemands durent quitter des territoires qu'ils habitaient depuis des siècles. Le monde russe imposa sa loi jusque sur l'Elbe quasiment sur la ligne de front qui opposait Germains et Slaves au X<sup>e</sup> siècle. Avec une concision toute romaine, Fontenelle disait : « Il est certain, et les peuples s'en convaincront de plus en plus, que le monde politique, aussi bien que le physique, se règle par nombre, poids et mesure »<sup>1</sup>. Ainsi, la disparition du système communiste et non de ses dirigeants, la déliquescence des pouvoirs politiques à l'Est, en priorité dans l'ex-URSS, l'obsolescence des structures économiques, une Allemagne unie et première puissance



économique du continent, aboutissent à un basculement complet de la situation. La force russe s'étant retirée, suivant le principe des vases communicants, l'Allemagne découvre, comme aux plus beaux temps de son histoire, des possibilités de retour qui se concrétisent par des investissements en flèche, un renouveau de la culture allemande, la découverte des restes de la présence germanique, sous la forme de minorités allemandes dispersées en Europe de l'Est et le souhait très vif d'associations de réfugiés originaires de ces contrées de revenir s'installer dans les territoires de leurs pères.

L'Allemagne, membre de l'Union européenne, voit depuis 1990 l'Europe de l'Est s'ouvrir à elle et ressent le devoir ainsi que l'intérêt, d'aider par divers moyens les restes de la diaspora allemande rescapée des expulsions pratiquées après 1945. Il faut bien comprendre que le soutien apporté par l'Allemagne aux minorités allemandes ne représente qu'une partie de l'ensemble de la politique de ce pays en Europe de l'Est qui s'ajoute aux aspects économiques, culturels et, dans le cadre de l'Otan, militaires. Le tout permet l'édification d'une politique générale à l'Est, au même titre que l'association en architecture des arcs-boutants, des croisés d'ogives, des pleins cintres et des contreforts permet à un bel édifice de tenir debout et d'en imposer. L'Allemagne, située au cœur de l'Europe, telle l'aiguille de la balance, se retrouve dans l'obligation d'accorder sa politique à l'Est par rapport à celle de l'Ouest, en quelque sorte, à jouer le rôle de soudure. Cela signifie que cette soudure ne peut se faire que si l'Ouest adopte des principes, des valeurs qui soient en harmonie avec ceux de l'Allemagne, véritable point d'ancrage, avec en particulier un élément essentiel, l'adoption de son système politique : le

fédéralisme. Ces mêmes valeurs et principes doivent se retrouver à l'Est pour les anciens pays du bloc soviétique désireux d'intégrer l'Union européenne, et en particulier dans le domaine qui nous intéresse, qui est celui de la promotion du régionalisme et de la protection des minorités germaniques et de tout groupe ethnique pas forcément allemand, soucieux d'affirmer sa différence. Cette reconnaissance du phénomène identitaire, comme nous le verrons, se manifeste de la même manière dans tout l'Ouest européen. Ainsi, ayant réussi à imposer sa grille de lecture, l'Allemagne, trônant au cœur de l'Europe, cristallisera autour d'elle des pays et des régions, à l'Ouest comme à l'Est, dont la conduite sera conforme à « son code de déontologie ». L'histoire du peuplement allemand à l'Est remonte aussi loin dans le passé que l'Allemagne elle-même. Pour mieux comprendre sa politique, depuis 1990, nous étudierons dans un premier temps l'histoire du peuplement germanique avec ses raisons, ses buts et ses conséquences dans tout l'Est européen; pour ensuite nous focaliser sur le renouveau de cette politique de promotion des minorités et du régionalisme en Europe depuis la réunification de l'Allemagne.

Été 1999

---

1. Fontenelle in : Jacques BAINVILLE , *Les conséquences politiques de la paix* , Paris, Éd. Fayard, 1920, p. 10.

PREMIÈRE PARTIE

**L'APPEL DE L'EST**

# **Chapitre premier**

## **DE LA COLONISATION ALLEMANDE EN EUROPE DE L'EST AU NATIONALISME**

### **ORIGINE DU PEUPLEMENT GERMANIQUE**

#### **Au Moyen-Âge**

Les migrations germaniques se sont répandues dans l'Empire romain avec force. Ceci a laissé un vide au cœur de l'Europe que les peuples slaves se sont empressés d'occuper. Entre le nouvel État franc mérovingien au VI<sup>e</sup> siècle et les Slaves, une multitude de peuples germaniques, en partie sous le contrôle du royaume d'Austrasie à l'Ouest, s'étendait entre les côtes frisonnes au Nord, l'arc alpin au Sud, l'Elbe et la Saale représentant à l'Est la frontière ethnique avec les populations slaves. Ainsi, cette aire géographique représentait un rectangle assez grossier.

Le royaume mérovingien, puis l'Empire carolingien changèrent peu la coupure ethnique entre ces deux mondes. Les quelques expéditions

de Charlemagne au-delà de l'Elbe et le contrôle des marches de l'Est, le long du Danube pour s'opposer aux Avars, consolidés par ses successeurs (Louis le Pieux, Louis le Germanique...), furent mis à bas par les faiblesses du pouvoir central face aux invasions (Hongroises, Normandes), provoquant ainsi en retour la création de duchés nationaux au X<sup>e</sup> siècle : Saxe, Bavière, Franconie, Souabe. L'extinction de la branche carolingienne, en 911, amena au pouvoir, grâce au principe de l'élection, Conrad I<sup>er</sup> de Franconie. Cependant, ce dernier eut l'intelligence, peu de temps avant sa mort en 918 et en raison des pressions violentes exercées par les Slaves et les Magyars sur les frontières de l'Est, de désigner le duc de Saxe, Henri I<sup>er</sup> dit l'Oiseleur, inaugurant ainsi la lignée des empereurs saxons qui s'éteignit en 1024. En effet, la Saxe, du fait de la solidité de ses traits nationaux, de la communauté de pensée de ses habitants, fut le pilier à partir duquel le nouvel empereur rallia les autres duchés à sa politique et arrêta les menaces. Toutes les opérations militaires n'ont fait que contenir les pressions extérieures et non les résoudre, car rien n'était réglé à la source. Il a fallu attendre l'avènement de son fils, Otton I<sup>er</sup> le Grand (936-973), pour véritablement lancer la conquête vers l'Est. La pensée précédant l'action, celui-ci, profond politique, imposa aux ducs de Franconie, de Souabe, de Bavière et de Lorraine (cette dernière avait été rattachée par Conrad I<sup>er</sup>), une unité de commandement. Ces ducs n'étaient plus des seigneurs indépendants, mais des officiers. Cependant, cette situation n'était due qu'à son génie, non aux institutions. En attendant, Otton I<sup>er</sup> a disposé, sur le moment, d'une puissance politique

incontestée. Il concentra tous ses efforts sur l'action, c'est-à-dire sur le règlement de la menace qui, en premier lieu, était hongroise puis slave. Déjà, la géographie imposait ses conditions à l'Allemagne, celui du problème permanent de l'encerclement. Otton I<sup>er</sup>, pour faire face aux menaces sur les fronts slaves et occidentaux, laissa une partie de ses troupes « l'arme à la bretelle » et se dirigea à vive allure, avec le reste de son armée, vers le Sud pour régler le sort des Magyars.

Ce fut fait d'une manière propre et nette, le 10 août 955, au Lechfeld. Ces derniers furent taillés en pièces et les survivants retournèrent dans leur Pannonie natale pour se convertir au christianisme grâce à l'action des missionnaires allemands ouvrant ainsi, par la suite, la voie à l'installation de colons.

Les Slaves subirent le même sort (du type hongrois) le 16 octobre 955, à Recknitz. Les zones insurrectionnelles au-delà de l'Elbe furent nettoyées. Ces faits eurent un retentissement immense. D'une politique défensive, on passait à l'offensive. Ouvrant la voie aux conquêtes territoriales, ces actions aboutissaient à l'émergence de zones tampons, les Marches, où les mondes germaniques et slaves se côtoyaient. Ces premières initiatives sont le prélude à l'avancée du germanisme à l'Est. Ainsi, six Marches furent créées dans les régions conquises Outre-Elbe : la Marche du Nord saxonne, la Marche de l'Est saxonne, la Marche entre la Saale et l'Elbe et trois petites Marches autour de Merseburg, Zeitz et Meissen.

Ces événements militaires sont toujours allés de pair avec l'évangélisation. Après la conquête et la pacification de ces régions, les premiers missionnaires allemands partaient en mission.

Parfois même la christianisation a précédé la conquête militaire. Mais cela voulait dire que ces zéloteurs de Dieu avaient vraiment des âmes de martyr, car aux yeux des Slaves soumis ou insoumis, le Christ était un dieu allemand et les réactions du paganisme étaient souvent sanglantes. Cependant, l'action religieuse a produit ses effets. Appuyés par les princes allemands, coopérant parfois avec leurs homologues slaves de Bohême et de Hongrie, ces missionnaires (surtout les moines : Bénédictins, Cisterciens, Dominicains, Prémontrés...) ont évangélisé et, grâce aux évêchés et aux abbayes, ont mis en valeur les nouveaux territoires. Le besoin de bras se faisant sentir, ces religieux allemands ont appelé leurs compatriotes à venir les rejoindre. L'évangélisation a été un des moteurs du germanisme et a, par la suite, contribué au peuplement allemand.

Mais des tensions nouvelles pesaient aux frontières de l'Est à la fin du X<sup>e</sup> siècle. En effet, jusqu'ici, les Allemands avaient eu affaire à des tribus slaves (Obodrites, Liutices, Sorabes...) <sup>2</sup> mal organisées, offrant donc une résistance mal coordonnée. La naissance des États, comme la Pologne avec Miesko I<sup>er</sup> et la Hongrie avec Etienne I<sup>er</sup>, autour de l'an mil, a modifié la donne. Désormais, les empereurs allemands avaient devant eux des autorités politiques plus difficiles à affronter qui mettaient en danger ces nouvelles Marches si chèrement acquises et prêtes à se rebeller contre la nouvelle autorité germanique. La situation était d'autant plus fragile que, depuis 962, l'Empire avait été rétabli. Otton I<sup>er</sup>, fasciné par l'expérience carolingienne dans sa tentative de restaurer l'Empire romain, franchit les Alpes et face à une papauté avilie par les scandales, obtint la dignité impériale et la suzeraineté sur le Patrimoine

de Saint Pierre, intégrant ainsi l'Italie dans l'orbite allemande. Ainsi, l'autorité du pape était soumise à l'autorité de l'empereur. Le spirituel était inféodé au temporel. L'action des empereurs saxons se partageait entre une politique universaliste, cherchant à imposer aux autres royaumes chrétiens d'Occident un *dominium mundi* (empire du monde) et une politique orientale. Ces deux visions antinomiques et anti-romaines, que nous retrouverons si souvent dans le cours de l'histoire allemande, ont absorbé les moyens financiers et militaires des empereurs germaniques. En effet, ces derniers voyaient trop grand. Les répercussions n'ont pas tardé à se faire sentir. La défaite militaire d'Otton II, à Cap Colonne (15 juillet 982) en Italie, priva les Marches orientales de la présence armée capable de faire respecter l'existence du germanisme sur les nouvelles frontières de l'Est. La réaction ne se fit pas attendre. Ce fut la tempête. Les Slaves se révoltèrent en 983 et firent perdre tous les acquis des règnes précédents. Selon l'expression de C. Higounet, « l'Elbe était redevenue, à la fin du siècle, la frontière fragile du germanisme »<sup>3</sup>.

La fin de la dynastie saxonne, en 1024, en inaugurait une nouvelle, celle des empereurs saliens ou franconiens (1024 à 1125). Le choix de cette branche se fit, selon le principe électoral, par une assemblée d'évêques, ducs, comtes et abbés des abbayes royales. Cependant, durant toute cette période, les frontières orientales du germanisme ne bougèrent guère car les empereurs franconiens étaient trop plongés dans leurs luttes à mort avec la papauté. La phase aiguë se manifesta à Canossa, en 1077, où Henri IV s'humilia devant le pape Grégoire VII. La défaite du pouvoir impérial entraîna la fin du système ecclésiastique établi par



les Ottons. Mais ce n'était que partie remise. La branche franconienne s'étant éteinte sans enfant, la succession passa en 1125 au duc de Saxe, Lothaire de Supplinburg. Cette remontée vers le Nord recentra la politique allemande. En effet, le duc dirigeait un État qui était entièrement tourné vers l'Elbe, avec toutes les ambitions et inquiétudes qui en découlaient. Le XII<sup>e</sup> siècle fut véritablement l'acte de démarrage de ce que l'on appellera plus tard la « Marche vers l'Est ». Les raisons en sont multiples. L'action des dynasties précédentes avait été d'amorcer le mouvement vers l'Est. Beaucoup d'éléments avaient contrarié le projet : conflit avec Rome, inégale qualité des empereurs et aussi, tout simplement, parce que le germanisme manquait de colons pour contrôler et défendre cet espace conquis. Mais les jalons étaient posés. Même si les choses piétinèrent, elles eurent le mérite d'indiquer la direction à prendre en raison de l'accroissement démographique qui saisit le peuple allemand. Les terres vides ou peu peuplées de l'Est offraient une possibilité d'exutoire et des débouchés économiques à une population allemande dont le développement démographique permit de passer de 2,5 ou 3 millions d'habitants au IX<sup>e</sup> siècle, à 7 ou 8 millions au milieu du XII<sup>e</sup> siècle <sup>4</sup>. Obéissant aux lois physiques, le trop plein se déversa vers l'espace vide. On estime qu'environ 400 000 Allemands, du XI<sup>e</sup> siècle jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle <sup>5</sup>, ont participé au mouvement de colonisation vers l'Est. Ce peuplement vers l'Est fut d'autant plus soutenu que ces colons, agriculteurs, artisans, commerçants et mineurs disposaient d'une science et d'une technique supérieures à celles des peuples slaves et magyars. Ceci intéressa les princes et hommes d'église allemands, soucieux de peupler et de renforcer le germanisme à l'Est, mais aussi les

princes de Pologne, de Bohême (les Premyslides) et de Hongrie (les Arpad), qui souvent encouragèrent leur arrivée afin de profiter de leurs connaissances, d'augmenter par conséquent leurs revenus et, en même temps, d'accélérer l'apprentissage par leurs peuples de techniques nouvelles. Nous pouvons donc constater que l'installation de ces Allemands dans tout l'Est européen fut réalisée par des voies militaires et religieuses, mais aussi de la manière la plus naturelle possible, par des princes étrangers faisant appel, comme on le dirait aujourd'hui, à l'immigration. Cependant, cette immigration fut sélective. Ne vinrent, en effet, que des Allemands formés, c'est-à-dire capables d'apporter immédiatement des richesses grâce à leur travail.

Dans ce grand mouvement vers l'Est, nous pouvons distinguer deux moments. Le premier commence avec Lothaire de Supplinbourg en 1125 et se prolonge jusqu'au début du XIII<sup>e</sup> siècle, période qui couvre, à partir de 1138, le règne des Hohenstaufen et la reprise des luttes de l'Empire dans sa quête d'hégémonie universelle face à la papauté. Cette colonisation a concerné l'Europe centre-orientale. Le deuxième mouvement s'est concentré dans la région de la Prusse et au Nord, en Livonie, et tout le long des côtes baltiques avec le rôle nouveau des ordres de chevalerie : celui des chevaliers Porte-Glaive et surtout celui des chevaliers teutoniques.

Ainsi, lors de cette première phase, les mouvements se sont dessinés sur quatre grandes directions : l'Oder et au-delà la Silésie, les Alpes orientales, le quadrilatère de Bohême et enfin, la Transylvanie à l'Est du royaume de Hongrie.

Il est arrivé, comme nous l'avons dit, que des princes étrangers appellent des Allemands, tout en

restant maîtres de leur autorité politique (comme Andréas II de Hongrie). Il n'en fut pas toujours de même avec certains États comme la Pologne. Ses rivalités internes et ses institutions politiques mal équilibrées furent d'excellents appels d'air à la mainmise germanique. Les princes polonais, se querellant entre eux, cherchèrent des appuis à l'étranger et cet étranger parlait l'allemand. Les Polonais payèrent cher leur instabilité politique.

L'essentiel du peuplement à l'Est fut l'œuvre, non pas d'une autorité centrale – sauf exception, comme Frédéric Barberousse – mais le travail de princes locaux héréditaires qui assurèrent la colonisation germanique. Ces princes ou margraves disposaient d'une large capacité de manoeuvre. L'avancée vers l'Est en fut le résultat. Dans la vaste plaine germano-polonaise, l'impulsion fut donnée par Lothaire de Supplinbourg qui confia la direction à trois grandes familles princières : les Ascaniens, les Wettin, les Schauenbourg.

Toutes ces familles et leurs descendants, de manière quasi parallèle, procédèrent à des conquêtes militaires, suivies d'un peuplement ordonné. Le flux de ces colons, provenant de Westphalie, de Zélande, de Flandre, du Brunswick où la pression démographique devenait trop forte, fait absolument déterminant dans le peuplement germanique en Europe de l'Est, était canalisé par un recruteur qui, dans les documents latins, est désigné sous le terme de *locator*. Le plus souvent chevalier au service de son prince, il jouait le rôle d'un intendant, c'est-à-dire qu'il se chargeait de toutes les démarches, du départ de ces migrants jusqu'à leur destination finale. L'arrivée sur ces territoires donnait lieu à la distribution de nouvelles terres et à la création de nouveaux villages. Parfois même, ils étaient créés à partir d'anciens villages occupés par les Slaves. Tel fut le cas, vers 1230, de

deux villages slaves, Cölin et Berlin, qui réunis et germanisés, aboutirent à la création de la future capitale du Brandebourg dont on connaît la destinée. Ayant atteint l'Oder et la Neisse, cette poussée allemande continua vers la source du fleuve silésien, d'autant plus facilement que les luttes successorales polonaises et le morcellement du pays en duchés renforçaient l'appétit germanique. Le faible attire le fort et les Allemands prouvèrent aux Polonais qu'ils avaient eu tort d'afficher au grand jour leurs divergences. Par le traité de Trentschin, le roi Casimir III renonça, en 1335 et sous serment, à toutes formes de revendications et pour toujours sur la Silésie <sup>6</sup>.

Enfin, cette germanisation n'aurait pas été complète sans l'existence et l'application, dans ces pays slaves conquis, des droits allemands qui, pour l'essentiel, étaient au nombre de deux : le Droit de Magdebourg et le Droit de Lübeck. Ces structures juridiques et municipales, d'essence germanique, imprégnèrent les esprits slaves d'un style de pensée et de raisonnement qui leur firent oublier leurs origines. Ces droits, en plus du reste, ont été véritablement une « migration culturelle » <sup>7</sup>.

Ce ne fut pas tout à fait le cas pour la Bohême. Disposant d'une politique stable, sous la direction des Premyslides, ce pays conserva l'essentiel de ses prérogatives d'État, en particulier sa monnaie, alors qu'il faisait partie de l'Empire, ce qui limita les effets de la germanisation. Il n'empêche que les dirigeants politiques (comme Ottokar II) et religieux de ce pays, par souci de revenus plus élevés, favorisèrent l'arrivée de colons allemands. Pris dans un étau délimité au Nord par le Brandebourg ; à l'Ouest par la Bavière et au Sud par l'*Ostmark* (future Autriche), le quadrilatère de Bohême fut érodé par les Allemands qui, tel un flot

montant, défrichèrent sa ceinture forestière et s'y installèrent pour la cultiver. Ils profitèrent aussi des richesses minières de la région (Monts Métallifères). Ils sont les ancêtres de ceux qu'on appellera, plus tard, les Sudètes. Le mouvement germanique continua à progresser au Sud de la Bohême dans la région de l' *Ostmark*. Les Babenberg (installés depuis 976), encourageaient la colonisation de nouvelles terres par les colons avec l'aide de leurs vassaux. L'élément germanique conquiert les Alpes orientales et l'ensemble se prolongea, plus à l'Est, par la création d'une future grande ville, Vienne, dont la première mention, comme *civitas* <sup>8</sup>, date de 1137.

Enfin, ce peuplement allemand fit un bond significatif dans le Sud-Est européen. Mais, dans ce cas là, il résulte d'une volonté politique de la part des rois hongrois. En effet, ce royaume, bien plus vaste que celui d'aujourd'hui, s'étendant au Sud le long du Danube, au Nord jusqu'aux Carpates et à l'Est en Transylvanie, recherchait des défricheurs qui puissent apporter des revenus supplémentaires au roi de Hongrie, mais aussi des défenseurs. Ainsi, le roi Geisa II appela, vers 1150, 500 familles allemandes, soit 2 à 3000 personnes <sup>9</sup> qui s'installèrent dans ce qu'on appellera plus tard le Siebenburgen, en raison de son organisation judiciaire autonome en sept sièges. L'importance de cette communauté allemande dans la région d'Hermannstadt, ainsi que son poids économique, fut tel qu'Andréas II accorda, en 1224, la grande charte des libertés et des privilèges, dite *Andreanum* (la *Goldene Freibrief*) <sup>10</sup>. Cette charte accordait de nombreux avantages : le droit d'élire leurs propres juges, le droit d'être encadrés par leurs prêtres (donc avec un clergé allemand), la dépendance directe au roi et non à un suzerain

local, ce qui court-circuitait toutes les velléités d'indépendance ou de fronde de la noblesse magyare locale surveillée de près par ces Allemands. Cet édit ne fut supprimé qu'en 1867, lorsque la monarchie autrichienne devint l'Autriche-Hongrie.

Cette communauté prospéra, tant et si bien, qu'au XIV<sup>e</sup> siècle, elle comptait environ 250 000 habitants dans tout le royaume, essentiellement au Siebenburgen et à Zips (petite communauté allemande dans les Carpates), soit un quart de la population totale <sup>11</sup>. Cela révèle indirectement qu'un groupe germanique, pourvu d'institutions politiques sérieuses garantissant une large autonomie, peut s'épanouir sans problème à des centaines de kilomètres du pays de ses ancêtres. La solidité du régime politique hongrois, à la différence de la Pologne et dans une moins grande mesure, de la Bohême, se manifesta par un événement qui bouleversa l'histoire de l'Allemagne et donc de l'Europe.

En effet, l'Ordre teutonique fondé en 1190 en Terre Sainte à Saint-Jean d'Acre, pour combattre l'infidèle, fut appelé par le roi de Hongrie Andréas II, en 1211, pour défendre le Burzenland, territoire situé au Nord de la Transylvanie et lutter contre une tribu tartare menaçant le royaume, les « Koumans ». Les Teutoniques s'acquittèrent fort bien de leur tâche, car ils firent du « Kouman » la base du menu de leur entraînement militaire. Victorieux, ils multiplièrent les châteaux et étendirent leur autorité dans tout l'Est du pays. Étant un ordre militaire, mais aussi religieux, ils obtinrent, dès 1223, une prévôté directement rattachée à Rome et, par conséquent, passant au-dessus de l'autorité du roi de Hongrie (méthode supranationale toujours d'actualité). Ce dernier

flaira le danger, car il comprit que l'Ordre teutonique, dirigé par Hermann de Salza, cherchait à créer un État militaire d'essence religieuse, allant du Danube à la Mer Noire. Nous avons là, la première ébauche de ce qu'on appellera plus tard, à une échelle plus grande, la *Mitteleuropa* et dont la tradition est restée si vivante. Andréas II comprit le danger et les chassa. La puissance politique, source de tout autre puissance, sauva la Hongrie, mais pas la Pologne, car c'est justement là que l'Ordre décida de faire son nid. Qui plus est, c'est un duc polonais, Conrad de Mazovie, qui les invita à s'installer en Pologne. Les Teutoniques n'en demandaient pas tant.

La poussée du germanisme, le long des côtes baltiques et à l'intérieur des terres, aboutit à la création paradoxale d'un État, à la fois militaire, monastique et marchand. L'objectif de l'Ordre est de « créer une économie lucrative, d'assurer la protection militaire de ses habitants et de renforcer le caractère chrétien du pays par l'envoi d'une population profondément christianisée » <sup>12</sup> . Comme nous l'avons vu, les missionnaires ont joué un rôle très important dans la colonisation. Des tentatives de peuplement s'étaient succédées au cours du XII<sup>e</sup> siècle le long des côtes des futurs États baltes ; mais la « bouture » ne prit que grâce à l'action efficace de l'évêque de Brême, Albert de Buxhöveden. Ce dernier répondit favorablement à l'appel de détresse d'une petite colonie allemande fondée quelques années plus tôt par Meinhard, chanoine de Segeberg en Holstein qui avait accompagné des marchands. Cette mission économique-religieuse subissait les assauts du paganisme livonien. L'appel au secours ayant été entendu, toute une flotte de croisés, soutenue par le pape Innocent III, débarqua près d'une rivière, la

Rige, qui allait donner son nom à la ville de Riga. Cependant, l'affaire ne pouvait suivre son cours qu'avec l'appui d'une force militaire. Or, avant l'arrivée des Teutoniques, il y eut un court intermède avec les chevaliers Porte-Glaives. Cet Ordre, fondé par Théodoric en 1202, joua le rôle de jésuites à cottes de maille dont les méthodes de conversion se faisaient plus facilement à grands coups d'épée qu'avec de l'eau baptismale. En dehors de la brutalité de la méthode que la vivacité de l'époque peut expliquer, le problème fondamental des Porte-Glaives, comme quelques années plus tard des Teutoniques, fut celui d'un manque crucial de colons allemands en Livonie. Par conséquent, l'action des Porte-Glaives fut toujours temporaire, dans la mesure où, après leur passage, très peu d'éléments allemands venaient structurer et occuper le terrain conquis. Le résultat fut que les populations païennes retournaient à leurs dieux et divinités en tout genre. Bref, la christianisation marquait le pas. Obligés de courir après des menaces sans cesse renaissantes, les chevaliers Porte-Glaives scellèrent leur sort, en 1236, en se faisant « étriller » par les Lituaniens et les Schamaïtes, où le grand-maître de l'Ordre laissa la vie. Le vide fut occupé par les Teutoniques qui absorbèrent les Porte-Glaives avec l'autorisation du pape Grégoire IX. Hermann de Salza, qui possédait déjà le *Kulmerland* (territoire au sud de Dantzic) attribué par Conrad de Mazovie, voyait l'étendue de l'Ordre bondir d'un coup au Nord-Est. Son assise fut renforcée doublement par la « Bulle d'or de Rimini », accordée en mars 1226 par Frédéric II de Hohenstaufen et par la « Bulle de Rieti »<sup>13</sup> accordée par Rome en 1234. Toutes les deux reconnaissaient au grand-maître la propriété du territoire et des conquêtes. Cependant, il fallait



établir une jonction géographique entre la base de départ, le *Kulmerland*, et le Nord-Est, la Livonie et la Courlande.

Le démarrage fut laborieux. Les Teutoniques portèrent leurs efforts sur les sites urbains. Les villes ont été des points d'appui militaires qui permirent ensuite de rayonner sur l'ensemble de la région. En ce qui concerne les villes côtières comme Elbing, Braunberg, Königsberg, l'appui décisif fut celui apporté par la puissance maritime de Lübeck. Des liens privilégiés s'établirent entre les villes hanséatiques et les nouvelles villes côtières comme Dantzig, Riga, Reval (cette dernière fondée en 1230 est aujourd'hui appelée Tallinn). Ces villes formaient un centre économique allemand très important surtout quand la puissance danoise, en la personne de Valdemar II, s'effondra en 1227 à la bataille de *Bornhöved*. Ainsi, la disparition de la seule autorité politique capable de s'opposer à ces activités fit de la Baltique un lac allemand (une tentative danoise fut à nouveau brisée en 1370).

L'Ordre Teutonique, littéralement nourri par ces échanges économiques, a ainsi disposé de ressources financières pour mener sa colonisation à l'intérieur des terres. Elle fut impitoyable à l'égard des Prutènes païens dont les dernières résistances prirent fin en 1283. Les survivants se sont fondus dans la masse des colons allemands. A partir de cette date, le peuplement fut vigoureux et utilisa les mêmes méthodes que celles pratiquées dans le Brandebourg. Cependant, autant le peuplement allemand fut dense, pour les conditions de l'époque, en Prusse, autant il s'est amenuisé en Livonie et en Courlande. L'élan démographique allemand semblait avoir atteint ses dernières limites. Il fut encore assez puissant pour peupler des territoires jusqu'au Niemen, mais il décrût très

vite par la suite. Les Teutoniques firent tout pour attirer des nouveaux migrants, mais en vain. Les grands centres du germanisme étaient les villes de Riga, Dorpat et Reval qui regroupaient la bourgeoisie marchande. A cela, il faut ajouter quelques gros propriétaires terriens dispersés en pleine campagne. On ne connaît que 42 petits chevaliers qui en 1450 <sup>14</sup>, se sont enracinés dans ces territoires de Courlande et de Livonie. Ces quelques migrants deviendront de grands propriétaires terriens, dont les plus connus, comme Wrangel, Benckendorff, Lambsdorff, sont ces germano-baltes que l'on retrouve dans l'histoire russe. Ainsi, un lien privilégié existe entre les mondes allemand et russe qui se prolonge bien après l'effondrement de l'Ordre teutonique. Ce dernier, peu de temps avant le coup fatal de *Tannenberg* en 1410, a permis que la colonisation en Prusse se concrétise par la création d'environ 1400 villages, de 76 à 93 villes, le tout estimé à une population de 400 000 habitants allemands, ce qui en ajoutant la population non-allemande, donnait un total de 550 000 habitants pour l'Etat teutonique <sup>15</sup>. Le déplacement du germanisme à l'Est n'a été possible que par l'accroissement démographique allemand qui fut son carburant, le tout appuyé par des princes audacieux. La grande Peste noire du milieu XIV<sup>e</sup> siècle tarit la source. Les conflits internes, suite à la Réforme, les guerres de Charles Quint en Occident, et surtout, la guerre de Trente ans qui a éliminé environ la moitié de la population allemande, n'ont pas permis la relance du peuplement. Il faut attendre le XVIII<sup>e</sup> siècle pour voir reprendre le mouvement vers l'Est.

## **Du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle**

Le peuplement germanique de l'Est européen prit une autre tournure par rapport à celui du Moyen-Age. En effet, il fut l'œuvre d'États solidement ancrés et non l'œuvre de particuliers. Au cours des siècles précédents, l'Allemagne a subi de nombreuses secousses dont la guerre de Trente ans a été, si l'on peut dire, le bouquet final. Environ la moitié de sa population a disparu. Les traités de Westphalie (1648) ont fait de ce pays une *confusio divinitus conservata*, comme le définissait Oxenstiern <sup>16</sup>, que l'on pourrait traduire par anarchie conservée de main de maître. C'est une « mosaïque disjointe », comme le souligna plus tard le prince von Bülow <sup>17</sup>, d'environ 350 États, royaumes, duchés. Seul l'Électorat de Brandebourg (future Prusse) a commencé à sortir du rang, mais se tient encore en retrait, comme en réserve. Deux États émergèrent véritablement en Europe centrale et orientale et furent les acteurs du renforcement du germanisme : l'Autriche et la Russie. Ces deux pays avaient un ennemi commun, les Turcs. Ces derniers occupaient les Balkans depuis qu'ils avaient fait sauter le verrou que représentait Constantinople (1453). Leur extension maximale s'est achevée en 1683 lors du siège raté de Vienne. Leur retrait, sous les coups de boutoir de la Sainte Alliance qui réunit l'Autriche, la Russie, mais aussi Venise et la Pologne, a amené la libération de la Hongrie, de la Transylvanie et de Belgrade. Mais la reconquête fut longue, coûteuse en hommes et en argent. Les traités de Carlowitz en 1699 et de Passarowitz en 1718 indiquent la durée des combats qui ont opposé la Sublime Porte à ses adversaires. Les territoires libérés n'étaient plus que de vastes zones vidées de leurs populations ou presque, avec une économie exsangue. Face à la menace turque encore vive, les hommes politiques autrichiens et

russe n'avaient qu'une idée en tête, celle de repeupler ces contrées. Aux yeux de leurs dirigeants, ces nouvelles marches devaient constituer des remparts militaires face à l'Islam, mais aussi être des moteurs économiques capables peu à peu de relancer l'ensemble alentour. Pour ces deux pays, l'appel de populations allemandes ne reposait en aucun cas sur des buts de germanisation des zones conquises. Ce concept n'existait pas au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il s'agissait seulement de recruter une main-d'œuvre réputée pour son sérieux et ses compétences. La multitude d'États allemands profondément opposés, le retour à une population importante, dont la pression démographique se faisait sentir dans les campagnes, a permis à Vienne et à Moscou de disposer d'un vivier dans lequel ils ont puisé.

### *L'Autriche*

En ce qui concerne l'Autriche des Habsbourg, nous pouvons distinguer trois foyers germaniques, en dehors de l'arc alpin : la Transylvanie, la zone danubienne de Budapest jusqu'à Belgrade, enfin la zone de la Ruthénie subcarpatique. Ces mêmes foyers se subdivisent en plusieurs groupes.

Le cas de la Transylvanie diffère des deux autres situations. Comme nous l'avons vu, cet ensemble germanique est une fondation ancienne qui, au cours des siècles, s'est développée. Cette communauté allemande était particulière, dans la mesure où elle était une émanation directe du Moyen-Âge récupérée par les Autrichiens après leur victoire sur les Turcs. Ce territoire avec ses huit villes (Hermannstadt, Broos, Mülbach, Reussmarkt, Leschkirch, Schenk, Reps et Schässburg) <sup>18</sup>, bénéficia de l'*Universitas*

*Saxonum* (la *Sächsische Nationsuniversität* ) confirmée par le roi de Hongrie Matthias Corvinus en 1486 <sup>19</sup> . Ce fait est capital, car il donna à cette province une autonomie politique, administrative et juridique, sous forme d'assemblées, qui lui permit de fonctionner et de se gérer pendant tout le temps que dura l'occupation ottomane. Cette situation se prolongea jusqu'en 1867. Disposant d'un parlement de comté en Transylvanie, les Saxons (désignés ainsi dans les documents hongrois, *magy. Szászok* <sup>20</sup> , terme repris par ces Allemands eux-mêmes) constituaient un des trois ordres, à côté de celui de la noblesse magyare et des *Szekler* <sup>21</sup> (représentants de la bourgeoisie et de la paysannerie libre). Sur leur propre territoire, l'allemand était la langue administrative. Toutes ces caractéristiques furent le parapluie de cette communauté. Le système fut assez solide pour tenir environ 150 ans d'occupation ottomane (1541/1688). A la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, le Parlement d'Hermannstadt déclara l'allégeance prêtée aux autorités turques comme nulle et non avenue et se plaça sous l'autorité de Léopold I<sup>er</sup> en 1690 qui confirma la liberté de religion et le maintien des trois ordres grâce au *Leopoldinische Diplom* <sup>22</sup> . Ce *Leopoldinische Diplom* fut en quelque sorte la « loi fondamentale » du Siebenburgen jusqu'en 1848.

La paix retrouvée permit à la Transylvanie de se rétablir au cours des décennies suivantes. Son cas présente bien des analogies avec la situation des minorités allemandes après la chute du rideau de fer.

En effet, cette entité allemande, constituant un groupe autonome et organisé (contrairement aux minorités allemandes en Europe de l'Est, en 1990), fut coupée de ses racines pendant une longue

période (150 ans) par une frontière quasi hermétique. Après sa réintégration dans l'Empire multinational des Habsbourg, cette communauté put se refaire une santé par l'appel de colons allemands d'Autriche (de Styrie, de Carinthie et des protestants autrichiens appelés « *Landler* » <sup>23</sup> , bénéficiant de la tolérance religieuse). Cette « ouverture des frontières » des pays danubiens permit à la Transylvanie de retrouver un second souffle « parce qu'il pouvait, à nouveau, être en contact étroit avec le *Reich* et être revivifié grâce aux afflux de population. En outre, l'intégration est garantie, sur une longue période de paix, par un État bien organisé et dans des conditions assurées (...) » <sup>24</sup> . Autant l'Autriche n'avait qu'à réactiver la communauté allemande de Transylvanie pour voir renaître une zone servant économiquement et militairement ses intérêts, autant il fallut partir de zéro dans la zone danubienne.

Le front militaire avec les Turcs se déplaçait du Nord vers le Sud. Face à des régions dévastées, tout était à faire. Lors du Traité de Passarowitz, en 1718, qui clôt momentanément le conflit avec les Ottomans, la population vivant sur le territoire de la Hongrie qui était environ de 4,5 millions d'habitants au début du conflit (bataille de Mohacs, défaite hongroise en 1526), a plongé à 2,5 millions en 1720.

La reconquête a été en grande partie réalisée grâce à des troupes autrichiennes de 1684 à 1699. Ces troupes traînaient derrière elles des propriétaires fonciers qui s'efforcèrent de relancer la vie économique de la région. Nous pouvons essentiellement distinguer les lieux de colonisation suivant : la forêt de Bakony (*Bakony-Wald*), la Turquie souabe (*Schwäbische Türkei*), la Batschka, le Banat, le Sathmar et enfin des îlots allemands le

long des rivières de la Drau et de la Save, en Slavonie. La première ordonnance qui a lancé le peuplement allemand date de 1689 et s'intitule *Impopulationspatent* <sup>25</sup>. Cependant, aucune initiative véritable ne vint de la part de l'État habsbourgeois, parant au plus pressé, car occupé à faire la guerre aux Turcs. A la différence des grands mouvements de colonisation du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui furent dirigés par le pouvoir central, les premiers arrivants sont appelés par ces propriétaires fonciers pressés de voir leurs domaines se relever.

Mis à part quelques groupes allemands qui, à titre individuel, s'installèrent sur ces nouvelles terres et dont il est impossible de recenser le nombre exact, l'essentiel de ce peuplement, d'ordre privé et sous l'égide de ces propriétaires fonciers, se monte à 14 000 colons. En 1712, venant d'Allemagne du Sud, ils se sont rendus dans la zone danubienne <sup>26</sup> (d'où le terme de « souabe » pour les désigner et utilisé aussi par les Slaves et les Magyars). La Paix de Passarowitz, en 1718, fut le véritable point de départ du peuplement germanique organisé et planifié par les autorités de Vienne qui incluaient ces contrées dans les territoires de la couronne. En effet, durant ce XVIII<sup>e</sup> siècle, trois vagues successives désignées sous le terme de *Schwabenzug* <sup>27</sup> (littéralement « convois de Souabes »), sont orchestrées sous les règnes de Charles VI, Marie-Thérèse et Joseph II <sup>28</sup>. Le premier convoi, originaire de Souabe, de Franconie, de Hesse et du Palatinat, de 1722 à 1726, a peuplé le Banat, la Turquie souabe et le Sathmar. Il est intéressant de noter que ce dernier territoire avait déjà connu un peuplement allemand. En effet, à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, la reine Gisela avait

appelé des colons allemands pour mettre en valeur la région <sup>29</sup>. Mais cette dernière s'est étiolée faute d'une autonomie politique suffisante, capable de conserver les caractéristiques propres de cette communauté : la langue et la culture germanique. Les habitants de cette colonie se sont fondus dans la masse environnante (caractéristique que nous retrouverons, en partie, chez les Allemands de Russie).

Cette première vague de colonisation fut partiellement détruite par la reprise de la quatrième guerre austro-turque de 1737 à 1739. Pratiquement tout était à refaire. En raison des menaces que faisaient peser les Ottomans sur les lieux de peuplement germanique et de la lutte permanente qui rythmait la vie de ces colons (n'oublions pas qu'ils sont placés sur une ligne de front), un dicton souabe a résumé le climat dans lequel ils baignaient : « *Dem ersten der Tod, dem Zweiten die Not, dem Dritten das Brot* <sup>30</sup> » (« Au premier la mort, au deuxième la misère, au troisième le pain »). Ce triptyque « *Tod, Not, Brot* » (mort, pénurie, pain) indique aussi le courage que ces colons allemands ont dû avoir pour tenir le choc.

La deuxième vague de colonisation, sous le règne de l'impératrice Marie-Thérèse, s'étala de 1763 à 1773 et elle fut la plus importante. Sous son règne, on estime qu'environ 50 000 colons allemands <sup>31</sup> s'installèrent vers ces zones de front, essentiellement la Batschka et le Banat. Enfin, la troisième vague eut lieu sous le règne de Joseph II, de 1782 à 1787. C'est l'époque des Lumières et l'empereur du Saint Empire en est imprégné à cœur. Cela s'est répercuté sur sa politique migratoire. L'édit de Tolérance (1781) permit à des sujets protestants de se rendre dans ces territoires de peuplement germanique.



Les trente mille paysans <sup>32</sup> , originaires du Palatinat, s'installèrent pour l'essentiel, dans la Batschka, en Slavonie et un peu dans le Banat. Le résultat de tout un siècle de colonisation germanique en Hongrie se monte à environ 150 000 Allemands <sup>33</sup> . Le but fixé, tant en matière économique qu'en matière militaire, fut rempli. La prospérité revint, mais la frontière militaire qui avait été établie pour faire face aux Ottomans et « gardée » par ces Allemands, ne fut supprimée que par étapes et selon les endroits, entre 1871 et 1883 <sup>34</sup> . Cette présence germanique ne bougea plus jusqu'aux expulsions massives de la seconde guerre mondiale. Enfin, le tour de ce peuplement germanique ne serait pas complet sans évoquer la Galicie et la Bucovine (*Buchenland*). L'envoi de colons allemands a été tardif, car ces territoires sont annexés à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : 1772 pour la Galicie lors du premier partage de la Pologne et 1775 pour la Bucovine, territoire turc, occupé et annexé par l'Autriche, en accord avec le tsar qui venait de battre les Ottomans. Les Autrichiens désirant établir une liaison entre la Galicie et la Transylvanie, portèrent donc leur choix sur la Bucovine. Les principes qui ont régi le peuplement en Hongrie ont été appliqués dans ces nouveaux territoires. Cela s'est traduit par l'envoi de colons compétents capables de dynamiser la région. Ainsi, 13 à 15 000 Allemands <sup>35</sup> s'installèrent en Galicie comme artisans, charpentiers, tailleurs, maçons..., afin d'apporter à la province nouvellement annexée une main-d'œuvre qualifiée qu'elle ne possédait pas. Il en fut de même pour la Bucovine qui reçut 5 000 Allemands <sup>36</sup> de la même veine.

La recherche de ces compétences ne fut pas seulement le fait de l'Autriche. Il existe, en effet,

un parallèle à ce pays qui est la Russie. L'Empire des tsars recruta une abondante population germanique qualifiée. Finalement, ces deux pays poursuivaient le même objectif : obtenir grâce à ces peuples formés et instruits une amélioration de leur état et une plus grande ouverture à l'Ouest.

### *La Russie*

La Russie a toujours noué des liens particuliers avec le monde germanique. Comme nous l'avons souligné, malgré la disparition de l'État teutonique, des contacts permanents existèrent en raison d'une présence de germano-baltes, relayés par des commerçants de la Hanse, via Novgorod. Pour la première fois en 1549, à Vienne, un rapport de voyage intitulé *Rerum moscovitarum commentarii* du baron von Herberstein mentionne la présence de mercenaires allemands au service des intérêts russes <sup>37</sup>. Du fait des activités commerciales, les Allemands fondèrent en 1652 une *deutsche Vorstadt* <sup>38</sup> (littéralement, « faubourg allemand »), à Moscou, qui faisait office à la fois de centre commercial et de lieu de séjour pour tous les marchands et ingénieurs allemands en tout genre puisque n'étant pas orthodoxes, ils ne pouvaient pas résider en terre russe. Le développement de ce centre eut une influence toute particulière sur la nouvelle dynastie, fondée en 1613, les Romanov. En effet, Pierre I<sup>er</sup> le Grand (1689-1725) y fit de nombreux séjours durant son enfance <sup>39</sup>. Cette période fut capitale dans la formation du futur tsar, car en fréquentant constamment ce monde commercial allemand, il s'ouvrit très vite aux habitudes économiques et culturelles de l'Occident. De la même manière, c'est là qu'il acquit une germanophilie fort prononcée. Désireux de

moderniser son pays, il appliqua des méthodes énergiques pour le mettre à niveau. Fasciné par la mer, il fut maître canonnier à *Koenigsberg*, ingénieur maritime à Amsterdam d'où il prit le drapeau hollandais comme référence pour celui de la Russie, mais en inversant les couleurs, et fonda Saint Petersburg en 1703. Il fit appel à de nombreux techniciens allemands comme le comte Burkhard Christof von Münnich, ingénieur qui permit le creusement des 100 kilomètres du canal de Ladoga <sup>40</sup> . Cependant, il ne s'agit pas encore d'une immigration de masse de colons allemands (bien que le premier journal allemand de Russie, la *St. Petersburg Zeitung* , paraisse en 1727) <sup>41</sup> . Elle n'eut d'ailleurs pas existé si la politique matrimoniale de Pierre I<sup>er</sup> le Grand ne s'était pas orientée du côté des familles princières allemandes. Cette politique de modernisation était aussi pour le tsar une manière de se rapprocher de l'Ouest et d'y exercer une influence. Des liens familiaux et dynastiques se sont créés entre la famille impériale russe et les différentes familles princières allemandes. Ces dernières furent de véritables courroies de transmission entre la politique moscovite et les différents peuples allemands. Tous ces éléments expliquent pourquoi les souverains russes choisirent plutôt des colons allemands que des Portugais.

La colonisation allemande s'étala sous les règnes de Catherine II (territoires de la Volga et de l'Ukraine), d'Alexandre I<sup>er</sup> (territoires de la Mer Noire : Ukraine du Sud, Crimée, Bessarabie, Transcaucasie), sous les règnes de Nicolas I<sup>er</sup> et d'Alexandre II (la Volhynie et Samara). Cependant, l'essentiel de ce peuplement en Russie prit fin en 1823 <sup>42</sup> . Nous pouvons distinguer

essentiellement six zones de peuplement allemand : le territoire de la Volga, le territoire de la Neva avec Saint Petersburg et ses alentours, les territoires de la Mer Noire (Ukraine, Russie, Crimée), la Transcaucasie, la Volhynie, l'Oural avec l'Asie occidentale et centrale.

Comme pour l'Autriche, la Russie a recherché des colons qualifiés qui puissent mettre en valeur les zones qui leurs étaient dévolues. Il ne faut pas oublier non plus que l'Empire des tsars a été en guerre avec les Ottomans. L'ensemble s'est conclu par tout une série de traités. Peu à peu, les Russes ont élargi leur façade maritime sur la Mer Noire. Là aussi, il s'est avéré nécessaire de peupler ces vastes territoires abandonnés par les Turcs. Des terres vides ou presque, le désir d'améliorer l'activité économique expliquent cette politique de peuplement. Catherine II (à l'origine princesse allemande : Anhalt-Zerbst) a lancé son premier manifeste en faveur de l'émigration germanique le 4 décembre 1762. Il n'eut aucun effet. Il faut dire que nous nous trouvons dans les derniers mois de la guerre de sept ans (1756/63) et qu'un tel manifeste avait peu de chance d'aboutir dans le désordre qui caractérisait l'Europe centrale. Par conséquent, Catherine II réitéra son appel par un deuxième Manifeste du 22 juillet 1763, assorti de privilèges. Il fut publié dans le *Staats – und Gelehrte Zeitung des Hambur-gischen Unpartheyischen Correspondenten*, le 13 septembre 1763, et dans les *Thörnische Nachrichten und Anzeigen* <sup>43</sup> du 23 septembre de la même année. L'incitation à venir fut encouragée par toute une série de dispositions en date du 19 mars 1764 qui renforçaient les droits ayant trait à la propriété foncière. Les principales mesures incitatrices étaient les suivantes : liberté religieuse,

exemption d'impôts de 10 à 30 ans pour ceux qui vivaient de la terre et de 10 ans pour les citadins, prêts sans intérêts, exemption du service militaire « pour toujours », auto-administration des communes et des écoles, acquisition gratuite pour chaque famille de 30 à 80 desjatines <sup>44</sup> de terres. Les Allemands qui avaient particulièrement souffert de la guerre de 7 ans et souvent tout perdu, se sentirent l'âme migratrice face à de telles propositions. Ce sont des Hessois qui formèrent le principal contingent à se rendre en Russie, en partant de Lübeck pour Saint Petersburg. De là, soit par voie terrestre, soit par voie fluviale (par la Volga), ils se rendirent vers leur Nouveau Monde. Le gouvernement russe leur attribua une zone sur la Volga, près de Saratov, qui devait à la fois être mise en valeur dans le domaine agricole et servir de point de sécurité face aux attaques surprises des nomades de la steppe (Bachkirs, Kirghizs, Kalmouks...). On estime que 26 000 colons, de 1764 à 1772, répondirent à l'appel et fondèrent 104 colonies strictement réparties en fonction des confessions religieuses, soit 73 protestantes et 31 catholiques <sup>45</sup>. Cependant, même si l'essentiel du contingent se rendit sur les bords de la Volga, quelques groupes s'établirent à Saint Petersburg où l'on estime qu'environ 110 familles firent souche <sup>46</sup>. Enfin, quelques colons s'installèrent aussi à Riebendorf sur le Don en 1765, à mi-chemin entre Kiev et Saratov et à Belowesch en 1766, au Nord-Est de Kiev. La communauté allemande de la Volga prit véritablement son essor puisqu'en 1798, vingt-six ans après l'arrivée des derniers colons, la population se montait à 39 000 Allemands <sup>47</sup>.

Cette première vague de colonisation faillit être momentanément interrompue, en raison des

problèmes internes et externes qui assaillaient la Russie. Le traité de Kaïnardji mettant fin à la guerre russo-turque (1768/1774) permit à l'Empire des tsars d'annexer l'embouchure du Dniepr et donc d'accéder à la Mer Noire. Il fut suivi du traité de Jassy en 1792 qui lui donna une façade maritime entre le Bug et le Dniestr. Du fait du rattachement à la Russie de vastes territoires bordant la Mer Noire, de nombreuses villes furent créées comme Cherson (1779), Sébastopol (1783), Odessa (1794), nécessitant un peuplement pour lancer la vie économique. Alors que ces guerres n'étaient pas encore terminées, une deuxième vague de migrants s'annonça. Catherine II, dans un Manifeste de juillet 1785, invita les Mennonites allemands de la région de Dantzig à venir s'installer en Ukraine. Ce territoire fut désigné sous le terme de *Neurußland* auquel il faut ajouter la Bessarabie et la Dobroudja. L'ensemble de ces populations allemandes est appelé Allemands de la Mer Noire (*Die Schwarzmeerdeutschen*). C'est le 22 mars 1788 <sup>48</sup> qu'eut lieu le premier convoi (ou trek) d'environ 900 Mennonites en direction de l'Ukraine <sup>49</sup> qui s'installa en 1789 à 70 kilomètres au Sud de Dniepropetrovsk plus exactement à Choritza (ces premières fondations sont appelées aussi *Altkolonie*) <sup>50</sup>. Telles des amibes, ces colonies de peuplement se sont multipliées (*Tochterkolonie*), du fait de la démographie très forte de ces populations allemandes. Ainsi, les Allemands de la Volga qui atteignaient le cap des 26 000 habitants, au moment de leur arrivée, comptaient 165 000 âmes en 1850 <sup>51</sup>. La Russie, dont les besoins allaient en grandissant, fit appel à nouveau à des colons allemands par le Manifeste d'Alexandre I<sup>er</sup> (1801-1825), du 20 février 1804. Les principes pour attirer de nouveaux migrants furent ceux de

1763, mais renforcés. En effet, les Allemands désireux de venir s'établir en Russie devaient être libres de toutes dettes, disposer d'un capital de départ de 300 Gulden, être de bonne réputation et voyager à leurs frais dans des groupes de 20 à 30 familles. Ces mesures furent le cadre juridique pour toute la colonisation du XIX<sup>e</sup> siècle <sup>52</sup>. Ces émigrants, sous le règne d'Alexandre I<sup>er</sup>, originaires du Palatinat, de Hesse, du Bade et du Wurtemberg, peuplèrent les territoires de la Mer Noire, comme le Kherson, la Tauride (ancien nom de la Crimée), la Bessarabie, Iekatorinoslave et la Transcaucasie <sup>53</sup>.

Pour cette période, le régime tsariste concéda à l'ensemble de ces colons environ 500 000 hectares <sup>54</sup>. Après une interruption due aux guerres napoléoniennes, la colonisation reprit suite à l'acquisition de la Bessarabie, lors du traité de Bucarest, le 28 mai 1812. Les colons, appelés *Warschauer Kolonisten* (« colons de Varsovie », désignés ainsi car beaucoup d'entre eux appartenaient à la communauté plus ou moins germanisée des Cachoubes), représentant environ 8 000 personnes, s'implantèrent dans cette nouvelle province. Un flux supplémentaire d'Allemands, originaires du Sud-Ouest de l'Allemagne, vint se rajouter dans les années 1816/1818 et compléta ainsi le peuplement germanique de la région <sup>55</sup> qui s'étendit, à partir de 1842, dans la Dobroudja. Enfin, comme la Russie venait, suite à plusieurs guerres avec les Perses et les Ottomans, d'obtenir le contrôle du Caucase, elle fit appel à des colons germaniques originaires du Wurtemberg qui, avec 398 familles, fondèrent 12 colonies en 1818 <sup>56</sup>. Comme pour toutes les zones de front, cette communauté devait être un point d'appui sûr pour

la politique tsariste et, par la même occasion, un centre d'activité économique, en particulier pour la culture du blé et de la vigne.

En ce qui concerne la Volhynie, située au Nord-Ouest de l'Ukraine actuelle, elle présente la particularité de ne pas avoir été colonisée par les tsars, mais par des propriétaires fonciers polonais soucieux de mettre en valeur des terres. Bien que la Pologne ait disparu lors du troisième partage en 1795 et que les autorités prussiennes aient mené la vie dure à leurs compatriotes de Posnanie et de Prusse occidentale, ces Polonais n'ont pas hésité à faire venir des Allemands en trois vagues. En 1816, après le Congrès de Vienne, ils firent appel à des Mennonites pour remettre la zone en état, après l'aller et retour de la Grande Armée « courcée » par celle de Koutousov. Ensuite, en 1831 et 1863, suite aux échecs des tentatives d'indépendance de la Pologne, deux nouvelles vagues d'Allemands vinrent de Poméranie, de Silésie et du Nord de l'Allemagne afin de remplacer la main d'œuvre que ces propriétaires avaient perdue lors de ces révoltes <sup>57</sup>. Enfin, une dernière vague importante de colons allemands s'est établie à Samara, à partir de 1854, au Nord du territoire de la Volga <sup>58</sup>. Lancée par Nicolas I<sup>er</sup>, elle permit l'arrivée de 6 500 mennonites originaires de Prusse occidentale <sup>59</sup>.

Comme pour toutes les fondations de colonies allemandes, elle devait jouer un rôle de moteur économique et de surveillance des peuples nomades. Il faut aussi ajouter les quelques groupes d'Allemands qui ont gagné la Sibérie et l'Asie centrale (en quête d'aventure ou recherche d'une vie meilleure). Mais leur nombre est insignifiant. Il ne prendra de l'importance qu'après 1941.

Ainsi, de 1763 jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle,



on estime qu'environ 100 000 colons allemands <sup>60</sup> peuplèrent le territoire russe. Le développement démographique très important et le poids croissant de ces populations dans l'économie du pays ont fait que ces communautés sont devenues des centres actifs, ainsi que des relais du germanisme dans tout l'Empire. Cette caractéristique est prolongée par la présence d'Allemands en Europe centrale ce qui permet d'établir des contacts directs jusqu'en Allemagne qui, au lendemain du Congrès de Vienne, est travaillée par des volontés d'unification. Ce phénomène prit cependant une ampleur toute particulière, car à partir du XIX<sup>e</sup> siècle, il s'est appuyé sur un concept totalement ignoré au siècle précédent : le principe des nationalités. Dans le cas allemand, il présente des particularités dont les origines sont souvent lointaines.

## LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS, SES ORIGINES DANS LE CADRE GERMANIQUE, DE 1789 À LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

### **Aux sources de l'unité**

1789 compte comme une date charnière dans l'histoire de l'humanité. Tout un monde, avec sa philosophie politique, son organisation sociale, ses goûts, ses références disparaissent pour faire place à un autre monde. Ces événements ont un impact considérable sur l'Allemagne. Elle lui doit à long terme son unité politique et son nationalisme propre, plus exactement son *Volkstum*, qui exprime

l'idée de rassemblement de tous les hommes animés par des éléments communs : la même langue, la même culture, la même origine ethnique. Les principes philosophiques et politiques allemands présentent comme caractéristiques fondamentales de ne pas avoir connu la civilisation romaine à l'exception des territoires rhénans et danubiens. La *Pax romana* a imposé tout un code de pensée politique mâtiné des principes philosophiques du monde hellénique. Le catholicisme a été le dernier élément à s'ajouter à ce tableau. C'est à partir de ce socle que l'Occident s'est construit. Il se caractérisait par l'existence d'un monde ordonné dont la finalité n'était pas terrestre mais divine. L'homme n'était donc ni sa propre source, ni sa propre référence. L'esprit romain a introduit le concept d'État, le principe centralisateur latin, doublé du principe catholique de la séparation du spirituel et du temporel depuis le fameux « rendez à César... ». Tout l'Occident chrétien, et plus précisément français, a eu pour support tous ces préceptes qui étaient aussi des contraintes. Comme le dit Rémi Brague : « Est romain, en ce sens, quiconque se sait et se sent pris entre quelque chose comme un hellénisme et quelque chose comme une barbarie. Etre romain, c'est avoir en amont de soi un classicisme à imiter, et en aval de soi une barbarie à soumettre. Non pas comme si l'on était un intermédiaire neutre, un simple truchement lui-même étranger à ce qu'il fait communiquer. Mais en sachant que l'on est soi-même la scène sur laquelle tout se déroule, en se sachant soi-même tendu entre un classicisme à assimiler et une barbarie intérieure » <sup>61</sup>. Les hommes, les dirigeants politiques se sont comportés plus ou moins bien, mais ces principes gréco-latins associés à ceux du catholicisme sont

restés le pivot autour duquel tout gravitait. La Révolution française a apporté une rupture et un renversement par rapport à l'ordre ancien. De la souveraineté divine, depuis le baptême de Clovis, on est passé à la souveraineté de la nation. L'article 3 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789 affirme que : « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu, ne peut exercer l'autorité qui n'en émane expressément ».

Nous assistons donc à une laïcisation de la société dont le point de référence n'est plus Dieu, mais une nation qui « est une entité abstraite, une figuration mythique de la collectivité dont on fait le siège de la souveraineté, la source du pouvoir politique (...) » <sup>62</sup>.

L'Allemagne reçoit de plein fouet les principes de 1789, d'abord par les armées révolutionnaires, ensuite par l'occupation napoléonienne. Mais à la différence du cas français, elle procède à une forme de réduction de ces principes. L'Allemagne, par l'intermédiaire de ses philosophes et penseurs, germanise le tout pour aboutir, non pas à l'homme universel et aux principes qui en découlent, mais à l'homme allemand, à la langue allemande, à la culture allemande et à sa mission bien allemande. La formule de Kant : « Agis de telle sorte que la maxime de ta volonté puisse toujours valoir en même temps comme principe d'une législation universelle » <sup>63</sup> est reprise par Fichte dans ses « Discours à la Nation allemande », qui germanise ce principe en : « Agis de telle sorte que la maxime de ta volonté puisse toujours valoir en même temps comme auxiliaire de la suprématie allemande » <sup>64</sup>. Nous assistons donc à une forme de spécialisation du principe qui se focalise entièrement sur un peuple et non sur l'Homme en général.

Les fondements sur lesquels reposent ces concepts germaniques sont le fédéralisme, la notion d'Empire, de *Reich*, s'appuyant sur des principes théocratiques ou de « césaropapisme », le tout relié aux principes des nationalités. Ces derniers ont été la pierre d'achoppement sur laquelle ont buté tous les partisans de l'unité traitant de la question du problème national. En effet, toute la question était de savoir où l'on pouvait établir la frontière de la germanité. Trois conceptions ont vu le jour :

- La première était celle de la petite Allemagne, c'est-à-dire dominée par la Prusse.

- La deuxième était celle de la grande Allemagne où étaient inclus les Pays autrichiens inscrits dans la Confédération germanique (à l'exception de la Lombardie, la Vénétie, la Hongrie, la Croatie et la Galicie).

- La troisième correspondait au maintien du statu quo obtenu au lendemain du Congrès de Vienne de 1815 où étaient exclues Posnanie et Prusse occidentale et orientale.

Déjà, avant 1789, de nombreux éléments indiquaient la montée en puissance des prémices du nationalisme allemand. Le Siècle des Lumières ou *Aufklärung* s'est nourri de plusieurs influences qui se sont superposées et dont le détonateur a été la Révolution française. L'histoire est, selon l'expression de Paul Valéry, « ce grand courant sous-jacent souvent silencieux et dont le sens ne se révèle que si l'on embrasse de larges périodes du temps ».

### *Des origines à 1789*

A l'origine, l'Allemagne est marquée par un événement essentiel dont les conséquences détermineront toute son histoire; la conquête

partielle de son territoire par les troupes romaines, suivie de la défaite cuisante des légions à la *Teutoburger Wald* , en l'an 9 de notre ère, face à Arminius. Rome décida d'établir le long du Rhin et du Danube son autorité politique et militaire. Déjà, la Germanie est coupée en deux et « là où il s'installait, l'Empire romain ne se contentait pas d'occuper : il configurait. La scission de la Germanie ne s'inscrivit pas seulement dans sa géographie. Elle s'inscrivit aussi dans les esprits. La division de la Germanie allait durer sept siècles. Alors que les Germains conquis par Rome allaient, au même titre que les futurs Français, Espagnols, Anglais, recevoir en partage la civilisation gréco-latine, la Germanie au-delà du *limes* lui demeurerait étrangère. Cette première division culturelle en entraîna une seconde. A l'heure où Constantin, faisant inscrire le signe du Christ sur ses enseignes, instituait l'univers chrétien héritier de l'univers latin, toute la Germanie au-delà du *limes* restait, une fois encore, étrangère aux phénomènes européens, s'opposant politiquement, culturellement et religieusement au reste du monde civilisé par Rome » <sup>65</sup> .

Ainsi, nous assistons à l'émergence de deux mondes germaniques que la christianisation ne pourra souder. En effet, dans la zone germanique conquise par Rome, PÉglise catholique, apostolique et romaine s'est imposée d'elle-même, car elle était le prolongement surnaturel des principes naturels gréco-latins. Pour ces populations, il n'y eut aucun traumatisme psychologique, car l'ensemble s'imposa sans violence au cours des siècles et d'une seule coulée. Il n'en fut pas de même pour toutes les populations se situant au-delà du *limes*. Ce monde étranger à ceux de Rome et d'Athènes, vécut dans ses

traditions païennes, ses dieux, sa mythologie propre, une multitude d'entités, ses *Stämme* (« tribus », traduction impropre, mais le mot exact en français n'existe pas; terme que l'on retrouve dans le préambule de la constitution de Weimar : « *Das deutsche Volk , einig in seinen Stämmen und von dem Willen beseelt...* » : « le peuple allemand, uni dans ses “tribus” et animé de la volonté... ») et conserva ainsi sa vision du monde toute particulière. L'évangélisation menée par Charlemagne n'a été obtenue qu'au prix de massacres, de déportations et non par l'exemple et la conquête pacifique des coeurs et des esprits. Le paganisme ne fut pas supprimé, car le christianisme ne fit que se surajouter, sans faire disparaître la tournure d'esprit naturelle des Germains au Nord du *limes* qui était une vision clanique et ethnique à l'opposé du monde universaliste romain. Ainsi, c'était par une violation, tel un corps étranger, que ce monde s'est imposé aux tribus germaniques du Nord. Il en a résulté une blessure et une rancœur dans l'inconscient collectif. H. Heine, dans la « Revue des Deux Mondes » et Georges Dumézil, par la suite au XX<sup>e</sup> siècle, ont souligné que « les légendes allemandes héritées de la période païenne, loin d'être, comme en France, de “belles histoires”, étaient autant de survivances – non au sens affadi de souvenirs, mais au sens plein – de l'antique vision du monde qui conservait au moins une part de leur puissance mythique, dans la mesure où elles ne laissaient pas de susciter des comportements individuels et collectifs » <sup>66</sup>.

L'explosion de la Réforme, en 1517, a souligné de belle manière l'opposition entre le monde allemand du Sud, resté fidèle à Rome, et celui du Nord qui, du fait de la personnalité exceptionnelle de Martin Luther, retourné « à ses premiers amours

» avec le *los von Rom*. En effet, ce n'est pas l'effet du hasard si la scission entre les mondes catholique et protestant allemands se situe le long du *limes* romain, véritable frontière culturelle, religieuse et politique. Le réformateur allemand, confiant aux princes le pouvoir temporel, mais aussi le pouvoir spirituel, instituait une religion nationale, rompant avec l'universalisme de l'Église latine.

Lorsque Luther écrivit en mai 1520 son « Manifeste à la Noblesse chrétienne de la Nation allemande », « ce n'est, selon E. Vermeil, autre chose qu'un programme complet de nationalisme à la fois religieux et politique (...). Luther semble détourner du côté de la foi protestante et vers l'ordre politico-social qu'elle implique les ambitions que caressèrent autrefois Otton I<sup>er</sup> et Barberousse. Dieu s'adresse à l'Allemagne par sa Parole traduite en allemand, donc par l'Allemagne à tous les hommes. L'universalisme passe après la nation » <sup>67</sup>.

Ainsi, l'Allemagne a renoué avec son passé d'avant la christianisation, ou plus exactement, a soumis son christianisme aux principes qui régissaient les Germains païens où le chef de tribu était investi, à la fois, du pouvoir spirituel et du pouvoir temporel. C'est, en quelque sorte, le retour à la forêt. La traduction de la Bible en haut-allemand (*hochdeutsch*) fixa la langue au profit du protestantisme dont le renforcement est allé de pair avec celui de la Prusse au cours des siècles suivants face à l'Autriche catholique des Habsbourg. C'est donc tout un monde de pensée qui s'est établi dans les domaines politique et religieux et qui a fait le lit de l'*Aufklärung* au XVIII<sup>e</sup> siècle, dans une Allemagne réduite à une multitude d'États (*Kleinstaaterei*) depuis le traité de Westphalie en 1648.

La philosophie des Lumières des Voltaire, Diderot, Montesquieu, Rousseau, associée à celle d'un Locke affirme la primauté de la raison. Elle fait table rase des préjugés, car la raison permet à l'Homme de progresser. Si l'intelligence bute sur quelque chose d'incompréhensible, le progrès humain doit apporter la réponse. Ainsi, trois éléments essentiels caractérisent cette philosophie : le naturalisme, c'est-à-dire le refus radical de tout ordre surnaturel et révélé d'où une opposition sans ambages au catholicisme; le nominalisme qui se caractérise par le refus de toute vérité universelle, de morale immuable et dont on peut établir un parallèle avec la conception protestante du libre examen, enfin le culte de l'Homme. Tous ces principes étaient, si l'on peut dire, du pain bénit pour tous les intellectuels protestants allemands dont les références luthériennes se retrouvaient renforcées, mais à la façon allemande, dans les idées politiques et religieuses. Ces idées ont connu une influence encore plus vive grâce au piétisme qui rehaussait encore plus la personne humaine; « l'exaltation de l'individu par le piétisme conduit à l'exaltation des individualités nationales que l'on découvre à travers la linguistique et l'histoire » <sup>68</sup> . Pour le philosophe piétiste Johann Georg Hamann (1730-1788), le langage est « un sacrement, car il révèle chaque être particulier et la langue nationale chaque peuple » <sup>69</sup> . Ainsi, « dans un monde allemand sans unité politique, sans assise territoriale se développe insensiblement une conception linguistique de la nation qui peu à peu se transformera en conception ethnique se fondant sur l'idée de communauté de culture » <sup>70</sup> . Ce mouvement s'est manifesté par une croisade contre la littérature française considérée comme desséchante face à la pureté de l'esprit germanique.



Tous ces concepts prennent une couleur typiquement germanique inconnue en France à la veille de la Révolution, sous les traits du *Sturm und Drang* (littéralement, « assaut et tempête »). On y retrouve le sentiment hypertrophié du moi poussé à un degré dont l'origine se trouve, là aussi, chez Luther, c'est-à-dire l'expression d'un sentiment de volonté que la philosophie allemande désigne sous le terme de « réalisation de la liberté ». Le *Sturm und Drang* exprime l'idée que la nature profonde de l'Homme renferme des forces, des puissances, des qualités que la société avec ses lois, ses habitudes empêchent de s'épanouir ou plutôt de se lâcher. Cette conception allemande est aussi une manière de combattre l'influence « plus rangée » de la littérature française et de s'éloigner de l'idéal classique du Grand Siècle. Ainsi, le développement culturel allemand, depuis Luther, présente des éléments bien à lui où des concepts comme la langue, la culture, l'ethnie germanique et l'hypertrophie du moi au sein de tout un peuple s'opposent au monde latin, aux Velches.

### *De 1789 à 1850 : Le réveil de l'Allemagne*

Quand la Révolution de 1789 éclate, elle présente la particularité fondamentale de faire fi de l'existence des minorités, caractéristique prolongée par les Constitutions de 1791 et de 1793. En cela, elle est logique avec elle-même puisqu'elle ne vise que l'Homme vu d'une manière toute abstraite, ce qui a pour conséquence la destruction de tous les corps intermédiaires dans la France de l'Ancien Régime. Le Droit français repose sur deux piliers : l'Homme et l'État ou comme le disait plus lucidement Nietzsche, d'un côté « l'avorton sublime », de l'autre « le monstre froid ». La

négarion de l'existence d'une minorité par rapport à une majorité se comprend puis qu'elle exprime une idée de différence par rapport à la population majoritaire du pays. Or cette différence ne peut exister puisque « l'homme est un tout, égal à tout homme et digne, à ce titre, des mêmes droits » <sup>71</sup> . Cette vision abstraite de l'Homme, issue en droite ligne des Lumières, trouve sa définition juridique dans la formule de l'abbé Sieyès où l'idée de nation est « un corps d'associés vivant sous une loi commune et représenté par le même législateur » (Qu'est-ce que le Tiers état ?).

L'arrivée des troupes révolutionnaires et napoléoniennes en Allemagne à partir d'avril 1792 jusqu'à la Bataille des Nations en 1813 (*Völkerschlacht*), permet de constater l'impuissance politique du pays, surtout quand le dernier rempart, la Prusse, vole en éclat après les défaites d'Iéna et d'Auerstaedt en 1806. Il s'ensuit une véritable humiliation qui réveille les élites allemandes. Celles-ci cherchent par l'exaltation de la communauté à exprimer les spécificités germaniques, la culture, la langue, le sentiment national, le *Volksgeist*.

Mais là aussi, comme pour le cas français, l'idée de minorité est exclue d'une manière nette par un des ténors du renouveau germanique, Fichte. Dans son cinquième Discours à la nation allemande, il dit en effet ceci : « Ce qui parle la même langue, c'est déjà, avant toute apparition de l'art humain, un Tout que par avance la pure nature a lié de lignes multiples et invisibles (...). Un pareil Tout ne peut admettre en son sein aucun peuple d'une autre origine, ou d'une autre langue, ni vouloir se mêler à lui (...) » <sup>72</sup> .

Ces propos sont absolument déterminants pour l'avenir, car ils préfigurent toutes les rivalités

naissantes entre les partisans de la petite Allemagne quasi homogène et ceux de la grande Allemagne où se trouve une part importante de population non germanique et non protestante, c'est-à-dire en filigrane l'opposition entre la Prusse et l'Autriche. Dans les quatorze conférences que Fichte prononce du 13 décembre 1807 au 20 mars 1808, se trouve concentrée toute la doctrine germanique qu'un Luther n'aurait pas reniée. En effet, il y exalte l'Allemagne qui est le peuple, l'Allemand étant l'homme total qui seul a conservé les qualités héritées de ses ancêtres. Il y fait l'apologie de la langue allemande, langue bien vivante face aux langues mortes latines, de la lutte à entreprendre face à l'occupant français comme l'a fait Arminius face aux Romains, permettant ainsi à l'Allemagne de ne pas tomber en esclavage puisqu'elle aurait perdu sa germanité. Nous constatons cette perpétuelle hostilité à Rome, au monde latin et à sa conception politique et religieuse. Ces propos sont relayés par une multitude de penseurs qui s'expriment sur le même ton, condamnant d'une part l'asservissement à l'étranger et d'autre part exaltant l'époque glorieuse de l'Empire sous les Otton, les Hohenstaufen. Ainsi, les propos tenus par le baron Karl von Stein, le 17 septembre 1812, sont révélateurs d'un état d'esprit nouveau depuis la disparition du Saint Empire romain germanique (1806) : « Cette constitution n'était pas le résultat d'une nation guidée par ses propres intérêts grâce à l'expérience et à la connaissance. Elle démarre à partir des sources impures de l'influence despotique papale, à partir de l'infidélité séditeuse des grands, de l'action des puissances étrangères (...). Mais si j'avais à évoquer une période de notre passé, cela serait celle du temps de nos grands

empereurs du X<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècles, lesquels tenaient la constitution allemande sous leur autorité et donnaient aux nations étrangères lois et protection »<sup>73</sup>.

Le modèle français, État national politiquement et culturellement compact, inspire des intellectuels allemands. Par certains aspects, ils voient un exemple à suivre. Ainsi, le poète Ernst Moritz Arndt exprime dans son *Vaterlandslied* (1813), l'idée que la nation allemande doit s'étendre aussi loin que l'on entend la langue allemande (*so weit die deutsche Sprache zu hören ist*). Or, comme nous l'avons vu, une partie du peuple allemand s'est dispersée dans tout l'Est européen jusqu'en Russie. Il apparaît tout de suite qu'il est impossible de réunir l'ensemble de ces peuples germaniques en un seul bloc, sans y inclure de très importantes minorités étrangères slaves, baltes, magyares, sans compter que les pays concernés par ces amputations ne se laisseraient évidemment pas faire. Les tenants d'une telle politique en faveur de tout ce qui est allemand, face à l'émergence des nationalités, se retrouvent dans une situation où bien des éléments s'opposent : quel système politique donner à l'Allemagne unie, un système fédéral ou centralisateur – Un régime dynastique ou démocratique – Où établir les frontières du germanisme – Doit-on accepter les peuples non-allemands et pour la plupart catholiques de l'empire d'Autriche – Sachant que les principes protestants refusent le principe centralisateur latin ainsi que la séparation des pouvoirs spirituels et temporels, quelle attitude auront ces peuples catholiques allemands et non-allemands intégrés au sein de ce nouvel État ? Seront-ils fidèles – Au lendemain de la tornade napoléonienne, la situation de l'Allemagne et ses rivalités internes

apparaissent comme inextricables.

Pourtant, en 1815, la situation présente l'avantage d'être plus claire en raison de la diminution du nombre d'États allemands qui passe de 360 à 39. Napoléon I<sup>er</sup> a précédé Bismarck. Deux blocs essentiels émergent : la Prusse et l'Autriche. A côté d'eux surnagent quelques États moyens comme la Bavière, le Wurtemberg et le pays de Bade. Le reste n'est que poussière de petits royaumes, duchés, cités-Etats. Le Congrès de Vienne qui tente de remettre l'Allemagne et l'Europe d'aplomb présente la particularité d'être le « premier cénacle » à introduire un article pour la protection des minorités ethniques. En effet, la Pologne disparaît, partagée entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. L'article 1, al. 2 du Congrès de Vienne du 9 juin 1815 accorde aux Polonais, sujets de ces trois États, le droit à une forme d'institutions et de représentation nationale <sup>74</sup> . A part cet article de 1815, il faut signaler les dispositions – ô combien d'actualité dans la politique de l'Allemagne depuis 1990 – accordées aux populations non-allemandes en 1849 à l'Assemblée de Francfort (Art XIII § 188 de la Constitution du 28 mars 1849 : « Aux populations d'Allemagne qui ne parlent pas l'allemand, il est garanti un développement de leurs caractéristiques propres, notamment l'égalité en ce qui concerne leurs langues sur toute l'étendue de leurs territoires, à l'église, dans l'enseignement, au sein de l'administration et de la justice ») <sup>75</sup> . Cette mesure ne fait que reprendre les traditions multiculturelles et impériales de l'ancien *Reich*. Enfin, il faut souligner la protection accordée aux minorités dans les Balkans, au Congrès de Berlin de 1878, qui clôt le XIX<sup>e</sup> siècle en matière de protection des minorités. Il faut attendre le

lendemain de la Première Guerre mondiale pour voir les premiers jalons posés à l'égard de la protection des minorités. Cependant, même si le problème des minorités allemandes ne se pose pas de la même façon au XX<sup>e</sup> siècle, il existe d'une autre manière du fait de la désunion de l'Allemagne et des ambitions heurtées de la Prusse et de l'Autriche. Le problème des différents peuples allemands partagés entre plusieurs États ne peut pas être observé uniquement sous l'angle purement ethnique et numérique. En effet, il est étroitement tributaire des conceptions politiques, religieuses et économiques qui animent les intellectuels allemands et qui, tôt ou tard, se répercutent sur les institutions et la configuration de la nouvelle Allemagne ainsi que de l'Autriche. Les fondements philosophiques qui animent ces penseurs lient l'Allemagne et ses peuples à l'idée européenne. Aussi, la naissance d'un État allemand englobant plus ou moins des populations germaniques et laissant quelques unes en dehors de ses frontières étatiques conditionne ses rapports avec l'Europe. Des concepts issus directement du féodalisme, du protestantisme, des Lumières, de l'habitude séculaire des États allemands à vivre indépendamment les uns des autres, le tout relié à la primauté donnée à la langue, à la culture – d'autant plus que ces caractéristiques compensent les faiblesses d'un État national inexistant – favorisent l'émergence d'une construction politique durant l'occupation des Allemagnes par les troupes françaises. Ce phénomène continue après leur départ. Nous pouvons distinguer un élément essentiel de la pensée allemande, le fédéralisme. Ce type d'organisation est issu directement de l'existence d'une multitude d'États allemands dont le particularisme fait office de «

nation » ou plus exactement d'un monde en soi. Kant est le premier à élaborer ce concept en Europe (son contemporain est Hamilton aux États-Unis). Son influence est capitale puisque ses idées se retrouvent à des degrés divers dans le courant rationaliste dont il est le moteur, dans les conceptions romantiques rattachées à l'idéal médiéval, le tout associé à des idées économiques s'appuyant sur ces stations de relais que sont les communautés allemandes en Europe de l'Est. Tous ces éléments sont les différents maillons d'une même chaîne.

La pensée majeure de Kant est la recherche de la paix et de l'unité européenne tout en respectant l'autonomie des différents peuples. Il part du principe que l'humanité tend vers une union des peuples selon les desseins de la Providence. Son ouvrage clef « *Projet de paix perpétuelle* » (« *Zum ewigen Frieden* »), écartant l'idée d'un État universel, prône l'idée d'une fédération d'États libres qui se constituerait autour d'un noyau républicain (pour Kant, synonyme d'un système respectant la séparation des pouvoirs). Les idées de Kant marquent d'autres penseurs comme Friedrich von Gentz. Ce collaborateur de Metternich, tout en acceptant l'adoption du fédéralisme en Europe, reste favorable aussi au concept d'équilibre européen dont l'Allemagne serait le centre de gravité. Ses idées se rapprochent de celles de Fichte et des romantiques fidèles au *Reich* médiéval. F. von Gentz a été un des inspireurs du parti grand allemand. Sa pensée peut se résumer à sa formule favorite : « l'Europe est tombée par suite de la faiblesse de l'Allemagne, c'est par l'Allemagne qu'elle ressuscitera »<sup>76</sup>.

Les romantiques comme Novalis, A. Müller, A.W Schlegel, proches de la pensée de Gentz,

prônent un *Reich* fidèle à celui de l'époque médiéval et inféodé à la papauté. Ces catholiques allemands ou convertis tombent dans cet excès qui s'appelle le césaropapisme et qui de toute façon s'oppose aux principes français, ce qui fait dire à B. Seckinger que les romantiques luttent « pour l'idée d'une Europe chrétienne, allemande et fédérative contre celle d'une Europe rationaliste, française et centralisée » <sup>77</sup> . Cette conception trouve d'ailleurs un bel avenir après 1945 chez les hommes politiques allemands en la personne de Konrad Adenauer et de ses successeurs. Comme pour les tenants de la primauté germanique, ces romantiques allient l'idée d'un *Reich* chrétien à celui d'une mission donnée au peuple allemand. Un de leurs représentants, A.W Schlegel dit en effet ceci : « Plus que tout autre peuple nous nous souvenons de l'ancienne unité primitive de l'Europe (...) ; ce sont des peuples de race allemande qui ont recréé et fondé l'Europe, et s'il m'est permis de demander quelque chose au sentiment national des Allemands, c'est qu'ils reconnaissent qu'ils sont la mère-patrie de l'Europe » <sup>78</sup> . Il y a cependant un cas où ce fédéralisme est contrebalancé par l'influence du jacobinisme en la personne de Hegel qui, reprenant le principe français de 1789 de la République « une et indivisible », l'applique à l'Allemagne. Cela aboutit à une déification de l'État (« l'État est l'idée divine, telle qu'elle existe sur terre ») <sup>79</sup> , associée à nouveau à l'idée d'une mission du peuple allemand où il expose qu'en raison de l'évolution historique d'essence divine, l'Esprit universel (le *Weltgeist* ) s'identifie à un peuple élu. Au cours des temps, ce *Weltgeist* s'incarne dans un peuple à qui il est donné une mission à remplir (successivement pour Hegel, l'Orient, la Grèce, la



Rome antique, enfin l'Europe fondée par les Germains). Cette dernière terminée, ce peuple entre en décadence et cède la place à un autre en qui s'est incarné, pour le remplacer, le *Weltgeist*. Le peuple allemand, selon Hegel, a obtenu grâce à la Réforme luthérienne cet état incomparable de suprématie, il est l'Elu. Comme le dit J. Nurdin : « Hegel conclut à l'incontestable supériorité du peuple germanique, de son homogénéité, de sa "pure intériorité", sur l'hétérogénéité et la dualité du caractère latin (...). Il déséquilibre la communauté occidentale en privilégiant l'élément germanique au détriment de la latinité, l'Europe protestante au détriment de l'Europe catholique. Après Fichte, personne sans doute n'a plus contribué que Hegel à jeter les bases philosophiques de la prééminence germanique » <sup>80</sup>

Aussi, il est possible d'affirmer que la philosophie hégélienne a influencé en partie l'idéologie du III<sup>e</sup> Reich qui d'une part, sur le plan intérieur, aboutit à un centralisme (centralisme à nuancer toutefois d'après l'ouvrage de F.G Dreyfus, « Le III<sup>e</sup> Reich ») <sup>81</sup> avec la disparition des « provinces » (*Länder*), la déification de l'État en la personne de son chef, le *Führerprinzip*, les lois raciales de Nuremberg sur la « pureté du sang allemand », « la supériorité du peuple allemand », l'idée de « Race des Seigneurs » (*Herrenvolk*), et qui d'autre part, sur le plan extérieur, mit l'accent sur la mission spécifique de l'Allemagne.

Enfin, le développement économique est un facteur dont le poids est loin d'être négligeable dans la montée en puissance du principe des nationalités. L'homme-clef dont l'influence se fait toujours sentir, s'appelle Friedrich List (1789/1846), grâce à son ouvrage « Système

national d'économie politique ». La création d'une union douanière (*Zollverein*) à partir du premier janvier 1834 est le socle qui, à long terme, permet de faire basculer la puissance économique au profit de la Prusse face à sa rivale, l'Autriche. F. List, afin de faire contre-poids à la puissance de l'époque, l'Angleterre, propose l'union du continent autour de l'Allemagne ainsi que l'extension du *Zollverein* à la Suisse, la Belgique, la Hollande et plus tard, les pays Scandinaves et l'Italie du Nord. Sa vision du *Zollverein* repose sur le principe de la petite Allemagne dont le point névralgique est la *Neupreußen*, c'est-à-dire la région de la Rhénanie. Pour lui, cette intégration dans la sphère germanique s'avère nécessaire afin de constituer un bloc capable d'être la pierre angulaire de l'économie européenne. Cette conception est élargie par son concurrent viennois Karl von Bruck, ministre du commerce du prince Schwarzenberg, dans un mémorandum de 1850; ce dernier envisage un bloc économique de 70 millions de consommateurs s'étendant de la Baltique à l'Adriatique. C'est la version Grande Autriche.

C'est dans cette ébullition politique et idéologique qu'éclatent les révolutions allemandes de 1848 issues de la révolution parisienne de février, mais aussi de la crise économique de 1845/1847, en Europe comme dans les Allemagnes. Les problèmes économiques restreignent les ressources financières de la Prusse, ce qui amène le roi à réunir le *Landtag* prussien (diète) composé des *Landtage* provinciaux en 1847. Des différends naissent entre les représentants au sujet d'un emprunt ferroviaire et du problème de la responsabilité du gouvernement devant le *Landtag*. Beaucoup d'entre eux, la plupart des libéraux, souhaitent voir la Prusse

prendre la tête du mouvement national allemand. Ces libéraux sont les patriotes de la cause germanique. Mais le refus du roi bloque la situation (crainte de la réaction autrichienne). Ceci favorise l'aggravation politique et sociale sur l'ensemble des territoires allemands. Durant l'automne 1847, des congrès politiques se tiennent à Heppenheim et à Offenbourg, où sont lancées des initiatives comme le suffrage universel, la nécessité d'un gouvernement commun et d'un parlement. L'action des libéraux est capitale, car ils veulent à la fois l'établissement d'une monarchie constitutionnelle et la Prusse comme moteur de l'unité allemande. La Révolution se déroule à deux endroits, à Berlin d'une part et à Francfort d'autre part, où les 574 délégués des différents États ou diètes forment un *Vorparlament* (Parlement préparatoire) qui décide d'élire un parlement constituant en mai 1848. Profitant de la paralysie de Vienne occupée par les affres de la Révolution, les libéraux veulent saisir l'occasion pour faire avancer leur cause. Ils revendiquent tous les pays de langue germanique et leurs « annexes » politiques et historiques, c'est-à-dire des zones non-allemandes (d'où l'Art XIII § 188 de la Constitution du 28 mars 1849). Ils rêvent de reconstituer le Saint Empire. Comme l'a dit avec justesse J. Bainville : « Ils n'ont pas été les précurseurs du pangermanisme ; ils ont été le pangermanisme lui-même »<sup>82</sup>.

La pierre d'achoppement est essentiellement la question nationale entre les tenants de la Grande Allemagne et ceux de la Petite Allemagne, querelle renforcée par l'opposition religieuse. En effet, les protestants allemands, imprégnés de l'idée de prédestination et estimant que la réussite d'un homme est due à la bienveillance divine, appliquent le même principe au niveau des États.

Or le décollage économique au XIX<sup>e</sup> siècle se situe surtout dans les pays protestants ; les pays catholiques de langue allemande sont plus à la traîne, d'où un mépris à l'égard de ces derniers par les populations du Nord. Les propos d'un Bismarck, « Nous sommes Prussiens et nous entendons rester Prussiens (...). Nous ne voulons pas voir le royaume de Prusse contaminé par l'insouciance frivole et viciée des Allemands du Sud »<sup>83</sup>, peuvent s'appliquer à l'ensemble de la classe politique allemande protestante de Francfort où les principes de supériorité ne sont pas raciaux, mais religieux. Il est vrai aussi, qu'avec le temps, le pas sera vite franchi.

Fin 1848, le Parlement élabore les principes d'une Constitution. A partir de là surgit le problème fondamental : sur quel territoire peut-on l'appliquer – A la petite Allemagne – A l'ensemble de la Confédération, c'est-à-dire également sur une partie de l'Autriche – Mais pour cela, il faut que les Habsbourg acceptent de se séparer d'une grande partie de l'Empire, ce qui ne correspond absolument pas à leur souhait.

L'opposition des Habsbourg à l'abandon de ces peuples non-allemands est soutenue par des députés slaves de l'Empire dont un des plus célèbres, Palacky, souligne le 11 avril 1848 les dangers de sécession des petits peuples danubiens, proies rêvées pour les puissants. Il insiste vigoureusement sur la nécessité d'être fidèle à l'Autriche par ces termes prémonitoires : « Je ne suis pas l'ennemi de la Russie, pas plus que je ne suis l'ennemi de l'Allemagne ; mais je suis l'ennemi d'une domination oecuménique, que je considère comme funeste au bien général et au progrès. L'histoire a entassé au Sud-Est de l'Europe, le long des frontières de la Russie, un

groupe de peuples très divers par la langue, les mœurs et l'histoire, Slaves, Roumains, Magyars, sans parler des Grecs, des Turcs et des Albanais; ces tribus, dont aucune n'est assez forte pour résister à leur redoutable voisin, ont mis en commun leur faiblesse, le Danube est le lien qui les rattache les unes aux autres, et l'État qui les embrasse ne saurait s'en éloigner sans danger ; cet État est cependant indispensable à la sécurité de l'Europe et de l'humanité. Sincèrement, si l'Empire d'Autriche n'existait pas depuis longtemps, il faudrait l'inventer, et cela dans l'intérêt de l'Europe, dans l'intérêt de l'humanité... Pensez à une Autriche qui serait dissoute en une multitude de républiques : quelle base incomparable pour l'établissement par la Russie d'une monarchie universelle ! Si je porte mes regards hors des frontières des pays tchèques, les raisons naturelles et historiques me poussent à les tourner non par vers Francfort, mais vers Vienne. C'est là que je chercherai ce pouvoir central capable de défendre la tranquillité, la liberté et les droits de ma nation... Pour le salut de l'Europe, ne laissons pas Vienne tomber au rang d'une capitale de province ! » <sup>84</sup> .

Aussi, en raison de ces problèmes évoqués, en octobre 1848, le « Compromis de Kremsier », du nom de la ville de Moravie où se sont réunis les députés de l'Empire d'Autriche du fait des troubles révolutionnaires, opte pour des conceptions fédérales. Or deux concepts s'affrontent; d'un côté, celui favorable au principe du fédéralisme historique, c'est-à-dire le maintien des vieilles entités historiques (Bohême, Hongrie, Autriche, Croatie, Galicie), de l'autre, celui acquis à l'idée du fédéralisme ethnique, mené par Palacky, qui impose ses vues. Ce dernier est fidèle à l'idée de

l'austro-slavisme afin de s'opposer au pangermanisme et au panslavisme russe. Ainsi, l'article 21 du projet de constitution du 4 mars 1849<sup>85</sup> permet la mise en place d'une organisation qui reconnaît les divisions historiques traditionnelles (Hongrie, Croatie...) tout en permettant à des « nations sans Histoire », comme les Slovènes, les Ruthènes..., d'accéder à une représentation nationale. C'est une reconnaissance complète du principes des nationalités (égalité dans l'autonomie). Mais cette tentative de reconnaissance est rejetée par Vienne (l'esprit unitaire du josephisme règne encore).

Le refus autrichien de se diluer dans le corps allemand permet au Parlement de Francfort de faire bloc du côté de la Prusse et d'en exclure l'Autriche le 13 janvier 1849. L'unité, version Petite Allemagne, semble acquise, car la constitution est adoptée le 27 mars et le lendemain, la couronne d'empereur des Allemands (*Kaiser der Deutschen*) est offerte au roi de Prusse. Mais ce dernier oppose un refus estimant qu'il doit obtenir l'assentiment des princes et que surtout, la Prusse n'a pas à se diluer dans des institutions allemandes. C'est le même état d'esprit qui fait dire à Bismarck : « La Prusse, en tant que Prusse, sera toujours en mesure de donner des lois à l'Allemagne, mais non de les recevoir des autres »<sup>86</sup>.

C'est, pour le Parlement allemand de Francfort, un échec sur toute la ligne. Les principales raisons de cette défaite reposent sur l'absence d'une capitale et d'un appareil administratif rodé capable de centraliser les initiatives d'autant plus que l'indifférence et l'apathie des princes ont été des freins sérieux à la création d'un État allemand. L'existence multiséculaire des petits États ne permet pas aussi de passer, de but en blanc, à

l'unité. La fondation d'un État ne se compare pas complètement à celle d'une entreprise. Enfin, la confrontation de deux mondes, la Prusse et l'Autriche, n'aide pas à régler le problème de l'unité. Pour que cette dernière se fasse, un des deux protagonistes doit « passer à la trappe ». La disparition des principes de 1848, c'est-à-dire la création d'un État allemand, ne signifie pas la fin des tentatives d'unification sous l'égide de la Prusse. En effet, Frédéric-Guillaume IV veut aboutir à la création de la Petite Allemagne, mais par le haut. Profitant de l'absence de l'Autriche aux prises avec la révolution hongroise, le roi de Prusse tente par « l'Union restreinte », de rassembler les États allemands. L'Autriche, en la personne de Schwarzenberg, libérée du problème hongrois grâce à l'aide russe, somme la Prusse de la dissoudre. La monarchie prussienne, se sentant trop faible pour soutenir un conflit militaire, connaît son Canossa et accepte toutes les conditions autrichiennes. C'est la reculade d'Olmütz (novembre 1850). Cet événement est d'une portée considérable, car il humilie littéralement Berlin qui n'aura dès lors de cesse de se venger.

## *De 1850 à 1871 : La dernière ligne droite*

Les vingt années qui séparent Olmütz de l'unification allemande, correspondent à une montée en puissance des oppositions austro-prussiennes dont le dénouement a lieu à Sadowa en 1866.

Comme aux plus beaux jours de 1848 et 1849, deux conceptions s'opposent : la Petite Allemagne et la Grande. Cependant, la donne a bien changé. En effet, le *Zollverein* permet à la Prusse d'acquérir une puissance économique qui l'autorise, peu à peu, à tenir la dragée haute face à l'Autriche. Les liens économiques de Berlin avec la Rhénanie, la Westphalie, la Silésie (richesses minières) donnent à la Prusse une supériorité de plus en plus grande face à Vienne, d'autant plus que cette dernière est tenue en dehors de cette union douanière. La guerre de Crimée qui oppose en particulier la Russie et l'Autriche en 1853/1855, permet à la Prusse – qui reste neutre – de se démarquer et de s'assurer d'une part la reconnaissance de la Russie (bon placement diplomatique pour l'avenir), et d'autre part d'empêcher l'intervention de la « Troisième Allemagne » (Bavière, Bade, Wurtemberg...) au côté de l'Autriche, le but essentiel de la Prusse étant d'évincer son adversaire des affaires allemandes. Bismarck, représentant de la Prusse à Francfort, a agi en sous-main afin de favoriser l'émergence de la Petite Allemagne. Sa politique se résume, comme il le dit lui-même en des propos très vifs : « Coller à cet État danubien mixte, mi-slave mi-latin, forniquer avec le pape et l'empereur, c'est trahir la Prusse et la foi protestante, et même l'Allemagne (...) »<sup>87</sup>. Du pur Luther !



La guerre de 1859 entre l'Autriche et la France enflamme l'Allemagne qui prend fait et cause pour l'Autriche catholique moins « dégradée » à ses yeux qu'un « fransquillon » (terme élégant que le roi-Sergent appliquait à son fils, le futur Frédéric II, qui nourrissait une vive attirance à l'égard de la littérature française). Cependant, la Prusse n'intervient pas. En effet, tout le dilemme est de savoir où se situe la solidarité germanique et où se situe la limite des intérêts allemands. Tels sont les éléments qui opposent les *Kleindeutsch* aux *Großdeutsch*.

En effet, des incertitudes planent en ce qui concerne le principe national en raison de l'enchevêtrement des populations germaniques avec les autres peuples d'Europe centrale. Dans son ouvrage de 1854, « Russie et Angleterre », Bruno Bauer résume fort bien la situation : « L'Europe centrale est un écheveau de contradictions, dans lequel on ne sait ni où commence, ni où finit la nation allemande. L'Allemand est tiraillé entre la nécessité de créer un État limité et pacifique ; et le sentiment de sa mission universelle qui est d'ordonner le centre du Continent, d'attirer dans son orbite l'Ouest et le Sud de l'Europe, de rallier tous les éléments germaniques pour en faire un ensemble cohérent. Comment l'Allemagne doit-elle s'organiser, selon la tradition dynastique, l'appartenance ethnique, linguistique ou culturelle – »<sup>88</sup>.

Différentes revues se disputent le droit de défendre les principes de la germanité, de l'histoire allemande vue sous l'angle soit du protestantisme, soit du catholicisme. C'est le cas essentiellement des *Preußische Jahrbücher*, fondés en 1858 à Berlin par R. Haym et de la *Historische Zeitschrift*, lancée en 1859 à Munich par H. von Sybel, revues

petite-allemandes qui jugent la contribution germanique sous les auspices de la Réforme; de l'autre, la revue *Historische-Politische Blätter*, appartenant au camp grand-allemand et pro-autrichien, fondée en 1834 par J. Görres à Munich. Ces partisans de l'unité allemande, petite ou grande, présentent comme similitude de s'appuyer sur des arguments linguistiques et culturels communs. Ce concept, comme le montre l'étude de E. Lemberg, dans « L'histoire du nationalisme en Europe », souligne l'opposition de deux mondes, de deux Europes, la coupure du monde romano-germanique. Comme le dit J. Nurdin, « Bien que les termes de « *Volk* » et « *Nation* » soient souvent interchangeables et susceptibles de recouvrir des réalités diverses, il faut reconnaître que le concept de "peuple" avec ses implications linguistiques, culturelles, voire raciales, a trouvé plus d'écho en Allemagne que le concept occidental « d'État » et de « communauté politique ». De là est né un malentendu tragique entre l'Europe occidentale et l'Europe centrale, malentendu encore aggravé par le fait que la conscience nationale allemande s'est formée dans une large mesure en opposition à Rome et au principe latin. La philosophie allemande a élaboré à l'époque de l'occupation napoléonienne des théories qui renfermaient en germe une véritable idolâtrie de l'esprit national »<sup>89</sup>.

Cette opposition véritable s'est illustrée de belle manière, au sujet de l'annexion de l'Alsace-Lorraine, dans l'échange épistolaire, en 1870, entre l'historien Mommsen, partisan d'une conception de la nationalité fondée sur le droit historique et Fustel de Coulanges s'appuyant sur les concepts de « volontés, idées, intérêts et affections ». Comme l'a dit justement ce dernier, « Votre théorie des races

est contraire à tout l'état actuel de l'Europe. Si elle venait à prévaloir, le monde entier serait à refaire »  
90 .

D'une certaine manière, c'était et c'est toujours l'objectif de bon nombre d'intellectuels de remanier la carte allemande et européenne par le principe du fédéralisme. Sans qu'il soit possible de tous les citer, il est bon d'avoir un aperçu de leurs objectifs qui sont, à la fois, une manière de défendre et de protéger l'ensemble du monde germanique, mais aussi, de permettre la coexistence des Allemands avec les peuples alentour. Certaines de leurs thèses sont restées très modernes.

Ainsi Georg Gottfried Gervinus défend le fédéralisme, car c'est la seule manière de rester fidèle à l'esprit germanique. Dans son « Introduction à l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle » (1853), il souligne l'opposition absolue entre le principe germanique de liberté, d'autonomie et de fédéralisme avec le principe latin comparé au despotisme et au centralisme. L'existence de ces deux mondes suppose que l'un des deux disparaisse; plus habilement, il faudrait selon lui imprégner l'esprit latin de principes protestants. Le principe d'autonomie accordé aux différentes entités allemandes, en Allemagne, comme celles saupoudrées dans les pays européens de l'Est permettrait à l'ensemble d'exister sans problème. Or, ce concept se heurte au prototype opposé qui est celui représenté par la France, exemple type de l'Etat-nation qui « est une adhésion à un corps purement politique qui dépasse les appartenances primaires, les "minorités" ne sauraient ressortir que de la sphère privée, où peuvent du coup fleurir et s'épanouir les appartenances les plus diverses (...) »  
91 . Cette conception s'oppose au cas fédéral

allemand reposant sur des variétés ethniques et culturelles officialisées, reconnues où chaque particularisme est caserné sur un territoire défini. C'est pourquoi beaucoup d'intellectuels du XIX<sup>e</sup> siècle estiment que le principe fédéral ne peut s'établir qu'en réussissant à imposer ce type d'organisation à la France. C'est le cas d'un Ludwig Eckardt qui, dans son ouvrage « Nationalité ou liberté – Centralisation ou fédération – », juge que c'est l'entreprise la plus difficile à réaliser. Aurait-il le même jugement à la fin du XX<sup>e</sup> siècle ?

En tout cas, le concept est particulièrement travaillé dans une intéressante publication anonyme, paru à Zürich en 1864 et qui s'intitule : « L'Europe deviendra-t-elle républicaine ou cosaque – ». Il en ressort que pour l'auteur, la Russie doit s'occidentaliser, déplacer son centre de gravité vers l'Ouest pour faire oublier son caractère asiatique. Un bloc européen étant ainsi formé, il serait possible de favoriser l'émergence de collectivités humaines, en particulier en fonction des caractères ethniques. L'auteur dit en effet ceci : « Le principe de la nationalité, de l'autonomie et de la décentralisation, du *Selfgovernment* de toutes les collectivités et communautés politiques est le cri de guerre général du présent. Des ethnies (*Völkerschaften*) tout à fait inconnues, ignorées ou oubliées jusqu'ici surgissent en Europe, font valoir leur nationalité et gagnent en importance (...) **Il faut dégager le substrat ethnique de la gangue étatique avant de procéder à de nouvelles combinaisons** (souligné par nous) » <sup>92</sup>.

La France, pour ces intellectuels allemands, se voit réserver une place de choix dans ce processus étant donné qu'elle représente le bloc à abattre en tant que système politique concurrent. Il est bon de

souligner le sort qui lui est réservé, car il est d'une modernité qui peut toujours servir. La France est fédéralisée grâce à l'émergence de communes, cantons et provinces qui ont à leurs têtes des élus qui se répartissent ou se fédèrent en cinq groupes :

1. « Le groupe "oriental" : Alsace, Lorraine et Bourgogne.
2. Le groupe alpin et rhodanien.
3. Les provinces de la Garonne ou de langue d'oc.
4. Les provinces de Loire ou de langue d'oïl.
5. Le groupe de la Seine et du nord ». <sup>93</sup>

Cette politique est résumée d'une manière « magnifique » par Adam Müller qui souligne : « Le grand fédéralisme des peuples européens, qui viendra un jour (...), portera également les couleurs allemandes; tout ce qui est grand, profond et éternel dans toutes les institutions européennes ne peut être qu'allemand (...) Qui donc peut encore séparer et couper l'élément allemand de ce qui est européen – » <sup>94</sup> . C'est écrit au XIX<sup>e</sup> siècle, mais cela n'a pas pris une ride.

Dans toute cette panoplie fédérale et anti-française, il faut citer aussi Julius Fröbel et Konstantin Frantz. Le premier, un des chefs de file du *Reformverein* (grand-allemand, fondé en 1862, dont le pendant est le *Nationalverein*, petit allemand, fondé en 1859), voit dans l'opposition entre la France et l'Allemagne, le conflit du fédéralisme et du centralisme où l'organisation de l'Europe et la question allemande se révèlent comme étroitement interdépendantes : « Si l'Allemagne abandonne le système fédératif et cherche son salut dans le centralisme, alors ce ne sera pas l'Allemagne, mais la France, la grande maîtresse de la centralisation, qui fera réapparaître sur la scène de l'univers l'Empire romain

d'Occident. Le salut de l'Europe dépend de la possibilité de faire prévaloir le système fédératif (...). **Tout Reich est une sorte de fédération et toute fédération mérite le nom de Reich** »<sup>95</sup>.

K. Frantz tient des propos similaires. Pour lui le droit romain est un acide contraire aux principes allemands. Il fait même le reproche à Bismarck d'avoir introduit la notion romaine d'État. En cela, il est relayé, plus tard, par Hugo Preuss, le père de la Constitution de Weimar qui parlait du II<sup>e</sup> Reich comme d'un *Scheinföderalismus* (fédéralisme de façade). Comme nous le verrons, Bismarck a une vue plus juste, ou plutôt, connaît les limites à ne pas dépasser. Comme beaucoup de ses compatriotes, K. Frantz a pour objectif de fédéraliser la France. Mais il existe des subtilités à ses yeux puisque ce fédéralisme doit être chrétien. C'est en tout cas ce type de fédéralisme qui semble avoir les honneurs de l'Allemagne depuis 1945. Si cette politique est défendue par bon nombre d'intellectuels allemands au XIX<sup>e</sup> siècle, elle est absolument contrebalancée par le seul homme politique à avoir compris que seule la solution *kleindeutsch* (petite-allemande) peut permettre à l'Allemagne d'asseoir son autorité au cœur de l'Europe tout en admettant les intérêts des pays étrangers. Cette politique, cette *Realpolitik*, obéit en quelque sorte à ce précepte de Charles-Maurice de Talleyrand, résumé par la formule : « La vraie force est de savoir se limiter ». En effet, Bismarck est un homme d'Ancien Régime qui, en même temps, arrive à concilier les principes nouveaux, issus de 1789, aux anciens. Ce « révolutionnaire blanc », comme le désigne H. Kissinger, sait qu'il n'est pas possible de faire coïncider les frontières étatiques avec les frontières ethniques sans aboutir à un bouleversement complet en Europe<sup>96</sup>. Cette

retenue se manifeste après la défaite des Autrichiens à Sadowa en 1866. L'Empire des Habsbourg ne connaît aucune amputation territoriale. Cependant, cette guerre a deux énormes répercussions. D'abord, l'Autriche est rejetée des affaires allemandes. Ensuite, repoussée d'Allemagne, la politique viennoise bascule véritablement le long du Danube et se retrouve confrontée aux ambitions russes. En raison de la défaite de 1866 et des aspirations nationalistes des peuples de ce pays, l'Autriche se voit dans l'obligation de procéder à une refonte de son Empire. Ceci aboutit au « Compromis austro-hongrois » en 1867. La solution du dualisme s'impose, car aucune réforme constitutionnelle n'est possible sans l'assentiment des Hongrois. Ces derniers et les Allemands d'Autriche sont les piliers du trône des Habsbourg. Ce dualisme institue l'émergence de deux blocs, la Cisleithanie pour l'Autriche et la Transleithanie pour la Hongrie, deux zones regroupant une multitude de peuples étrangers aux nationalités allemandes et hongroises. Cependant, les droits nationaux ne sont pas tout à fait ignorés quant aux peuples allogènes de l'Empire. Ainsi, l'article 19 de la constitution autrichienne de décembre 1867, issu directement de l'article 21 de la Constitution de Kremsier, reconnaît que : « Tous les groupes ethniques (*Volkstämme* ) de l'État sont égaux en droit. Chaque groupe ethnique a un droit inviolable à la conservation et à l'entretien de sa nationalité et de sa langue. L'État reconnaît à toutes les langues usuelles dans un pays l'égalité des droits dans l'école, dans l'administration et dans la vie publique. Dans les pays où résident plusieurs peuples, les établissements d'enseignement public seront organisés de telle façon que, sans qu'il y ait de pression exercée pour l'enseignement d'une

deuxième langue du pays, chaque peuple ait à sa disposition les moyens nécessaires pour être instruit dans sa langue »<sup>97</sup>.

Cependant, entre la théorie et la pratique, il y a souvent un monde. Cette loi autrichienne et son double hongrois qui règlent l'emploi des diverses langues devant les instances d'État (loi 44/1868)<sup>98</sup> connaissent leurs limites. Les langues allemande et hongroise (émanations du pouvoir politique), chacune dans sa sphère, restent des langues véhiculaires qui s'imposent au détriment du reste. Cependant, l'Empire des Habsbourg, malgré un certain autoritarisme, n'est pas une dictature. Les différents peuples ont la possibilité de se défendre de diverses manières. Il faut toutefois noter une différence entre le gouvernement de Budapest qui pratique une politique de magyarisation et la situation des Allemands d'Autriche qui perdent une certaine prééminence face aux autres peuples de Cisleithanie.

Cette prééminence germanique (relative) en Autriche va de pair avec l'unité allemande (version Petite Allemagne), concrétisée le 18 janvier 1871 à Versailles et qui permet l'édification d'un Empire dont on parle la langue de la Moselle au Niémen. Désormais dans tout l'Est européen, le monde germanique se répartit en trois blocs : l'Empire des Hohenzollem et l'Empire des Habsbourg dans une moyenne mesure, suivie d'une minorité fort active dans l'Empire des Romanov.

## **Du raisonnable à l'ivresse stratégique**

Quand l'unité allemande se concrétise en 1870, l'Empire rassemble 41 millions d'habitants dont une minorité de Danois, de Polonais et



d'Alsaciens-Lorrains. Cependant, des millions de germanophones vivent en dehors des frontières du II<sup>e</sup> Reich. Pour Bismarck, l'idée d'État est bien plus forte que l'idée de nation. Seules la Prusse et sa dynastie comptent. Tout le reste, sang allemand, communauté germanique plus ou moins mystique rassemblant tous les peuples de langue allemande, romantisme médiéval et romantisme tout court ne sont que des billevesées d'intellectuels, pensant peut-être beaucoup, mais surtout pensant mal. Le romantisme fiévreux qui ensorcelle l'Allemagne grâce à la musique de R. Wagner, laisse le chancelier complètement froid. Pour ce dernier, le musicien de Bayreuth ressemble à « un vieux singe ». Cette tournure d'esprit plus « rassis » offre l'avantage de pas se laisser entraîner vers des théories du « toujours plus », du « toujours plus haut ». Pour le Chancelier de fer, l'Allemagne est selon sa propre expression « une puissance saturée ». La paix armée qui s'est installée en Europe, depuis 1871, entretient un climat passionnel entre les peuples en raison d'un nationalisme exacerbé hérité de 1789. Chaque pays, calé dans ses certitudes et sa mission à remplir, exalte des passions populaires nationalistes qui dressent les peuples entre eux. Dans le cas allemand, le phénomène est particulièrement prononcé, en ce sens qu'il repose sur toute une série de victoires militaires (1864, 1866, 1870), un développement économique extraordinaire, un dynamisme démographique important qui aboutit à une exaltation des qualités germaniques. Or, le terrain était déjà bien préparé depuis de nombreuses générations. Très vite, le territoire allemand apparaît étriqué face à un tel étalage de « vertus ». L'impérialisme allemand veut voir plus grand. La présence de millions d'Allemands en Autriche-

Hongrie et d'une forte communauté en Russie, avivée par les principes de germanité qui transcendent les frontières (le principe de la *Kulturnation* : langue, culture, religion...), donne à leurs concepteurs l'envie de parachever l'œuvre de Bismarck. La crise boursière de 1873, qui amène un retour du protectionnisme, accentue l'idée que, face à la concurrence des Empires coloniaux français et anglais, de l'Empire russe et de l'émergence du Nouveau Monde, l'Allemagne doit former un bloc économique solide en Europe centrale, voire s'étendre encore plus à l'Est. La présence de millions de germanophones dans tout l'Est européen, telle une sirène, incite à l'action, d'autant plus que le géant allemand, après le départ de Bismarck en 1890, se libère de toute retenue.

### *L'Allemagne*

A partir des années 1870, l'Allemagne devient le pays incontournable de la politique européenne d'autant plus que Bismarck, soucieux de maintenir le statu quo dans une Europe minée par les nationalismes, cherche à éteindre tous les départs de feu capables d'allumer la guerre sur le continent. Ainsi la guerre russo-turque (1877/1878) qui amène Saint Petersburg aux portes de Constantinople, ce que la Grande-Bretagne soucieuse de la liberté des mers ne peut tolérer, aboutit au congrès de Berlin (1878) sous la présidence de Bismarck. Le chancelier, jouant le rôle de « l'honnête courtier » (bien que son argentier, Bleichröder, eût affirmé qu'« un courtier honnête, ça n'existe pas »), permet la mise au point d'un traité qui ajoute aux arrangements politiques et territoriaux un article au sujet de la protection des minorités. En effet, du fait des modifications de

frontières, des populations antagonistes sont amenées à vivre ensemble. L'article 4 du traité de Berlin affirme ceci : « Dans les régions où les Bulgares sont mêlés aux Turcs, Roumains, Grecs ou autres, les droits et intérêts de ces populations devront être pris en considération en ce qui concerne les élections et l'élaboration du règlement organique » <sup>99</sup> .

Dans ce siècle des nationalités et de la toute puissance des États, tout le problème réside dans la dissociation opérée entre le droit à l'existence nationale et le droit à l'existence étatique. Cet article 4 n'est qu'une esquisse de ce que fera le traité de Versailles à une plus grande échelle.

En attendant, l'esprit nationaliste allemand développe des ambitions impériales, en faveur du *Deutschtum* (germanité) qui se manifeste à la fois dans les domaines économique, culturel, religieux et politique.

Ainsi, une nouvelle école d'économistes fonde en 1872 le *Verein für Sozialpolitik* qui déclare la guerre au libre-échangeisme. Ces économistes, comme Lujo Brentano, Gustav Schmoller et Adolf Wagner, reprennent les projets de List en faveur d'une union économique de l'Europe centrale. Le but essentiel est de faire poids face aux grandes puissances économiques (les États-Unis en particulier), d'associer l'Empire d'Autriche-Hongrie à l'entreprise et à plus ou moins long terme de l'étendre à tous les États européens, l'Allemagne étant le maître d'œuvre de l'ensemble. Cette politique, défendue par Brentano et consolidée par Schmoller, affirme que : « Les États européens dans leur totalité seront obligés de faire cause commune pour soutenir la lutte du système douanier européen contre le système américain » <sup>100</sup> . Ces thèses trouvent un écho favorable chez les

Allemands de l'Empire des Habsbourg qui estiment que, de cette manière, la mission du germanisme est assurée en Europe. C'est le cas, parmi tant d'autres, du député allemand de Transylvanie au parlement de Budapest, Guido von Baussnern, qui qualifie Brentano de « Martin Luther de l'économie politique ».

Ces économistes « nouvelle vague » estiment, comme List, qu'après l'unification de l'Allemagne, l'on doit aboutir à l'unification européenne, finalité de la cause allemande. En cela, ils font corps avec Fichte qui, dans « l'État commercial fermé » de 1800, considère que l'Europe est « une seule grande nation » <sup>101</sup>.

Ces idées économiques s'accompagnent d'une floraison d'associations qui prônent une extension de l'aire germanique en profitant de la présence de millions de germanophones en dehors des frontières de l'Allemagne. C'est le pangermanisme.

De nombreuses ligues se donnent pour mission de répandre les idées nationalistes. Mais la plus importante est la ligue pangermaniste (*Alldeutscher Verband*). Fondée en 1891, elle rassemble un groupe peu nombreux d'adhérents mais très influents, car ils appartiennent à des cercles haut placés dans les milieux universitaires, parlementaires et industriels. A cette liste, il faut ajouter également des rédacteurs en chef de journaux ouverts à ses idées comme *Die Post*, le *Tägliche Rundschau*, les *Leipziger Neueste Nachrichten* et la *Rheinisch-Westfälische Zeitung* <sup>102</sup>. Cette dernière présente la particularité d'être le journal des grands industriels de la Ruhr. La Ligue frappe donc à la bonne porte.

Ernst Hasse, son directeur, dans son ouvrage publié en 1906, « *Weltpolitik, Imperialismus und Kolonialpolitik* » (« Politique mondiale,

impérialisme et politique coloniale »), trace la voie à suivre pour permettre à l'Allemagne d'asseoir son hégémonie :

« Notre conviction, c'est que l'Empire allemand d'aujourd'hui, comprimé entre les puissances de l'Est et celles de l'Ouest, est obligé, pour subsister, de s'étendre. Il y est aussi préparé, car il est fondé, par sa constitution impériale, militaire et économique (Union douanière) sur des bases fédératives, et ces bases fédératives sont beaucoup plus favorables à l'expansion, sous toutes les formes et tous les degrés, que la rigidité des constitutions unitaires (...). Le futur Empire allemand peut se développer sous la forme d'un État national allemand couvrant tout le territoire habité par des Allemands, sans pour cela contraindre ou forcer des peuples étrangers à entrer dans son cadre (...). Mais de même que, d'après Lamprecht, il existait dès l'époque de l'ancien Empire romain germanique un glacis en dehors des frontières, destiné à protéger le domaine économique allemand, il serait possible à l'avenir de satisfaire les besoins d'expansion du peuple allemand hors des frontières de l'Empire en réalisant tous les degrés possibles d'activité civilisatrice et de domination économique et politique (...). Les régions où nous pouvons nous étendre sont contiguës à notre territoire et au noyau solide de la mère patrie ; ajoutons qu'il ne s'agit généralement pas de créations nouvelles, mais d'anciens liens à renouer et de germes déposés au cours du XIX<sup>e</sup> siècle et qu'il faut faire croître (...). Il résulte de tout ceci que l'impérialisme allemand de l'avenir ne devra rien avoir de césarien. Il sera fédératif, il sera démocratique, il ne mettra pas trop en évidence l'éclat, d'ailleurs désirable, de la couronne impériale, mais il affirmera jusque dans

ses formes extérieures, son souci d'assurer le bien-être du peuple allemand, des autres peuples unis à lui et des terres coloniales dépendant d'eux » <sup>103</sup> .

Cette politique qui a pour but de promouvoir le peuple allemand reçoit le concours, en matière religieuse, de Paul de Lagarde (1827-1891) dont l'influence sur le protestantisme allemand est énorme. Son action est à situer dans la période du *Kulturkampf* mené par Bismarck à l'égard des catholiques allemands considérés par le chancelier comme peu sûrs. P. de Lagarde place la nation au-dessus de l'État et plaide pour une « une religion germanique », une religion supérieure aux autres confessions, comme élément moteur du germanisme, faisant en quelque sorte la synthèse du protestantisme et du piétisme, ce qui fait dire à J. Nurdin que : « Cette mystique religieuse emprunte au piétisme la notion de renaissance (*Wiedergeburt* ) et au romantisme celle de résurrection par la foi populaire. C'est-à-dire qu'elle s'alimente aux sources de la spiritualité germanique. Aussi fait-elle corps avec la mystique nationale » <sup>104</sup> .

Il est à noter que nous retrouverons le terme de *Wiedergeburt* au sein de l'association des Allemands de Russie au moment de la chute du mur de Berlin.

Cette mystique nationale se retrouve aussi chez certains catholiques allemands (comme Goerres, Schlegel), chez qui apparaît le principe de la supériorité du « sang germanique ». Le parti catholique allemand, le *Zentrum* , participe à l'expansionnisme allemand. Lieber, successeur de Windthorst à la tête du parti, ne marchandant pas son appui au gouvernement lors du vote des crédits nécessaires aux instruments militaires de la *Weltpolitik*. Tous ces facteurs politiques,

économiques et religieux aboutissent, à la veille de la première guerre mondiale, à une véritable synthèse dans l'oeuvre d'Otto-Richard Tannenberg qui, dans son ouvrage *Großdeutschland* (Grande Allemagne) paru en 1911, résume d'une manière nette la politique de l'Allemagne à l'égard de l'ensemble du peuplement allemand en Europe : « L'unification à l'intérieur des frontières ethniques allemandes, voilà la tâche du vingtième siècle (...). Si, au temps des migrations des peuples, un homme puissant par l'esprit et par l'épée se fût levé pour grouper la masse formidable, innombrée et innombrable, du peuple german et lui donner une volonté une, une pensée une, en politique ou en religion, cette force admirable – peut-être la plus grande qui ait jamais existé – n'eût pas été gaspillée par un individualisme insensé. Le mouvement aurait uni à la force de l'Islam la ténacité germanique. Il n'y aurait plus ni Romans ni Slaves, si toutes les tribus allemandes existaient aujourd'hui et avaient la force des Bas-Saxons. Les frontières de l'Europe seraient les frontières de l'Allemagne en Europe. La culture serait purement allemande, et avec elle le monde entier. Mais le vieux temps est loin et l'époque nouvelle nous assigne une tâche nouvelle (...) » <sup>105</sup>.

Il est vrai qu'à partir de 1914, les Allemands prouvent qu'ils sont des gens de parole. Le déclenchement de la guerre amène le gouvernement allemand, dans un mémoire du 9 septembre 1914, à envisager une union douanière, une *Mitteleuropa* qui, outre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, comprendrait la Belgique, la Hollande, la Pologne, le Danemark, la France voire l'Italie et la Scandinavie. Mais le problème reste la définition de la frontière de l'Est, éternel problème allemand. L'ouvrage de Friedrich Naumann publié

en 1915, *Mitteleuropa*, reprend l'idée de la mise en place d'une union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Mais les Autrichiens craignent de n'être finalement que les brillants seconds dans cette affaire. A cela s'ajoute le fait qu'un bon nombre de protestants allemands voient d'un mauvais œil, comme en 1848, l'intégration de nombreux catholiques et d'un trop grand nombre de Slaves. Cependant, l'idée de *Mitteleuropa* progresse chez les dirigeants allemands lors du traité de Brest-Litovsk (3 mars 1918) qui permet de contrôler la Pologne russe, les États baltes, l'Ukraine et de poser les premiers jalons d'une mainmise germanique sur tout l'Est européen. La défaite à l'Ouest entraîne un effondrement total des ambitions allemandes. Mais ce n'est que partie remise.

### *L'Autriche-Hongrie*

Cet Empire multi-national a dû trouver des moyens pour s'adapter aux mouvements nationalistes qui se déchaînent durant le XIX<sup>e</sup> siècle ; l'essentiel étant d'utiliser les méthodes qui permettent de durer. La politique de germanisation directe menée fin XVIII<sup>e</sup> siècle sous Joseph II n'a plus cours face aux revendications des peuples. En 1867, la monarchie autrichienne devient duale sous le nom d'Autriche-Hongrie. Cette solution est préférée au fédéralisme par François-Joseph sous l'action du baron von Beust, car les Hongrois (avec à leur tête Ferenc Deak et le comte Andrassy) refusent obstinément ce type d'organisation qui, selon eux, risque de déstabiliser la nation magyare. Ainsi nous assistons à l'émergence de deux blocs rassemblant sous leur férule diverses nationalités.

Le monde germanique, même s'il garde une



place prépondérante dans cet Empire (11 nationalités), ne peut plus agir avec la même aisance qu'autrefois face aux autres peuples. La loi du nombre animée de principes nationalistes pousse les Germains du Sud à la défensive.

Les travaux du baron von Czoemig dénombrent 7 870 719 Allemands dans tout l'Empire soit 21,6% de la population totale (Lombardie-Vénétie comprise) en 1851. Par la suite, le cap des 25,6% est atteint en 1880, soit 9 962 775 pour ensuite décroître régulièrement: 24,1% (11 320 000) en 1900, puis 23,4% (12 010 669) en 1910 <sup>106</sup>.

Si l'on observe la situation plus précisément en Cisleithanie (zone autrichienne) et en Transleithanie (zone hongroise), il existe là aussi un léger recul dans ces deux territoires. En Cisleithanie, la population allemande progresse de 36,12% à 36,75% entre 1851 et 1880 pour reculer ensuite légèrement mais d'une manière régulière, soit 36,5% en 1890, 35,78% en 1900 et 35,58% en 1910 <sup>107</sup>. Cependant, certains secteurs connaissent une décrue du germanisme particulièrement frappante comme par exemple à Prague où la population germanophone passe de 64% d'Allemands en 1847, à 44% en 1857 et à 20% en 1880 <sup>108</sup>.

Ce recul est dû à la fois à l'arrivée massive de paysans tchèques qui s'installent en ville, mais aussi à une assimilation des germanophones par le milieu slave. Ainsi la ville qui comptait 66 000 Allemands en 1847 n'en compte plus que 18 753 soit 8,48% de l'ensemble en 1910 <sup>109</sup>.

Le phénomène est similaire en Transleithanie puisque les Allemands de Hongrie qui représentaient 12,5% de la population totale en 1880, ne sont plus 9,8% en 1910. Entre 1900 et 1910, ils passent de 2 135 181 à 2 037 435 <sup>110</sup>.

Cette baisse est due à la magyarisation menée par les politiques hongrois. Par conséquent, nous assistons à une lente érosion de la présence germanique dans l'ensemble de l'Empire austro-hongrois qui, sans atteindre l'équivalent d'un anéantissement, n'est pas sans aboutir à des modifications de comportement de la part des germanophones. Face à cette marée montante slave, l'on observe une prise de conscience de la part de l'ensemble des populations germaniques de l'Empire.

Du côté cisleithan, les libéraux se présentent comme les porte-paroles des Allemands d'Autriche. Cependant, ils doivent faire face à la montée en puissance d'une force politique catholique, génératrice de violents affrontements entre les deux blocs.

Cette violence s'explique en raison du fait que les libéraux craignent que les catholiques se joignent à d'autres nationalités faisant perdre au groupe libéral sa suprématie. La chose se concrétise en 1879 quand François-Joseph nomme à la tête du gouvernement le comte Eduard Taaffe, à qui il est donné la mission de former une coalition rassemblant en plus des catholiques allemands du groupe alpin, le parti national tchèque et les Polonais de Galicie. Désormais, les Allemands sont minoritaires et n'obtiendront plus jamais la majorité au sein de la coalition gouvernementale. Ce phénomène de régression du monde germanique s'observe à l'école, à l'université et en particulier en politique quand la réforme électorale de 1906 introduit le suffrage universel ce qui aboutit à une représentation des Allemands à la Chambre des Députés de 45,15% sur un total de 515 sièges <sup>111</sup>.

Devant cette menace, les libéraux se

radicalisent et cherchent à obtenir une partition de la Bohême, partagée entre Allemands et Tchèques. Le refus catégorique de ces derniers, défenseur de la théorie du droit d'État, conduit à la formation de partis issus du libéralisme estimant que ce dernier ne remplit plus son rôle. Le courant *deutsch-national* fondé en 1882 à Linz veut assurer aux Allemands la majorité en Cisleithanie, le tout renforcé par une union douanière avec l'Allemagne. Cependant, ce programme se révèle vite insuffisant pour les tenants du germanisme pur et dur. Certains comme le germaniste Wilhelm Scherer, l'historien Ottokar Lorenz, le juriste Heinrich Brunner et surtout Georg von Schönerer, chef du camp *alldeutsch* (pangermaniste) dans les années 1880, prônent un rattachement complet de l'Autriche à l'Allemagne (*Anschluß*). Le climat délétère et violent, comme par exemple les ordonnances Badeni (1897) cherchant à instaurer le bilinguisme auprès des fonctionnaires en poste dans le Royaume tchèque (ordonnances ressenties comme une agression par les Allemands) et qui seront abrogées deux ans plus tard, ne sera pas sans influencer un jeune homme qui, pour le malheur de l'humanité, n'a pas été accepté à l'école des Beaux-Arts de Vienne, Adolf Hitler.

Enfin, la pensée socialiste connue sous le nom d'austro-marxisme, incarnée par Otto Bauer (1881-1938) et Karl Renner (1870-1950), lors du Congrès de Brünn en 1899, propose de transformer l'Autriche en Etat fédératif de nationalités dont le fondement serait l'autonomie accordée en droit à chaque nationalité sur son propre territoire. Le projet socialiste consiste à faire de la nation une institution juridique s'appuyant sur le principe de l'autonomie personnelle au sein de laquelle est établie une scission entre affaires politiques et économiques d'un côté, et question nationale de

l'autre. Ce principe est particulièrement significatif au niveau communal où chaque commune est divisée selon les nationalités, chacune s'occupant de ses affaires propres, en particulier dans le domaine de l'enseignement. Le reste, c'est-à-dire tout ce qui touche aux questions concernant l'ensemble de la commune, est vu par la totalité de la population, toutes nationalités confondues.

Face au problème des nationalités, la social-démocratie autrichienne se range du côté de l'État habsbourgeois. Mise à part une poignée d'Autrichiens souhaitant un rattachement à l'Allemagne, l'essentiel de la population germanophone reste fidèle à la famille des Habsbourg.

En ce qui concerne les Allemands de Transleithanie, le combat est bien plus dur, car nous avons affaire à une Hongrie qui constitue un État national et qui, en théorie, affirme que l'ensemble de la population forme un seul et même peuple. Or de nombreuses nationalités existent et elles sont soumises à une politique de magyarisation. Ainsi des populations allemandes subissent une pression permanente qui vise à les acculturer. Cependant, l'apathie n'est pas de mise et un esprit de résistance s'organise. Lors de la naissance de l'Autriche-Hongrie en 1867, suivie de la création de la Transleithanie, le pouvoir de Budapest, fort de ses prérogatives, supprime « l'Universitas Saxonum », 650 ans après son lancement par l'édit d'Andréas II et sa confirmation par le roi Corvinus. Les intérêts des Saxons sont assurés par l'église luthérienne qui, désormais, incarne l'unité des germanophones de Transylvanie par l'intermédiaire du *Sachsenbischof* (autorité à la fois spirituelle et laïque) grâce à des personnalités comme Georg Daniel Teusch (1817-1893) et son fils Friedrich Teusch (1852-1933).

Ces derniers, en raison de leurs travaux sur l'histoire du pays et de ses habitants (*Geschichte der Siebenbürger Sachsen für das sächsische Volk*)<sup>112</sup>, renforcent les sentiments germaniques de leurs compatriotes et freinent ainsi la magyarisation.

Il en va de même pour les Allemands du Danube (*Donauschwaben*) qui face à la pression hongroise – leur autonomie administrative est notamment dissoute – s'organisent avec la création d'associations ouvrières et paysannes (le *Deutsch-Ungarländischer Arbeiterverein* en 1885 et le *Südungarischer Bauernverein* en 1891)<sup>113</sup>. La politique hongroise s'accroissant, comme par exemple la magyarisation des noms de lieux (loi de 1897)<sup>114</sup> sur l'ensemble du territoire, elle aboutit à la fondation en 1906 du parti populaire des Allemands de Hongrie (*Ungarländischen Deutschen Volkspartei*) dirigé par Ludwig Kremling (1861-1930) à Werschetz dans le Sud du Banat<sup>115</sup>. Celui-ci parvient à obtenir une représentation parlementaire ce qui, vu le système électoral censitaire hongrois (défavorable aux non Magyars), est un véritable tour de force. A cela il faut ajouter que cette résistance politique se double d'un mouvement littéraire et poétique qui réveille l'âme des Allemands de Hongrie en la personne d'Adam Müller-Guttenbrunn (1852-1923)<sup>116</sup>.

Lorsque la première guerre mondiale éclate, elle souligne la bonne tenue de l'ensemble des nationalités de l'Empire. La fidélité dynastique prime et assure la cohésion de ces peuples. Il est vrai aussi que l'encadrement de l'armée austro-hongroise est essentiellement germanique puisqu'à la veille de la guerre on y compte 78,7% d'officiers allemands<sup>117</sup>. Cependant, cette unité est minée

par l'action de politiciens tchèques en exil, Thomas G. Masaryk et Édouard Beneš, dont la tournure d'esprit héritée en droite ligne des Lumières n'a de cesse que de détruire la monarchie catholique austro-hongroise. De ce fait, ils trouvent une oreille attentive de la part de certains groupes de pensée. L'action conjuguée des défaites militaires en 1918, de l'accord des Croates comme Trumbić et Šupilo ainsi que du Premier ministre serbe Pašić (Déclaration de Corfou qui prévoit l'union des Slaves du Sud sous le sceptre de la dynastie serbe) accélèrent l'effondrement de l'Empire des Habsbourg dont le coup de grâce est donné par les Alliés dans une note du 18 octobre 1918 ne reconnaissant plus l'Autriche-Hongrie. Ainsi, l'émergence de plusieurs États issus du démembrement de l'Empire aboutit à l'éclatement de l'ensemble de la communauté germanophone dont les représentants se retrouvent subitement citoyens de pays dont les aspirations nationales sont contraires à l'identité germanique. Elles ont été sources de problèmes qui ont littéralement empoisonné l'entre-deux-guerres.

### *La Russie*

La fondation de l'Empire allemand en 1871 n'est pas sans répercussion sur la situation des Allemands de Russie. En effet, les ambitions de plus en plus nettes du pangermanisme en faveur de tout ce qui est allemand et les rivalités danubiennes entre Vienne et Moscou incitent les dirigeants russes à voir leurs sujets germanophones d'un autre œil. Le panslavisme croissant, nourri par des ouvrages comme ceux de Danilevski ou Dostoïevski, considère qu'il faut libérer tous les peuples slaves et les placer sous l'égide russe, ainsi

que russifier l'ensemble des peuples de l'Empire. Le tournant s'opère après la défaite de Crimée (1853/1856). En effet, de nombreuses réformes sont lancées qui réduisent les facilités accordées aux Allemands de Russie depuis les appels à la colonisation lancés par les tsars fin XVIII<sup>e</sup> et début XIX<sup>e</sup> siècle.

Cependant, la politique russe semble, tout au début, reconnaître des privilèges aux Allemands de Russie en publiant en 1857 le Code colonial qui les différencie de la masse paysanne russe constituée de serfs. Mais l'abolition du servage par Alexandre II en 1861 conduit à une égalité de statut (relative) entre les Allemands de Russie et leurs homologues russes ainsi qu'à une harmonisation des statuts juridiques de toutes les populations de Russie à partir du premier janvier 1864.

Mais les grands changements pour la communauté germanophone commencent dans les années 1870. En effet, le 4 juillet 1871, les droits à l'autoadministration sont supprimés bien qu'ils soient contraires au Manifeste de Catherine II <sup>118</sup>. C'est une transformation radicale qui entraîne la perte du statut de colon. Cette réforme inclut désormais les Allemands dans l'appareil administratif russe. Elle a pour conséquence de faire du russe la langue administrative. Mais, en contre-partie, cette égalité de tous les sujets de l'Empire permet à ces Allemands, sujets indifférenciés, d'avoir des représentants élus jusqu'au niveau du *zemstvo* <sup>119</sup>. Les Allemands sauront tirer profit de cette situation nouvelle.

La politique d'homogénéisation se poursuit en 1874 avec l'instauration du service militaire pour tous alors qu'il était bien stipulé depuis 1763 que les Allemands de Russie en étaient dispensés pour toujours. Elle provoque dans les cinq années qui

suivent, le départ de 18 000 Mennonites <sup>120</sup> hostiles au service militaire. Le gouvernement tsariste, afin d'arrêter l'émigration, est obligé de concevoir une sorte de succédané de service militaire pour arrêter les départs. La politique russe poursuivie par Alexandre III (1891-1894), dont le mot d'ordre est « un tsar – une foi – une loi – une langue », s'abat sur le système scolaire et oblige, par un décret de 1891 <sup>121</sup>, les écoles allemandes à n'utiliser que la langue russe à l'exception des cours de religion, de chant et... d'allemand. Cependant, après la révolution de 1905, une certaine libéralisation réapparaît et autorise à nouveau la langue allemande dans les quatre premières années d'enseignement ainsi que la fondation d'écoles privées en langue allemande <sup>122</sup>. Cependant, les tensions de plus en plus importantes avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie entraînent une montée en puissance des sentiments anti-allemands qui se manifestent dans des ouvrages comme « les régions frontalières de Russie » de Samarin ou « les Allemands de Russie » (publié en 1893) de Velitsin qui conditionnent en partie la politique anti-allemande des dirigeants russes à l'égard des germanophones de l'Empire. Cette germanophobie croissante s'explique aussi en raison de la réussite économique et de la part de plus en plus importante des Allemands dans le monde russe. A la veille de la Première Guerre mondiale, 3 232 nouvelles colonies issues des 304 colonies mères ont vu le jour et ont essaimé dans toute la Russie <sup>123</sup> (essentiellement la partie européenne). En 1914, les Allemands de Russie, sur une population de 2 416 290 habitants, sont à 95,6% paysans <sup>124</sup>. A force de rigueur, de familles nombreuses, de connaissances agronomiques éprouvées, les Allemands contrôlent à la veille de



la guerre d'énormes surfaces de terrain. Respectivement 4 847 000 desjatines (1 desj. = 1,093 ha) pour les Allemands de la Mer Noire, 3 900 000 desjatines pour les Allemands de la Volga qui ajoutés aux propriétés foncières de Volhynie, de Sibérie et des environs de Saint Petersburg, soit 3 500 000 desjatines, donnent (territoires baltes non compris) un total de 12 247 000 desjatines, soit 13 386 000 hectares <sup>125</sup> , l'équivalent de la superficie des Républiques tchèque et slovaque réunies. La présence et la mainmise germanique sont particulièrement frappantes en Ukraine du Sud (*Neurußland* ) où, pour ce qui est des quatre zones de peuplement, l'écart entre le pourcentage de territoire agricole occupé par les germanophones et leur pourcentage par rapport à la population totale de la province est criant : 11,11% de terres possédées par 3% d'Allemands en Bessarabie, 19,4% par 6,8% à Cherson, 38,3% par 8,8% d'Allemands au Taurus et 25% par 5,4% à Iekaterinoslav <sup>126</sup> . Il va de soi qu'un tel degré d'occupation des sols attire les convoitises et qu'un climat germanophobe s'instaure chez de nombreux Russes. Cette haine à l'égard des Allemands s'épanouit durant la Première Guerre mondiale et bien après.

Cette emprise allemande n'a été possible que grâce à un développement démographique extraordinaire. Comme cela a déjà été observé lors de la période médiévale, la maîtrise du sol va de pair avec l'extension de la population. Les sources sûres en matière démographique reposent sur le recensement fait en 1897 qui donne un aperçu, région par région, du nombre des Allemands vivant et travaillant dans ces lieux. Ainsi, on dénombre à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans l'Empire 1 790 489 Allemands soit 1,43% de la population totale russe

(toutes nationalités confondues) qui se monte à 125 640 021 <sup>127</sup>.

Même si la population urbaine est faible, il ne faut pas la négliger, car son influence est certaine, ne serait-ce qu'en raison de l'existence de riches propriétaires. Par exemple, les Baltes allemands résidant essentiellement en ville sont à 16,29% rentiers. Ils sont suivis, dans ce secteur, par les Russes qui ne représentent que 4,92%. Le réseau bancaire avec 10,57% d'Allemands se tient en deuxième position derrière les Juifs (27,42%). Ces derniers sont souvent germanophones ce qui expliquent des liens renforcés avec le monde germanique. Les Russes se placent en troisième position avec 5,15% <sup>128</sup>. De nombreuses villes russes doivent la construction de bâtiments importants et célèbres à l'action d'architectes allemands de Russie comme G. Schädel et J.F. Braunstein pour toute une série de palais à Saint Petersburg au XVIII<sup>e</sup> siècle ou Leo von Klenze au XIX<sup>e</sup> siècle avec le « nouvel Ermitage » <sup>129</sup>, ou encore avec F.A. Schechtel à qui Moscou doit le *Bojarenhaus*, complexe commercial situé dans la rue *Nikitnikov* sous Nicolas II <sup>130</sup>. La communauté urbaine allemande, même réduite, est bien vivante. Ils sont 75 000 à Saint Petersburg, 12 000 à Moscou, 10 000 à Odessa, 15 000 à Saratov <sup>131</sup>, où fleurit une grande quantité de journaux, surtout entre 1863 et 1912 (*Odessauer Zeitung*, *Heimatsglocken*, *Morgenstern*, *Unsere Zeit*, *Moskauer Deutsche Zeitung*, *Deutsche Volkszeitung*...) <sup>132</sup>. Cela reflète l'activité bourdonnante de ces citadins allemands de Russie partagés, comme leurs compatriotes ruraux, entre le travail, la famille et l'église (ou le temple). La vie religieuse (la liberté de conscience est reconnue dans les Manifestes

depuis Catherine II) est une garantie de la bonne marche de ces communautés allemandes <sup>133</sup> , comme aussi une protection face aux aléas si courants du monde russe.

La Première Guerre mondiale est une épreuve pour tous les Allemands de Russie, car ils sont les bouc-émissaires parfaits des dirigeants russes dans la lutte contre l'Allemagne même si environ 300 000 germanophones servent dans l'armée du tsar <sup>134</sup> . Les ordonnances des 2 février et 13 décembre 1915 (dites lois de liquidation) <sup>135</sup> s'abattent sur tous les sujets d'origine allemande et autrichienne. Elles stipulent que tout habitant de souche germanique issu des zones occidentales de l'Empire doit se déplacer à 150 km plus à l'Est. Ce sont essentiellement les 200 000 Allemands de Volhynie qui sont touchés par cette mesure <sup>136</sup> . Ils sont par la suite, comme le veut la tradition russe, expédiés en Sibérie. A cela, il faut ajouter que ces Allemands de Russie se voient interdire l'accès à la propriété agricole. Les pamphlets les plus violents sont ceux du major-général Nikita D. Polivanov qui publie en 1916 deux brochures : « L'excès de puissance allemande » et « La vérité sur les Allemands ». On peut y lire la prose suivante : « L'Allemand d'aujourd'hui, qu'il soit à l'Est ou à l'Ouest de notre frontière est partout un avorton moral, un dégénéré, une personne physique sans contenu moral, sans honnêteté, sans élans nobles, sans cœur (...). Non seulement les Allemands de l'Empire, mais aussi tous les Allemands russes dont les ancêtres ont émigré d'Allemagne, doivent être déplacés, c'est-à-dire expulsés immédiatement, sans retard ni hésitation. Cela s'impose du point de vue du maintien de l'État et cela doit se faire dans l'intérêt de notre patrie et de nos héroïques combattants qui offrent sans crainte leur vie pour la

foi, le tsar et la patrie (...). Le grand peuple russe sait protéger ses trésors; il n'a pas besoin de maîtres et de tuteurs allemands. Ceux-ci doivent tous être expulsés sans tenir compte de l'âge, du sexe et de leur prétendue utilité ou du fait qu'ils vivent depuis longtemps en Russie » <sup>137</sup> .

Ces violentes diatribes à l'égard des Allemands de Russie vont de pair avec la création en 1916 d'un « Comité de lutte contre l'emprise allemande ». A.F. Trepov, président du conseil des ministres considère la mesure comme salubre, comme il le dit lui-même à la Douma le 19 novembre 1916 : « L'industrie, l'école, la science et l'art russes, tout était dans les mains d'immigrants allemands. La tâche la plus urgente de la Russie est maintenant de se libérer de cette tutelle allemande et de prendre le chemin de l'indépendance, de l'autonomie » <sup>138</sup> .

Ces lois de liquidation sont étendues le 15 février 1917 à tout l'Empire. Mais la Révolution russe se rapproche et le 7 mars, le gouvernement provisoire les suspend sans les abolir. La Révolution d'Octobre met un terme à ces mesures, car Lénine favorable au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (comme le président Wilson) décrète, dans sa « Déclaration des droits des peuples travailleurs » de janvier 1918, des garanties de protection à l'égard des minorités du pays. Elles aboutissent, le 19 octobre 1918, à l'autonomie accordée aux Allemands de la Volga <sup>139</sup> .

La défaite des Empires centraux entraîne des pertes territoriales pour l'Allemagne, surtout sur sa frontière orientale, et la dislocation de l'Autriche-Hongrie. Le monde germanique se retrouve dans son ensemble humilié, mais pas abattu. L'Allemagne laisse des Allemands à la Pologne, foyer d'un solide irrédentisme; les Allemands de

l'Empire des Habsbourg sont réduits à se cramponner à l'arc alpin tandis que les autres se retrouvent « sujets » de nouveaux pays émergents dont les capacités de tendresse à l'égard du monde germanique font plutôt penser à l'idée de revanche. Quant à la Russie, la guerre civile sanglante qui secoue ce pays met à mal l'ensemble de la population germanique. Tout semble perdu. Cependant, deux éléments viennent contrebalancer ce phénomène. Le premier est le maintien intégral de l'unité politique allemande, génératrice de toute autre puissance et donc capacité, grâce au facteur temps, de modifier la donne dans une Europe de l'Est en pleine décomposition. Le second est l'arrivée sur les fonts baptismaux de Versailles, avec l'aide du président Wilson, de principes en faveur de la protection des minorités. C'est une aubaine pour l'Allemagne qui peut reprendre à son compte la formule de Frédéric II de Prusse dont la bonne étoile était due, selon lui, « à la divine ânerie de ses adversaires ». Elle brille encore.

---

2 . Gotthold RHODE , *Deutsch-polnische Nachbarschaft in der Geschichte* (Le voisinage germano-polonais dans l'histoire), Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 30, 1997, p. 4.

3 . Charles HIGOUNET , *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen-Age* , Paris, Éditions Aubier, 1989, p. 63.

4 . *Ibid.*, p. 45.

5 . Gerhard GRIMM et Krista ZACH , *Die Deutschen in Ostmittel-und Südosteuropa* (Les Allemands en Europe centrale et du Sud-Est), München, Verlag Südostdeutsches Kulturwerk, Band 1, 1995, p. 15.

6 . Helmut NEUBACH , *Kleine Geschichte*

*Schlesiens* (Petite histoire de la Silésie), Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 24, 1996, p. 4.

7 . *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen-Âge* , op. cit, p. 302.

8 . *Ibid* ., p. 164.

9 . *Die Deutschen in Ostmittel– und Südosteuropa*, op. cit, p. 17.

10 . *Ibid* ., p. 17.

11 . *Die Deutschen in Ostmittel– und Südosteuropa*, op. cit, p. 18.

12 . Peter MAST , *Kleine Geschichte West-und Ostpreussens* (Petite histoire de la Prusse occidentale et orientale), Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 32, 1997 p. 3.

13 . *Ibid* ., p. 1.

14 . *Les Allemands en Europe centrale et orientale au Moyen-Age*, op. cit, p. 232.

15 . *Ibid* ., p 251 et 252.

16 . Oxenstiem, in : Jacques BAINVILLE , *Histoire de deux peuples* , Paris, Éd. Fayard, 1915, p. 77

17 . *Ibid* ., p. 66.

18 . *Die Deutschen in Ostmittel-und Südosteuropa* , op. cit, p. 65.

19 . Konrad GNDISCH , *Die Siebenbürger Sachsen*, (Les Saxons de Transylvanie), Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 28, 1994, p.6.

20 . *Die Deutschen in Ostmittel-und Südosteuropa*, op. cit, p. 127.

21 . *Ibid.*, p. 136.

22 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 28, op. cit, p. 13.

23 . *Die Deutschen in Ostmittel-und Südosteuropa*, op. cit, p. 20.

24 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 28, op. cit, p. 13.

25 . *Die Deutschen in Ostmittel– und Südosteuropa*, op. cit, p. 90.

26 . *Ibid.*, p. 20.

27 . *Ibid.*, p. 20.

28 . *Ibid.*, p. 90.

29 . Helmut BERNER , *Wer sind die Sathmarer Schwaben* –, Landsmannschaft der Sathmarer Schwaben, 1993. p. 4.

30 . Gustl HUBER , *Der Weg der Donauschwaben* (Le parcours des Souabes du Danube), Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 19, 1995, p. 2.

31 . *Ibid.*, p. 21.

32 . *Die Deutschen in Ostmittel- und Südosteuropa* , op. cit, p. 161.

33 . *Ibid.*, p. 161.

34 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 19, op. cit, p. 21.

35 . *Die Deutschen in Ostmittel- und Südosteuropa* , op. cit, p. 178.

36 . *Ibid.*, p. 178.

37 . *Volk auf dem Weg. Deutsche in Rußland und in der GUS. 1763-1997* (Peuple en marche. Allemands en Russie et en CEI. 1763-1997), Landsmannschaft der Deutschen aus Rußland, 1997, p. 40.

38 . *Ibid.*, p. 40.

39 . *Ibid.*, p. 2.

40 . *Ost-Kurier, Informationen-Analysen-Berichte* (Informations-Analyses-Rapports), München, Studienzentrum für Ost-West-Probleme n° 3, septembre 1991, p. 5.

41 . Hebert WIENS , *Die Rußlanddeutschen, ihre Geschichte – ihr Schicksal – unsere Verpflichtung* (Les Allemands de Russie. Leur histoire – leur destin– notre engagement) Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 34, p. 16.

42 . *Die Rußlanddeutschen. Ihre Geschichte– ihr Schicksal– unsere Verpflichtung* , op. cit, p. 2.

43 . Jean François BOURRET , *Les Allemands de la Volga, histoire culturelle d'une minorité, 1763-1941*, Éditions du CNRS, Presses universitaires de Lyon, 1986, p. 17.

44 . Une desjatine = 1, 093 ha.

45 . Hans HECKER , *Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten* (Les Allemands dans l'Empire russe, en Union soviétique et dans les États qui leur ont succédé), Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, Band 2, 1994, p. 90.

46 . *Info Dienst Deutsche Aussiedler*, Bonn, Bundesministerium des Innern, n° 92, octobre 1997, p. 14.

47 . *Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten* , op. cit, p. 90.

48 . *Die Deutschen in Ostmittel– und Südosteuropa* , op. cit, p. 72.

49 . *Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten* , op. cit, p. 102.

50 . *Die Deutschen in Ostmittel– und Südosteuropa* , op, cit, p. 72.

51 . *Les Allemands de la Volga, histoire culturelle d'une minorité, 1763-1941* , op. cit, p. 44.

52 . *Die Deutschen in Ostmittel– und Südosteuropa* , op. cit, p. 196.

53 . *Ibid.*, p. 196.

54 . *Ibid.*, p. 196.

55 . *Die Deutschen in Ostmittel– und Südosteuropa* , op. cit, p. 198.

56 . *Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten* , op. cit, p. 114 et 115.

57 . *Ibid* ,. p. 70.

58 . Voir annexe 1.

59 . *Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten* , op. cit, p. 90.

60 . *Die Rußlanddeutschen, ihre Geschichte– ihr Schicksal– unsere Verpflichtung* , op. cit, p. 2.

61 . Rémi BRAGUE , *Europe, la voie romaine* , Critérion, Paris, 1993, p. 40.



62 . Alain FERNET et Gérard SOULIER , *Les minorités et leurs droits depuis 1789*, Paris, l'Harmattan, 1989, p. 46.

63 . Léon DAUDET , *Connaissance de l'Allemagne* , Paris, Éditions Points et contrepoints, 1947, p. 67.

64 . *Ibid.*, p. 69.

65 . Pierre BEHAR , *Du I<sup>er</sup> au IV<sup>e</sup> Reich*, Paris, Éditions Desjonquères, 1990, p. 17.

66 . *Ibid.*, p. 51.

67 . *Ibid.*, p. 35.

68 . François-Georges DREYFUS , *l'unité allemande* , Que sais-je ?, Paris, Presses universitaires de France, 1995, p. 11.

69 . *Ibid.*, p. 12.

70 . *Ibid.*, p. 13.

71 . *Les minorités et leurs Droits depuis 1789*, op. cit, p. 45.

72 . Norbert ROULAND , Stéphane PIERRE -CAPS , Jacques POURAMEDE , *Droit des minorités et des peuples autochtones*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996, p. 90.

73 . Peter LONGERICH , *Was ist des deutschen Vaterland* – (Qu'en est-il de la patrie allemande ?), München, Piper, 1990, p. 44 et 45.

74 . Alfred-Maurice de ZAYAS et Christian HILGRUBER , *Gerechtigkeit schafft Frieden* (La justice crée la paix), Bonn, Bund der Vertriebenen, 1997, p. 1.

75 . Fritz Peter HABEL , und Helmut KISTLER , *Deutsche und Tschechen, 1848 –1948* (Allemands et Tchèques, 1848-1948), München, Verlagshaus Sudetenland, 1995, p. 37 et Prof. Dr. Dieter BLUMENWITZ , u.a, 1945-1995 , *50 Jahre Flucht, Deportation, Vertreibung, Unrecht bleibt Unrecht* (1945-1995, 50 ans de fuite, de déportation, d'expulsion. L'injustice reste l'injustice), Bonn, Bund der Vertriebenen, 1995, p. 12.

76 . Jean NURDIN , *L'idée d'Europe dans la*

*pensée allemande à l'époque bismarckienne*, Berne, éditions Peter Lang SA, 1980, p. 24.

77 . *Ibid* ., p. 28.

78 . *Ibid* ., p. 29.

79 . *Ibid* ., p. 34.

80 . *Ibid.*, p. 34 et 35.

81 . François-Georges DREYFUS , *Le III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Éditions de Fallois, 1998, p.167.

82 . Jacques BAINVILLE , *Histoire de trois générations*, Paris, Nouvelle Librairie nationale 1918, p. 100.

83 . Lothar GALL , *Bismarck*, Paris, Fayard, 1984, p. 95.

84 . *Du I<sup>er</sup> au IV<sup>e</sup> Reich*, op. cit, p 186 et 187.

85 . *Droit des minorités et des peuples autochtones*, op. cit, p. 98.

86 . *Bismarck*, op. cit, p. 97.

87 . *Bismarck*, op. cit, p. 142.

88 . *L'idée d'Europe dans la pensée allemande à l'époque bismarckienne*, op. cit, p. 64.

89 . *Ibid.*, p. 94.

90 . Cité par Raoul GIRARDET , in : *Le nationalisme français*, Paris, Éditions du Seuil, 1983, p.63.

91 . Paul-Marie COÛTEAUX , *L'Europe vers la guerre*, Paris, Éditions Michalon, 1997, p. 148.

92 . *L'idée d'Europe dans la pensée allemande à l'époque de Bismarck* , op. cit, p. 138 et 139.

93 . *Ibid.*, p. 139 : La division de la France en sept grandes zones régionales (la 8<sup>e</sup> concerne F outre-mer) pour les élections européennes (à partir de juin 2004) ressemble étrangement à ce modèle.

94 . *Ibid.*, p. 218.

95 . *Ibid.*, p. 168.

96 . Voir annexe 2.

97 . *Droit des minorités et des peuples autochtones*, op. cit, p. 102.

98 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 19, op. cit, p. 21.

99 . Dieter BLUMENWITZ , *Minderheiten – und*

*volksgruppenrecht, aktuelle Entwicklung* (Droit des minorités et des groupes ethniques, développement actuel), Bonn, Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, 1992, p. 37.

100 . *L'idée d'Europe dans la pensée allemande à l'époque bismarckienne* , op. cit, p.428.

101 . *Ibid.*, p. 438.,

102 . Raymond POIDEVIN , *l'Allemagne impériale et républicaine, 1900-1933*, Paris, Editions Richelieu, 1972, p. 137.

103 . Emst HASSE , *Weltpolitik, Imperialismus und Kolonialpolitik* (Politique mondiale, impérialisme et politique coloniale), Munich, 1906, p. 63-65, in : *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 41/42 janvier-juin 1996, p. 29.

104 . *L'idée d'Europe dans la pensée allemande à l'époque bismarckienne*, op. cit, p. 566.

105 . Otto-Richard TANNENBERG , *Großdeutschland* (Grande Allemagne), 1911, in : Patrick Cabanel, *Nation, Nationalités et Nationalismes en Europe, 1850 – 1920*, Paris, Éditions Ophrys, 1995, p. 185 et p. 190. Une carte linguistique et ethnographique de l'Europe représentant les ambitions pangermanistes illustre en couverture cet ouvrage. Elle décrit la prépondérance et l'extension de la Grande Allemagne en Europe centrale vers 1950.

106 Jean-Paul BLED , in : *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, janvier-mars 1996, Tome 28, n° 1, p. 72.

107 . *Ibid.*, p. 72.

108 . *Informationen zur politischen Bildung*, München, Franzis-Verlag, n° 132, 1993, p. 2.

109 . *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, op. cit, p. 73.

110 . *Ibid.*, p. 74.

111 . *Ibid.*, p. 81.

112 . *Kulturelle Arbeitshefte*, n° 28, op. cit, p. 16.

113 . *Kulturelle Arbeitshefte*, n° 19, op. cit, p. 11.

- 114 . *Ibid.*, p. 21.
- 115 . *Ibid.*, p. 12 et 21.
- 116 . *Ibid.*, p. 12.
- 117 . *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, op. cit, p.75.
- 118 . *Kulturelle Arbeitshefte*, n° 34, op. cit, p. 17.
- 119 . *Zemstvo* : assemblée locale russe, instituée en 1864 par Alexandre II et composée de représentants fonciers, de citadins, de paysans.
- 120 . *Die Deutsche im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten*, op. cit, p. 25.
- 121 . *Kulturelle Arbeitshefte*, n° 34, op. cit, p. 6.
- 122 . *Ibid.*, p. 6.
- 123 . *Ibid.*, p. 4.
- 124 . *Volk auf dem Weg, Deutsche in Rußland und in der GUS, 1763 – 1997*, op. cit, p. 26.
- 125 . *Ibid.*, p. 8.
- 126 . *Kulturelle Arbeitshefte*, n° 34, op. cit, p. 4.
- 127 . Voir annexe 3.
- 128 . *Die Deutsche im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolge Staaten*, op. cit, p. 83.
- 129 . *Ibid.*, p. 80.
- 130 . *Moskauer Deutsche Zeitung*, juillet 1998, n° 2, p. 14.
- 131 . *Kulturelle Arbeitshefte*, n° 34, op. cit, p. 5.
- 132 . *Les Allemands de la Volga, histoire culturelle d'une minorité, 1763 – 1941* op. cit, p. 207.
- 133 . Voir annexe 4.
- 134 . *Volk auf dem Weg, Deutsche in Rußland und in der GUS, 1763 – 1997* , op. cit, p. 14.
- 135 . *Ibid.*, p. 14.
- 136 . *Ibid.*, p. 14.
- 137 . *Les Allemands de la Volga, histoire culturelle d'une minorité, 1763 – 1941* , op. cit, p. 79.
- 138 . *Ibid.*, p. 80.
- 139 . *Ibid.*, p. 274.

## **Chapitre deuxième**

# **DE LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE À LA RÉUNIFICATION ALLEMANDE**

### **CONSÉQUENCES DES TRAITÉS DE 1919 ET 1920 SUR LE PEUPLEMENT ALLEMAND À L'EST JUSQU'À LA SECONDE GUERRE MONDIALE**

#### **De 1918 à 1919, l'état des lieux à la veille des traités**

L'effondrement généralisé des Empires centraux provoque une dislocation de l'Europe de l'Est où de nouveaux États surgissent comme la Pologne, la Tchécoslovaquie, les États baltes. D'autres se retrouvent réduits au niveau d'États croupions comme la Hongrie et surtout l'Autriche. Les nouvelles frontières zèbrent toute cette Europe centrale et orientale et éparpillent l'ensemble des communautés germaniques. Ces dernières se retrouvent éclatées comme les Allemands du Danube qui désormais, se partagent entre les nationalités hongroise, yougoslave et roumaine.

Cette multiplicité d'États s'explique par la proclamation du président Wilson, le 8 janvier 1918, du droit des peuples à l'autodétermination. C'est sur ce socle qu'est signé l'armistice. Le président américain, dans ses fameux quatorze points, demande le droit au « développement autonome » (« *autonomous development* », dans son 10<sup>e</sup> point) des peuples d'Autriche-Hongrie ainsi que l'indépendance de la Pologne avec accès à la mer (13<sup>e</sup> point). Cette politique se fonde non sur l'équilibre des puissances, principe défendu au cours des siècles par des Richelieu, Talleyrand, Mettemich, mais sur celui de la satisfaction donnée aux droits légitimes comme le principe des nationalités. Dans ces quatorze points, le droit des minorités n'est pas mentionné, mais il est sous-jacent. En effet, tous les ingrédients sont réunis pour favoriser leur élaboration. Le président Wilson affirme en février 1918 à la tribune du Congrès que selon lui : « Aucune conférence internationale ne peut transférer la souveraineté sur un groupe donné d'un Etat à un autre. Il faut respecter les particularismes, faire en sorte que chaque peuple se gouverne comme il l'entend. L'autodétermination ne doit pas être une expression vide de sens, mais le principe directeur de la politique d'après-guerre » <sup>1</sup> . Ainsi, le président américain ouvre une porte à tous les tenants de l'indépendance de leurs peuples. Dans la lignée des quatorze points, les partisans de l'autonomie complète pointent leur nez. Cela commence avec l'annonce, par 17 exilés slovaques et 12 exilés tchèques à Pittsburgh le 30 mai 1918 <sup>2</sup> , de la création de l'État tchécoslovaque, suivie le 18 octobre de la même année de la déclaration d'indépendance du pays. Le rétablissement des frontières historiques du Royaume de Bohême

présente la particularité de renfermer en son sein plus de 3 millions de germanophones. Beneš et Masarik ont l'habileté d'introduire dans cette déclaration d'indépendance un paragraphe respectueux des peuples non tchèques et slovaque : « Les droits des minorités doivent être assurés en proportion de leur représentation. Les minorités nationales doivent jouir des mêmes droits. Le gouvernement doit avoir une forme parlementaire et reconnaître les principes du référendum » <sup>3</sup> .

En ce qui concerne les points généraux, c'est-à-dire le respect accordé à l'égard des différentes composantes de l'ex-Autriche-Hongrie, en particulier des populations germaniques, nous pouvons constater que ces dernières ont été véritablement les « dindons de la farce ». En effet, partant du principe que le droit à l'autodétermination, proclamé par Wilson, s'adresse à tous les peuples de l'Empire des Habsbourg, les députés autrichiens font, le 6 octobre 1918, la déclaration suivante : « Nous reconnaissons le droit à l'autodétermination des peuples slaves et latins d'Autriche et proclamons le même droit pour les germano-Autrichiens (...). Nous déclarons que le peuple allemand de l'Empire autrichien s'opposera à ce que le statut d'une quelconque de ses composantes lui soit dicté. En fonction de cela, les germano-Autrichiens défendront leurs droits à l'autodétermination par tous les moyens qui sont à leur disposition » <sup>4</sup> .

Cette déclaration est renforcée par une résolution du 21 octobre 1918 où le gouvernement provisoire autrichien proclame son autorité sur toutes les zones de peuplement allemand de l'Empire. Les parlementaires sudètes, à la même époque, déclarent que les régions de Bohême et de Moravie qu'ils représentent font partie intégrante

de l'État allemand d'Autriche (29 octobre 1918). Mais ces propos sont contrebalancés par le politicien tchèque Rašin, en des termes dénués de toute espérance pour la représentation politique autrichienne, le 4 novembre 1918 : « Le droit à l'autodétermination est une belle phrase, mais maintenant que l'Entente a gagné, c'est la force qui décide » <sup>5</sup> . D'ailleurs, la franchise étant de mise, les forces militaires tchèques occupent, sans en avoir reçu l'autorisation, l'ensemble du pays sudète (ce qui entraîne des troubles et la mort de 54 Sudètes). Pour les dirigeants tchèques, l'ensemble du territoire constitue un seul et même bloc qui ne peut souffrir la moindre partition. En des propos très nets, Masaryk, le 23 décembre 1918, affirme : « Les zones de peuplement de Bohême habitées par les Allemands sont et restent nôtres (...). Nous avons combattu de haute lutte pour cet État et la position juridique de nos Allemands qui sont venus ici autrefois comme immigrants et colons, est établie une fois pour toute. Nous avons le droit de jouir de toutes les richesses de notre pays » <sup>6</sup> .

Face à une telle négation du principe de l'autodétermination des peuples, le gouvernement autrichien fait appel directement au président Wilson dans une note du 12 décembre 1918 : « Il apparaît d'après une communication du gouvernement tchécoslovaque que les Puissances alliées ont l'intention d'annexer à l'État tchèque de vastes territoires de Bohême et de Moravie qui sont peuplés par plus de trois millions d'Allemands. Cette mesure, si elle est vraie, se fera sans attendre les résultats de la Conférence de paix. Bien que le gouvernement germano-autrichien suppose que cela est dû à des informations erronées de la part du gouvernement tchèque, il se sent dans l'obligation d'attirer l'attention et d'insister au



sujet des tendances de ce genre qui n'ont pratiquement pas cessé de se dérouler. On ne peut pas mettre en doute le caractère allemand de ces territoires. Ces populations ont manifesté en de maintes occasions leur ardent désir de maintenir leur liberté et leur indépendance par rapport à l'État tchécoslovaque. Le désir de ce peuple s'est exprimé spécialement par le vote unanime de ses représentants, élus sur la base d'un suffrage juste. Si, malgré tout, les Puissances alliées ont, à cet égard, quelques doutes, le gouvernement germano-autrichien propose d'éclaircir sans retard la situation par un plébiscite dirigé et conduit par des autorités neutres et de donner en outre toute garantie comme la liberté de vote. En pareil cas, le gouvernement germano-autrichien demande aux Puissances alliées de ne pas décider du destin d'un peuple en dehors des résultats d'un plébiscite. Cette procédure semble être la seule manière, en conformité avec les principes récemment proclamés par l'Entente elle-même et exprimés dans le message du président Wilson le 8 janvier 1918 dans les articles 2 et 4 de son discours du 11 février 1918 et dans son discours du 4 juillet 1918, d'être en conformité avec les principes de justice, de la paix mondiale et les droits des nations à l'autodétermination »<sup>7</sup>.

Cette demande autrichienne, rejetée par tous les États occidentaux, reçut un accueil favorable de la part des Américains. Ainsi, le professeur Archibald Cary Coolidge, à la tête de la commission américaine pour les négociations de paix, souligne avec beaucoup de lucidité dans un rapport du 10 mars 1919, qu'il est malhabile de forcer des Allemands à vivre sous une loi étrangère : « Accorder à la Tchécoslovaquie tous les territoires qu'elle exige, ne serait pas seulement une injustice

à des millions de personnes réfractaires à vivre sous la loi tchèque, mais serait dangereux aussi, et peut-être fatal, pour l'avenir du nouvel État (...). En ce qui concerne l'avenir de la Bohême, contenir dans ses frontières un grand nombre d'habitants profondément mécontents et qui auront derrière eux, de l'autre côté de la frontière, des dizaines de millions de sympathisants de leur propre race, sera une expérience périlleuse. Personne ne peut promettre le succès à long terme »<sup>8</sup>.

Ces propos clairvoyants vont de pair avec ceux tenus « par cette vigie au service de la France », comme le disait François Mauriac, J. Bainville : « Mais l'État tchécoslovaque – Loin d'entourer le germanisme, c'est le germanisme qui l'entoure, qui l'empêche, s'il veut, de respirer, qui tient à sa discrétion son commerce et ses industries. Et puis, – nous ne craignons pas, dans ce livre, de répéter des faits élémentaires, mais qu'il importe d'avoir à tout moment présents à l'esprit, – il y a trois millions d'Allemands en Bohême. Une guerre avec l'Allemagne serait le suicide de la Tchécoslovaquie. Une extrême prudence est ordonnée au gouvernement de Prague. Et la prudence s'appelle neutralité. Et la neutralité inconditionnelle, absolue, s'appelle bientôt l'assujettissement »<sup>9</sup>.

Toute l'année 1938 avec la conférence de Munich et sa suite en 1939, sont en filigrane dans ces propos. En tout cas, les avertissements de ces « Cassandra » n'ont aucun effet. Les dirigeants tchèques obtiennent ce qu'ils voulaient. Face à de telles déconvenues, l'idée autrichienne de se rattacher à l'Allemagne devient de plus en plus prégnante. Cette idée est partagée aussi par de nombreux dirigeants allemands. Le président du *Reich*, Friedrich Ebert (social-démocrate), devant

l'assemblée nationale à Weimar le 6 février 1919, annonce : « Nos frères allemands d'Autriche se sont déjà déclarés le 12 novembre de l'année dernière, à leur assemblée nationale, comme partie de la République grande allemande (...). L'Autriche allemande doit être unie à la mère patrie pour toujours (...). Aussi, je peux exprimer l'espoir que l'assemblée nationale autorise le prochain gouvernement du *Reich* à négocier très prochainement avec le gouvernement de l'État libre germano-autrichien au sujet d'une fusion définitive. Il ne doit plus y avoir de poteaux frontières entre nous. Alors nous serons un peuple uni de frères » <sup>10</sup>.

Ces projets ne sont pas acceptés par les Alliés, ce qui provoque désillusion, rancœur et amertume chez de nombreux germanophones. Ainsi plusieurs millions d'Allemands d'Europe de l'Est se retrouvent privés d'une possibilité d'être rattachés à l'Allemagne alors que les principes wilsoniens les y autorisent. C'est alors que surgit le Traité de Versailles (« traité voltairien » par excellence, comme l'a si bien résumé J. Bainville). Fait nouveau, il introduit le principe de la protection des minorités, qui révolutionne les rapports entre les États. Porteur d'espoir, il souligne aussi l'incroyable complexité des problèmes dans lesquels l'Europe se trouve. L'objectif louable est, enfin, d'aboutir à la « der des der ». Goethe avait coutume de dire que pour éviter la guerre, on ne peut compter que sur la sagesse des peuples et l'intelligence des gouvernements. Mais comme le soulignait J. Bainville, « Goethe ne croyait ni à l'une ni à l'autre ».

## **La protection des minorités dans le**

## cadre des traités de 1919-1920

### *Les sobresauts des minorités et leur reconnaissance*

L'arrivée sur le tapis vert des négociations, par le président Wilson, d'une protection des minorités en Europe n'a pas surgi de but en blanc. En effet, le traité des minorités signé le 28 juin 1919 à Versailles par la Pologne et qui a servi de texte de référence pour les pays d'Europe de l'Est est, à l'origine, une initiative des Juifs américains, comme l'explique Nathan Feinberg <sup>11</sup>. Désireux d'accorder garanties et protections à leurs coreligionnaires, ils ont élaboré toute une série de mesures. Seulement, compte tenu de l'antisémitisme virulent en Europe de l'Est, il eût été malhabile de l'appliquer aux seuls Juifs. Ces mesures ont donc été tout simplement étendues à l'ensemble des minorités vivant en Europe centrale. Comme le rappelle N. Feinberg : « Mais, pour que lors des pourparlers de paix les Puissances alliées et associées tirassent effectivement des principes par elles proclamés, les conclusions et conséquences nécessaires, il avait fallu que quelqu'un vînt devant la Conférence de la Paix pour le revendiquer et l'exiger hautement. Or, ce fut le grand mérite de la représentation juive auprès de la Conférence de la Paix que d'avoir accompli cette tâche » <sup>12</sup>.

Dès l'année 1915, l'idée d'un congrès juif prend forme. Il devait avoir à sa tête le juge à la Cour Suprême des États-Unis, Louis Brandeis. Ce Congrès se réunit à l'automne 1918 à Philadelphie (après l'armistice) et élit une représentation qui accompagne la Délégation américaine du président Wilson. Il faut ajouter que des délégations juives

de divers pays (Canada, pays d'Europe de l'Est...) participent à la Conférence de la Paix.

« Fin février 1919, se tint à Londres la Conférence sioniste, au cours de laquelle M. Léo Motzkin proposa, en qualité de rapporteur de la "Commission pour les droits nationaux", une série d'articles de programme. Grâce à l'initiative de cette Conférence et aussi suivant le désir des délégations juives qui se trouvaient déjà sur place, se constitua, le 25 mars 1919, à Paris, la représentation juive unifiée sous le nom de "Comité des Délégations juives auprès de la Conférence de la Paix". Le Comité se composait de délégués des Juifs de l'Europe de l'Est et du Sud et, en outre, de représentants des Juifs des États-Unis d'Amérique, du Canada, d'Italie, de Palestine, ainsi que de l'organisation sioniste mondiale, du Comité juif d'Amérique et de l'Ordre B'nai B'rith (...). L'activité politique des Juifs aux États-Unis d'Amérique est, dès cette époque, importante. Le mouvement en faveur du Congrès juif qui prédomina, pendant quelques années, dans l'opinion publique juive de ce pays et qui avait pour mot d'ordre : « défense des droits des Juifs à la Conférence de la Paix », ne pouvait passer inaperçu de la Maison Blanche. Les Juifs américains – écrit le Nouvel annuaire international américain – ont beaucoup contribué à faire inscrire à l'ordre du jour de la Conférence de la Paix les clauses concernant les droits des minorités. Une délégation influente de Juifs américains, éminents, élus comme représentants du judaïsme américain par le Congrès juif d'Amérique, tenu en décembre 1918, s'est rendue à Paris et, avec les autres délégations d'autres pays, a présenté le memorandum concernant les droits des Juifs à la Conférence de la Paix. L'influence des délégués américains s'est vivement fait sentir grâce à

l'attitude sympathique envers les revendications juives du Président Wilson et d'autres délégués américains. Et en fait, en la personne du Président Wilson, le peuple juif eut un dévoué et sincère ami et les revendications juives concernant tant la Palestine que les droits des minorités ont toujours trouvé auprès de lui, au plus haut point, compréhension et sympathie. Dans les archives personnelles du Président Wilson, parmi ses divers papiers et documents, se trouve également le texte de l'allocution qu'il a adressé le 28 novembre 1918, soit 6 jours avant son départ pour l'Europe, à Washington, aux représentants de l'Ordre B'nai B'rith » <sup>13</sup> .

C'est fin mars 1919 que le Comité des Délégations juives se met à la tâche pour élaborer un document, à Paris, en fonction de tous les éléments qu'il avait pu recueillir. De toutes les délibérations, il s'ensuivit un mémorandum, enregistré le 10 mai 1919 au Secrétariat de la Conférence de la Paix <sup>14</sup> . Il est le texte de référence pour tous les traités sur les protections des minorités en Europe.

Comme N. Feinberg l'ajoute : « Tous les auteurs qui sont amenés à mentionner le mémorandum du Comité des Délégations juives soulignent avec une reconnaissance toute particulière le fait que la représentation juive à la Conférence de la Paix avait réclamé des droits non pour les Juifs seuls, mais pour toutes les minorités. C'est dans ce sens que sont formulés les dix articles du mémorandum (...) » <sup>15</sup> .

A partir du travail du Comité des Délégations juives est donc élaboré d'abord le traité avec la Pologne le 28 juin 1919, qui à son tour sert de modèle aux autres pays (Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Grèce et Roumanie). Ces mesures

administratives, judiciaires, scolaires, religieuses, en faveur de la protection des minorités, sont nécessaires, car environ 25 à 30 millions d'individus sont concernés par cette situation en Europe centrale. Il va de soi que l'Allemagne s'érige en défenseur des minorités d'autant plus que plusieurs centaines de milliers de ses nationaux passent sous les fourches caudines des nouveaux États en Europe de l'Est. C'est le 16 juin 1919 que la Conférence de la Paix reconnaît à l'Allemagne le principe de la protection des minorités et, comme le souligne sa délégation : « Ces minorités doivent obtenir la possibilité de développer leur individualité allemande, surtout par la concession du droit d'entretenir et de fréquenter des écoles et des églises allemandes, ainsi, que de faire paraître des journaux allemands. Il serait désirable que l'on créât, en outre, une autonomie culturelle sur la base du cadastre national ; l'Allemagne, de son côté – ajoutait la note – est décidée à traiter, sur son territoire, les minorités étrangères selon les mêmes principes »<sup>16</sup>.

Cette dernière demande est très importante, car elle conditionne la politique allemande en Europe de l'Est, selon une ligne tracée dans un mémoire secret de Gustav Stresemann, et qui se retrouve de la même manière à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, mais plus structurée et à une plus grande échelle.

En attendant que cette politique allemande se mette en place, le système s'installe. Il s'articule autour de trois piliers. Les États de la S.D.N, des associations et toutes personnes (sous certaines conditions) peuvent porter plainte sous forme de pétitions quand la situation d'une minorité semble présenter des défaillances contraires aux principes édictés dans les traités. Ensuite, un comité des minorités, plus communément appelé « Comité des

Trois », apprécie les éléments du dossier constitué par la pétition. Il donne suite ou pas. Il est à noter que, depuis la mise en place de cette politique de protection des minorités jusqu'en 1938, il y eut environ 650 pétitions traitées dont 131 allemandes, dont seules 7 aboutirent au Comité <sup>17</sup>, situation décevante pour l'Allemagne. Enfin, apparaît le fonctionnaire international qui, à la tête d'une « section des minorités », prend son bâton de pèlerin pour défendre les victimes des abus d'autorité du pays concerné.

Il y a, en effet, du pain sur la planche, compte tenu des nombreuses imperfections, pour ne pas dire injustices, contraires aux principes apparemment défendus avec passion, qui caractérisent les différents traités de 1919-1920.

D'abord, en ce qui concerne l'Autriche, les Traités de Versailles et de Saint Germain refusent l'*Anschluß* avec l'Allemagne dans les articles 80, pour le premier traité, et 88 pour le second <sup>18</sup>. L'ensemble du dispositif est consolidé par l'article 27 du traité de Saint Germain qui contraint l'Autriche à reconnaître les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie (qui inclut donc plus de trois millions de germanophones) et l'article 54 qui l'oblige à renoncer à ses droits sur ces anciens territoires. Dans l'article 81 du Traité de Versailles, les Alliés forcent l'Allemagne de Weimar à reconnaître l'indépendance de la Tchécoslovaquie et dans l'article 82 à accepter les frontières entre les deux pays <sup>19</sup>. Ayant signé le traité de Saint Germain, l'Assemblée nationale germano-autrichienne élève une protestation contre la violation flagrante du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, en particulier à l'égard des Sudètes : « C'est avec une déception douloureuse que l'Assemblée nationale proteste contre la décision



irrévocable des Alliés et des Forces associées d'obliger à une séparation de trois millions et demi de Sudètes allemands avec les Allemands de Parc alpin avec lesquels ils formaient une communauté politique et économique depuis des siècles, d'enlever à ces Allemands des Sudètes leur liberté nationale et de les contraindre à vivre sous une loi étrangère avec un peuple qui, dans le Traité même, se déclare être leur ennemi (...) » <sup>20</sup> .

L'acharnement des Alliés se manifeste d'une manière toute particulière dans une note du 2 septembre 1919 à l'égard du gouvernement de Berlin quand ce dernier décide d'inclure dans sa constitution l'article 61, alinéa 2 prévoyant l'intégration de l'Autriche à l'Allemagne. Paris et Londres menacent d'occuper la rive droite du Rhin si, dans les 14 jours qui suivent la mise en demeure, les Allemands ne retirent pas cet article <sup>21</sup> . Berlin obtempère. On comprend que l'Allemagne considère ce Traité de Versailles comme un *Diktat* qui, grande faute politique, humilie, sans pour autant lui enlever le moyen de prendre sa revanche, c'est-à-dire la puissance politique. Il ne manque plus que l'homme pour canaliser les frustrations allemandes. Cela sera chose faite en 1933.

Pour clore ces modifications territoriales et le devenir des populations allemandes au lendemain de la première guerre mondiale, trois zones à l'Est subissent des modifications suite aux différents traités : la Prusse orientale, Memel et la Haute-Silésie.

La frontière entre l'Allemagne et la Pologne a toujours été fluctuante, car il n'y a aucune limite physique véritable (chaîne de montagne...). Frédéric II de Prusse parlait de son pays comme d'un « royaume de lisières ». La plaine germano-

polonaise est un véritable couloir à courant d'air. Selon les forces politiques et ensuite économiques et militaires qui s'y opposent, les « vents » soufflent en faveur soit des Slaves, soit des Germains. Dans les années 1920, c'est aux Allemands de se faire « décoiffer ». Le Traité de Versailles a enlevé « manu militari » des territoires à l'Allemagne (Posnanie, Prusse occidentale, Soldau et Memel en Prusse orientale et Dantzig, alors que cette ville et les alentours ont une population à une écrasante majorité allemande : 95%) pour donner un libre accès à la mer à la Pologne. Au total, ce sont 1,1 million d'Allemands qui se retrouvent citoyens polonais <sup>22</sup> . Mais le choix de la nationalité leur est laissé et plusieurs centaines de milliers d'Allemands optent pour le *Reich* , en raison de nombreuses discriminations, bien que la Pologne ait signé un traité en faveur des minorités. Là aussi, les Allemands n'apprécient guère cette situation. Tous les partis politiques polonais (à l'exception des communistes) défendent le principe d'une Pologne réservée aux Polonais comme cela est défini dans le *Posener Programm* en octobre 1919 par Grabsky (représentant à la commission parlementaire pour les affaires extérieures et plus tard ministre de l'instruction publique et des cultes). Grabsky résume sa conception des choses de la manière suivante : « Nous voulons appuyer nos rapports sur des sentiments, mais autant il y a un type de sentiment pour les compatriotes, autant il y a un autre pour les étrangers. Leur pourcentage est décidément trop important (...). L'élément étranger devra regarder autour de lui et voir s'il peut se trouver mieux ailleurs. Le pays polonais exclusivement aux Polonais ! » <sup>23</sup> . Cela n'empêche pas la Pologne de signer le traité en

faveur de la protection des minorités.

La Pologne revendique des territoires sur le Sud et l'Ouest de la Prusse orientale, car elle considère que ces populations sont polonaises. En effet, les habitants parlent un « sabir » teinté de slavisme. Le degré de « pureté linguistique » soit allemand, soit polonais reste un sujet de discorde et donc de litige dans l'attribution de la nationalité, phénomène toujours actuel à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. En raison des exigences de Varsovie, un plébiscite est organisé par les Alliés le 11 juillet 1920. Il est à noter que cette difficulté à établir une distinction nette entre les groupes ethniques qui s'expriment en empruntant à la fois à la langue allemande et à la langue polonaise est définie par le terme de *Schwebendes Volkstum* <sup>24</sup> . Difficilement traduisible, il exprime l'idée de traits propres à un peuple, mais qui sont instables, mouvants d'où des difficultés à établir une frontière ethnographique.

En ce qui concerne le plébiscite, il concerne les 4 districts de Prusse occidentale à l'Est de la Vistule et du Nogat, c'est-à-dire : Marienburg, Stuhm, Marienwerder et Rosenberg. Au sein même de la Prusse orientale, il concerne les districts de Neidenburg, Ortelsburg, Sensburg, Johannsburg, Lyck, Oletzko et Lötzen dans le pays de Mazurie et les districts de Rößel, Osterode ainsi qu'Allenstein-ville et Allenstein-campagne en Ermland. Le vote, sous contrôle allié et démocratique, est écrasant en faveur de l'Allemagne avec : 96 894 voix (92,28%) pour les 4 districts de Prusse occidentale, 363 209 voix (97,8%) dans les districts d'Ermland et 99,3% pour ceux de Mazurie <sup>25</sup> .

Toujours en Prusse orientale, mais au Nord-Est, se trouve cette mince langue de terre qu'est le territoire de Memel (2 708 km<sup>2</sup>) qui, en raison de l'article 99 du Traité de Versailles <sup>26</sup> , se retrouve

détaché du *Reich*, car la Lituanie réclame un accès à la mer grâce à cette ville. D'après le recensement du 30 septembre 1920, la population du territoire se monte à 140 746 habitants dont la répartition ethnique est la suivante: 71 156 Allemands, 67 259 Lituanais, 126 Polonais <sup>27</sup> . Bien que les germanophones soient majoritaires – même la plupart des non-Allemands s'expriment dans cette langue – ce territoire se retrouve sous administration des Alliés, dirigé par le général français Odry. Mais cela déplaît au gouvernement Lituanien qui, craignant que le territoire de Memel ne soit déclaré « État libre » comme Dantzig « ville libre », envahit la zone le 10 janvier 1923. Finalement, le fait accompli est entériné le 8 mai 1924 à Paris, où l'Allemagne est exclue par la « Convention Memel » qui attribue ce territoire à la Lituanie. L'élément essentiel de cette Convention se caractérise par l'article 27 qui met sur un pied d'égalité les langues lituanienne et allemande. Cependant, le nationalisme lituanien se manifeste avec vigueur en défaveur des Allemands, surtout après le coup d'état de décembre 1926 qui restreint les avantages accordés. En tout cas, ce territoire échappe aux Polonais qui désiraient l'annexer afin d'établir une sorte de ceinture qui, encerclant le Nord de la Prusse orientale, aurait tôt ou tard fini par incorporer l'ensemble de ce territoire prussien à la Pologne.

Cependant, les Polonais ont plus de chance en Haute-Silésie (*Oberschlesien* ) où populations allemandes et polonaises se mélangent intimement au point qu'il est impossible de tracer une frontière ethnographique véritable. Ce territoire est d'autant plus important qu'il concentre des richesses minières. Les revendications nationalistes polonaises ont des arrières-fonds de mines à ciel

ouvert. Les combats entre les corps francs allemands et polonais amènent les Alliés à organiser un plébiscite, le 20 mars 1921, qui donne la majorité aux Allemands de cette région à la hauteur de 59,6%. Il est à noter, suite au fameux *schwebendes Volkstum*, que plus d'un tiers des personnes n'étant pas germanophones ont voté pour l'Allemagne <sup>28</sup>. Ceci montre que, certes, les critères linguistiques et culturels jouent leurs rôles, mais qu'intervient aussi un aspect plus cérébral fondé sur la volonté de vivre dans un pays, en raison de sympathies multiples, d'avantages matériels aussi, qui ne sont pas obligatoirement ceux correspondant à sa langue maternelle. Mais les Polonais ne l'entendent pas ainsi et se révoltent, d'où des combats violents menés par le général Karl Hoefer qui prenant d'assaut, le 21 mai 1921, la « montagne sainte », Annaberg, repousse et défait les Polonais. Les Alliés interviennent et arbitrairement, alors que le vote a donné une majorité nette aux Allemands, imposent la scission d'une petite partie de la Haute-Silésie en faveur de la Pologne. Cependant, c'est la zone économiquement la plus importante qui tombe aux mains des Polonais. En effet, pour une superficie de 3 213 km<sup>2</sup> (les Allemands conservent 7 522 km<sup>2</sup>), Varsovie ramasse dans ses filets 92% des gisements en charbon, 53 des 67 mines de charbon, 22 des 37 hauts fourneaux, 10 des 15 mines de zinc, le minerai de plomb et l'ensemble des 7 mines de fer avec 893 000 habitants <sup>29</sup>. Les Allemands, devant cette énième violation du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ressentent amertume et désir de revanche.

En raison de l'imbrication de ces deux peuples dans cette région et du caractère explosif de la situation, l'Allemagne et la Pologne signent le 15

mai 1922 à Genève, sous les auspices de la S.D.N, un traité bilatéral, le premier du genre dans le domaine de la protection des minorités entre deux États. Ce traité offre la particularité de garantir réciproquement les droits et protections en tout genre, aussi bien à la minorité allemande résidant dans le territoire de Haute-Silésie concédé à la Pologne qu'à la population polonaise vivant en Haute-Silésie allemande. Cependant, ce traité compte plus pour l'Allemagne en raison de la forte présence germanique dans la partie lâchée à la Pologne. Ce traité, composé de 606 articles et valable pour une durée de 15 ans <sup>30</sup>, perd toute valeur à l'arrivée au pouvoir des nazis en 1933 qui optent pour une politique « plus extensive ». En effet, toutes les mesures juridiques en faveur de la protection des minorités ne sont possibles que si tous les États européens possèdent la même conception des droits de l'Homme avec tout l'arsenal juridique qui l'accompagne. A partir de cela, si l'on pousse le raisonnement, on peut même inclure de larges minorités au sein d'un État ou sous son influence, pour ne pas dire des peuples entiers, sachant que ces groupes ethniques seront traités dans le respect de leurs particularismes linguistiques ou religieux et n'auront pas à souffrir de leurs différences. A long terme, les frontières étatiques se révèlent mêmes inutiles puisque le style de vie, les critères propres à chacun sont respectés ; peu importe le pays dans lequel ce dernier se trouve, si en plus de cela, une autonomie politique est accordée dans le cadre du fédéralisme. Déjà, une politique de ce genre a été élaborée, comme nous l'avons vu dans l'Art XIII. § 188 de la Constitution de Francfort du 28 mars 1849. Cette conception est reprise et développée en la personne de Gustav Stresemann qui considère que la seule

voie possible repose sur le terrain juridique, selon des principes reconnus internationalement y compris par l'Allemagne. C'est ce qu'on appelle l'égalité des droits. La force militaire est exclue, en tout cas, pendant un certain temps. L'Allemagne des années 20, avec une superficie de 471 000 km<sup>2</sup>, présente deux caractéristiques. Elle repose tout d'abord sur une unité renforcée. Les provinces allemandes possèdent certes de grandes prérogatives, mais beaucoup d'entre elles, après la défaite, ont été réunies. Ainsi, des 25 États du *Reich* bismarckien, on passe à 17 grâce à la fusion de 7 principautés en un seul État, la Thuringe. La nouvelle Constitution de Weimar introduit le concept : *Reichsrecht bricht Landsrecht*, « le droit du *Reich* brise (ou prime) le droit des États ». Par conséquent, l'œuvre de Bismarck reste, pour l'essentiel, maintenue, pour ne pas dire renforcée. La seconde caractéristique repose sur la concordance des nouvelles frontières de l'Allemagne avec l'assentiment des populations. Les Alliés, en tronquant l'Allemagne de ces zones non ou partiellement germaniques, reconnaissent et officialisent au niveau international la validité de ces nouvelles frontières qui restent inchangées jusqu'en 1937. C'est ce qu'on appelle communément « l'Allemagne standard ». Cette situation est d'une grande importance, car les nouvelles limites frontalières, après la première guerre mondiale, sont considérées comme les frontières historiques, naturelles et justes. Toute réduction serait, au niveau du droit international, une atteinte aux principes démocratiques puisque les modifications territoriales ont été soumises à des plébiscites et juridiquement reconnues... *Vox populi, vox Dei* ! En tout cas, au lendemain de la guerre, la politique allemande prend en compte ce

changement radical provenant de l'émiettement de tout l'Est européen, si fragile dans ses structures politiques et économiques face à une Allemagne intacte ou presque qui pèse de tout son poids. Désormais, face à cette nouvelle donne, une nouvelle politique se met en place.

### *L'instrument minoritaire au service de l'Allemagne*

Suite à la guerre 1914/1918, de nombreux dirigeants allemands font le bilan de la situation et estiment que les minorités germaniques en Europe centrale, du Sud-Est et orientale doivent être le moteur de la politique du *Reich*. Nous observons une remarquable continuité des objectifs allemands dans leur désir de contrôler l'Est européen après la tentative avortée durant la première guerre mondiale. Les méthodes changent, les buts restent les mêmes.

Un député balte allemand du nom d'Hasselblatt, qui plus tard se retrouve comme dirigeant de l'association de la minorité allemande dans sa région, arrive à la conclusion que, tout compte fait, le Traité de Versailles présente bien des avantages. Il dit en effet que tout l'Est « est devenu, après de nombreux siècles, instable, d'une certaine manière ouvert » et que les minorités allemandes peuvent, comme « éléments stabilisateurs en Europe de l'Est » <sup>31</sup>, renforcer l'influence de l'Allemagne. Ce fait est partagé par de nombreux politiques qui estiment, comme Theodor Heuss (futur président de la République fédérale de 1949 à 1959), que la guerre n'a pas été seulement un conflit entre États, mais aussi « d'une manière large, une guerre des peuples à tous les confins de la terre » <sup>32</sup>. Ces paroles rappellent les



principes révolutionnaires français qui ont été les promoteurs de la guerre de masse, des peuples lancés contre d'autres. Cette caractéristique se manifeste dans les propos du même T. Heuss quand il ajoute : « Maintenant que les liens et considérations dynastiques sont tombés, on ne peut plus dire comme Guillaume II à Budapest : Les Allemands de l'autre côté de la Leitha appartiennent à la Hongrie. Non, les Allemands de l'autre côté de la Leitha appartiennent aussi au peuple allemand par des liens culturels et au sens moral du terme » <sup>33</sup> .

Il ne faut pas entendre ces paroles comme une émanation d'extrémistes de droite et de fanatiques invétérés. Ce sont les propos tenus, à quelques exceptions près, par l'ensemble de la classe politique allemande de gauche comme de droite. Ainsi, le social-démocrate Wels, le 26 juin 1919 au *Reichstag*, affirme que « la politique extérieure de la République allemande est dominée par une loi supérieure qui vise à favoriser à grande échelle et le plus vite possible la protection des minorités nationales » <sup>34</sup> .

Les premiers dangers concernent les Allemands de Pologne. Aux yeux de Berlin, ils représentent l'exemple type du germanisme menacé par les Slaves, d'autant plus que les Polonais ne sont guère conciliants à l'égard des Allemands (malgré le traité sur les minorités), ce qui entraîne une émigration vers la mère patrie et une Prusse orientale bien isolée. Des villes comme Posen ou Bromberg voient leurs populations diminuer de 85% dans les années 1920 <sup>35</sup> . Très vite, le 20 octobre 1919, il est décidé par l'Allemagne l'octroi de 100 millions de Reichsmark <sup>36</sup> pour les écoles, la presse et les associations afin de consolider les îlots du germanisme au sein de l'État polonais, ce

qui a l'avantage de créer un lien entre les Allemands et leurs coreligionnaires de Pologne. D'un autre côté, ces derniers acquièrent une certaine mentalité d'assistés. On ne peut pas tout avoir. Un rapport du Ministère des Affaires étrangères allemand du 5 novembre 1920 (*Auswärtiges Amt* ou AA), alignant toutes les raisons qui poussent les Allemands à quitter la Pologne (insécurité, difficultés professionnelles...), conclut à la fin : « Si l'émigration allemande continue, le germanisme se retrouvera si clairsemé que la protection de la minorité allemande pourra à peine se faire. Tous les espoirs de créer un lien (*eine Verbindungsbrücke*) entre la Prusse orientale et le *Reich* seront définitivement enterrés (...) » <sup>37</sup>.

Il est à noter que les autorités allemandes, dans les textes officiels publiés depuis 1990, à propos de leur politique à l'égard des minorités germaniques en Europe de l'Est, n'utilisent pas le terme de *Verbindungsbrücke* mais de *Brückenfunktion*, ce qui est sensiblement pareil.

Un conseiller juridique du nom de Carl Georg Bruns, dont les rapports et mémoires influencent le ministère des Affaires étrangères et la politique allemande en général, prône l'utilisation de la S.D.N comme « élément central » (mémoire remis à l'*Auswärtiges Amt* à la fin de 1920) d'une politique allemande des minorités. Il précise en particulier que « l'Allemagne comme le germanisme en Pologne sont engagés dans un combat qu'il s'agit de mener pour les droits des minorités allemandes en Pologne, en insistant continuellement sur des points juridiques qu'offrent les références internationales » <sup>38</sup>.

La politique allemande consiste à favoriser l'émergence de toute une batterie de mesures juridiquement contraignantes, de telle manière que

les différentes entités éparpillées à l'Est soient capables de vivre et d'entretenir tous les traits de la culture germanique. Mais pour cela, il faut que l'ensemble du continent européen joue la même partition. Quand C.G Bruns parle de la S.D.N comme « élément central » (en 1920, l'Allemagne n'en fait pas encore partie), il veut dire par là que seuls les principes qui régissent cette institution doivent être la référence de tous les États européens. Nous avons là l'ébauche d'une entité supranationale passant au-dessus de la souveraineté des États. Pour les minorités allemandes dont les fondements sont la langue, la culture et l'autonomie administrative, judiciaire..., ces mesures supérieures de la S.D.N leur permettraient de résider dans différents États de l'Est sans pour autant craindre, de la part des dirigeants nationaux, des initiatives contraires à leur spécificité. Comme le dit Marie-Renée Mouton, « l'intervention d'un organisme international dans les affaires intérieures de certains États constituait une grande innovation diplomatique, une atteinte révolutionnaire au principe de la souveraineté nationale, affirmé par ailleurs dans le Pacte (...). Mal acceptée des gouvernements et de leur majorité, une telle ingérence, volontairement discrète, fut, à l'inverse, jugée insuffisante par les minorités, qui reprochèrent à la S.D.N de ne rien faire pour elles (...). Devenue leur principal porte-parole à Genève, l'Allemagne de Weimar plaida avec constance pour un renforcement du système. Quitte à ce qu'il s'écroule, et l'ordre de Versailles avec lui »<sup>39</sup>.

Ainsi, comme nous le verrons avec G. Stresemann, l'Allemagne cherche à s'appuyer sur des principes juridiques supranationaux pour peu à peu imposer un contrôle sur l'Europe de l'Est grâce

à toutes ces stations de relais que sont les minorités allemandes, sans être pour autant gênée par les autorités politiques du pays.

Ces minorités se sont constituées en associations afin de défendre leurs particularités. Elles travaillent en étroite collaboration avec le gouvernement de Berlin, se réunissent annuellement et remettent des rapports sur leurs *desiderata*. Une de leurs revendications principales repose sur l'obtention d'un système scolaire allemand avec des professeurs germanophones dont la mentalité serait conforme à l'esprit allemand dans des matières aussi sensibles que l'histoire et la philosophie. Ainsi, chose capitale, les caractéristiques de l'âme allemande au sein de la minorité continueraient à perdurer, faisant de l'existence du groupe ethnique un admirable prolongement de l'Allemagne au-delà des frontières étatiques.

Après les soubresauts dus à la première guerre mondiale, ces minorités allemandes représentent un poids certain, de plusieurs millions d'individus, réparti en Europe centrale et orientale <sup>40</sup>. Les recensements opérés dans l'entre-deux-guerres permettent d'obtenir une photographie du peuplement germanique éparpillé sur l'ensemble du territoire Est-européen. Un ouvrage, *Die Nationalitäten in den Staaten Europas* (« Les nationalités dans les États d'Europe »), édité par la Maison Braumüller en 1931 offre une large vue d'ensemble. Il est le résultat du travail d'un organisme, le Congrès des Nationalités <sup>41</sup>, dont le siège se trouvait à Genève. Son secrétaire général s'appelait Ewald Ammende. Les données rassemblées dans ce recueil couvrent non seulement l'ensemble des minorités allemandes en

Europe mais aussi les minorités hongroises, juives, lituaniennes... L'exploitation de ce livre est intéressante à plus d'un titre. En effet, il est le fruit des recherches du Congrès des Nationalités dont l'existence s'étale de 1925 à 1938. Ce Congrès renaît avec un autre nom en 1949 sous la forme d'un institut dont le rôle est absolument capital pour l'élaboration de tous les textes en faveur de la protection des minorités depuis les années 80 dans le cadre de l'Union européenne : l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes (UFCE, *Föderalistische Union Europäischer Volksgruppen*, FUEV). Enfin, il faut signaler que parmi les rédacteurs de cet ouvrage dus à des auteurs de différentes nationalités, nous trouvons entre autres Leo Motzkin, secrétaire-général du Comité lors de la rédaction du mémorandum en faveur de la protection des populations juives enregistré le 10 mai 1919.<sup>42</sup>

## **Minorités allemandes dans l'entre-deux-guerres**

### *– Lituanie*

Recensement de 1923 (sans Memel) : **29 231 Allemands** (1,4% de la population totale ).

### *– Lettonie*

Recensement de 1930: **69 855 Allemands** (3,68% de la population totale ).

### *– Estonie*

Recensement de 1922 : **18 319 Allemands** (1,7% la population totale ). Dont 84,4% citadins

et 15,6% ruraux.

– *Pologne*

Nous disposons de deux sources : polonaises et allemandes. La source allemande est retenue par Ewald Ammende.

*Source polonaise : Institut polonais des minorités à Varsovie, dans la revue Sprawy Narodowosciowe dirigée par Zygmunt Stolski.*

Recensement du 30 septembre 1921, **1 million d'Allemands** (3,8% de la population totale )

Il faut noter dans cette période une forte émigration allemande en provenance des territoires polonais dont les chiffres, selon les autorités allemandes, sont les suivants :

De Posnanie et de Pomérélie : 295 287 de 1921 à fin 1924.

De Haute-Silésie : environ 100 000 de 1921 à 1924.

De Posnanie et de Pomérélie : 25 000 de 1925 à 1926.

Au total, environ 420 000 Allemands ont émigré. Il reste, à la fin de l'année 1926, 600 000 Allemands en Pologne.

Mais l'Allemagne conteste le recensement polonais qui donne 1 million d'Allemands, en raison du *Schwebendes Volkstum*. Elle estime que le nombre d'Allemands à résider en Pologne est plus élevé, malgré l'émigration.

*Source allemande*

(Recensement privé commandé en 1926 par des députés et sénateurs allemands).

Posnanie et Pomérélie : environ 370 000.

Haute-Silésie : environ 300 000.

« Pologne du Congrès » : environ 320 000.

Moyenne-Pologne : environ 170 000.

Volhynie : 48 000.

Territoire de Teschen : 34 000.

Galicie : environ 50 000.

Total : **1 298 000 Allemands** à vivre en Pologne en 1926.

### – Tchécoslovaquie

Recensement du 15 février 1921.

1) Territoires sudètes (Bohême, Moravie et Silésie) : **2 997 208 Allemands** (30,3% de la population totale ).

2) Territoire des Carpates : **150 360 Allemands** (4,2% de la population totale ).

Total : **3 123 568 Allemands** (23,4% de la population totale sur l'ensemble des deux territoires cités précédemment ).

*Degré d'implantation des populations allemandes dans le pays sudète au niveau des communes (Bohême, Moravie et Silésie )*

Territoire	Communes	KM <sup>2</sup>	Allemands
Territoires de peuplement allemand compact	3 136	24 844	2 527 440
Ilots linguistiques allemands	205	1 654	165 041
Communes peuplées de 20 à 50% d'Allemands	115	?	167 302
Communes peuplées de 10 à 20% d'Allemands	84	52 304	30 723
Communes peuplées de moins de 10% d'Allemands	7 873	?	82 702
<b>Total</b>	<b>11 413</b>	<b>78 802</b>	<b>2 973 208</b>

– Territoire des Carpates (Slovaquie et Ukraine subcarpatique )

Le recensement de 1921 donne **150 360 Allemands** qui se répartissent sur 86 circonscriptions. Seules 7 comptent une population allemande supérieure à 20%.

<b>Circonscriptions</b>	<b>Chiffres en absolu</b>	<b>En %</b>
Bratislava (Preßburg)	31 159	23,8
Gelnica (Göllnitz)	9 091	40,4
Kezmarok (Käsmark)	12 414	46,4
Kremnica (Kremnitz)	9 982	36,0
Prievidza (Priwitz)	14 579	26,8
Sobota Spišska (Georgenberg)	5 321	25,3
Teplice Stubnanské (Bad Stuben)	9 284	39,7

– Hongrie

Recensement de décembre 1920 : **551 211 Allemands** (6,9% de la population totale).

Plus précisément, **403 300 Allemands** résident dans 4 territoires compacts.

1) La Turquie souabe (*Schwäbische Türkei*, comitats de Baranya, Tolna et Somogy) : **162 727** .

2) Les environs de Budapest (sans Budapest) et le *Mittelgebirge* (Comitats de Pest, Hont, Nograd, Gran, Komorn, Weißenburg, Weszprim et Zala) : **147 599** .

3) Le territoire entre le Danube et la Theiß (Sud du comitat de Pest et le Nord du comitat de Bács-Bodrog) : **32 226** .

4) La Hongrie occidentale (Comitats de Wieselburg, Ödenburg et Eisenburg) : **60 743** .

Le reste est éparpillé sur l'ensemble du



territoire hongrois.

– *Yougoslavie*

Recensement de janvier 1921 : **513 472 Allemands** (4,3% de la population totale ).

Cette population se répartit sur 7 territoires.

1) *La Serbie* : **5 286** (0,3% de la population totale ).

2) *Monténégro* : **29** (0,0%).

3) *Bosnie-Herzégovine* : **16 461** (0,9%).

4) *Dalmatie* : **1 056** (0,2%).

5) *Croatie et Slavonie* : **122 836** (4,5%).

6) *Slovénie* : **39 631** (3,8%).

7) *Voïvodine (Banat, Batschka et Baranja )* : **328 173** (23,8%).

– *Roumanie*

Recensement de décembre 1930 : **713 564 Allemands** (4,5% de la population totale).

Ewald Ammende estime qu'en réalité la population allemande atteint environ les 750 000 habitants qui se répartissent sur 6 territoires :

1) *Transylvanie* : **240 000 Allemands** .

2) *Souabes du Banat* : **320 000** .

3) *Souabes du Sathmar* : **40 000** .

4) *Bucovine* : **80 000** .

5) *Bessarabie* : **80 000** .

6) *Dobroudja* : **8 000** .

A cela, il faut ajouter environ **10 000 Allemands** répartis sur le territoire roumain <sup>43</sup> .

Enfin, nous complétons la liste de ces minorités allemandes avec celles de Russie qui ne sont pas mentionnées dans l'ouvrage d'Ewald Ammende.

– *Russie*

Recensement de 1926 : **1 238 549 Allemands** (ne sont pas comptés ceux résidant dans les États baltes, la Pologne du Congrès, la Volhynie et la Bessarabie) <sup>44</sup> .

L'ensemble donne un total durant l'entre-deux-guerres de **7 592 205 Allemands** (nous avons retenu les estimations d'E. Ammende pour les populations allemandes de Pologne et de Roumanie).

Avant d'aborder les directives du chancelier Stresemann à l'égard des minorités, il est nécessaire de présenter les éléments qui précèdent l'entrée de l'Allemagne à la S.D.N.

L'Allemagne sortant vaincue du conflit recherche des appuis, une main tendue pour rompre son isolement. Cette main est russe ou plutôt soviétique. L'aspect idéologique n'a guère de place. Les intérêts géopolitiques entre ces deux pays ont toujours existé quels que fussent le régime politique et l'idéologie du moment, d'où la surprise de Rapallo, le 16 avril 1922. Ce traité, outre ses aspects économiques et diplomatiques, permet à l'armée allemande (clause évidemment secrète), de s'entraîner en URSS à Lipetzk pour l'aviation, Kazan pour les chars et Saratov pour les gaz, le tout coordonné par une société industrielle écran, la *Gesellschaft zur Förderung gewerblicher Unternehmungen* (GEFU) <sup>45</sup> . Durant la désastreuse année 1923 et son inflation délirante, G. Stresemann devient chancelier en août 1923, poste qu'il tiendra jusqu'à sa mort le 3 octobre 1929. Cet homme, à l'intelligence froide et calculatrice, se rend compte que l'Allemagne est dans l'incapacité militaire d'imposer ses vues. La catastrophe financière, des mouvements séparatistes menacent l'unité du pays. La politique

allemande ne peut être que pacifique. Un maître-mot, il faut composer. G. Stresemann, dans sa fameuse réponse du 7 septembre 1925 à une lettre du *Kronprinz* (ce dernier parlait de l'Allemagne comme d'une « aiguille de la balance », propos éternel), souligne qu'il faut faire lâcher prise « à nos étrangleurs » (« *finassieren* », selon sa propre expression), obtenir une rectification des frontières orientales, protéger les millions d'Allemands vivant hors des frontières du *Reich* et, un jour, annexer l'Autriche. Mais pour pouvoir mener à bien cette politique, il faut intégrer la S.D.N et l'antichambre s'appelle Locarno. G. Stresemann, dans ce traité, reconnaît l'intangibilité des frontières occidentales (article 1), mais seulement à l'Ouest, ainsi qu'une série d'avantages (modification du statut de la Rhénanie, évacuation de la zone de Cologne...). Locarno est le blanc-seing qui permet à l'Allemagne d'accéder à la respectabilité sans pour autant renier ses objectifs à l'Est tout en paralysant l'Ouest. C'est d'ailleurs ce que dit le ministre allemand, Hans Luther au *Reichstag*, peu de temps après : « Rien n'a changé, ni politiquement, ni moralement, ni juridiquement, dans notre attitude envers les clauses du Traité de Versailles. Au contraire, grâce aux procédures d'arbitrage, nous sommes à l'abri des sanctions et des ultimatums résultant d'une interprétation unilatérale de ce traité » <sup>46</sup>.

L'occupation de la Ruhr en 1923 par la France n'est plus possible. L'Allemagne, rassurée sur sa façade occidentale, peut basculer toute son attention et ses ambitions à l'Est. Couronnée par son admission à la S.D.N, en septembre 1926, l'Allemagne peut utiliser désormais cet organisme à ses fins.

Gouverner étant prévoir, avant même

l'admission à la S.D.N, G. Stresemann rédige un mémoire secret le 13 janvier 1925. Le long titre en lui-même est tout un programme : « La nécessité en politique extérieure d'un règlement du droit des minorités à l'intérieur du *Reich* correspondant aux besoins des minorités allemandes en Europe » <sup>47</sup> . Ce mémoire traite de la politique allemande à adopter à l'égard de l'ensemble des minorités germaniques et du comportement à observer face aux populations non-allemandes. Il présente les ambitions et objectifs poursuivis par l'Allemagne à court, moyen et long terme.

Stresemann subdivise les minorités allemandes en 4 groupes :

1. Les Allemands des frontières (Sudètes, Allemands de Pologne...).
2. Les Allemands des États baltes.
3. Les Allemands des rives du Danube.
4. Les Allemands de Russie.

En fonction de leur situation géographique, il leur attribue un rôle selon les intérêts de la politique allemande du moment, ce qui sous-tend des approches variées. Mais, malgré les différents cas, toutes ces minorités obéissent à un point central, comme le dit lui-même le chancelier : « Politiquement, comme intercesseur de la politique d'un État étranger, elles seront appelées à influencer la politique de cet État dans un esprit favorable au *Reich* allemand ; culturellement, elles serviront comme intermédiaire né pour l'extension et la compréhension de la culture allemande et de la pensée allemande auprès du peuple de leur État ; économiquement, elles ne seront pas seulement des débouchés pour les produits de l'industrie allemande et des lieux d'approvisionnement en matières premières nécessaires à l'Allemagne, mais

en même temps des points d'appui de valeur, favorables à la réputation de l'économie allemande à l'étranger ». A cela, G. Stresemann ajoute que ces minorités allemandes de par leur situation géographique « convergent dans des territoires européens où les questions vitales de l'économie et de la politique allemandes doivent se régler » <sup>48</sup> .

Il ne faut jamais oublier que, durant la Première Guerre mondiale, G. Stresemann a été un partisan absolu des annexions à tout crin et du renforcement de la présence allemande dans tout l'Est européen ; un vrai pangermaniste. Il est vrai aussi que G. Stresemann admirait les libéraux de 1848 (démocrates pangermanistes partisans de la Grande Allemagne) et en particulier le démocrate Conrad Krez, auteur d'une poésie intitulée « A l'Allemagne » dans laquelle il exprimait, en toute simplicité, son désir de voir son pays devenir la plus grande puissance de la terre.

La défaite, suivie de la réduction d'une armée allemande à seulement 100 000 hommes, interdit la reprise de cette politique par des voies militaires. Stresemann, pragmatique, prend acte, mais continue cette poursuite de la maîtrise de tout l'Est européen par les voies décrites ci-dessus, le casque à point en moins.

Mais pour que cette politique marche à plein régime, il fallait que l'Allemagne accède à la S.D.N qui est vouée à lui servir de haut-parleur. A partir de son admission, le chancelier se sert des minorités allemandes comme d'un levier afin d'aboutir, à plus ou moins long terme, à une modification des frontières orientales. Ainsi, il joue le rôle du défenseur des opprimés afin de s'attirer les bonnes grâces de tous les tenants de la cause des droits de l'Homme et des particularismes. Pour cela, il s'agit de « mettre à profit tous les moyens

offerts afin d'intéresser à un tel point l'opinion mondiale à l'avenir des minorités allemandes opprimées que les peuples majoritaires se verraient contraints, en raison des pressions internationales, d'accorder d'importantes libertés culturelles » <sup>49</sup> .

G. Stresemann compte plus sur le rôle de l'opinion publique plus facile à manipuler – il est vrai qu'Oscar Wilde avait coutume de dire que « l'opinion publique n'existe que là où il n'y a pas d'idées » – que sur les moyens juridiques du moment s'appuyant sur un système de protection des minorités qu'il considère comme bien incomplet. Pour lui, il faut renforcer les pouvoirs de la S.D.N et permettre la création d'une « Commission permanente des minorités » dont le rôle serait de surveiller étroitement les États. En attendant que ses espoirs se concrétisent, l'afflux des plaintes de toutes les minorités germaniques doit être la preuve « qu'aux yeux du monde, le problème des minorités est une question d'intérêt international et que la solution à ce vaste problème, en Europe, doit être vue comme la condition *sine qua non* de toute paix durable (...) » et que « cela oblige à la création d'une protection des minorités suffisante pour satisfaire les besoins vitaux des minorités allemandes en Europe » <sup>50</sup> .

Mais comble de l'habileté, pour présenter une façade irréfutable, Stresemann veut accorder les mêmes garanties, les mêmes droits aux minorités vivant en Allemagne afin d'obtenir la contre-partie identique à l'extérieur des frontières du *Reich*, en particulier un point central, l'autonomie culturelle et un système scolaire propre afin de maintenir la spécificité allemande. La politique de Stresemann est profonde. Les minorités allemandes doivent servir les intérêts du *Reich*. Mais il y a aussi de sa part une forme de devoir à l'égard de ses

compatriotes pour qui il veut obtenir, fait capital dans le domaine du fédéralisme, la possibilité de s'administrer, en particulier dans le domaine culturel, en tant que groupe ethnique autonome et conscient de son particularisme. Par ricochet, le soin apporté à l'ensemble de ces peuples germaniques va de pair avec « le souci de l'avenir du *Reich* lui-même ». En effet, Stresemann souligne que le fait d'englober les minorités dans la politique extérieure est un moyen visant à augmenter l'influence allemande en Europe centrale. Mais un autre élément, d'une très grande portée, et dont les principes restent toujours valables pour l'Allemagne, à l'aube du troisième millénaire, dans le cadre de l'Union européenne avec l'abolition des frontières et la ratification de tous les textes en faveur de la protection des minorités, vient s'ajouter à la conclusion de son mémoire. Il dit en effet ceci : « La création d'un État dont la frontière politique comprendrait toutes les composantes du peuple allemand vivant à l'intérieur de territoires de peuplement allemand en Europe centrale et qui souhaitent l'annexion au *Reich*, est le but lointain des espérances allemandes ; la révision progressive, politique et économique, des clauses frontalières indéfendables du *Diktat* (corridor polonais, Haute-Silésie) ; le but premier de la politique extérieure allemande. Le mélange des nationalités en Europe centrale a pour résultat qu'aucun de ces objectifs proches ou lointains ne peut se réaliser sans qu'à côté de nos propres compatriotes, se joignent des individus de nationalités étrangères sous souveraineté allemande. Il est évident que les obstacles à une révision du *Diktat* se révéleraient, de ce fait, comme mineurs, une fois que l'opinion publique mondiale et les individus appartenant à une minorité étrangère, inclus lors de l'annexion, se

sentiraient convaincus que toute minorité nationale à l'intérieur des frontières du *Reich* , se voit garantie et accordée, de fait, la plus totale liberté culturelle »<sup>51</sup> .

Ses propos révèlent une profondeur de vue, un calcul politique admirable, bien supérieur aux petites *combinazione* électorales. Pour Stresemann, cette révision des frontières ne peut se faire qu'à long terme et d'une manière pacifique. L'Allemagne doit être le pionnier du règlement des problèmes des nationalités. Ainsi cette politique consistant à gagner la confiance des puissances occidentales, en priorité des Anglo-Saxons, à la condition absolue qu'elle reste continentale, aboutirait à une totale soumission de tout l'Est européen par l'Allemagne. Cette politique hautement pensée où se mêlent intimement les principes d'autonomie propres au fédéralisme et la protection des caractéristiques culturelles du monde germanique, le tout garanti par des accords internationaux où monde anglo-saxon et monde allemand, dont les caractéristiques ethniques et philosophiques sont communes, se partagent, le premier l'empire des mers, le second, l'empire des terres, aboutirait à une répartition des zones d'influence. Mais cette politique n'est possible qu'en mettant hors course la France qui, en raison de sa position géographique est, à la fois, une puissance terrestre et une puissance maritime et dont la conception politique, héritée en droite ligne du centralisme et de l'universalisme romain, représente un obstacle majeur à la mise en place des objectifs de G. Stresemann. Heureusement pour ce dernier, le ministre Aristide Briand est, comme le disait Bismarck à l'égard de Napoléon III, d'« une grande incapacité méconnue ». Ignorant totalement les caractéristiques de l'âme



germanique ou, plus exactement, des objectifs éternels de la politique et de l'histoire allemande depuis les Otton, Briand facilite l'arrivée de l'Allemagne à la S.D.N et la concession d'un siège permanent au Conseil de cet organisme ce qui permet aux Allemands de bloquer par veto toute décision qui leur serait défavorable. L'Allemagne a donc le pied à l'étrier. Lors du discours de bienvenue, Briand achève sa péroration grandiloquente par le fameux : « Arrière, les fusils, les mitrailleuses, les canons, les voiles de deuil ! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix ! »<sup>52</sup>, devant un Stresemann qui devait à la fois ronronner de plaisir et, en même temps, avoir presque honte de gagner aussi facilement quand on connaît les arcanes de sa politique. Bossuet avait coutume de dire que « le plus grand dérèglement de l'esprit consiste à voir les choses telles qu'on le veut et non telles qu'elles sont ». Chez Briand, ce phénomène est particulièrement patent. Il aurait dû s'imprégner un peu plus du lumineux article de Jacques Bainville, intitulé « la protection des minorités », paru dans l'Action française le 8 mars 1929 et dont les réflexions n'ont toujours pas perdu de leur saveur aujourd'hui. Vu la qualité de cet article, nous le reproduisons dans sa totalité :

« La protection des minorités devait être une procédure exceptionnelle et limitée à un petit nombre de cas. M. Stresemann voudrait la rendre permanente et la généraliser. Voilà tout le débat de Genève en ce moment-ci. M. Briand et Sir Austen Chamberlain cherchent à noyer ce poisson. Mais c'est un poisson de grande taille. Il s'agit de tout l'essentiel des traités de 1919, et le fond de traités comme ceux-là est territorial. **Ce qui est en jeu, ce sont les frontières, ce sont les États, leur consistance, leur souveraineté et même leur**

**existence.** Le mouvement tournant de M. Stresemann est assez clair. Il a découvert sa pensée sans prendre beaucoup de précautions. La protection des minorités nationales est liée dans son esprit à la révision du Traité de Versailles, qu'il se refuse à regarder comme intangible et comme éternel. **La protection des minorités, c'est la forme nouvelle, la forme XX<sup>e</sup> siècle, du principe des nationalités et de l'irrédentisme, tels qu'ils ont agité l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle contre les traités de 1815.** L'Allemagne tiendra bien en main l'instrument légal d'une excitation chronique en attendant d'invoquer la clause qui permet de procéder à un nouvel examen des traités devenus inapplicables et des situations internationales dont le maintien pourrait mettre en péril la paix du monde. En d'autres termes, il suffirait de créer une de ces situations pour déterminer une révision des traités. La protection des minorités servirait à provoquer en Europe le malaise, le trouble, l'inquiétude qui justifieraient le recours à l'article 19, le plus dangereux des articles du Covenant (pacte) dans sa concession de principe à la doctrine évolutive. Car les Allemands ne doutent pas que l'évolution, doive s'accomplir à leur profit, et, dans leur for intérieur, les Alliés estiment qu'ils auront fait beaucoup en la retardant. Implicitement, ils admettent qu'elle ne peut être favorable qu'à l'Allemagne. Ainsi, dans la politique intérieure, les conservateurs et les modérés partent de ce point de vue que le sens de l'évolution est fatalement à gauche et qu'ils auront accompli tout leur devoir en reculant l'avènement du socialisme intégral.

L'avenir qu'entrevoit M. Stresemann, c'est, de la part des vainqueurs, une série d'abandons qui permettraient à l'Allemagne de réparer ses pertes.

Tels les voyageurs du traîneau suivi par les loups, les anciens Alliés jetteraient tantôt un morceau d'Autriche, tantôt un morceau de Haute-Silésie, tantôt un morceau de Bohême. Si l'on préfère une autre métaphore que Bismarck affectionnait : "l'artichaut est un légume qui aime à être mangé feuille à feuille". De 1864 à 1870, Bismarck avait cueilli le Slewig, le Hanovre, l'Alsace. Cela n'allait pas sans casse. Peut-on se flatter que l'effeuillage se poursuivrait plus pacifiquement une autre fois – ».

Cet « effeuillage », permettant à l'autorité allemande de reprendre le dessus, pourrait, pour Stresemann, être fort agréable face à la niaiserie de ses adversaires, ne serait-ce que parce qu'il permet au plaisir intellectuel de durer plus longtemps. Cependant, le problème est qu'il risque de faire tomber toute l'Europe de l'Est dans son escarcelle, permettant un accroissement de la puissance allemande où la France ne serait plus qu'un aimable État croupion. La politique subtile de Stresemann échappe à bien des politiques qui ne perçoivent pas ses objectifs à long terme. Sa mort en octobre 1929, suivie de la crise économique précédant l'arrivée d'Hitler au pouvoir et les mesures racistes qui s'ensuivent, interdisent cette politique des petits pas auprès de la S.D.N et de l'opinion publique mondiale qui aurait permis, à long terme, la victoire allemande. L'arrivée du nazisme en 1933 entraîne une rupture dans cette politique et une rupture avec les principes internationaux et ceux de la morale naturelle. Pour Hitler, les objectifs à poursuivre sont sensiblement ceux de la République de Weimar, à la différence que cela passe par la voie militaire. Sa devise peut se résumer ainsi : tout et tout de suite ! Avec Hitler, « l'effeuillage » est bien plus rapide au point que

même les présentations d'usage ne sont plus possibles.

## De 1933 à 1941

Comme nous l'avons signalé, le monde germanique a subi bien des humiliations depuis les traités de 1919 et 1920. Les Alliés ont accumulé les injustices avec le non respect de la volonté des populations allemandes d'être intégrées au *Reich* (Autrichiens, Sudètes...), alors que les principes wilsonien le permettaient. Les réparations imposées à l'Allemagne, l'occupation de la Ruhr par les Franco-Belges en 1923, accompagnée d'une inflation délirante (à titre d'exemple, le pain à Berlin coûte 0,63 Mark, en 1918 ; en novembre 1923, il atteint le prix faramineux de 201 000 000 000 Mark)<sup>53</sup> ruinent un bon nombre d'Allemands. Les quelques années de répit qui suivent se terminent dans un mur à cause de la crise de 1929 avec, à la clef, six millions de chômeurs, voire même neuf millions en comptant les emplois temporaires. L'origine de ces malheurs se trouve, pour l'écrasante majorité des Allemands, dans le *Diktat* de Versailles qui empêche le pays de se rétablir et de s'émanciper. L'arrivée d'Hitler au pouvoir s'explique en raison de la convergence d'une série de catastrophes économiques, sociales et d'un profond désarroi des Allemands après la défaite. Ses dons oratoires, son magnétisme et son côté messianique qu'on pourrait qualifier de maléfique réveillent une Allemagne qui croit avoir retrouvé son « empereur Barberousse » (vieille légende germanique qui affirme que l'empereur, mort en 1190, dort en réalité au fond d'une grotte de Thuringe et doit un jour se réveiller pour porter l'Allemagne à la tête des autres peuples d'Europe.

C'est ce que l'on appelle la continuité dans la pensée).

Cependant, il ne faut pas oublier l'héritage du passé. « Les morts gouvernent les vivants », comme le dit Auguste Comte. Les ambitions, les objectifs, que le parti nazi défend, ne sont pas nouveaux dans l'histoire de l'Allemagne. C'est seulement le refus de toute transcendance, le degré de violence et les plus bas instincts de l'homme qui, à travers le calque germanique et ses antécédents, s'expriment.

Lorsque Adolf Hitler adhère au D.A.P (*Deutsche Arbeiterpartei*, fondé par Anton Drexler et Michael Lotter en novembre 1918) et qui par la suite devient le N.S.D.A.P (*Nationalsozialistische Deutsche Arbeiter Partei*), très rapidement un programme est établi. Hitler, que ses qualités d'orateur et sa faculté à attirer les foules ont amené à la tête du parti, présente pour la première fois, le 24 février 1920, un programme en 25 points. Or, quand on passe en revue ce programme, on remarque tout de suite que bien des points prennent leurs racines dans l'histoire et la philosophie allemande. Nous ne citons que les sujets se référant à l'Homme, la religion, le droit du sang, l'histoire et la politique allemande. Les points principaux sont donc les suivants :

1. « Nous demandons la constitution d'une Grande Allemagne, réunissant tous les Allemands sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

2. Nous demandons l'égalité des droits du peuple allemand au regard des autres nations, l'abrogation des traités de Versailles et de St-Germain.

3. Nous demandons de la terre et des colonies pour nourrir notre peuple et résorber notre surpopulation.

4. Seuls les citoyens bénéficient des droits civiques. Pour être citoyen, il faut être de sang allemand, la confession importe peu. Aucun Juif ne peut donc être citoyen.

19. Nous demandons qu'un droit public allemand soit substitué au droit romain, serviteur d'une conception matérialiste du monde.

24. Nous demandons la liberté au sein de l'État de toutes les confessions religieuses, dans la mesure où elles ne mettent pas en danger son existence ou n'offensent pas le sentiment moral de la race germanique. Le parti en tant que tel défend le point de vue d'un christianisme constructif, sans toutefois se lier à une confession précise. Il combat l'esprit judéo-matérialiste à l'intérieur et à l'extérieur, et est convaincu qu'un rétablissement durable de notre peuple ne peut réussir que de l'intérieur, sur la base du principe : l'intérêt général passe avant l'intérêt particulier.

25. Pour mener tout cela à bien, nous demandons la création d'un pouvoir central puissant, l'autorité absolue du Comité politique sur l'ensemble du *Reich* et de ses organisations, ainsi que la création de Chambres professionnelles et de bureaux municipaux chargés de la réalisation dans les différents *Länder*, des lois-cadres promulguées par le *Reich* ». <sup>54</sup>

En ce qui concerne ces points, nous reconnaissons les grands classiques du répertoire allemand : la Grande Allemagne, c'est l'idée du *Reich* médiéval, des partisans de cette politique en 1848, des Fröbel, Ficker, Frantz opposés à la politique bismarckienne, des tentatives d'union douanière avec l'Autriche des Habsbourg et d'une extension à l'Est avec le Traité de Brest-Litovsk incluant l'ensemble des minorités germaniques.

L'abrogation des Traités de Versailles et de Saint Germain, c'est la possibilité d'obtenir l'*Anschluß* et de préparer les annexions, compte tenu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, incluant les Sudètes, les Allemands de Pologne.... Le désir d'acquérir des terres nouvelles, des colonies, c'est la possibilité de résorber les excédents de population. A l'époque, ce programme se réfère aux colonies africaines que le *Reich* vient de perdre. Cependant, cette politique sera détournée vers des colonies situées, elles, en Europe de l'Est. En ce qui concerne le principe du « sang allemand », il ne doit pas être vu comme une conception raciste, mais plutôt dans le sens « d'origine, de filiation germanique ». Ce principe a toujours existé et a été codifié le 22 juillet 1913. Le point 19 demande la substitution du droit romain au droit allemand considéré comme « une conception matérialiste du monde ». On reconnaît bien là l'anti-romanisme germanique qui, depuis Arminius, Widükind, Luther et Bismarck, caractérise si bien l'histoire de l'Allemagne avec son « *los von Rom* ». On est loin de l'esprit du Concile de Trente. Le point 24 se réfère à l'aspect religieux sans pour autant accorder une préférence particulière. Cependant, ce point exprime l'idée d'un « christianisme constructif » qui rappelle les théories d'un Paul de Lagarde désireux de favoriser une religion bien germanique, coupée de son influence juive. Enfin, le point 25 demande « la création d'un pouvoir central puissant ». Ce fait est totalement nouveau dans une Allemagne à structure fédérale. C'est d'ailleurs ce qui se passe à partir de 1933 avec la suppression des *Länder*, transformé en *Gau*, sorte de départements à la française, hérités en droite ligne de 1789 et dont on retrouve les concepts dans les écrits d'un Hegel soucieux de l'établissement d'un État central fort et

de l'abaissement de toutes formes de particularismes (C'est d'ailleurs le même idéal chez le juriste juif Hugo Preuss, père de la constitution de Weimar, favorable au principe du *Gau* ). Ainsi nous pouvons observer une continuité de pensée. Finalement, les nazis n'inventent rien, ils ne font qu'amplifier, et pour certains d'une manière démesurée, des principes déjà existants.

Par la suite, Hitler développe sa doctrine dans « *Mein Kampf* » où, évoquant un nouvel Empire germanique, il exprime l'idée, défendue par de nombreux pangermanistes avant 1918, que seule une vaste étendue territoriale peut faire poids face aux grands espaces comme les États-Unis ou la Russie. C'est vers l'Est que se trouve cet « eldorado ». Il dit en effet ceci : « C'est pourquoi nous tirons délibérément un trait sur notre politique extérieure d'avant 1914. Nous recommençons là où l'on s'est arrêté il y a six cents ans. Nous mettons un terme définitif aux éternelles incursions germaniques vers le Sud et vers l'Ouest de l'Europe et nous tournons nos regards vers les territoires vierges de l'Est. Nous liquidons également l'ancienne politique d'expansion coloniale, pour inaugurer la politique terrienne et agricole de l'avenir (...). Quant à notre vocation historique, elle n'est pas moins évidente. Tous les actes décisifs et féconds de notre histoire ont été des étapes de notre expansion vers l'Est : l'évangélisation et le défrichage des pays baltes par les chevaliers Porte-Glaive, la gémination de l'Autriche et de la Bohême par les ducs de Bavière, enfin l'organisation de l'État brandebourgeois et prussien par les Hohenzollern, pour qu'il serve d'exemple et de centre de gravité au *Reich* à venir (...) » <sup>55</sup>.

Ces propos écrits bien avant l'arrivée d'Hitler



au pouvoir n'ont pas été lus ou, quand cela a été le cas, rarement crus. Avant la mise en action de cette politique à l'Est et la réunion de l'ensemble des populations germaniques en un seul bloc, il faut aussi évoquer la conférence secrète du 5 novembre 1937 qui, en quelque sorte, peaufine et justifie les mesures qui vont être engagées.

Devant l'ensemble des dirigeants militaires et diplomatiques, Hitler révèle et fait connaître sa décision, ses objectifs ainsi que le rythme des conquêtes. Les extraits de ce document, cités comme pièces à conviction lors du procès de Nuremberg, ont été établis par l'aide de camp d'Hitler, le colonel Hossbach.

Les propos essentiels sont les suivants : « Le but de la politique allemande a été la sécurité, la survie et l'accroissement de la masse du peuple allemand. Se posait donc le problème de l'espace. Avec ses 85 millions d'âmes, le peuple allemand représente un noyau racial fermé sur soi si l'on considère le peuplement de l'Europe et la non-disponibilité d'espace à exploiter, et l'on n'en trouve de semblable dans nul autre pays. D'un autre côté, le peuple allemand est, plus que les autres peuples, porteur d'un droit à un espace vital plus étendu. Si, dans le domaine de l'espace, le résultat politique ne satisfait pas le noyau racial allemand, cela résulte d'un développement historique de plusieurs siècles (...). Le seul remède, qui nous paraît peut-être du domaine du rêve, consisterait à acquérir un espace vital plus étendu, une aspiration qui a de tous temps été la cause de la formation d'Etats et de migrations de peuples. En vue d'améliorer notre position militaire et politique, dans tous les cas où nous serions engagés militairement, notre premier objet devrait être de terrasser la Tchécoslovaquie ainsi que,

simultanément, l'Autriche (...) » <sup>56</sup> .

La conquête de l'Est et la réunion des populations de langue germanique commencent en mars 1938 avec l'*Anschluß* où Hitler, nouvel Otton, du haut du balcon de la *Hofburg* qui domine la *Heldenplatz* à Vienne, annonce devant une foule en délire : « Je proclame la nouvelle mission de ce pays. La plus ancienne Marche de l'Allemagne sera désormais le plus jeune bastion de la nation allemande » <sup>57</sup> .

En effet, l'Autriche retrouve son ancien nom datant du temps de la poussée germanique au X<sup>e</sup> siècle, l'*Ostmark*. Cette annexion prend d'autant plus de valeur qu'une tentative d'absorption de ce pays par l'Allemagne en 1931, par l'intermédiaire d'une union douanière, échoua en raison de l'opposition marquée de la France. En mars 1938, la France est tourmentée par une crise « gravissime », une crise d'intérêts entre féodaux, une crise ministérielle. La Grande-Bretagne temporise et pratique la politique dite « d'apaisement » qui « apaise » tellement Hitler que ce dernier annonce sa volonté d'annexer tout le pays sudète alors que l'intégrité des frontières de l'Etat tchèque est garantie par le traité de Saint Germain. Les Allemands de Tchécoslovaquie peuvent avoir, à juste titre, de nombreux griefs à l'égard de Prague en raison de nombreuses violations envers la minorité sudète dans le domaine scolaire ou l'emploi ; des fonctionnaires tchèques ne parlent pas la langue en plein pays allemand .... Le parti nazi sudète, dirigé par Konrad Heinlein, annonce le 24 avril 1938, lors du Congrès de Carlsbad, un programme en huit points en faveur d'une égalité des droits entre les Sudètes et les Tchèques. Ces revendications sont justifiées en ce sens que Beneš n'accorde aucune protection véritable à cette

population alors que le traité de Saint Germain-en-Laye sur la protection des minorités, signé le 10 septembre 1919, l'exige. Le comportement fautif du gouvernement tchèque apporte sur un plateau tous les éléments qui permettent à Hitler d'exiger le rattachement des Sudètes victimes de l'ostracisme, selon l'expression de Goering, « des pygmées tchèques ».

Déjà, dans le journal *The Economist* du 10 juillet 1937, le professeur Arnold Toynbee souligne : « La vérité est que l'établissement d'une authentique démocratie est extraordinairement difficile à mettre en place quand vous avez affaire à une minorité qui ne veut pas vivre sous votre loi. Nous savons très bien, nous-mêmes, que nous ne sommes pas capables d'appliquer notre propre système de démocratie dans notre tentative de gouverner les Irlandais. Et les méthodes dans la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui, où les Tchèques gardent la haute main sur les Sudètes, ne sont pas démocratiques (...) » <sup>58</sup>.

Ces propos ont de l'importance. En effet, même si les méthodes d'Hitler sont indéfendables, il n'empêche que les difficultés qui assaillent les Sudètes sont bien réelles et justifiées. Les crimes du nazisme ont couvert d'opprobres les revendications légitimes des Allemands de Tchécoslovaquie. Il s'agit donc, si l'on veut bien reprendre cette expression biblique, de séparer le bon grain de l'ivraie. Cette distinction a de l'importance, car comme nous le verrons, l'association des Sudètes cherche à obtenir une réparation de tous les torts qui ont été commis à son égard et qui ont abouti aux expulsions de 1945.

A l'époque, la France et la Grande-Bretagne tentent d'apaiser la situation. Cela se manifeste en particulier par l'envoi d'une tentative de médiation

en la personne de Lord Runciman qui, après six semaines de tractations, échoue. Remettant une missive au président Beneš dans laquelle il reconnaît que Heinlein est partie prenante avec Hitler, il ajoute cependant ceci à la fin de sa lettre : « J'ai, cependant, beaucoup de sympathie pour la cause sudète. C'est particulièrement dur d'être dirigé par une loi étrangère et je pars avec l'impression que la loi tchèque dans les territoires sudètes, depuis ces vingt dernières années, bien que pas vraiment oppressive et certainement pas terroriste, a été marquée par un manque de tact, un manque de compréhension, une intolérance et une discrimination mesquine à un point que le ressentiment de la population allemande, inévitablement, allait droit à la révolte (...). Des fonctionnaires et la police tchèque parlant pas ou peu l'allemand ont été nommés dans de nombreux districts purement allemands ; des colons tchèques ont été encouragés à s'installer sur des terres confisquées par la réforme agraire au milieu des populations allemandes ; pour les enfants de ces occupants tchèques, il est dit que des écoles tchèques ont été construites à une large échelle ; il est largement admis que les entreprises tchèques ont été favorisées à l'encontre des entreprises allemandes par des allocations d'État et que cet État assurait du travail et des secours aux Tchèques plus facilement qu'aux Allemands. Je crois que ces plaintes sont, pour la plupart, justifiées. Arrivé au terme de ma mission, je ne peux pas dire que je trouve de l'empressement de la part du gouvernement tchèque à remédier à ces problèmes à une large échelle (...). Par conséquent, pour de nombreuses raisons incluant celles ci-dessus, les sentiments au sein des Sudètes étaient sans espoirs, il y a encore trois, quatre ans. Mais la montée en puissance de l'Allemagne nazie leur donne un

nouvel espoir. Dans ces circonstances, je considère comme logique, le fait de les voir se tourner vers leurs coreligionnaires afin d'obtenir de l'aide et la possibilité de se rattacher au *Reich* » <sup>59</sup> . (Cependant, il faut préciser que Lord Runciman a été influencé dans ce rapport par les aristocrates germanophones de Bohême).

Hitler fixe l'échéance au premier octobre 1938, pour le rattachement des territoires sudètes au Reich ; dans le cas contraire, c'est la guerre. Tout paraît aller dans cette direction. Il est intéressant de rappeler les propos tenus par des responsables occidentaux à l'égard du problème sudète au sujet de l'après-guerre et du traitement à accorder aux populations allemandes de Tchécoslovaquie. En effet, leurs dires ne correspondent pas à la politique qui sera appliquée à l'égard des Sudètes à la fin de la seconde guerre mondiale.

Ainsi, le ministre anglais des affaires étrangères, Lord Halifax, dit aux représentants français, Édouard Daladier et Georges Bonnet, le 29 avril 1938 que « nous devons nous poser la question si, même à la fin d'une guerre victorieuse, il sera possible de rétablir l'État tchécoslovaque dans sa forme actuelle » <sup>60</sup> .

Cette possibilité est présentée à Beneš par l'ambassadeur anglais, Sir Basil Newton, à Prague le 4 septembre 1938 : « J'ai voulu clairement lui faire comprendre la chose suivante, qu'aussi favorable que puisse être le résultat de cette guerre, il serait plus que douteux que la Tchécoslovaquie puisse être rétablie dans sa forme actuelle. Le docteur Beneš sembla être douloureusement impressionné par mon exposé » <sup>61</sup> . Ces propos sont confirmés à nouveau par Lord Halifax qui transmet au gouvernement tchèque, par l'intermédiaire de son ambassadeur, la note

suivante le 27 septembre 1938 : « le gouvernement tchécoslovaque doit reconnaître clairement qu'il n'y a aucune possibilité, sans considération sur l'issue d'une guerre généralisée, de rendre à la Tchécoslovaquie ses frontières actuelles » <sup>62</sup>.

Ces propos sont très intéressants pour deux raisons. Premièrement, ils montrent que la Tchécoslovaquie n'est plus reconnue, par les puissances occidentales, dans ses frontières issues de la Première Guerre mondiale, car la présence d'une forte minorité germanique, au sein de cet État, interdit tout repos à l'Europe. Par conséquent, il s'avère nécessaire que la frontière soit redéfinie en fonction des critères ethniques. De ce fait, les populations sudètes retourneraient à l'Allemagne. Compte tenu du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la chose paraît aller de soi. Mais nous savons que tout autre a été le déroulement de cette affaire des Sudètes compte tenu que ces derniers ont été expulsés après la Seconde Guerre mondiale. Cela veut dire que bien des choses se sont passées entre-temps pour aboutir à cette situation. L'idée d'expulser ces populations allemandes prend corps, peu à peu, après les accords de Munich.

En attendant que cette idée germe, Hitler obtient gain de cause auprès de la France et de la Grande-Bretagne grâce à l'entremise de Mussolini. La Conférence de Munich étale toutes les faiblesses occidentales qui disent « amen » au chancelier allemand. Lâchement, profitant de l'affaiblissement de l'État tchécoslovaque, la Pologne et la Hongrie, comme à la curée, obtiennent une part du territoire où résident leurs minorités respectives. Comme on peut le constater, les traités sur les minorités de 1919 défendus par la S.D.N atteignent, dans l'échelle des valeurs, le degré zéro. D'ailleurs, l'Allemagne a quitté avec

fracas cet organisme le 14 octobre 1933. Il est vrai aussi que sur les 131 pétitions allemandes, 7 seulement ont abouti. La médiocrité du résultat incite à d'autres méthodes.

Les Accords de Munich donnent à l'Allemagne environ 29 000 km<sup>2</sup> et 3,4 millions d'habitants dont 300 000 Tchèques et Slovaques qui, pour la grande majorité, quittent les territoires annexés. Il n'empêche qu'il reste encore dans les débris de l'État tchécoslovaque environ 400 000 Allemands

63 .

Hitler, qui avait promis que ses exigences sur le territoire des Sudètes seraient les dernières, lors de son discours au *Sportpalast* le 26 septembre 1938, révéla sa vraie nature, pour ceux qui ne l'avaient pas encore compris, en occupant en mars 1939 le territoire tchèque, pendant que la Slovaquie déclarait son indépendance. Profitant de l'incrédulité des puissances occidentales, il en profite pour arracher le territoire de Memel à la Lituanie le 22 mars 1939. La Grande Allemagne rêvée par les démocrates de 1848 prend forme grâce au national-socialisme.

Désormais, Hitler jette son dévolu sur la Pologne en réclamant le retour de Dantzig au *Reich* peuplé à une écrasante majorité d'Allemands. Ce corridor polonais, aberration du Traité de Versailles, avait été dénoncé par J. Bainville dans un ouvrage éblouissant dont l'intelligence politique reste inégalée, « Les Conséquences politiques de la paix ». En effet, en 1920, il écrit ces lignes prophétiques : « Accroupie au milieu de l'Europe comme un animal méchant, l'Allemagne n'a qu'une griffe à étendre pour réunir de nouveau l'îlot de Koenigsberg. Dans ce signe, les prochains malheurs de la Pologne et de l'Europe sont inscrits » 64 .

En effet, tout mène à la guerre puisque les puissances occidentales se portent garantes des frontières polonaises. Mais comme on peut s'en douter, Dantzig n'est qu'un prétexte pour Hitler dans sa politique à l'égard du germanisme, comme il le dit lui-même : « Dantzig n'est pas l'objet du problème. Il s'agit pour nous de l'extension de l'espace vital à l'Est et de la garantie du ravitaillement, ainsi que de la solution du problème balte » <sup>65</sup> .

La guerre est désormais inévitable et c'est la course entre d'un côté, la France et la Grande-Bretagne, et de l'autre, l'Allemagne, afin d'obtenir le soutien d'un allié de poids, l'URSS. Alors que tout semble les séparer, c'est le coup de tonnerre du 23 août 1939 où l'impensable, pour les idéologues, mais le réalisable pour les intelligences collant uniquement aux réalités politiques et géographiques, se concrétise par le Pacte germano-soviétique. Entre brigands, on se comprend toujours.

Ce Pacte de non-agression comporte un protocole additionnel secret qui aboutit au 4<sup>e</sup> partage de la Pologne. Après que ce pays eut été pulvérisé par les troupes allemandes et soviétiques, un nouvel accord entre les deux pays est signé le 28 septembre 1939. Il rectifie légèrement quelques zones frontalières : la Lituanie est abandonnée à l'URSS tandis que la ligne du Bug sert désormais de frontière. A propos de sa politique d'expansion à l'Est et de la création de la Grande Allemagne, Hitler annonce, dans son discours au *Reichstag* du 6 octobre 1939, la politique à suivre à l'égard du germanisme : « Les buts et devoirs qui résultent de la chute de l'Etat polonais en ce qui concerne les zones d'intérêts allemands sont les suivants :



1. L'élaboration d'une frontière du *Reich* qui soit conforme aux données historiques, ethnographiques et économiques.

2. La pacification de l'ensemble du territoire dans le sens de la mise en place d'un ordre acceptable.

3. La garantie absolue de la sécurité, pas seulement du territoire du *Reich*, mais de l'ensemble de ses zones d'intérêts.

4. Un nouvel ordre et l'élaboration d'une nouvelle vie économique, d'échanges ainsi que le développement culturel et civilisateur.

5. Mais comme tâche la plus importante : un nouveau statut dans le domaine ethnographique ce qui signifie un transfert des nationalités qui aboutira, à la fin du processus, à de meilleures lignes de séparation, (...) » <sup>66</sup>.

La politique d'Hitler est donc d'établir des frontières orientales conformes aux intérêts du pays. Le partage de la Pologne accorde à l'Allemagne 188 000 km<sup>2</sup> et 22 millions d'habitants. Cette annexion partage le pays en deux catégories. La première est constituée de territoires annexés au *Reich*. Nous pouvons y distinguer les 4 secteurs suivants : le Gau du Wartheland avec 45 000 km<sup>2</sup>, créé le 29 janvier 1940 et peuplé de 3,96 millions Polonais (85%), de 327 000 Allemands (7%) et de 366 000 Juifs (8%) ; le Gau de Dantzig-Prusse-occidentale avec 25 000 km<sup>2</sup>, peuplé de 2,15 millions habitants dont 800 000 Allemands et 120 000 Cachoubes ; la Prusseorientale qui se voit augmentée de 12 000 km<sup>2</sup> grâce au rattachement du territoire de Suwalki, peuplé de 800 000 Polonais (90%), de 80 000 Juifs et de seulement 15 000 Allemands ; enfin le territoire de la Haute-Silésie qui se voit agrandi d'une zone arrachée par la Pologne à l'État tchèque en 1938, Teschen, soit

1 000 km<sup>2</sup> et d'un territoire galicien de 4 000 km<sup>2</sup> . L'ensemble couvre 87 000 km<sup>2</sup> avec 9,745 millions d'habitants au total, dont environ 1,1 million d'Allemands. La deuxième catégorie est constituée du reste du territoire polonais, rassemblé en un « Gouvernement général » à partir du 31 juillet 1940 et qui constitue finalement un réservoir de main-d'œuvre taillable et corvéable à merci <sup>67</sup> .

D'après le discours d'Hitler, il s'agit de procéder à des déplacements de populations, de telle manière que les frontières orientales du pays correspondent à la présence germanique. Le but est de rassembler ces populations éparses dans tout l'Est européen en un seul et même bloc. C'est le retour au sein du *Reich* des populations allemandes d'Europe de l'Est (*Heim ins Reich* ). Dès le lendemain de son intervention, Hitler signe le 7 octobre un décret (*Festigung des deutschen Volkstums* ) stipulant que tous les Allemands menacés par une « dégermanisation » doivent être transférés à l'intérieur des nouvelles frontières allemandes. Par conséquent, le gouvernement de Berlin signe une série d'accords avec les pays de l'Est pour favoriser le retour de ces populations. Cela commence avec l'Estonie (15.10 39), la Lettonie (30.10.39), la Lituanie et l'Union soviétique (3.11.39). Il s'ensuit le retour de 128 000 *Volksdeutsche* des pays baltes, 136 500 de Volhynie et de Galicie orientale, 43 600 de Bucovine du Nord, 93 300 de Bessarabie, 15 000 de la Dobroudja du Nord et 33 000 du territoire de Cholm à l'Est de Lublin. A cela, il faut aussi ajouter les 350 000 Allemands d'Ukraine qui, en raison du reflux militaire de 1944, s'installent pour très peu de temps dans ces territoires, ainsi que les 200 000 habitants du Sud de la Bucovine, d'Altreich en Roumanie et de Gottschee (Nord de

la Yougoslavie). On estime que, durant la guerre, le nombre de ces Allemands transférés (*Umsiedler*) va de 900 000 à un million <sup>68</sup>.

L'arrivée de ces Allemands dans les nouveaux territoires du *Reich* et au sein du « Gouvernement général » en contact avec d'autres populations (Polonais, Juifs, mais aussi Allemands vivant sur ces territoires depuis des siècles) entraîne, de la part des autorités nazies, la mise en place de listes conférant la nationalité allemande ou pas, avec toutes les considérations juridiques qui s'y attachent. Pour cela, 4 groupes sont institués dans les territoires annexés à l'Allemagne :

1. Toute personne qui a revendiqué sa « germanité » (« *Deutschtum* ») à l'époque d'une souveraineté étrangère obtient *de facto* l'*Ausweis-A* (« papier »). Il est à noter que toute personne de parents allemands mais dont une origine de « polonité » est prouvée ne rentre pas dans cette catégorie.

2. Toute personne qui, en raison des pressions polonaises et des dangers qu'elle pouvait courir, a dissimulé sa « germanité » obtient l'*Ausweis-B*. Les caractéristiques raciales ne sont pas toujours déterminantes. En effet, les autorités nazies estiment qu'en raison des aléas de l'histoire, des caractéristiques nordiques peuvent se révéler chez les populations slaves. Par conséquent, le critère incontournable est celui de la maîtrise de la langue, signe de l'appartenance au « *Volkstum* » (« ce qui fait le propre d'un peuple »). L'aspect religieux joue son rôle puisque la religion évangélique est considérée comme caractéristique de la « germanité ».

3. Ceux qui sont de souche allemande (*deutschstämmig*) mais dont le « *Volkstum* » n'est pas déterminé d'une manière claire (pas vraiment

totalement allemand, mais pas totalement polonais; on reconnaît bien là le fameux « *schwebendes Volkstum* »), se voient accorder l'*Ausweis- C*.

4. Enfin, ceux qui maîtrisent difficilement la langue allemande et qui n'ont pas commis d'activités anti-allemandes obtiennent l'*Ausweis- D* (considérés comme Allemands polonisés).<sup>69</sup>

Ainsi les groupes 1 et 2 obtiennent la nationalité allemande ; le groupe 3 l'obtient aussi mais peut, s'il commet des « actes anti-germaniques », la perdre ; enfin, le groupe 4 est rangé dans la catégorie « des candidats » à l'obtention de la nationalité allemande.<sup>70</sup>

En ce qui concerne le territoire du « Gouvernement général », les personnes qui sont de « souche germanique » n'obtiennent pas la nationalité allemande, mais seulement un *Ausweis*. Ce document donne des privilèges juridiques et économiques par rapport aux autres populations. Ces Allemands s'organisent en communautés et vivent dans leur propre monde<sup>71</sup>. Comme on peut le constater, les nazis établissent une coupure entre les nouveaux territoires annexés où d'un côté, selon des critères précis, la nationalité est accordée dans des zones considérées comme historiquement allemandes et de l'autre, le territoire du « Gouvernement général » qui n'entre pas dans la sphère d'attribution de la nationalité. A l'égard de ces populations germaniques, l'Allemagne nazie a donc une vision ethnique particulièrement développée. Au cours de la guerre, ce concept sera élargie ou plus exactement européanisé. Nous l'aborderons dans le chapitre consacré à la poursuite de cette politique dans le cadre de l'Union européenne.

Le déplacement de centaines de milliers d'Allemands des pays d'Europe de l'Est vers ces

nouveaux territoires d'Allemagne orientale a pour effet de vider des zones qui étaient, pour certaines, germaniques depuis des siècles. En « rameutant » ces populations vers un seul et même point, le nazisme a favorisé la réduction de la sphère d'influence du germanisme en Europe centrale.

Mais la position du monde germanique prend un tournant radical avec l'attaque allemande déclenchée le 22 juin 1941 contre l'Union soviétique. Les Allemands de Russie, qui commençaient à se remettre des effets de la Première Guerre mondiale et de la guerre civile, subissent de plein fouet cette invasion. Afin de comprendre leur situation, il est nécessaire de procéder à un retour en arrière sur l'évolution de cette communauté depuis l'instauration du communisme. L'ensemble de cette population a subi de lourdes ponctions démographiques (1 238 549 habitants en 1926), une remontée sensible en 1939 (1 600 624 habitants), pour légèrement décroître en 1941 (1 553 000 habitants)<sup>72</sup>. Cette diminution s'explique par les méthodes staliniennes, c'est-à-dire communistes qui, pour la réussite de la révolution prolétarienne, conduisent à la suppression de nombreux koulaks (« paysans riches ») en Ukraine et dans le Caucase. On estime qu'environ 50 000 koulaks allemands sont soit supprimés sur place, soit déportés en Sibérie<sup>73</sup>. L'immense majorité n'en est jamais revenue.

### *Développement de la population des Allemands de la Volga*

<b>Année</b>	<b>Allemands de la Volga</b>
1914	<b>550 000</b>

1919	<b>455 500</b>
1920	<b>452 600</b>
1921 (1 janvier)	<b>441 720</b>
(1 décembre)	<b>353 800</b>
1922 (1 janvier)	<b>338 500</b>
1923	<b>325 000</b>
1926	<b>379 630</b>
1938	<b>398 000</b>

*Source: Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten*, op. cit, p. 98.

Lénine a accordé l'autonomie à l'égard des Allemands de la Volga. Celle-ci a été complétée par la création le 20 février 1924 de la « République socialiste soviétique des Allemands de la Volga ». L'évolution démographique de cette population est le reflet de l'histoire de l'URSS.

Cette république, à la veille de la guerre, réunit 66,4% d'Allemands. La minorité russe arrive loin derrière avec 122 000 habitants, soit 20,4% de la population <sup>74</sup>. Ces Allemands de la Volga bénéficient d'une autonomie culturelle et administrative, de même que l'ensemble des populations germaniques au sein de zones délimitées. Cela se manifeste en particulier dans des districts administratifs que l'on appelle *Rayon*. Nous retrouverons ce terme dans les années 90. Ainsi on recense six *Rayon* en République de Russie, dotés de 414 écoles de langue allemande, neuf *Rayon* en République d'Ukraine avec 628 écoles disposant des mêmes facilités pour

enseigner en allemand et un *Rayon* en Sibérie occidentale<sup>75</sup>. Mais Staline, désireux de renforcer son emprise sur son pays et se méfiant des Allemands de Russie, car il craint une collusion entre eux et les ambitions de l'Allemagne nazie, dissout tous ces *Rayon* dans les années 1938 et 1939. Le coup de grâce est donné à la présence germanique en juin 1941. Les premiers à subir les déportations sont les Allemands de Crimée, au nombre de 45 000, qui sont envoyés en Asie centrale dès juillet 1941<sup>76</sup>. Mais le coup décisif est le décret du 28 août 1941 qui dissout la République de la Volga et déporte, dans des conditions affreuses (des wagons à bestiaux où règne une hygiène déplorable), la population allemande en Asie centrale et en Sibérie. D'autres « cargaisons » vident la zone russe européenne : en octobre 1941, ce sont les Allemands du Caucase, en mars 1942, les Allemands de Leningrad. Au total, on estime qu'environ 1,1 million d'Allemands ont été déportés à l'Est de l'Oural<sup>77</sup>.

Cependant, certaines populations échappent aux déportations comme les Allemands d'Ukraine. En effet, l'avance de la *Wehrmacht* est si rapide que les Soviétiques n'ont pas le temps de rafler l'ensemble. Mais ce n'est que partie remise, car lors des reflux de l'armée allemande en 1943 et surtout 1944, ces Allemands d'Ukraine (*Schwarzmeerdeutschen* : Allemands de la Mer Noire) sachant qu'ils allaient être déportés, dans le meilleur des cas, ou au pire être éliminés sur le champ, décident d'émigrer vers l'Ouest en convoi ou *Trek* vers les nouveaux territoires du *Reich* créés en 1939 et 1940. Cependant, ils sont à nouveau obligés d'émigrer vers l'Ouest lors de l'arrivée de l'Armée Rouge à la fin de l'année 1944. Ainsi nous assistons à la fois à une extinction

de la présence germanique en Russie européenne et à la naissance de zones de peuplement allemand fortement éprouvées, mais qui « tiennent le coup » en Sibérie occidentale et en Asie centrale. L'ensemble des populations germaniques disséminées en Europe de l'Est et qui avaient en partie rejoint les nouveaux territoires de peuplement créés par les nazis, furent devant l'armée soviétique à la fin de la guerre. Cela accentue de ce fait l'effondrement de la présence allemande dans toutes ces régions. Mais ce changement ethnique en Europe centrale et orientale n'aurait jamais pris une telle ampleur si, en haut lieu, la décision n'avait été prise de procéder à des expulsions de ces populations vers l'Allemagne. Ce « nettoyage ethnique » avant l'heure, n'a pas surgi brutalement. Peu à peu, il s'est imposé aux esprits avant de s'imposer sur le terrain. Son origine est lointaine et multiple.



# CONSÉQUENCES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE SUR LE PEUPLEMENT ALLEMAND EN EUROPE DE L'EST

## **A l'origine de l'expulsion des Allemands**

L'essentiel des expulsions de populations germaniques se situe en République tchèque et en Pologne. Certes, tous les autres pays d'Europe centrale et orientale sont concernés par ce phénomène. Mais ils ne sont que la conséquence du traitement infligé aux populations allemandes de ces deux pays. Le « nettoyage ethnique » qui touche des millions d'Allemands à la fin de la deuxième guerre mondiale est d'une très grande importance, mais aussi d'une portée telle que ses répercussions se font encore sentir au sein de l'Union européenne. En effet, les pays qui ont expulsé massivement les Allemands – essentiellement la Pologne et la République tchèque – se retrouvent en position inconfortable dans le domaine de la défense des droits de l'Homme, pivot de la philosophie humaniste de l'Union européenne (UE). Par conséquent, il est nécessaire d'une part d'aborder la manière avec laquelle les gouvernements tchèque et polonais ont procédé pour organiser ces expulsions massives et d'autre part d'étudier le comportement des Alliés dans cette affaire. La compréhension de cette période douloureuse de l'histoire allemande permettra de mieux saisir, par la suite, les buts et espoirs qui animent les représentants des associations des réfugiés allemands qui

revendiquent le retour sur le territoire de leurs aïeux par le biais de l'Union européenne.

### *Les Allemands de la République tchèque*

Les premières « traces » d'une possibilité d'expulsion se trouvent au moment de l'affaire de Munich. En effet, alors que Hitler obtient gain de cause, Beneš, en tant que président de l'Etat tchécoslovaque, prononce un discours le 5 octobre 1938, dans lequel il annonce qu'il se retire de la vie politique et devient, de ce fait, une personne privée. Ce fait est important à retenir en raison des décrets pris pour expulser les Sudètes à la fin de la guerre. En effet, cette position de Beneš aboutit au fait qu'en raison de ce nouveau statut juridique, ses arguments, ses décisions n'impliquent plus l'homme politique, mais la sphère du privé. Par conséquent, elles n'ont plus leur raison d'être dans le domaine public. C'est d'ailleurs en raison de ce statut que la S.D.N refuse en mars 1939 d'étudier une requête de Beneš, considérant qu'il est à classer dans la catégorie des personnes privées.

Lors de ce discours d'octobre 1938, en termes sibyllins, il évoque l'existence d'un « plan » et ajoute : « nous aurons notre État national »<sup>78</sup>.

Dans l'affaire de Munich, les responsables occidentaux ont fait savoir à Beneš que même après une guerre victorieuse contre le III<sup>e</sup> Reich, les frontières de l'État tchécoslovaque seraient modifiées en fonction des différences ethniques. Par conséquent, Beneš, patriote tchèque intransigeant, savait que « sa chose », l'État tchèque, sortirait mutilée du conflit en raison de la présence autour du quadrilatère de Bohême de plus de trois millions de Sudètes, ces derniers ayant toutes les chances d'être rattachés à l'Allemagne,

même vaincue..., à moins qu'il n'y ait plus d'Allemands sur place. Dans ce cas, il ne serait plus nécessaire de modifier les frontières du pays. Dans ses Mémoires qui paraissent en 1939, il affirme : « Le principe de l'autodétermination nécessitera des explications plus détaillées et plus précises (...). La pratique politique forcera la science politique et ceux qui l'exercent à une révision totale et réaliste de ces idées complexes »<sup>79</sup>.

Beneš se rend par la suite aux États-Unis et noue des liens avec de nombreux hommes politiques américains, en premier lieu avec le président Roosevelt. Il réaffirme les droits de la République tchèque. Après cette courte période américaine, il retourne en Grande-Bretagne et exprime les mêmes principes auprès des dirigeants britanniques (27 juillet 1939). Il a l'occasion de nouer des liens avec les sociaux-démocrates sudètes en exil à Londres, qui ont à leur tête Wenzel Jaksch. Ce dernier deviendra plusieurs années plus tard président de la Fédération des réfugiés allemands (BdV). Ayant eu vent des intentions de Beneš à propos d'une possibilité d'expulsion des Allemands de Tchécoslovaquie, W. Jaksch comprend que le politicien tchèque veut par « petites touches » ou selon l'expression même du dirigeant sudète « par cuillerées » (« *Löffelweise* »)<sup>80</sup>, imprégner les esprits des politiques anglo-saxons de la nécessité de procéder à des expulsions. Il va de soi que les contacts entre les deux hommes iront en s'aggravant. En effet, Beneš crée à Londres un « Conseil d'État » le 21 juillet 1940, sorte de gouvernement en exil où sont conviés les Sudètes sociaux-démocrates. Étant donné que nous sommes au début du conflit, Beneš ne tente pas de créer trop de remous avec ces

Allemands de Tchécoslovaquie. Il s'agit de se ménager toutes les cartes politiques, car l'avenir est incertain. Le climat anglais l'imprègne en quelque sorte du « *wait and see* ». Beneš propose même au groupe sudète six sièges au Conseil d'État tchèque. Mais W. Jaksch veut obtenir en contre-partie l'assurance qu'il ne sera procédé à aucune expulsion de Sudètes. Beneš fait traîner les choses en longueur. Mais le mouvement de résistance tchèque dans le « Protectorat de Bohême et de Moravie » fait savoir qu'il ne souhaite pas intégrer ces sociaux-démocrates sudètes au sein du Conseil d'État. Entre temps, l'Allemagne est entrée en guerre avec l'URSS en juin 1941 et Beneš, soucieux de s'attirer les bonnes grâces de Moscou, intègre le communiste sudète Kreibich au Conseil d'État. Il sera une bonne courroie de transmission avec les Soviétiques avec lesquels les communistes tchèques ont leurs entrées grâce à Gottwald (malgré son nom germanique, c'est un Tchèque).

Désormais le voile se déchire et révèle toute la politique de Beneš. Cela commence par l'adhésion de la Tchécoslovaquie à « la Charte de l'Atlantique » le 29 août 1941 qui stipule « qu'aucun agrandissement territorial, aucune modification territoriale ou autre ne se fera sans l'assentiment librement exprimé des peuples concernés »<sup>81</sup>.

Cette adhésion se fait, comme le dit l'ambassadeur tchèque Masaryk à Londres (fils du fondateur de l'État tchécoslovaque), en raison « de l'interprétation définitive et de son application » du principe des tracés de frontières reconnu dans la Charte de l'Atlantique. Nous assistons donc à un renversement des propos tenus à la veille de la guerre par les occidentaux. A nouveau, les frontières issues du Traité de Versailles sont reconnues. Cette reconnaissance se manifeste

d'une manière officielle le 5 août 1942 par la voix du ministre des affaires étrangères anglais, Anthony Eden, qui souligne que « le règlement final des frontières tchèques devra aboutir à la fin de la guerre ; le gouvernement de sa Majesté ne sera pas influencé par tous les changements qui ont eu lieu depuis 1938 »<sup>82</sup>.

Mais le problème de la minorité sudète demeure et doit être réglé en tenant compte de l'avis des dirigeants tchèques. Les propos tenus par Anthony Eden confirment les objectifs de Beneš depuis son exil qui, dans une lettre du 18 novembre 1940 adressée au mouvement clandestin tchèque du protectorat de Bohême-Moravie, expose clairement les points essentiels de sa politique : « Je ne renonce en aucun cas aux frontières historiques ; je ne les considère seulement que comme une question d'opportunité et non comme une question de principe. La chose essentielle est et sera pour nous de créer dans l'avenir un grand territoire national tchèque et de nous l'assurer (...) Nous ne devons pas nous abandonner à ces espoirs impossibles qu'on pourra expulser ou chasser trois millions d'Allemands comme le croient certaines personnes chez nous, bien naïvement. Pourtant, on pourra compter sur le départ ou l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de nazis allemands compromis (...). Et cela serait déjà un succès sans précédent, une garantie énorme pour notre Etat et le développement interne de notre territoire national (...). N'oublions pas que le règlement durable, après la guerre, de la question de nos Allemands sera bien plus difficile à côté de ceux de Dantzig et de Prusse orientale. Pour cette raison, je suis, dès le début, entré en contact avec les Allemands et négocie avec eux. Je ne promets et ne promettrai rien au nom du peuple. Je les prépare à

l'émigration d'au moins un million des leurs comme aussi à la nécessité d'un espace vital tchèque (...) »<sup>83</sup>.

Cet extrait a le mérite de montrer que dès 1940 un projet en bonne et due forme est constitué pour préparer l'expulsion des Sudètes. Il sera même dépassé puisque Beneš ne prévoit qu'un million d'expulsés alors qu'il y en aura plus de trois. La présence soviétique a aidé fortement au « nettoyage ethnique ». Remarquons aussi que dès 1940, le problème des zones frontières orientales de l'Allemagne (Dantzig, Prusse orientale) et de leurs populations est déjà évoqué.

Pour reprendre le fil chronologique de la politique de Beneš, nous avons vu que la Charte de l'Atlantique reconnaît l'intangibilité des frontières. Ce point capital permet à l'ambassadeur Masaryk de conclure le 5 août 1942 qu'« entre nos deux États (il se réfère à l'Angleterre), les Accords de Munich peuvent être considérés comme morts »<sup>84</sup>

Les autorités tchèques en Grande-Bretagne font connaître officiellement, en 1941, leur volonté d'expulser des centaines de milliers de Sudètes. C'est le cas du ministre d'État Ripka qui, le 17 mai 1941, affirme : « Nous espérons que cette guerre nous donnera la possibilité de régler, une bonne fois pour toute, la question de la minorité allemande en Tchécoslovaquie (...). Il sera nécessaire, avec tous les moyens appropriés – incluant une éventuelle application organisée du principe du transfert des populations – d'empêcher l'Allemagne d'abuser de sa minorité nationale pour ses buts grands-alle-mands »<sup>85</sup>.

Peu de temps après, le 7 juillet 1942, le ministre des Affaires étrangères Édén transmet à Beneš l'information que « ses collègues

approuvent le principe du transfert »<sup>86</sup> .

Nous avons la première reconnaissance officielle britannique au sujet des expulsions. Beneš lui-même souligne, la même année, lors d'un discours à l'université de Manchester que : « Les transferts sont une opération douloureuse. Ils impliquent de nombreuses injustices secondaires. Les concepteurs du règlement de paix ne pourront pas donner leur accord sans que ces transferts ne soient organisés d'une manière humaine et financés internationalement »<sup>87</sup> .

Ces propos révèlent une belle hypocrisie quand on sait que 267 000 Sudètes ont péri lors de ces expulsions<sup>88</sup> . Certes, Beneš ne pouvait pas deviner le nombre exact des morts; mais il pouvait se douter qu'en raison de la guerre inexpiable se déroulant en Europe, les expulsions se produiraient dans un tel climat de haine de la part des Tchèques et des Soviétiques, qu'automatiquement, des exactions en tout genre auraient lieu. Il ne faut jamais oublier que Beneš, après de nombreuses tractations avec les autorités soviétiques, obtient l'assentiment le 5 juin 1943 d'un transfert des Sudètes qui, selon la formulation classique, doit permettre le départ de « la population nazie allemande de Tchécoslovaquie »<sup>89</sup> . Convaincu que seule l'Armée Rouge délivrerait son pays, il signe le 12 décembre 1943 à Moscou un accord soviéto-tchèque, « le Traité de l'amitié, de l'assistance mutuelle et de la coopération après-guerre ». L'arrivée des Soviétiques dans le pays permet de réaliser ces expulsions. Finalement, la politique de Beneš consiste à balancer entre d'un côté l'URSS, et de l'autre, les Anglo-Saxons. Son objectif est de ne pas se mettre à dos Moscou, à la différence du gouvernement polonais en exil.

Cependant, Beneš réussit provisoirement, car en permettant au communisme de s'installer à Prague, il fait entrer le loup dans la bergerie et permet ainsi l'établissement d'une belle dictature. Il paie cher ses compromissions en étant obligé de céder sa place de président au communiste Gottwald en 1948.

En ce qui concerne les Occidentaux, il faut attendre le début de l'année 1945 pour trouver un document reconnaissant la possibilité d'expulser les populations allemandes (et encore !, sous certaines conditions et d'une manière limitée). En attendant, Beneš poursuit l'accomplissement de ses objectifs à nouveau formulés sans aucune ambiguïté le 22 mai 1943, au *Council on Foreign Relations*, à Chicago : « Ces transferts de population ne plaisent pas en règle général (...), ils peuvent aboutir à de nombreuses situations pénibles et même à des injustices. Mais je dois dire qu'ils doivent être fait s'ils permettent de contribuer à un équilibre durable et à une paix plus sûre » <sup>90</sup> .

Mais ces propos qui se veulent délicats et mesurés sont tout autres lors d'une radiodiffusion du 27 octobre 1943 : « Dans notre pays, la fin de cette guerre sera écrite dans le sang. A ce qu'ils ont fait dans notre pays depuis 1938, nous rendrons aux Allemands, au centuple, la monnaie de leur pièce et sans pitié. Toute la nation participera à ce combat; il n'y aura aucun Tchèque à se dérober à ce devoir et aucun patriote ne négligera, en raison des souffrances de la Nation, d'utiliser cette juste vengeance » <sup>91</sup> .

Et pour confirmer ces propos, qui auraient pu être prononcés sur un moment « d'énervement », Beneš « enfonce le clou », lors d'une séance au Conseil d'État du 3 février 1944 à Londres, en



soulignant que les principes qui allaient bouleverser la République tchécoslovaque devaient être « violents, avec une réduction massive de la population allemande (...), un combat sanglant et impitoyable »<sup>92</sup>. Promesse tenue !

### *Les Allemands de Pologne*

En ce qui concerne la Pologne, le sujet est plus complexe. En effet, ce pays se retrouve réduit à néant après les guerres menées par les Allemands et les Soviétiques. Hitler et Staline se partagent la dépouille du cadavre polonais. Le gouvernement polonais en exil à Londres, dirigé par Sikorski, exige le 20 décembre 1939 la libération du territoire occupé par des forces ennemies (autant crier dans le vide) et, pour l'avenir, une Pologne dont la sécurité serait garantie par un large accès à la mer. En ce qui concerne le dernier point, il y aura un écho. Cependant, la situation est bloquée car les deux dictateurs s'entendent, apparemment, fort bien. La guerre menée par l'Allemagne contre son ex-allié en juin 1941 bouleverse la donne et range l'URSS du côté de la Grande-Bretagne, puis des États-Unis en décembre de la même année. Pour le gouvernement polonais, l'espoir réside dans l'abrogation de l'accord germano-soviétique. De ce fait, un accord soviéto-polonais est signé le 30 juillet 1941. Certes, le gouvernement de l'URSS reconnaît que les accords avec l'Allemagne ont perdu de leur valeur, mais il ne prétend pas pour autant restituer à la Pologne, après la guerre, les frontières orientales héritées du traité de Riga en mars 1921. De leur côté, les Polonais adhèrent, eux aussi, à la Charte de l'Atlantique le 24 septembre 1941, qui exige le maintien des frontières tant que les populations concernées n'expriment pas un avis

contraire. Mais en ce domaine, entre les vœux pieux et la réalité, il y a un monde. Devant les épreuves et l'évolution sur le terrain, les Alliés seront obligés à des contorsions.

A l'origine, le but des Alliés ne consistait pas à pratiquer des amputations territoriales au détriment de l'Allemagne. Ils combattaient le national-socialisme, c'est tout. La réduction du territoire allemand et un éventuel transfert des populations ne pouvaient qu'aggraver la surpopulation de ce pays et entraîner une instabilité croissante en Europe centrale. Ainsi, l'écrivain Hans Grimm avait en 1926 publié un livre, « *Volk ohne Raum* » (« Peuple sans espace », titre qui résume admirablement bien l'absence de frontières fixes), dans lequel il soulignait le manque d'espace de la population allemande. Cet ouvrage, qui n'est que le énième d'un long florilège d'articles, de revues, de pensées que l'on retrouve en particulier chez des géopolitologues comme Friedrich Ratzel, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et Karl Haushofer dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, a été en quelque sorte la Bible du nazisme pour la conquête de vastes territoires à l'Est. Ce refus de la part des Anglo-Saxons de procéder à des modifications territoriales de l'Allemagne a été expressément affirmé par Churchill en 1940: « Nous sommes opposés à toute tentative, venant de l'extérieur, de morcellement de l'Allemagne. Nous ne cherchons pas l'humiliation ou le démembrement de votre pays. Nous désirons, de tout cœur, vous accueillir sans retard au sein d'une collaboration pacifique des nations civilisées »<sup>93</sup>.

Mais le caractère inexpiable de cette guerre, véritable croisade, allait entraîner bien des changements.

Le gouvernement polonais en exil a, dès la fin de l'année 1939, demandé un large accès à la mer, ce qui sous-tend un déplacement des frontières allemandes vers l'Ouest. Les premières demandes polonaises ont trait à la Prusse orientale qui doit rentrer dans le giron de la Pologne. Ce territoire, situé au Nord, est suspendu comme une épée de Damoclès sur ce pays et représente stratégiquement une menace, chose largement confirmée par la campagne désastreuse de 1939. Dès l'été 1941, Staline se montre un fervent partisan de la suppression de ce territoire allemand, tout en désirant en obtenir un morceau. Mais il ne tient pas à le dire tout de suite aux Polonais afin de garder les coudées franches pour l'avenir. C'est d'ailleurs ce que révèle Harry Hopkins à Washington, le 15 mars 1943, rapportant les propos tenus entre Roosevelt et le ministre anglais des affaires étrangères, Anthony Eden : « La Pologne veut la Prusse orientale; le Président et Eden sont d'accord pour qu'elle l'obtienne. Eden dit que les Russes sont, en privé, d'accord sur le principe, mais ne veulent pas le dire aux Polonais parce qu'ils veulent l'utiliser comme moyen de marchandage lors de la Conférence de Paix » <sup>94</sup> . Mais, ajoute Hopkins, l'ambassadeur soviétique Litvinov lui confirme quelques jours plus tard que « la Russie serait d'accord pour que la Pologne obtienne la Prusse orientale, mais que la Russie insisterait au sujet de ses droits territoriaux en ce qui concerne la frontière polonaise » <sup>95</sup> . En effet, le gouvernement polonais en exil veut récupérer les anciens territoires que l'URSS s'est appropriée suite au Pacte de 1939, territoires qui sont considérés comme partie intégrante de l'histoire polonaise (époque des Jagellon). Toute la diplomatie soviétique consiste à faire miroiter aux Polonais

l'idée qu'ils doivent accepter un troc : obtenir toute la Prusse orientale avec l'assentiment de Moscou, mais en échange, leur laisser tous les territoires orientaux obtenus en 1939. Quand le gouvernement polonais de Londres apprend l'existence de ce marché, c'est le refus tout net et, si l'on peut dire, une montée des enchères. En effet, le 2 décembre 1942, ce gouvernement exige des frontières plus sûres, concrétisées par deux mémorandums rédigés par Sikorski. Il en ressort que la Pologne doit obtenir une frontière occidentale le long de l'Oder, allant du port de Stettin jusqu'à la frontière tchèque (le long de la Neisse lusacienne) afin d'acquérir, selon ses propres termes, une « ligne de sécurité naturelle » <sup>96</sup> , tout en maintenant dans l'orbite polonaise les territoires perdus en 1939 à l'Est. Trop ambitieux, les dirigeants polonais veulent gagner sur tous les tableaux, autant à l'Est qu'à l'Ouest. Ces différends soviéto-polonais irritent profondément les Anglo-Saxons qui ne veulent pas s'opposer durablement à l'URSS qui combat et retient si efficacement les troupes allemandes sur le front de l'Est. La situation est d'autant plus préoccupante pour les Occidentaux que le massacre de Katyn est découvert au printemps 1943. Les Soviétiques, au début, affirment que la zone en question est une trouvaille « préhistorique » <sup>97</sup> . Mais compte tenu que les traces trouvées sur les nuques de 4 143 cadavres ne correspondent pas vraiment à des marques dues au silex, le gouvernement Sikorski rompt toutes relations avec Moscou. La conséquence de cette rupture amène Staline à créer la « Fédération des patriotes polonais » (le 8 mai 1943) qui, désormais, est reconnue par les Soviétiques comme leur unique interlocuteur et, de ce fait, devient un simple vassal. Désormais, la politique soviétique consiste

à obtenir la frontière la plus occidentale possible pour la Pologne. Mais dans ce cas, la présence de millions d'Allemands sur les territoires convoités se pose d'une manière cruciale.

A l'approche de la défaite nazie, il se met en place aux États-Unis un « Comité de programme pour l'après-guerre » au sein du ministère des Affaires étrangères, dont les activités commencent à partir de mai 1944. Ce Comité émet à cette date un mémorandum sur le traitement à appliquer à l'Allemagne après le conflit. Vue la date à laquelle il a été rédigé, il donne un aperçu de la position américaine sur le problème des transferts de populations allemandes : « Ce gouvernement (les États-Unis) devra refuser que l'on procède, tout de suite après la fin des hostilités, à des déplacements massifs de populations allemandes hors des pays voisins en direction du *Reich* , il devra donner son accord à l'évacuation de cas isolés ou de groupes qui représentent un problème particulièrement difficile; le transfert devra se faire, autant que possible, dans des conditions humaines et sans soumettre à un effort excessif les capacités d'accueil de l'Allemagne (à titre expérimental, il serait recommandé la création d'un Comité général pour l'Allemagne, qui examinerait les thèmes suivants : a) Les critères de sélection des populations émigrantes; b) Une occupation inter-alliée de la Prusse-orientale et c) La fondation d'une Commission inter-alliée pour la surveillance des transferts de populations) » <sup>98</sup> .

Au fur et à mesure que la victoire se rapproche, l'on doit toujours conserver à l'esprit les exactions commises par les troupes soviétiques en Pologne, puis en Allemagne. Celles-ci pèsent de tout leur poids sur la destinée germanique à l'Est de la ligne Oder-Neiße. Face à cette situation, ce Comité

américain précise d'une manière encore plus nette en novembre 1944: « Le gouvernement des États-Unis ne doit soutenir aucun transfert général de population (...). Les prétextes à un transfert général de minorités ne sont absolument pas à appliquer à des transferts de groupes particulièrement sélectionnés. Cependant, le gouvernement des États-Unis devra admettre un tel transfert que s'il est convaincu que, par ce biais, les relations entre les pays concernés s'en sortent améliorées et que la stabilité en Europe se retrouve renforcée. Pour atteindre ces buts, les transferts doivent se poursuivre d'une manière ordonnée et s'étendre sur un certain temps; ces mesures qui concernent de nouvelles implantations doivent toutes être réalisées sous contrôle international »<sup>99</sup>

Ces directives ne sont que des vœux pieux. Quand la Conférence de Yalta commence le 4 février 1945, les troupes soviétiques sont déjà sur l'Oder. Staline a, désormais, toutes les cartes en main pour imposer ses vues.

### *L'attitude des Alliés*

Yalta est, si l'on peut dire, l'antichambre qui mène à Potsdam dans les domaines du règlement de frontières et du problème des populations allemandes. De nombreux jalons sont posés sans qu'il y ait de véritables décisions prises dans les domaines qui nous intéressent. Cependant, pour suivre la trame de toutes ces négociations, il est nécessaire d'évoquer les préparations et conciliabules qui ont précédé Yalta.

Le gouvernement provisoire de la Pologne affiche sa volonté d'annexer tous les territoires allemands à l'Est de la ligne Oder-Neiße (sauf la

partie Nord de la Prusse orientale réservée à l'URSS). Or les Alliés n'acceptent qu'environ la moitié de ces revendications, c'est-à-dire le Sud de la Prusse orientale, Dantzig, la Haute Silésie et la partie Est de la Poméranie. Cela représente environ une superficie divisée par deux pour la Pologne. En plus de ces éléments, se rajoute le problème du déplacement des populations. Dans une Allemagne ravagée par les bombardements, les Alliés craignent fortement que l'arrivée massive des Allemands fuyant les territoires à l'Est de la ligne Oder-Neiße n'étouffe littéralement leurs zones d'occupation, en une sorte d'engorgement de la misère et de peuples déracinés. Si les Anglo-Saxons sont favorables à des annexions de territoires allemands deux fois moindres par rapport aux revendications soviéto-polonaises, cela signifie qu'ils veulent, par là même, limiter l'arrivée de populations expulsées et tous les problèmes d'intendance qui s'ensuivent. En plus de cela, il ne faut pas oublier le problème des Sudètes qui ne fait que se rajouter aux difficultés à venir des populations allemandes en Europe de l'Est. Ces problèmes en cascade sont abordés dans un mémorandum du 11 janvier 1945, par la section Europe centrale du ministère américain des affaires étrangères <sup>100</sup> dans le but de préparer la Conférence de Yalta.

Ce document cerne les différents problèmes et souligne tous les écueils qui se présentent aux Anglo-Saxons à Yalta et ensuite à Potsdam. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, ce mémorandum, tout en reconnaissant que ce pays doit recouvrer ses frontières de 1937 « pour l'essentiel », rappelle que son gouvernement en exil souhaite « faire partir tous les Sudètes indésirables (peut-être deux millions) vers l'Allemagne ». Fort de ce constat, la

réponse américaine consiste à interdire « toute action unilatérale jusqu'à un règlement en bonne et due forme » et elle ajoute : « Les trois Grands devront devancer toute action précipitée tout en adoptant une solution sur la base d'un mémorandum spécial au sujet du traitement à appliquer à l'Allemagne dont le dernier paragraphe concernera, d'une manière détaillée, la question touchant le transfert des Allemands de Pologne, de Prusse orientale et des autres territoires ainsi que de Tchécoslovaquie qui, pris dans leur ensemble, pourrait toucher près de 10 millions de personnes »<sup>101</sup>.

Cet extrait a le mérite, pour la première fois, d'indiquer un nombre approximatif d'Allemands concernés par les transferts. Leurs rédacteurs indiquent indirectement tous les problèmes de « gestion » qui surgissent face au transfert d'une population si importante. Dans ce mémorandum, il se trouve une annexe qui concerne particulièrement la Tchécoslovaquie. Certes, il est dit que ce pays doit retrouver son indépendance en dehors de « petites modifications frontalières », mais le texte ne parle pas d'expulsions possibles. Bien au contraire, il est dit : « Les États-Unis reconnaissent que le traitement des minorités en Tchécoslovaquie est, en première ligne, un problème interne; mais ils suivent, avec intérêt, les plans du gouvernement tchécoslovaque qui consistent à créer une situation stable concernant leurs minorités »<sup>102</sup>. Quand on sait comment les populations sudètes vont être traitées par les Tchèques et les Soviétiques, ces propos tranchent avec la réalité.

Ainsi qu'on peut le constater, le transfert de population est évoqué. Mais comme l'ajoute la recommandation finale de ce document (daté du 12 janvier 1945) : « Il est recommandé que notre



gouvernement ne s'oppose pas, en général, au transfert des minorités allemandes des pays voisins. Cependant, il devra, autant que faire se peut, se prononcer pour une sélection des transferts. Si une telle action se déroule lentement, d'une manière ordonnée et sous surveillance internationale, ceci contribuera à de meilleures relations entre les pays concernés » <sup>103</sup> .

C'est, selon l'expression du juriste Alfred Maurice de Zayas, un concept de « transferts limités » <sup>104</sup> .

Mais le mémorandum continue à fixer la ligne de conduite retenue par les Américains. Il confirme à nouveau que seuls sont autorisés les rattachements à la Pologne des territoires suivants : la partie Sud de la Prusse-orientale, Dantzig, la Haute-Silésie et l'Est de la Poméranie. Au sujet du transfert des minorités allemandes, il ajoute ceci : « Les abandons de territoires accordés à la Pologne conduiront environ 3,4 millions d'Allemands à passer sous souveraineté territoriale polonaise en plus des 700 000 vivant dans la Pologne d'avant-guerre. Aussi bien le gouvernement polonais en exil que le Comité de Lublin (sous la coupe soviétique) ont exprimé le souhait d'expulser la population allemande » (Il faut préciser que le verbe « expulser » est, pour la première fois, utilisé dans un document allié; dans la version originale en langue anglaise, l'expression employée est : « *to expel this german population* »). « En outre, le gouvernement tchécoslovaque en exil souhaite écarter plus de 1,5 million de Sudètes allemands » <sup>105</sup> .

Dans sa conclusion, ce document américain s'oppose à des expulsions massives et il précise à la fin : « Le ministère des Affaires étrangères prône une politique qui, en matière de transferts, s'en

tiendra au minimum, iralitement et d'une manière régulière et se tiendra sous surveillance internationale sur la base d'accords entre les principales puissances alliées d'un côté, et la Pologne et la Tchécoslovaquie de l'autre » <sup>106</sup> .

Toutes ces directives sont le point d'ancrage de la diplomatie américaine à Yalta comme à Potsdam. Du côté britannique, les positions sont sensiblement identiques.

Ces directives sont d'autant plus nettes qu'à l'approche de la fin du conflit, à l'image de prédateurs sur une proie agonisante, les différentes parties ont des revendications de plus en plus âpres. C'est le cas des dirigeants tchécoslovaques. En la personne du ministre d'État Ripka, les Tchèques cherchent à régler d'une manière décisive le problème de la minorité allemande dans le pays. Ainsi, dans un mémorandum du 23 novembre 1944, celui-ci demande non pas l'expulsion totale (cela serait une faute tactique devant des Anglo-Saxons un tantinet moralisateurs) mais « l'éloignement d'environ deux tiers de la population allemande de la République grâce une émigration volontaire, un transfert organisé et la création de conditions qui favoriseraient peu à peu l'assimilation de la partie minoritaire au reste de la population de Tchécoslovaquie » <sup>107</sup> .

La réponse du ministère des Affaires étrangères américain, en date du 16 janvier 1945, est certes de prendre en considération les problèmes de l'Etat tchèque, (« de même comprenant les aspects du problème en relation avec toutes les mesures générales pour l'avenir de la paix et de la sécurité en Europe ») mais, en guise de conclusion, on y trouve : « Sans doute naîtront des questions de ce genre concernant le transfert des Allemands des autres territoires. C'est pourquoi, comme ce

problème peut concerner un total de plusieurs millions de personnes, ceci causera de grands soucis aux Puissances occupantes pour le maintien de l'ordre en Allemagne, alors qu'à ce courant humain issu des autres pays, il faut ajouter, en même temps, les réparations ou la réinstallation de millions de déracinés qui séjournent actuellement en Allemagne. C'est pourquoi, le gouvernement américain est d'avis que les transferts de ce genre, (...) devront être réalisés conformément à des accords internationaux existants (...). Aussi longtemps que de tels accords internationaux ne prévaudront pas, le gouvernement américain est d'avis qu'aucune action de transfert unilatérale ne doit être réalisée » <sup>108</sup> .

Ce qui est frappant, c'est le décalage entre les demandes américaines et ce qui s'est passé en Tchécoslovaquie (comme partout en Europe de l'Est). Les États-Unis ne semblent pas comprendre que les Slaves (Polonais, Tchèques et Russes) ont un regard, vis-à-vis des Allemands, qui repose davantage sur des contentieux historiques, des rivalités d'influences, avec des connotations d'ordre raciste. Les Allemands le leur rendent bien d'ailleurs.

En tout cas, l'idéologie raciste nazie n'a fait qu'aviver au centuple les rapports déjà difficiles avec les Slaves. A la fin de la guerre, c'est une haine chauffée à blanc qui anime leurs dirigeants. Comment pouvait-on espérer un règlement en douceur du problème entre les mondes slave et germanique, les armées soviétiques occupant en outre l'essentiel du terrain ?

Cependant, les inquiétudes américaines s'expriment d'une manière plus nette quand il s'agit des revendications territoriales polonaises qui doivent entraîner des transferts de populations

difficilement quantifiables, comme le souligne l'ambassadeur Harrimann suite à un entretien avec le ministre soviétique Maïski. Dans une notice du 20 janvier 1945, suite à cet entretien, il note « qu'il y a de nombreux calculs au sujet des populations allemandes qui devraient être retirées des territoires donnés à la Pologne. Les calculs oscillent entre 6 et 8 millions d'Allemands » <sup>109</sup>.

Ses dires se retrouvent dans les travaux préparatoires de la Conférence de Yalta qui confirment les difficultés naissantes : « Nous devrions nous opposer aux revendications actuellement exagérées du gouvernement provisoire de Lublin, concernant un dédommagement aux frais de l'Allemagne qui apporte Stettin et Breslau à la Pologne et qui conduit au transfert de 8 à 10 millions d'Allemands. En ce qui concerne le règlement frontalier, nous devrions, autant que possible et en coopération avec les autres nations, être prêts à collaborer dans la mesure où le gouvernement polonais le souhaite, à des transferts en bonne et due forme de groupes minoritaires » <sup>110</sup>.

Cependant, la conférence de Yalta n'apporte aucune solution au problème du transfert des populations allemandes. L'incertitude règne et se traduit par un texte délibérément vague, le 10 février, en ces termes : « Il est admis que la Pologne doit recevoir des parts importantes de territoire au Nord et à l'Ouest. Ils estiment (les Alliés) que l'objectif du nouveau gouvernement provisoire polonais d'Unité nationale serait de chercher, en temps utile, ce qui convient à ce type d'acquisitions et que la délimitation finale de la frontière occidentale de la Pologne attendra par la suite la Conférence de Paix » <sup>111</sup>.

Comme on peut le constater, ces propos

fleurent bon le flou. Finalement, il s'agit d'abord de gagner la guerre. Il faut pourtant signaler un élément dont toutes les populations allemandes d'Europe de l'Est auront à souffrir particulièrement. C'est la volonté soviétique, acceptée par Churchill et Roosevelt, le 11 février 1945, d'obtenir le droit à des réparations du fait des immenses destructions dues à la guerre. Pour cela, les Anglo-Saxons admettent que l'URSS déporte des centaines de milliers d'Allemands sur son territoire pour servir littéralement d'esclaves. Pour couvrir cette forme d'esclavage moderne, l'expression ouatée utilisée pour mentionner ces exactions s'intitule : « Réparations en nature » (*Réparations in kind* ou *Kriegsentschädigungen in Leistungen*) <sup>112</sup>. En accédant aux revendications de Staline, les Anglo-Saxons savaient qu'ils condamnaient d'avance à mort ces Allemands déportés.

La capitulation sans condition, signée le 8 mai 1945, met désormais les vainqueurs au pied du mur. Il faut régler les questions qui ont été laissées en plan à Yalta. La seule différence, et elle est de taille, est que l'emprise soviétique en Europe de l'Est est encore plus grande au milieu de l'année 1945 qu'au moment de la Conférence de Crimée. D'emblée, nous pouvons constater le déséquilibre qui règne dans les discussions qui vont caractériser la Conférence de Potsdam (du 17 juillet au 2 août 1945). D'un côté, nous avons l'URSS qui occupe toute l'Europe de l'Est et impose sa loi. Cette « loi » repose sur un système dictatorial, le communisme, qui n'admet aucune opposition. Staline est son propre juge et ses ordres ne souffrent aucune contestation. Cela rend les choses plus aisées. Face à ce poids monolithique, on trouve les Anglo-Saxons, où plus exactement les

Anglais, plus conscients des problèmes européens mais qui sont les brillants seconds et les Américains, brillants premiers, mais plus éloignés des réalités européennes. L'ensemble repose sur un système politique qui admet le pluralisme au point de faire partir Churchill lors de la Conférence suite à des élections perdues. Il est remplacé par Attlee, qui se retrouve confronté à des problèmes qu'il n'a pas suivis véritablement n'étant pas, jusqu'à son élection, au cœur du pouvoir (le phénomène est le même avec le nouveau président des États-Unis, Harry Truman). A cela, il faut ajouter une Armée Rouge qui occupe l'Allemagne jusqu'à l'Elbe et même un peu plus si l'on compte la Thuringe. Cette armée ne bouge que selon le bon vouloir de Staline, à moins que les occidentaux ne lui fassent la guerre. Or Staline ne veut pas bouger des positions acquises et les Anglo-Saxons ne veulent pas lui faire la guerre. La Conférence de Potsdam démarre avec un sérieux déséquilibre qui se poursuit durant toutes les négociations.

Comme pour Yalta, des séances préparatoires eurent lieu pour enfin régler les problèmes laissés en suspens en Crimée. Les documents américains en vue de la Conférence de Potsdam comptent plus de mille pages, mais en ce qui concerne les transferts de populations, seulement... sept pages<sup>113</sup>. Que cela soit les États-Unis ou la Grande-Bretagne, nous observons une « tenue de route » qui n'a pas varié depuis Yalta en ce qui concerne la politique à appliquer au sujet des Allemands à l'Est de la ligne Oder-Neiße; c'est-à-dire des transferts de population réduits au minimum, ciblés, sous contrôle international, mais en aucun cas réalisés par les États concernés d'une manière unilatérale. Le ministre des Affaires étrangères anglais

confirme cette politique dans un mémorandum, en mars 1945, à la *European Advisory Commission* de Londres où il est dit : « D'après l'opinion de la délégation britannique, il est important de se tenir fermement au principe que les transferts qui résulteraient de ces problèmes nombreux et complexes sont, d'un point de vue général, considérés comme affaires internationales et, de ce fait, doivent être soumis à un règlement et à une surveillance soignés » <sup>114</sup> . La position américaine est identique.

Ce comportement est le même face au problème sudète. Les autorités tchèques réitèrent leur volonté de procéder à des départs massifs de populations allemandes. Ceci indique indirectement la volonté acharnée de Beneš, ainsi que de ses acolytes, de régler définitivement la question. Le phénomène est si patent que le ministre anglais des Affaires étrangères est obligé, le 22 juin 1945, de se concerter avec son homologue américain pour mettre en place une attitude commune : « D'après notre opinion, nous devons bien faire comprendre aux Tchèques que cela sera l'affaire du conseil de contrôle allié, après que les questions principales auront été éclaircies par les gouvernements, de décider quand et selon quelles étapes les minorités allemandes résidant en dehors des frontières de l'Allemagne pourront rentrer dans ce pays (...). Il nous semble qu'une vaste concertation avec les Américains, au sujet du transfert de groupes ethniques en Europe, est souhaitable » <sup>115</sup> .

Au fur et mesure que la Conférence de Potsdam se rapproche, les Tchèques ne lâchent pas prise et une note du ministre Clementis, datée du 3 juillet, rappelle aux Anglo-Saxons « la nécessité politique d'évacuer une part considérable des populations

allemandes et hongroises de ce pays » <sup>116</sup> .

Mais là aussi, la réponse américaine est sensiblement la même que celle de janvier 1945. Ces échanges épistolaires montrent nettement que les Anglo-Saxons tiennent à ce que l'ensemble se fasse d'une manière ordonnée et selon des critères précis, alors que Soviétiques, Polonais et Tchèques veulent profiter de la situation chaotique dans laquelle se trouve l'Europe en 1945 pour régler, une bonne fois pour toute, le sort des populations allemandes. C'est dans ces conditions donc que la Conférence de Potsdam s'ouvre.

La situation est relativement simple. Les Soviétiques ne font aucune concession et soutiennent en sous-main les gouvernements polonais et tchèque dans leurs tentatives d'éradication des populations allemandes en Europe de l'Est. Les Américains et les Anglais tentent de faire fléchir la position soviétique, mais en vain.

En raison de ce blocage, au cours de la 8<sup>e</sup> séance, un protocole traitant des questions de transferts est mis en place. Ce dernier s'étale sur deux séances, les 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> . Il est à l'origine de l'élaboration d'un article particulièrement controversé, l'article XIII. Ce protocole est rédigé par les ministres des Affaires étrangères soviétique et américain, Molotov et Byrnes, et par Sir Alexander Cadogan, représentant le ministre des Affaires étrangères anglais Édén. Ce texte commence par un exposé de Cadogan qui explique que la Grande-Bretagne n'a pas de plan concret à présenter au sujet des transferts. Il propose que l'affaire soit remise au niveau du Conseil de contrôle allié. Pour comprendre son origine, nous sommes obligés de rappeler quelques faits. C'est le



30 octobre 1943 qu'est décidé la création de l'« *European Advisory Commission* » ou EAC dont l'objectif consiste à étudier la manière avec laquelle l'occupation et le contrôle de l'Allemagne doivent se réaliser. C'est dans le cadre de l'EAC qu'est signé, le 12 septembre 1944, le « Protocole de Londres » qui répartit les zones d'occupation de l'Allemagne dans ses frontières du 31 décembre 1937, ainsi que celles de Berlin par les puissances victorieuses : les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne. Par la suite, la France est incluse dans le système et obtient un secteur d'occupation prélevé sur les zones américaines et anglaises. Ce Protocole se trouve renforcé par la signature, le 14 novembre 1944, d'un « Accord sur le système de contrôle » en Allemagne (attributions et rôles des Puissances occupantes dans chaque zone d'occupation). C'est à partir de ces éléments qu'est créé le Conseil de contrôle des Alliés comme « Organe supérieur de contrôle concernant l'Allemagne comme de toutes les questions attenantes ». Ces résolutions de l'EAC sont le fondement juridique sur lequel repose la responsabilité des puissances victorieuses pour toute l'Allemagne ainsi que leur présence à Berlin. Ceci reste valable jusqu'à la réunification allemande en 1990.

C'est donc à partir de ce Conseil de contrôle – qui supervise tout en Allemagne – que Cadogan veut régler le problème des transferts en accord avec Bymes, qui considère que c'est l'unique commission compétente « pour le règlement de cette affaire »<sup>117</sup>. En accord avec Molotov et pour permettre le travail du Conseil de Contrôle, il est créé une branche spéciale, une sous-commission dirigée par Cannon, Harrison, Sobolev et Semenov<sup>118</sup>. Lors de la 10<sup>e</sup> séance du 28 juillet, les « Trois

Grands » confirment l'existence et le rôle de cette sous-commission. C'est une manière pour les Anglo-Saxons d'entériner l'affaire et de céder aux injonctions des Soviétiques car, après tout, que peuvent-ils faire – La séance du 31 juillet permet à cette sous-commission de rédiger l'article XIII des Accords de Potsdam, dans laquelle la question du transfert des populations allemandes est réglée et, comme nous le verrons, en aucun cas respectée par les Polonais, les Tchèques et les Russes. Et comme le note le juriste Otto Kimminich : « De ce fait, on ne parla plus des questions de population » <sup>119</sup> .

Cela est particulièrement patent. Les Anglo-Saxons ont perdu la manche et leurs homologues soviétiques, polonais, tchèques et hongrois ont le champ libre pour agir à leur guise. Le ministre américain des Affaires étrangères, Bymes, le reconnaît lui-même deux mois après la Conférence de Potsdam à l'ambassadeur américain en Tchécoslovaquie, Lawrence A. Steinhardt : « (...) En ce qui nous concerne, nous souhaitons ralentir les expulsions manquant de discernement et désordonnées afin d'éviter des épreuves superflues parmi les intéressés, ainsi que des charges inutiles dans les zones vers lesquelles les transferts devaient avoir lieu. Nous avons reconnu que certains transferts étaient inévitables, mais nous n'avions pas l'intention à Potsdam d'encourager ou de nous engager dans des transferts là où d'autres moyens d'arrangement étaient réalisables » <sup>120</sup> .

D'une certaine manière, les Anglo-Saxons ont été mystifiés. Mais que pouvaient-ils donc faire pour retourner la situation si ce n'est faire la guerre – Cette dernière n'étant pas possible, ils ont été obligés de lâcher prise. En tout cas, Churchill, lors de son fameux discours au *Westminster College* à Fulton, dans le Missouri, le 5 mars 1946, reconnaît

que « le gouvernement polonais, dominé par les Russes, a été encouragé à procéder à des digressions énormes et injustifiées, et que les expulsions en masse d'Allemands ont maintenant pris une dimension cruelle qui dépasse l'imagination » <sup>121</sup> .

Le point B de l'article IX, traitant de la frontière occidentale de la Pologne et l'article XIII qui touche au transfert ordonné et humain de la population allemande présentent des points litigieux. En effet, ils sont mal rédigés et surtout ne seront pas respectés. Leur violation donne la part belle à tous les gouvernements allemands depuis 1945, ainsi qu'aux associations de réfugiés – soucieux du respect des droits de l'Homme – pour favoriser l'émergence de normes juridiques au sein de l'Union européenne (comme à l'ONU) qui condamnent ce genre de pratiques. Ceci est d'autant plus réalisable qu'entre les affirmations de ces articles et la réalité, de nombreux « faux-pas » se sont glissés. Les articles IX et XIII sont liés. L'interprétation mauvaise d'un article se répercute sur l'autre.

En effet, nous pouvons distinguer les dérives suivantes. Par exemple, les Alliés dans l'article XIII soulignent que les transferts ne sont autorisés qu'à partir de la Pologne. Or les rédacteurs ont « oublié » de préciser quelles étaient les frontières polonaises au sein desquelles ces transferts devaient être organisés. Quand on relit l'article IX, il est bien précisé que les territoires allemands à l'Est de la ligne Oder Neisse sont placés sous administration polonaise. Cette situation doit demeurer ainsi jusqu'à la rédaction d'un traité de paix avec l'Allemagne. Or la Pologne procède à des expulsions massives (en Silésie, Poméranie...) comme si ces territoires étaient de sa pleine

souveraineté, alors que la situation est suspendue au règlement final d'un accord de paix. Il y a donc violation des Accords de Potsdam. Qui plus est, les représentants politiques polonais, tchèques et hongrois doivent suspendre leurs expulsions afin de permettre au Conseil de contrôle de vérifier les rapports de ses représentants en ce qui concerne les déplacements de populations. Comme nous allons le voir, cette demande est restée lettre morte. Ces gouvernements ont fait rapidement partir ces populations germaniques, sans attendre l'avis du Conseil de contrôle. Ces expulsions sont, là aussi, une violation flagrante des Accords de Potsdam. Il faut conserver à l'esprit tous ces événements et ceux qui suivent la capitulation allemande en 1945, car ces caractéristiques qui concernent la Pologne, la Tchécoslovaquie mais aussi à différents degrés, tous les pays d'Europe de l'Est sont, depuis que ces derniers désirent entrer dans l'Union européenne, en opposition totale avec les principes humanistes qui régissent les pays occidentaux. Or, pour entrer dans l'Union, il faut « montrer patte blanche », c'est-à-dire rejeter toutes les lois, références en tout genre qui sont contraires aux principes des droits de l'Homme. Ceci est d'autant plus justifié que les Allemands de ces pays ont vraiment souffert le martyre. Les réfugiés et leurs descendants, au sein des associations, demandent réparation pour toutes les violations contraires aux principes des droits de l'Homme... et l'Union européenne s'y prête si bien. Cette violation a été relevée dès le début par la célèbre journaliste américaine Anne O'Hare McCormick, dans son article du 13 novembre 1946 du *New York Times*, qui résumait l'échec des gouvernements anglo-saxons face aux Soviétiques par les propos suivants : « La décision la plus inhumaine jamais prise par un gouvernement voué

à la défense des droits de l'Homme » <sup>122</sup> .

## **L'expulsion des Allemands et la survivance au temps du communisme**

Le départ des populations germaniques d'Europe de l'Est avait déjà commencé avec les regroupements opérés par Hitler au début des années 1940. Cependant, cela n'a rien à voir avec les expulsions qui vont avoir lieu. Ces véritables « transhumances » font disparaître des siècles de présence économique et culturelle germanique dans tout l'Est européen. Ce phénomène est d'une très grande importance car il entraîne une rupture, la fin d'un monde dans toute cette zone. Cette période se caractérise par son aspect inhumain, sa brutalité et des exactions d'une grande sauvagerie. Nous pouvons distinguer essentiellement trois phases dans ces expulsions. La première correspond au départ ou plutôt à la fuite d'une partie des populations allemandes à l'arrivée de l'Armée Rouge; la seconde, aux expulsions brutales procédées par les gouvernements des pays de l'Est de la fin des hostilités à Postdam et poursuivies malgré les Accords et la volonté des Anglo-Saxons de poser à plat le problème (Ces derniers ont déclaré un moratoire qui suspend les expulsions afin de préparer l'arrivée de ces populations dans des conditions matérielles plus favorables); enfin, la mise en place d'un système de transferts plus organisé qui « atténue » les souffrances et achève le transfert des populations germaniques.

### *Les premiers départs*

Les populations germaniques habitant les

territoires orientaux du *Reich* ne connaissent guère le spectre de la guerre jusqu'à la mi-44. Le conflit à l'Est est bien loin. Cependant, avec le reflux de la *Wehrmacht*, le front se rapproche et l'inquiétude s'accroît. En effet, de nombreuses horreurs ont été commises par les Allemands à l'Est, en particulier, par les SS et les *Einsatzgruppen* à l'égard des Juifs, des partisans sévissant à l'arrière du front où tout simplement envers les civils. Peu à peu, une haine à l'égard des Allemands naît chez les Russes et tous les autres peuples de l'URSS. Cette haine est nourrie par une propagande efficace qui excite les esprits. Cette propagande, menée entre autres par Ilja Ehrenburg (mais aussi, Simonov, Surkov...), se manifeste à la radio, avec des tracts, par des propos du genre : « Les Allemands ne sont pas des êtres humains. A partir de maintenant, le mot "allemand" est le juron le plus grave (...). Pour nous, il n'y a rien de plus agréable que des cadavres allemands (...). Il n'y a pas plus enrichissant comme spectacle que celui d'une ville ennemie qui brûle. On cherche, dans son âme, un sentiment qui s'apparenterait à de la pitié, pourtant, on ne la trouve pas. Brûle Allemagne, tu n'as pas mérité mieux. Je ne pardonne et ne pardonnerai jamais ce que tu nous as fait endurer (...). Brûle maudite Allemagne » <sup>123</sup>.

Imaginons ces propos répétés inlassablement, de 1941 à 1944, dans les cerveaux passablement frustes des moujiks, afin de deviner sans peine l'état d'esprit qui les anime quand ils franchissent pour la première fois la frontière allemande. Cette propagande ininterrompue, associée aux atrocités de la guerre qui n'épanouissent pas vraiment, façonnent les comportements des soldats de l'Armée Rouge qui se manifestent, pour la première fois, dans les premiers villages conquis de

Prusse orientale, en particulier à Nemmersdorf. Le nom de ce petit village prussien est à retenir, car il est à l'origine de la fuite d'une partie des Allemands des territoires orientaux du *Reich*. Sans vouloir tomber dans le scabreux, il est utile de rappeler les atrocités qui s'y sont passées, car elles expliquent la fuite de ces populations et la politique pratiquée par Staline à Potsdam et par les gouvernements polonais et tchèque ensuite. Le 16 octobre 1944, les Soviétiques lancent une offensive qui leur permet de franchir la frontière allemande et d'occuper les districts dans la zone de Goldap et de Gumbinnen. Une contre-offensive de la *Wehrmacht*, le 5 novembre, permet de réoccuper le terrain et de constater les dégâts. Lors de sa parution devant le tribunal américain, le 5 juillet 1946, le général Erich Dethleffsen fait le rapport suivant: « Quand en octobre 1944 les unités russes ont percé les défenses allemandes et se sont avancées jusqu'à Nemmersdorf, elles ont torturé des civils dans de nombreux villages au sud de Gumbinnen, cloué certains aux portes et abattu d'autres. La plupart des femmes ont été violées. Les soldats russes ont abattu aussi une cinquantaine de prisonniers français. Les villages concernés ont été réoccupés par les forces allemandes en l'espace de 48 heures <sup>124</sup> (...), ou encore, « A l'abord de la ville, sur le côté gauche de la route, il y avait une grande auberge, la *Weisser Krug* (...). Dans la ferme, plus loin au bas de la route, il y avait une charrette où quatre femmes nues étaient clouées dans une position cruciforme. Derrière la *Weisser Krug*, vers Gumbinnen, il y a une place avec un monument au soldat inconnu (...). A côté, parallèlement à la route, il y avait une grange et à chacune de ses portes, était clouée une femme dans une position cruciforme. Dans les habitations, nous

avons trouvé un total de 72 femmes, y compris des enfants et un vieil homme de 74 ans, tous morts (...) tous assassinés d'une manière bestiale, sauf quelques-uns qui avaient des traces de balles à la nuque. Des bébés avaient la tête défoncée. Dans une pièce, nous avons trouvé une vieille femme de 84 ans, assise sur un sofa (...), la moitié de sa tête était détachée du reste par un coup de hache ou de bêche (...). Nous avons porté les corps au cimetière du village où ils reposaient en attendant une commission médicale étrangère (...). Les portes des granges sur lesquelles reposaient les corps, avaient été bloquées afin de permettre à la commission de les examiner. A l'unanimité, cette commission étrangère établit que toutes les femmes, y compris les filles de 8 à 12 ans et même la vieille femme de 84 ans avaient été violées (...)

» 125 .

Tout le reste est à l'avenant. Les plus bas instincts de l'humanité éternelle se sont exprimés avec une sauvagerie inouïe dans ce village. La nouvelle se répand en Allemagne et Nemmersdorf devient le symbole de ce qui se passerait pour les Allemands tombant sous la coupe soviétique. Effectivement, des centaines de villes et de villages dans tout l'Est de l'Allemagne ont connu ces atrocités. Le résultat ne se fait pas attendre, c'est la fuite à l'Ouest. Le plus souvent, c'est sous forme de convoi ou *Trek*, qu'ont lieu les départs comme pour leurs lointains ancêtres. Compte tenu de l'arrivée des troupes soviétiques coupant de nombreuses routes vers le Brandebourg, certains fuient vers la Silésie pour gagner Dresde (ces malheureux connaîtront un sort affreux avec le bombardement inutile de février 1945 causant environ 135 000 morts); d'autres, de Prusse orientale, fuient par centaines de milliers vers la



mer, se dirigeant pour cela vers le *Haff* (lagune), sorte de petite mer intérieure entre Königsberg et Dantzig qui en hiver, a le bonheur d'être gelé. Ceci leur permet de gagner le petit port de Pillau ainsi que le *Nehrung* (langue de terre) où l'on estime qu'environ 500 000 Prussiens orientaux ont pu s'échapper <sup>126</sup> . La marine de guerre et de commerce ainsi que de simples bateaux jouent un rôle essentiel pour l'évacuation de ces populations. Ces opérations de sauvetage, réalisées sous la direction de l'amiral Konrad Engelhardt et supervisées par l'amiral Dönitz, permettent, sur l'ensemble de la côte prussienne, l'évacuation, grâce à 790 navires en tous genres, de 2 à 3 millions de personnes jusqu'en mai 1945 <sup>127</sup> . L'imprécision du chiffre s'explique évidemment en raison du désordre dans lequel l'opération se déroule. Cependant, cette évacuation est absolument remarquable en raison du nombre de personnes transportées, malgré la panique évidente, des attaques aériennes et des sous-marins soviétiques. Ainsi un bâtiment comme le *Wilhelm Gustloff* coule avec 7 000 passagers à bord, après avoir été torpillé (838 survivants); le pire exemple est le *Goya* , avec 6 à 7 000 passagers, dont seuls 183 survivent <sup>128</sup> .

On estime que « seulement » 20 000 à 25 000 personnes périssent dans ces évacuations maritimes, soit environ 1% de l'ensemble <sup>129</sup> . Tous ces bateaux se dirigent vers le Schleswig-Holstein ou le Danemark. L'arrivée massive et brutale de ces populations explique le comportement des Anglo-Saxons qui, effrayés de cette avalanche humaine maritime et terrestre ainsi que des désordres qui en découlent, cherchent après la capitulation à arrêter ces migrations. Le problème est le même avec les Allemands du

Danube (*Donauschwaben* ) qui, comme leurs coreligionnaires de Prusse, fuient l'arrivée de l'Armée Rouge. Les premiers départs ont lieu fin septembre 1944; le 5 octobre, ce sont les Allemands de Syrmie; le 8 octobre, les Allemands du Batschka. On estime que 370 000 personnes ont fui (70,7% étaient des Allemands; parmi les autres « fuyards », il faut entre autres compter des Croates), 31 000 sont mortes (5,9%), 55 000 sont rattrapées et retenues dans des camps par les partisans de Tito (10,5%), seules 30 000 ont survécu dans l'ancienne Yougoslavie <sup>130</sup> . Comme il l'a été souligné, les Anglo-Saxons ont apporté leur caution en ce qui concerne les « Réparations en nature » exigées par Staline. Dès janvier 1945, donc avant même Yalta et la prise de cette décision, 30 000 Allemands de Transylvanie sont déportés en URSS <sup>131</sup> ; il en va de même avec les Allemands du Banat qui, à la même époque, sont 40 000 à être transférés <sup>132</sup> . Il va de soi que beaucoup de ces Allemands n'ont pas eu besoin « d'un billet retour ». En tout et pour tout, on estime que 874 000 civils allemands ont été déportés en URSS <sup>133</sup> et que 45% ont péri (les plus touchés sont les Allemands du Danube, du Siebenburgen, les Prussiens orientaux et les Poméraniens) <sup>134</sup> . Cependant, la fin des hostilités n'apporte pas de répit à la situation de ces populations allemandes.

### *L'action des gouvernements tchèque et polonais*

En effet, sitôt la capitulation allemande entérinée, les autorités politiques polonaises, tchèques et des autres pays de l'Est « mettent les bouchées doubles » pour expulser les populations

allemandes de leurs contrées avant les Accords de Potsdam. Il s'agit de vider ces zones le plus rapidement possible, de leurs populations allemandes afin d'en annexer les territoires avant les pourparlers. De cette manière, parler du problème allemand à Potsdam est un non-sens puisqu'il n'y a plus d'Allemands. Staline fait tout pour le faire croire. Cependant, le système n'a pas marché. Il reste encore des populations germaniques quand la Conférence commence. En effet, quand le 8 mai 1945 met fin à la guerre, les gouvernements polonais et tchèque passent outre les accords et recommandations émis par les Anglo-Saxons les mois précédents. Pour les Polonais, les choses se passent de la manière la plus simple possible. Une pluie de décrets et ordonnances en tout genre tombent sur les territoires allemands annexés par la Pologne alors que, nous le rappelons, ils sont sous administration polonaise et non partie intégrante du territoire national. Ainsi la loi du 6 mai 1945 oblige à ce que « toute fortune mobilière qui était de la possession ou de la propriété de l'État allemand (...), ainsi que les biens d'individus de nationalité allemande ou de personnes qui sont passées à l'ennemi »<sup>135</sup> reviennent à l'État polonais. La conquête des territoires par l'Armée Rouge entraîne, dans son sillage, la polonisation administrative de la zone. C'est, par exemple, la création du voïvode de Gdansk (Dantzig), le 30 mars 1945, suivi le 24 mai par la mise en place « du décret concernant l'administration des territoires nouvellement acquis »<sup>136</sup>.

Les populations allemandes sont expulsées *manu militari* de leurs logements grâce à une milice de citoyens qui, créée par le « Ministère des territoires nouvellement acquis » (fondé le 13

novembre 1945), expulsee à tour de bras <sup>137</sup> . Cependant, même si ces départs ont commencé bien avant, ils sont mieux organisés par l'État polonais à partir de cette date. Les premières expulsions brutales en temps de paix commencent dès juin/juillet 1945 avec une première vague de 250 000 Allemands <sup>138</sup> (nous pouvons distinguer essentiellement 4 phases). Comme pour toutes les autres qui vont suivre, le procédé est le suivant : occupation de la localité par les Polonais, annonce du départ vers la zone soviétique pour telle date, droit d'emporter uniquement le strict nécessaire. A la date fixée, ces populations allemandes constituées en colonne et encadrées par les Polonais sont dirigées vers l'Oder ou la Neisse et « débarquées » en Allemagne. La brutalité de la méthode est une surprise pour la plupart des Allemands qui ne croyaient pas que leur pays, leur *Heimat* , deviendrait terre étrangère comme le décrit une de ces nombreuses victimes : « Le 12 juillet 1945, notre village fut complètement occupé par les Polonais. Nous avons vite remarqué qu'ils étaient venus pour s'approprier nos maisons, nos métairies, la terre et le reste de nos biens, mais ce qui allait se passer tout de suite après, nous ne le pressentions pas encore (...). Il (le Polonais dirigeant le groupe) afficha un bulletin de la part du *Landrat* de Landsberg (...). Le 15 juillet 1945, nous sommes amenés vers l'Oder avec une valise dont le poids prescrit est de 30 livres, conduits par la milice polonaise et, plus d'une fois, rançonnés par elle (...); arrivés au pont de l'Oder à Francfort, on nous laissa à notre sort » <sup>139</sup> .

A l'approche de la Conférence de Potsdam, les autorités polonaises freinent temporairement les expulsions afin de ne pas trop attirer les foudres des Anglo-Saxons. Alors que les Accords stipulent

bien que ces transferts doivent avoir lieu « d'une manière ordonnée et humaine » et que le Conseil de contrôle allié doit superviser le tout (en plus, ces transferts sont censés être suspendus, comme le prévoit l'Article XIII), le gouvernement polonais reprend de plus belle les expulsions. La deuxième vague dans la deuxième moitié de l'année 1945 atteint le cap des 400 000 expulsés au moment où les Alliés mettent en place, le 20 novembre 1945, un programme pour permettre l'évacuation de ces populations d'une manière moins douloureuse. L'année 1946 est celle du grand nettoyage puisqu'on y compte 2 millions d'Allemands évacués lors de la troisième vague de départ. Elle s'achève dans l'hiver 46/47 avec une quatrième et dernière vague d'environ 500 000 départs <sup>140</sup> . Après tout cela, nous pouvons distinguer deux groupes à résider encore en Pologne. Le premier est constitué des quelques restes de cette population allemande qui émigre (en partie) dans les années à venir sous le nom de *Spätaussiedler* (littéralement, « émigrés tardifs », ces derniers ont été gardés en Pologne pour des raisons économiques); le deuxième groupe est constitué de cette catégorie plus ou moins germanisée (le *Schwebende Volkstum* ), mais qui conserve des caractéristiques slaves (dialecte germanopolonais). Ce groupe est maintenu en place, car considéré comme « autochtone » par le gouvernement polonais et digne d'être repolonisé. Cette minorité se situe en Haute-Silésie (région d'Oppeln), en Mazurie et dans le Sud de l'Ermland (Prusse orientale). Ce sont ces « Allemands » que nous retrouveront après la chute du Mur et qui ont le droit à des prévenances particulières de la part de l'Allemagne.

Les mesures d'expulsion qui se sont abattues

sur les Allemands à l'Est de la ligne Oder-Neiße ont touché aussi les Sudètes, mais plus tardivement. En effet, la Bohême et la Moravie sont les derniers territoires à être libérés de la coupe allemande avec la reddition du général Schörner. Comme pour la Pologne, des décrets vont s'abattre. Ce sont les décrets Beneš. Publiés entre le printemps 1945 et le 28 octobre de la même année, ils sont au nombre de 143. Ces mêmes décrets sont rétroactivement approuvés le 28 mars 1946 par l'Assemblée nationale provisoire tchécoslovaque. Comme pour les mesures prises par les Polonais, elles n'ont aucune légitimité démocratique puisque, comme il l'a été souligné, depuis son retrait des affaires politiques, Beneš est à classer dans la catégorie des personnes privées dont le mandat n'a pas été renouvelé par des élections libres. A cela, il faut ajouter que cette Assemblée nationale n'a aucune légitimité démocratique. Ces décrets forment l'assise de l'État tchèque et ont encore force de loi en 2000. Les principaux décrets Beneš sont les suivants :

- Les décrets d'expropriation n° 12 (21 juin 1945) et 108 (25 octobre 1945).

- Le « grand décret de rétribution » n° 16 du 19 juin 1945 qui entre autres prévoit la création de tribunaux populaires extraordinaires et qui condamne à mort 475 Allemands. Ces condamnations sont considérées comme « un assassinat juridique » par les Sudètes.

- Le décret qui déclare les Sudètes déchus de leur nationalité tchécoslovaque n° 33 (2 août 1945).

- Deux décrets sur le travail obligatoire (n° 71 du 19 septembre 1945) et sur les travaux forcés (n° 126 du 27 octobre 1945).

- Le décret n° 122 (18 octobre 1945) qui dissout les universités allemandes de Prague et de

Brünn.

– Le « décret d’amnistie » n°115 (8 mai 1946) où sont déclarés comme « n’étant pas illégaux » les crimes commis sur les Allemands et les Hongrois en cours d’expulsion. Il n’y eut aucun Tchèque, seulement un Slovaque, condamné pour avoir commis un crime au moment de ces événements. En réalité, ce sont des milliers de crimes et viols qui ont été perpétrés et qui sont restés impunis.

– Le décret n° 131 (6 mai 1948) qui dissout les églises évangéliques allemandes de Bohême, de Moravie et de Silésie <sup>141</sup> .

Ces décrets et les autres permettent de nettoyer le pays de la présence germanique multiséculaire (700 ans). En opposition totale avec les conseils et directives des Anglo-Saxons, confirmés à Postdam, le gouvernement Beneš expulse ces Allemands à peine après l’arrivée des « libérateurs soviétiques ». La couleur est annoncée sans ambiguïté par le ministre de l’information Kopecký le 29 mai 1945 : « Nous voulons profiter de notre grande victoire sur les Allemands pour procéder à une offensive nationale de grande envergure afin de nettoyer le territoire frontalier de notre pays de leur présence. Le général Svoboda envoie ses troupes et ses unités de partisans qui ont fait leurs preuves pour nettoyer ces territoires de ces Allemands » <sup>142</sup> .

Des paroles, on passe rapidement aux actes. Nous pouvons distinguer essentiellement 4 phases :

1. Entre mai et novembre 1945, des expulsions de masse ont lieu à partir d’îlots germanophones (Brünn, Iglau...) et de territoires frontaliers par les autorités tchécoslovaques et la « Garde révolutionnaire ». Des exactions nombreuses sont commises.

2. De novembre 1945 au 19 janvier 1946, de

nombreuses personnes s'efforcent, en raison de la terreur persistante, de fuir par petits groupes le territoire tchèque.

3. C'est essentiellement entre le 19 janvier 1946 et le 27 novembre de la même année qu'ont lieu les expulsions les plus nombreuses. On compte, en effet, 1000 transports ferroviaires, emmenant chacun en moyenne 1 200 Sudètes.

4. Après novembre 1946, ce ne sont plus que « quelques résidus » qui quittent le pays. Il ne reste plus qu'environ 250 000 Sudètes perdus dans la masse slave <sup>143</sup>.

L'anéantissement de cette communauté germanique en Tchécoslovaquie n'empêche nullement Beneš d'affirmer le plus sérieusement du monde, le 14 octobre 1945 à Melnik: « Toute notre méthode (...) doit être fondée sur des principes humains, honnêtes, justes et moraux, en accord et soigneusement planifiés avec tous nos alliés. Notre peuple ne veut en rien entâcher la réputation d'un régime démocratique et humainement respectable » <sup>144</sup>.

En ce qui concerne les autres pays d'Europe centrale, les communautés germaniques disparaissent de Yougoslavie (fuites, massacres, déportations vers l'URSS), tandis que les autres (en Hongrie et en Roumanie) subsistent, considérablement amoindries et en butte à l'hostilité des populations et des régimes communistes.

### *La réponse des Alliés*

L'idée de transférer les Allemands dans des conditions humainement acceptables, s'est imposée peu à peu aux Alliés. Cependant, vue l'ampleur de la tâche, ils se rendent compte que ces expulsions



prendront du temps en raison du nombre important de personnes à déplacer, mais aussi en raison des conditions matérielles désastreuses qui touchent l'Allemagne en 1945. A cette époque, il y a pour les Anglo-Saxons une « référence » en matière d'expulsion organisée; c'est celle du Traité de Lausanne de 1923 qui permit l'échange des populations turques et grecques (soit 1 350 000 Grecs contre 430 000 Turcs). Or ces transferts prirent environ 6 ans. Lors d'un débat à la Chambre des Lords le 8 mars 1944, le comte Mansfield rapporte ceci : « Si le transfert des Grecs et des Turcs a pris approximativement 6 ans, il se pourrait bien que les autres transferts (ceux des Allemands) prennent 20 ans ou même plus. C'est certainement une affaire qui ne peut pas être précipitée » <sup>145</sup>.

Comme il a été vu précédemment, des accords ont été pris entre les Anglo-Saxons et les Polonais, Tchèques et Soviétiques afin que ces transferts se passent d'une manière ordonnée et humaine. Ces pays de l'Est ont, apparemment, accepté ces mesures. En réalité, sitôt au pouvoir, leurs dirigeants font tout pour accélérer les expulsions. Suite aux Accords de Potsdam, et en particulier à l'article XIII, les Alliés tentent de mettre sur pied un système qui régule ces déplacements de populations. Ainsi le télégramme de l'ambassade de Grande-Bretagne au ministère des Affaires étrangères américain du 22 juin 1945 est très clair: « Cela sera à la Commission de contrôle alliée, quand les principales questions de fond auront été tranchées entre les gouvernements, de décider quand et à quel rythme les minorités allemandes résidant à l'extérieur des frontières de l'Allemagne pourront être admises dans ce pays » <sup>146</sup>.

Le problème réside dans le fait que les

Soviétiques, qui tiennent en main la Pologne et la Tchécoslovaquie, ne font rien pour encourager ces gouvernements à véritablement coopérer avec les Anglo-Saxons. Ces derniers demandent l'arrêt de ces expulsions; les gouvernements polonais et tchèque répondent par l'affirmative... et les expulsions continuent de plus belle. Le but de ces pays, en déplaçant toutes ces populations germaniques, consiste à mettre les Alliés devant le fait accompli, tout en profitant de la protection soviétique qui cautionne cette politique. Finalement, après le pangermanisme, on passe au panslavisme. Face à cette totale violation de l'Article XIII, les Alliés se rendent compte de plus en plus qu'ils sont en quelque sorte « floués ». C'est le constat que fait l'ambassade anglaise aux Américains le 9 septembre 1945 : « Malgré les demandes qui leur ont été faites par les trois gouvernements suite aux Accords de Potsdam, les autorités polonaises continuent de toute manière par des moyens détournés à expulser ce qui reste d'Allemands résidant dans des territoires transmis à l'administration polonaise. Les difficultés ainsi créées pour la Commission de contrôle, déjà formidables suite aux expulsions précédentes, deviennent chaque jour de plus en plus importantes »<sup>147</sup>.

La situation est d'autant plus pénible que ce sont des réfugiés épuisés qui s'installent dans une Allemagne anéantie. Pour ce pays, l'année 1945 est, selon une formule bien ramassée, « l'année zéro ». Le journal *The Economist*, du 15 septembre 1945, résume bien la situation du moment: « En dépit des déclarations de Potsdam appelant à un arrêt de ces expulsions de masse des populations allemandes, désordonnées et inhumaines, l'exode forcé des provinces de Prusse orientale, de

Poméranie, de Silésie et d'une partie du Brandebourg – qui avaient une population de 9 millions en 1939 – continue. Il en va de même de l'expulsion de 3,5 millions de Sudètes de Tchécoslovaquie (...). Le Ministère des affaires étrangères devrait mettre un arrêt à cette tragédie épouvantable. La migration de ces millions de personnes dans ces régions se fait pratiquement sans nourriture ou sans abri. Les espaces habitables des larges centres urbains sont surpeuplés, avant même leur arrivée, et la campagne a atteint ses limites pour les loger. Le résultat inévitable sera que des millions d'entre eux mourront de faim et d'épuisement. Les Allemands, sans aucun doute, ont mérité une punition; mais pas une torture de ce genre. Si les Polonais et les Tchèques souhaitent être considérés à un niveau plus élevé dans le domaine de la civilisation par rapport aux nazis, ils devront arrêter les expulsions tout de suite » <sup>148</sup>.

Mais la nature humaine étant partout la même, les Polonais et les Tchèques continuent dans cette voie. Le moratoire de l'article XIII s'avère donc être un total échec. Forts de ce constat, les Anglo-Saxons décident de mettre en place des mesures pour canaliser ce flot humain. Ainsi le Conseil de contrôle allié élabore un plan, le 20 novembre 1945, qui fixe les conditions suivantes. Des 3,5 millions Allemands vivant dans les territoires administrés par la Pologne, 2 millions se rendent dans la zone soviétique, le reste dans la zone britannique; pour les 2,5 millions de Sudètes, il est prévu que 1,75 million soient destinés à la zone américaine et 750 000 à la zone soviétique; les 500 000 Allemands de Hongrie sont admis en zone américaine; enfin les 150 000 Allemands résidant en Autriche sont envoyés dans la zone française. L'ensemble de ces transferts doit être clos pour le

1<sup>er</sup> août 1946. Le programme de tous ces transferts est réparti en 7 tranches :

1. Durant le mois de décembre au rythme de 10% pour l'ensemble des populations concernées

2. Durant les mois de janvier et de février 1946 au rythme de 5% pour l'ensemble des populations concernées.

3. Durant le mois de mars 1946 au rythme de 15% pour l'ensemble des populations concernées.

4. Durant le mois d'avril 1946 au rythme de 15% pour l'ensemble des populations concernées.

5. Durant le mois de mai 1946 au rythme de 20% pour l'ensemble des populations concernées.

6. Durant le mois de juin 1946 au rythme de 20% pour l'ensemble des populations concernées.

7. Durant le mois de juillet 1946 au rythme de 10% pour l'ensemble des populations concernées.

149

Il est à préciser que les difficultés sont telles qu'en réalité, le programme ne commence qu'à la mi-janvier 1946. La fin du transfert est décalée d'autant. Il est difficile, en effet, pour les Alliés d'accueillir et de répartir une population en état de malnutrition dans un pays où la ration quotidienne est tombée à 1 000 calories. Ainsi, l'Europe centrale et orientale se vide de la quasi-totalité de sa population germanique. C'est, d'un point de vue numérique, le plus grand transfert de population sur le continent européen. Les chiffres sont les suivants :

## **La population allemande des territoires expulsés**

### ***Avant l'expulsion***

## *Population allemande en 1939*

Territoires orientaux du <i>Reich</i> allemand :	9 575 000
Silésie	4 577 000
Prusse orientale	2 473 000
Poméranie orientale	1 884 000
Brandebourg oriental	642 000
 Pays d'Europe centrale et orientale	
Tchécoslovaquie	3 477 000
Pologne	1 371 000
Roumanie	786 000
Hongrie	623 000
Yougoslavie	537 000
Dantzig	380 000
États baltes et Memel	250 000
<b>TOTAL</b>	<b>16 999 000</b>
– Excédent des naissances	<u>+659 000</u>
	<b>SOIT 17 658 000</b>
– Pertes de guerre	<u>-1 100 000</u>
– Population allemande à la fin de la guerre	<b>16 558 000</b>

A cela, il faut rajouter 1,5 à 2 millions d'Allemands en URSS

***Après les expulsions (1945-1950)***

*Expulsés*

Des territoires orientaux du Reich	6 944 000
De Tchécoslovaquie	2 921 000
Des autres pays	<u>1 865 000</u>
<b>SOIT</b>	<b>11 730 000</b>

*Restés au Heimat*

Dans les territoires orientaux du Reich	1 101 000
En Tchécoslovaquie	250 000
Dans les autres pays	<u>1 294 000</u>
<b>SOIT</b>	<b>2 645 000</b>
Prisonniers supposés vivants	72 000
<b>TOTAL</b>	<b>14 447 000</b>

*Morts et disparus durant les expulsions*

Dans les territoires orientaux du <i>Reich</i>	<b>000</b>
En Tchécoslovaquie	<b>267 000</b>
Dans les autres pays	<b><u>619 000</u></b>
<b>SOIT</b>	<b><u>2 111</u></b>
	<b><u>000</u></b>
<b>TOTAL</b>	<b>16 558</b>
	<b>000</b>

*Nombre total des Allemands  
expulsés en 1966 (estimation )*

En République fédérale d'Allemagne	<b>10 600</b>
	<b>000</b>
En République démocratique d'Allemagne	<b>3 500</b>
	<b>000</b>
En Autriche et dans les autres pays occidentaux	<b>500 000</b>
	<b>1 100</b>
Pertes de guerre	<b>000</b>
	<b><u>2 111</u></b>
Pertes dues aux expulsions	<b><u>000</u></b>
<b>TOTAL DES PERTES</b>	<b>3 211</b>
	<b>000</b>

Source : Kulturelle Arbeitshefte n° 29, op. cit, p. 15.

La disparition de la présence germanique dans tout l'Est européen (il n'en reste plus que des lambeaux) met fin à près de mille ans d'histoire dans toute cette région. Une si longue période n'est pas sans laisser de traces et sans marquer à tout jamais, d'un côté l'histoire de l'Allemagne, de l'autre celle des pays d'Europe de l'Est. En effet,

l'autre celle des pays d'Europe de l'Est. En effet, de nombreux Allemands ou germanophones, célèbres dans de multiples domaines, sont originaires de ces contrées. Ainsi nous trouvons pêle-mêle le maréchal Paul von Hindenburg, originaire de Posen, ainsi que l'ingénieur Werner von Braun; le socialiste Kurt Schumacher né à Kulm (Prusse occidentale); l'historien de l'art Georg Dehio né à Reval (Estonie); le célèbre fabricant de voiture, Ferdinand Porsche né en plein pays sudète à Reichenberg; le naturaliste Gregor Mendel, Sudète né dans le village morave de Heinzendorf; le poète Rainer Maria Rilke né à Prague, idem pour l'écrivain Franz Kafka; Sigmund Freud né en Moravie à Freiberg; le musicien Gustav Mahler né à Kalischt en Slovaquie; l'écrivain Johann Gottfried Herder né à Königsberg en Prusse orientale, comme Emmanuel Kant; Arthur Schopenhauer né à Dantzig en Prusse occidentale; le poète Ewald von Kleist né à Köslin en Poméranie ou le peintre Caspar David Friedrich né à Greifswald; le physicien Max Born né à Breslau en Silésie comme le fameux chef d'orchestre Otto Klemperer; le poète Joseph von Eichendorff, né à Lubowitz près de Ratibor; ou encore Conrad Haas originaire de Transylvanie, né en 1529, véritable pionnier en matière de construction de fusées qui ressemblent, à s'y méprendre, au futur V2 (bon sang ne saurait mentir); bref un arsenal de gens de qualité qui a marqué l'histoire de toute l'Europe centrale et de l'Allemagne. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il ne reste pratiquement plus rien. L'Allemagne paie très cher la folie hitlérienne, surtout que, pendant 45 ans, une véritable chape de plomb communiste s'abat sur ces pays. Les rescapés de cette tragédie tentent de survivre.



## *Les minorités allemandes durant la guerre froide ou des braises sous la glace*

Toute la période de la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'au début des années 1990 est une époque de souffrance et d'étouffement pour les minorités allemandes rescapées des expulsions. Les séquelles de la guerre les font apparaître comme « fascistes » aux yeux des populations locales, sentiments que la propagande se charge d'amplifier. Pour l'ensemble de ces populations germaniques, la situation est relative simple, elles n'ont pas de droits qui protègent leurs spécificités. Si ces droits existent dans la constitution, ils ne sont guère appliqués dans la pratique. Le point brûlant est celui de la Pologne et la question de la ligne Oder-Neiße. L'Allemagne étant coupée en deux et appartenant à deux mondes opposés, chaque côté considère cette frontière différemment. Cette nouvelle frontière germano-polonaise est reconnue par la République démocratique allemande, le 6 juillet 1950, par l'accord de Görlitz, selon la bonne formule marxiste-léniniste, comme « la frontière intangible de l'amitié et de la paix ». Mais cet accord n'est en rien accepté par la République fédérale d'Allemagne, qui estime que le règlement définitif ne peut se faire qu'après un traité de paix en bonne et due forme. A cela, il faut ajouter le problème de la minorité allemande résidant en Pologne. On estime que 1,7 million d'Allemands vivent encore dans ce pays en 1950<sup>150</sup>. En 1956, le gouvernement allemand souligne que « le droit à la *Heimat* et à l'auto-détermination sont des éléments intangibles pour le règlement du sort des personnes et des peuples victimes des expulsions ou privés de libertés »<sup>151</sup>.

Comme nous l'avons vu, les nazis avaient

établi une liste de 4 groupes pour les populations vivant dans les territoires orientaux du *Reich*, ainsi qu'un statut pour les populations germanophones résidant au sein du Gouvernement général. N'oublions pas que beaucoup de ces Allemands étaient citoyens polonais avant 1939, avant d'acquérir la nationalité allemande avec Hitler. Le gouvernement polonais, qui récupère ces populations, procède en quelque sorte à « un tri ». Les groupes 3 et 4 n'ont qu'à exprimer une déclaration de fidélité à l'État polonais pour recouvrer la nationalité polonaise. Le groupe 2 doit, en revanche, suivre tout un processus de réhabilitation pour mériter l'obtention de la nationalité polonaise. Ceux qui refusent, rejoignent le groupe 1, c'est-à-dire qu'ils sont expulsés ou font un séjour dans des camps de travail en Pologne, voire sont carrément déportés en URSS. En ce qui concerne les « autochtones », c'est-à-dire ces populations plus ou moins germano-polonaises dans le dialecte et les coutumes (*Schwebendes Volkstum*), le gouvernement polonais établit une « Commission de vérification » qui étudie les origines polonaises de ces habitants, leurs noms de famille.... A la fin, une simple déclaration de fidélité à l'État polonais permet d'obtenir la nationalité polonaise. Cela se passe en deux étapes. D'abord les candidats obtiennent une nationalité polonaise provisoire qui, ensuite, par un décret du 28 avril 1946 leur attribue la nationalité polonaise définitivement. Ceux qui refusent cette nationalité sont classés dans le groupe 1 et sont expulsés. Les élections en 1920 et 1921 dans une partie de la Prusse orientale et en Haute-Silésie avaient donné la majorité à la population désireuse de rester dans le *Reich* (d'une manière écrasante pour ceux de Prusse orientale). Ces populations, voyant que leurs coreligionnaires plus « teintés » de

germanisme aux yeux des dirigeants de Varsovie sont obligés de quitter leurs terres ancestrales, jouent en quelque sorte la comédie de la « polonité convaincue » pour rester sur leurs terres, dans leur *Heimat* (la plupart sont des paysans). Leurs descendants sont ceux que l'on retrouve depuis 1990 et qui « louchent » vers Berlin.

Ainsi cette « Commission de vérification » passe en revue 1 017 086 « autochtones », vérification qui prend fin le 1<sup>er</sup> avril 1948. A cela il faut ajouter que 170 000 personnes ne passent pas les critères de vérification ou se voient refuser par le gouvernement polonais l'obtention de la nationalité jusqu'en 1951. Mais le pays ayant besoin de bras, une nouvelle loi sur l'obtention de la nationalité est votée le 8 janvier 1951 et impose la nationalité polonaise à ces 170 000 personnes. Désormais, ces populations germanophones subissent une politique de polonisation.<sup>152</sup>

Le problème avec les communistes polonais repose sur le fait qu'ils refusent d'accorder des protections à la minorité allemande dans les domaines scolaire, administratif, culturel.... D'ailleurs, la constitution polonaise ne reconnaît même pas l'existence de minorités, a fortiori, de minorité allemande. Ce comportement est favorisé par le grand frère soviétique qui sous le règne de Staline n'accorde aucune facilité aux Allemands déportés à l'Est de l'Oural. Il faut attendre le décret du Soviet suprême du 13 décembre 1955 pour assister à un léger dégel des conditions drastiques imposées aux Allemands de Russie. Ce décret autorise les déplacements. En outre, ils ne sont plus soumis à un contrôle policier. Mais le retour dans leurs régions d'origine (le territoire de la Volga, le Sud de l'Ukraine) leur est formellement interdit. Quelques gestes en leur faveur sont faits comme

l'apparition de journaux allemands (« *Neues Leben* » à Moscou en 1957) ou des émissions radiophoniques en langue allemande au Kazakhstan en 1957 et en Kirghizie en 1962 <sup>153</sup> .

La Seconde Guerre mondiale marque une véritable césure pour le peuplement allemand en URSS. Dans les années 1920, les populations germaniques se répartissaient de la manière suivante : 32% en Ukraine et dans les zones européennes de l'URSS, 55% dans la République de la Volga; mais dans la partie asiatique, 6% en Sibérie, 4% au Kazakhstan et moins d'un pour cent en Asie centrale. Dans les années 1970, les proportions ont totalement changé. On constate qu'elles sont à peine 2% en Ukraine et 19% dans les autres régions européennes de l'URSS, mais 24% en Sibérie, 47% au Kazakhstan et 9% en Asie centrale. Le basculement de la population allemande d'Ouest en Est se caractérise par une baisse de 87% à 20% d'Allemands dans la partie européenne et une augmentation dans la partie asiatique de 11% à presque 80% <sup>154</sup> .

Le décret du soviet suprême du 29 août 1964, sous Khrouchtchev, lève les accusations portées à l'égard des Allemands de Russie (espionnage au profit de l'ennemi...). Cependant, les restitutions d'anciens territoires de peuplement dans la partie européenne ne sont pas autorisées. Cet émiettement des populations germaniques sur de vastes étendues à l'Est de l'Oural amène à un début de russification. Ainsi l'on assiste à une érosion notable de la maîtrise de la langue allemande ou de ses dialectes par ces habitants; elle passe de 95% en 1926 à 75% en 1959 pour tomber à 48,7% en 1989 <sup>155</sup> . Cette situation est due aussi à une urbanisation de la population qui se « noie » dans un ensemble russophone <sup>156</sup> .

Face à cette détérioration, des délégations courageuses d'Allemands de Russie osent se rendre soit à Moscou, soit auprès du gouvernement de leur État afin d'obtenir la possibilité de rétablir la République de la Volga. De 1964 à 1988, ce ne sont pas moins de huit délégations qui tentent l'aventure, mais sans succès <sup>157</sup>.

De toute manière, le phénomène est général dans l'ensemble des pays de l'Est. Ainsi, en Tchécoslovaquie, les débris de la communauté sudète ne bénéficient d'aucun droit. Leur sort ne s'améliore qu'à partir de l'année 1968 où Dubcek tente d'instaurer un socialisme qu'il veut désespérément à visage humain. Malgré son échec avec l'arrivée des chars soviétiques, la nouvelle constitution tchèque, qui entre en vigueur le premier janvier 1969, maintient les articles ayant trait à la protection des minorités. En effet, les articles 3 (5 alinéas) et 4 (3 alinéas) reconnaissent des libertés en matière d'utilisation de la langue dans les domaines administratif, culturel, de l'information ainsi que le rejet de toute contrainte pour slaviser ces populations sudètes <sup>158</sup>. Cependant, il ne s'agit pas de s'emballer face à ces mesures libérales. Elles sont comme les fameux villages Potemkine..., de belles façades sans rien derrière. Ces articles n'ont pas d'application réelle sur le terrain, même si des journaux de langue allemande apparaissent comme la « *Neue Prager Presse* » ou le « *Tschechoslowakisches Leben* ». Ces mesures sont plutôt réalisées pour tromper les « idiots utiles » occidentaux.

La situation est aussi pénible pour les Allemands de Roumanie, à qui l'on refuse les moindres droits. Ainsi ils perdent leurs droits politiques et ne sont pas reconnus dans le statut des minorités. Avec la réforme agraire des

communistes du 23 mars 1945, ils perdent l'ensemble de leurs propriétés agricoles. On compte environ 75% d'Allemands à travailler dans l'agriculture. « Nécessité faisant loi », ils sont obligés de se rendre dans des grands centres urbains pour y trouver un travail. Ce n'est que le 7 septembre 1950 qu'ils obtiennent le droit de vote. Une certaine libéralisation en 1956 permet la restitution des métairies (sans le matériel) et une amélioration de leurs droits sans pour autant que des garanties leur soient accordées en tant que groupe minoritaire <sup>159</sup>. Cependant, ce début d'amélioration fond comme neige au soleil, au début des années 1970 avec Ceaucescu, qui impose une série de mesures restrictives. Ces dernières tentent de dégermaniser et d'acculturer ces populations germaniques en favorisant, selon sa propre expression, « une homogénéisation de la société » <sup>160</sup>. Même si des journaux de langue allemande ont droit de cité <sup>161</sup>, ils sont tenus de faire part des grandioses déclarations du « Génie des Carpates » au point que cela remplit l'intégralité des journaux. Cependant, entre deux discours fleuves, ils arrivent à glisser des informations dans les domaines culturels, scolaires... au profit des intéressés.

Enfin, dans le cas de la Hongrie, nous observons une situation qui diffère des autres pays du bloc de l'Est. Sans pour autant être un lieu de paradis, la Hongrie accorde à sa minorité allemande des avantages qui sont aux antipodes des conditions dans lesquelles vivent leurs coreligionnaires de l'Est.

Après 1945, nous observons l'apparition de classiques mesures anti-germaniques en Hongrie. Cela commence par des expulsions. Cependant, à la différence de la Pologne et de la

Tchécoslovaquie, le gouvernement hongrois accepte les directives du Conseil de contrôle allié en matière d'expulsions. Nous constatons que les Hongrois ont un comportement beaucoup moins germanophobe que la plupart des peuples de l'Est. Cette attitude se poursuit après 1990.

En matière d'expulsions, on estime que 190 à 200 000 Allemands quittent la Hongrie sur une période allant de 1946 à 1948, l'ensemble étant divisé en deux groupes. Le premier est constitué de 135 655 Allemands expédiés dans la zone américaine alors que le second groupe ne représente que 50 à 60 000 personnes dirigées vers la zone d'occupation soviétique <sup>162</sup>. Le purgatoire dure jusqu'en 1955, date jusqu'à laquelle ces populations germaniques sont privées de droits en tous genres. Mais en juin 1955, le gouvernement hongrois autorise les Allemands à se regrouper dans une association qui tente de préserver leurs spécificités, le « *Demokratischer Verband Ungarlandischer Deutscher* » <sup>163</sup>. Mais comme partout, l'industrialisation entraîne des mouvements de populations germaniques vers les villes, ce qui favorise leur magyarisation. Le résultat ne se fait pas attendre. On estime qu'en 1980, seulement 10% des écoliers allemands de Hongrie, qui débute leur scolarité, parlent leur langue <sup>164</sup>. Cependant, dès l'automne 1968, la politique hongroise des nationalités s'efforce de freiner cette acculturation en favorisant tout ce qui peut maintenir les caractéristiques des Allemands de Hongrie. Ainsi, au début des années 1980, on constate l'existence de 15 clubs allemands, 40 chœurs, 37 orchestres, 51 groupes de danse, 8 groupes théâtraux et 6 bibliothèques réunissant 80 000 ouvrages à Fünfkirchen, Stuhlweißenburg, Tatabánya, Ödenburg, Szekszárd et Veszprém. Il

faut ajouter aussi l'existence de trois stations de radio diffusant à partir de Raab, Fünfkirchen (dans cette ville, il y a aussi une station de télévision) et Szeged <sup>165</sup> . Ces mesures ont permis aux Allemands de Hongrie de mieux préserver les traits de leur culture que dans les autres pays de l'Est.

Il n'empêche que, prise dans son ensemble, toute cette période de la guerre froide se caractérise par une régression du germanisme au sein de ces populations et par une émigration au compte-goutte vers l'Allemagne fédérale.

Qui plus est, l'*Ostpolitik* du chancelier Brandt dans les années 1970 permet une certaine normalisation avec le bloc de l'Est, en premier lieu avec l'URSS et la Pologne, d'où quelques facilités pour émigrer. De nombreux Allemands originaires de ces pays cherchent à partir, dès les années 50, pour s'installer en Allemagne fédérale. Jusqu'à la chute du mur de Berlin, une porte vers la liberté, mais aussi offrant moins de contraintes, s'entrouvre sur l'occident. Ainsi ce sont plusieurs centaines de milliers d'Allemands qui retournent dans le pays de leurs ancêtres <sup>166</sup> .

Cependant, l'idéologie communiste craque de tous les côtés. Les minorités allemandes, en raison du délitement des autorités gouvernementales, obtiennent le droit de s'organiser en associations, essentiellement dans les domaines concernant la défense de la culture allemande et de leurs droits politiques.

L'effondrement de l'URSS laisse à l'Allemagne un champ d'action face à ces pays exsangues. Pour toutes les minorités allemandes, c'est vraiment une renaissance qui commence. Elle est d'autant plus grande qu'elle correspond aux intérêts séculaires de l'Allemagne en Europe de l'Est. La situation leur est d'autant plus favorable



que l'esprit du temps est tout entier voué aux particularismes, aux droits des individus. Mais pour cela, il faut que les institutions politiques suivent. Or les critères des droits de l'Homme et leurs annexes, c'est-à-dire des droits accordés aux minorités, sont pris en compte comme jamais dans l'histoire européenne et mondiale. L'Allemagne ayant retrouvé son unité, retrouve aussi ses ambitions et les contraintes liées à sa place en Europe. La géographie ne change pas, l'âme d'un peuple non plus.

---

1 . Martin GILBERT , *Historia magazine 20<sup>e</sup> siècle* , Paris, éditions Tallandier, volume n° 2, 1970, p. 899.

2 . Otfried KOTZIAN , *Die Sudetendeutschen. Eine Volksgruppe im Herzen Europas* (les Sudètes. Un groupe ethnique au cœur de l'Europe), Bonn, Bund der vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte, n° 16, 1995, p. 12.

3 . *Deutsche und Tschechen, 1848 – 1948* , op. cit, p. 37.

4 . Alfred M. de ZAYAS , *Nemesis at Potsdam* , Lincoln and London, University of Nebraska Press, 3<sup>e</sup> édition, 1989, p. 20.

5 . *Informationen zur politischen Bildung* , n° 132, op. cit, p. 4.

6 . *Ibid* ., p. 4.

7 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 21.

8 . *Ibid* ., p. 22.

9 . *Les conséquences politiques de la paix* , op. cit, p. 50.

10 . *Was ist des deutschen Vaterland ?* , op. cit, p. 109.

11 . Nathan Feinberg, *La question des minorités à la Conférence de la paix de 1919 – 1920 et l'action juive en faveur de la protection internationale des minorités* , thèse de droit, Paris, Rousseau, 1929.

12 . *Ibid* ., p. 30 et 31.

13 . *Ibid* , p. 35-36 et 41-42. B'nai B'rith : « Les Fils de l'Alliance », organisation maçonnique juive fondée le 13 octobre 1843, à New York, au Café Sinsberner par 12 Juifs immigrés d'Allemagne, in : *Tribune Juive* , n° 997, 13 au 19 novembre 1987, p. 18.

Voir : *The International Year Book. A Compendium of the World's progress for the year 1919* . Editor Frank Moore Colby. New-York, 1920, p. 367.

*The Public Paper of Woodrow Wilson* . Authorized Edition. War and Peace. Presidential Messages. Adresses and public Papers (1917-1924) by Woodrow Wilson. Edited by Ray Stannard Baker and William E. Dodd. New-York and London, 1927, vol. I, p. 306-307.

14 . Voir annexe 5.

15 . *La question des minorités à la Conférence de la paix de 1919-1920 et l'action juive en faveur de la protection internationale des minorités* , op. cit, p. 92.

16 . *Ibid* ., p. 108 et 109.

17 . Dieter BLUMENWITZ, *Internationale Schutzmechanismen zur Durchsetzung von Minderheiten- und Volksgruppenrechten* (mécanismes de protection internationale pour la mise en place de droits pour les groupes ethniques et minorités), Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1997, p. 34.

18 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 192.

19 . *Ibid* ., p. 23.

20 . *Ibid* ., p. 23 et 24.

21 . *Was ist des deutschen Vaterland ?*, op. cit, p. 119.

22 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 36, op. cit, p. 13.

23 . Helmut PIEPER, *Die Minderheitenfrage und das Deutsche Reich 1919 – 1933/34* (la question des minorités et le Reich allemand 1919 – 1933/34), Frankfurt/Main, Institut für internationale Angelegenheiten der Universität Hamburg, in

Kommission beim Alfred Metzner Verlag, 1974, p. 58.

24 . *Informationen zur politischen Bildung* , op. cit, n° 222, p. 28.

25 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 32, op. cit, p. 12.

26 . Gilbert GORNIG, *Das Memelland* (le pays de Memel), Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 31, 1994, p. 1.

27 . *Ibid* ., p. 2.

28 . *Informationen zur politischen Bildung* , n° 222, op. cit, p. 28.

29 . *Kulturelle Arbeitshefte* , n° 24, op. cit, p. 14.

30 . *Internationale Schutzmechanismen zur Durchsetzung von Minderheiten – und Volksgruppenrecht* , op. cit, p. 43.

31 . *Die Minderheitenfrage und das deutsche Reich 1919 – 1933/34* , op. cit, p. 97.

32 . *Ibid* ., p. 53.

33 . *Ibid* ., p. 54.

34 . *Ibid* ., p. 54.

35 . *Kulturelle Arbeitshefte* , n° 36, op. cit, p. 13.

36 . *Die Minderheitenfrage und das Deutsche Reich, 1919– 1933/34* , op. cit, p. 61.

37 . *Ibid* ., p. 59.

38 . *Ibid* ., p. 73.

39 . *Relations internationales* , n° 75, IHRIC, automne 1993, p. 315 et 316.

40 . Voir annexe 6.

41 . Ce Congrès des nationalités s'occupait de la protection et de la défense des minorités en Europe.

42 . Ewald AMMENDE , *Die Nationalitäten in den Staaten Europas* (Les nationalités dans les États d'Europe), Vienne-Leipzig, Éd. Wilhelm Braumüller, 1931, avant-propos, p. IX.

43 . *Die Nationalitäten in den Staaten Europas*, op. cit, p. 47, 33, 4, 75, 176, 177, 178, 332, 342, 413.

44 . *Volk auf dem Weg, Deutsche in Rußland und in der GUS, 1763-1997*, op. cit, p. 26.

45 . *L'Allemagne impériale et républicaine, 1900*

– 1933, op. cit, p. 272.

46 . *Historia magazine XX<sup>e</sup> siècle*, op. cit, p. 1164.

47 . *Die Minderheitenfrage und das Deutsche Reich, 1919 – 1933/34*, op. cit, p. 95.

48 . *Ibid* ., p. 95 et 96.

49 . *Ibid* ., p. 97.

50 . *Ibid* ., p. 97.

51 . *Ibid* ., p. 99.

52 . *Historia Magazine XX<sup>e</sup> siècle*, op. cit, p. 1165.

53 . *Historia Magazine, XX<sup>e</sup> siècle* , op. cit, p. 1129.

54 . *L’Allemagne, 1870-1970* , ouvrage collectif, Paris, Masson et Cie Éditeurs, 1971, p.113 à 115.

55 . *Historia XX<sup>e</sup> siècle* , op. cit, p. 939 et 941.

56 . *L’Allemagne, 1870-1970* , op. cit, p. 171 et 172.

57 . *Historia magazine, XX<sup>e</sup> siècle* , op. cit, p. 1547.

58 . *Nemesis at potsdam* , op. cit, p.28.

59 . *Ibid* ., p. 30.

60 . *Deutsche und Tschechen, 1848 – 1948* , op. cit, p. 39.

61 . *Ibid* ., p. 39.

62 . *Ibid* ., p. 39.

63 . *Deutsche und Tschechen, 1848 – 1948* , op. cit, p. 19.

64 . Jacques BAINVILLE , *Les Conséquences politiques de la paix* , op. cit, p. 48.

65 . *Informationen zur politischen Bildung* , n° 142/143, op. cit, p. 30.

66 . *Informationen zur politischen Bildung* , n° 142/143, op. cit, p. 34 et 35.

67 . *Ibid* ., p. 35 et 36.

68 . *Ibid* ., p. 38 et 39.

69 . *Ibid* ., p. 37 et 38.

70 . *Ibid* ., p. 38.

71 . *Ibid* .

72 . *Volk auf dem Weg, Deutsche in Rußland und in der GUS, 1763-1997* , op. cit, p. 26.

73 . *Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten*, op. cit, p. 29.

74 . *Ibid* ., p. 98.

75 . *Volk auf dem Weg, Deutsche in Rußland und in der GUS, 1763 – 1997* , op. cit, p. 15 et 41.

76 . *Ibid* ., p. 16.

77 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 34, op. cit, p. 10.

78 . *Informationen zur politischen Bildung* , n° 132, op. cit, p. 25.

79 . *Ibid* ., p. 25.

80 . Otto KIMMINICH , *Deutschland und seine Nachbarn, Forum für Kultur und Politik* (L'Allemagne et ses voisins, Forum de la culture et de politique), Bonn, Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, n° 15, mars 1996, p. 4.

81 . *Informationen zur politischen Bildung* , n° 132, op. cit, p. 26.

82 . *Nemesis at Potsdam*, op. cit, p. 34.

83 . *Deutsche und Tschechen , 1848-1948* , op. cit, p. 39.

84 . *Informationen zur politischen Bildung* , n° 132, op. cit, p. 27.

85 . *Kulturelle Arbeitshefte* , n° 36, op. cit, p. 15.

86 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 34.

87 . Alfred M. de ZAYAS , *Anmerkungen zur Vertreibung der Deutschen aus dem Osten* (Considérations sur l'expulsion des Allemands de l'Est), Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 1986, p. 113.

88 . Heinz NAWRATIL , *Vertreibung der Deutschen-Unbewältigte Vergangenheit Europas* (L'expulsion des Allemands-Le passé non surmonté de l'Europe) Bonn, Bund der Vertriebenen, Kulturelle Arbeitshefte n° 29, 1993, p. 15.

89 . *Deutsche und Tschechen , 1848-1948*, op. cit, p. 31.

- 90 . *Ibid* ., p. 31.
- 91 . *Ibid* ., p. 33.
- 92 . *Ibid* ., p. 33.
- 93 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 38.
- 94 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 40.
- 95 . *Ibid* ., p. 40.
- 96 . *Informationen zur politischen Bildung* , n° 142/143, op. cit, p. 43 et 44.
- 97 . *Ibid* ., p. 34.
- 98 . *Deutschland und seine Nachbarn, Forum für Kultur und Politik* , op. cit, p. 4.
- 99 . *Ibid* ., p. 4 et 5.
- 100 . *Deutschland und seine Nachbarn* , *Forum für Kultur und Politik* , op. cit, p. 5.
- 101 . *Ibid* ., p. 5.
- 102 . *Ibid* ., p. 6.
- 103 . *Ibid* ., p. 6.
- 104 . *Ibid* ., p. 6.
- 105 . *Ibid* ., p. 6.
- 106 . *Ibid* ., p. 6 et 7.
- 107 . *Ibid* ., p. 7.
- 108 . *Ibid* ., p. 7.
- 109 . *Ibid* ., p. 8.
- 110 . *Ibid* ., p. 8.
- 111 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 56.
- 112 . *Anmerkungen zur Vertreibung der Deutschen aus dem Osten* , op. cit, p. 118.
- 113 . *Deutschland und seine Nachbarn, Forum für Kultur und Politik*, op. cit, p. 10.
- 114 . *Ibid* ., p. 10.
- 115 . *Ibid* ., p. 10.
- 116 . *Ibid* ., p. 11.
- 117 . *Ibid* ., p. 15.
- 118 . *Ibid* ., p. 15.
- 119 . *Ibid* ., p. 16.
- 120 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 89.
- 121 . *Ibid* ., p. 89.
- 122 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p 89 et 208.
- 123 . *Anmerkungen zur Vertreibung der*

- Deutschen aus dem Osten* , op. cit, p. 60 et 61.
- 124 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 62.
- 125 . *Ibid* ., p. 63 et 64.
- 126 . *Anmerkungen zur Vertreibung der Deutschen aus dem Osten* , op. cit, p. 95.
- 127 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 74.
- 128 . *Ibid* ., p. 75.
- 129 . *Ibid* ., p. 74.
- 130 . *Anmerkungen zur Vertreibung der Deutschen aus dem Osten* , op. cit, p. 143.
- 131 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 28, op. cit, p. 19.
- 132 . Helmut SCHNEIDER , *Die Banater Schwaben* (Les Souabes du Banat), Bonn, Bund der Vertriebenen, *kulturelle Arbeitshefte* n° 33, 1994, p. 6.
- 133 . Voir annexe 7.
- 134 . *Anmerkungen zur Vertreibung der Deutschen aus dem Osten*, op. cit, p. 166.
- 135 . *Informationen zur politischen Bildung*, n° 142/143, op. cit, p. 49.
- 136 . *Ibid* ., p. 49.
- 137 . *Ibid* ., p. 49.
- 138 . *Ibid* ., p. 50.
- 139 . *Ibid* ., p. 50.
- 140 . *Ibid* ., p. 50.
- 141 . *Deutscher Ostdienst* (DOD), Bonn, Bund der Vertriebenen, n° 25, 19 juin 1998, p. 1.
- 142 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 16, op. cit, p. 16.
- 143 . *Informationen zur politischen Bildung*, n° 132, op. cit, p. 30.
- 144 . *Kulturelle Arbeitshefte* , n° 16, op. cit, p. 18.
- 145 . *Nemesis at Potsdam*, op. cit, p. 90.
- 146 . *Ibid* ., p. 92.
- 147 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 96.
- 148 . *Ibid* ., p. 98 et 99.
- 149 . *Nemesis at Potsdam* , op. cit, p. 101.
- 150 . *Informationen zur politischen Bildung*, n° 222, op. cit, p. 29.
- 151 . *Informationen zur politischen Bildung* , n° 142/143, op. cit, p. 55.

152 . *Informationen zur politischen Bildung* n° 222, op. cit, p. 30.

153 . *Volk auf dem Weg, Deutsche in Rußland und in der Gus*, 1763 – 1997 , op. cit, p. 19.

154 . *Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten* , op. cit, p. 37.

155 . Voir annexe 8.

156 . Voir annexe 9.

157 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 34, op. cit, p. 12.

158 . *Kulturelle Arbeitshefte* n° 16, op. cit, p. 20.

159 . *Die Deutschen in Ostmittel-und Südosteuropa* , op. cit, p. 266 et 267.

160 . *Ibid* ., p. 268.

161 . *Ibid* ., p. 269. ils sont au nombre de 7 jusqu'en 1989 : *Neuer Weg, Neue Banater Zeitung, Karpatenrundschau, die Woche, Forschungen zur Volks- und Landeskunde, Neue Literatur et die Kirchlichen Blätter* .

162 . *Die Deutschen in Ostmittel- und Südosteuropa*, op. cit, p. 227.

163 . *Ibid* ., p. 227.

164 . *Ibid* ., p. 229.

165 . *Ibid* ., p. 230.

166 . Voir annexe 10.



## DEUXIÈME PARTIE

### **À L'EST, RIEN DE NOUVEAU**

## **Chapitre premier**

# **LES MINORITÉS, ASPECTS POLITICO- JURIDIQUES**

### **AU NIVEAU EUROPÉEN ET MONDIAL**

L'histoire des minorités et de leurs protections prend véritablement son essor à partir de 1945, avant d'atteindre son « rythme de croisière » au début des années 90. Cependant, si nous voulons avoir une vue d'ensemble qui permette de comprendre plus aisément la situation en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle, il est nécessaire de rappeler les différentes étapes qui ont autorisé une protection si développée des minorités et de leurs caractéristiques.

Pendant toute l'ère chrétienne, surtout durant le Moyen-Âge, nous observons l'existence d'un bloc chrétien uni avec à sa tête un chef spirituel et des chefs temporels. La variété des cultures et des langues n'interdisait pas un ciment commun à l'ensemble des peuples européens régentés par une seule et même foi. Le principe de l'individu roi est absolument inconnu avec une civilisation universelle d'origine romano-chrétienne représentée par l'Église. La Réforme de Luther et Calvin est à l'origine de cette cassure, à partir de

laquelle une partie de l'Europe se détache de l'autorité romaine pour tomber dans le protestantisme. Ce sont essentiellement les régions du Nord de l'Europe restées en dehors de l'influence de la Rome antique qui adhèrent à cette forme de christianisme où l'individu est mis en valeur, pris plus en compte, ne serait-ce qu'avec la disparition de l'intermédiaire religieux entre le Créateur et la créature. Cette révolution ne se fait pas dans la paix, bien au contraire. Le XVI<sup>e</sup> siècle est celui des guerres de religions, de l'affrontement de deux métaphysiques dont l'une, la protestante, va peu à peu imprégner de son essence l'ensemble des nations civilisées. Nous assistons à l'enracinement de ce mode de pensée par étapes successives où, de minorités religieuses, nous passons à des minorités ethniques, les deux se confondant parfois. Cela commence par la Paix de Nuremberg du 23 juillet 1532 qui pose les premiers jalons dans la reconnaissance de vastes minorités religieuses, en l'espèce des protestants. Ce premier pas assure une « paix commune » qui n'est qu'une pause en raison du danger turc. Il oblige l'empereur du Saint Empire à suspendre momentanément le conflit. La Paix religieuse d'Augsbourg du 25 novembre 1555 est une autre étape franchie qui reconnaît l'existence des luthériens. Cependant, il existe des restrictions puisque les sujets doivent professer une religion conforme à celle du maître. C'est le fameux « *cujus regio, ejus religio* ». Celui qui refusait la religion avait « le droit d'émigrer librement et sans être inquiété en raison de ses croyances religieuses » <sup>1</sup>.

Une étape fondamentale est franchie avec le Traité de Westphalie qui met sur un pied d'égalité les religions catholique et protestante et permet la liberté de conscience et de croyance par rapport à

l'autorité du prince (article 5). A cela, le Traité ajoute le droit d'émigrer avec l'assurance que les biens de la personne seront garantis.

La Révolution française, avec sa Déclaration des droits de l'Homme, permet de passer à une étape supérieure, ouvrant l'ère des nationalités; ainsi apparaissent lors du Congrès de Vienne (1815) les premières références en matière de protection des minorités ethniques <sup>2</sup> . Mais les premiers vrais fondements sont posés avec le Traité de Versailles. Cependant, l'hypocrisie des gouvernements qui ne respectent pas les traités sur les minorités, la crise économique et un nationalisme blessé du côté allemand suivi du nazisme, ne permettent pas de mettre en place les conditions favorables au règlement du sort des minorités. Il faut attendre le lendemain de la seconde guerre mondiale pour voir apparaître les premiers piliers ayant trait à la protection des minorités.

Ainsi, à partir de 1945, nous assistons à la naissance d'institutions comme l'ONU, le Conseil de l'Europe, la CSCE qui devient plus tard l'OSCE (Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe), ainsi qu'à celle d'organisations non gouvernementales (ONG) qui toutes mettent en place des mesures qui peu à peu reconnaissent puis donnent des droits aux minorités. Ces mesures prennent surtout de la valeur dans les pays développés qui sont interdépendants, en raison de liens multiples (économiques et militaires) et dont la philosophie politique repose sur les mêmes critères, les droits de l'Homme. Depuis l'effondrement du système communiste dans les années 1989/90, seuls régner désormais en maîtres, dans les pays industrialisés, les principes libéraux qui mettent sur les autels l'individu.

L'État-Nation, tout-puissant au XIX<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, voit son autorité, son rôle et son prestige diminuer en raison de l'abandon des critères qui fondent son existence. Entre l'individu et l'État, il faut choisir. Le libéralisme divinise l'Homme au point que ce dernier est sa propre référence, son propre jugement à qui sont accordés des « attributs divins ». C'est le règne de l'individu-roi. Par conséquent, l'État ne peut plus imposer sa marque. Il est désormais une simple station de relais et non le moteur qui impose un ordre de marche pour l'ensemble de la collectivité. Les principes qui animent ces institutions, comme l'ONU, le Conseil de l'Europe, l'OSCE et des ONG dévouées à la cause des minorités, se nourrissent de la primauté de l'individu qui s'oppose à l'autorité de l'Etat-nation, corps politique suspendu au-dessus des appartenances secondaires et dont la mission consiste à transcender les particularismes, l'esprit des communautés. De ce fait, tout groupe humain dont les caractéristiques culturelles, linguistiques ne correspondent pas à celles voulues par l'Etat-Nation se trouve en opposition avec ce dernier. Cette situation, qui aurait été désastreuse pour tout groupe minoritaire au XIX<sup>e</sup> siècle, ne l'est plus en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle.

Pour l'Allemagne, c'est une situation de choix, car elle n'a pas de tradition reposant sur l'idée d'État-Nation. Bien au contraire, le principe fédéral qui anime ses institutions est en accord, philosophiquement, avec un monde anglo-saxon tout puissant et dont le *leadership*, d'une certaine manière, « apporte de l'eau à son moulin ». Terrassée par la défaite militaire de 1945, l'Allemagne colle désormais à la politique transatlantique (situation résumée par la fameuse

formule de Bush, appelant à un axe germano-américain, « *partnership in leadership* »). Sûre de l'appui d'un allié de poids, il lui est possible d'imposer plus facilement sa vision de l'Europe qui repose sur une construction politique fédérale. Ce fédéralisme qui autorise l'autonomie, le *selfgovernment*, est une aubaine pour toute minorité désireuse de se mouvoir dans un cadre politique, économique et culturel qui lui est favorable. Il faut toujours avoir à l'esprit que le fédéralisme est inséparable du principe lié à la protection des minorités. Aussi, pour permettre cet épanouissement, il s'avère nécessaire d'élaborer toute une série de lois dans tous les domaines offrant l'armature nécessaire à son existence. C'est ce dont l'ONU, l'OSCE, le Conseil de l'Europe et des ONG favorables aux minorités s'emploient à échafauder, animés d'une philosophie politique héritée du protestantisme et des Lumières.

Pour bien comprendre cette politique menée par l'Allemagne en faveur des minorités allemandes, mais aussi à l'égard des réfugiés de 1945 et à leurs descendants désireux de se réinstaller dans les anciens territoires de peuplement germanique, nous devons nous rappeler l'existence d'un document, véritable *Magna Carta* de la politique allemande en matière de minorités : le mémoire du chancelier Stresemann du 13 janvier 1925<sup>3</sup>. Il est la clef de la politique de ce pays à l'égard du peuplement germanique à l'Est depuis 1990. Le chancelier Helmut Kohl est bien plus l'héritier de Stresemann que de Bismarck. En effet, ce dernier ne cherchait pas à imposer un système à toute l'Europe. Il respectait les intérêts des autres États. La politique élaborée par Stresemann était une politique grande allemande (héritée de celle de 1848) qui,

inévitablement, aboutissait à une politique allemande grande européenne (le terme « Grande Europe », nous le retrouvons dans de nombreux textes législatifs de l'Union européenne), selon ses vœux d'une manière pacifique (mais ayant retrouvé sa suprématie, l'Allemagne de Stresemann et de ses successeurs serait-elle restée pacifique ?). Comme nous l'avons vu, il voulait instituer tout un arsenal politico-juridique européen et mondial commun en accord et en collaboration avec le monde anglo-saxon. Par là, nous reconnaissons le véritable couple qui n'est pas franco-allemand mais germano-anglo-saxon, plus discret mais bien plus durable, tradition qui se perpétue de nos jours. Toutefois, cette coopération ne pourra se poursuivre que si chacun des deux partenaires résiste à la tentation d'étendre son domaine d'action au dépens de l'autre. Cette politique du chancelier Stresemann aurait permis tout à la fois, la protection des minorités allemandes, une Europe de l'Est sous l'emprise économique, militaire et culturelle de l'Allemagne et à long terme, la modification des frontières du *Reich*. Mais pour arriver à ce stade, il fallait instaurer des principes politiques et juridiques reconnus par tous, ou tout du moins par tout pays cherchant à s'affirmer sur la scène internationale. Cependant, l'instabilité de l'entredeux-guerres et la solidité des États-Nations n'autorisaient pas l'édification complète de cette politique d'envergure.

La déification plus poussée de l'individu à partir de 1945 et la volonté d'introduire des éléments qui favorisent l'émergence de principes fédéraux grâce à des personnalités comme Jean Monnet (fidèle à la philosophie fédérale étatsunienne), permettent le renversement de la situation. L'Allemagne, fidèle à sa conception politique fédérale, mais aussi à sa vision ethno-

culturelle, s'emploie à enraciner dans le cadre de l'Union européenne, toute une série de mesures qui autorisent les minorités allemandes, mais aussi à toutes les minorités non-allemandes en Europe, à s'exprimer et à imposer leurs revendications. Cette émergence des ethnies, souhaitée par de nombreux intellectuels allemands au XIX<sup>e</sup> siècle, aboutira obligatoirement à des modifications de frontières. Fustel de Coulanges le soulignait avec force en 1870 à Mommsen <sup>4</sup>. En tout cas, c'est la politique poursuivie par la République fédérale d'Allemagne depuis 1990. Si nous avions à la résumer, nous pourrions dire que c'est l'esprit impérial des Otton, des Hohenstaufen, de 1848, de Stresemann et aussi étonnant ou pénible que cela soit du nazisme (nous verrons pour cela le document qui l'atteste; seules les méthodes changent) par des moyens politico-juridiques adaptés à la fin XX<sup>e</sup> siècle et incarnés par des organismes comme l'ONU, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, des instituts et des ONG.

Avant d'aborder les différents chapitres qui soulignent le rôle prépondérant de l'Allemagne en faveur des minorités dans le cadre du fédéralisme, directement ou par l'intermédiaire d'instituts, de groupes, de représentants au sein de l'Europe et d'autres organisations mondiales, il est important de présenter l'ensemble des acteurs qui animent la scène politique. Ceci est d'autant plus nécessaire que nous n'avons pas affaire à des blocs imperméables, indépendants les uns des autres. Bien au contraire, chacun épaulé l'autre, chacun soutient l'autre. Nous trouvons des personnes de grande influence travaillant dans différents organismes ou les conseillant. L'ensemble peut être comparé à un orchestre. La réunion de ces différents corps permet d'aboutir à une musique, à un message dont l'objectif consiste à atteindre le «



coda du finale ».

En dehors de l'ONU, de l'OSCE et du Conseil de l'Europe, nous pouvons distinguer une série d'éléments gravitant dans la sphère d'influence de l'Allemagne. Nous avons des instituts comme « l'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes » (UFCE; *Föderalistische Union Europäischer Volksgruppen* : FUEV) dont le siège est à Flensburg, dans le Schleswig Holstein. Son objectif est de favoriser la création d'un cadre juridique protégeant toutes les minorités en Europe. Nous avons l'*European Centre for Minority Issues* (ECMI ou « Centre européen pour les questions des minorités » ; le sigle comme la langue de travail sont en anglais, et le siège est lui aussi à Flensburg) dont le rôle consiste à favoriser les rencontres et les discussions entre groupes ethniques minés par des rivalités et par conséquent, à jouer le rôle d'arbitre, mais aussi à mettre en place une banque de données concernant leurs problèmes. Dans la même région, nous trouvons à Travemünde l'*Ostsee-Akademie* (« L'Académie de la Baltique ») dont le but est de favoriser les relations entre tous les peuples bordant la Baltique par des colloques, séminaires et échanges afin de les aider à mieux « apprécier » l'héritage commun qui les lie. Nous avons INTEREG (*Internationales Institut für Nationalitätenrecht und Regionalismus* ; « Institut international pour le droit des groupes ethniques et le régionalisme »). Le sigle ne doit pas être confondu avec son homonyme européen « Interreg », même si les finalités sont semblables. Son siège se situe à Munich et son but est de favoriser le fédéralisme en Europe, la promotion des régions transfrontalières ainsi que la protection des minorités. Cette protection des minorités se double de la protection des langues minoritaires. Pour cela, deux instituts émergent : l'AIDLCM («

Association Internationale pour la Défense des Langues et des Cultures Menacées », dont le siège est en Belgique, à Liège) et, situé à Bruxelles, avec un nom en anglais, le *European Bureau for Lesser Used Languages* (« Bureau Européen pour les Langues Moins Répandues »). Il est à noter que des structures permanentes de cet institut se situent aussi au Luxembourg et à Dublin. Nous avons l'ISCOMET (*International Scientific Conference Minorities for Europe of Tomorrow*) dont le siège se trouve à Maribor (Slovénie). Son rôle est de favoriser des rencontres, d'organiser des conférences traitant des minorités et des relations transfrontalières consacrées à l'Europe Centrale jusqu'à la Mer Noire. Dans cette série, il faut citer la *Gesellschaft für bedrohte Völker* (« Association de défense des peuples menacés ») à Göttingen. A cela, nous devons ajouter le *Südtiroler Volksgruppen-institut* (« L'Institut des groupes ethniques du Sud-Tyrol ») dont le siège est situé en Italie, à Bozen (Bolzano). Son directeur, Christoph Pan, est un ancien président de l'UFCE. Il faut mentionner aussi le rôle de l'université d'Innsbruck à travers son « Institut de Droit Public et de Sciences Politiques » (*Institut für Öffentliches Recht und Politikwissenschaft*), dont nous retrouverons certains protagonistes particulièrement actifs au sein du Conseil de l'Europe ou d'autres grandes instances internationales. Pour clore la liste des instituts luttant pour la protection des minorités, il faut ajouter aussi le *Minority Rights Group* (MRG) dont le siège se trouve à Londres.

Au niveau de la construction européenne, nous pouvons relever essentiellement quatre instituts qui sont, par ordre chronologique d'apparition : « l'Association des Régions frontalières européennes » (ARFE, *Arbeitsgemeinschaft Europäischer*

*Grenzregionen* : AGEg, siège à Gronau en Allemagne), l'Assemblée des Régions (ARE, *Versammlung der Regionen Europas* : VRE, siège à Strasbourg), le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe (CPLRE, *Ständige Konferenz der Gemeinden und Regionen Europas*, fondation qui remonte à 1957 mais dont le rôle politique ne date que de 1994, siège à Strasbourg) et le Comité des Régions (CdR, *Ausschuß der Regionen* : AdR, siège à Bruxelles).

Pour clore la liste de ces différents acteurs, il faut ajouter l'existence de la « Fédération des Réfugiés » allemands dont le poids est particulièrement lourd (*Bund der Vertriebenen*, BdV) et de sa revue hebdomadaire (*Deutscher Ostdienst*, DOD), ainsi que l'existence de deux maisons d'édition actives : « Sciences et Politiques » (*Verlag Wissenschaft und Politik*, à Cologne) et Braumüller à Vienne qui édite les revues *Europa Ethnica* et *Ethnos*.

Cette photo de famille est, comme nous le rappelions, nécessaire pour une bonne compréhension de la situation, car beaucoup de liens s'entremêlent et nous serons obligés de jongler avec de multiples références. Il faut préciser que d'autres éléments viendront se rajouter à la liste, mais compte tenu qu'ils n'apparaissent pas tout de suite, nous les laissons momentanément de côté.

Cette deuxième partie se subdivise en deux chapitres. Le premier est consacré d'abord aux protections juridiques en faveur des minorités au niveau des instances allemandes, européennes puis mondiales pour ensuite s'intéresser aux caractéristiques propres de l'Allemagne, sa politique au sein de l'Union européenne et ses relations avec ses voisins de l'Est. Dans le deuxième chapitre, nous verrons d'abord les

aspects démographiques et économiques concernant les minorités allemandes, pour terminer sur les aspects religieux et culturels.

## **L'UFCE, la contribution d'Innsbruck, l'ECMI et leurs satellites**

Le premier février et le premier mars 1998 sont entrés en vigueur, dans l'ordre, la Convention-cadre pour la protection des minorités et la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, toutes deux couronnées par deux comités en charge de vérifier si les pays qui ont ratifié ces deux documents respectent bien les directives inscrites dans cette nouvelle législation en faveur des minorités. L'arrivée de ces nouvelles normes juridiques est le résultat d'une politique mûrement pensée et coordonnée. Le rôle de l'Allemagne est absolument déterminant, même s'il n'est pas directement visible. En effet, nous trouvons des éléments intermédiaires qui masquent le jeu allemand et qui donnent l'impression que l'Allemagne n'est pas impliquée à ce point. Cependant, quand on remonte à la source, nous pouvons constater que la République fédérale d'Allemagne a repris et réussi la politique de la République de Weimar si bien expliquée dans le mémoire du chancelier Stresemann du 13 janvier 1925. Pour aboutir à ce résultat, plusieurs armes ont été nécessaires. Nous avons des instituts, l'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes (UFCE), *l'European Centre for Minority Issues* (ECMI), ainsi que le rôle de juristes, de politiques et de diplomates qui émanent de l'université d'Innsbruck. La « Contribution d'Innsbruck » (*Innsbrucks Beitrag*)<sup>5</sup> est

l'expression utilisée par l'ancien président de l'UFCE, Christoph Pan, et actuel président de l'Institut des groupes ethniques du Sud-Tyrol pour souligner l'apport de ces personnes à la cause des minorités. Nous serons aussi amenés à souligner le rôle particulièrement important de l'Autriche dont la politique, en ce qui concerne la protection des minorités, fait corps avec celle de l'Allemagne. En ce domaine, l'*Anschluß* est total. Pour aboutir à l'élaboration de la Convention-cadre pour la protection des minorités et à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, nous verrons d'abord l'aspect historique de ces ONG et instituts, les ambitions poursuivies et les acteurs qui ont favorisé ces textes en faveur des minorités pour, ensuite, nous attacher à décrire et à expliquer comment cette législation révolutionnaire s'est mise en place, ainsi que son contenu.

### *Les outils institutionnels*

L'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes a une histoire qui remonte à l'entre-deux-guerres. En effet, l'ancêtre de l'UFCE de 1925 à 1938 rassemblait des groupes ethniques européens dans le cadre des « Congrès européens des Nationalités » qui se tenaient annuellement (au total, il y eut 14 Congrès) et dont le siège principal se trouvait à Genève. Il est à noter que le premier Congrès se tient en 1925, l'année même où le chancelier Stresemann rédige son fameux mémoire. Différentes communautés ethniques coopéraient pour défendre leurs droits, chose qui tenait à cœur à l'Allemagne, puisqu'elle était devenue leur principal porte-parole, comme l'a souligné Marie-Renée Mouton <sup>6</sup>. Ces Congrès étaient animés par un secrétaire général, Ewald

Ammende, qui rédigea en 1931 un ouvrage intitulé *Die Nationalitäten in den Staaten Europas* (« Les nationalités dans les États d'Europe »), paru à Vienne dans la maison d'édition *Braumüller*. Cette dernière éditait aussi un périodique intitulé *Nation und Staat* (« Nation et État ») <sup>7</sup> dont la parution s'arrêta en 1944. Cette maison d'édition *Braumüller* existe toujours et édite, depuis 1961, la revue *Europa Ethnica* <sup>8</sup>, qui a pris la suite de *Nation und Staat* et dont la numérotation commence à partir, non de 1961 mais de 1944. Pour l'année 1999, nous en sommes à la 56<sup>e</sup> année (*Jahrgang 56*). Ses éditeurs sont multiples et couvrent l'ensemble du territoire européen, ce qui montre le caractère large de cette revue consacrée à la défense tous azimuts des minorités en Europe. Certains de ces éditeurs jouent un rôle capital : les professeurs *Michael Geistlinger*, université de Salzburg; *Christoph Gusy* de Bielefeld; *Guy Héraud* de Pau; *Rudolf Hilf*, Intereg de Munich; *Rainer Hofmann* de l'université de Kiel; *Dieter Kattenbusch* de l'université de Humboldt à Berlin; *Georg Kremnitz* de l'université de Vienne; *Joseph Marko* de l'université de Graz; *Tore Modeen* de l'université d'Helsinki, *Christoph Pan* de l'université d'Innsbruck; *Harald Runblom* du Centrum för multietnisk forskning à Uppsala (Suède); *Guiu Sobiela-Caanitz* d'Ardez (Suisse) et *Hannes Tretter* du Ludwig-Boltzmann-Institut für Menschenrechte (« Institut Ludwig Boltzmann pour les droits de l'Homme ») à Vienne. Parmi toute cette brochette de noms à soutenir cette revue, il faut rajouter aussi quelques poids lourds comme : les ministères fédéraux des sciences, de la circulation et de l'art, de l'enseignement et des affaires culturelles autrichiens. Il faut souligner que les responsables de l'UFCE et d'INTEREG

s'expriment dans cette revue <sup>9</sup> .

Comme nous l'avons vu, les bouleversements ethniques en Europe, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, modifient complètement la donne. Ce sont les 9 et 10 avril 1949, à l'initiative de « l'Union des fédéralistes de Bretagne », qu'un Congrès réunissant des groupes ethniques se tient au Palais de Chaillot à Paris sous la direction du Breton Joseph Martray, en présence de Bavarois, d'Écossais, de Frisons, de Catalans, de Basques etc... et de divers hommes politiques européens où l'on trouve, en particulier, un sous-secrétaire d'État... François Mitterrand <sup>10</sup> . Compte tenu du succès de ce Congrès, il est décidé de créer un organisme en faveur de la promotion des minorités, « l'Union fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes » (UFCE, *Föderalistische Union Europäischer Volksgruppen* , FUEV) qui voit le jour à Versailles les 19 et 20 novembre 1949 (l'année même où l'on fonde le Conseil de l'Europe).

Son premier président est le Wallon Charles Plisnier, secondé par un secrétaire-général, le Breton Joseph Martray <sup>11</sup> . Les premières mesures juridiques en faveur des minorités sont élaborées à partir de 1956 et l'UFCE a déjà le soutien financier à cette date de l'Allemagne, par l'intermédiaire de son ministère des Affaires étrangères <sup>12</sup> .

Le propre de l'UFCE étant de défendre les minorités, elle se caractérise par des dirigeants et des responsables appartenant toujours à une minorité européenne. La liste de ses présidents, de ses secrétaires généraux ainsi que de son comité directeur le confirme sans ambages :

### *Les présidents de l'UFCE*

<b>Noms des présidents</b>	<b>Noms des minorités</b>	<b>Dates de la présidence</b>
Charles Plisnier (†)	Wallon de Belgique	1949-1954
Dr. W. Kok (†)	Frison des Pays-Bas	1954-1957
Earl Hans Joseph Matuschka (†)	—	1957-1959
Hans Schmidt	Allemand du Schleswig du Nord au Danemark	1959-1963
Svend Johannsen (†)	Danois du Schleswig du Sud en Allemagne	1963-1967
Séverin Caveri (†)	Tyrolien du Sud en Italie	1967-1969
Dr. Friedl Volgger	Tyrolien du Sud en Italie	1969-1973
Hans Ronald Jørgensen	Danois du Schleswig du Sud en Allemagne	1973-1977
Dr. Karl Mitterdorfer	Tyrolien du Sud en Italie	1977-1982
Dr. Reginald Vospemik	Slovène d’Autriche	1982-1986
Pierre Le Moine	Breton (France)	1986-1990
Dr. Karl	Tyrolien du	



Mitterdorfer Prof. Dr. Christoph Pan	Sud en Italie Tyrolien du Sud en Italie	1994-1996
Romedi Arquint	Rhétro- Romanche (Suisse)	1996-

Source : *Information, Union fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , Flensburg, Éditeur UFCE, 31 octobre 1997, pas de pagination.

### *Les secrétaires généraux de l'UFCE*

Noms des secrétaires	Noms des minorités	Dates du secrétariat
Joseph Martray	Breton (France)	1949-1952
Povl Skadegård (†)	Fonctionnaire ministériel danois	1952-1974
Olav Meinhardt	Danois du Schleswig du Sud en Allemagne	1974-1982
Hans Ronald Jørgensen	Danois du Schleswig du Sud en Allemagne	1982-1987
Armin Nickelsen	Allemand du Schleswig du Nord du Danemark	1987-

Source : *Information, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , Flensburg, Éditeur UFCE, 31 Octobre 1997, pas de pagination.

Éditeur UFCE, 31 Octobre 1997, pas de pagination.

*Le Comité directeur de l'UFCE (au 7 Juillet 1997 )*

Romedi Arquint	Président de l'UFCE, membre du parlement du canton des Grisons, Suisse
Dr. Ludwig Elle	Vice-président de l'UFCE, fédération des Sorabes de Lusace, Allemagne
Hans Heinrich Hansen	Vice-président de l'UFCE, fédération des Allemands du Nord Schleswig, Danemark
Dr. Bruno Hosp	Vice-président de l'UFCE, <i>Südtiroler Volkspartei</i> (SVP, Italie)
Joseph von Komlóssy	Vice-président de l'UFCE, expert pour la minorité hongroise, réside en Suisse
Pierre Le Moine	Vice-président de l'UFCE, Comité d'Action Régionale de Bretagne, France
Bela Tonkovic	Vice-président de l'UFCE, Union démocratique des Croates de la Voïvodine, représentant la Yougoslavie
Adalgard Willemsma	Président des groupes ethniques des jeunes européennes, Pays-Bas
Armin Nickelsen	Secrétaire Général de l'UFCE, fédération des Allemands du Nord Schleswig, Danemark

Éditeur UFCE, 31 Octobre 1997, pas de pagination.

L'UFCE, pour l'année 1997, comprend 38 organisations-membres régulières et 29 organisations-membres associées. Sans les citer toutes, il suffit de lire la carte éditée par cet institut pour en avoir la liste entière <sup>13</sup> ; nous trouvons par exemple, le « Conseil du groupe ethnique allemand » en Belgique (*Rat der deutschen Volksgruppe*), « l'Union Slovène » en Italie, « la Fédération hongroise de Voïvodine » en ex-Yougoslavie, « Le Comité d'action régionale de Bretagne », le « Parti pour l'Organisation d'une Bretagne libre », « Le *Volksbund* Alsacien-Lorrain » pour la France <sup>14</sup>, « L'Organisation démocratique du peuple Karatschiks » ou les Tatars de Crimée pour la Russie (soutien apporté à des musulmans, politique allemande dont on peut établir un parallèle avec la politique islamiste des États-Unis, entre autres dans les Balkans, comme l'a bien expliqué Alexandre del Valle) <sup>15</sup>, ou – et c'est particulièrement intéressant du fait des événements dans la dernière décennie du XX<sup>e</sup> siècle dans la zone balkanique – « L'Union des Kossovars » représentant les Albanais de Yougoslavie qui dispose de deux sièges « étonnamment » situés aux États-Unis. Le premier se trouve à Aurora dans l'Illinois, le second à Howard Beach dans l'Etat de New-York <sup>16</sup>.

Cependant, même si la carte de l'UFCE présente la liste des 38 organisations-membres régulières et les 29 organisations-membres associées, elle n'affiche pas, en raison d'un manque de place, les 25 organisations-membres correspondantes qui sont les suivantes :

Autriche	Mouvement des Valaques et des
----------	-------------------------------

Autriche	Mouvement des Valaques et des Roumains en Yougoslavie
Albanie	Association « Chameria »
Bulgarie	Association des Valaques de Bulgarie
Allemagne	Conseil des Sudètes allemands
Danemark	<i>Grænseforeningen</i>
Danemark	<i>Københavns Retshjælp</i>
Géorgie	<i>All Georgian Federation of Greek Societies</i>
Grèce	<i>Macedonian Human Rights Movement, Non Government Organisation in Greece</i>
Kazakhstan	Conseil des Allemands du Kazakhstan
Lettonie	Fédération pour la Culture allemande en Lettonie
Macédoine	Ligue des Aromunes en Macédoine
Pologne	Fédération de Haute-Silésie.
Pologne	Communauté Tatar polonaise
Roumanie	Association des Autrichiens du Herz
Roumanie	Union Croate de Roumanie
Russie	Peuple Nogai « <i>Birlit</i> » (Unité)
Russie	<i>International Society of Meskhetian Turks</i>
Russie	Fédération internationale de la culture allemande
Russie	<i>Kongres Polakow w Rosij</i>
Russie	Association des Grecs en Russie

Russie	Balkarisch
Russie	Association des Allemands de la Volga
Ukraine	<i>Christian-Democratic Alliance of Romanians in Ukraine</i>
Ukraine	Société des Allemands d'Ukraine, « <i>Wiedergeburt</i> »
Yougoslavie	Communauté des Roumains

Source : *Information, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , Flensburg, Éditeur UFCE, 31 octobre 1997.

Toute organisation humaine repose sur une philosophie politique, une manière de concevoir les êtres et les choses et l'UFCE n'échappe pas à la règle. Aussi, est-il utile de voir les statuts qui animent cet institut. Ils permettent de mieux comprendre par la suite les répercussions sur le terrain.

Les statuts de l'UFCE se subdivisent en sept sections. Cependant, nous ne retenons que la section I consacrée au nom et aux buts de l'UFCE et un article de la section VII consacré aux dispositions finales. Tout le reste concerne le mode d'organisation (comité directeur, secrétariat...) et ne diffère guère d'un conseil d'administration d'entreprise.

La section I, qui se consacre au nom et buts de l'UFCE affirme ceci :

**Art. 1** : « L'Union fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes se tient au service des nationalités d'Europe. Cette association, nommée ciaprès U.F.C.E, est une association enregistrée; son siège se trouve à

association, nommée ciaprès U.F.C.E, est une association enregistrée; son siège se trouve à Flensburg (Allemagne).

**Art. 2 :** Une nationalité au sens de l'article 1 est une communauté ethnique qui se distingue notamment par des caractéristiques qu'elle tient à préserver, telles qu'une langue propre, un passé original et une culture spécifique. Elle n'a pas son propre État sur son sol, ou encore celui-ci se trouve hors de l'État formé par la même ethnie (minorité ethnique).

**Art. 3 :** L'UFCE vise à préserver les particularités ethniques, la langue, la culture et les droits vitaux des nationalités européennes. Elle s'emploie à l'élaboration d'un code internationalement reconnu des droits des groupes ethniques.

L'UFCE soutient l'ONU, la CSCE (aujourd'hui l'OSCE), le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et autres institutions, dans leurs efforts pour préserver les droits de la personne et ses libertés fondamentales, sur la base d'une **constitution fédérale de l'Europe** assurant à chaque communauté ethnique sa survie et sa spécificité, **et visant à l'autonomie de chacune** (souligné par nous).

L'UFCE défend les intérêts des organisations de communautés ethniques, et ceux de personnes appartenant à une communauté ethnique, dès lors que l'organisation ou la personne en question en a délégué le pouvoir à l'UFCE. L'UFCE intervient notamment auprès d'organes supranationaux et internationaux, comme la Commission européenne des droits de l'Homme, la Cour de justice européenne pour les droits de l'Homme et les organes de l'ONU chargés de protéger les minorités et leurs ressortissants.

L'UFCE s'emploie à répandre l'esprit

peuples. Cela inclut le soutien des intérêts des communautés ethniques dans le domaine de la culture et de la recherche, et la cohabitation harmonieuse, en bons voisins, d'une majorité et de minorités ethniques dans une même région ».

Comme on peut le constater, la philosophie politique de l'UFCE colle parfaitement à l'esprit du temps. Il faut rappeler aussi que les langues de travail au sein des grandes instances internationales (ONU, Conseil de l'Europe etc...) sont le français et l'anglais. Or il est intéressant de souligner que l'article 39 de la section VII consacrée aux dispositions finales dit ceci : « Le texte allemand des statuts fait autorité en cas de doute » <sup>17</sup> . On reconnaît bien là, la langue du maître.

L'UFCE n'agit pas seule et a le soutien, financier entre autres, de nombreuses organisations ou instituts qui sont les suivants : le bureau du gouvernement du *Land* de Carinthie (Autriche), la Chancellerie du Schleswig Holstein (Allemagne), le Parlement suédo-finlandais, la Région autonome du Trentin sud-Tyrol (Italie), la Province autonome de Bozen (Bolzano, Italie), l'Académie de la Baltique (Travemünde, Allemagne), le *Haderslev Statsseminarium* (Danemark) et l'*International Scientific Conference Minorities for Europe of Tomorrow* -Iscomet (Slovénie) <sup>18</sup> . A cela, il faut ajouter le Conseil de l'Europe et particulièrement le Département des droits de l'Homme, la fondation Hermann Niermann de Düsseldorf et le ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne <sup>19</sup> . La coopération entre l'UFCE et ces différents instituts est particulièrement importante, mais totale avec le ministère de l'intérieur allemand comme nous serons amenés à

importante, mais totale avec le ministère de l'intérieur allemand comme nous serons amenés à le voir. Ceci est d'autant plus justifié que l'Allemagne agit en faveur de l'émancipation de toutes les minorités et groupes ethniques en Europe et pas seulement des groupes allemands. L'actuel président de l'UFCE le reconnaît implicitement. Dans une *interview* dans la revue *Pogrom*, le journaliste Wolfgang Mayr fait remarquer à Romedi Arquint (député social-démocrate du canton des Grisons à Chur en Suisse) que certains groupes de gauche en Allemagne et en Autriche reprochent à l'UFCE d'être trop *völkisch* (vocabulaire utilisé sous le régime nazi pour marquer l'appartenance à la race germanique), de parler de principes ethniques et d'être à la remorque de la politique extérieure de l'Allemagne. A ces accusations, le président de l'UFCE répond : « Ces reproches sont liés à des événements qui remontent à des années. Ces attaques sont injustifiées et sans fondements depuis que je suis en activité au sein de l'UFCE. Que l'Allemagne soutienne des groupes de langue allemande afin de favoriser l'épanouissement linguistique et culturel, c'est une chose à saluer. Cela n'a rien à voir avec un pangermanisme *völkisch* . **L'Allemagne soutient l'UFCE ainsi que ses activités qui ne concernent pas exclusivement des groupes ethniques de langue allemande** (souligné par nous). Il serait souhaitable que d'autres États imitent cet exemple »<sup>20</sup> .

Pour alimenter cette politique, l'Allemagne revendique des subventions de la part de Bruxelles pour l'UFCE. Ainsi, le député Wolfgang Börnsen (CDU) tente durant l'année 1996 d'obtenir des aides de l'Union Européenne, profitant du fait que le président en exercice du Parlement européen de



obtenus par les cotisations des membres, l'UFCE est soutenue par des subventions venant de Bonn, Kiel, Bolzano et Trentino, ce qui lui permet d'atteindre des recettes pour l'année 1995 de 267 040 DM et 260 500 DM pour 1996 <sup>21</sup>.

Parmi les instituts qui soutiennent l'UFCE, il est bon d'évoquer le rôle de la fondation Hermann Niermann. Cela montre que les soutiens à l'UFCE sont multiples et variés. L'acte de fondation remonte au premier décembre 1977. Il est dû à un homme, Hermann Niermann (né le 23 juin 1905 à Düsseldorf, décédé le 6 avril 1985) commerçant et industriel de son état, qui, « en raison de son expérience politique acquise particulièrement durant la seconde guerre mondiale » <sup>22</sup> (il ne nous a pas été, malheureusement, possible de connaître le type d'expérience), convaincu que les minorités devaient jouer un rôle de liant ou de pont (*Brückenfunktion*), part du principe que le problème identitaire doit être réglé au sein des Etats dans un cadre démocratique. Après sa mort, le conseil d'administration, en coopération avec le *Land* de Rhénanie-Westphalie décide de promulguer de nouveaux statuts le 24 mai 1992 afin de continuer l'œuvre du défunt fondateur. Cette fondation assure une multitude de projets : jardins d'enfants, centres culturels, bibliothèque, musées, constructions de foyers pour étudiants, élèves, professeurs, possibilités données aux minorités de se rendre dans le pays d'origine afin de se ressourcer etc.... Toutes les constructions doivent obligatoirement avoir lieu sur le territoire où réside la minorité afin d'aboutir à une autosuffisance, à une autonomie qui permette au groupe ethnique de se suffire à lui-même. L'expression utilisée dans le document allemand est : *Hilfe zur Selbsthilfe* <sup>23</sup> (« Aide à

L'expression utilisée dans le document allemand est : *Hilfe zur Selbsthilfe* <sup>23</sup> (« Aide à l'autosuffisance »). Cette devise est la même que celle employée par le gouvernement allemand dans ses textes officiels à l'égard des minorités allemandes dans tout l'Est européen.

De 1990 à 1996, la fondation Hermann Niermann a dépensé 18 millions de DM <sup>24</sup> pour des minorités allemandes et non-allemandes. Les minorités qui ont droit à un soutien financier résident : en Allemagne, au Danemark, en Hongrie, en République tchèque, en Croatie, en Roumanie, en Pologne... et en France <sup>25</sup>.

Les principales contributions de cette fondation sont les suivantes :

*Hongrie* : Rénovation d'un bâtiment pour l'accueil d'un « musée des communes » en Hongrie à Tôrôkbalint, en 1995, coût 120 000 DM; construction d'un jardin d'enfants à Pilisvôrôsvár de 1994 à 1995, coût 158 000 DM; rénovation d'un bâtiment historique, le lycée Leôwey à Pecs de 1994 à 1995, coût 800 000 DM; construction d'un centre de formation à Baja de 1993 à 1996, coût 1,46 million de DM.

*République tchèque* : Construction d'une maison de retraite avec équipement intérieur à Maffersdorf/Liberec de 1993 à 1995, coût : 1,1 million de DM.

*France* : Equipement d'un jardin d'enfants en Alsace à Lutterbach de 1991 à 1993, coût 37 000 DM <sup>26</sup>.

Cependant, la fondation Hermann Niermann n'est évidemment pas la seule à jouer un rôle en faveur de la protection des minorités. Il est possible d'avoir une photo de l'ensemble des instituts qui luttent pour la cause minoritaire grâce au Congrès que l'UFCE organise chaque année depuis 1949.

européen, voire même mondial, des minorités puisque nous trouvons des représentants de pays lointains comme la Chine en la personne de Li Qing, membre de la commission pour les groupes ethniques ou Johann Wingard, président du conseil du *Volkstaat* pour l'Afrique du Sud lors du 41<sup>e</sup> Congrès de l'UFCE en mai 1996 à Timisoara <sup>27</sup> . En ce qui concerne l'Afrique du Sud, l'action de l'UFCE est prégnante puisque Christoph Pan, son ancien président, a participé à l'élaboration de la constitution de ce pays (lors des dernières consultations) en mars 1996 <sup>28</sup> .

Cette vision mondiale du problème minoritaire tient à cœur à l'UFCE au point qu'elle travaille en coopération étroite avec l'ONU afin d'aboutir à une normalisation juridique identique à l'échelle planétaire comme nous le verrons un peu plus loin. Les problèmes des minorités et de leurs revendications s'expriment en fonction d'un régime politique et de sa philosophie. Christoph Pan l'a parfaitement souligné lors de son discours de bienvenue au 41<sup>e</sup> Congrès de l'UFCE à Timisoara : « Permettez-moi d'ajouter un mot de principe : le problème des nationalités est causé par la démocratie. Sans démocratie, il n'y a pas de problème des nationalités. Alors si l'Europe est en train d'exporter la démocratie dans les pays du monde, elle exporte en même temps la question des nationalités. C'est pour cela que l'Europe est obligée de trouver une solution valable à cette question, non seulement dans son propre intérêt, mais aussi dans l'intérêt de tous les pays du monde qui s'adaptent au système de la démocratie » <sup>29</sup> .

Partant du principe que l'Europe « doit trouver une solution valable à cette question », l'UFCE regroupe lors de ses congrès tous les représentants en charge de la question minoritaire. Ceci est une

regroupe lors de ses congrès tous les représentants en charge de la question minoritaire. Ceci est une chose capitale à souligner, car nous avons de cette manière un prolongement des idéaux, des moyens et des ambitions de l'UFCE et donc de l'Allemagne, comme l'a reconnu son président Romedi Arquint, par l'intermédiaire de ces instituts dispersés aux quatre coins de l'Europe. Ces derniers amplifient et renforcent l'action en faveur de la protection des minorités. Ces congrès autorisent aussi des échanges de vues et d'opinions qui permettent de cibler plus particulièrement certains problèmes. Et parmi tous ces sujets, celui du soutien accordé au Kosovo contre les Serbes est sans bavure. Nous reconnaissons l'antique habitude de l'Allemagne de se ranger du côté des Slovènes et des Croates afin de mieux abattre la Serbie qui représente l'élément de résistance au contrôle total de cette zone par Berlin. L'Allemagne veut imposer un morcellement de la région, une sorte de mitage balkanique grâce au principe de l'autonomie défendu dans les statuts de l'UFCE, ce qui permettrait au monde germanique, économiquement le plus puissant, de régner en maître. Dès le début du conflit, l'UFCE se range dans une position anti-serbe. Cela se manifeste, par exemple, dès le début des années 90 par l'envoi d'une délégation en mission de reconnaissance, dirigée par le président de l'époque Karl Mitterdorfer qui reçoit l'appui des Hongrois et des Croates afin de dénoncer les crimes serbes <sup>30</sup>.

Cette position anti-serbe, qui est celle en filigrane de l'Allemagne, se répercute au niveau des résolutions qui ponctuent les fins de congrès de l'UFCE. Ainsi, pour les trois congrès de 1996 à 1998, les mesures prônées par les Albanais du Kosovo ressemblent à s'y méprendre à la politique

que les sièges des représentants kossovars se trouvent aux États-Unis. Ceci explique cela.

*Résolution 96-02 de l'Union des Albanais du Kossovo* : « L'Union des Albanais du Kossovo invite les membres de l'Union Fédérale des Groupes Ethniques Européens et le Congrès de l'UFCE à exposer sa doléance auprès des organisations internationales, comme les Nations Unies, le Parlement Européen, le Conseil de l'Europe ainsi qu'auprès des gouvernements (...). Le gouvernement de Belgrade doit mener des pourparlers avec les représentants albanais élus du Kossovo, afin d'obtenir la reconnaissance des droits d'autonomie du Kossovo avec le soutien de la Communauté internationale (...). Les Albanais ethniques du Kossovo, de Macédoine, du Monténégro et de Serbie orientale demandent le droit de déterminer eux-mêmes leur statut juridique »<sup>31</sup>.

*Résolution 1997-04 de l'Union des Kossovars en exil* : « (...) L'Union des Kossovars demande aux membres de l'UFCE et au Congrès de l'UFCE d'aborder le problème de la communauté ethnique albanaise en Macédoine, ex-république fédérée de Yougoslavie, de manière qu'elle puisse jouir des pleins droits politiques et économiques, y compris le droit de fonction illimitée de l'université de Tetovo, en albanais. Le droit à l'autodétermination doit être garanti aux Albanais au Kossovo, en Macédoine, au Monténégro et en Serbie orientale »<sup>32</sup>.

*Résolution 1998-05 de l'Assemblée des Délégués de l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* : « L'Assemblée des délégués de l'UFCE demande : qu'une plus forte pression soit exercée sur le gouvernement de la

délégués de l'UFCE demande : qu'une plus forte pression soit exercée sur le gouvernement de la République Fédérale de Yougoslavie et sur la République serbe de façon qu'elles cessent immédiatement toutes les interventions militaires, paramilitaires et policières contre la communauté albanaise (...), **que les troupes de l'OTAN viennent immédiatement stationner au Kosovo afin de garantir que la terreur et les violentes atteintes commises en violation des droits de l'Homme à l'égard des Albanais ne se renouvellent pas** (...); au gouvernement de la République Fédérale de Yougoslavie et aux chefs de la communauté ethnique albanaise de clore les entretiens qu'ils ont depuis longtemps entamés concernant la situation au Kosovo en conformité avec les principes de protection des droits de l'Homme et des minorités (...) » <sup>33</sup>.

En dehors du problème kosovar, l'importance de ces congrès est d'échanger des points de vue, de renforcer la coopération, mais aussi de fixer des lignes à suivre afin que l'ensemble marche, si l'on peut dire, au même pas. Ces échanges ont le mérite de souligner des concepts ou plutôt un vocabulaire typiquement germanique qui anime l'UFCE, en particulier la notion d'espace chère au géopolitologue du XIX<sup>e</sup> siècle Friedrich Ratzel (*der Raum*) dans laquelle l'idée de frontière, de « bornes romaines », disparaît pour faire place à un kaléidoscope d'entités majoritaires et minoritaires mises sur un même pied d'égalité. Le concept est particulièrement bien travaillé par Jacques-André Tschoumy de l'institut romand de recherches et documentation pédagogique (IRDPA, à Neuchâtel).

« Vers une Europe d'espaces partagés, de minorités reconnues, de citoyennetés composées,

la conduite de l'Europe moderne. On parlera désormais d'espaces et non plus de territoires, ni de terres. L'Europe géo-minoritaire permet de voir grand, large et profond. Quel changement ! Et que c'est difficile... », et après avoir évoqué et dénoncé des écoles de cultures différentes présentes dans la région de Timisoara, qui défendent trop hardiment, selon lui, leur spécificité propre, J-A Tschoumy ajoute que « l'espace, ici, n'est pas un espace de société solidaire, c'est un espace-mosaïque. Est-ce une étape de transition nécessaire – Peut-être. Mais l'avenir ne peut se contenter d'alignements de particularismes. Après avoir été une Europe de racines exclusivement, l'Europe va-t-elle devenir une Europe d'antennes exclusivement ? C'est une Europe de racines et d'antennes qu'il faut construire. Majorités et minorités sont en effet partenaires égaux. C'est le nouvel ordre démocratique. C'est le choc démocratique. Le choc démocratique est dans cette articulation des majorités aux minorités. Et non dans leur alignement. Le choc démocratique est sur la frontière, et non à l'intérieur de ces nouvelles frontières »<sup>34</sup>.

Ce principe de dissolution des frontières est exprimé dans la même ligne de pensée par Erhard Busek représentant de « L'Institut de l'espace danubien et d'Europe Centrale » à Vienne (Institut für den Donauraum und Mitteleuropa, IDM), évoquant un concept intéressant, celui de « la désintégration et de l'intégration ».

« Beaucoup s'inquiètent du fait qu'il y ait aujourd'hui des signes de désintégration. Cela ne concerne pas uniquement des États (Union Soviétique, Tchécoslovaquie...) mais aussi la vie. Nous vivons aujourd'hui tous dans différents mondes qui souvent n'ont rien à voir entre eux. Je

Nous vivons aujourd'hui tous dans différents mondes qui souvent n'ont rien à voir entre eux. Je crois que cette désintégration est une condition sine qua non pour une intégration (...) » <sup>35</sup> .

Ce principe n'est pas sans rappeler celui du solve et coagula (« détruire pour reconstruire »)...

Nous devons mentionner aussi le rôle de l'*International Scientific Conference Minorities for Europe of Tomorrow* (Iscomet) dirigé par Dr. Silvo Devetak et dont la mission consiste à s'occuper du problème des minorités dans le Sud-Est européen. Lors d'un long discours prononcé au 43<sup>e</sup> Congrès de l'UFCE à Prague en 1998, ce dernier présente la politique à mener par l'UFCE, politique qui est soutenue en des termes à peine différents par les représentants de l'*European Bureau for Lesser Used Languages* (EBLUL) en la personne de son président Bojan Brezigar, du *Minority Rights Group* (MRG) avec Catherine Barnes représentant son président, Alan Philips, dont nous serons amenés à revoir le nom, de la *Gesellschaft für bedrohte Völker* dont le dirigeant Tilman Zülch affirme avec satisfaction que son institut « travaille en étroite coopération avec l'UFCE » <sup>36</sup> , ainsi que par le Dr. Kinga Gál représentant l'ECMI. De ce discours en faveur de la promotion de la cause minoritaire, il ressort que quatre éléments doivent constituer le cadre d'une politique à long terme :

A. « La restructuration démocratique de la notion d'État-Nation afin d'assurer de larges possibilités qui permettent ainsi l'épanouissement des ethnies, de la culture et d'autres caractéristiques variées.

B. Le rôle des minorités ethniques et leur organisation au sein des relations européennes.

C. Les activités des organisations internationales européennes concernant les



international sur les droits et devoirs des minorités  
»<sup>37</sup>.

Pour tous les représentants de ces instituts, l'État-Nation est la bête noire à abattre, car source de conflits en raison de sa vision politique considérée « comme une organisation oppressive assurant l'hégémonie écrasante d'un composant ethnique de la nation »<sup>38</sup>. Afin de mettre bon ordre à ce « reliquat du passé », les dirigeants de ces instituts préconisent l'instauration aux niveaux européen et mondial d'une gamme de mesures capables d'assurer la protection et le maintien des caractéristiques intrinsèques des minorités. Afin d'accroître leur influence, ces instituts nouent des alliances pour donner plus de poids à leurs revendications et l'UFCE est la locomotive de cette entreprise. C'est le cas du *European Bureau for Lesser Used Languages* (EBLUL), qui s'associe à l'UFCE dans le cadre de la création de nouvelles agences au service des minorités. Comme le souligne son président Bojan Brezigar (EBLUL) : « Nous sommes déterminés à changer les lois tacites (...). Ainsi nous sommes en train de proposer à la Commission européenne l'établissement de nouvelles agences qui s'occuperaient des langues minoritaires et produiraient des informations correctes (...), avec pour but de montrer au public européen des journaux et de donner aux médias, comme aux diffuseurs, une vue générale des sujets qu'abordent nos communautés et de leurs rôles réels dans la société européenne. Je veux insister sur le fait que cette agence sera essentiellement un service pour toutes les communautés et pour toutes les organisations traitant de ces thèmes, incluant et c'est clair l'UFCE dont le président, mon grand ami Romedi Arquint, a coopéré en fixant les buts et

c'est clair l'UFCE dont le président, mon grand ami Romedi Arquint, a coopéré en fixant les buts et les objectifs de ce projet au cours d'une réunion que nous avons eu en janvier dernier au Parlement européen » <sup>39</sup> .

Ce genre d'initiative est dans la ligne et dans les intérêts de la politique allemande. Comme nous le verrons dans la partie juridique consacrée à l'instauration d'articles en faveur des minorités, le rôle de l'Allemagne est écrasant. Il l'est d'autant plus qu'un autre point émerge, celui de la coopération transfrontalière. Les frontières, par définition, séparent et elles séparent en particulier tout groupe ethnique qui se répartit de chaque côté d'une frontière comme c'est le cas, par exemple, pour le pays basque. Cette séparation n'existe plus si l'on gomme la frontière. Là aussi, le rôle de l'Allemagne est déterminant grâce à une institution, « l'Association des Régions frontalières Européennes » (l'ARFE), qui sera étudiée un peu plus loin.

Cette ouverture des frontières chère à l'Allemagne est encouragée, en particulier, par l'ECMI dont le financement est assuré par le Danemark, le Schleswig-Holstein et le ministère de l'intérieur allemand. Cette situation est officielle depuis la signature des statuts, le 28 janvier 1998, régissant cet institut par Jytte Hilden pour le ministère danois de la recherche et de l'information technologique, Gisela Böhrk, ministre de l'éducation, des sciences, de la recherche et de la culture du *Land* du Schleswig-Holstein et Manfred Carstens pour le *Bundesministerium des Innern* (ministère fédéral de l'intérieur) <sup>40</sup> . L'aspect financier est complété aussi par le programme de l'Union Européenne INTERREG-II piloté par

l'Allemagne, financement qui doit à l'avenir, selon le président de l'ECMI, être entièrement assuré par l'ensemble des pays européens de l'Union <sup>41</sup> .

En ce qui concerne le Danemark, nous pouvons affirmer que l'Allemagne, en raison de son poids économique et de sa position géographique au cœur de l'Europe, est plus concernée par cette politique en faveur des minorités et de la coopération transfrontalière que « l'appendice du Jutland ».

La politique de l'ECMI côtoie et épaula celle de l'UFCE. Il est révélateur de constater que parmi les membres permanents composant son Conseil Consultatif, nous trouvons le président de l'UFCE, Romedi Arquint <sup>42</sup> . Inversement le président de l'ECMI participe au Congrès de l'UFCE comme celui de Pörschach en 1997 <sup>43</sup> . L'ensemble de ces instituts soutenus par l'Allemagne présente la caractéristique commune d'avoir des dirigeants ou hauts responsables présents au sein d'autres conseils d'administration et conseils consultatifs, ayant en quelque sorte « un pied chez l'autre », ce qui permet un vaste mouvement et échange d'idées et surtout l'élaboration d'une politique commune. Ainsi, le professeur de droit anglais, Patrick Thornberry, président du comité des publications et programmes au sein du *Minority Rights Group* de Londres présidé par Alan Phillips, fait partie du conseil consultatif de l'ECMI <sup>44</sup> . Nous multiplierons les exemples au fur et à mesure que nous avancerons dans le sujet...et ceux-ci ne manquent pas.

A l'origine, le projet de création de l'ECMI est dû à l'initiative du Chargé aux affaires frontalières du *Land* du Schleswig-Holstein Kurt Hamer, décédé le 3 janvier 1991 <sup>45</sup> . Après une déclaration commune le 27 mars 1996 des gouvernements de

décédé le 3 janvier 1991 <sup>45</sup> . Après une déclaration commune le 27 mars 1996 des gouvernements de Copenhague, de Kiel et de Bonn, l'ECMI est officiellement créé le 4 décembre 1996 à Flensburg avec à sa tête Stefan Troesbt. Slaviste de formation, il travaille à l'institut *Osteuropa* de Berlin où il mène au profit du ministère des Affaires étrangères allemand, dans le cadre des activités de l'OSCE, des missions en Macédoine et en Moldavie. Après deux ans passés comme titulaire de la chaire d'histoire contemporaine de l'Europe de l'Est à l'Académie de la *Bundeswehr* de Hambourg, Stefan Troesbt se retrouve à la tête de l'ECMI <sup>46</sup> .

Il est intéressant de présenter la liste des noms composant le conseil d'administration de l'ECMI, car cela révèle les activités des différents protagonistes et leur influence, pour certains, au sein de l'Union Européenne ou ailleurs : J.K Hansen, Président, ancien ministre danois des travaux publics ; Marianne Tidick, vice-présidente, ancien ministre de l'éducation, de la culture et de la recherche du *Land* du Schleswig-Holstein ; Henrick Becker-Christensen, Consul général du Danemark à Flensburg, ancien directeur de l'institut danois de la recherche pour les régions frontalières à Aabenraa, Danemark ; Tore Bøgh, ambassadeur de Norvège en Mission Spéciale et à la tête, auparavant, des missions de l'OSCE dans les Balkans ; Hans-Peter Furrer, Directeur des Affaires politiques du Secrétariat du Conseil de l'Europe ; Jytte Hilden (co-signataire des statuts de l'ECMI), ancien ministre danois de la recherche et de l'information technologique et enfin *Rainer Hofmann* , directeur de l'institut de Droit International Walther Schücking, université de Kiel <sup>47</sup> . Ce dernier nom est à retenir, car nous le

L'objectif de l'ECMI, comme l'indique l'article 2 des Statuts, est de « s'occuper des affaires des minorités et majorités ainsi que des problèmes qui surviennent dans une perspective européenne par la recherche, l'information et des consultations (...) ».

Le terme de « minorité », selon le mémorandum de Kurt Hamer qui fonde l'ECMI, se définit comme suit : « (...) toutes minorités nationales, culturelles, ethniques, religieuses et linguistiques dont le statut de minorité a été reconnu par une législation nationale ou par des déclarations contraignantes au niveau international, comme aussi bien toutes minorités qui se définiraient et s'organiseraient en tant que telles »<sup>48</sup>.

Une telle définition ouvre des perspectives immenses et quasi infinies. Aussi, dans le cadre de l'Union Européenne et de l'abolition des frontières, cela permet à l'ECMI d'être présent partout en Europe, car les possibilités ne manquent pas. Enfin, il est à noter que l'article 3 al. 2 indique que la langue de travail de l'ECMI est l'anglais. La langue étant le reflet de l'esprit d'un peuple, mais aussi de la puissance dominante et de sa philosophie politique, cela révèle aussi la collusion du monde germano-anglo-saxon. Cet exemple se répétera dans d'autres cas. Disposant de tout un arsenal d'instituts en faveur de la protection des minorités, il est possible pour l'Allemagne d'aboutir à la réalisation d'un ensemble de mesures qui permet la reconnaissance des droits des groupes ethniques dans tous les domaines afin d'atteindre cet idéal ancien, « dégager le substrat ethnique de la gangue étatique avant de procéder à de nouvelles combinaisons », comme l'a si bien résumée la brochure anonyme de Zürich en 1864<sup>49</sup>. En tout

combinaisons », comme l'a si bien résumée la brochure anonyme de Zürich en 1864 <sup>49</sup> . En tout cas, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et la Convention-Cadre pour la protection des minorités s'y prêtent merveilleusement bien.

*A l'origine de la création de la Charte des langues minoritaires ou régionales et de la Convention-cadre pour la protection des minorités.*

Bien des événements se sont déroulés avant que ces deux documents ne soient ratifiés. Les prémices de la Charte des langues minoritaires et de la Convention-cadre, amorcées déjà en 1956, se sont poursuivies en 1967 lors du XVII<sup>e</sup> Congrès de l'UFCE à Aabenraa dans le Schleswig du Nord (Danemark), où l'on vota une Déclaration des Droits fondamentaux des communautés ethniques en Europe. Cette Déclaration fut travaillée et complétée en 1985 lors du XV<sup>e</sup> Congrès européen des nationalités à Genève. Ce dernier faisait suite au XIV<sup>e</sup> Congrès de 1938. Ainsi, comme pour la revue *Europa Ethnica* dont la numérotation prolonge celle de « *Nation und Strat* » interrompue en 1944, la continuité et l'esprit des Congrès des Nationalités n'ont pas été entamés par le léger contretemps de la seconde guerre mondiale. La numérotation de ces Congrès se prolonge comme suit :

*Congrès européens des Nationalités*

Le XV <sup>e</sup>	du 16 au 18 mai 1985	à Genève
-----------------------	-------------------------	----------

Le XVII <sup>e</sup>	du 24 au 26 mai 1990	à Munich
Le XVIII <sup>e</sup>	du 9 au 11 mai 1991	à Budapest
Le XIX <sup>e</sup>	du 20 au 23 mai 1993	à Flensburg
le XX <sup>e</sup>	du 24 au 28 mai 1995	en Haute- Engadine

Source : Information, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes, op. cit, p. 15.

Cette renaissance du Congrès européen des nationalités en 1985 permet à l'UFCE de relancer un projet en faveur de la protection des minorités en collaboration avec deux instituts ; l'AIDLCM (« Association Internationale pour la Défense des Langues et des Cultures Menacées ») et INTEREG (*Internationales Institut für Nationalitätenrecht und Regionalismus* , « Institut international pour les Droits des Groupes Ethniques et pour le Régionalisme ») <sup>50</sup> . Avant d'aller plus loin dans l'évolution qui aboutit à la mise en place de ce projet en faveur des minorités, nous devons examiner le rôle et l'essence des deux instituts cités précédemment.

L'AIDLCM est née des efforts d'un professeur français, Pierre Naërt, professeur de langue et de littérature Scandinave à l'université de Lund <sup>51</sup> et dont les objectifs se sont conjugués à ceux d'une cinquantaine de professeurs des pays nordiques. Soucieux de l'avenir des cultures minoritaires, Pierre Naërt entraîne ses collègues scandinaves dès le début des années 50 à élaborer un mémorandum qui est adressé à l'UNESCO le 17 septembre 1962

le début des années 50 à élaborer un mémorandum qui est adressé à l'UNESCO le 17 septembre 1962<sup>52</sup>. Ce mémorandum constate qu'il n'existe pas d'association se consacrant à la protection des langues et cultures des minorités. Il permet la naissance de l'AIDLCM qui tient son premier congrès à Toulouse les 28 et 29 juillet 1964 et dont les buts et principes sont exprimés dans les statuts pour la première fois en 1967 à Issime, dans la vallée d'Aoste, et modifiés lors de la IX<sup>e</sup> Assemblée générale des 29, 30 et 31 juillet 1982 à Montpellier.

Art. 1 : « L'Association internationale pour la défense des langues et des cultures menacées, AIDLCM, est une organisation internationale non gouvernementale qui se donne pour but la défense et la promotion des langues et des cultures menacées – soit dans leur ensemble, soit dans une partie de leur territoire traditionnel – de décadence, d'abâtardissement ou d'extinction par la suite de la discrimination dont elles font l'objet, tant dans l'enseignement que dans la vie publique. L'AIDLCM se donne pour tâche de faire passer dans la réalité les principes énoncés dans les articles 1, 2 et 3 de la Déclaration des principes de la coopération culturelle internationale adoptée par la Conférence Générale de l'UNESCO le 4 novembre 1966 :

1 : toute culture a une dignité et une valeur qui doivent être respectées et sauvegardées.

2 : Tout peuple a le droit et le devoir de développer sa culture.

3 : Dans leur variété féconde, leur diversité et l'influence réciproque qu'elles exercent les unes sur les autres, toutes les cultures font partie du patrimoine de l'humanité ».

L'AIDLCM regroupe des dirigeants



## *Présidents (par ordre chronologique )*

Helldor Laxness, Islandais, prix nobel de littérature.

Salvador Espriu, Catalan, Prix d'honneur des Lettres Catalanes.

Joan Triadu, Catalan, Prix d'honneur des Lettres Catalanes.

Arnaud Keravel, Breton, Professeur.

Jordi Costa, Professeur, Président d'Honneur de l'AIDLCM.

## *Vice-présidents*

Eugène Goyeneche, Basque français, Professeur.

Pedro da Silva, Mexicain.

Franci Zwitter, Slovène d'Autriche, Juriste.

Jean Van Crombrugge, Wallon, Professeur.

**Theodor Veiter** <sup>53</sup>, Autrichien, dont nous verrons le rôle majeur joué à côté de Christoph Pan et de quelques autres.

Mais si le rôle de l'AIDLCM est à signaler, celui d'INTEREG l'est plus encore en raison de ses activités multiples dans le domaine du régionalisme, travaillant en relation avec la Fédération des Réfugiés allemands (BdV), l'Association des Régions frontalières européennes (l'ARFE) et pour avoir élaboré une Charte, *Charta Gentium et Regionum*, accompagnée d'une carte des minorités linguistiques et ethniques en Europe. Le président d'INTEREG, Rudolf Hilf, dont nous avons vu le soutien apporté à la revue *Europa Ethnica*, est lui-même un Sudète né à Asch (Bohême de l'Ouest) qui défend avec passion la cause du régionalisme afin de faire contre-poids

*Ethnica* , est lui-même un Sudète né à Asch (Bohême de l'Ouest) qui défend avec passion la cause du régionalisme afin de faire contre-poids aux États centralisateurs <sup>54</sup> . Il est vrai que la Déclaration sur la fondation et les buts d'INTEREG le prouve sans conteste (extrait) :

« Un phénomène qui se manifeste de plus en plus à notre époque est l'augmentation et l'intensification dans presque tous les continents de conflits de minorités. Il apparaît que ni la polarisation résultant de la lutte hégémonique pour le pouvoir entre l'Ouest et l'Est dans le passé, ni les confrontations idéologiques, sociales et économiques dans les grands bouleversements actuels, ni enfin les contrastes sur un plan global entre le Nord et le Sud, ne sont capables de faire disparaître un problème qui plonge ses racines dans une forme d'existence de l'homme en groupes. Face à l'effort mondial pour le droit de peuples à disposer d'eux-mêmes, pour la liberté et l'indépendance, pour la participation et la collaboration réelle d'hommes libres et égaux entre eux, les formes de solutions offertes par « l'État-Nation » et par le « règne automatique de la majorité » apparaissent de plus en plus insuffisantes, ces formes remontant au XIX<sup>e</sup> siècle européen. La volonté de disposer de soi-même, d'être maître de son propre destin, de s'émanciper des structures de pouvoir traditionnel, ne s'arrête plus aux frontières des peuples majoritaires et des États établis. Et ceci d'autant moins qu'un État isolé, quel que soit l'endroit où il se trouve, n'est plus guère capable, tout seul et par ses propres moyens, de résoudre les grands problèmes de notre temps et d'être ainsi l'exclusif point de référence de sa population.

Étant donné que seulement 9% des États du

doivent vivre ensemble alors que, à des degrés divers, leur race, leur langue ainsi que leur niveau culturel et intellectuel sont différents, il en résulte un potentiel de conflits (...). Selon toute apparence, seules des *solutions exemplaires et généreuses* (en italique dans le texte) pourraient apporter un réel remède à l'une ou à l'autre des régions en crise; solutions qui posséderaient une force de rayonnement appropriée, justement parce qu'elles écarteraient des dangers dont le monde a déjà pris conscience. C'est le but des personnalités qui travaillent ensemble à l'institut International pour les Droits des Groupes Ethniques et pour le Régionalisme, qu'en développant une Charte du droit des minorités (droit pour les groupes ethniques) et dans les principes de l'originalité de chaque région et de son autonomie, des instruments soient fabriqués pour désamorcer les conflits et pour assurer la paix, instruments qui empêchent d'attiser et d'exploiter de telles crises par un tiers (...). L'Institut veut, dans l'élaboration de cette matière, répondre à un sens du droit qui ne s'occupe pas du simple nombre et des structures de pouvoir traditionnelles, mais qui part, d'une façon quantitative, du droit propre de chaque groupe d'hommes qui a grandi au cours de l'histoire et du libre développement des régions. Seuls, ce droit et ce développement permettent aux hommes de prendre part à la direction de leur destinée d'une façon effective. Et ceci, dans la conviction qu'une telle organisation qui entraîne le relativisme de l'État-Nation, ne signifie pas un démantèlement, mais au contraire ouvre le chemin à une collaboration large et nécessaire entre chaque unité continentale, collaboration qui, jusqu'ici, a été plutôt bloquée que réalisée. En partant de ces perspectives et de ces principes, l'institut veut réaliser des travaux de préparation en collaboration

plutôt bloquée que réalisée. En partant de ces perspectives et de ces principes, l'institut veut réaliser des travaux de préparation en collaboration avec tous les organismes qui poursuivent les mêmes buts ou des buts semblables, et surtout en maintenant un étroit contact avec les groupes d'hommes directement touchés par ces problèmes. Ces travaux de préparation dépassent le cadre étroit des simples intérêts politiques du moment. De cette manière, une nouvelle façon de comprendre doit être donnée au public et les résultats de recherches ainsi que des informations objectives doivent être remis entre les mains de ceux qui portent la responsabilité des décisions concrètes »<sup>55</sup>.

Il va de soi que les principes défendus par INTEREG rassemblent, attirent une multitude d'instituts ou d'ONG que nous avons étudiés ci-dessus. Il suffit de passer en revue la liste des membres d'INTEREG pour s'en convaincre aisément (nous ne citons que les principaux et les plus actifs) :

*Comité directeur* : Josef Stingl, maire de la ville de Graz (Autriche) et un des rédacteurs de la *Charta Gentium et Regionum* ; Felix Ermacora, membre actif de l'UFCE, député au Conseil National d'Autriche, représentant l'Autriche à la Commission européenne des droits de l'homme, délégué à la Commission des droits de l'homme à l'ONU et, de 1981 à 1984, membre du Comité des droits de l'Homme à l'ONU; Theodor Veiter, membre actif de l'UFCE et de la « Contribution d'Innsbruck » comme F. Ermacora; Rudolf Hilf, président d'INTEREG; Franz Olbert, secrétaire général d'INTEREG; Otto Kiminich, juriste, membre actif de l'UFCE, de la Fédération des Réfugiés allemands (BdV), Conseiller à l'institut

*Conseil d'administration* : Felix Ermacora; Otto Kiminich; Dieter Blumenwitz, co-éditeur de la maison d'édition « Sciences et Politiques » (*Verlag Wissenschaft und Politik*) qui travaille en étroite coopération avec la Kulturstiftung des réfugiés allemands liée au BdV; Hans. J Briner, un des fondateurs de « l'Association des Régions frontalières Européennes » (ARFE); Frans du Buy, juriste hollandais qui travaille en étroite coopération avec la Fédération des Réfugiés allemands (BdV) pour défendre en particulier le droit à la *Heimat* ; Fried Ersterbauer, un des rédacteurs de la *Charta Gentium et Regionum* et membre de la « contribution d'Innsbruck » ; Jens Gabbe, secrétaire général de « l'Association des Régions frontalières Européennes » (ARFE); Guy Héraud, spécialiste du fédéralisme et co-auteur dans la revue *Europa Ethnica* ; Karl Mitterdorfer, ancien président de « l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes » (UFCE); Peter Pernthaler, spécialiste du fédéralisme, membre de la « Contribution d'Innsbruck » et assistant de Félix Ermacora.

*Conseil scientifique* : Theodor Veiter; Christoph Pan; Roland Riz, membre de la « Contribution d'Innsbruck » ; Marcel Texier, professeur et secrétaire-général de l'AIDLCM, ce dernier participe au congrès de l'UFCE.

*Soutien* : Josef Stingl; Rudolf Hilf; Fritz Wittmann, député au Bundestag et président de la Fédération des Réfugiés (BdV) de 1994 à 1997 <sup>56</sup> .

Pour la fine bouche, nous trouvons aussi au sein du Conseil d'administration Otto de Habsbourg, farouche défenseur de l'Europe des Régions, ainsi que l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Michel Jobert.

Régions, ainsi que l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Michel Jobert.

Afin de poser des jalons en faveur d'une Europe à structures fédérales incluant la protection des minorités sur l'ensemble du continent européen, principes dont nous ne cesserons pas de répéter qu'ils sont inséparables, INTEREG a élaboré une Charte, la *Charta Gentium et Regionum*, dont les auteurs sont Josef Stingl en tant que président et Fried Esterbauer en tant que rapporteur pour le régionalisme. Cette Charte, rédigée en 28 langues lors du Congrès de 1994 à Brno (Brünn) en République tchèque, a pour but de promouvoir l'Europe des Régions et les minorités. Elle se révèle nécessaire aux yeux de ses pères, car comme le souligne Josef Stingl, l'Europe « se compose aussi d'environ 100 millions de personnes (grosso modo un huitième de tous les Européens) qui appartiennent à près de 200 groupes ethniques et minorités (...). La majorité de ces 100 millions d'Européens doit lutter contre différentes discriminations et contre une pression ouverte ou dissimulée tendant à l'assimilation (...). Cette situation a été à l'origine de la mise au point de la présente *Charta Gentium et Regionum* » <sup>57</sup>. La situation ayant été établie, la préface du programme de la Charte présente les buts à atteindre : « Les mesures minimales partent des droits linguistiques et de l'autonomie culturelle et en tant qu'autonomie personnelle pour s'étendre, en passant par l'autonomie territoriale, jusqu'au fédéralisme. Seul un statut d'autodétermination aussi large que possible peut assurer la pleine réalisation de l'objectif de liberté et de stabilité (...). C'est pourquoi l'on devrait instituer, du moins pour l'Europe, un statut d'autodétermination

pour éviter autant que possible des concentrations de pouvoir. Par la suite, les régions devraient obtenir subsidiarité et partage du pouvoir grâce à un degré maximum d'autonomie (originelle) des individus et des collectivités locales (communes) »<sup>58</sup>.

Au fur et à mesure que l'Union européenne glisse dans un cadre à structures fédérales, le principe de la coopération transfrontalière, selon le principe des vases communicants, prend de l'importance. Ainsi, le 23 janvier 1996, un Traité d'État a été signé entre la République Fédérale d'Allemagne, la France, la Suisse et le Luxembourg à Karlsruhe qui amplifie d'une manière considérable cette coopération transfrontalière au niveau des villes, des communes et des régions constituant ces pays. Le principe en est simple. Depuis « l'accord de Karlsruhe », ces villes, communes et régions « pourraient conclure directement entre elles des conventions en tant que partenaires au Traité, exécuter des tâches communes, **sans chercher à obtenir au préalable l'assentiment des gouvernements** »<sup>59</sup> (souligné par nous). Il est à noter, compte tenu de la zone géographique couverte par cette signature entre ces différents États, que ce Traité favorise la renaissance d'une grande Marche multiculturelle, embryon d'Empire, anéantie par la mort de son Grand-Duc en janvier 1477... la Lotharingie. L'œuvre de Louis XI est battue en brèche.

Comme le dit avec une franchise désarmante le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, lors de la signature de ce traité, :

« (...) Modèle pour la coopération dans l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle (...) la convention de Karlsruhe a fait apparaître l'Europe vécue et mise en pratique **dont nous avons besoin** (souligné par

l'Europe du XXI<sup>e</sup> siècle (...) la convention de Karlsruhe a fait apparaître l'Europe vécue et mise en pratique **dont nous avons besoin** (souligné par nous) (...). Lors des conférences intergouvernementales de l'UE, on devrait travailler en vue de valoriser plus nettement les initiatives provenant des régions. C'est cela, la subsidiarité »<sup>60</sup>.

Les principes proposés et défendus dans cette Charte font « le miel » de tous les instituts et ONG soutenus par l'Allemagne. Les co-signataires de cette Charte sont, en particulier, Romedi Arquint pour l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes (UFCE), Silvo Devetak, président de l'*International Scientific Conference Minorities For Europe of Tomorrow* (ISCOMET) et le président de la Gesellschaft für Bedrohte Völker, Tilman Zülch...<sup>61</sup>.

Cette Charte, rédigée au total en 28 langues, s'appuie sur une rédaction originelle en langues allemande et anglaise... Eternelle collusion germano anglo-saxonne.

Cette Charte, précédée d'une Déclaration qui présente ce projet aux parlements et aux gouvernements des États, affirme – en dehors de la protection accordée aux minorités, de la promotion de la coopération transfrontalière, du soutien à des groupes ethniques sans État qui ont les mêmes droits que ceux des États constitués, du dépassement « du concept vieilli de la souveraineté nationale » grâce à l'Union Européenne – que « l'Europe peut devenir un exemple pour le monde si elle cesse d'être un continent d'États Nations plus ou moins centralisateurs pour devenir un modèle d'unité et de diversité du fait des principes du droit des groupes, de l'autonomie et de l'autodétermination »<sup>62</sup>.



l'autodétermination) qui ressemblent comme deux gouttes d'eau, aux principes défendus par l'UFCE, la Fédération des Réfugiés (BdV), l'Association des Régions frontalières européennes (l'ARFE), l'Assemblée des Régions d'Europe (l'ARE), le Comité des Régions (CdR) et le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux d'Europe (CPLRE). Il est vrai aussi, comme nous le verrons, que les initiateurs de cette politique au niveau des institutions européennes sont soit des Allemands, soit des régionalistes basques, catalans, flamands etc..., dont les accointances profondes autorisent une collaboration étroite.

#### 1) Mesures minimales

*Article 1* : « Tous les groupes ethniques, majorités et minorités dans leur territoire de peuplement, ont droit à l'autonomie de la culture et de l'éducation, à la protection du bi- ou du multilinguisme dans la vie publique, à un enseignement dans la langue maternelle et à des institutions culturelles propres, avec leur financement, à l'accès aux médias, à la protection des conditions de vie économiques et écologiques, ainsi qu'au retour des peuples et des groupes ethniques expulsés.

*Article 2* : En outre, ils doivent avoir droit à une pleine collaboration à la vie publique grâce à une représentation dans les institutions politiques, notamment du fait d'un mode de scrutin équitable, à l'accès aux services publics et aux processus de décision concernant ces derniers, à la part leur revenant équitablement des ressources économiques et naturelles dans leur territoire de peuplement, ainsi qu'à des contacts libres avec les peuples d'où provient leur culture et avec d'autres groupes ethniques.

*Article 3* : Il convient de restreindre le plus

peuples d'où provient leur culture et avec d'autres groupes ethniques.

*Article 3* : Il convient de restreindre le plus possible les entraves à la liberté résultant des frontières : en instituant des régions transfrontalières, en accordant la double citoyenneté ou bien des citoyennetés régionales dans la mesure où cela répond à un vœu et apparaît de nature à résoudre des conflits et des problèmes d'identité, et avant tout en poursuivant l'instauration d'une citoyenneté européenne, en particulier pour les collectivités ethniques.

## 2) Autonomie

*Article 4* : Les collectivités ethniques qui constituent des majorités dans leur territoire de peuplement régional et local doivent disposer d'une autonomie territoriale; les minorités ethniques (minorités dispersées), d'une autonomie personnelle, cela dans la mesure et sous la forme désirées.

*Article 5* : L'autonomie personnelle devrait apparaître essentiellement comme une autonomie dans les domaines de la langue, de la culture et de l'éducation (incluant nécessairement l'autonomie financière); l'autonomie territoriale devrait inclure en outre les fonctions législative et exécutive, conformément au principe de subsidiarité.

*Article 6* : Les régions autonomes et notamment les collectivités ethniques devraient participer au pouvoir politique grâce à des représentants, liés par les instructions émanant d'elles, au sein des secondes Chambres des parlements nationaux, elles-mêmes appelées à participer au pouvoir de décision européen au sein d'une seconde Chambre du parlement européen (ensemble avec les représentants des premières Chambres des parlements nationaux).

constitutionnelle des ethnies et des régions (fédéralisme); il en résulte un partage du pouvoir qui augmente la stabilité et le contrôle et, ainsi, peut éviter et régler des conflits; on aboutit, sinon à une structure fédérale de tout le territoire de l'État, du moins à des États régionaux autonomes.

### 3) Autodétermination

*Article 8* : Indépendamment de la question de savoir jusqu'où s'étend le droit d'autodétermination des peuples, l'autodétermination doit devenir un principe d'organisation courant destiné à éviter une domination étrangère pour les peuples grands et petits, les groupes ethniques et les régions.

*Article 9* : Le fait d'éviter la création de nouveaux États-Nations et de préserver des entités à la mesure de l'unité européenne souhaitable – sur une base d'égalité entre les États – peut favoriser l'intégration européenne : si celle-ci se fonde sur des structures fédérales, elle confère à toutes les parties prenantes plus d'autodétermination et de stabilité qu'un morcellement des États-Nations.

*Article 10* : Dans ce cadre, le processus d'autodélimitation favorise un fédéralisme authentique, alors que des divisions et des frontières non fondées sur l'autodétermination dans un cadre soi-disant fédéral masquent une domination étrangère ». <sup>63</sup>

Cette refonte totale de l'Europe, de ses frontières, nécessite un recensement de toutes les minorités existantes, prélude à un remodelage complet. Le « Programme de Brno » a effectué ce type de recensement qui présente trois caractéristiques. D'abord, tous les chiffres cités ne sont que des estimations, ce qui présuppose que bien des fluctuations dans le processus

caractéristiques. D'abord, tous les chiffres cités ne sont que des estimations, ce qui présuppose que bien des fluctuations dans le processus d'autodétermination sont envisageables. Deuxièmement, les travailleurs migrants issus de l'immigration récente ne sont pas pris en compte. Enfin, chose intéressante, la Turquie, l'Arménie et la Géorgie sont intégrées dans ce recensement des minorités d'Europe <sup>64</sup>.

Entre 1967, date où l'UFCE présente, pour la première fois, les fondements pour un droit européen des communautés ethniques, et 1998, date où la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et la Convention-Cadre pour la protection des minorités entrent en vigueur, une césure peut être établie au niveau des années 1988/89/90, années où la mécanique en faveur des minorités s'emballe.

Pour aller du plus simple au plus compliqué, nous dirons d'abord que cette Convention-cadre et cette Charte sont allemandes de A jusqu'à Z. Il n'empêche que nous trouvons avant le tournant 1989/90 des tentatives qui émanent de députés du Parlement européen qui ne sont pas forcément Allemands, même si, parfois, certains entretiennent des contacts avec des instituts soutenus par l'Allemagne. Ainsi, de 1979 à 1984, nous avons la motion en faveur des minorités de douze députés sous la direction du député italien Sud-tyrolien Dalsass (en contact avec l'institut des groupes ethniques du Sud-Tyrol dirigé par Christoph Pan, UFCE), la motion du député belge ou plutôt flamand Coppieters en 1980, le rapport du député social-démocrate italien Arfé en 1981 <sup>65</sup>, dont les travaux aboutissent à la création du *European Bureau for Lesser Used Languages* (EBLUL)

Le véritable démarrage, même s'il aboutit momentanément à un échec, commence en 1984 avec le rapporteur à la Commission juridique Alfons Goppel, ancien ministre-président du *Land* de Bavière <sup>66</sup>. Le nom de ce premier rapporteur est à retenir, car nous le reverrons suite à une initiative importante de « l'Association des Régions frontalières européennes », l'ARFE.

Cependant, malgré les efforts d'Alfons Goppel, son travail n'aboutit pas parce qu'il rencontre, au sein du Parlement européen, des oppositions qui rejettent les mesures tendant à donner une émancipation trop complète aux minorités. C'est une bataille perdue, non une guerre perdue, car selon le juriste Dieter Blumenwitz, « le rapport Goppel représente, cependant, la première pierre pour d'autres développements au sein du Parlement européen » <sup>67</sup>.

La deuxième tentative est lancée à partir de 1988 par le comte Franz Ludwig von Stauffenberg, qui travaille en coopération avec la Fédération des Réfugiés (*Bund der Vertriebenen*) en particulier lors des congrès que ces derniers organisent annuellement sous le titre de *Kulturstiftung* des réfugiés allemands (*Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen*; *Kulturstiftung* pourrait être traduit par « fondation culturelle », mais le terme de *Kultur* n'a pas d'équivalent en français) <sup>68</sup> où se rencontrent juristes et politiques travaillant au sein de l'appareil gouvernemental allemand. Les débats ayant lieu lors de ces congrès sont financés « volontiers » par le ministère fédéral de l'intérieur (*Bundesministerium des Innern*, BMI) <sup>69</sup> comme le rappelle Klaus Pöhle chef de la section du BMI traitant des minorités allemandes sous le gouvernement Kohl. Cette section du ministère de l'intérieur s'occupe de l'accueil et de l'intégration

traitant des minorités allemandes sous le gouvernement Kohl. Cette section du ministère de l'intérieur s'occupe de l'accueil et de l'intégration des "émigrés tardifs" (*Spätaussiedler*) quittant en grand nombre les pays d'Europe de l'Est depuis la fin de la décennie 80 pour s'installer en Allemagne. Mais cette section assure aussi plusieurs aides matérielles et culturelles (§ 96 : loi sur les réfugiés pour le maintien de la culture allemande dans tout l'Est européen) en faveur de la diaspora germanique qui souhaite rester présente dans ces pays d'Europe centrale et orientale. Il est à noter que cette section se compose de 120 personnes réparties en deux groupes, une centaine travaillant à Bonn, une vingtaine à Berlin <sup>70</sup>. Nous pouvons estimer qu'avec le retour de Berlin comme capitale de la nouvelle Allemagne unifiée, l'essentiel du personnel se fixera dans cette ville. Cette coopération ne s'arrête pas là puisque le comte von Stauffenberg travaille aussi en relation avec l'Union fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes (UFCE). Ainsi le comte von Stauffenberg a pu présenter son projet en faveur de la protection des minorités lors du Congrès de l'UFCE à Munich en mai 1990 <sup>71</sup>.

Ce projet ou plutôt cette Charte des groupes ethniques se compose de cinq articles qui eux-mêmes se subdivisent en plusieurs alinéas. Nous ne présentons que la version résumée :

*Article 1 : Définitions et délimitations :* concernant les minorités, les régions où elles résident et relations entre la CEE (UE) et les minorités...

*Article 2 ; Droits de la personne :* libertés en tout genre, droits linguistiques, administratifs, religieux, scolaires, universitaires, des médias...

*Article 3 : Droits collectifs :* droit à la *Heimat* ,

*Article 4 : Devoirs des États membres* : celui de conserver toutes les caractéristiques culturelles, linguistiques de ces minorités, de favoriser (par une série de mesures) les moyens permettant de respecter les droits énoncés dans les articles précédents...

*Article 5 : Protection juridique* : les États membres de la CEE reconnaissent les clauses de cette Charte, juridiquement contraignante, régissant l'ensemble de la Communauté avec la possibilité pour toute personne appartenant à une minorité de porter plainte devant la Cour européenne de justice... (projet présenté lui aussi à la *Kulturstiftung* des réfugiés) <sup>72</sup>.

Cependant, comme lors de la première tentative d'Alfons Goppel, la Charte présentée par le comte von Stauffenberg tourne court en raison de quelques adversaires à ce genre de projet inédit dans les annales européennes depuis le Traité de Rome, mais aussi et surtout du fait de l'existence d'une part importante de sceptiques n'osant pas franchir le pas pour reconnaître des droits intangibles aux minorités. Comme le reconnaît lui-même le comte von Stauffenberg : « Mais là aussi, à la conclusion de ce travail, il se révéla très nettement que le nombre des hésitants des différents pays, même s'ils n'étaient pas véritablement des adversaires, était si grand et si important qu'on ne put surmonter les difficultés et aboutir à une adoption dans le cadre de la commission juridique ». <sup>73</sup>

A nouveau, l'Allemagne connaît un échec. Mais la ténacité et l'esprit méthodique étant des qualités germaniques, le projet est relancé une troisième fois. Ce fut le bon même si certains points ne sont pas encore atteints.

qualités germaniques, le projet est relancé une troisième fois. Ce fut le bon même si certains points ne sont pas encore atteints.

Le nouveau rapporteur est un Allemand dont le nom et surtout le prénom fleurent bon la mythologie germanique ; il s'appelle Siegbert Alber et il reprend la Charte du comte von Stauffenberg <sup>74</sup> . Nous restons toujours dans le monde fermé de ces instituts et ONG soutenus par l'Allemagne afin d'imposer sa vision ethno-culturelle en Europe. Il est révélateur de constater que Siegbert Alber est membre du conseil d'administration de l'Académie de la Baltique fondée à l'origine, en 1988, par l'association des réfugiés poméraniens et financée par le *Land* du Schleswig-Holstein et le ministère fédéral de l'intérieur (BMI) comme pour l'ECMI à Flensburg.

<sup>75</sup>

C'est en mai 1993 qu'est déposée par la Commission juridique du Parlement européen une nouvelle Charte en faveur de la protection des groupes ethniques. Cependant, l'étude de ce document est arrêtée par le Parlement en septembre 1993, car on s'approche de la fin de ses activités en raison des élections européennes se tenant en 1994. On souhaite ainsi éviter une rupture dans l'étude de ce texte fondamental, du fait des changements inévitables dans la composition des partis au sein de ce Parlement. Mais le coup de grâce est donné en octobre 1993 lors du sommet de Vienne qui fait éclater la Charte de Siegbert Alber en quatre morceaux : **a)** Une Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, **b)** Une Convention-cadre pour la protection des minorités, **c)** Un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme, **d)** Une convention spéciale pour les droits à l'autonomie. (Projet qui n'aboutit



oblige à un retour en arrière. Nous devons nous rappeler que même si Siegbert Alber reprend la tâche de son prédécesseur, il n'empêche que bien des éléments lui ont, si l'on peut dire, « mâché le travail ». En effet, des comités d'experts en matière de minorités se sont constitués sous les différentes autorités de Goppel, Stauffenberg puis Alber, qui ont permis l'élaboration et la mise sur pied de mesures en faveur des minorités. Cette élaboration s'est faite à différentes vitesses selon les sujets traités. Ainsi, lorsque Siegbert Alber hérite du dossier sur la protection des groupes ethniques, parmi les quatre éléments cités ci-dessus lors de l'échec relatif du sommet de Vienne, celui concernant la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires était déjà réglé. Cette Charte a, en quelque sorte, poussé plus vite que les trois autres qui eux, en 1993, sont encore à l'état de gestation. Par conséquent, nous faisons un petit retour en arrière afin d'étudier l'élaboration et le contenu de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires avant d'aborder les documents suivants.

L'outil qui permet à l'Allemagne d'imposer cette Charte est la Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe qui, à partir de janvier 1994, s'appelle le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe (CPLRE). En effet, c'est par l'intermédiaire de cet institut européen que la résolution 192 (1988), lançant le projet de Charte sur les langues régionales ou minoritaires, est conçue. Le nom de son rapporteur est l'Allemand Herbert Kohn <sup>76</sup> qui travaille en étroite relation avec l'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes. Il expose ses vues lors du congrès de l'UFCE à Anvers en octobre 1988 <sup>77</sup> . Il faut ajouter aussi qu'Herbert

des communautés ethniques européennes. Il expose ses vues lors du congrès de l'UFCE à Anvers en octobre 1988 <sup>77</sup> . Il faut ajouter aussi qu'Herbert Kohn, avocat de son état, est membre du comité juridique de l'UFCE <sup>78</sup> . Comme l'affirme Herbert Kohn lors de ce congrès à Anvers : « La protection, l'élaboration et la promotion des langues régionales et minoritaires est une question centrale de la politique en Europe et pour l'Europe (...). La reconnaissance du droit de tous les Européens à se servir de leur propre langue, la garantie de ce droit dans différents secteurs de la vie grâce à une Charte européenne peut aboutir au fait que les locuteurs des langues régionales et minoritaires (...) se sentent chez eux dans leur pays et dans la maison européenne comme les membres loyaux d'un tout » <sup>79</sup> .

Afin de lancer la mécanique instituée par cette résolution 192, le Comité des ministres de l'Union Européenne crée un Comité *ad hoc* d'experts sur les langues régionales ou minoritaires en Europe (CAHLR) avec, comme le précise le rapport explicatif du Conseil de l'Europe, « mission d'élaborer une Charte en ayant à l'esprit le texte de la Conférence permanente » <sup>80</sup> , élément qui sera observé.

De son côté, l'UFCE se prépare au lancement de cette première Charte de deux manières. D'abord, ses dirigeants établissent, suite au congrès de l'UFCE en octobre 1986 à Klagenfurt, un « Comité permanent des communautés ethniques et linguistiques européennes » qui se compose du comité directeur de l'UFCE, des représentants de la JEV (*Jugend Europäischer Volksgruppen*, « Jeunesse des groupes ethniques européens », organisme fondé en 1963 suite au congrès de l'UFCE en Italie à Aoste) <sup>81</sup> et des représentants

organisations internationales, comme la Cour de Justice des droits de l'Homme et les organes des Nations Unies. Enfin, après le congrès de l'UFCE tenu en 1987 à Flensburg, il est décidé de mettre sur pied un « Comité juridique » qui prend forme le 16 janvier 1988 à Strasbourg. Ce Comité est présidé par Theodor Veiter, entouré de deux secrétaires : Pierre Le Moine et Hans Ronald Jörgensen. Les organisations adhérant à l'UFCE nomment un représentant ayant pour tâche de collaborer avec ce comité. Ce dernier s'adjoint aussi l'aide d'autres experts n'appartenant pas forcément à l'UFCE. Les tâches de ce comité se répartissent en trois points :

1. « Assumer les intérêts des communautés ethniques au cours du développement des droits des minorités (Conseil de l'Europe, Parlement européen).

2. Réunir et commenter les droits existants.

3. Représenter les intérêts des communautés ethniques et des personnes appartenant aux minorités auprès des organismes internationaux (Commission européenne des droits de l'Homme...) » <sup>82</sup> .

C'est lors du congrès de l'UFCE tenu à Anvers que son principal mentor, Theodor Veiter, a expliqué le déroulement permettant d'aboutir à la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, élaborée sur plusieurs années, d'autant plus aisément qu'il a été le rapporteur général de la commission permanente du Conseil de l'Europe qui chapeauta le comité d'experts mis en place le 11 septembre 1987 (Herbert Kohn est « simple » rapporteur) <sup>83</sup> . Il faut aussi préciser que Romedi Arquint, qui n'est pas encore le président de l'UFCE, participe à l'élaboration de cette Charte

simple » rapporteur)<sup>83</sup>. Il faut aussi préciser que Romedi Arquint, qui n'est pas encore le président de l'UFCE, participe à l'élaboration de cette Charte<sup>84</sup>. Ainsi, c'est le 14 septembre 1987 que les membres de ce comité soumettent leur projet à la Conférence permanente et ce sont les 20 et 22 octobre 1987 que la Conférence permanente doit entériner cette Charte. Mais au grand étonnement de T. Veiter et de ses collaborateurs, le projet est repoussé. Comme il le rapporte lui-même lors de son discours d'Anvers : « Aussi surprenant que cela fût, le projet élaboré par le comité aux affaires culturelles et sociales sous l'égide d'Herbert Kohn, lors de la 22<sup>e</sup> session de la Conférence permanente, ne fut pas accepté et ajourné sur l'initiative du maire de Genève qui, selon toutes apparences, avait été envoyé par le gouvernement français qui, dès le début, n'avait pas une attitude positive à l'égard de cette Charte ». <sup>85</sup>

Ce n'est qu'un léger contretemps, car après quelques initiatives des délégations françaises, grecques et danoises pour modifier certaines données, la Charte est définitivement acceptée lors de la session des 15 et 17 mars 1988.

Cette Charte se compose de cinq parties comprenant en tout 23 articles. Nous présentons un résumé des principaux points défendus dans ce document. Les objectifs présentés appartiennent essentiellement au domaine culturel comme l'indique son rapport explicatif : « Elle est destinée à protéger et à promouvoir les langues régionales ou minoritaires en tant qu'aspect menacé du patrimoine culturel européen. Pour cette raison, non seulement elle contient une clause de non-discrimination concernant l'emploi de ces langues, mais elle prévoit également des mesures leur offrant un appui actif : le but étant d'assurer, autant

leur usage dans le monde judiciaire et administratif, dans la vie économique et sociale, et dans les activités culturelles (...). La Charte vise à protéger et à promouvoir les langues régionales ou minoritaires, non les minorités linguistiques. Pour cette raison, l'accent est mis sur la dimension culturelle et l'emploi d'une langue régionale ou minoritaire dans tous les aspects de la vie de ses locuteurs. La Charte ne crée pas de droits individuels ou collectifs pour les locuteurs de langues régionales ou minoritaires. Néanmoins, les obligations des Parties en ce qui concerne le statut de ces langues et la législation interne qui devra être mise en place conformément à la Charte devront avoir un effet évident sur la situation des communautés intéressées et de leurs membres pris individuellement »<sup>86</sup>.

Nous aurons l'occasion de développer dans le chapitre consacré aux institutions européennes le rôle primordial d'une d'entre elle, « l'Association des régions frontalières européennes » (l'ARFE, *die Arbeitsgemeinschaft europäischer Grenzregionen*, AGEG). Nous sommes cependant obligés dès à présent, car l'ARFE a joué un rôle décisif dans l'élaboration de l'article 10 consacré à la vie économique et sociale (Article 10 dans la résolution 192 (1988), transféré à l'article 13 dans le rapport explicatif du Conseil de l'Europe). En effet, cet article défend le principe que les langues régionales ou minoritaires peuvent être utilisées dans le cadre des activités économiques ou sociales (contrats de travail et documents techniques) ou encore dans la réglementation financière et bancaire (chèques, traites...). Cette mesure capitale est due à l'initiative du président allemand de l'ARFE, Karl Ahrens. Lors de son discours tenu à Anvers, Theodor Veiter ne peut s'empêcher de

est due à l'initiative du président allemand de l'ARFE, Karl Ahrens. Lors de son discours tenu à Anvers, Theodor Veiter ne peut s'empêcher de saluer cette initiative déterminante :

« Finalement, l'article 10 qui se rapporte aux aspects sociaux et économiques peut être considéré comme particulièrement important en ce qui concerne la protection des minorités, par la formulation de mesures de protection et de promotion transfrontalière. Ce faisant, nous devons attirer l'attention sur le travail absolument déterminant de l'Association des régions frontalières européennes (l'ARFE) sous la direction de Karl Ahrens » <sup>87</sup> .

Cette Charte se compose de 23 articles et est subdivisée en cinq parties.

1. *Partie I, dispositions générales (Art. 1 à 6) :* Définitions des « langues régionales ou minoritaires » (Art. 1); obligation de reconnaître au minimum 35 paragraphes de la Charte (Art. 2)...

2. *Partie II, objectifs et principes poursuivis conformément au paragraphe 1 de l'article 2 (Art. 7) :* Respect de l'aire géographique de chaque langue régionale ou minoritaire en faisant en sorte que les divisions administratives existant déjà ou nouvelles ne constituent pas un obstacle à la promotion de cette langue (...), mise à disposition de formes et de moyens adéquats d'enseignement et d'étude des langues régionales ou minoritaires à tous les stades appropriés, promotion des formes appropriées d'échanges transnationaux (...) pour les langues régionales ou minoritaires pratiquées sous une forme identique ou proche dans deux ou plusieurs États...

3. *Partie III, mesures en faveur de l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans la vie*

s'engagent à garantir la liberté de réception directe des émissions de radio et de télévision des pays voisins dans une langue pratiquée sous une forme identique ou proche d'un langue régionale ou minoritaire... (Art. 11); activités et équipements culturels (Art. 12) ; vie économique et sociale (Art. 13) ; échanges frontaliers : les Parties s'engagent à appliquer les accords bilatéraux et multilatéraux existants qui les lient aux États où la même langue est pratiquée de façon identique ou proche, ou à s'efforcer d'en conclure, si nécessaire, de façon à favoriser les contacts entre les locuteurs de la même langue dans les États concernés, dans les domaines de la culture, de l'enseignement, de l'information... (Art. 14).

4. *Partie IV, application de la Charte (Art. 15 à 17)* : rapports périodiques (Art. 15) ; examen des rapports (Art. 16) ; comité d'experts (Art. 17).

5. *Partie V, dispositions finales (Art. 18 à 23)*

Cette Charte est adoptée lors de la 478<sup>e</sup> réunion des délégués des Ministres le 25 juin 1992 et ouverte à la signature le 5 novembre 1992. Pour être appliquée, la Charte doit obtenir cinq ratifications. C'est chose faite grâce aux signatures, dans l'ordre, de la Norvège (10/11/93), de la Finlande (09/11/94), de la Hongrie (26/04/95), des Pays-Bas (02/05/96), de la Croatie (05/11/97). Depuis, il faut rajouter le Liechtenstein (18/11/97), la Suisse (23/12/97) et l'Allemagne (16/09/98)<sup>88</sup>. Dans cette liste des ratifications qui aboutit à l'entrée en vigueur de ce document le premier mars 1998, nous devons remarquer que ces pays appartiennent à ce que l'on appelle communément la sphère d'influence germanique, c'est-à-dire sa zone d'influence économique, en particulier la Croatie et la Hongrie. A l'exception de la Suisse dont le caractère fédéral et multiethnique n'est pas

zone d'influence économique, en particulier la Croatie et la Hongrie. A l'exception de la Suisse dont le caractère fédéral et multiethnique n'est pas à prouver, les autres pays présentent la particularité commune d'appartenir à des « Communautés de travail » que nous étudierons, coopérant avec l'ARFE. Cette ratification s'explique ainsi plus aisément.

En ce qui concerne le comité chargé de vérifier la bonne application de la Charte, nous le verrons en même temps que celui de la Convention-cadre.

La Déclaration du 9 octobre 1993, adoptée à Vienne par les gouvernements qui chargent le Comité des Ministres d'élaborer une Convention-cadre pour la protection des minorités, se concrétise par la création, le 4 novembre 1993, du Comité *ad hoc* pour la protection des minorités nationales (CAHMIN). La rédaction de cette Convention est achevée en octobre 1994. Le 10 novembre 1994, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe adopte cette Convention-cadre. Ouverte à la signature le premier février 1995, elle entre en vigueur le premier février 1998. De nombreux éléments ont été nécessaires pour arriver à ce résultat. Nous exposons ici les principales étapes qui ont permis d'atteindre ce stade : la « Contribution d'Innsbruck », selon l'expression de Christoph Pan, ancien président de l'UFCE, les projets de Bozen, le document de Copenhague, la Commission européenne pour la démocratie par le droit, désignée sous le terme plus court de « Commission de Venise », la recommandation 1201 et pour couronner cette Convention-cadre, les deux tentatives autrichiennes pour mettre en place un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme dans le domaine concernant la protection des



ethniques en Europe : la contribution d'Innsbruck »)<sup>89</sup>, Christoph Pan, figure de proue de la cause minoritaire avec Theodor Veiter (décédé en octobre 1994) et Félix Ermacora (décédé en février 1995), expose les différents facteurs qui ont permis d'aboutir aux différents textes favorables aux minorités et qui émaillent les années 90. Comme il le dit lui-même : « La question des nationalités est devenue une question de sécurité de premier rang pour l'Europe. La clé du problème s'appelle protection des groupes ethniques, l'alternative est la guerre. C'est pourquoi, la protection des groupes ethniques en Europe, depuis le véritable tournant de 1989/90, s'est déplacée au niveau crucial de l'intérêt politique. Le droit international, dans le domaine du droit des groupes ethniques, s'est enrichi. Le retard à combler est grand. Des fautes et des négligences, après deux guerres mondiales, sont à supprimer ou à rattraper. L'université d'Innsbruck a joué un rôle significatif, lors de l'élaboration d'un droit des groupes ethniques moderne, issu de la jurisprudence et particulièrement du droit public et de la science politique. Il s'y est adjoint un cercle considérable de juristes, de politiques, de diplomates et de nouvelles recrues qui comprend trois générations et qui est plus ou moins lié, dans leurs efforts au niveau international, à des postes centraux en faveur du droit des groupes ethniques européens. Cela autorise une impulsion essentielle grâce au développement et à la sauvegarde de positions propres qui s'alimentent essentiellement à partir de deux courants : celui de la tradition juridique riche d'expérience de la vieille Autriche et celui de la politique Sud-tyrolienne autrichienne depuis 1946 » (Christoph Pan évoque l'accord signé, le premier septembre 1946, entre les ministres des Affaires

politique Sud-tyrolienne autrichienne depuis 1946 » (Christoph Pan évoque l'accord signé, le premier septembre 1946, entre les ministres des Affaires étrangères italien et autrichien, Gasperi et Gruber, qui permit la protection des caractéristiques germaniques et une autonomie administrative pour le Sud-Tyrol). Soulignant les caractéristiques communes de ce cercle, Christoph Pan ajoute que « tous les participants sont liés à l'Université d'Innsbruck où ils enseignent, ont enseigné ou ont été formés. En dépit d'origines différentes, de carrières professionnelles évolutives, de domaines d'intérêts personnels et de spécialisations scientifiques, ils sont, dans les buts poursuivis et dans des points essentiels, remarquablement proches, agissent étroitement ensemble et créent un tout à partir d'éléments et de particules complémentaires, si bien que concernant le droit des groupes ethniques, on peut même parler d'une école juridique "innsbruckoise". L'unité dans les buts poursuivis et dans la coopération fait toutefois de ces participants un groupe qui n'est pas fermé en soi, mais qui est ouvert. Son noyau se trouve à l'institut de Droit Public et de Sciences Politiques de la faculté juridique d'Innsbruck. Chacun travaille indépendamment dans sa propre sphère d'influence sur son propre terrain professionnel, scientifique ou politique, en partie loin de tout rapport avec l'Autriche, en partie dans des lieux éloignés d'Innsbruck. Cependant, la communauté "innsbruckoise" est reconnaissable dans les buts poursuivis et dans les résultats »<sup>90</sup>.

Il est absolument nécessaire de connaître ces propos afin de comprendre et de situer les personnes qui ont favorisé l'émergence des textes en faveur de la protection des minorités, en particulier avec le premier véritable document de

compte tenu du rôle majeur joué par l'UFCE et donc en filigrane par l'Allemagne, nous devons évoquer aussi sa vision du problème minoritaire au début des années 1990. Cette vision reflète, pour ne pas dire imprègne de son essence tout l'arsenal juridique en faveur des minorités, source d'avenir, car comme le rappelle Christoph Pan: « L'État-nation en tant que modèle répandu en ce qui concerne l'organisation politique d'une société est dans la théorie comme dans la pratique depuis longtemps dépassé »<sup>91</sup>.

Pour Christoph Pan et l'UFCE, la situation des pays comprenant, d'une part, une population majoritaire qui donne son nom au pays et de l'autre, des groupes ethniques étrangers à cette population est la suivante :

1. A peine la moitié des peuples européens, des plus importants jusqu'à environ 4 millions d'individus (exceptions : les Roumains de Moldavie : 2,8 millions, les Litvaniens : 2,5 millions, les Slovènes: 1,9 million, les Macédoniens : 1,5 million, les Lettons : 1,3 million et les Estoniens : 0,96 million) pourra tirer parti du principe de l'État national à la formation de leur propre État national.

2. L'autre moitié compte les peuples de moins de 4 millions d'individus (à l'exception des Catalans qui sont environ 7 millions) qui ne disposent pas d'un État national. Ces habitants sont donc réduits à être citoyens de pays dans lesquels ils sont minoritaires.

3. Les Européens se divisent en deux catégories : environ 650 millions sur 750 millions (= 7/8) forment 33 « majorités nationales », tandis qu'à l'inverse les quelques 100 millions d'Européens restants (= 1/8) appartiennent à 200 groupes

forment 33 « majorités nationales », tandis qu'à l'inverse les quelques 100 millions d'Européens restants (= 1/8) appartiennent à 200 groupes ethniques répartis dans 33 États où, à l'exception de la Belgique et de la Suisse, ils entrent dans la catégorie « minorités nationales ».

4. En moyenne, l'on trouve cinq langues et cultures dans chaque pays européen avec des exceptions comme la Belgique, la Finlande, la Suisse ou l'Espagne.

5. Sur les 70 langues européennes, seules 31 bénéficient du statut de « langue nationale » <sup>92</sup>.

Partant du principe que la démocratie, l'État de droit et les droits de l'Homme sont indissociables, les autorités de l'UFCE estiment que les minorités au sein d'un pays démocratique seront systématiquement bafouées puisque, par définition, étant minoritaires, elles ne peuvent pas imposer par la loi des urnes leurs revendications spécifiques. Cette situation d'éternel citoyen de seconde zone contredit les principes d'égalité de traitement dans tous les domaines, selon l'article 2 de la Charte de l'ONU ou de l'article 14 de la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, puisque l'ethnie majoritaire, du fait de sa supériorité numérique, impose ses volontés aux dépens des autres plus réduites. Aussi, même si des mesures sérieuses sont entreprises pour favoriser la protection des langues minoritaires à tous les degrés de la société (Charte des langues régionales, Convention-cadre, traités bilatéraux...), ces dernières se révèlent malgré tout insuffisantes, car la minorité ne dispose pas d'un cadre territorial qui lui permet d'associer sa différence et le total respect qu'on lui doit avec le milieu où elle réside. Par conséquent, pour l'UFCE, la clef du problème

le respect du droit à l'autodétermination. Le fait d'accorder l'autonomie est, pour Christoph Pan, la meilleure prévention à des tentatives brutales de sécession susceptibles de briser l'intégrité des États. Le but de l'autonomie est d'apporter deux points :

1. Protéger les individus d'un groupe ethnique des décisions du groupe majoritaire qui ne sont pas justifiées du point de vue politique et du point de vue des droits de l'Homme.

2. Assurer les libertés fondamentales et le respect des droits de l'Homme sans pour autant violer l'intégrité des États.

De cela, il se dégage trois formes possibles d'autonomie :

- a) L'autonomie territoriale pour tout groupe ethnique qui représente la majorité de la population dans le territoire qu'il occupe.

- b) L'autonomie culturelle pour tout groupe ethnique qui ne représente pas la majorité de la population dans le territoire qu'il occupe.

- c) L'administration autonome locale pour tout individu appartenant à un groupe ethnique dispersé sur un territoire où des unités administratives sont formées en sa faveur au sein des districts, des communes ou sections de communes<sup>93</sup>.

Toutes ces mesures défendues par l'UFCE dans les années 1990 se développent et s'amplifient en 4 étapes sous l'égide de Christoph Pan et de la « contribution d'Innsbruck », grâce à Félix Ermacora et Hans R. Klecat-sky (ce dernier est, entre autres, « membre d'honneur de la commission des juristes autrichiens »)<sup>94</sup>.

1. En mai 1991, lors du congrès de l'UFCE à

« membre d'honneur de la commission des juristes autrichiens »)<sup>94</sup>.

1. En mai 1991, lors du congrès de l'UFCE à Budapest, une première convention est élaborée en faveur des Droits fondamentaux des groupes ethniques sous le nom de « projet de Bozen » (*Bozner Entwurf*).

2. Une deuxième version est conçue en juillet 1991, toujours sous le nom de « projet de Bozen ».

3. En mai 1992, une troisième version est adoptée à l'unanimité lors du congrès de l'UFCE à Cottbus. Désormais, cette version s'intitule « projet de l'UFCE » (*FUEV-Entwurf*).

4. Une version définitive est adoptée en mai 1994, toujours intitulée « projet de l'UFCE » et se compose de deux parties :

**a)** « Droits fondamentaux des personnes appartenant aux groupes ethniques européens, projet d'un Protocole additionnel à la C.E.D.H » (Commission européenne des droits de l'Homme), se composant de 23 articles réunis en 5 paragraphes (version résumée) :

*Dispositions générales* (Art. 1 à 3) : protection des groupes ethniques, définitions...

*Droits fondamentaux généraux* (Art. 4 et 5) : Droit à l'identité, droit à la non-discrimination...

*Droits fondamentaux spéciaux* (Art. 6 à 13) : Droits à la langue, à l'éducation, à l'information, à la représentation politique...

*Garantie des droits et mécanisme de contrôle* (Art. 14 à 17) : Droit à la codétermination, au recours...

*Mécanisme de contrôle* (Art. 18 à 20): Rapports d'États, règlement à l'amiable des litiges...

*Dispositions finales* (Art. 21 à 23) : Signatures...

*Dispositions générales* (Art. 1 à 3) : Autonomie sans préjudice à l'intégrité territoriale...

*Droits d'autonomie* (Art. 4 à 13) : Droits à l'autonomie territoriale, à l'autonomie culturelle, à l'autonomie administrative locale...

*Dispositions de protection juridique* (Art. 14) : Mise en œuvre interne et participation.

*Mécanisme de contrôle* (Art. 15 à 17) : Recours individuel et étatique, rapports d'États...

*Dispositions finales* (Art. 18 à 20) : Signatures...<sup>95</sup>

Toutes ces mesures énoncées par l'UFCE sont importantes pour deux raisons. D'abord, ces textes juridiques rédigés et peaufinés sur plusieurs années par Christoph Pan, Felix Ermacora, Hans R. Klecatsky et Ferdinand Kopp (ce dernier est un des auteurs majeurs du droit administratif allemand)<sup>96</sup> seront une trame de référence pour l'élaboration de documents en faveur de la protection des groupes ethniques au niveau du Conseil de l'Europe (Convention-cadre, recommandation 1201...), du document de Copenhague et des textes de l'ONU sur les minorités. Ensuite, l'ensemble de ces textes a été réuni dans un ouvrage, *Ethnos* 46 (la revue *Ethnos*, fondée entre autres par T. Veiter, est publiée avec le soutien du ministère fédéral des sciences et de la recherche, ainsi que celui du ministère fédéral des Affaires étrangères autrichien)<sup>97</sup>, édité par la maison d'édition *Braumüller* dont nous avons vu les soutiens. Or il est intéressant de lire à qui Christoph Pan adresse ses remerciements pour la rédaction d'*Ethnos* 46 renfermant tout l'arsenal juridique de l'UFCE. « Du plus simple au plus gros », nous trouvons, en plus des rédacteurs cités ci-dessus :

- L'ancien président de l'UFCE, Karl Mitterdorfer.
- Le président du centre sud-tyrolien de formation, Karl Nicolussi-Leck.
- La Maison d'édition W. Braumüller.
- Bruno Hosp, membre du gouvernement autonome du Sud-Tyrol et membre du Conseil d'administration de l'UFCE.
- L'Institut Sud-tyrolien économique et social de Bozen.
- Les ministères fédéraux de l'éducation et des arts, des sciences et de la recherche et des Affaires



étrangères de la République d'Autriche.

- Le ministère fédéral de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne <sup>98</sup>.

Nous avons vu le tableau des minorités établis par INTEREG. Or, Christoph Pan s'appuyant sur des données officielles issues du *Fischer Weltalmanach* 1992/1993/1994, du Conseil de l'Europe, plus particulièrement du CAHLR et du rapport Killilea établit un tableau des groupes ethniques européens dont les données ne correspondent pas toujours à celles d'INTEREG ce qui, indirectement, souligne la plasticité du problème minoritaire en Europe et les possibilités multiples et variées qui peuvent naître. Il faut préciser que les données exprimées dans le tableau, en particulier celles concernant les pays d'Europe de l'Est, sont d'après Christoph Pan, de un à deux tiers inférieures à la réalité <sup>99</sup>.

La plate-forme juridique de l'UFCE ayant été établie, il nous est possible de passer en revue les principaux documents qui ont précédé la mise en forme de la Convention-cadre. Le premier d'entre eux est le document de Copenhague du 29 juin 1990 réalisé sous les auspices de la CSCE (aujourd'hui OSCE). Il se compose de cinq chapitres, dont le 4<sup>e</sup> est consacré à la protection des minorités. Ce document n'a aucune force contraignante à l'égard des États. Il ne s'agit que d'un engagement politique. Cependant, le document de Copenhague est considéré comme la « Charte européenne des minorités », car les premiers fondements en faveur des minorités sont posés dans l'après guerre-froide. Ce document de Copenhague, et plus particulièrement le chapitre IV sur les minorités, est dû à l'origine à l'initiative de la Hongrie, associée à quatre autres pays (l'Italie,

l'Autriche, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie), l'ensemble étant réuni afin d'élaborer un projet sur la protection des minorités qui devait être un document fondamental pour l'élaboration du texte final de Copenhague <sup>100</sup> . Ce projet intitulé « Projet pentagonal » (*Pentagonale-Entwurf* ) a été élaboré, en coopération avec les représentants de ces cinq pays, par les représentants juridiques de l'UFCE, c'est-à-dire par Christoph Pan, suivi de cette fameuse « contribution d'Innsbruck » : les professeurs Hans R. Klecatsky, Roland Riz et Karl Zeller. R. Riz est juriste et député au *Südtiroler Volkspartei* , parti politique italien de langue allemande au Sud-tyrol, équivalent de la CDU, et travaille en collaboration avec l'institut des groupes ethniques de Bozen dirigé par C.Pan (même cursus pour K. Zeller). Ce travail a eu lieu en avril 1990 et s'est terminé au ministère des Affaires étrangères hongrois à Dobogókő à côté de Budapest <sup>101</sup> . Le chapitre IV du document de Copenhague porte la marque de l'UFCE. Il est vrai aussi, comme le confirme Christoph Pan, que « sans nos initiatives absolument déterminantes, le résultat final, c'est-à-dire ce qui concerne le document de Copenhague ou plus exactement le chapitre consacré à la protection des minorités, aurait été encore plus médiocre » <sup>102</sup> .

Ce document de Copenhague, ou plus exactement son chapitre IV, comporte 10 articles en faveur des minorités, où l'on retrouve les projets phares de l'UFCE comme : le droit d'utiliser librement sa langue maternelle tant en privé qu'en public (Art. 32.1), le droit d'établir des contacts au-delà des frontières pour les minorités de même origine (Art. 32.4), la création par les États de toutes les conditions nécessaires afin de promouvoir les identités de ces minorités (Art. 33),

la possibilité de créer et de favoriser des administrations locales ou autonomes appropriées (Art. 35) ou encore la possibilité pour les États comme pour des particuliers de soumettre à des organismes internationaux des communications concernant des actes de discrimination (Art. 40.7)

...

A la même époque (1990/91), à la demande des autorités hongroises, italiennes et yougoslaves (issue du « projet pentagonal »), la Commission européenne pour la Démocratie par le Droit, appelée plus communément « Commission de Venise », crée un groupe de travail sur la protection des minorités, présidé par Franz Matscher, membre de la Commission au titre de l'Autriche <sup>103</sup> et membre de la « contribution d'Innsbruck » (parmi ses nombreuses attributions, on peut remarquer qu'il est assistant du ministère des Affaires étrangères autrichien) <sup>104</sup> . Cette Commission de Venise élabore une « liste de principes concernant les minorités nationales », dont le contenu ne diffère guère des positions de l'UFCE et qui, par la suite, sera présentée en juin 1990 lors de la réunion de Copenhague, ce qui explique la remarquable continuité du programme consacré aux minorités. L'état d'esprit qui anime les statuts et le programme de l'UFCE va dans le sens de celui de « la Commission de Venise », puisque cette dernière stipule que « la solution du problème des minorités passe d'abord par l'adoption de mesures de droit interne. En premier lieu, la structure de l'État peut garantir l'autonomie des minorités par des systèmes politiques fédéraux, par la régionalisation ou par l'octroi d'un régime spécial à certains territoires. Ensuite, le droit interne doit assurer le respect des droits

fondamentaux reconnus par la constitution, notamment le principe d'égalité » <sup>105</sup> .

Un des fondements de l'Union européenne (avec l'état de droit et le pluralisme démocratique) est la « Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales » adoptée le 4 novembre 1950. Tout pays qui désire adhérer à l'UE doit obligatoirement obéir aux principes des droits de l'Homme. Ainsi l'Espagne de Franco ne pouvait pas entrer à l'époque au sein de la CEE puisque ce régime ne répondait pas à ce type de critère. Les pays de l'ancien bloc de l'Est doivent, là aussi, montrer patte blanche pour entrer dans le club. Mais autant les critères des droits de l'Homme sont incontournables, autant ceux ayant trait à la protection des minorités ne bénéficient pas de cet atout capital. Aussi, le but de la manœuvre de la part de l'UFCE est de faire en sorte que les critères réservés à la protection des minorités soient intégrés à la Convention Européenne des droits de l'Homme. De cette manière, tout pays désireux d'intégrer l'Union Européenne se verrait dans l'obligation d'admettre dans sa législation l'ensemble des paramètres favorables à la protection des minorités. Cette manœuvre s'est produite deux fois et c'est le ministre des Affaires étrangères autrichien Aloïs Mock qui, la première fois en 1991, s'est chargé d'établir un « projet de protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme pour la protection des groupes ethniques ». Il s'est appuyé pour cela sur un document de 11 pages que lui a remis le *Südtiroler Volkspartei* <sup>106</sup> . Ce document a été élaboré en coopération avec l'institut des groupes ethniques Sud-tyrolien, l'UFCE et la « contribution d'Innsbruck ». Les juristes Felix Ermacora, Franz

Matscher et l'ambassadeur Ludwig Steiner (ce dernier, né en 1922, a été le secrétaire de Karl Gruber lors du traité de 1946 réglant la question du Sud-tyrol avec l'Italie de De Gasperi)<sup>107</sup> ont notamment contribué à cette entreprise. La tentative autrichienne se solde par un échec, comme la deuxième en juillet 1995, car le principe en lui-même effraie plus d'une délégation de l'Union européenne. Cela n'empêche pas Aloïs Mock d'adresser aux représentants du *Südtiroler Volkspartei*, et malgré les difficultés rencontrées, le commentaire qui suit : « Cependant, l'Autriche s'efforcera à appliquer les meilleures solutions possibles et à recourir en plus à vos propositions »<sup>108</sup>. Malgré cette défaite, cette tentative avortée ne se perd pas dans les sables du désert puisque, comme le souligne Christoph Pan, les travaux de F. Ermacora, F. Matscher et de L. Steiner auront des répercussions directes et indirectes, « une influence durable » (*einen nachhaltigen Einfluß*)<sup>109</sup> selon sa propre expression, sur la recommandation 1201 (1993) « relative à un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme sur les droits des minorités nationales »<sup>110</sup>. La recommandation 1201 reste un texte de référence pour un protocole additionnel qui, en plus, donne une définition du mot « minorité », définition qui est un véritable duplicata de celle de l'UFCE :

Art. 1 : « aux fins de cette Convention (le mot « Convention » dans ce texte renvoie à la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales), l'expression “minorités nationales” désigne un groupe de personnes dans un État qui :

a. Résident sur le territoire de cet État et en sont citoyens ;

b. Entretiennent des liens anciens, solides et durables avec cet État ;

c. Présentent des caractéristiques ethniques, culturelles, religieuses ou linguistiques spécifiques ;

d. Sont suffisamment représentatives, tout en étant moins nombreuses que le reste de la population de cet État ou d'une région de cet État ;

e. Sont animées de la volonté de préserver ensemble ce qui fait leur identité commune, notamment leur culture, leurs traditions, leur religion ou leur langue ».

Il faut préciser aussi que l'un des deux rapporteurs de cette recommandation est Lluís Maria de Puig. Comme le rapporte l'ancien président de l'UFCE, le Breton Pierre Le Moine : « (...) Nous y avons plusieurs amis sûrs comme Messieurs les Parlementaires de Puig et Bindig »<sup>111</sup> (ce dernier est député social-démocrate allemand au *Bundestag* ainsi qu'au Parlement européen. Rudolf Bindig a présenté un bilan de l'action menée en faveur des minorités lors du congrès de l'UFCE en 1996)<sup>112</sup>. En ce qui concerne Lluís Maria de Puig, nous devons préciser que c'est un Espagnol ou plutôt, et c'est un concept qu'il faut retenir, un régionaliste catalan de pure souche. Ce régionalisme qui anime tant de représentants qui n'ont d'espagnol, d'italien etc... que le nom, est une aubaine pour l'Allemagne et c'est pour cette raison que nous retrouvons autant de régionalistes aux postes-clés des instances européennes, travaillant *la mano en la mano* avec les Allemands. Nous devons ajouter que ce phénomène existe aussi côté français. Lors de la réunion de l'UFCE à Pörtlach en 1997, le député breton de la République une et indivisible, Jean-

Yves Cozan, devait prononcer un discours. Mais les élections législatives de 1997 l'obligent à se faire remplacer par l'ancien Président de l'UFCE, le Breton Pierre Le Moine. Ce dernier prend donc sa place pour prononcer le discours de ce député, ajoutant en préambule : « Aujourd'hui, je suis dans l'obligation de prendre la place du député Jean-Yves Cozan, car il ne pourra être parmi nous. Certains d'entre vous savent que le Président de la République française a dissous l'Assemblée nationale et a décidé de nouvelles élections à la Chambre des Députés (...). Le député Cozan, comme tous ses collègues, a commencé aussitôt sa campagne électorale et a dû annuler son voyage. Il nous a envoyé un message que je vais vous lire et m'a demandé de le substituer à l'exposé qu'il devait nous faire aujourd'hui. Outre son rôle de membre du Parlement, J.Y Cozan est le 1<sup>er</sup> vice-président du Conseil général et nous sommes toujours certains de trouver en lui notre meilleur avocat » <sup>113</sup> .

En ce qui concerne cette recommandation 1201, elle ne diffère guère des autres documents cités précédemment. Composée de 20 articles, elle ne fait que reprendre les grands classiques du répertoire au service des minorités : le droit d'utiliser sa langue maternelle en privé comme en public (Art. 7), d'avoir des contacts libres et sans entraves avec les ressortissants d'un autre pays avec lesquels la minorité partage des caractéristiques communes (Art. 10), ou dans les régions où elles sont majoritaires de disposer d'administrations locales ou autonomes appropriées (Art. 11).

Munie de cet ensemble de mesures, la Convention-cadre <sup>114</sup> dispose d'un arrière-fond de textes juridiques qui permet l'élaboration d'un

document qui présente la particularité d'être juridiquement contraignant.

Comme nous l'avons vu, Siegbert Alber a donc repris le projet du comte von Stauffenberg. Il s'est écoulé 13 mois entre le lancement par le Sommet de Vienne des 8 et 9 octobre 1993 du projet d'une Convention-cadre (4 novembre 1993, mise en place du Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales, CAHMIN) et son adoption par le Comité des Ministres le 10 novembre 1994. Ouverte à la signature le 1<sup>er</sup> février 1995, elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> février 1998 après avoir été ratifiée par 12 États, chiffre minimum requis pour être appliquée. Les 12 pays qui ont ratifié cette Convention-cadre sont les suivants: Roumanie (11/05/95), Espagne (01/09/95), République slovaque (14/09/95), Hongrie (25/09/95), Chypre (04/06/96), Moldavie (20/11/96), Saint Marin (05/12/96), Estonie (06/01/97), Macédoine (10/04/97), Allemagne (10/09/97), Danemark (22/09/97), Finlande (03/10/97). Depuis, se sont ajoutés la Croatie (11/10/97), l'Italie (03/11/97), le Liechtenstein (18/11/97), la République tchèque (18/12/97), le Royaume-Uni (15/01/98), l'Ukraine (26/01/98), Malte (10/02/98), la Slovénie (25/03/98), l'Autriche (31/03/98), l'Arménie (20/07/98), la Russie (21/08/98) et la Suisse (21/10/98)<sup>115</sup>.

Nous avons déjà souligné que Siegbert Alber fait partie du conseil d'administration de l'Académie de la Baltique financée par le ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne. Mais ce n'est pas tout. Ce rapporteur a aussi travaillé en étroite collaboration avec l'UFCE. Il a présenté et commenté le remaniement opéré dans le dossier hérité du comte von



Stauffenberg devant le congrès de l'UFCE en mai 1993 à Flensburg <sup>116</sup> .

Retraçant la genèse de cette Charte, Siegbert Alber dit ceci devant les représentants de l'UFCE : « Vous savez que nous avons à l'ordre du jour à la Commission juridique le rapport de la Charte des groupes ethniques. C'est un rapport qui, depuis longtemps, est en attente. Il remonte à l'initiative de mon collègue et ami, le docteur Joachim Dalsass. A l'origine, monsieur Goppel a été le rapporteur, puis ce fut le comte von Stauffenberg et j'ai repris le rapport après son départ (...). J'ai retravaillé le rapport Stauffenberg et lors de cette préparation, je me suis rendu compte que votre convention était justement le meilleur projet pour les droits fondamentaux des groupes ethniques européens que l'UFCE a adopté l'année dernière à Cottbus. C'est pourquoi, j'ai repris ce rapport naturellement enrichi de quelques ajouts (...) » <sup>117</sup> . Mais le Sommet de Vienne d'octobre 1993 bloque le processus qui est relancé par le CAHMIN.

Une série d'experts issus de différents pays participe au débat sur cette Convention-cadre, au sein du CAHMIN, inspirée à l'origine par l'UFCE (s'appuyant aussi sur les documents cités précédemment) par l'intermédiaire du rapporteur Siegbert Alber. Nous nous sommes efforcés, documents à l'appui, de montrer la collusion de l'Allemagne et de l'Autriche en faveur de l'UFCE comme de tous les autres instituts (comme l'ECMI) gravitant dans la galaxie minoritaire. Cependant, l'élément le plus significatif, soulignant l'appui total de l'Allemagne à la reconnaissance et à la protection tous azimuts du monde minoritaire et donc de l'éclatement de l'État-Nation, apparaît pleinement lors de toutes les réunions du CAHMIN

; durant la période qui s'étale de la 1<sup>ère</sup> réunion en janvier 1994 à l'adoption de cette Convention-cadre de la même année. Le rôle joué par le représentant du ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne, Rolf Gossmann<sup>118</sup>, a été déterminant. En dehors de l'Allemagne, seul le Danemark implique dans ces discussions des représentants de son ministère de l'intérieur avec la présence de B. Kjeldgaard et T. Sørensen<sup>119</sup>. Normalement, le contenu d'une Convention-cadre est généralement discuté entre les ministères des Affaires étrangères et ceux de la justice, avec parfois des secrétaires d'ambassade ou des services culturels. Dans le cas allemand, pas une seule fois nous ne trouvons, de janvier 1994 à octobre 1994, dans le cadre du CAHMIN, la présence d'un représentant allemand du ministère des Affaires étrangères. Seuls sont présents le ministère de la justice, comme pour les autres pays et, en permanence, le ministère de l'intérieur. Doit-on croire que le territoire de l'Union européenne se confond avec celui du ministère de l'intérieur allemand – La chose paraît probable, car nous savons que l'Allemagne et son ministère fédéral de l'intérieur soutiennent toutes les minorités allemandes et non-allemandes en Europe. Ceci se confirme quand on sait qu'à chaque congrès que l'UFCE organise annuellement se trouve un représentant du ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne et que ce représentant s'appelle... Rolf Gossmann<sup>120</sup>.

Cet homme est en fait la jonction entre le gouvernement allemand et l'UFCE et il faut noter que c'est toujours le même haut-fonctionnaire avec le gouvernement Schröder... belle continuité dans la politique.

Nous avons vu que parmi les soutiens apportés

à l'UFCE, nous trouvons celui du bureau des groupes ethniques du *Land de Carinthie*. Ce *Land* organise annuellement des congrès traitant de la protection des minorités. En novembre 1996, un congrès fut organisé à *Egg am Faaker See* sous la présidence de Christoph Pan. Lors de cette réunion, les principaux intervenants furent Bojan Brezigar de l'institut *European Bureau for Lesser Used Languages* (EBLUL), Gerhard Bartodziej, le représentant d'une association culturelle allemande de Pologne (VdG) et Rolf Gossmann, le représentant du ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne <sup>121</sup>.

La maison d'édition de Cologne, *Verlag Wissenschaft und Politik* publie les discours et rapports de groupe d'étude lié à la Fédération des Réfugiés (BdV) ou plus exactement à la *Kulturstiftung* des réfugiés allemands. Du 8 au 10 mars 1995, s'est tenue à Bonn-Bad Godesberg une réunion de ce groupe d'étude, où parmi les intervenants nous trouvons, entre autres, Christoph Pan et Rolf Gossmann <sup>122</sup>. Ce dernier donne son avis et des éclaircissements sur l'attitude de l'Allemagne au sujet de l'élaboration de la Convention-cadre. Rappelant les tentatives du Bundestag et du chancelier Kohl pour favoriser l'adjonction d'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme en faveur des minorités, il ajoute que « l'Allemagne, à cette époque, s'est engagée d'une manière durable, avec toute une autre série d'Etats, en faveur d'un protocole additionnel qui ne put aboutir à un consensus » <sup>123</sup>. Evoquant le mécanisme de surveillance de cette Convention-cadre qui doit vérifier si les États suivent véritablement les prescriptions présentes dans ladite Convention, il ajoute qu'« une série d'États s'opposa à toute

forme de mécanisme de surveillance. L'Allemagne plaida, avec les autres pays d'Europe du Nord, centrale et du Sud-Ouest (compte tenu des repères géographiques, on devine qui n'était pas d'accord), pour un contrôle renforcé dans le respect à avoir à l'égard de la Convention et pour cela, a présenté à Bonn une étude développée avec ces Etats qui pourtant n'obtint aucune majorité. Avec le mécanisme de surveillance actuel, une ligne médiane obligatoire a été trouvée. Elle oblige les États contractants, après l'entrée en vigueur de la Convention, à considérer avec attention les moyens permettant de contrôler l'application de cet accord en Europe. Les minorités nationales sauront toujours rappeler à cette tâche leurs gouvernements »<sup>124</sup>.

Ceci est d'autant plus vrai que la Convention-cadre autorise ces gouvernements à reconnaître si telle ou telle catégorie peut être rangée dans la partie « minorité nationale ». Si tel groupe ethnique se considère comme délaissé, non-reconnu en quelque sorte, il lui sera toujours possible de porter plainte devant la cour de justice européenne des droits de l'Homme. Et compte tenu que cette cour de justice européenne prend le pas sur celle des États nationaux, les minorités auront tout loisir de court-circuiter leurs gouvernements dit « nationaux ».

Dans le processus lié à la protection des minorités, l'Allemagne a, depuis les années 1990, signé une série d'accords bilatéraux avec les anciens pays du bloc de l'Est. Une part de ces traités est consacrée à la protection des minorités germaniques disséminées en Europe centrale et orientale. Or, comme le précise Rolf Gossmann : « L'Allemagne s'est justement battue auprès des États voisins pour que la minorité allemande

obtienne une protection supplémentaire et une meilleure promotion grâce à la mise en pratique rapide de la Convention-cadre. Peut-être dans le cours du temps, dans le cadre de cet instrument, des problèmes seront-ils résolus, qui ne peuvent pas être réglés, ici et là, par des traités bilatéraux »  
125 .

Cette remarque est très importante, car elle souligne comment l'Allemagne compte régler les problèmes minoritaires, qu'ils appartiennent au monde germanique ou non. En effet, les pays de l'Est européen qui frappent à la porte de l'Union doivent respecter intégralement les principes des droits de l'Homme qui constituent le pivot philosophique des États occidentaux. Ne pouvant pas obtenir, tout de suite, un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme en faveur de la protection des minorités, l'Allemagne va systématiquement calquer les mesures qui jalonnent la Convention-cadre sur celles qui composent la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe. Ainsi, à la moindre difficulté d'interprétation de cette Convention-cadre, ce sont les principes qui régissent ceux de la Convention de Sauvegarde qui feront foi.

Comme le confirme avec netteté Rolf Gossmann, « les principes fondamentaux issus de la Convention européenne des Droits de l'Homme jouent un rôle particulier dans les clauses de la Convention-cadre. Les Etats-membres du Conseil de l'Europe sont dans l'obligation de reconnaître la Convention européenne des droits de l'Homme. L'Allemagne s'est placée, en ce qui concerne la Convention européenne des droits de l'Homme, sous la juridiction européenne de la cour de justice

des droits de l'Homme. Une série de ces Droits et Libertés a une signification toute particulière pour un individu d'une minorité nationale, comme par exemple, la liberté d'utiliser sa langue, la liberté d'opinion, la liberté de réunion, la liberté religieuse, la liberté d'association etc... Afin d'accentuer tout ceci et parce que la Convention-cadre du Conseil de l'Europe est ouverte aussi aux États qui n'en sont pas membres, ces principes fondamentaux ont été repris expressément dans le nouvel instrument juridique. Afin de s'assurer qu'aucune restriction ne résulte de ces libertés et droits en ce qui concerne la mise en forme de ces principes fondamentaux, il a été fixé qu'ils sont à interpréter en accord avec ceux de la Convention européenne des droits de l'Homme » <sup>126</sup> .

C'est pour l'Allemagne, d'une certaine manière, un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme en faveur de la protection des minorités à peine affadi.

Avant d'aborder les principales mesures de la Convention-cadre et les deux comités chargés de vérifier la bonne application des textes en faveur des minorités, nous devons signaler que l'UFCE a bénéficié pour l'élaboration de ce document du soutien au sein du secrétariat à la Direction des droits de l'Homme du co-secrétaire du Comité F.A. Steketee <sup>127</sup> qui a participé au Congrès de l'UFCE à Pörschach en 1997 <sup>128</sup> . Parmi les soutiens à l'UFCE, nous avons cité le Département des droits de l'Homme. Or, de 1980 à 1993, le directeur pour les droits de l'Homme n'est autre que Peter Leuprecht, membre de la « contribution d'Innsbruck » qui a permis que le « projet de l'UFCE » (*UEV-Entwurf*), élaboré lors du congrès de Cottbus en 1992, soit considéré comme document de travail au même titre que ceux de

l'ONU ou de l'OSCE. Ceci permet à Christoph Pan de dire qu'on peut, à l'égard de Peter Leuprecht, lui être reconnaissant <sup>129</sup>.

Cette Convention-cadre se compose de 31 articles regroupés en cinq titres, précédés d'un préambule qui stipule que le document s'appuie sur la Déclaration de l'ONU en faveur des minorités, sur la Déclaration de 1992, sur une coopération transfrontalière entre collectivités locales et régionales (c'est le domaine réservé de l'ARFE), sur la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et de ses Protocoles, ainsi que sur le document de Copenhague du 29 juin 1990. Il faut ajouter que cette Convention-cadre ne définit pas le terme « minorité ». Les principaux sujets abordés sont les suivants :

1. *Les dispositions du Titre I contiennent des énoncés généraux* : la protection des minorités ne relève pas du domaine réservé des États (Art. 1)...

2. *Le Titre II contient une série de principes spécifiques* : promotion de toutes les caractéristiques propres aux minorités (Art. 5), liberté d'expression et de communication sans considération de frontière (Art. 9), et cet aspect très important : « les Parties s'engagent à ne pas entraver le droit des personnes appartenant à des minorités nationales d'établir et de maintenir, librement et pacifiquement, des contacts au-delà des frontières avec des personnes se trouvant régulièrement dans d'autres États, notamment celles avec lesquelles elles ont en commun une identité ethnique, culturelle, linguistique ou religieuse, ou un patrimoine culturel (Art. 17).

3. *Le Titre III concerne l'interprétation et l'application de la Convention-cadre* : « Les droits

et libertés découlant des principes énoncés dans la présente Convention-cadre, dans la mesure où ils ont leur pendant dans la Convention de Sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés fondamentales et ses Protocoles, seront entendus conformément à ces derniers (Art. 23, comme l'a souligné Rolf Gossmann).

4. *Le Titre IV concerne les moyens de surveillance* : « Dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention-cadre à l'égard d'une Partie contractante, cette dernière transmet au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe des informations complètes sur les mesures législatives et autres qu'elle aura prises pour donner effet aux principes énoncés dans la présente Convention-cadre. Ultérieurement, chaque Partie transmettra au Secrétaire Général, périodiquement et chaque fois que le Comité des Ministres en fera la demande, toute autre information relevant de la mise en œuvre de la présente Convention-cadre... (Art. 25).

5. *Le Titre V contient les clauses finales* : désignation du ou des territoires par l'État auquel s'appliquera cette Convention-cadre (Art. 30)...

Outre les deux documents consacrés à la protection des minorités dans le cadre de l'Union Européenne, nous devons évoquer les membres du Comité consultatif pour la Convention-cadre et du Comité d'experts pour la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, chargés de vérifier la bonne application de ces textes juridiques. Il ne nous a pas été possible de savoir si tous ces membres entretiennent des relations privilégiés avec ces instituts ou ONG soutenus par l'Allemagne. Mais les quelques-uns sur lesquels nous sommes informés, montrent que l'Allemagne a la haute main sur au moins un de ces comités, qui



fera régner l'ordre ethno-culturel sur l'ensemble du territoire de l'Union Européenne. Il est fort probable que le deuxième soit sous son influence. D'abord et avant tout, nous devons citer le nom du président du comité consultatif de la Convention-cadre. Nous l'avons déjà rencontré. Il est allemand, s'appelle Rainer Hofmann et appartient au conseil d'administration de l'ECMI (soutenu par l'Allemagne ou plus exactement par son ministère de l'intérieur). Il est assisté d'un premier vice-président qui est l'Anglais Alan Philips, président du *Minority Rights Group* (MRG) et collaborateur de l'UFCE. Nous pouvons ajouter qu'un des membres est l'Autrichien Joseph Marko, de l'université de Graz, qui collabore à la revue *Europa Ethnica* et l'UFCE. Pour le reste, nous trouvons une pléthore de Croates, de Slovènes, de Hongrois, d'Estoniens. Ces pays font partie de la sphère d'influence germanique d'un point de vue économique et collaborent, pour certains, pleinement à l'Association des Régions Frontalières Européennes (l'ARFE) et l'Assemblée des Régions d'Europe (l'ARE). Les membres de ces deux comités sont les suivants :

Membres du comité consultatif de la Convention-cadre pour la protection des minorités :

**Président** : Rainer Hofmann (Allemand, Directeur de l'institut de Droit international Walter Schücking, Kiel, membre du Conseil d'administration de l'ECMI et éditeur de la revue *Europa Ethnica*)

**Premier vice-président** : Alan Philips (Anglais, Directeur du *Minority Rights Groups* (M.R.G), Londres)

**Deuxième vice-président** : Gáspár Bíró (Hongrois, Assistant à l'université Eötvös Loránd,

Budapest)

Sergio Bartole (Italien, Professeur de Droit constitutionnel à l'université de Trieste)

Mirjina Domini (Croate, Chercheur à l'institut sur les migrations et les nationalités, Zagreb)

Dimitar Gelev (Macédonien, Professeur à la faculté de droit de Skopje)

Ferenc Halos (Slovène, ancien ambassadeur de la République de Slovénie en Hongrie)

Manuel Hernandez-Ruigomez (Espagnol, Conseiller diplomatique au Sénat, Madrid)

Andréas Jacovides (Chypriote, ancien conseiller de la mission chypriote aux Nations-Unies)

Dalibor Jílek (Tchèque, Directeur du département de Droit international et européen, Brno)

Marju Lauristin (Estonien, professeur de politique des sciences humaines à l'université Tartu)

Joseph Marko (Autrichien, professeur de sciences politiques et juridiques, Graz, collaborateur à la revue Europa Ethnica)

Vsevolod Mitsik (Ukrainien, professeur en droit international, Kiev)

Iulia Motoc (Roumain, Maître de conférence à la Faculté des Sciences Politiques, Bucarest)

Jozef Sivák (Slovaque, Responsable de Recherche Philosophique, Bratislava)

Eva Smith-Asmussen (Danois, professeur de droit, Copenhague)

Source : Conseil de l'Europe (1999)

Comité d'experts pour la Charte Européenne des langues régionales ou minoritaires :

**Président :** Sigve Gramstad (Norvégien)

**Premier vice-président** : Anna Alice Dazzi-Gross (Suisse)

**Second vice-président** : Vesna Crnic-Grotic (Croate)

Frank Horn (Finnois)

Gabor Kardos (Hongrois)

Franz-Xaver Goop (Liechtenstein)

Pieter Dankert (Hollandais)

Source : Conseil de l'Europe (1999)

Signalons pour ce deuxième comité que son président est norvégien, comme le représentant de l'ONU, Asbjørn Eide, qui est le porte-parole « planétaire » de la question des minorités et qui, comme nous allons le voir, travaille en coopération avec des instituts soutenus par l'Allemagne. Signalons aussi que la vice-présidente, Anna Alice Dazzi-Gross est originaire du canton suisse des Grisons à Chur. Il y a beaucoup de cantons en Suisse. Il est curieux de constater que le président de l'UFCE est député de la ville de Chur, dans le canton des Grisons.

Ainsi, arrivé à la fin de ce parcours minoritaire européen, nous pouvons affirmer que la République fédérale d'Allemagne a repris cette politique impériale de promotion des ethnies que nous rencontrons sur différents siècles, manifestée par l'article XIII § 188 de la Constitution de mars 1849 et surtout le mémoire de Gustav Stresemann du 13 janvier 1925. Ce chancelier voulait une protection de toutes les caractéristiques ethniques des minorités, chapeautée par une « Commission permanente des minorités ». La Convention-cadre pour la protection des minorités, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et les Comités consultatifs composés d'experts en charge de vérifier la bonne application de ces

textes (nouvelle version de la « Commission permanente des minorités », simple changement d'étiquette) remplissent ces conditions. La République fédérale d'Allemagne a poursuivi et réussi la politique de la République de Weimar, elle-même héritière du projet impérial. C'est la victoire posthume du chancelier Stresemann.

Cependant, cette victoire ne peut être totale que si une protection juridique du même type s'instaure au niveau mondial. C'est ce que l'ONU s'emploie à faire surtout depuis les années 1990.

## **L'ONU, le prolongement**

La mise en place de ce nouvel organisme afin de remplacer la défunte SDN, se caractérise, au début, par la non-reconnaissance du problème des minorités. C'est une conception fondée sur l'universalisme et l'individualisme où les États signataires de la Charte de San Francisco privilégient le concept d'égalité des droits et de non-discrimination au détriment de la protection des minorités. Les expériences malheureuses de la SDN ont sensiblement calmé, pour un temps, les passions sur ce thème. A la différence des traités de 1919 qui instituaient une législation en faveur des minorités, l'ONU ne permet pas, tout de suite, la relance d'un programme dans le cadre si complexe qui est celui de leurs protections. D'une certaine manière, la reconnaissance et les protections des minorités « traînent » jusqu'à la chute du Mur de Berlin. Certes, nous assistons à l'émergence de quelques documents qui posent des jalons, mais ce n'est véritablement qu'à partir des années 1990 que se produit une explosion de mesures en leur faveur. Celles-ci sont de deux ordres : la naissance d'un ensemble de textes qui véritablement cherchent à

promouvoir la cause minoritaire et ensuite, pour la première fois dans les annales de l'ONU, la reconnaissance du droit à la Heimat. Ces mesures n'arrivent pas par hasard. Elles sont le résultat d'une coopération entre les dirigeants de l'ONU en charge de la question minoritaire et les différents instituts dont nous avons étudié l'action.

### *Les premières ébauches juridiques*

Lors de l'élaboration de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, il y eut déjà une tentative pour introduire une clause en faveur des minorités. En effet, dès 1947, la Commission de lutte contre les mesures discriminatoires et de protection des minorités est chargée d'entreprendre des études pour définir des termes comme « discrimination » ou « minorité »<sup>130</sup>. L'objectif est d'étudier les problèmes qui concernent les minorités et, par la suite, de permettre à l'ONU de mettre en place des mesures en faveur de leur protection. Mais l'affaire tourne court, car les grandes puissances occidentales, fidèles à la politique d'assimilation et au modèle de l'État-Nation unitaire et monoethnique, s'opposent à l'émergence de tels droits. Forte de ce refus, l'Assemblée générale décide dans sa résolution du 10 décembre 1948 de rejeter l'adoption d'une « solution uniforme de cette question complexe et délicate qui revêt des aspects particuliers dans chaque Etat où elle se pose ».

Bien qu'il n'y ait aucune mention à ce sujet, le problème des minorités est, en quelque sorte, intégré dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948, mais d'une manière implicite, en particulier dans son article 2 :

« Chacun peut se prévaloir de tous les droits et

de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion publique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation... ».

La situation ne bouge pas pendant de nombreuses années. Il faut attendre le 16 décembre 1966 pour voir adopter le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (qui n'entre en vigueur que le 23 mars 1976) et son fameux article 27 qui, pour la première fois, évoque le sort des minorités mais, comme le rapporte Joseph Yacoub, est « adopté au terme des vingt années de discussions et en dépit de la résistance manifestée par le camp occidental » <sup>131</sup>.

Art. 27 : « Dans les États où il existe des minorités ethniques, religieuses ou linguistiques, les personnes appartenant à ces minorités ne peuvent être privées du droit d'avoir, en commun avec les autres membres de leur groupe, leur propre vie culturelle, de professer et de pratiquer leur propre religion, ou d'employer leur propre langue ».

Comme le souligne la juriste Florence Benoît-Rohmer, l'expression négative « ne peuvent être privées du droit » sous-tend que « les États n'entendaient pas s'obliger à l'égard de leurs minorités. Elle implique simplement de leur part un simple devoir de tolérance, le devoir de ne pas entraver la jouissance des droits des minorités ethniques, linguistiques ou religieuses » <sup>132</sup>.

Finalement, il faut attendre la chute du Mur de Berlin pour assister à l'apparition véritable de textes en faveur des minorités. Ceci se fait d'autant plus aisément que les anciens pays du bloc de l'Est recèlent une impressionnante diversité minoritaire

qui, avec la disparition de la chape de plomb communiste, a tendance à se réveiller. Par conséquent, il s'avère nécessaire d'élaborer des textes qui calment, stabilisent et canalisent les problèmes minoritaires. Au niveau de l'ONU, cela se manifeste par la première Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques le 18 décembre 1992. Nous avons vu, précédemment, qu'un membre actif de l'UFCE, Félix Ermacora, a été le délégué pour l'Autriche de la Commission des droits de l'Homme de l'ONU et son président à partir de 1974, mais qu'il a été aussi membre du Comité des droits de l'Homme de cette Organisation. Il n'est pas possible de déterminer exactement le rôle joué par ce juriste, car de nombreux documents sont encore classifiés. Mais Félix Ermacora n'est pas resté inactif et a eu, selon l'expression de Christoph Pan, « une influence significative »<sup>133</sup>.

Bien qu'on ne puisse mesurer exactement cette influence, on peut par le comptage souligner les ambitions et le poids de la délégation autrichienne dans les quelques mois qui précèdent l'adoption de cette Déclaration. En effet, sous la direction de Félix Ermacora, la délégation autrichienne, représentant un petit pays économiquement et politiquement, compte au total membres qui, associés à la délégation allemande composée de 13 membres (ces deux pays, comme nous l'avons vu pour la question minoritaire, ne font qu'un), donnent un total de 25 représentants : le Brésil (6), le Canada (8), l'Italie (10), la Russie (13), la Grande-Bretagne (16), la Chine (18), la France (24)<sup>134</sup>. Pour les représentants allemands et autrichiens, cette Déclaration était certainement de première importance. Cependant, ce texte n'est pas

juridiquement contraignant ; il est seulement une déclaration politique qui, faisant une synthèse des différents documents internationaux dans le domaine du droit des minorités, bénéficie d'une autorité morale. Cette Déclaration, composée de neuf articles, stipule que « les États protègent l'existence et l'identité nationale ou ethnique, culturelle, religieuse et linguistique des minorités (Art. 1); les personnes appartenant à des minorités ont le droit de prendre une part effective, au niveau national et, le cas échéant, au niveau régional, aux décisions qui concernent la minorité... (Art. 2 al.3); les États prennent, le cas échéant, des mesures pour que les personnes appartenant à des minorités puissent exercer, intégralement et effectivement, tous les droits de l'Homme... » (Art.4).

Cependant, pour souligner le développement progressif de textes en faveur de la protection des minorités, nous devons évoquer la figure de proue onusienne en ce qui concerne cette question, le directeur de l'institut norvégien des droits de l'Homme, Asbjørn Eide.

C'est la résolution 1989/44 du 1<sup>er</sup> septembre 1989 qui charge A. Eide « d'établir un rapport sur l'expérience acquise à l'échelon national dans ce domaine (...) » et c'est depuis cette date que ce fonctionnaire norvégien officie devant l'autel des minorités à l'échelle planétaire.

L'Allemagne est l'alliée des États-Unis dans tous les domaines. Parler « d'allié » est un terme trop faible. Nous devrions dire plutôt le sergent-chef du supérieur américain en Europe \*. Cette adhésion totale à la politique yankee se manifeste par une collaboration étroite dans tous les domaines. Dans celui ayant trait à la question



minoritaire, il est capital pour l'Allemagne de posséder dans ses filets des responsables onusiens s'occupant de cette question. Ainsi, un ajustement des principes juridiques, comme l'Allemagne a su l'imposer en Europe, doit s'intégrer, se fondre dans le tissu mondial sur la question des minorités, en quelque sorte, ne pas faire tâche. Par conséquent, avoir dans ses relations des dirigeants onusiens en charge du problème minoritaire à l'échelle mondiale est de la plus haute importance pour l'Allemagne. Cela permet d'harmoniser les principes ethno-culturels allemands, devenus européens, à une échelle mondiale. Nous avons cité les caractéristiques de cet institut de Flensburg, l'ECMI, financé entre autres par le ministère fédéral de l'intérieur allemand, dont le but est de servir d'arbitre dans les problèmes que connaissent les minorités avec le pays dans lequel elles résident. Dans le club fermé de ces instituts et ONG soutenus par l'Allemagne traitant des minorités, nous trouvons le « gratin » en charge des problèmes minoritaires. Aussi il faut reconnaître que l'Allemagne a réalisé « un splendide coup » en réussissant à accueillir en son sein Asbjørn Eide comme membre à part entière du conseil consultatif de l'ECMI à côté du président de l'UFCE, Romedi Arquint <sup>135</sup>. Inévitablement, des échanges de vue et de projets naissent, qui permettent une osmose entre les principes de l'UFCE et ceux du représentant onusien en charge de la question minoritaire à l'échelle mondiale. Il ne faut donc pas s'étonner si les recommandations et l'élaboration des principes juridiques d'A. Eide ressemblent à ceux de l'UFCE. La coopération entre le fonctionnaire norvégien et cet institut est telle qu'A. Eide a assisté au congrès de Pörschach en 1997 et y a présenté ses vues sur ce problème

devant les dirigeants de l'UFCE <sup>136</sup> . Mais cette coopération ne s'arrête pas là. En effet, la résolution 1995/24 en date du 3 mars 1995 de la Commission des droits de l'Homme, relative aux droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, autorise la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à créer pour une période de 3 ans (renouvelé depuis 1998) un groupe de travail intersessions composé de 5 membres qui se réunit chaque année pendant 5 jours ouvrables afin d'étudier et de promouvoir la cause minoritaire. Son Président-Rapporteur est A. Eide. Sous son autorité, ce groupe de travail collabore avec tous les instituts et ONG traitant du problème des minorités. Cette coopération est multiple. Lors du congrès de l'UFCE à Prague en 1998, Catherine Barnes remplace le président du *Minority Rights Group* (MRG), Alan Phillips, parce que ce dernier – nous rappelons qu'il est le 1<sup>er</sup> vice-président du comité consultatif pour la Convention-cadre au côté du président Rainer Hofmann, membre du conseil d'administration de l'ECMI – coopère avec ce groupe de travail onusien dirigé par A. Eide. Cette coopération concerne tous les instituts et ONG soutenus par l'Allemagne, car comme le constate avec satisfaction Catherine Barnes : « En 1995, la Commission des droits de l'Homme de l'ONU a établi un groupe de travail pour les minorités avec mandat de favoriser la promotion et la réalisation pratique de la mise en œuvre de la Déclaration de l'ONU de 1992 sur les droits des personnes appartenant aux minorités. Le but de ce groupe est d'examiner les solutions possibles aux problèmes concernant les minorités et de recommander des mesures supplémentaires pour la

protection des droits minoritaires. Il a été décidé que les sessions de ce groupe de travail seraient ouvertes aux ONG, incluant celles sans statuts consultatifs, depuis qu'il a été considéré comme de la plus haute importance que des informations de première main sur la situation des groupes minoritaires soient présentées au groupe de travail. Ainsi, l'ensemble est devenu un forum de discussion entre les gouvernements, les experts des problèmes minoritaires et les minorités elles-mêmes » <sup>137</sup> .

Ce forum de discussion s'illustre, par exemple, par l'organisation du 30 avril au 2 mai 1999 d'une Conférence intitulée *Political Participation of Members of Minority Communities* (« Participation politique de membres de communautés minoritaires ») par l'ECMI et le Conseil de l'Europe, en collaboration avec le groupe de travail de l'ONU présidé par A. Eide <sup>138</sup> .

Depuis son entrée en fonction en 1989, A. Eide a élaboré 5 documents en vue de l'amélioration de la situation minoritaire mondiale, qui sont dans l'ordre chronologique : E/CN.4/Sub. 2/1991/43 du 24 juin 1991, E/CN. 4/Sub. 2/1992/37 du 1<sup>er</sup> juillet 1992, le rapport final E/CN.4/Sub. 2/1993/34 du 10 août 1993, complété par le rapport additif 4 : E/CN. 4/Sub. 2/1993/34/Add. 4 du 11 août 1993 et un document de travail E/CN. 4/Sub. 2/1994/36 du 6 juillet 1994.

De tous ces documents, il ressort deux points essentiels :

a. Les caractéristiques des minorités, leurs droits et leurs devoirs, ainsi que les rapports minorité/majorité.

b. Les droits et devoirs des États à l'égard des minorités, ainsi que cette situation vue sous l'angle des relations internationales.

En partant du cas général pour aller au particulier, A. Eide estime que la protection des minorités repose d'abord sur l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme : « Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et droits.... ».

Selon le Président-Rapporteur « l'égalité dans l'exercice des droits de l'Homme nécessite que l'on s'abstienne de pratiquer la discrimination et que l'on empêche tout acte de cette nature; l'égalité dans la dignité exige le respect de l'identification de l'individu à son groupe » <sup>139</sup> .

Sur plus de 180 États, il faut compter de 5 à 6000 groupes ethniques dans le monde. Pour A. Eide, « l'ordre juridique international est fondé sur l'existence d'États souverains et indépendants (..). Il va de soi que tous ces groupes ne peuvent fonder leur propre État » <sup>140</sup> .

En effet, le problème réside dans la définition du mot « minorité ». Or, aucune d'entre elle n'a été retenue par l'ONU, car toutes sont considérées comme sources d'équivoques. Nous avons celle formulée par Francesco Capotorti qui estime qu'une minorité est « un groupe numériquement inférieur au reste de la population d'un État, en position non dominante, dont les membres – ressortissants de l'État – possèdent du point de vue ethnique, religieux ou linguistique des caractéristiques qui diffèrent de celles du reste de la population et manifestent, même de façon implicite, un sentiment de solidarité, à l'effet de préserver leur culture, leurs traditions, leur religion ou leur langue » <sup>141</sup> .

Cette définition est reprise et retravaillée par Jules Deschênes en 1985, comme suit : « Un groupe de citoyens d'un État, en minorité numérique et en position non dominante dans cet

État, doté de caractéristiques ethniques, religieuses ou linguistiques différentes de celles de la majorité de la population, solidaires les uns des autres, animés, fût-ce implicitement, d'une volonté collective de survie et visant à l'égalité en fait et en droit avec la majorité » <sup>142</sup> .

Cependant, ni l'une ni l'autre n'est retenue par le Président-Rapporteur norvégien.

Dans son rapport final, il donne la définition suivante : « Aux fins de cette étude, on entend par minorité tout groupe de personne résidant dans un État souverain, représentant moins de la moitié de la population de la société nationale, et dont les membres ont en commun des caractéristiques de nature ethnique, religieuse ou linguistique qui les distinguent du reste de la population » <sup>143</sup> .

A partir de cette définition, A. Eide estime qu'un groupe minoritaire s'affiche quand une « situation », selon ses propres termes, voit le jour et se caractérise par l'émergence d'un sentiment de frustration « répandu parmi les membres d'un groupe minoritaire et que cette frustration est liée à l'appartenance au groupe » <sup>144</sup> .

A partir de cette situation, 4 types de revendications apparaissent :

a. Celles où des minorités estiment être traitées différemment par rapport à l'ensemble de la société et souffrent de discrimination.

b. Celles où les minorités estiment que leur identité ne bénéficie pas des conditions requises pour s'épanouir.

c. Celles qui concernent des revendications touchant des aspects territoriaux : autonomie locale, droit d'élaborer ses propres lois en fonction des intérêts du groupe, jusqu'à la possibilité d'obtenir une forme d'autonomie territoriale élargie (institutions propres, pouvoirs législatif,

exécutif...).

d. Enfin, aboutissant au cas les plus extrêmes, celles qui conduisent au démembrement territorial et à la sécession.

Ces revendications, qui concernent l'égalité et la non-discrimination, le droit à l'existence et le droit à la reconnaissance identitaire, obligent la création de diverses dispositions qui, comme le rappelle A. Eide, sont exprimées pour une large part dans le document de Copenhague du 29 juin 1990, dont nous avons vu les initiateurs. Il est d'ailleurs intéressant de noter que le rapporteur norvégien cite parmi les textes en faveur des minorités celui de l'Union fédéraliste des communautés ethniques européennes <sup>145</sup>.

Lors de son discours tenu au congrès de l'UFCE à Pörschach en 1997, A. Eide résume sa politique minoritaire dans les termes suivants :

a. « Le compromis accordé au groupe doit respecter les principes prépondérants des droits universels de l'Homme et en particulier, le principe de la non-discrimination et de l'égalité dans ce qui touche le domaine commun.

b. Tout en assurant l'égalité et la non-discrimination, des mesures devraient être prises afin d'assurer le pluralisme de l'ensemble, en protégeant l'existence et en favorisant les conditions en faveur de la préservation et du développement de groupes identitaires séparés, assurant une voie ouverte et souple qui autorise, pour tout individu, le droit de décider à quelle identité il appartient.

c. Parmi toutes ces possibilités, la meilleure approche vers le pluralisme pourrait être d'assurer différents degrés d'autonomie territoriale, mais ceci devra être fait avec grande prudence » <sup>146</sup>.

Ces propos tenus par le Président-rapporteur norvégien vont dans le prolongement des textes adoptés au congrès de l'UFCE à Cottbus en 1992 et qui sont reproduits dans l'ouvrage *Ethnos* 46. D'ailleurs, ce recueil réunissant toutes les mesures qui ont servi de marche-pied à Siegbert Alber s'appuie aussi sur les travaux de A. Eide. Sur les 97 notes de bas de page, 21 concernent les textes du juriste norvégien. D'une certaine manière, nous pouvons dire que tout se recoupe.

Les minorités ayant, au nom des droits de l'Homme, le droit d'affirmer leur existence et leurs différences, l'État doit s'adapter afin de permettre à l'ensemble des citoyens résidant sur le territoire un traitement égal incluant une participation à la conduite des affaires publiques. C'est ce que A. Eide appelle la « participation effective à la vie politique » <sup>147</sup>. Ces mesures sont de la même veine que celles exprimées par INTEREG ou l'UFCE :

a. « Organes consultatifs et organes de décision auxquels siègent les minorités, notamment pour l'éducation, la culture et la religion ;

b. Assemblées et organes électifs (« parlements ») des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques ;

c. Auto-administration de la minorité (autonomie fonctionnelle, autonomie culturelle) sur une base non territoriale pour les aspects essentiels de l'identité de cette minorité, comme le développement linguistique ou la pratique culturelle ;

d. Formes de gouvernement décentralisées ou locales, ou structures autonomes à base territoriales et démocratique, y compris organes consultatifs, législatifs et exécutifs choisis périodiquement par voie d'élections libres et non discriminatoires ;

e. Mesures spéciales assurant la représentation des minorités dans le corps législatif et les autres organes de la société nationale, même si, dans des conditions normales, leur nombre ne suffirait pas à leur mériter cette représentation. Dans les systèmes à scrutin proportionnel, il peut falloir abolir pour les minorités le seuil minimum ouvrant droit à représentation » <sup>148</sup>.

Pour A. Eide, l'épanouissement véritable des minorités ne peut se faire que dans un cadre fédéral qui offre les structures (subdivisions territoriales) permettant au groupe de s'épanouir sans pour autant, selon le juriste norvégien, nuire à la nation.

Pour le Président-Rapporteur, quand plusieurs communautés ethniques sont présentes sur le sol d'un même État, trois possibilités s'offrent à lui : l'assimilation, la fusion et l'intégration.

Nous donnons la définition de chacun de ces termes, selon A. Eide, en précisant que c'est le dernier qui trouve grâce à ses yeux :

a. « On entend par "assimilation" un processus par lequel l'homogénéité est obtenue en s'appuyant sur une culture dominante à laquelle d'autres groupes sont censés se conformer au détriment de leur spécificité culturelle (...).

b. En théorie, la "fusion" diffère de l'assimilation. Il s'agit de l'amalgame de deux cultures ou plus, sur un pied d'égalité, qui produit une nouvelle culture, différente. Ce phénomène correspond à la notion plus populaire de "creuset" (...).

c. Par "intégration", on entend un processus par lequel différents éléments s'associent pour former une entité dans laquelle chaque groupe conserve son identité sans toutefois mettre en péril l'unité de l'ensemble (...). Les politiques assimilatrices n'autoriseront qu'une langue officielle (c'est le cas



de la France avec son article 2 : “La langue de la République est le français”, c’est nous qui l’ajoutons), alors que les politiques d’intégration autoriseront deux, voire plus, langues officielles lorsque différents groupes linguistiques coexistent ainsi que l’usage de langues non officielles dans la vie publique. Les politiques éducatives assimilatrices cherchent à socialiser par l’éducation tous les membres de la société en leur transmettant les valeurs, la conception de l’histoire et la vision idéalisée du futur de la culture dominante. En revanche, les politiques visant à l’intégration feront place aux diverses cultures et traditions et à des conceptions de l’histoire différentes (...). Dans l’idéal, l’intégration a pour objectif de garantir les mêmes droits et les mêmes chances à tous les citoyens, quelle que soit leur appartenance, tout en leur permettant de conserver des différences qui ne mettent pas en péril l’unité nationale. L’intégration n’est possible que si les divisions ethniques ou culturelles sont subordonnées à des valeurs sociales et à des attachements communs » <sup>149</sup> .

Comme on peut le constater, connaissant les objectifs et les idéaux de l’UFCE et autres instituts, c’est un programme que les tenants du fédéralisme signeraient des deux mains, sachant que le principe de l’égalité et de la non-discrimination dans la jouissance des droits de l’Homme repose sur le modèle intégrationniste dans la « Maison commune européenne ». Pour confirmer ses dires, A. Eide cite deux pays, la Hongrie et l’Espagne, comme pays de référence dans la voie permettant la protection des minorités et des particularismes.

En effet, la Hongrie est, de tous les pays d’Europe centrale, la plus en pointe en matière de protection des minorités grâce à sa loi n° 77 du 7

juillet 1993. Or cet « atout » est dû à la fameuse « contribution d’Innsbruck », en la personne du directeur du barreau autrichien Viktor Pickl qui a permis la mise en place de ce qu’on appelle l’*Ombudsman* <sup>150</sup>, c’est-à-dire un médiateur entre le groupe ethnique et les représentants de l’État. Cette mesure, comme le rappelle Christoph Pan, est issue directement du « Projet de l’UFCE » (Art. 16 des Droits fondamentaux des personnes appartenant aux groupes ethniques européens) <sup>151</sup>.

Quant à l’Espagne, sa constitution reconnaît le droit à l’autonomie des nationalités et des régions : elle est divisée en 17 communautés autonomes, dont cinq ont une langue propre : la Catalogne, la Galice, les provinces basques, la région de Valence et les îles Baléares.

Ce n’est pas l’effet du hasard si les dirigeants espagnols, ou plutôt catalans, galiciens, basques... sont si nombreux à collaborer avec les Allemands au sein des instances européennes.

Comme nous pouvons le constater, les principes de l’ONU dans le domaine touchant au problème minoritaire ne diffèrent pas de ceux défendus par l’Allemagne et par les acteurs de sa politique. Cette vision du groupe, de la communauté (*Gemeinschaft*) et de ses caractéristiques se prolonge par la reconnaissance, le 22 août 1997, du droit à la *Heimat* par la Sous-Commission des droits de l’Homme de l’ONU. Là aussi, nous retrouvons des personnes en contact étroit avec les instances allemandes et, plus particulièrement, la Fédération des Réfugiés (*Bund der Vertriebenen*, BdV) soucieuse de faire valoir ce droit au profit de tous les Allemands qui ont été expulsés de l’Est européen.

La reconnaissance du droit à la *Heimat*

Le droit à la *Heimat*, nouveauté dans le droit international, se doit d'être vu sous trois aspects : Qu'est-ce que la *Heimat* – Quelles sont les premières traces juridiques ayant trait au droit à la *Heimat* et sa particularité depuis que la « Maison commune européenne » se met en place – Quels sont les acteurs qui ont favorisé sa reconnaissance ?

Le terme *Heimat* est intraduisible en français ou en anglais. Certes, nous pouvons donner une traduction approximative comme « pays natal », « pays d'origine », « pays des ancêtres » ou dans une version anglaise, « *homeland* », « *native country* » .... Cependant, ces traductions sont incomplètes et ne dégagent pas véritablement la substance de la *Heimat*. En effet, ce terme recèle une connotation juridique mais aussi émotionnelle. Dans sa définition juridique de la *Heimat*, le sociologue Fedor Stepun l'analyse de la manière suivante : « En premier lieu, c'est une surface de territoire que des hommes ont colonisée, des hommes qui, en même temps, ressentent un sentiment d'appartenance commun, étant issus d'une origine ethnique commune ou variée et qui conservent le même souvenir fidèle à l'égard de leurs morts, nourrissent des espoirs communs pour l'avenir de leurs descendants, unis dans des traditions et espérances identiques. La chose essentielle réside dans le fait qu'ils puissent se comprendre d'un point de vue linguistique, ce qui ne nécessite en aucun cas l'existence d'une seule langue, étant donné qu'il se peut que le sol de la *Heimat* recèle une multiplicité linguistique. Tout ceci aboutit à un sentiment commun d'appartenance organique à un espace culturel dans lequel on vit, et à une structure culturelle, dans laquelle on travaille » <sup>152</sup>.

Cette définition juridique est incomplète, car

s'ajoute l'élément émotionnel qui donne sa spécificité à la *Heimat*, comme le définit le philosophe et sociologue Josef Schröteler : « Le terme *Heimat* représente, en premier lieu, quelque chose de précis, un lieu, un endroit dans lequel quelqu'un réside de façon permanente et de quelque manière que ce soit. Mais ce lieu précis a une relation intérieure avec son sujet qui, tout d'abord, est une relation spatiale durable, mais aussi une relation spirituelle. Une mémoire visuelle profonde et une longue période vécue et habitée permettent de connaître cet espace, ce qui par conséquent entraîne une connaissance du lieu qui est chère, précieuse et intime » <sup>153</sup> .

Pour mieux cerner ce terme de *Heimat*, nous nous permettons cette comparaison musicale. Un musicologue a dit que « le silence qui suit l'écoute d'une œuvre de Mozart... c'est encore du Mozart ». L'esprit *Heimat*, c'est un peu cela.

A l'origine, le mot *Heimat* a pour racine *Heim* (foyer, chez-soi, intérieur...). Il n'existe pas de traduction véritable en français ou en anglais, en revanche, des traductions dans les langues slaves expriment ce concept : *domovina* en slovène, *domov* en tchèque, *domovina* en croate, *domowina* en serbe. Ce fait est à souligner pour deux raisons. Premièrement, le fait que le terme *Heimat* existe dans différentes langues slaves, indique une communion d'esprit, une compréhension mutuelle possible entre des peuples slaves et germaniques. Cette possibilité d'être « sur la même longueur d'onde » facilite, et c'est la deuxième raison, des rapprochements éventuels entre ces deux mondes amenés à se côtoyer et à se mélanger avec l'adhésion des pays d'Europe Centrale à l'Union européenne, d'autant plus que les frontières héritées de l'histoire disparaissent. Cette

caractéristique de la *Heimat* d'accepter une diversité de peuples et de langues sur un lieu défini aboutit au fait que les responsables du BdV affirment que le retour des Allemands sur leur ancienne *Heimat* d'avant 1945 n'implique pas le départ des populations slaves qui se sont installées afin de les remplacer. La voie est libre en quelque sorte.

Les premières traces juridiques du droit à la *Heimat* remontent à 1648 dans le traité de Westphalie. En effet, l'Art. III. 1 du traité d'Osnabruck et l'Art. III. 7 al. 5 du traité de Munster indiquent que toute personne qui a été expulsée pour des raisons religieuses a le droit de revenir et de retrouver ses droits antérieurs et, qu'avant tout, il lui est assuré d'obtenir le remboursement de ses biens. Selon les juristes comme Rudolf Laun et Frans du Buy, le traité de Westphalie pose les premiers jalons juridiques du droit à la *Heimat* <sup>154</sup>.

Le droit à la *Heimat*, qui est à la fois un droit individuel et un droit collectif, est à différencier de deux termes : patrie et État.

C'est Voltaire qui a donné la différence exacte entre « patrie » et *Heimat* en soulignant qu'« il y a une patrie seulement sous un bon roi, mais aucune sous un mauvais (...). Tout autres sont les choses quand il s'agit de la *Heimat*. La *Heimat* existe aussi dans un régime despotique avec un mauvais roi, mais elle continue à exister même après la disparition totale de l'État ». La Bruyère anticipait ces dires en affirmant qu'« il n'y a aucune patrie sous un régime despotique » <sup>155</sup>.

Ces propos sont d'ailleurs illustrés par le représentant de la DSU de l'ex-RDA (Union sociale allemande) Hans Wilhelm Ebeling qui, lors des quelques mois qui précédèrent la réunification

de l'Allemagne, affirmait que « ma *Heimat* est en Allemagne de l'Est, mais ma patrie en République fédérale » <sup>156</sup> .

En ce qui concerne le concept de l'État, il faut préciser que ce dernier se compose de trois éléments : le territoire de l'État, le peuple de cet État et l'autorité de l'État. Or, comme le rappelle le juriste Gilbert H. Gomig (co-éditeur avec D. Blumenwitz) : « Un homme peut vivre dans un État et posséder sa nationalité sans pour autant avoir sa *Heimat*. Inversement, il peut vivre dans sa *Heimat* sans être dans l'État dont il possède la nationalité » <sup>157</sup> . L'Union européenne, dont le but est d'aboutir à une suppression de toute frontière véritable, autorise ce genre de combinaison.

En effet, les premiers fondements de ce genre de situation existent depuis le traité de Maastricht dans son article 52, qui autorise le droit d'établissement aux citoyens européens sur l'ensemble de l'Union sous deux formes : l'établissement principal uniquement quand celui-ci repose sur une activité économique ou professionnelle et l'établissement secondaire, qui est toujours subordonné au premier. Mais le droit d'établissement ne signifie pas droit à la *Heimat*, car le lieu en question a de grandes chances de ne pas correspondre à la *Heimat* de celui qui voudrait retrouver la terre de ses ancêtres. Le droit à la *Heimat* permet à une personne le retour sur une terre, le recouvrement des biens en tous genres dont elle était propriétaire, indépendamment de toute raison ou activité économique. Ce principe de retour et de recouvrement du bien perdu, suite aux expulsions, reste valable plusieurs générations après les faits, tant que le groupe représentant la communauté spoliée – en ce qui concerne un individu, sa vie durant – existe

(*Heimatvertriebenen* : réfugiés de la *Heimat* ). Aussi, il ne faut pas s'étonner que les Allemands, au lendemain des expulsions de 1945, se soient organisés en une multitude d'associations (*Landsmannschaft* ) regroupant les Silésiens, les Poméraniens, les Prussiens orientaux, les Sudètes, Allemands de Bessarabie, etc... Compte tenu de la vivacité de ces associations, le droit à la *Heimat* a de beaux jours devant lui.

Dans le cadre de l'Union européenne et, plus exactement, dans celui de la Convention européenne des droits de l'Homme, la liberté de circulation et l'interdiction d'expulser les habitants d'un territoire donné, sont inscrits dans le Protocole n°4 de la convention du 16 septembre 1963. Pour les Allemands qui ont été expulsés de territoires appartenant à des pays qui frappent à la porte de l'Union européenne afin d'y adhérer, ce Protocole n°4 représente une aubaine, en particulier l'Art. 2 al. 2 (Liberté de circulation) : « Toute personne est libre de quitter n'importe quel pays, y compris le sien » ; l'Art. 3 all et 2 (Interdiction de l'expulsion des nationaux) : « Nul ne peut être expulsé, par voie de mesure individuelle ou collective, du territoire de l'État dont il est le ressortissant. Nul ne peut être privé du droit d'entrer sur le territoire de l'État dont il est le ressortissant » ; Art. 4 (Interdiction des expulsions collectives d'étrangers) : « Les expulsions collectives d'étrangers sont interdites ». Il faut savoir que ces textes européens contraignants sont directement issus de la science juridique des pays de langue allemande. Comme le souligne le juriste allemand d'origine sudète Otto Kimminich, dont nous avons vu les liens multiples avec l'UFCE et INTEREG, « le prétexte soulevé au fait que cette prise de position concernant le problème des expulsions collectives est d'abord une conception

d'auteurs de langue allemande, ne peut plus être formulé, compte tenu que les membres du Conseil de l'Europe ont renforcé cette conception grâce à la signature de leurs représentants dûment mandatés »  
158 .

D'une certaine manière, l'Europe absorbe, à la façon d'un papier buvard, les principes allemands.

Mais la reconnaissance de ce concept ne s'arrête pas à l'Europe puisque l'ONU a officiellement reconnu le principe du droit à la *Heimat*. C'est un juriste américain d'origine franco-espagnole, Alfred-Maurice de Zayas, qui a influencé d'une manière durable ce principe reconnaissant le droit à la *Heimat*. Né le 31 mai 1947 à Chicago, A-M de Zayas fait des études d'histoire et de droit à Harvard; il obtient, en 1970, un doctorat en droit à la *Harvard Law School* ainsi qu'un doctorat en histoire moderne et ancienne à l'université Georg-August à Göttingen en 1977. Avocat de 1970 à 1973 au sein du bureau de l'ancien ministre des affaires étrangères américain Cyrus Vance, il multiplie les voyages en Allemagne et les études sur la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences. Il appartient au cercle étroit de ceux qui évoquent et dénoncent le traitement infligé aux Allemands expulsés de leur *Heimat* après 1945. Il écrit des ouvrages comme *die Wehrmacht-Untersuchungsstelle* (« La Wehrmacht – Bureau d'enquête ») en 1979, consacrée aux violations commises par les alliés, au niveau du droit international, au cours de la Seconde Guerre mondiale; *Nemesis at Potsdam-The Anglo-Americans and the Expulsion of the Germans* (« Nemesis à Potsdam, les Anglo-américains et l'expulsion des Allemands », dont nous nous sommes servi pour la première partie)



qui paraît de 1977 à 1989 en 4 éditions en langue anglaise, mais en 12 dans sa version allemande de 1978 à 1997. A cela, il faut ajouter *Anmerkungen zur Vertreibung* (« Considérations sur les expulsions ») en 1986 qui est un rapport de témoignages directs vécus par les Allemands expulsés de leur *Heimat*. Ce dernier ouvrage, traduit aussi en anglais sous le titre *A terrible Revenge. The ethnic Cleansing of the East European Germans 1944-1950* (« Une terrible revanche, le nettoyage ethnique des Allemands d'Europe de l'Est 1944-1945 »), présente aussi un éventail de toutes les expulsions qui se sont produites sur les cinquante années qui suivent la Seconde Guerre mondiale <sup>159</sup>. Ses compétences, son influence font de lui un collaborateur étroit du BdV ainsi que de la *Kulturstiftung* des réfugiés. D'ailleurs, A-M de Zayas, au même titre que Christoph Pan ou Rolf Gossmann, est amené à participer à des colloques, ce qui l'amène à souligner que « les droits des minorités sont à l'ordre du jour (...). Cette préoccupation renouvelée au niveau régional et international offre l'occasion d'attirer plus l'attention sur les exigences des groupes ethniques et minorités, particulièrement celles des Allemands » <sup>160</sup>.

Ce concept du droit à la *Heimat* est évoqué, pour la première fois, par AM de Zayas dans *l'International law and mass population transfert* en 1975 <sup>161</sup>. Cependant, comme pour les textes concernant la protection des minorités, l'envol véritable commence à partir des années 90. Nous pouvons observer deux étapes. D'abord, c'est la résolution 1992/28 adoptée le 27 août 1992 par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités qui charge deux rapporteurs, Awn Shawkat Al-

Khasawneh (Jordanien) et Ribot Hatano (Japonais) d'établir une étude préliminaire sur les transferts de populations, incluant l'implantation de colons et de colonies, sous l'angle des droits de l'Homme. Il en ressort un rapport préliminaire (E/CN.4/Sub. 2/1993/17) puis un rapport final rédigé uniquement par A.S Al-Khasawneh (E/CN.4/Sub. 2/1997/23), complété aussi par les résolutions 1994/24 et 1995/13 rappelant le droit à la *Heimat*. Ensuite, c'est la création lors de la 48<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU en 1993 du Haut-Commissariat pour les droits de l'Homme. En février 1994, l'Assemblée générale confirme le choix par le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali de l'ambassadeur José Ayala Lasso, ancien représentant équatorien aux Nations-Unies, comme Haut-Commissaire; c'est le 5 avril 1994 qu'il prend ses fonctions au Centre des droits de l'Homme de l'ONU à Genève <sup>162</sup>.

En ce qui concerne les documents de l'ONU sur ce thème, le rapport préliminaire de A.S Al-Khasawneh et R. Hatano de 1993 n'est qu'un long déroulement historique et un exposé du problème des expulsions ainsi que de leurs conséquences durant le XX<sup>e</sup> siècle. Il s'appuie sur une suite de documents et textes traitant des caractéristiques, des évolutions et des lacunes juridiques. Mais ce rapport se réfère aussi aux travaux réalisés par les tenants du droit à la *Heimat*, tous liés au BdV (pour certains à l'UFCE), comme A.M de Zayas avec son ouvrage *Nemesis at Potsdam* ou son article de 1975 « *International law and mass population transfert* », en précisant aussi que ce rapport cite l'opposant aux thèses de A.M de Zayas, I. Brownlie <sup>163</sup>. Les investigations des deux rapporteurs s'appuient aussi sur les travaux de plusieurs défenseurs

farouches du droit à la *Heimat* comme Harmut Koschyk (*Das Recht auf die Heimat. Ein Menschenrecht*, Le droit à la *Heimat*. Un droit de l'Homme, 1992) qui est député et représentant des réfugiés de la fraction CDU/CSU au *Bundestag*, Otto Kimminich (Le droit à la *Heimat* , 1978), le juriste hollandais Franz du Buy, lié au BdV (Le droit à la *Heimat* , 1975) ou encore Félix Ermacora (*Die Sudetendeutschen Frage. Rechtsgutachten*. La question des Sudètes allemands. Expertise juridique, 1992)<sup>164</sup> .

Ce sont ces travaux qui vont amplifier la reconnaissance du droit à la *Heimat* (dans sa version anglaise, *the right to one's homeland* ). Cependant, cette reconnaissance n'aurait pas eu lieu ou du moins aurait été retardée si le BdV n'avait pas obtenu la reconnaissance et l'appui du Haut-Commissaire J. Ayala Lasso. Ce haut fonctionnaire, du fait de ses attributions, a un rôle et des initiatives qui concernent les cinq continents et affirmer qu'il a travaillé exclusivement pour les Allemands serait évidemment une erreur. Cependant, des contacts ont sûrement eu lieu, car parmi ses nombreuses activités, il reconnaît et appuie les revendications allemandes, en particulier celles du BdV, de la manière la plus solennelle possible en 1995, pour le cinquantième anniversaire des expulsions et déportations des populations allemandes dans l'église St Paul à Francfort devant tous les dirigeants de la Fédération des réfugiés et leur président, Fritz Wittmann, le ministre fédéral de l'intérieur allemand, Manfred Kanther (lui-même est un réfugié silésien, né à Schweidnitz), l'éditeur et juriste Dieter Blumenwitz dont nous avons vu les accointances et les représentants religieux catholiques et protestants chargés des questions

concernant les réfugiés, l'évêque coadjuteur Gerhard Pieschl et le pasteur Karl Heinz Neukamm 165 .

Nous devons rappeler que le choix de l'église St Paul de Francfort est tout un symbole, car elle représente les événements de 1848. Certes, nous pouvons souligner que tout ceci évoque des principes généreux (apparemment) ayant trait aux tentatives d'instauration de la démocratie et des droits de l'Homme. Cependant, nous ne devons pas avoir une vision idéologique ou tout du moins idéalisée de ces événements. 1848 c'est, d'abord et avant tout, la tentative d'instaurer une Grande Allemagne par ces démocrates cherchant à étendre les frontières du nouvel Empire aussi loin que possible, d'où ce fameux Art. XIII § 188 de la constitution de mars 1849 accordant une protection en tout genre (linguistique, administrative, éducative, religieuse etc...). Cet Art. XIII § 188 est le lointain ancêtre du mémoire de Gustav Stresemann, comme des textes juridiques, Convention-cadre pour la protection des minorités et Charte des langues régionales ou minoritaires soutenues si efficacement par la République fédérale d'Allemagne, accordant une vaste protection aux minorités allemandes et non-allemandes dans toute l'Europe. C'est la vision pangermaniste de la Grande Allemagne dans une Grande Europe. Cette affiliation permet à Dieter Blumenwitz, lors de cette commémoration à Francfort en 1995, de souligner avec justesse le rôle de ces démocrates qui permirent l'adoption d'une déclaration de protection des groupes ethniques en mai 1848. Cette déclaration se retrouve donc dans l'article XIII § 188 de la constitution de mars 1849 que D. Blumenwitz s'empresse de rappeler devant tout son auditoire

conquis d'avance <sup>166</sup> . Ces propos sont d'ailleurs repris et développé par J. Ayala Lasso à Francfort dans ce qui suit : « On a souvent parlé des droits de l'Homme et de la démocratie dans cette église St Paul, lieu historique. C'est bien ainsi, car cela vaut d'affirmer continuellement et en tout lieu notre profession de foi en la *dignitas humana*. 50 ans après la fin de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, nous voyons que de nouvelles guerres et des violations déterminantes des droits de l'Homme dans le monde entier font des victimes, déclenchent des colonnes de fuyards, privent de leurs droits des hommes et leur font perdre leur *Heimat*. Les Nations Unies ont été fondées, il y a 50 ans, dans le but de préserver la paix mondiale et la sécurité internationale ainsi que de s'occuper de la promotion et de la protection des droits de l'Homme. L'Organisation a beaucoup fait et enregistré de nombreux succès, mais a aussi connu de nombreux échecs. L'Organisation et moi-même en tant que Haut-Commissaire pour les droits de l'Homme feront tout ce qui est humainement possible afin de satisfaire aux devoirs de notre tâche. Dans les 50 dernières années, la Déclaration générale des droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, et la convention contre la torture ont été proclamés par l'Assemblée générale et acceptés par plus des deux tiers des États. Il est clair pour nous que les nettoyages ethniques, expulsions et transferts de populations violent de nombreux droits fondamentaux de l'Homme. **Le droit de ne pas être expulsé de sa *Heimat* d'origine est un droit de l'Homme fondamental** (souligné par nous). La Sous-Commission de la lutte contre les mesures

discriminatoires et de la protection des minorités s'occupe à présent de la question traitant des aspects des droits de l'Homme dans le cadre des transferts de population. Dans le domaine des expulsions, le rapport récent de l'envoyé spécial A.S Al-Khasawneh établit le caractère contraire aux normes de droit international. Aussi la Commission de droit international de l'ONU s'occupe de cette importante question. Dans l'article 21 du « Projet de Code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité » (*Draft Code of Crimes against the Peace and Security of Mankind*), l'expulsion de populations hors de leur *Heimat* d'origine est considérée comme une violation déterminante des droits de l'Homme. Dans l'article 22 du Code <sup>167</sup>, les expulsions et punitions collectives contre les populations civiles sont désignées sous le terme particulièrement grave de crimes de guerre. La Sous-Commission dans sa résolution 1994/24 du 26 août 1994 a fourni un rapport récent de l'ONU sur le droit à la *Heimat*, lequel renforce le droit de tout homme de vivre en paix dans son propre foyer, sur sa propre terre et son propre pays. En outre, la résolution souligne le droit des réfugiés et expulsés de retourner en sécurité et dans la dignité dans leur territoire d'origine. J'estime que si les États avaient réfléchi, depuis la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, aux implications ayant trait à l'exode, aux expulsions et aux transferts des Allemands, alors les catastrophes démographiques d'aujourd'hui qui sont désignées avant tout comme nettoyages ethniques, ne se produiraient peut-être pas à une telle dimension. Dans ce contexte, je voudrais évoquer la Charte des réfugiés allemands de la *Heimat* (Charte que nous verrons dans le chapitre consacré au BdV). Il est bon que des hommes qui ont souffert l'injustice,

soient prêts à briser le cercle vicieux de la vengeance et des représailles et à travailler dans la voie pacifique pour la reconnaissance du droit à la *Heimat*, pour la reconstruction et l'intégration de l'Europe. Un jour ce sacrifice sera reconnu à sa juste valeur (...). En ce qui nous concerne, il s'agit avant tout de la reconnaissance générale des droits de l'Homme qui repose sur le principe de l'égalité des Hommes. On doit penser à toutes les victimes de la guerre et de la dictature avec un profond respect, car toute vie humaine est importante. Cela vaut la peine de se battre constamment pour la *dignitas humana* » <sup>168</sup>.

Ces propos ne resteront pas lettre morte, puisque J. Ayala-Lasso poursuit sa démarche reconnaissant le droit à la *Heimat* par une réunion d'experts à Genève, en février 1997, complétée par le rapport final de A.S Al-Khasawneh en juin, aboutissant en août de la même année, au premier texte de l'ONU sur ce thème. Les propos affichés par le Haut-Commissaire de l'ONU seront accompagnés, lors de cette commémoration dans l'église St Paul, par ceux tenus par le ministre de l'intérieur, Manfred Kanther, affirmant que seule une réconciliation des peuples en Europe associée à une meilleure compréhension, à une plus grande confiance et à de meilleures relations d'État à État sont le levain de la paix sur le continent grâce à « une Europe des États et des régions, des peuples et des groupes ethniques, une Europe dans laquelle les frontières perdent de leur importance et permettent à tous de vivre ensemble en paix. Une Europe de la culture et de l'unité juridique (...) et nous reconnaissons que le chemin de nos voisins dans l'Union européenne doit être naturellement lié, comme pour tous les autres membres, à la liberté de circulation et à l'accès à la libre propriété

pour ne nommer que ces deux points. On ne peut autrement obtenir le droit d'être membre de l'Union européenne (...) » <sup>169</sup>. Il est intéressant de noter l'expression « unité juridique ». Il est vrai que l'établissement d'une même référence juridique ne peut que faciliter le rôle et l'influence de l'Allemagne, première puissance économique d'un continent régi par le même système politique, le fédéralisme, dans une Europe unifiée.

Dans la dernière ligne droite qui mène à la reconnaissance du droit à la *Heimat* en août 1997, J. Ayala Lasso renforce donc sa volonté d'aboutir en organisant en février 1997 un séminaire d'experts à Genève qui permet d'accélérer le processus. Son discours d'inauguration est de la même veine que celui tenu devant les dirigeants du BdV à Francfort.

« (...) Le droit de vivre dans son pays natal est un droit précieux et fondamental. Les transferts obligatoires de populations, incluant l'implantation de colons et de colonies, sont une affaire sérieuse, pas seulement parce qu'ils affectent de nombreuses personnes, mais aussi parce qu'ils violent toute la gamme des droits civiques et politiques, économiques, sociaux et culturels. Souvenons-nous que les droits de l'Homme ne sont pas un exercice dans le vide, mais une chose tout à fait concrète que l'on vit. L'expulsion, par nature, prive les victimes de beaucoup de droits, fréquemment accompagnés d'abus physiques et même de violations totales en ce qui concerne le droit à la vie » <sup>170</sup>.

L'expulsion, condamnée par J. Ayala Lasso, représente pour lui la source des autres malheurs. Aussi, le fait de remédier au mal en bannissant toute forme de méthodes pouvant amener au départ des populations, permet par ricochet d'éviter une



cascade de mésaventures. C'est dans cette optique que le rapporteur A.S Al-Khasawneh s'exprime lorsqu'il souligne que « les experts ont estimé que le droit de vivre et de rester dans sa patrie, c'est-à-dire le droit de ne pas être déplacé de force, constituait un droit fondamental de la personne humaine et **un préalable à l'exercice des autres droits** (souligné par nous) (...). Les experts ont, en outre, mentionné la déclaration faite par l'ancien Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme, M. José Ayala-Lasso, le 28 mai 1995 (à Francfort), dans laquelle il a affirmé que le droit de ne pas être expulsé de sa patrie est un droit fondamental de la personne humaine, condamnant ainsi les expulsions collectives et les "châtiments collectifs fondés sur une discrimination généralisée" » <sup>171</sup> .

Ce « **préalable à l'exercice des autres droits** » s'appuie dans ce rapport, en plus des affirmations tenues en sa faveur de la part de l'institut de droit international à Sienne en 1952, directement sur les travaux de A.M de Zayas, en particulier ceux consacrés au chapitre du droit à la *Heimat* élaboré en 1975 dans le *Harvard International Law Journal* et plus nettement encore dans un chapitre du *Criminal Law Forum* de 1995 intitulé : « *The right to one's homeland, ethnic cleansing and the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia* » <sup>172</sup> .

Les propos tenus par A.M de Zayas dans ce document, qui ont servi de fondement à l'élaboration du rapport final, se retrouvent dans la série d'articles de l'ONU qui reconnaît le droit à la *Heimat* le 22 août 1997. En effet, il est clairement dit ceci dans ce chapitre : « Bien que le droit de vivre dans son *homeland* (mais A.M de Zayas, en note de bas de page, fait référence à son équivalent,

le droit à la *Heimat* ) soit indubitablement un droit fondamental et bien que les Nations Unies et autres forums intergouvernementaux aient mis en place des normes étendues qui sont fixées dans le cadre des droits de l'Homme, il peut être considéré comme anormal que ce droit n'ait pas été néanmoins expressément reconnu ni dans une convention internationale ni dans un additif à un pacte universel des droits de l'Homme, sous la forme d'un nouvel article ou protocole optionnel. En dépit de cette lacune positiviste, le droit au *homeland* est une condition préalable à la jouissance de plus de principes concernant les droits de l'Homme. En effet, le fait de refuser le droit de vivre dans son *homeland* entraîne nécessairement la violation de droits comme le droit à l'autodétermination (...). Sans le droit au *homeland*, toute personne pourra être expulsée de force de son pays natal et ainsi être privée, non seulement du droit à l'autodétermination, mais aussi de l'exercice de la plupart de ses droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, droits qui sont largement reconnus dans le droit international » <sup>173</sup> .

Si nous avons à résumer la pensée de A.M de Zayas en établissant une comparaison militaire avec la fameuse bataille d'Austerlitz, nous pouvons affirmer que le droit à la *Heimat* est le plateau de Pratzen qui permet d'obtenir gain de cause pour tout le reste.

En tout cas, le « soleil d'Austerlitz » de la *Heimat* brille de tous ses feux le 22 août 1997 avec sa reconnaissance par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Cette Déclaration de l'ONU se compose de 13 articles. Les plus explicites sont l'Art. 4 qui stipule que « chacun a le

droit de vivre dans la paix, la sécurité et la dignité, dans sa maison ou sur sa terre et dans son pays. Nul ne peut être contraint de quitter son lieu de résidence (...) » ; F Art. 5 : « Les pratiques et politiques ayant pour but ou pour effet de modifier la composition démographique d'une région dans laquelle réside une minorité nationale, ethnique, linguistique ou autre ou une population autochtone, que ce soit par la déportation, le déplacement et/ou l'implantation de colons, ou plusieurs de ces mesures à la fois, est illicite » ; l'Art. 7 : « Les transferts ou les échanges de population ne peuvent être légalisés par un accord international s'ils violent des règles relatives aux droits de l'Homme fondamentaux ou des règles impératives du droit international », et en particulier l'Art. 8 : « Chacun a le droit de retourner dans son pays d'origine de son plein gré, dans la sécurité et dans la dignité de son choix. L'exercice du droit de rentrer dans son pays n'exclut pas le droit de la victime à des remèdes adéquats, y compris la restitution des biens dont elle a été dépossédée à l'occasion ou à la suite de transferts de population, l'indemnisation en compensation de tout bien qui ne peut pas lui être restitué et toute autre forme de réparation prévue en droit international » <sup>174</sup> .

Ces articles présentent, pour certains, une similitude avec le Protocole n°4 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, dont nous avons vu l'origine germanique. Ils s'additionnent et prolongent aussi la Convention-cadre pour la protection des minorités et la Charte des langues régionales ou minoritaires. L'ensemble, juridiquement contraignant pour certains ou pas pour d'autres (mais pouvant le devenir), représente le prélude à la « Maison commune mondiale ».

En attendant la mise en place d'un syndic unique, la récompense ne tarde pas pour A.M de Zayas. En effet, lors du congrès annuel du *Bund der Vertriebenen*, le 6 septembre 1997, soit 15 jours après l'adoption du texte par l'ONU, la présidente du BdV, Erika Steinbach, remet au juriste américain la plus haute distinction de la Fédération des réfugiés pour l'ensemble de ses travaux, la médaille *Für Verdienste um den deutschen Osten und das Selbstbestimmungsrecht*<sup>175</sup>. Cette récompense sera complétée par l'attribution de la *Humanitas-Rings* le 11 septembre 1998, distinction remise par la même Erika Steinbach, présidente du WOK (*West-Ost-Kulturwerk*), distinction attribuée uniquement à ceux qui ont véritablement apporté leur pierre au jardin de la Fédération des réfugiés. Depuis 1954, ils ne sont que 6 à l'avoir obtenue :

- 1954 : Wilhelm von Scholz, de l'Académie prussienne des Arts.
- 1971 : Paul Luchtenberg, ministre de l'Instruction publique et des Cultes.
- 1974 : Max Tau, fondateur de la librairie pour la paix internationale.
- 1978 : Thomas Buergenthal, juriste américain.
- 1990 : Le Père Ildefons Pauler, Grand-Maître de l'Ordre teutonique.
- 1998 : Alfred-Maurice de Zayas : juriste américain<sup>176</sup>.

La reconnaissance du droit à la *Heimat* est renforcée quelques mois plus tard, le 17 avril 1998, par son adoption par la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU. Cette montée en grade autorise désormais ce principe à être un document de base pour la Commission des droits de l'Homme et non le résultat d'un travail de la Sous-

Commission. Ce document de poids pèsera lourd, car il stipule, comme l'affirmait la Sous-Commission, que les crimes liés à l'expulsion sont imprescriptibles. Pour la Fédération des réfugiés (BdV) et pour l'Allemagne qui la soutient financièrement, c'est une victoire incontestable. Pour les autorités allemandes, la « Maison commune européenne » commence à avoir belle allure.

## L'ALLEMAGNE ET L'UNION EUROPÉENNE

### **La Fédération des réfugiés, l'Académie de la Baltique, reflets de la politique allemande**

Au lendemain de la seconde guerre mondiale et du séisme provoqué par l'expulsion de plusieurs millions d'Allemands de leur *Heimat* orientale, il se met en place des associations en charge de représenter les communautés allemandes issues des différentes régions vidées de leurs populations germaniques. Cela ne se fait pas du jour au lendemain. Cependant, la constitution de cette Fédération a l'appui des gouvernements allemands. Il suffit de savoir que le ministère fédéral de l'intérieur finance en grande partie le BdV pour s'en convaincre aisément. Tant qu'un mur imperméable, au temps de la guerre froide, séparait l'Europe en deux blocs, les actions du BdV à l'Est étaient limitées. La chute du Mur de Berlin et l'effondrement du système communiste modifient radicalement la donne. La possibilité pour les réfugiés de 1945 de revoir, 45 ans après, la terre de

leurs origines, autorise une politique plus vaste. Cette dernière se traduit par une protection accordée aux restes de populations allemandes rescapées des expulsions et consiste à les fixer en leur accordant un maximum d'aides afin de limiter le flux des émigrés vers l'Ouest (*Spätaussiedler* : « émigrés tardifs ») ; mais cette politique se traduit aussi par une adhésion complète au projet de l'Union européenne. Pour le BdV, comme pour l'Académie de la Baltique créée peu de temps avant la réunification allemande, l'intégration des pays d'Europe centrale au sein de l'Union européenne ainsi qu'à l'OTAN représente la panacée pour régler leurs problèmes. Tout naturellement, nous pouvons affirmer que les représentants des réfugiés allemands doivent trouver des intérêts à cette adhésion.

Aussi, nous verrons dans un premier temps la naissance, l'organisation ainsi que les structures du BdV et de l'Académie de la Baltique; pour ensuite nous attacher à l'étude de leurs politiques liées à celle de l'Allemagne.

### *La Fédération des réfugiés (Bund der Vertriebenen, BdV)*

Dès juillet et août 1945, en particulier en Bavière et au Bade-Wurtemberg, les premiers centres d'aides pour les réfugiés sudètes, silésiens et allemands originaires du Sud-Est de l'Europe se mettent en place. Ils ont pour but d'offrir les premières aides d'urgence à une population physiquement amoindrie par les épreuves et psychologiquement en détresse du fait de la perte brutale de leur *Heimat*. Bien que ces centres se révèlent fort utiles, les autorités d'occupation anglo-américaines craignant ne pas pouvoir les

contrôler véritablement, les interdisent. Mais ces interdictions sont de courte durée en raison de l'apparition de la Guerre froide qui oblige les Alliés à encourager toutes les mesures capables de relever l'Allemagne occidentale face à la menace soviétique. C'est le 9 avril 1949 qu'est fondée la première association réunissant l'ensemble des organismes défendant au niveau régional les intérêts des réfugiés, la *Zentralverband der vertriebenen Deutschen* (ZvD), sous la direction du Prussien oriental, Linus Kather. Mais, d'autre part, il se met en place à la même époque, le 24 août 1949, au niveau fédéral, les *Vereinigten Ost-deutschen Landsmannschaften* (VOL) qui regroupent les associations politiques correspondant au *Heimat* des réfugiés qui, au début, sont au nombre de 9 sous le terme de *Landsmannschaft* (« association de compatriotes, de réfugiés ») :

1. *Landsmannschaft* des Poméraniens (fondée le 11 septembre 1948).
2. *Landsmannschaft* de Prusse orientale (fondée 3 octobre 1948).
3. *Landsmannschaft* des Sudètes (fondée le 12 mars 1949).
4. *Landsmannschaft* de Prusse occidentale (fondée le 6 avril 1949).
5. *Landsmannschaft* de la Vistule-Warthe (fondée le 6 mai 1949).
6. *Landsmannschaft* des Allemands de Yougoslavie (fondée le 3 septembre 1949).
7. *Landsmannschaft* de Berlin-Marche de Brandebourg (fondée le 9 octobre 1949).
8. *Landsmannschaft* de Silésie, de Haute et de Basse Silésie (fondée le 28 mars 1950).
9. *Landsmannschaft* des Allemands de la Baltique (fondée le 4 novembre 1950) <sup>177</sup>.

L'ensemble de ces *Landsmannschaften* se retrouve sous la direction d'Axel de Vries. Ainsi les réfugiés sont sous la direction de deux instituts, le ZvD et les VOL. Afin d'améliorer leur sort, les deux dirigeants respectifs concluent le 20 novembre 1949 l'accord de Göttingen (*Göttinger Abkommen*), dont le but est de se répartir les tâches et activités, mais aussi de lancer pour l'année 1950 le premier congrès annuel des réfugiés intitulé « jour de la *Heimat* » (*Tag der Heimat*) qui depuis lors, chaque année, se poursuit. Cet accord se prolonge par une déclaration politique commune qui fonde la « loi fondamentale » des réfugiés allemands, la « Charte des réfugiés allemands de la *Heimat* » (*Charta der deutschen Heimatvertriebenen*), le 5 août 1950 à Stuttgart <sup>178</sup>

Cette Charte repose sur trois principes : refus de la vengeance face à ceux qui les ont expulsés, volonté de créer une Europe unie, volonté de relever l'Allemagne et l'Europe. S'appuyant sur ces principes, les réfugiés exigent que le droit à la *Heimat* soit reconnu et réalisé, ajoutant que le sort des réfugiés allemands constitue un problème universel qui concerne aussi tous les réfugiés de la terre. En ce domaine, nous pouvons dire qu'ils ont vu juste.

Les problèmes des réfugiés étant énormes, les premières tentatives d'unification des deux instituts sont ébauchées. Le 18 novembre 1951, le *Bund der vertriebenen Deutschen* (BvD) est constitué, émanation du ZvD. De l'autre bord, compte tenu de l'arrivée de *Landsmannschaft* supplémentaires, le VOL se transforme en « association des *Landsmannschaften* » (*Verband der Landsmannschaften*, VdL). Finalement, les premiers efforts favorisant l'unification des deux



groupes aboutissent le 27 octobre 1957 à la création du *Bund der Vertriebenen* (BdV). Les statuts sont définitivement fixés le 14 décembre 1958 à l'hôtel de ville Schöneberger de Berlin. La revue hebdomadaire, le *Deutscher Ostdienst* (DOD), est créée tandis que le VdL et le BvD sont dissous en juillet 1959<sup>179</sup>.

Le premier président du BdV, le Poméranien Hans Krüger, rédige pour le lancement du DOD un article qui présente les buts et objectifs qui doivent animer le *Bund der Vertriebenen*. Comme le dit Walter Stratmann, chef du service de presse du BdV, rappelant ce texte de H. Krüger : « La première contribution au *Deutscher Ostdienst* doit absolument nous rappeler les motifs de la politique des réfugiés »<sup>180</sup>.

C'est pourquoi, nous présentons un résumé de la pensée de H. Krüger dont les objectifs sont, depuis cette époque, maintenus et poursuivis par la Fédération des réfugiés. Ce texte permet de mieux cerner le comportement des dirigeants du BdV par la suite, et de l'Allemagne tout court.

« A partir de buts politiques et culturels communs, la Fédération des réfugiés est une communauté de destins organisée et engagée. L'*Ostpolitik*, ramassée dans une formule, est pour nous le destin de l'Allemagne. Le but de cette politique est la compréhension et la paix dans un esprit de justice, dans un esprit conforme à la haute tradition occidentale dans les territoires frontaliers où se rencontrent l'Europe de l'Ouest et de l'Est (...). Le nouveau *Dienst* (H. Krüger parle du *Deutscher Ostdienst*) s'occupe de tous les problèmes des réfugiés, des questions sociales et culturelles, mais d'abord et avant tout de sa politique de la *Heimat*. A une époque de discussions décisives au sujet de l'*Ostpolitik*

allemande, le démarrage de l'entreprise et le titre du *Dienst* consistent à expliquer, dans ses grands traits, les aspects du programme de cette *Ostpolitik* (...) ».

A partir de cette présentation, il se dégage pour H. Krüger trois points : la mission, les principes, la politique.

1. La mission : « L'Allemagne, avant tout l'Est allemand, a une mission, une mission à remplir comme médiateur dans la rencontre entre l'Ouest et l'Est, depuis toujours dans l'histoire et aujourd'hui particulièrement (...). Dans un esprit philosophique chrétien et humaniste, dans un esprit de la meilleure tradition culturelle de l'Est allemand, dans l'esprit d'un Leibniz, d'un Kant, d'un Herder et d'un Lessing, les réfugiés renoncent non seulement à la vengeance et aux représailles, mais ils aspirent en outre à réconcilier des revendications apparemment contradictoires pour aplanir le terrain en vue d'une paix du droit et de la justice. Cette opinion hautement exprimée leur donne le droit d'exiger la justice pour eux-mêmes et au nom de tous les réfugiés et fugitifs dans le monde. Cette exigence, ce programme, ils l'assument seuls en toute bonne conscience (...) ».

2. Les principes : « (...) Les principes de l'Ostpolitik de la Fédération des réfugiés prennent résolument leur source dans les exigences éthiques fondamentales du droit international : revendication du droit à la Heimat, du droit à l'autodétermination, du droit à une vie paisible réunissant les peuples dans la liberté, du droit à la liberté, du droit à la liberté, du droit à la propriété et du droit à un statut territorial protégeant contre toute forme d'agression ou d'annexion. Ces principes et seulement ces principes peuvent et doivent fonder le règlement par l'État et le droit

international de la question de l'*Ostpolitik* allemande. De cela, il résulte que les questions frontalières et territoriales ne peuvent être réglées que par un traité reposant sur le droit et qu'une annexion par un diktat ne peut pas être reconnue par le droit international ».

3. La politique : « (...). Le flair des Allemands originaires de l'Est est extraordinairement développé et aiguisé, en ce qui concerne la mentalité des peuples dans l'espace oriental slave (...) ; ceci grâce à une disposition imprégnée du sens spirituel et collectif, grâce au contact séculaire des Allemands originaires de l'Est avec les peuples slaves, grâce à l'expérience frontalière et, non des moindres, grâce aux événements récents suite à l'expulsion (...). C'est pourquoi les réfugiés de la *Heimat*, et particulièrement leurs associations, sont appelés à être en première ligne et à participer en commun à la réalisation et à la poursuite des objectifs de la politique allemande à l'Est (...). En ce qui concerne la réalisation d'une *Ostpolitik* allemande, nous devons constater la chose suivante : une *Ostpolitik* allemande isolée, et dans ce cadre la réalisation des buts politiques des réfugiés liés à la *Heimat*, est impensable. Cette réalisation dépend d'un jugement sûr et d'une prise en compte de la situation politique mondiale ; elle doit constamment résulter d'une prise de contact avec le camp libre occidental (...). La politique menée jusqu'à ce jour par les réfugiés de la *Heimat* s'est nourrie des principes présentés ci-dessus (...). Ces derniers ne pourront se réaliser que si en première ligne, nous, réfugiés de la *Heimat*, poursuivons obstinément et fidèlement, courageusement et fermement nos objectifs »<sup>181</sup>.

Ces objectifs seront effectivement défendus avec âpreté par tous les présidents du BdV qui sont

les suivants :

- Hans Krüger (Poméranien, 1958-1963).
- Wenzel Jaksch (Sudète, SPD, 1964-1966, le même qui s’est opposé à Benes)
- Reinhold Rehs (Prusse orientale, SPD, 1967-1970).
- Herbert Czaja (Haute-Silésie, CDU, 1970-1994).
- Fritz Wittmann (Sudète, CSU, 1994-1998).
- Erika Steinbach (Prusse occidentale, CDU, 1998-).

Depuis la réunification allemande, le BdV se compose de 21 *Landsmannschaften* qui quadrillent l’ensemble du territoire Est européen <sup>182</sup> . Mais pour mener à bien sa politique, le BdV a le soutien des différents gouvernements allemands et en particulier du ministère fédéral de l’intérieur (BMI) en ce qui concerne le financement. Il faut ajouter que depuis l’arrivée de G. Schröder au pouvoir, c’est directement le bureau de la chancellerie qui agit de concert avec le BdV à la place du BMI. En quelque sorte, c’est le chef qui s’en occupe. En dehors de quelques secteurs laissés au ministère de l’intérieur, comme le rappelle Cornelia Sonntag-Wolgast, déléguée auprès d’Otto Schily, patron du BMI, lors d’une réunion tenue le 14 décembre 1998, c’est le bureau de la chancellerie qui désormais représente l’interlocuteur essentiel du BdV dans les principaux domaines <sup>183</sup> .

Le BdV change de « patron », pas de politique. En tout cas, cette dernière a connu un soutien total sous le gouvernement Kohl <sup>184</sup> , soutien qui se poursuit avec le gouvernement Schröder. Cependant, même si l’action du BdV est importante, nous devons évoquer aussi l’Académie de la Baltique (*Ostsee-Akademie* ), dont la mission

est de favoriser les rencontres entre Allemands et voisins du Nord et de l'Est bordant la mer baltique.

### *L'Académie de la Baltique (die Ostsee-Akademie)*

L'Académie de la Baltique a été créée en 1988 sous l'impulsion de l'association des Poméraniens. C'est lors du 10<sup>e</sup> anniversaire de cet institut, le 9 septembre 1998, que la genèse et les buts poursuivis par l'Académie de la Baltique ont été soulignés. D'abord, nous devons rappeler que parmi les membres du conseil d'administration, nous trouvons Siegbert Alber dont le rôle a été déterminant dans l'impulsion donnée à l'élaboration de la Convention-cadre pour la protection des minorités. Le fait de savoir que ce Siegbert Alber est un membre actif de l'Académie de la Baltique indique déjà l'état d'esprit qui anime cet institut. C'est un esprit régionaliste, fédéraliste, farouche promoteur de la démocratie locale et de l'administration autonome. Les institutions européennes qui se mettent en place autorisent ce type d'idéal. L'Académie de la Baltique édite une revue annuelle dont le titre est la version nordique du monde romain antique, *Mare Balticum*. Comme l'indique un dépliant de cet institut : « Depuis 1988, l'Académie de la Baltique est un forum de réflexions et d'entretiens, un marché de l'information et des opinions. Les Allemands rencontrent ici leurs voisins de l'Est et du Nord. Les régions de *Mare Balticum* découvrent leur *Heimat* commun, leur histoire et leur culture comme un héritage identique » <sup>185</sup>.

L'Académie de la Baltique travaille en coopération avec les autres instituts en charge de la protection des minorités. Ainsi, dans le programme

des activités pour l'année 1999, il est organisé un séminaire sur les minorités présentes en Allemagne, en Pologne et en Lituanie du 16 au 19 mai 1999 sous la direction de l'*Ostsee-Akademie*, mais aussi en collaboration avec l'ECMI<sup>186</sup>. Ce réseau de relations se poursuit en contact direct avec le BdV puisque la revue *Mare Balticum* est commercialisée par la Maison d'édition *Wissenschaft und Politik* dirigée par D. Blumenwitz<sup>187</sup>.

A l'origine, c'est Wilhelm Hahn, décédé depuis, qui fut le président fondateur de l'Académie de la Baltique. Plusieurs étapes ont été nécessaires. C'est une assemblée de députés poméraniens qui lance en 1973 le « Manifeste de Poméranie » (*Manifest der Pommern*) dont l'alinéa 2 stipule que « Nous Poméraniens savons que le refus de l'injustice ne doit pas porter préjudice aux peuples allemand et polonais. Nous savons aussi que ce n'est pas la persistance dans des souvenirs liés à la souffrance et à l'injustice qui permet d'aplanir le chemin qui mène à un meilleur avenir, mais une volonté commune de respecter le droit et ainsi de dominer désormais nos tâches. Nous avons acquis par l'expérience que nous avons à apprendre à nous comprendre; nous savons que l'avenir de l'Europe est aussi notre avenir, sa force – notre force, sa liberté – notre liberté »<sup>188</sup>.

Ces propos sont complétés dix ans plus tard par la décision, en avril 1983, de lancer la fondation de l'Académie de la Baltique. L'argument principal repose sur l'axiome suivant : « Sa tâche doit être de réunir toutes les conditions spirituelles, culturelles et politiques pour une réunification de la nation allemande dans la paix et la liberté, dans le cadre d'une Europe libre et unie »<sup>189</sup>.

C'est le président actuel de l'Académie, Philipp

von Bismarck, qui en personne a demandé en 1989 au secrétaire d'État du ministère à l'intérieur, Manfred Carstens, un soutien financier du BMI à l'Académie de la Baltique, soutien qui sera obtenu. Comme le reconnaît M. Carstens, le jour de la commémoration des 10 ans de cet institut : « Je suis venu tout particulièrement à Travemünde parce que j'ai pu contribuer moi-même dans une modeste part au succès de "l'entreprise Académie de la Baltique" : en 1989, P. von Bismarck m'a prié d'obtenir l'enregistrement du soutien institutionnel fédéral dans la commission budgétaire. Cela m'a paru tout d'abord sans espoir, mais pourtant cela a marché parce que tous les dirigeants des partis étaient d'accord. Ceci révèle par là toute l'importance de cette institution » <sup>190</sup> .

Les statuts de l'Académie de la Baltique ont été fixés avec le soutien de la République fédérale d'Allemagne et du Schleswig-Holstein le 22 juin 1991 : « les devoirs prioritaires de l'*Ostsee-Akademie* sont d'entretenir et d'approfondir la conscience d'une solidarité des Allemands de part et d'autre des frontières de la République fédérale d'Allemagne » (Art.1) (...), de se consacrer à « l'encouragement (et) à une meilleure compréhension entre les peuples de l'espace de la Baltique (...), à l'encouragement à la réconciliation avec notre voisin polonais en s'appuyant sur la vérité (...), au renforcement de la conscience des Européens libres vers une coresponsabilité afin de surpasser la séparation de l'Europe grâce à la liberté et à l'autodétermination » (Art. 2) (...) <sup>191</sup> .

Les statuts qui animent l'Académie de la Baltique prennent une dimension encore plus grande avec l'arrivée des pays de l'ex-bloc communiste dans l'OTAN comme la Pologne, et

l'intégration prévue au début du XXI<sup>e</sup> siècle au sein de l'Union européenne de plusieurs États d'Europe centrale. Ceci fait dire au secrétaire du BMI, Manfred Carstens que « le *Bund* et les *Länder* soutiennent une série représentative d'institutions de réfugiés qui se chargent de l'histoire et de la culture des Allemands à l'Est. L'Académie de la Baltique est le seul organisme qui se consacre – à côté de sa mission culturelle spécifiquement poméranienne – pour l'essentiel à une tâche politique d'entente entre les réfugiés et nos peuples voisins à l'Est. Ce champ d'activité gagnera pour nous en importance dans les présentes années avec l'extension à l'Est de l'Union européenne. L'Académie devra se retrouver renforcée en cela dans les années à venir »<sup>192</sup>.

L'objectif de l'Académie étant de promouvoir la cause régionaliste et minoritaire des pays bordant la mer Baltique, inévitablement des liens se nouent aussi avec le Conseil de la Baltique. Cet établissement créé en mars 1992, sur l'initiative des ministres des Affaires étrangères allemands et danois, réunit les États baltes, la Norvège, la Suède, la Finlande, la Russie, la Pologne et la Commission européenne afin de promouvoir le développement de cette zone dans tous les domaines. Dans celui qui concerne les droits de l'Homme et la protection des minorités, il existe depuis mai 1994 un commissaire danois en charge de la question, Ole Espersen. Or, là aussi, comme pour Romedi Arquint de l'UFCE et Asbjørn Eide pour l'ONU, le représentant danois du Conseil de la Baltique fait partie du Conseil consultatif de l'ECMI<sup>193</sup>.

Les caractéristiques et buts de ces instituts ayant été fixés, nous pouvons observer une



projection de l'ensemble dans la politique  
allemande.

## *Du reflet dans la politique allemande*

A propos de la politique allemande et de ses rapports avec le BdV et l'Académie de la Baltique, nous préférons utiliser le terme de reflet que celui d'image. En effet, affirmer que la politique allemande est l'exacte application de celle défendue en particulier par le BdV, serait une exagération. Il existe un décalage entre les souhaits des dirigeants de la Fédération des réfugiés et l'action des gouvernements Kohl et Schröder. Cependant, ce décalage n'est pas une différence d'objectif par rapport aux autorités politiques allemandes, mais seulement une longueur d'avance. D'une certaine manière, les responsables du BdV veulent brûler les étapes, aller droit au but et mettent la pression. La politique allemande ne peut pas appliquer exactement les propositions du BdV, car elle doit tenir compte du contexte international, de l'Union européenne en particulier. Mais, et ceci est incontestable, la politique allemande poursuit les mêmes buts que ceux du BdV. Seulement, elle préfère passer par des étapes intermédiaires qui sont autant de marchepieds avant d'accéder au résultat final. Ceci est particulièrement vrai pour deux points essentiels de la politique allemande : le droit à la *Heimat* et l'extension à l'Est de l'Union européenne ainsi que de l'OTAN.

Parmi tous les princes féodaux qui entourent l'empereur ou, traduit en langage démocratique, parmi tous les ministres-présidents qui entourent le chancelier de la République fédérale d'Allemagne, nous pouvons distinguer deux figures essentielles à la tête de deux *Länder*, Erwin Teufel pour le Bade-Wurtemberg et Edmund Stoiber pour la Bavière.

Ces deux ministres-présidents sont entièrement acquis à la cause des réfugiés. Ceci s'explique, en particulier, par la présence de nombreux rescapés des expulsions de 1945 sur ces territoires (Sudètes, Allemands de Hongrie, du Banat...) qui ont fortement contribué, comme partout en Allemagne, au relèvement des *Länder* après 1945. Il faut ajouter aussi le poids électoral de ces réfugiés que tout homme politique allemand, surtout en Allemagne du Sud, se doit de considérer. Par conséquent, des contacts étroits se nouent entre les dirigeants du BdV et les instances politiques allemandes et cela jusqu'au sommet puisque H. Kohl et, depuis 1998, le chancelier Schröder entretiennent des relations avec tout ce qui touche la cause des réfugiés. C'est particulièrement significatif quand on sait que les dirigeants du BdV ont obtenu que le chancelier Schröder participe à la manifestation célébrant le 50<sup>e</sup> anniversaire de la République fédérale d'Allemagne le 29 mai 1999<sup>194</sup> au côté de sa présidente Erika Steinbach. Le chancelier Schröder ne fait que reprendre la suite du chancelier Kohl, comme autrefois avec le chancelier Adenauer. Bien qu'il y ait eu quelques difficultés d'adaptation au début entre le BdV et le nouveau gouvernement Schröder, les dirigeants de la Fédération des réfugiés soulignent que « les problèmes relationnels entre le SPD et le BdV sont terminés. Le ministre du bureau de la chancellerie Bodo Hombach et le ministre fédéral de l'intérieur Otto Schily ont eu des conversations personnelles avec la présidente de la Fédération des réfugiés Erika Steinbach à laquelle il a été offert, en ce qui concerne le BdV, une coopération équitable et d'égal à égal »<sup>195</sup>.

Cette entente entre socialistes et responsables du BdV n'est pas une surprise, en ce sens que le

problème des réfugiés allemands, à l'image de la protection des minorités germaniques disséminées dans tout l'Est européen, est un sujet qui transcende tous les partis politiques en Allemagne comme au temps de la République de Weimar ou encore comme en 1848.

Cette caractéristique grande-allemande transcende aussi les frontières. Il est intéressant de noter que pour fêter la réunification allemande le 3 octobre 1990, le maire de Vienne, Helmut Zilk, ordonna de hisser le drapeau allemand noir-rouge-or sur l'hôtel de ville. Ce maire est socialiste <sup>196</sup>.

La protection des minorités allemandes et le soutien apporté aux intérêts des réfugiés ont été reconnus par le *Bundestag* dans trois résolutions : la première du 23 juin 1994, la deuxième du 28 février 1997, la troisième du 29 mai 1998.

Le *Bundestag* adopte le 23 juin 1994 la résolution suivante : « La communauté des États a le devoir d'aider les hommes qui, en raison d'une appartenance ethnique, raciale, religieuse ou culturelle, sont expulsés. Toute forme d'expulsion est à bannir au niveau international et tout crime contre l'humanité est à punir. Tout réfugié peut revendiquer la reconnaissance de ses droits (...). Le *Bundestag* exhorte le gouvernement fédéral (...) à vérifier, en ce qui concerne le droit au retour dans la *Heimat* (...), de quelle manière les obligations à l'indemnité et au dédommagement des expulsés peuvent être réglées » <sup>197</sup>. Cette résolution a été votée à l'unanimité par les partis de droite et de gauche (CDU, CSU, SPD, FDP). Trois ans plus tard, les mêmes partis politiques exhortent le gouvernement allemand à agir, le 28 février 1997, dans les termes suivants : « Le *Bundestag* souligne à nouveau la fonction importante de lien que les

réfugiés allemands ont aujourd'hui dans le cadre des relations de l'Allemagne avec ces pays d'Europe centrale et du Sud-Est et ceci concerne aussi les Allemands vivant dans la Communauté des Etats indépendants. Le *Bundestag* prie les citoyens et citoyennes, réfugiés de la *Heimat*, de continuer à s'investir totalement dans la vie politique, culturelle et sociale de notre pays ainsi que de faciliter les relations avec nos voisins de l'Est dans une Europe de paix, de coopération et de compréhension. Le *Bundestag* s'efforcera de soutenir, dans une large mesure, les réfugiés de la *Heimat* et leurs associations qui sont animés de cet esprit (...). Tout acte d'expulsion est un crime contre l'humanité. Le fait de terroriser et d'expulser des groupes en raison de leurs origines, pour des motifs religieux ou culturels, doit être banni et puni conformément au droit pénal international » <sup>198</sup>. Cette motion a été adoptée à l'unanimité moins une abstention et une voix contre. Autant dire que les sujets de dispute sur ce thème entre les partis allemands, toutes tendances politiques confondues, n'existent pas.

Enfin, sur une motion déposée par la CDU, la CSU et le FDP, le *Bundestag* a adopté le 29 mai 1998 la résolution suivante : « (...) le *Bundestag* nourrit l'espoir qu'avec l'entrée de la République tchèque et de la Pologne dans l'Union européenne, une prise en charge croissante de l'actif communautaire grâce à de nouveaux membres facilitera la solution encore ouverte des questions bilatérales. Ceci inclut le droit à la liberté de circulation et à la liberté d'établissement. Ce sont des éléments essentiels afin d'aboutir à une Europe de la diversité dans laquelle les peuples et les groupes ethniques pourront vivre ensemble en bonne harmonie avec leurs cultures et traditions

différentes, en prenant en compte leurs attaches historiques, ainsi que le respect et l'encouragement des identités respectives. Par conséquent, ce sont des éléments appropriés qui permettent de surmonter les conséquences de la guerre et des expulsions. L'expulsion ne doit pas être un moyen politique. C'est pourquoi le *Bundestag* partage la conception du gouvernement fédéral – comme de tous les gouvernements précédents – qui constamment a considéré l'expulsion des Allemands de leur *Heimat* d'origine à la fin de la seconde guerre mondiale, comme étant d'une grande injustice et comme contraire au droit international » 199 .

Comme on peut le constater, les propos défendus par le *Bundestag* sont la copie quasi conforme de ceux défendus par le BdV et en particulier par la Charte des réfugiés de 1950.

C'est en 1995, lors du 45<sup>e</sup> anniversaire de cette Charte, que le ministre-président du Bade-Wurtemberg a honoré de sa présence la cause des réfugiés. Après avoir souligné les aspects positifs de la Charte, Erwin Teufel se tourne vers l'avenir et ajoute : « Nous pouvons construire une Europe dans des frontières qui ne séparent plus mais qui rassemblent, et à partir desquelles les différentes formes de cultures et de styles de vie ne se font plus face comme étrangères et ennemies, mais se complètent et s'enrichissent mutuellement, où majorités et minorités, rassemblées sur un fond commun, peuvent vivre en paix l'une à côté de l'autre et ensemble, soutenues et protégées grâce à la démocratie et à l'État de droit. A la construction de cette Europe, les réfugiés de la *Heimat* peuvent et doivent prendre une part semblable à celle qu'ils ont eue pour la reconstruction de la République fédérale dans l'après-guerre. Votre contribution est

importante avant tout pour une intégration économique, sociale, culturelle et politique des pays d'Europe de l'Est, car ceux-ci sont les pays d'origine des réfugiés de la *Heimat* ; les réfugiés de la *Heimat* connaissent pays et habitants avec qui ils ont noué, en dépit des expulsions brutales, une histoire longue et commune ; les réfugiés de la *Heimat* sont le lien naturel qui permet d'aller à la rencontre de ces gens en Europe de l'Est (...). La perspective, qui ne me semble plus éloignée, que la Pologne, la République tchèque, la Hongrie et l'Allemagne se retrouvent ensemble dans l'Union européenne me rend encore plus confiant. Ceci ne sera atteint qu'avec une totale liberté de circulation du capital, des biens et des personnes. La compréhension sera plus grande entre les gouvernements, mais aussi entre les hommes. C'est à partir de ce voisinage qu'une véritable vie commune peut naître des deux côtés (...). Plus grande sera la détermination que nous mettrons maintenant à préparer la voie, plus soutenue en sera l'effet » <sup>200</sup> .

Ces propos ressemblent étrangement à ceux tenus par G. Stresemann quand ce dernier énumérait les avantages politiques, économiques et culturels que les minorités allemandes pouvaient apporter au *Reich*.

Les propos d'Erwin Teufel, comme ceux de tous les dirigeants du BdV ou de la classe politique allemande, ne tombent pas dans l'oreille d'un sourd parmi les chefs d'États de certains pays d'Europe de l'Est, qui savent que l'Allemagne est leur principal interlocuteur dans le domaine économique. C'est particulièrement le cas du président estonien Lennart Meri qui, dans un discours prononcé lors du 5<sup>e</sup> anniversaire de la réunification allemande, invite d'une manière très

insistante les Allemands à retourner dans son pays : « La *Heimat* , comme le droit, est une chose concrète ou alors cela ne veut rien dire. Le droit à la *Heimat* appartient d'une manière indispensable aux principes fondamentaux européens. Mais seul un pays libre et démocratique est capable de faire de ce droit un principe directeur à sa conduite politique. L'Estonie démocratique est à nouveau ce type de pays. En tant que président de l'Estonie, je saisis l'occasion en ce jour particulièrement fort à Berlin pour affirmer aux autorités allemandes que l'État libre d'Estonie est un pays ouvert au monde, où le droit à la *Heimat* d'origine est défendu de la même manière que tous les droits qui se révèlent être dans les faits dignes de la *conditio humana* . L'Estonie est et reste ouverte aux Allemands qui sont volontaires aujourd'hui à faire valoir leur droit à la *Heimat* (...). Je ne fais pas mystère du fait que l'Allemagne est justement l'incarnation pour moi comme pour l'ensemble de mes compatriotes, du mot-clef Europe (...) » <sup>201</sup> .

Face à une telle déclaration, la réponse du BdV ne se fait pas attendre en la personne de son président Fritz Wittmann dans une lettre personnelle envoyée au président estonien : « (...) Nous vous sommes reconnaissant d'avoir tracé un signe pour l'avenir et par là prouvé que l'Estonie s'est engagée nettement dans l'Europe commune. De notre côté, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que votre pays, qui déjà durant l'entre-deux-guerres a adopté des mesures afin de permettre une vie commune pacifique parmi les différentes cultures et nationalités, soit pris en considération encore plus rapidement lors des négociations d'intégration dans l'Union européenne et dans l'OTAN » <sup>202</sup> . Il faut préciser aussi que Lennart Meri, du fait de ces propos si



convaincants, a reçu la plus haute distinction du BdV lors du 50<sup>e</sup> congrès du « jour de la *Heimat* » 203 .

Suite aux propos du président estonien, nous devons ajouter ceux tenus par le président hongrois Gyula Horn lors de la commémoration de l'unité allemande l'année suivante. Ils sont eux aussi du même style : « Les relations germano-hongroises ont, à côté de beaucoup d'autres, un aspect particulièrement émotionnel. Après 150 ans d'occupation (ottomane) et d'une guerre qui a balayé le pays, des territoires dévastés et dépeuplés de l'ancienne Hongrie ont été implantés des Souabes et des Saxons afin de peupler le pays et par là enrichir sa culture (...). Une conséquence répréhensible de la Seconde Guerre mondiale, pour tous les peuples, a été le traitement collectif et injuste, le marquage au fer rouge appliqué à la minorité allemande vivant en Hongrie. Il est émouvant de voir comment nos compatriotes d'autrefois ont conservé leurs liens en Hongrie jusqu'à aujourd'hui et visitent à présent, à partir de l'Allemagne, leur ancienne *Heimat* . Pas seulement pour l'amour de proches parents restés en Hongrie, pas seulement afin de réveiller des souvenirs d'enfance, mais aussi parce qu'ils ne veulent ni ne peuvent oublier cet espace danubien commun avec les Hongrois. La Hongrie souhaite la bienvenue aux émigrants et à leurs descendants comme membres d'une famille. Venez et amenez si possible beaucoup d'amis. Les citoyens d'Allemagne peuvent compter en tout temps sur l'hospitalité véritable et au respect en Hongrie » 204 .

L'alignement de ces deux pays sur la politique allemande doit être complété par ceux de la Lituanie, la Lettonie, la Croatie et la Roumanie qui

ont procédé à des mesures permettant l'indemnisation des personnes qui ont été spoliées suite à la seconde guerre mondiale. Certaines de ces mesures sont encore à l'état embryonnaire et sont à classer plutôt au titre de symbole. Cependant, elles révèlent que l'expression « *I want my money back* » de Margaret Thatcher est valable aussi outre-Rhin :

1. *Hongrie* : Première loi d'indemnisation de 1991 pour des personnes expropriées concernant la période du 8 juin 1949 à 1987; deuxième loi d'indemnisation en 1992 pour les personnes expropriées entre le 1<sup>er</sup> mai 1939 et le 8 juin 1949. L'indemnisation peut aller jusqu'à 5 millions de Forint (environ 45 000 DM). 22,3 millions de DM ont été dépensés au titre de l'indemnisation.

2. *Croatie* : Loi d'indemnisation du 30 octobre 1996. L'ambassade allemande à Zagreb, dans une note du 30 janvier 1997, a fait savoir au ministère de l'extérieur croate que le gouvernement allemand souhaitait que les intérêts allemands soient inclus dans le processus d'indemnisation.

3. *Estonie* : Loi du 13 juin 1991 sur la réforme de la propriété, remaniée dans sa nouvelle version du 29 janvier 1997.

4. *Lettonie* : Loi sur la propriété du 20 octobre 1991, loi sur la privatisation du sol dans les territoires ruraux du 21 novembre 1990 ; loi sur la réforme agraire du 20 novembre 1991, modifiée par l'amendement du 20 avril 1994.

5. *Lituanie* : Loi de restitution des droits de propriété aux citoyens le 18 juin 1991, modifiée en 1997, qui concerne surtout les entreprises agricoles.

6. *Roumanie* : Loi foncière n°18/1991 et loi de restitution des biens immobiliers n°112/1995 <sup>205</sup> .

Même si ces mesures sont réelles et s'apparentent plus à une reconnaissance de dettes qu'à un règlement véritable des spoliations subies par les populations allemandes après 1945, elles ont le mérite d'indiquer que les gouvernements de ces pays cherchent à ne pas déplaire à Berlin. Il suffit de connaître les pertes des biens allemands au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour se rendre compte que ce début d'indemnisation est largement en-deçà de la réalité, mais aussi, vue la situation économique des pays d'Europe de l'Est, impossible à mener à terme. Pour les dirigeants du BdV, s'appuyant sur une étude de l'*Internationale Forschungs gesellschaft für das Weltflüchtlingsproblem* (« La société d'étude internationale du problème mondial des réfugiés »), les pertes matérielles pour les réfugiés de la *Heimat* sont les suivantes :

*Montant des pertes des biens allemands à l'Est*  
(valeur d'aujourd'hui en milliards de DM, 1999).

États	Biens privés	Biens publics	Total
Territoire de l'Oder Neiße en zone russe	31,6	6,8	38,4
République de Russie	2,0	0,4	2,4
<b>Total</b>	<b>33,6</b>	<b>7,2</b>	<b>40,8</b>

États	Biens privés	Biens publics	Total
Territoire de l'Oder Neiße en zone polonaise	286,6	60,4	347,0
Pologne (frontières de 1939)	57,2	6,6	63,8
Dantzig	14,0	3,8	17,8
<b>Total</b>	<b>357,8</b>	<b>70,8</b>	<b>428,6</b>

Tchécoslovaquie	145,4	25,4	170,8
Pays baltes	11,0	3,0	14,0
Yougoslavie	21,2	2,4	23,6
Hongrie	13,0	1,0	14,0
Roumanie	17,2	1,6	18,8
<b>Total des 3 tableaux</b>	<b>599,2</b>	<b>111,4</b>	<b>710,6</b>

Source : Deutscher Ostdienst, n° 10, 12 mars 1999, p. 4.

En réalité, la véritable indemnisation de l'Allemagne passera par le retour d'un certain nombre de réfugiés dans leur ancienne *Heimat* qui, en raison de leur haut niveau de formation intellectuelle dans tous les domaines (scientifiques, industriels, agricoles, etc...), apporteront un encadrement à l'ensemble des pays d'Europe de l'Est soucieux de se mettre en conformité avec les normes occidentales. Par conséquent, nous aurons, comme le souhaitent les autorités allemandes, un ancrage véritable de ces pays à l'Union européenne comme à l'OTAN, car les réfugiés allemands joueront en quelque sorte le rôle de soudure entre l'Est et l'Ouest comme le rappelait déjà Hans Krüger en 1959. Cet encadrement germanique dans tous les secteurs de la vie économique, politique, militaire, sociale et culturelle influencera et déterminera d'une manière radicale le comportement et l'attitude des peuples et des gouvernements des pays d'Europe centrale et orientale, comme le soulignait déjà G. Stresemann. L'Allemagne disposera de cette manière d'un ensemble de pays vassaux (économiquement faibles), formant en quelque sorte un réservoir (en d'autres termes, une clientèle) qui fera bloc tout naturellement à ses côtés (toutefois, en concurrence avec les États-Unis tant que les élites politiques de ces pays ne seront pas européanisées). Les

répercussions se feront automatiquement sentir au niveau de l'Union européenne, comme déjà au sein des comités consultatifs en charge de vérifier la bonne application de la Convention-cadre pour la protection des minorités et de la Charte des langues régionales ou minoritaires, puisque nous y trouvons un taux particulièrement élevé de personnes originaires d'Europe centrale et orientale. En effet, chaque pays dispose au Conseil (le Conseil des ministres a pour rôle d'arrêter des décisions, actes juridiques sous diverses formes : règlements, directives ; Conseil qui travaille en étroite relation avec la Commission) d'un certain nombre de voix : 10 voix pour l'Allemagne, la France, l'Italie, et la Grande-Bretagne, 8 pour l'Espagne, 5 pour la Belgique, la Grèce, les Pays-Bas et le Portugal, 4 pour l'Autriche et la Suède, 3 pour le Danemark, la Finlande et l'Irlande, 2 pour le Luxembourg. Les délibérations sont acquises à la majorité qualifiée (UE à 15), si 62 voix au moins sont obtenues sur 87 (selon les sujets, les délibérations du Conseil sont prises aussi soit à l'unanimité, soit à la majorité des membres). Au fur et à mesure que les États d'Europe centrale et orientale, dont l'Allemagne parraine avec passion l'adhésion – parce qu'elle y voit son intérêt – entrèrent au sein de l'Union européenne, ils se verront attribuer chacun un certain nombre de voix (6, 7, 8...). Ces voix viendront tout naturellement s'additionner à celles de l'Allemagne qui disposera ainsi d'une majorité pour faire passer ses envies, ses humeurs. Il suffit d'imaginer une multitude de Lennart Meri ou de Gyula Horn pour avoir une idée de cette prépondérance germanique.

Seules la Pologne et la République tchèque sont rétives à l'idée d'accorder des indemnisations aux expulsés allemands. La Pologne se réfugie derrière les Accords de Potsdam qui consacrent l'existence

de la ligne Oder-Neiße comme frontière. Par conséquent, les autorités polonaises estiment que tout ce qui suit est couvert par cet accord. Or, tous les gouvernements allemands depuis 1949, ainsi que tous les juristes de langue allemande ont refusé de reconnaître la validité des expulsions qui ont suivi les Accords de Potsdam. Ceci fait dire au ministre des Affaires étrangères du gouvernement Kohl, Klaus Kinkel qu' « en accord avec la science juridique allemande, tous les gouvernements jusqu'à présent, ainsi que l'actuel, ont toujours considéré l'expulsion des Allemands après la fin de la guerre comme contraire au droit et que les Accords de Potsdam du 2 août 1945 ne justifient pas l'expulsion » <sup>206</sup> .

De même, la République tchèque, en raison des décrets Beneš, présente des faiblesses qui ne font pas bon ménage avec les principes des droits de l'Homme, en particulier le Protocole n°4 de la Convention de Sauvegarde. Cependant, ici et là, on observe de la part des autorités de Prague des mesures qui indiquent qu'elles cherchent à remettre en cause ces décrets. Ceci est particulièrement net suite aux propos tenus par l'ambassadeur de la République tchèque Cerny en Allemagne. Ce dernier s'exprimant à l'Académie européenne de Berlin, considère que ces décrets ne sont pas « un titre de gloire » (*kein Ruhmesblatt* ), ajoutant même que les Sudètes sont le « meilleur lobby » de la République tchèque et une garantie pour la réconciliation <sup>207</sup> .

De ce fait, la Déclaration commune germano-tchèque du 21 janvier 1997 consacrant la réconciliation entre les deux pays, ouvre une voie qui se caractérise par la mise en place des « Fonds d'avenir » (*Zukunftsfonds* ) et d'un « Forum de dialogue ». Il est à noter que Prague, dans la

question des Sudètes, regrette les « excès » qui ont suivi l'expulsion des populations germanophones, terme trop faible pour l'association des Sudètes.

Les Fonds d'avenir, selon l'article II de la Déclaration, ont pour but de financer des projets d'intérêts communs entre les deux pays. Une part essentielle de ces Fonds est utilisée en faveur des victimes du national-socialisme.

*Accord germano-tchèque sur les Fonds d'avenir*  
(un Ecu = environ 1,90 DM, valeur de 1997)

	<b>Allemagne</b>	<b>République tchèque</b>
1998	10 228 766 ECU	5 294 367 ECU
1999	20 457 532 ECU	6 353 242 ECU
2000	20 457 532 ECU	1 637 415 ECU
2001	20 457 532 ECU	—
<b>TOTAL</b>	<b>71 601 365 ECU</b>	<b>13 285 024 ECU</b>

Source : Deutscher Ostdienst, n°4, 23 janvier 1998, p. 5.

Mais c'est surtout le Forum de dialogue qui ouvre des perspectives intéressantes pour l'avenir des Sudètes, en particulier par la mise en place d'un conseil de coordination qui a pour but de faire avancer le dialogue entre représentants allemands et tchèques. Il est composé de 20 personnes pour chaque représentation. Il est intéressant de noter que le gouvernement allemand, en particulier le ministre des Affaires étrangères Klaus Kinkel, en accord avec son homologue tchèque, Jaroslav Sedivy, a obtenu la présence des dirigeants du BdV et de l'association des Sudètes au sein de la représentation allemande, malgré l'opposition du

président social-démocrate tchèque au parlement, Milos Zeman. Fritz Wittmann, président du BdV en 1997, devait faire partie du conseil administratif en charge de gérer les « Fonds d'avenir » grâce à l'appui direct du chancelier Kohl <sup>208</sup> . Mais en raison de problèmes de santé, il a dû renoncer à cette charge. En revanche, il fait bien partie des membres de la commission allemande au sein du Conseil de coordination animant le « Forum du dialogue » au même titre que le président de l'association des Sudètes Franz Neubauer, le ministre-président de la Saxe, Kurt Biedenkopf, les députés Christian Schmidt (CSU), Anton Pfeifer (CDU), Rudolf Seiters (CDU), Günter Verheugen (SPD, commissaire européen chargé de l'élargissement à l'Est de l'Union européenne), Josef Stingl (dont nous avons vu le rôle dans le programme de Brno), l'ancien ministre des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher et l'abbé Hans Langendörfer, directeur du secrétariat de la conférence épiscopale allemande, pour n'en citer que quelques-uns <sup>209</sup> .

Ce dialogue germano-tchèque se poursuit aussi dans le cadre des eurorégions, en particulier dans la zone géographique que l'on désigne sous le terme d'eurorégion *Ergrensis*. La coopération transfrontalière et régionale, qui sera étudiée dans le chapitre des institutions européennes, est un élément capital de la politique allemande, dont les répercussions se font sentir sur l'ensemble du continent européen. Pour le moment, il nous suffit de dire que ces eurorégions sont le moyen de reconstituer une *Heimat* qui permet aux réfugiés de recouvrer leurs droits. Avant d'étudier ce point au prochain chapitre, nous rappelons les espoirs et les considérations à long terme qui animent ces réfugiés et en particulier leur président Fritz



Wittmann : « (...). Mais le processus du retour à la *Heimat* requiert une coopération régionale intensive des unités administratives allemandes et tchèques en raison de l'accord-cadre européen sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales. Avec l'aide de cet accord, le pays pourrait redevenir « heimatable » (nous nous permettons de fabriquer ce mot dans le sens "qui réunit les conditions qui permettent d'aboutir aux caractéristiques propres de la *Heimat*". Le terme allemand intraduisible est *heimatlich*). Un début est déjà réalisé avec les eurorégions du Mont des géants, de la Saxe, de la Silésie, des Monts métallifères, du Vogtland, de l'Egerland, de la Haute-Franconie, du Böhmerwald, de Basse Bavière, du Mühlviertel » <sup>210</sup> .

Ce principe des eurorégions existe partout en Europe, en particulier le long de la frontière germano-polonaise. Dans le cas de la Pologne, les autorités refusent obstinément, comme les Tchèques, d'entendre parler des questions ayant trait à des possibilités d'indemnisations. Cependant, comme nous l'avons déjà souligné, l'Allemagne a les moyens d'obtenir une indemnisation bien plus durable grâce au retour de quelques réfugiés comme cadres au sein des pays désireux d'intégrer l'UE et l'OTAN. Cette extension à l'Est est l'objectif du BdV, à condition que ces pays respectent les droits accordés aux minorités, d'où les affirmations d'Erika Steinbach qui estime que « l'extension à l'Est n'est pas un but en soi. Il se peut que l'extension en particulier des structures de sécurité transatlantiques correspondent aux intérêts allemands, mais cela est beaucoup plus intéressant en ce qui concerne les intérêts des candidats à l'adhésion. Ce n'est ni présomptueux ni exagéré que de relier les

conditions (retour à la *Heimat*, indemnisations...) à une adhésion à l'UE. Seule une politique qui obéit au principe du donnant donnant est tournée vers l'avenir et sera ainsi acceptée des deux côtés » <sup>211</sup> .

Le soutien allemand aux représentations des réfugiés et minorités allemandes se traduit par des contacts au plus haut niveau. Ainsi, trois jours après la signature le 21 janvier 1997 de l'accord entre l'Allemagne et la République tchèque, le chancelier Kohl recevait les représentants du BdV afin de leur expliquer que cet accord n'était que l'expression d'une « volonté ferme » en faveur d'un avenir européen commun <sup>212</sup> . Pour tout le reste, le chancelier ne fait que confirmer son soutien total aux réfugiés et aux minorités germaniques. Ce contact étroit entre les autorités politiques et les représentants des communautés allemandes réparties dans tout l'Est européen se vérifie grâce au porte-parole officiel du gouvernement Kohl en charge de la question des réfugiés et minorités, Horst Waffenschmidt. Ce dernier, coordinateur et promoteur de la question minoritaire est le « VRP » du gouvernement allemand dans toute l'Europe centrale et orientale. Son rôle est de promouvoir d'une part toutes les zones de peuplement allemand à l'Est et d'autre part de favoriser l'intégration des « émigrés tardifs » (*Spätaussiedler*) en Allemagne. Ce travail se fait en relation avec le BdV et les ministères de l'intérieur et des Affaires étrangères. Le changement de gouvernement en Allemagne ne modifie en rien cette politique. Le remplaçant de H. Waffenschmidt, Jochen Welt, a affirmé, comme le rapportent avec satisfaction les représentants du BdV, que l'Allemagne poursuivait la même politique. Comme le souligne le BdV, « Jochen Welt, le responsable de la question des réfugiés

auprès du gouvernement, a transmis les salutations du ministre de l'intérieur Otto Schily. Il a assuré que le nouveau gouvernement continuerait les mesures d'encouragement qui ont été réalisées jusqu'à aujourd'hui en faveur des minorités allemandes, en Europe de l'Est, cependant sous l'angle de nouveaux centres d'intérêts, comme des projets dans des domaines assurant la promotion des collectivités. La politique des minorités est toujours, comme l'a affirmé Welt, une politique de paix et exprime une manière d'établir des liens auxquels le nouveau gouvernement accorde une grande priorité » <sup>213</sup> .

Évidemment cette politique prendra un essor encore plus grand quand les pays d'Europe centrale, obligés de respecter les critères établis en faveur des minorités, intégreront l'Union européenne et l'OTAN. Cette politique était déjà confirmée sous le gouvernement Kohl. Recevant les représentants de l'association assurant la promotion de la culture allemande en Pologne (VdG, *Verband der deutschen sozial-kulturellen Gesellschaft*), « le chancelier (Kohl) et le président du VdG ont convenu qu'il en résulterait de ce fait des perspectives d'avenir assurées pour les Allemands en Pologne » <sup>214</sup> .

En effet, la suppression des frontières dans le cadre de l'Union européenne est un marchepied qui permettra d'aboutir à l'obtention au droit à la *Heimat* . C'est d'ailleurs à ce niveau là que l'on peut remarquer le clivage entre le BdV et les dirigeants politiques allemands. Ces derniers partagent les mêmes buts, seulement ils savent qu'il faut passer par une période transitoire. Le député Jürgen Rüttgers (CDU), s'exprimant devant les représentants de l'association de Haute-Silésie, indique le processus qui permettra aux réfugiés

d'obtenir gain de cause : « Aujourd'hui, les Allemands et les Polonais sont amis. Ils ont un avenir commun dans une Europe commune. Dans cet avenir, la Haute-Silésie a sa place, non comme un legs mais comme une réalité vivante. C'est pourquoi, la vision d'une Europe grande et libre est si importante, la vision d'une Europe dans laquelle les variétés des cultures européennes, des langues, des traditions s'épanouiront complètement. La liberté de circulation et la liberté d'établissement en Europe sont aussi pour les réfugiés allemands un premier pas en faveur de la réalisation du droit à la *Heimat* » <sup>215</sup> .

Ceci signifie qu'au fur et à mesure que les réfugiés et leurs descendants s'installeront sur le territoire de leurs aïeux, peu à peu, le facteur temps produira des fruits qui porteront le nom de *Heimat*. Les habitudes, les protections en tout genre accordées aux minorités, le principe de subsidiarité dont le but est d'accorder le maximum de compétences aux autorités les plus proches des citoyens, autoriseront de la manière la plus naturelle la reconnaissance officielle de la *Heimat*. Le principe de subsidiarité suppose l'existence du groupe et d'une organisation sociale, caractéristiques qui conviennent parfaitement à tous ceux qui veulent défendre les traits spécifiques d'une communauté ethnique que seul un système fédéral rend possible. Comme le rappelle le juriste Stefan Oeter lors d'une réunion de la *Kulturstiftung* des réfugiés dans le cadre du BdV, « le type idéal de cet État des groupes ethniques s'appuyant sur le principe de la subsidiarité est en fin de compte celui de l'État fédéral multinational. Les groupes ethniques qu'il rassemble ne sont plus par définition des minorités, mais constituent tous des portions de peuples, des éléments différents d'un

point de vue culturel et linguistique qui forment la trame étatique exprimant les volontés de la nation » 216 .

Cette reconnaissance progressive de la *Heimat* passe aussi par la protection des minorités allemandes rescapées des expulsions de 1945/46 dans les pays de l'Est. Depuis les années 1990, l'Allemagne a signé plusieurs accords qui tous visent à la protection des minorités allemandes. Ces accords se réfèrent en particulier au Document de Copenhague, qui traite dans son chapitre IV de la protection des minorités et dont nous avons décrit les modalités d'élaboration. Il est assez comique de voir ces pays d'Europe centrale reconnaître ce document international, alors qu'il a été à l'origine soutenu en sous-main par les autorités allemandes par l'intermédiaire de la « contribution d'Innsbruck ». En somme, ces pays de l'Est européen signent un diktat anesthésié voulu par l'Allemagne traitant de la protection des minorités : traité germano-polonais (17 juin 1991, art. 20 et 21), traité germano-hongrois (6 février 1992, art. 19), traité germano-tchèque (27 février 1992, art. 20), traité germano-roumain (21 avril 1992, art. 15)...

Cette politique en faveur des minorités allemandes ne changera pas avec le gouvernement Schröder. A la veille des élections de septembre 1998, les responsables du BdV ont interrogé les principales organisations politiques : CDU, CSU, SPD, FDP et les Verts en leur posant à chacun cinq mêmes questions. Nous ne retenons que les réponses du SPD et des Verts sachant que les autres partis au pouvoir ont fait leurs preuves. Il faut ajouter aussi que les affirmations en politique se caractérisent par une grande fluidité. Cependant, autant nous pouvons constater des variations sur

des thèmes divers et variés, autant il existe une remarquable continuité de pensée dans le domaine touchant celui des minorités. Le phénomène est si probant que les dirigeants du BdV sont, dans l'ensemble, satisfaits de la tournure des événements avec la nouvelle équipe Schröder.

A la question de savoir si l'accueil des pays de l'Est au sein de l'Union européenne est à relier à l'injustice matérielle commise suite aux expulsions des populations germaniques après 1945, le SPD répond: « Entre la Pologne et la République fédérale d'Allemagne, il n'existe aucune question bilatérale qui doit être réglée avant que la Pologne ne puisse intégrer l'Union européenne. Les critères d'entrée ont été fixés au Conseil de l'Europe en 1993 et la Commission de l'UE, en se fondant sur ces critères, a évalué les volontés d'adhésion de ce pays. A la requête de la Pologne au sujet de l'adhésion à l'UE, la Commission a constaté : “La Pologne doit compléter les procédures d'indemnisation de ceux qui ont été concernés par les expropriations des nationaux-socialistes ou communistes” ».

*Les Verts* : « Les Verts se prononcent pour un travail de réconciliation qui doit réparer l'injustice commise par le national-socialisme et les répercussions qui ont suivi. Seul un tel processus d'entente, à notre avis, peut contribuer à un règlement de l'injustice caractérisant l'expulsion. Dans le cadre des résultats de l'intégration et des indemnités pour dommages de guerre, des moyens considérables ont été consacrés à l'atténuation des répercussions concernant les réfugiés de la *Heimat* suite à la guerre. Ils ont rendu possible à beaucoup de réfugiés de la *Heimat* un nouveau départ dans la République fédérale d'Allemagne. Les Verts sont en faveur d'indemnités pour dommages de guerre

et, actuellement, pour le paiement de ces indemnités aux réfugiés de la *Heimat* dans les cinq nouveaux *Länder* (ex-RDA). Cependant, nous refusons fermement l'association des exigences du BdV à une restitution des biens au sujet "des droits des minorités et groupes ethniques" pour les réfugiés qui souhaitent le retour ou le rétablissement de la *Heimat* avec l'entrée dans l'UE de la Pologne et de la République tchèque. L'insertion des exigences de ces associations dans la politique extérieure pourraient contrarier la relation d'égal à égal avec nos voisins de l'Est ».

A la question de savoir si le droit international et les droits de l'Homme seront transposés dans la politique extérieure en faveur des réfugiés et des minorités allemandes de la *Heimat*, le SPD répond : « La République tchèque et la Pologne seront tôt ou tard membres de l'Union européenne. Le SPD s'y emploie. Alors, les droits européens vaudront pour tous les citoyens de l'Union européenne. La liberté de circulation et la liberté d'établissement de tous les citoyens de l'UE à l'intérieur de l'Union européenne font entre autres partie de cela. Devenir membre de l'Union européenne signifie pour tous les pays candidats qu'ils doivent remplir tous les critères d'adhésion ».

*Les Verts*: « Avec la démocratisation de l'Europe de l'Est, à différents degrés, des droits pour les minorités ont été créés, qui ont contribué à une amélioration générale de la situation à l'égard des minorités de souche allemande. C'est assurément une tâche de la politique extérieure que de s'employer à la mise en place de standards généraux au niveau du droit international et des droits de l'Homme ainsi qu'à celui concernant le droit des minorités. Mais la politique extérieure doit accepter qu'en ce qui concerne les Allemands de la *Heimat*, il ne s'agit pas en règle générale de

citoyens et de citoyennes allemands. C'est pourquoi, la mise en place concrète des droits des minorités doit être négociée par les minorités et leurs gouvernements respectifs. Les Verts s'identifient au Traité 2+4 (c'est-à-dire les deux Allemagne et les vainqueurs de 1945) et aux traités de bon voisinage avec leurs partenaires de l'Est. Des exigences concernant les droits des minorités et groupes ethniques en faveur du retour des réfugiés se heurteraient à l'esprit de ces traités ».

A la question de savoir si les partis politiques établiront une confusion entre les réfugiés allemands et l'accueil de l'émigration étrangère, le SPD répond : « Le programme proposé par le SPD d'un contrôle de l'immigration ne change en rien les revendications essentielles des "émigrés tardifs" (*Spätaussiedler*) d'être admis en République fédérale d'Allemagne. Selon le droit en vigueur, l'accueil est limité à 225 000 personnes annuellement. Ce chiffre doit, d'après nos estimations, être adapté aux possibilités d'intégration (...) ».

*Les Verts*: « Les Verts exigent une amélioration de l'intégration des "émigrés tardifs" ainsi que des étrangers vivant depuis longtemps en République fédérale, en particulier grâce à des mesures interculturelles croissantes et à une augmentation des cours de langues sur au moins neuf mois. Les Verts veulent mettre fin à l'orientation de la politique d'immigration sur des critères anachroniques "d'appartenance ethnique". La loi sur l'immigration proposée par la fraction du *Bundestag* prévoit une intégration des "émigrés tardifs" dans la législation concernant l'immigration (...). Après cela, les "émigrés tardifs" doivent être intégrés comme les immigrés (...) ».

A la question de savoir si les partis politiques



s'engagent à tout faire pour préserver l'héritage culturel allemand dans tout l'Est européen, ainsi qu'à soutenir les associations de réfugiés pour l'aspect culturel et la coopération transfrontalière, le SPD répond : « La promotion culturelle selon le § 96 de la loi sur les réfugiés ne peut pas à l'avenir être négligée. Les traditions culturelles doivent être transmises au-delà des frontières de l'État ».

*Les Verts*: « Des tâches nouvelles et un renforcement de la politique culturelle naissent plus de 50 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale et huit ans après la fin de la guerre froide. L'ouverture de l'Europe de l'Est offre une nouvelle chance de régler la politique des réfugiés en dehors d'un esprit reposant sur la confrontation des blocs et de mettre en place des liens (...). Cet encouragement devrait avant tout s'expérimenter sur un travail de réconciliation et de compréhension et grâce à des échanges culturels. C'est pourquoi les Verts attachent la plus haute importance au travail transfrontalier et aux échanges entre jeunes. Dans ce sens, nous nous emploierons à inclure les associations et institutions des réfugiés dans cette coopération transfrontalière ».

Enfin, dans la cinquième question, il est demandé si les Allemands résidant dans des territoires de peuplement dans tout l'Est européen continueront à bénéficier d'un soutien financier. A cela, le SPD répond : « Les Allemands de souche qui ont décidé de rester dans les territoires de peuplement doivent obtenir des aides permettant de se gérer eux-mêmes. Afin de leur faciliter la vie là-bas et de leur donner dans l'avenir une perspective favorable, des mesures ciblées et assorties sont nécessaires ».

*Les Verts*: « Dans le cadre de la création de droits en faveur des minorités dans les États

d'Europe de l'Est, des programmes visant à favoriser dans ces pays des individus appartenant à des minorités de souche allemande ont été mis en place. Les soutiens à l'autogestion apportés jusqu'à maintenant par le gouvernement fédéral ont largement manqué leur cible (...) et doivent être, selon l'avis des Verts, poursuivis dans le cadre d'une mise en place d'objectifs et en fonction des compétences du ministère des Affaires étrangères »  
217 .

Ces mesures annoncées par ces deux partis, désormais au pouvoir, satisfont le BdV comme nous l'avons vu précédemment. L'intégration des États d'Europe centrale dans l'UE représente un objectif à atteindre pour tous les tenants du lobby des réfugiés allemands, car il s'agit de favoriser l'installation d'une ceinture de protection (*Hinterland*) bordant les frontières de l'Allemagne grâce aux anciens pays du bloc communiste, d'assurer une zone stable qui permettrait le retour dans la *Heimat*. La frontière séparant d'un côté la prospérité, de l'autre la pauvreté ne doit pas s'arrêter au niveau des frontières orientales allemandes, d'où cette volonté d'étendre le plus loin à l'Est les frontières de l'Union européenne. Mais cette extension vers l'Est exige une mise à niveau de ces pays afin de les rendre intégrables (d'un point de vue politique, économique et militaire) au sein de l'UE et de l'OTAN. Cette mise à niveau demande des moyens considérables comme le dit l'universitaire Heinz Magenheimer, lors d'une réunion de la *Kulturstiftung* du BdV en 1995. Ce dernier rappelle avec justesse que pour l'intégration des 5 nouveaux *Länder*, Bonn doit injecter annuellement 150 à 160 milliards de DM. Or, rien que pour la Pologne, la République

tchèque, la Slovaquie et la Hongrie, la facture se monterait à 450 milliards de DM/an. Quant aux Etats de la CEI (*GUS-Staaten*), il faudrait leur consacrer une somme annuelle de 2250 milliards de DM <sup>218</sup>. Aucun pays n'est en mesure d'allouer de telles sommes; par conséquent, des risques d'instabilité peuvent naître et avoir des répercussions sur l'UE, d'où la volonté allemande de prendre les devants. La tâche n'est pas aisée, car en plus des problèmes financiers abyssaux, il faut aussi compter sur l'état d'esprit des peuples d'Europe centrale et orientale, dont la culture est encore éloignée des concepts occidentaux. Un sondage effectué de janvier à avril 1994 par la *Paul-Lazarsfeldgesellschaft* a soumis à des représentants de tous ces peuples deux types de question :

a. Est-ce que notre pays doit se développer en direction des pays occidentaux ?

b. Est-ce que notre pays doit se développer dans une direction qui correspond à nos traditions nationales ?

Les réponses sont les suivantes :

PAYS	Réponse A en %	Réponse B en %	Sans réponse
Slovénie	63	31*	
Croatie	67	33	
Pologne	52	48	
Roumanie	47	52	1
Slovaquie	42	58	
Bulgarie	36	64	
Hongrie	36	58	6
Rép. tchèque	36	64	
Biélorussie	29	71	
Ukraine	29	41	20*
Russie	22	78	

Source : *Rechtliche und politische Perspektiven deutscher Minderheiten und Volksgruppen*, op. cit, p. 95. \* Dans le cas de l'Ukraine et de la Slovénie, le

total ne fait pas 100%.

La recherche de la stabilité est le point fort de la politique allemande. Les dirigeants du BdV sont partisans de l'intégration de ces pays de l'Est dans l'UE et dans l'OTAN, car ils savent que leurs objectifs sont liés à l'ancrage de cette zone orientale à l'Ouest.

Ceci est valable au niveau militaire, dans le domaine de la sécurité, où l'armée allemande, la *Bundeswehr*, dans le cadre de l'OTAN, c'est-à-dire le bras armé des États-Unis en Europe, étend son influence en Europe centrale. Comme le constate Walter Stratmann, responsable du secteur des relations publiques du BdV : « Après la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union Soviétique, une série de nouveaux États a émergé en Europe de l'Est. Ceux-ci s'orientent vers l'élaboration de structures étatiques et militaires conformes aux normes occidentales. Ainsi, ces jeunes démocraties cherchent un contact croissant avec l'Union européenne et l'OTAN. Pourtant, la République fédérale d'Allemagne reste le modèle pour beaucoup de pays. L'aide militaire et l'assistance allemande sont demandées. La République fédérale conçoit son engagement dans la reconstruction des États voisins d'Europe de l'Est comme une contribution à la stabilité en Europe. Dans ce processus, le rôle de la *Bundeswehr* ne doit pas être sous-estimé. Elle contribue à un très haut niveau à la compréhension et à la coopération avec les États voisins de l'Est, pour lesquels elle est justement vue, en raison de sa conception de la défense, comme un modèle (...). La *Bundeswehr* a créé une série d'instruments pour la coopération dans le secteur de la politique de sécurité dont l'assistance militaire, l'aide à la formation militaire, mais aussi ce qui concerne

l'apprentissage des langues, les exercices communs avec plusieurs États amis et le développement de programmes annuels dans une coopération bilatérale forment un tout » <sup>219</sup> .

Les pays de l'Est ont besoin d'un soutien massif dans leurs réformes militaires. L'Allemagne offre gracieusement son aide pour les remettre d'aplomb. Les aides sont multiples : soutiens dans les réformes militaires, envois d'officiers à tous les niveaux chargés d'évaluer puis de conseiller les modifications nécessaires, planification.... Dans la zone baltique, l'Allemagne soutient, sous coordination danoise, la mise en place d'un *Baltic Battalion* (BALTBAT) qui aboutit à la création d'unités de maintien de la paix. Depuis 1997, en coopération avec les forces armées des États baltes, l'Allemagne assume la coordination d'unités anti-mines (*Baltic Squadron*, BALTRON). Mais c'est surtout avec son voisin polonais que l'ensemble prend tournure. En effet, il a été décidé de mettre en place de grandes unités communes réunissant des troupes allemandes, polonaises et danoises. L'état-major et les soldats (le corps *Nordost* ) se sont installés dans la ville polonaise de Szczecin (Stettin), malgré l'opposition farouche de son maire, Marian Jurczyk qui a dû céder sur ordre du président Kwasniewski <sup>220</sup> .

L'intégration de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie à l'OTAN depuis mars 1999 coûte très cher. L'exemple tchèque le prouve à lui seul. Sur une période de 10 ans, le coût total estimé (investissements, coûts de fonctionnement, adaptations aux normes de l'OTAN...) varie entre 2,4 à 2,6 milliards de DM (1 DM= environ 3,35 francs). La République tchèque contribue à la hauteur de 540 millions de DM. La part allemande (selon des estimations) prise pour permettre

l'intégration de la République tchèque au sein de l'OTAN est de 15,5% pour le budget civil (soit 43 millions de DM pour 1998), 18% pour le budget militaire (soit 140 millions pour 1998) et 25,5% (soit 255 millions de DM en 1998) pour le programme d'investissement de sécurité au sein de l'OTAN <sup>221</sup>.

Comme le constate Walter Stratmann : « L'assistance de la *Bundeswehr* est recherchée par de nombreux États parce que les forces armées allemandes sont considérées comme exemplaires avant tout en raison de leur programme de gestion interne, de leur conception de la défense, du règlement interne, mais aussi en raison de leurs structures militaires » <sup>222</sup>.

Cette recherche se traduit automatiquement par un besoin croissant d'enseignement de la langue allemande au sein des corps d'officiers des différents pays d'Europe centrale, une langue qui finalement remplace le russe. Le succès est tel que les cours d'allemand ne suffisent pas à satisfaire une demande sans cesse croissante. Ceci fait dire au responsable du BdV que « la République fédérale d'Allemagne est de ce fait l'un des États les plus actifs au sein de l'OTAN en ce qui concerne les programmes de coopération » <sup>223</sup>.

Toutes ces mesures soulignent que la politique allemande poursuit des objectifs qui vont dans le sens souhaité par le BdV. Cela oblige, dans le cadre de l'Union européenne, à une adaptation des structures politiques en harmonie avec celles accordées à la protection des minorités. Le principe de l'État-nation ne convient évidemment pas à l'Allemagne qui, après avoir réussi à imposer tout un ensemble de textes favorisant la protection des minorités, selon sa vision ethno-culturelle, se doit de créer au sein de l'UE un encadrement politique

qui prolonge, protège et respecte les particularismes des groupes ethniques et des minorités. Le fédéralisme en est le support.

## **L'Allemagne dans l'Union européenne, le dédoublement**

La protection des minorités, la protection de tout groupe affichant des caractéristiques ethniques, culturelles, religieuses imposent un cadre politique qui complète les textes permettant la conservation des particularismes. Le propre de l'État-nation est de réunir l'ensemble des diversités en un tout égal en tout point devant la loi, ce qui oblige les minorités à se hausser au-delà de leurs caractéristiques vers un but commun incarné par l'État. C'est le principe de la *res publica* ou en d'autres termes, de la supériorité du bien commun. Ceci nécessite obligatoirement un État fort reposant sur le principe de la souveraineté pleine et entière, sur des principes régaliens (pouvoir de faire la loi, de battre monnaie, politique de défense, diplomatie indépendante). S'appuyant sur ce cadre, l'ensemble des peuples ou groupes ethniques composant la population de cet État se doit de marcher au même pas selon les directives issues du pouvoir central. Les caractéristiques particulières de chaque groupe restent au niveau du privé et ne doivent en aucun cas prendre le dessus sur l'autorité suprême. En plus d'une autorité étatique souveraine, le système requiert aussi des serviteurs dévoués à l'État, imposant le respect et dont la qualité principale s'appelle l'abnégation.

Dans le cadre d'une vision ethno-culturelle, l'autorité de l'État-nation vole en éclat, car désormais ce sont les groupes ethniques qui

imposent leur loi ou plus exactement, ce sont les dirigeants politiques qui ne peuvent plus imposer un ordre de marche général. Ils doivent tenir compte des particularismes qui constituent un groupe de pression au sein de l'État-nation qui n'est plus, finalement, du fait de l'évolution de l'UE vers un système fédéral, qu'une « enveloppe vide », comme le rappelait Karl Lammer, porte-parole du groupe parlementaire CDU-CSU dans un mémorandum du 1<sup>er</sup> septembre 1994.

Afin d'aboutir à la mise en place du fédéralisme qui renferme en son sein le principe de subsidiarité, l'Allemagne a dû favoriser l'introduction de mesures à l'intérieur des instances européennes qui, peu à peu, permettent la création de tout un cadre politico-juridique qui n'est que le prolongement du système allemand. De cette manière, l'Allemagne n'est absolument pas dépaycée pour se mouvoir dans ce corps plus vaste qui est l'Europe. L'article 23 alinéa 1 de la Constitution allemande le reconnaît : « Pour l'édification d'une Europe unie, la République fédérale d'Allemagne concourt au développement de l'Union européenne qui est attachée aux principes fédératifs, sociaux, d'État de droit et de démocratie ainsi qu'au principe de subsidiarité et qui garantit une protection des droits fondamentaux substantiellement comparable à celle de la présente Loi fondamentale (Constitution allemande)... ».

Le principe de subsidiarité qui, nous le rappelons, a pour but d'accorder le maximum de compétences aux autorités les plus proches des citoyens, autorise tout groupe ethnique à manifester ses revendications. Les droits de l'Homme et leurs conséquences directes – les droits accordés aux minorités – alliés au principe de subsidiarité, rendent possible l'émergence de particularismes



qui permettent, pour reprendre une expression déjà utilisée, de « dégager le substrat ethnique de sa gangue étatique ». Les instruments essentiels qui facilitent cette politique sont : l'Association des régions frontalières européennes (l'ARFE), l'Assemblée des régions (ARE), le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe (CPLRE) et le Comité des régions (CdR).

### *L'Association des régions frontalières européennes (ARFE )*

L'Association des régions frontalières européennes (l'ARFE, *Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen*, AGEGR) est un institut européen qui en réalité est une fondation, avec une organisation et une direction allemandes. Nous distinguerons essentiellement deux éléments : les caractéristiques alliées à l'aspect l'historique et les conséquences sur le terrain. L'ARFE a pour but de favoriser la coopération transfrontalière grâce à l'émergence d'entités territoriales, les eurorégions. Cette coopération s'appuie sur un contrat signé des deux côtés d'une frontière entre communes ou villes sur un territoire défini qui couvre généralement quelques milliers de kilomètres carrés, dans le but de promouvoir le développement de la zone dans tous les domaines (économique, écologique, administratif, culturel, protection des minorités).

La Charte de l'ARFE du 1<sup>er</sup> décembre 1995 indique les objectifs suivants (paragraphe III) : « Nulle part ailleurs que dans les régions frontalières d'États voisins, n'est mieux reconnue la nécessité de dépasser des réglementations nationales handicapantes. Ce qui, pour le citoyen de "l'intérieur", demeure souvent une théorie

européenne, constitue, pour celui qui vit dans une région frontalière, une expérience vécue quotidiennement. Celui-là souffre des conséquences de la frontière : c'est pourquoi il souhaite la disparition des causes et principes qui sont à la source des problèmes auxquels il est confronté. La disponibilité des citoyens des communes et des régions à chercher en commun des solutions transfrontalières, n'implique pas l'intention de vouloir faire disparaître la souveraineté des États. Il s'agit simplement de surmonter les cicatrices laissées par l'histoire, de permettre à la population vivant de part et d'autre d'une frontière de mieux coopérer et de vivre ensemble, et de concrétiser ainsi une "Europe des citoyens". L'objectif de l'action menée au sein des régions frontalières et le but poursuivi au travers de la coopération transfrontalière sont la suppression des obstacles et des facteurs de distorsion existant entre ces régions, ainsi que le dépassement de la frontière, **tout au moins la réduction de son importance à une simple frontière administrative** » (souligné par nous). Il faut ajouter aussi que le paragraphe III 3.2 affirme avec beaucoup de franchise le titre suivant : « les régions frontalières et transfrontalières comme passerelle menant chez le voisin » <sup>224</sup>.

Comme pour toutes les organisations, une vision philosophique anime l'ARFE. Déjà, les objectifs défendus par cet institut révèlent cette obsession allemande du refus de l'existence de la frontière et la poursuite de ce qui a fait le bonheur de l'expansion germanique : les Marches. Le préambule et le chapitre consacrés aux fondements historiques et politiques soulignent nettement l'état d'esprit de cet institut: « Les frontières sont des "cicatrices de l'histoire". La coopération

transfrontalière contribue à atténuer les inconvénients nés de l'existence de frontières, à surmonter la position périphérique de certaines régions frontalières au sein de leur État et à améliorer les conditions de vie de la population. Elle doit englober tous les domaines, que ce soient la culture, le social, l'économie ou les infrastructures. La connaissance et la compréhension du voisin sont tout aussi importantes que l'établissement de relations de confiance. La pluralité des problèmes et des opportunités que l'on rencontre de part et d'autre des frontières en Europe rend la coopération transfrontalière indispensable. Elle permet d'appliquer les principes du droit international aux régions transfrontalières et à la coopération entre collectivités publiques au niveau subétatique et entre les différents groupes de populations par delà les frontières. Elle favorise la paix, la liberté, la sécurité et la sauvegarde des droits de l'Homme, ainsi que la protection des minorités ethniques et nationales. De ce fait, les régions frontalières et transfrontalières joueront le rôle de ponts et formeront les pierres angulaires du processus d'unification européenne et de la vie en commun des populations européennes et des minorités. La subsidiarité et le partenariat, indispensables au niveau européen, national, régional et local, le sont également pour la coopération transfrontalière. Les expériences positives acquises au travers de la coopération transfrontalière, concrète et proche des besoins du citoyen, au sein de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe, doivent inspirer la coopération croissante avec et entre l'Europe centrale et orientale et avec la frange méridionale des Etats non-européens » (préambule).

« l'Europe actuelle est imprégnée par une

culture et une histoire communes. Jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle surtout, se mit en place une mosaïque de provinces forgées par l'histoire. Le XVIII<sup>e</sup> siècle, caractérisé par le développement dynamique dans les domaines de l'industrie et de la politique, vit apparaître les concepts de constitutionnalité, de droits de l'Homme, de droits fondamentaux, de libéralisme économique. Dans le champ tendu autour du concept de région, qui s'est développé avec de nombreuses similitudes, s'est imposé l'idée dominante d'État-nation au XIX<sup>e</sup> siècle et au XX<sup>e</sup> siècle. Les frontières des États nationaux souvent provoquèrent en Europe le découpage des provinces forgées par l'histoire, avec leurs différentes régions et leurs ethnies. Mais ni celles-ci, ni ceux-là, ne cessèrent pour autant d'exister. C'est à partir d'impératifs de défense que s'affirma le concept traditionnel de frontière étatique. Juridiquement, les frontières constituent une ligne au-delà de laquelle cesse la souveraineté des États. A l'époque des États-nations et de leurs démêlés belliqueux, la crainte des agressions militaires commanda la mise en place de bandes frontalières plus ou moins larges, qui se distinguaient de par leur situation périphérique dans divers domaines : économie, transports, culture et peuplement ; du centre des États vers les frontières, ces activités allaient en s'affaiblissant. Sauf à de rares exceptions, les provinces frontalières évoluèrent ainsi vers l'état de régions faiblement structurées, rarement ou insuffisamment accessibles par la route ou le rail. L'extension des moyens de communication – moyens de transport, imprimerie, plus tard la radio et le téléphone – favorisa, par la force des choses, un alignement sur les centres nationaux, et sur une façon proprement nationale d'appréhender le monde. La mentalité nationale

détermine la culture, l'économie, la politique, la société toute entière. Cette évolution fut particulièrement évidente dans les régions frontalières de l'Europe et conduisit leurs populations à une perte d'identité, alors que depuis des siècles, et en dépit des frontières étatiques nouvelles, des liens historiques, culturels, linguistiques et familiaux avaient été maintenus (...) » <sup>225</sup> .

Ces propos sont significatifs, car ils montrent que l'ARFE déplore cette dégradation de l'identité de ces zones et les méfaits de l'État-nation. Sa mission est d'inverser ce processus en créant des territoires dans des zones frontalières qui ressuscitent toutes les conditions de la *Heimat* , comme l'a déjà souligné le président du BdV, Fritz Wittmann. Ce projet est ancien puisqu'il remonte à 1958. En effet, la première forme de coopération transfrontalière commença au niveau de la frontière germano-hollandaise entre Gronau et Enschede. Ce modèle servit de référence à la création d'autres eurorégions comme celles de Meuse-Rhin ou Ems-Dollart dans les zones frontalières germano-belgo-hollandaises. Le système se développant, l'idée de créer un « syndicat des régions frontalières » prend forme en 1965 à Bâle à l'occasion d'une conférence internationale de planification du REGIO. Le projet prend de l'ampleur puisque déjà 10 régions frontalières ont vu le jour quand il est décidé de créer un institut chargé de coordonner l'ensemble. C'est au château d'Anholt (frontière germano-hollandaise dans l'Euregio) qu'est lancé, les 17 et 18 juin 1971, l'ARFE dont le siège se trouve en Allemagne à Gronau (Westphalie). Les fondateurs sont tous Allemands : Gerhard Eickhorn, August Kersting, Viktor von Malchus,

Alfred Mozer, Josef Rey et un Suisse allemand, Hans J. Briner <sup>226</sup>. Il faut ajouter aussi que toute la direction est germanique à l'exception d'un cas qui d'ailleurs, comme nous allons le voir, se comprend aisément. Depuis 1971, trois secrétaires généraux se sont succédés : Georg Wieck (1971-1979), Hartmut Hausmann (1979-1986) et Jens Gabbe depuis 1987. Les présidents successifs de l'ARFE ont été Alfred Mozer (1971-1976), Horst Gerlach (1976-1979), Wolfgang Schäuble (1979-1983, qui est aussi président de la fraction CDU-CSU au *Bundestag*, « dauphin » du chancelier Kohl. Le fait de savoir que Wolfgang Schäuble a été président de l'ARFE permet de mieux comprendre les propos que le chancelier Kohl a tenus en 1990 devant les réfugiés du BdV afin de leur faire accepter la frontière Oder-Neiße), Karl Ahrens (1983-1996). Depuis 1996, pour la première fois, un non-Allemand dirige l'ARFE. Il s'agit d'un Espagnol : Joan Vallvé. Mais nous ne devons jamais oublier que l'Allemagne soutient de nombreux mouvements régionalistes ou identitaires. Par conséquent, on comprend mieux pourquoi la direction allemande de l'ARFE s'est autorisée comme président non un Espagnol, mais un Catalan <sup>227</sup>.

L'ARFE prend peu à peu de l'envergure, surtout à partir de 1979 avec l'obtention du statut officiel d'observateur auprès du Conseil de l'Europe. Comme le rappelle un de ses présidents, Karl Ahrens, le même qui a joué un rôle décisif dans l'élaboration de l'article 10 de la résolution 192 (1988) de la Charte des langues régionales ou minoritaires : « Néanmoins, notre association – qui à ses débuts s'est concentrée plus ou moins sur l'axe du Rhin, et qui est aujourd'hui active dans toute l'Europe – s'est tout d'abord efforcée de faire

évoluer la mentalité des habitants des zones frontalières et de leurs représentants locaux et régionaux. Elle a cherché à les libérer de la “vision en demi-cercle” que leur imposaient depuis des siècles les politiques de l’épreuve de force des États-nations (...). Notre association avait, dès sa fondation, la fonction d’expert conseil et de “force motrice” politique autant auprès du Conseil de l’Europe qu’auprès de l’Union européenne. **Elle a contribué à la préparation de toutes les “conférences des régions frontalières” du Conseil de l’Europe, et elle a influencé les résultats d’une manière significative. La “Charte de Madrid” (Convention-cadre dont parle le président du BdV, Fritz Wittmann) sur la coopération aux frontières des États européens n’aurait pas ou au moins pas encore abouti sans la contribution de l’ARFE. Cela est aussi le cas avec l’initiative Interreg de l’UE, qui finance la promotion du développement des régions frontalières, et qui n’aurait pas été mise en place sans le travail préparatoire de l’ARFE et sa persistance vis-à-vis de tous les organismes politiques »**<sup>228</sup>. (souligné par nous).

L’initiative Interreg, qui est une des nombreuses mesures de l’UE, est l’outil par excellence de l’ARFE dans la promotion et le développement de la coopération transfrontalière. Comme le reconnaissent les dirigeants de cet institut : « Les problèmes dans les régions frontalières étaient et sont des obstacles pour le marché unique et l’intégration européenne. Cette reconnaissance au niveau de la Communauté européenne (plus tard : Union européenne) était la base des initiatives communautaires Interreg-I (1989-1994) et Interreg II (1994-1999), au développement desquels l’ARFE a contribué d’une

manière considérable avec ses connaissances thématiques et régionales » <sup>229</sup> .

Ce développement se double d'un « Observatoire de la coopération transfrontalière » dont le but est « une assistance et un conseil complet et efficace, ainsi que la mise en œuvre de projets à travers l'Europe » <sup>230</sup> (grâce à des séminaires, ateliers, rencontres, publications). Ces mesures accompagnent et soutiennent l'initiative Interreg. C'est en 1990 que cet Observatoire a été lancé sous le nom de LACE (*Linkage Assistance and Cooperation for the European Border Regions* ) ; son bureau principal se trouve à Gronau (siège de l'ARFE) et sa mission est aussi de rapporter à la Commission le point de vue des régions frontalières. L'importance que l'Allemagne accorde à la régionalisation ou « landerisation » de l'Europe se manifeste au plus haut niveau puisque le commissaire en charge de la politique régionale jusqu'à la chute de la Commission Santer en mars 1999, était l'Allemande Monika Wulf-Mathies. De 1990 à 1993, la contribution financière au profit du LACE, qui s'est élevée à un total de 4,1 millions d'Ecus, s'est partagée entre l'UE (2,4 millions d'Ecus) et l'ARFE (1,7 million d'Ecus). Mais compte tenu du développement du système, le programme s'est renforcé à partir de septembre 1996 jusqu'en 2001 avec le projet LACE-TAP (*Technical Assistance and Promotion of Cross-Border Cooperation Related to the Community Initiative Interreg-IIA* ) pour toutes les zones frontalières situées aux frontières internes et externes de l'UE. Le programme 1996 – 2001 représente une somme de 2,7 millions d'Ecus, financés à la hauteur de 1,8 million d'Ecus par la Commission européenne et 900 000 Ecus pour l'ARFE qui gère l'ensemble <sup>231</sup> .



Cependant, avant d'aller plus loin sur le terrain de la coopération transfrontalière animée par le principe Interreg et par les deux mesures qu'il a enfantées (PHARE/CBC "*Cross Border Cooperation*" et TACIS), nous devons d'abord étudier les acteurs et les collaborateurs de l'ARFE, car, cela permet de mieux comprendre les objectifs poursuivis.

L'Allemagne a pour but d'amener sous sa férule tous les groupes ethniques qui combattent l'État-nation et le principe de la souveraineté matérialisé par l'existence des frontières politiques issues de l'histoire. Par conséquent, toutes les minorités vivant à proximité des frontières sont particulièrement intéressées par les projets de l'ARFE. Pour l'année 1996, on compte 56 eurorégions qui réunissent de farouches partisans de la cause minoritaire <sup>232</sup>. Nous trouvons des Basques, des Catalans, des Galiciens... pour l'Espagne; des Sud-tyroliens, Friouls-Vénitiens... pour l'Italie; des Slovènes; des Flamands dans l'eurorégion Bénélux (belgo-hollandais)... pour n'en citer que quelques-uns. Toutes ces minorités défendent âprement leurs identités et l'Allemagne offre le cadre politique qui permet à l'ensemble de ces particularismes de s'exprimer à travers l'ARFE <sup>233</sup>, mais aussi dans tous les organismes européens. En effet, nous retrouvons les mêmes membres composant cet institut au sein des commissions de l'Assemblée des Régions (ARE), du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe (CPLRE) et du Comité des Régions (CdR) qui distillent des mesures en faveur du régionalisme et de la protection des minorités dans toutes les instances européennes. Aussi, nous avons officiellement, au sein de ces instituts, des mesures proposées pour la protection des minorités et le

développement du régionalisme par l'Espagne ou l'Italie qui en réalité, quand on « gratte » le vernis national, sont en fait assurées par des Basques, des Catalans, des Galiciens ou des Friouls-Vénitiens... qui eux-mêmes font partie de l'ARFE, avec qui ils partagent le même idéal et poursuivent les mêmes objectifs, même si en tant que régionalistes patentés et déclarés, il n'y a pas vraiment à les pousser. Le rôle de l'Allemagne consiste seulement à canaliser le courant en sa faveur. Pour reprendre une expression du XVIII<sup>e</sup> siècle, on appelle cela « travailler pour le roi de Prusse ».

Les statuts de l'ARFE sont très clairs à ce sujet. Il est dit § 5, en ce qui concerne les droits et devoirs, que « les membres participent **à la formulation de la politique de l'ARFE**. Ils doivent être informés des questions d'actualité et des développements transfrontaliers récents au niveau européen. Les membres ont le droit de solliciter les services, les programmes et les institutions mis en place par l'ARFE. Les membres **s'engagent à soutenir l'action de l'ARFE** (c'est nous qui soulignons) afin de favoriser, sur le plan national et européen, la coopération régionale transfrontalière et son développement. Ils informent l'ARFE des développements récents dans leur région frontalière. Les membres s'engagent à payer une cotisation dont le montant est fixé par l'Assemblée Générale dans le cadre de ce statut et conformément à son règlement financier » <sup>234</sup> . En résumé, les membres de l'ARFE ne sont pas des électrons libres. Ceci est encore plus net quand nous nous intéressons à la version originale de ces statuts en langue allemande. En effet, la citation ci-dessus est extraite de sa version officielle en langue française. Or, les traductions altèrent ou modifient parfois le

sens profond d'une phrase. La version officielle en français dit que « les membres participent à la **formulation de la politique** de l'ARFE ». Dans la version originale en langue allemande, il est dit que « *Die Mitglieder wirken an der Willensbildung der AGEG mit* » ce qui traduit littéralement signifie que « les membres participent à la formation de la volonté de l'ARFE ». *Bildung* peut vouloir dire façonnement ou éducation. Il exprime aussi une idée de culture, comme par exemple, *Allgemeinbildung* (culture générale). Le terme de *Wille* ne souffre d'aucune ambiguïté puisqu'il n'a qu'une seule traduction possible : la volonté. Ceci veut dire que l'expression française « formulation politique » fleure bon la traduction diplomatique. Le terme allemand est bien plus fort, les conséquences aussi. Nous devons constater aussi que toutes les régions, provinces autonomes ou *Länder* qui soutiennent l'UFCE font partie de l'ARFE. Nous rappelons que son secrétaire général, Jens Gabbe, appartient au conseil d'administration de l'institut de Munich (INTEREG, promoteur de la coopération transfrontalière ; à ne pas confondre avec l'initiative communautaire) au même titre que les responsables de l'UFCE et du BdV. Ces ramifications se prolongent, car nous retrouvons des personnes ayant travaillé en faveur de la promotion et de la protection des minorités – en relation avec l'UFCE – au sein d'entités plus vastes.

En effet, il n'y a pas que ces 56 eurorégions à animer l'état-major de l'ARFE, il faut aussi couronner l'ensemble de quatre organisations internationales qui sont :

1. La communauté de travail des pays alpins (*Arbeitsgemeinschaft Alpenländer* ).
2. La communauté de travail des Alpes

adriatiques (*Arbeitsgemeinschaft Alpen-Adria* ).

3. *Nordisk Ministerrand*.

4. *Carpathian Euroregion*.

L'*Arbeitsgemeinschaft Alpenländer* (ARGE ALP) a été créée, après de multiples contacts dans les années 60 entre les gouvernements et assemblées, entre d'un côté le Tyrol et de l'autre le Sud-Tyrol, la Bavière et la Lombardie, le 12 octobre 1972 sur l'initiative du Tyrolien Eduard Wall-nöfer et du ministre-président de la Bavière Alfons Goppel à Mösern <sup>235</sup> . C'est ce dernier qui, dans les années 80, a travaillé à l'élaboration de textes en faveur de la protection des minorités. Ceci indique d'emblée l'état d'esprit qui anime cette ARGE ALP. Cette communauté, cette *Gemeinschaft* , terme typique de la pensée germanique, réunit 11 régions issues de 4 pays sur une superficie de 178 037 km<sup>2</sup> pour une population de 34 578 000 habitants <sup>236</sup> . Ces régions sont le Tyrol, la Bavière, le Sud-Tyrol, les Grisons, la Lombardie, Salzbourg, le Vorarlberg, le Trentin, St Gall, le Tessin et le Bade-Wurtemberg. Comme le soulignent ses dirigeants, l'objectif de l'ARGE ALP est de « traiter avec un minimum de moyens institutionnels, grâce à la coopération transfrontalière des problèmes communs des États membres, en particulier dans les domaines culturels, sociaux, économiques et écologiques dans le cadre de leurs compétences, d'approfondir la conscience d'une responsabilité générale pour l'espace vital alpin, de promouvoir les contacts entre les peuples et les citoyens, de renforcer la situation des *Länder* , des régions, des provinces et des cantons et de garantir en commun une contribution à une coopération en Europe avec d'autres institutions » <sup>237</sup> .

Ce désir de créer une conscience collective se présente, comme l'affirment les dirigeants, de la manière suivante : « le fait d'être citoyen de l'ARGE ALP doit être une réalité » <sup>238</sup> . Elle se traduit par une volonté de développer une entente culturelle au niveau de l'espace alpin qui transcende les frontières. Pour cela, les décisions et résolutions prises par cette communauté de travail réunissant 11 régions, provinces et cantons sont des recommandations, juridiquement non contraignantes. En revanche, les décisions prises lors des conférences gouvernementales sont, dans le cadre interne, pour tous les organes de l'ARGE ALP, contraignantes. Par conséquent, nous assistons à l'émergence d'une entité territoriale qui, alimentée par les initiatives Interreg, favorise des projets bi- ou multilatéraux qui soudent un espace et promeuvent la naissance d'un esprit commun au-delà des frontières étatiques. La direction est assurée à tour de rôle tous les deux ans par chacune des régions, avec l'assistance d'un comité de direction s'occupant des questions essentielles sous l'égide de quatre commissions : l'agriculture, l'économie, l'environnement et la culture.

Le phénomène est le même avec la communauté de travail Alpen-Adria (*Arbeitsgemeinschaft Alpen-Adria* ) et il est d'une certaine manière encore plus développé, car cette zone géographique est en contact direct avec les anciens pays du bloc communiste. L'écclatement de la Yougoslavie, voulu par l'Allemagne comme par le Vatican, le 11 décembre 1991, aboutit à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, ce qui permet à Alpen-Adria de s'affirmer encore plus. L'acte de naissance remonte au 20 novembre 1978 à Venise et rassemble des *Länder* , comitats

(régions hongroises), cantons et régions. Il est à noter que certains de ces membres appartiennent en même temps à l'ARGE ALP : la Bavière, les *Länder* autrichiens de Styrie, de Haute-Autriche, de Salzbourg, de Carinthie, du Burgenland; pour la Suisse, le Tessin; les régions italiennes de Lombardie, du Haut Adige, de Vénétie, d'Emilie-Romagne, du Frioul-Vénétie; la Slovénie, la Croatie et les cinq comitats hongrois : Baranya, Kaposvar, Zala, Győr-Moson-Sopron, Szombathely <sup>239</sup> ; l'ensemble représente une superficie de 306 000 km<sup>2</sup> et 43,5 millions habitants. Un budget commun de 1,5 million de Schillings, depuis 1995, permet de coordonner et de traiter en commun, depuis la fondation de cette communauté, des questions comme : les conditions de transport, les problèmes d'énergie, la protection de la nature, le développement de la culture, l'aménagement du territoire etc... Les chefs de gouvernements de ces 19 régions se réunissent annuellement et prennent des décisions qui se répercutent au niveau de cinq commissions : Aménagement de l'espace et protection de la nature; économie, transports; culture et société (commission qui traite en particulier des minorités) ; santé et affaires sociales; agriculture <sup>240</sup> .

La présidence d'Alpen-Adria est également assurée par une des régions membres tour à tour tous les deux ans. Le financement de cette communauté s'appuie sur la contribution de chaque région-membre. L'esprit qui s'en dégage, c'est-à-dire le refus des frontières « cicatrices de l'histoire », est conforme aux principes de la maison-mère ARFE. Ceci est renforcé par le règlement interne d'Alpen-Adria qui stipule qu' « en adhérant à l'ARFE, elle assume tous les droits et devoirs de membre à part entière » <sup>241</sup> . Nous retrouvons

l'application de ces droits et devoirs dans la résolution adoptée par l'assemblée plénière réunissant les chefs de gouvernements le 16 octobre 1987 à Veldes : « Les pays de l'espace alpin ont, malgré leur séparation en raison des frontières étatiques, un éventail de points communs. Ils révèlent, en plus de données géographiques et écologiques semblables, des liens économiques et sociaux étroits ainsi que de nombreuses racines communes dans l'histoire et dans la culture. Nous en arrivons à la conclusion que les innombrables possibilités d'un développement économique et social ne doivent pas s'arrêter aux frontières des États. C'est pourquoi les habitants des pays alpins se voient confrontés, lors de l'aménagement de leur espace vital, dans beaucoup de régions, à des problèmes semblables ou identiques. Par conséquent, l'idée d'une coopération transfrontalière plus étroite des pays alpins, dans une communauté de travail au niveau des régions, se confirme (...). Le but de cette coopération est la recherche de solutions communes et coordonnées pour des questions attenantes, ainsi que l'augmentation de l'efficacité de chaque "communauté de travail" grâce à une manière d'agir commune sur des sujets centraux concrets »<sup>242</sup>.

Cette coopération étroite se manifeste de manière encore plus évidente l'année suivante lors du dixième anniversaire de cette communauté de travail à Millstatt et révèle aussi l'intérêt particulier de l'Allemagne et de l'Autriche pour ce genre d'organisme. Parmi les intervenants nous trouvons : le ministre des Affaires étrangères autrichien Alois Mock, dont nous avons vu l'action en faveur d'un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme concernant les

minorités, les représentants hongrois et yougoslaves et, représentant le ministère des Affaires étrangères, l'ambassadeur allemand, le comte Dietrich von Brühl. Evoquant les réussites déjà accomplies par cet organisme, la déclaration de Millstatt du 4 juin 1988 rappelle qu'Alpen-Adria « (...) contribue à l'ouverture des frontières, au soin apporté à la libre circulation des hommes et des idées et à la coopération au niveau économique et culturel. A cet égard, les minorités nationales représentent un pont utile et un facteur important pour une compréhension et une coopération renforcées » <sup>243</sup>.

Mais la véritable osmose avec la politique allemande prend un tour particulièrement net avec la résolution de l'assemblée plénière d'Alpen-Adria à Klagenfurt le 3 juillet 1991. Nous avons rappelé que l'Allemagne et le Vatican ont reconnu la souveraineté de la Slovénie et de la Croatie à contre-courant des volontés françaises et britanniques mises devant le fait accompli. En réalité, la première reconnaissance du droit à l'autodétermination de ces deux Républiques commence avec Alpen-Adria, car le fait de casser l'unité de l'État yougoslave permet à cette "communauté de travail" de renforcer encore plus nettement son influence et surtout celle de l'Allemagne dans la région. Cette résolution affirme ce qui suit : « Les membres de la communauté de travail d'Alpen-Adria suivent avec une grande inquiétude l'escalade de la violence en Yougoslavie menaçant la paix en Europe. Ils sont consternés du total mépris du principe d'une solution pacifique au conflit et de l'envoi de forces militaires. Ils considèrent comme de leur devoir d'agir, dans le cadre de leurs possibilités, au fait que le droit à l'autodétermination des peuples en



Yougoslavie soit reconnu et que les décisions émanant d'organes démocratiquement élus soient respectées. Ils soutiennent avant tout les efforts démocratiques et non-violents des États membres de Slovénie et de Croatie à réaliser leurs droits à l'autodétermination. Ils sont convaincus que ces Républiques ont le droit de revendiquer l'indépendance, la liberté et la solidarité au sein de la communauté de travail d'Alpen-Adria. L'ARGE (*Arbeitsgemeinschaft*) Alpen-Adria voit aussi dans ces événements dramatiques en Yougoslavie comme des éléments premiers, la confirmation des principes du fédéralisme et de la subsidiarité dans une Europe des régions (...). Tous les États, en particulier les États de l'OSCE sont invités à reconnaître le droit à l'autodétermination, l'indépendance et la souveraineté des Républiques de Slovénie et de Croatie afin de créer le fondement d'une fédération d'États légitimement démocratiques (...) » <sup>244</sup>.

D'une certaine manière, nous avons, dans cette déclaration de Klagenfurt, toute la politique allemande résumée pour l'ensemble de l'Europe. Les Accords de Dayton sont salués comme il se doit par Alpen-Adria qui, dans sa déclaration de Maribor du 22 novembre 1995, octroie l'envoi d'une somme d'un million de Schillings à la Croatie afin de développer ses institutions démocratiques <sup>245</sup>. Ce type de mesure est nécessaire afin d'ancrer ces nouveaux États indépendants dans la sphère occidentale, et particulièrement parmi ceux qui se rangent du côté de l'Allemagne.

En ce qui concerne *Nordisk Ministerrand*, sa création remonte à 1971 et repose sur trois piliers : la coopération inter-nordique, la coopération avec

l'Union européenne et une coopération avec les territoires limitrophes que sont les États baltes, le Nord-Ouest de la Russie et le territoire de Kaliningrad (ex-Königsberg).

Comme le reconnaissent ses dirigeants, Leif Pagrotsky et Søren Christensen, « d'une certaine manière, la coopération nordique peut être vue comme un "parapluie" sous lequel les opinions politiques peuvent être coordonnées. De cette manière, il est possible pour les pays nordiques d'agir à l'unisson dans un contexte international chaque fois que cela semble souhaitable. Mais la coopération nordique présente néanmoins une autre voie : c'est plus une coopération à la base qu'une coopération au niveau gouvernemental » <sup>246</sup>.

Comme pour les deux communautés de travail précédentes, l'objectif est de créer un sentiment commun d'appartenance pour l'ensemble du monde scandinave qui se manifeste par une multitude d'organismes comme par exemple un institut d'art contemporain (NIFCA) mettant en valeur les créations nordiques, un réseau d'universités HÖGUT opérant sous la responsabilité des ministres de l'éducation et de la recherche ou encore une coopération économique dans toute la région nordique s'appuyant sur des piliers communs : la *Nordic Investment Bank* (NIB), le *Nordic Development Fund* (NDF) et la *Nordic Environment Finance Corporation* (NEFCO) <sup>247</sup>.

Le deuxième pilier repose sur la coopération renforcée avec l'Union européenne. C'est la réunion de juin 1996 à Uppsala qui a joué un rôle majeur pour le lancement véritable d'une coopération entre l'espace Scandinave et l'UE. Une réunion annuelle se tient désormais à Bruxelles à la "représentation nordique", en présence des

ambassadeurs de l'Union européenne, ce qui permet des échanges de vues, en particulier une harmonisation de la législation de la zone nordique avec les Fonds structurels afin de faciliter la coopération interrégionale grâce à Interreg <sup>248</sup> , piloté par l'ARFE.

Enfin, la coopération avec les pays limitrophes, c'est-à-dire les pays baltes, la région de Kaliningrad et le Nord-Ouest de la Russie, se manifeste en particulier par un « Traité spécial sur la coopération transfrontalière entre la Finlande et la Fédération de Russie », signé le 20 janvier 1992. L'ensemble traite de la coopération économique et universitaire grâce au projet RUSCA et de la coopération culturelle avec le soutien du programme Interreg II – Barents. Il faut compléter cette coopération avec la zone de développement carélienne, toujours sous la direction d'Interreg II, grâce au projet « Karelia » dont le montant s'élève à 13,9 millions d'Ecus pour la période 1995-1999 <sup>249</sup> .

Le dernier enfant de l'ARFE s'appelle *Carpathian Euroregion* et a été fondé le 14 février 1994 dans les salons de l'hôtel Aranybika à Debrecen en Hongrie <sup>250</sup> . La mission de cette nouvelle eurorégion est de « contribuer à la naissance d'une compréhension mutuelle meilleure et à une confiance parmi les peuples de différentes nationalités (...), à l'intérieur de la chaîne de montagnes des Carpates et des territoires limitrophes et de contribuer ainsi à la mise en place d'un rapport de bon voisinage parmi nos nations, de stimuler le développement des régions membres à travers la coopération transfrontalière et la promotion de la région entière » <sup>251</sup> .

Comme pour les trois organisations

précédentes, la promotion de cette eurorégion passe par le travail de quatre commissions : environnement et tourisme, développement régional, infrastructures sociales, commerce transfrontalier. La mise en valeur du programme s'appuie en particulier sur le programme PHARE, directement influencé par Interreg (dont le maître d'œuvre est l'ARFE). L'emprise est encore plus grande, car pour lancer cette nouvelle eurorégion, les dirigeants en charge de promouvoir ce nouvel espace ont fait un séjour dans une des plus anciennes créations de l'ARFE, l'eurorégion Meuse-Rhin, sous direction germano-belgo-hollandaise afin de s'imprégner des bonnes méthodes. C'est une forme de bain de jouvence qui permet ensuite de diffuser avec brio les principes de l'ARFE aux portes de la Russie.

Nous avons signalé qu'Interreg est l'outil de l'ARFE comme le rappelle avec netteté un de ses présidents, Karl Ahrens. Le principe du *limes* ne fait pas partie de la spiritualité allemande, car la véritable frontière n'est pas politique mais ethno-culturelle. La Convention-cadre pour la protection des minorités et la Charte des langues régionales ou minoritaires en sont les fruits. Nous avons là un principe absolument à l'opposé du concept français qui passe au-dessus de cette vision ethno-culturelle pour aboutir à une unité politique doublée d'une unité culturelle.

Il est révélateur que la Charte de l'ARFE utilise les termes de « cicatrices de l'histoire » ou encore « d'Europe sans barrières »<sup>252</sup> pour combattre les frontières politiques. La destruction de ces frontières politiques héritées de l'histoire correspond, dans sa version moderne, à la destruction du *Limes* aux temps antiques. L'ARFE

est en quelque sorte le fossoyeur des frontières historiques. Pour comprendre dans quel cadre Interreg agit, nous devons d'abord remonter à la source.

Le socle de départ est représenté par les Fonds structurels, la tirelire de l'Union européenne. Ces Fonds ont pour but, selon la version officielle, de « promouvoir un meilleur équilibre économique et social au sein de l'Union européenne et de réduire les disparités régionales en co-finançant les actions de développement des États membres dans les régions » <sup>253</sup>.

Ces Fonds structurels se subdivisent en quatre plans :

1. Le FEDER (Fonds européens de développement régional).
2. Le FSE (Fonds social européen).
3. FEOGA-O (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole – section orientation).
4. L'IFOP (Instrument financier d'orientation de la pêche).

Ces Fonds structurels agissent au total sur sept objectifs qui se divisent en deux domaines :

*Premier domaine* : Sur des zones géographiques.

*Objectif 1* : Ajustement structurel des régions en retard de développement (dont le PIB est généralement inférieur à 75% de la moyenne de l'Union).

*Objectif 2* : Reconversion des régions et des zones industrielles en déclin.

*Objectif 5b* : Développement et adaptation structurelle des zones rurales fragiles.

*Objectif 6* : Ajustement structurel des régions nordiques à très faible densité de population.

*Deuxième domaine* : Objectifs qui ne sont pas

de nature régionale.

*Objectif 3* : Lutte contre le chômage de longue durée et insertion professionnelle des personnes exposées à l'exclusion du marché du travail.

*Objectif 4* : Adaptation de la main-d'œuvre aux mutations industrielles.

*Objectif 5a* : Adaptation des structures agricoles et modernisation de la pêche. <sup>254</sup>

Depuis le Traité de Maastricht, il a été ajouté un Fonds de Cohésion qui complète les Fonds structurels dans les pays dont le PNB est inférieur à 90% de la moyenne de l'Union. Ces pays sont la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie. Pour la période 1993-1999, ce Fonds dispose de 16 milliards d'Ecus (valeur 1995) <sup>255</sup>.

Pour la période 1994 – 1999, les Fonds structurels se montent à 141,471 milliards d'Ecus (valeur 1992) soit 268,795 milliards de DM. A cela, il faut ajouter 13,6 milliards d'Ecus soit 25,84 milliards de DM pour le Fonds de Cohésion. L'ex-RDA, du fait de son régime communiste, se retrouve dans un état de délabrement avancé au moment de la réunification allemande. L'Allemagne bénéficie d'une aide importante de l'UE, à partir de ces Fonds structurels, pour la remise à flots de ses cinq nouveaux *Länder*, en particulier en ce qui concerne l'objectif 1 puisque le PIB de cette zone est inférieure à 75% de la moyenne de l'Union. Pour l'ensemble des objectifs, l'Allemagne obtient les chiffres suivants pour la période 1994-1999 (valeur de 1992) :

*Objectif 1*: 25,916 milliards de DM.

*Objectif 2* : 1,392 milliard de DM (période de 1994-1996).

*Objectif 3* : 3,135 milliards de DM.

*Objectif 4*: 0,553 milliard de DM.

*Objectif 5a* : 2,152 milliards de DM.

*Objectif 5b* : 2,332 milliards de DM.<sup>256</sup>

Il faut ajouter qu'à partir de ces Fonds structurels et à côté de ces objectifs, il existe une multitude « d'initiatives communautaires » (on ne peut toutes les nommer. Citons par exemple : LEADER II pour le développement rural; URBAN pour une politique de la ville...), dont la plus importante est Interreg. Pour la coopération transfrontalière, il est consacré, pour la même période, 24,11 milliards de DM dont 2,401 milliards de DM pour l'Allemagne seule<sup>257</sup>. N'oublions pas qu'Interreg et ses compléments PHARE CBC et TACIS traitent de la coopération transfrontalière sur l'ensemble du territoire européen.

L'ARFE, pilotant le tout, connaît deux étapes précédées d'une phase de lancement. C'est en 1989 que la Commission européenne donne son aval, pour la première fois, par une phase préparatoire (FEDER, c'est l'article 10 qui autorise la coopération frontalière) à la création de 14 groupes de projets pilotes frontaliers dotés d'environ 21 millions d'Ecus (1 Ecu = environ 6,50 francs). C'est le 30 août 1990 que la Commission européenne lance les orientations en faveur des régions frontalières à l'intérieur des frontières de l'Union dans le projet Interreg. Les buts exacts sont les suivants :

« Aider les zones frontalières intérieures et extérieures de la Communauté à surmonter les problèmes spécifiques en matière de développement découlant de leur isolement relatif dans les économies nationales et dans la Communauté dans son ensemble, dans l'intérêt des populations locales et d'une manière compatible

avec la protection de l'environnement.

Encourager la création et le développement de réseaux de coopération de part et d'autre des frontières intérieures et, le cas échéant, l'établissement des liens entre ces réseaux et de plus vastes réseaux communautaires dans le cadre de l'achèvement du marché intérieur de 1992.

Favoriser l'adaptation des zones frontalières extérieures à leur nouveau rôle de zones frontalières d'un seul marché intégré.

Répondre à de nouvelles possibilités de coopération avec des pays tiers dans les zones frontalières extérieures de la Communauté » <sup>258</sup>.

Après une phase préparatoire, Interreg connaît deux étapes. La première, intitulée Interreg I (1989-1994), s'appuyant sur 31 programmes opérationnels, voit ses crédits s'élever à 1 082 millions d'Ecus. La deuxième, reconnue au sommet des chefs d'États à Édimbourg en 1992, est adoptée sous le nom d'Interreg IIA (1994-1999). Soutenant 59 programmes opérationnels, cette deuxième phase obtient un crédit de 2,6 milliards d'Ecus, auquel s'additionnent presque 4 milliards d'Ecus de cofinancement obligatoire (national, régional, local), soit un total d'environ 6,5 milliards d'Ecus pour la coopération transfrontalière <sup>259</sup>.

A partir d'Interreg, deux rejetons de la coopération transfrontalière arrivent à la rescousse : PHARE CBC et TACIS. Ces deux projets s'inspirent d'Interreg, ce qui permet à l'ARFE d'influencer leurs activités.

C'est en 1994 que le programme PHARE CBC a été lancé; c'est un programme d'aide de l'UE aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO). Il a pour but de promouvoir les régions frontalières extérieures à l'UE limitrophes avec les PECO. Son



budget est annuel – 1994 : 150 millions d’Ecus, 1995 : 169 millions d’Ecus et 180 millions d’Ecus par an de 1996 à 1999 <sup>260</sup> – et les barrières qui le séparent encore d’Interreg doivent être supprimées pour l’an 2000. Ceci veut dire qu’à partir de cette date, les programmes s’additionneront.

Enfin, depuis juin 1996 a été mis en œuvre le programme TACIS en faveur des NEI (Nouveaux Etats Indépendants, à quoi il faut aussi ajouter la Mongolie et surtout la partie russe couvrant la zone de Kaliningrad, l’ancienne ville de Königsberg). Considéré comme instrument de stabilité politique, alimenté d’un budget de 30 millions d’Ecus pour 1996 (idem pour 1997) <sup>261</sup>, ce programme contribue, comme les deux précédents, à la coopération transfrontalière entre d’un côté la Russie, l’Ukraine et la Biélorussie et de l’autre, les PECO, la Finlande et la façade maritime sur la mer Baltique. Pour permettre une plus grande efficacité, le programme TACIS doit connaître une coopération plus étroite avec Interreg IIA, ce qui par conséquent renforcera l’influence et les initiatives de l’ARFE. L’ancienne zone de Königsberg ne doit pas désespérer de l’avenir.

Depuis le début des années 90, avec la chute du rideau de fer, de nombreuses eurorégions se sont mises en place le long des frontières germanopolono-tchèques. Elles recouvrent une petite partie des anciennes zones de peuplement germaniques d’avant 1945, d’où l’extrême intérêt du BdV pour ces entités territoriales qui permettent d’amorcer un retour des réfugiés qui le désirent dans leur *Heimat*. Elles ne sont qu’un début, car l’intégration des pays d’Europe centrale à l’UE autorise la liberté de circulation et d’établissement sur l’ensemble du territoire, prélude au droit à la *Heimat*.

## *Les eurorégions le long des frontières germano-polono-tchèques*

Noms des eurorégions	Date de fondation	Superficie en km <sup>2</sup>	Population
Pomérania (germano-suédo-polonais)	15.12.95	30 848	2 961 600
Pro Europa Viadrina (germano-polonais)	21.12.93	10 675	760 800
Spree Neisse-Bober (germano-polonais)	21.09.93	7 941	823 589
Neisse (germano-polono-tchèque)	21.12.91	11 291	1 600 000
Elbe-Labe (germano-tchèque)	24.06.92	5 547	1 500 000
Erzgebirge (germano-tchèque)	Août 92	5 339	895 776
Egrensis (germano-tchèque)	1993	20 000	2 000 000

Source: Association des régions frontalières européennes (ARFE)

L'Allemagne soutient totalement ce type d'entités territoriales qui permet d'enjamber les frontières d'État à État. En effet, la Charte de l'ARFE stipule bien – nous le rappelons encore – dans son paragraphe III (Objectifs de la coopération transfrontalière en Europe) que « l'objectif de l'action menée au sein des régions frontalières et le but poursuivi au travers de la coopération transfrontalière sont la suppression des obstacles et des facteurs de distorsion existant entre ces régions, ainsi que le dépassement de la frontière, tout au moins **la réduction de son importance à une simple frontière administrative** ».

Par conséquent, le vote du *Bundestag* reconnaissant l'intangibilité de la frontière Oder-Neiße le 21 juin 1990 entre l'Allemagne et la Pologne ne pèse pas lourd, puisque celle-ci est amenée à devenir une simple frontière administrative depuis qu'elle est bordée d'une série d'eurorégions (principe qui s'étend d'ailleurs à

l'ensemble de l'Europe). Un des anciens présidents de l'ARFE, actuel président de la fraction CDU/CSU au *Bundestag* , Wolfgang Schäuble, le reconnaît implicitement : « Et pourquoi les Allemands ne pourraient-ils donc pas travailler et vivre un jour dans une Europe unie, à nouveau en Silésie, en Poméranie, en Bohême comme c'est déjà le cas tout naturellement en Alsace dans le voisinage immédiat de ma *Heimat* du pays de Bade » ? 262

Ces propos prononcés en 1998 ne sont pas des paroles en l'air. En effet, ce sont des propos similaires que le chancelier Kohl tenait en 1990 lors du 40<sup>e</sup> anniversaire de la Charte des réfugiés allemands de la *Heimat*. Nous devons nous souvenir que la reconnaissance de la frontière orientale de l'Allemagne ne s'est pas faite de soi. Pour les réfugiés allemands, l'ex-RDA n'était pas l'Allemagne de l'Est mais l'Allemagne centrale. Les territoires à l'Est de la ligne Oder-Neiße étaient considérés comme véritablement ceux de l'Allemagne orientale. Mais le chancelier Kohl s'est rendu compte que la réunification de l'Allemagne ne pouvait se faire qu'à condition de reconnaître la frontière Oder-Neiße, au grand dam des réfugiés allemands, surtout de ceux originaires de Silésie, de Poméranie ou de Prusse orientale et occidentale. Helmut Kohl a passé « son grand oral » le 5 août 1990 à Bad Canstatt devant les réfugiés allemands afin de leur faire comprendre que l'on devait reconnaître la frontière Oder-Neiße comme définitive. La partie n'a pas été facile et le chancelier a dû souligner, comme pour atténuer les déceptions, qu'il soutenait toutes les initiatives des réfugiés allemands en faveur du maintien de la culture allemande à l'Est. L'affirmation fut d'autant plus aisée que les budgets en ce domaine

ont été multipliés par 6 entre 1982 et 1990, pour progresser encore par la suite (voir chapitre : Aspects *Kultur* ). Mais ce soutien devait passer par une reconnaissance de la frontière germano-polonaise. Cependant, Helmut Kohl a su se projeter dans l'avenir et tracer des voies permettant aux réfugiés allemands de ne pas désespérer. Il dit en effet ceci : « Qui est vraiment pour la paix, doit la vouloir. Car il n'est pas dans notre intérêt politique qu'il existe à cette frontière (Oder-Neiße) une disparité de richesse criante. Il doit être de notre intérêt qu'une politique régionale, dans un sens européen, soit possible ensemble (...), comme nous la pratiquons déjà, alors qu'elle était, il y a quelques décennies, encore impensable au Sud, à l'Ouest et au Nord de l'Allemagne : par exemple dans la région du lac de Constance entre l'Autriche, la Suisse et la partie allemande du *Land* du Bade-Wurtemberg; ou entre le Bade et l'Alsace; ou entre la Sarre, le Luxembourg et la Lorraine; ou entre le Schleswig-Holstein et le Danemark voisin. Ceci doit être aussi le but de notre politique au regard de nos voisins à l'Est » <sup>263</sup> .

Pour tous les représentants et réfugiés du BdV qui ont pris la peine de lire la Charte de l'ARFE, ces propos étaient sûrement éclairants, d'autant plus qu'auparavant, le chancelier Kohl a dû lui-même être éclairé par son « dauphin » Schäuble qui, président de cet institut de 1979 à 1983, connaît les conséquences de cette politique. Dans le cadre d'une Europe où les frontières des États ne sont plus qu'administratives (et que l'on pourra déplacer), où la liberté de circulation et d'établissement est autorisée, où le principe de subsidiarité fonctionne à plein régime, où toutes les variétés culturelles sont préservées au sein de régions autonomes, où l'Allemagne s'affirme

comme première puissance économique du continent et où les Allemands disposent d'un fort pouvoir d'achat, le retour à la *Heimat* n'est plus qu'une affaire de temps.

Ces territoires frontaliers ont de l'avenir et sont en mesure de devenir des entités territoriales autonomes, en quelque sorte de nouvelles provinces, car la « Loi Fondamentale » autorise des transferts de souveraineté comme le spécifie l'article 24 alinéa la de la constitution allemande : « Dans la mesure où les *Länder* sont compétents pour l'exercice des pouvoirs étatiques et l'accomplissement des missions de l'État, ils peuvent, avec l'approbation du gouvernement fédéral, transférer des droits de souveraineté à des institutions de voisinage frontalier ».

Quand le chancelier Kohl affirme qu'il faut appliquer cette politique régionale à l'Est, cela se traduit par la mise en place d'une véritable plateforme en faveur des eurorégions à partir du consulat de Wroclaw (Breslau) en Pologne. En effet, son consul général, Roland Kliesow, a acquis une expérience considérable, lors d'activités précédentes, au sein d'une des plus anciennes eurorégions de l'ARFE, « Meuse-Rhin » <sup>264</sup> . Et c'est le même personnage qui est chargé de favoriser la création d'une eurorégion polono-tchèque, Ratibor-Opava. Comme le souligne la revue *Auslandskurier* , « un rôle important revient à la population de souche allemande du territoire frontalier situé entre la Pologne et la République tchèque. La nouvelle eurorégion Ratibor-Opava doit être bâtie selon le modèle qui a été appliqué, avec succès, dans la zone frontalière germano-belgo-hollandaise, c'est-à-dire l'eurorégion Meuse-Rhin. Il vit justement en Belgique un important groupe ethnique allemand qui agit comme

intermédiaire dans ces rapports trilatéraux »<sup>265</sup> .

Le même principe doit fonctionner à l'Est. Le représentant de l'association socio-culturelle allemande de la voïvode de Kattowitz, Josef Gonschior l'affirme tout net : « Dans ce projet, nous voyons un rôle clé pour la minorité allemande. Cependant, nous ne voulons pas jouer les premiers violons, car notre but est un partenariat d'égal à égal. Nous formons une minorité allemande dans un territoire entre deux États souverains. Nous nous sentons liés à notre *Heimat* et cela nous tient vraiment à cœur qu'il y ait un développement économique dans cette région »<sup>266</sup> .

Avec l'intégration de ces pays d'Europe centrale à l'UE, le phénomène ira grandissant.

### *L'Assemblée des Régions d'Europe (ARE )*

La fondation de l'Assemblée des Régions d'Europe (ARE) remonte à 1985. Même si nous trouvons quelques éléments précurseurs importants, l'Allemagne n'est pas directement à l'origine de la création de cet institut. En quelque sorte, elle a pris le train en marche en 1987 avec l'adhésion du premier *Land* , le Bade-Wurtemberg. Mais il faut avouer que par la suite, les autorités allemandes se sont rattrapées. Très rapidement, elles ont su insuffler un style aux postes de direction. Avant de souligner toutes les initiatives germaniques en faveur du régionalisme et de la protection des minorités, il s'avère nécessaire de retracer les éléments principaux qui ont permis la naissance de l'ARE. A l'origine, c'est la création en 1973 de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM) à Saint-Malo, encouragée par la Commission européenne, qui

déclenche le processus. L'objectif de la CRPM est de valoriser les zones éloignées des régions centrales de la Communauté. L'organisation en janvier 1984 par le Parlement européen d'une grande conférence des régions de la Communauté Européenne et des pays candidats (Espagne et Portugal) accélère le processus même si cela aboutit sur le moment à un échec. Le projet rebondit en raison des volontés de Gérard Baloup (directeur au Conseil de l'Europe), d'Alberto Jardim (président de la région de Madère) mais aussi grâce à l'appui d'Olivier Guichard (président de la région des Pays de la Loire), ancien ministre du Général de Gaulle, de créer un Conseil des Régions d'Europe (CRE) qui voit le jour le 19 janvier 1985 à Strasbourg. C'est Edgar Faure, vice-président de la Commission régionale du Parlement européen, qui est élu à la tête de ce conseil par une Assemblée provisoire. Le 14 juin 1985 à Louvain-la-Neuve (Wallonie) est officiellement créé le Conseil des Régions d'Europe par 47 régions et 9 organisations interrégionales. Parmi les 9 organisations interrégionales qui participent à la fondation, nous trouvons entre autres l'ARFE, Alpen-Adria, ARGE ALP, ce qui montre déjà un début d'intérêt de la part des autorités allemandes pour ce type d'organisation, même si nous pouvons citer en plus de ces instituts : le CRPM ou la Communauté des Régions jurassiennes<sup>267</sup>. Enfin, nous devons ajouter que c'est sur proposition d'Edgar Faure qu'il est décidé de modifier l'appellation du CRE en Assemblée des Régions d'Europe (ARE) en 1987. Comme nous pouvons le constater, des Français ont participé à la mise sur pied d'instituts qui favorisent le fédéralisme.

La vocation de l'ARE est de se faire le porte-parole politique des régions en Europe, comme le

proclame la Déclaration Finale du sommet tenu à Madère les 28 et 29 novembre 1988 : « (...) en liaison étroite avec les organisations fondatrices, l'ARE se donne pour objectif de contribuer à la définition et au succès d'une politique globale d'aménagement de l'espace européen » <sup>268</sup> . Le développement de cet institut connaît plusieurs étapes. En effet, des modifications, des améliorations ont été apportées au système. Ce phénomène est dû essentiellement à l'Allemagne qui, par l'intermédiaire du *Land* du Bade-Wurtemberg, fait son entrée dans LARE en 1987. Comme le souligne Rudolf Hrbek, professeur en Sciences Politiques à Tübingen : « Au début, les *Länder* allemands ont manifesté vis-à-vis de cette nouvelle organisation une certaine réserve ; le premier *Land* à y avoir adhéré est le Bade-Wurtemberg en 1987. Cette réserve était certainement due au côté hétérogène de l'Assemblée des Régions d'Europe. Dotés d'un statut étatique, les *Länder* allemands ne voyaient guère au début l'avantage à collaborer avec des unités territoriales aux compétences juridiques et politiques très diverses et en tout état de cause moins importantes que les leurs. Ce n'est que lorsqu'on eut compris que pour faire prévaloir certains intérêts propres aux *Länder*, il pouvait être utile de créer avec d'autres unités territoriales des groupes de pression transfrontaliers, que les *Länder* allemands se sont engagés dans l'Assemblée des régions d'Europe. Leur influence sur les travaux de celle-ci s'est parfois révélée considérable : certaines revendications allemandes formulées lors des travaux préparatoires au Traité de Maastricht ont été reprises par l'Assemblée des régions d'Europe » <sup>269</sup> . Ces propos sont confirmés par un des vice-présidents de l'ARE, ancien Président du



*Landtag* (Parlement) du Bade-Wurtemberg, Erich Schneider qui, lors des 10 ans de l'institut, souligne : « Après 10 ans d'existence, l'ARE est devenue un puissant groupement d'intérêts qui peut être fier de ses réalisations (par exemple, de l'influence qu'il a exercée sur le Traité de Maastricht, aboutissant à la constitution d'un Comité des Régions) » <sup>270</sup> .

Le travail de l'ARE a donc des répercussions sur la mise en place de structures fédérales en Europe. L'influence de l'Allemagne et de ses alliés est déterminante. Nous pouvons le constater à deux niveaux. D'abord, au niveau le plus simple, nous trouvons des Allemands qui occupent des postes-clefs au sein de l'ARE ; deuxièmement, compte tenu que la promotion du régionalisme va de pair avec celle de la coopération transfrontalière, les représentants des eurorégions de l'ARFE (Basques, Catalans, Frioul-Vénitiens etc...et membres aussi de l'ARE) se voient attribuer des fonctions qui s'ajoutent à celles assurées par les délégations allemandes. Nous avons déjà vu les droits et devoirs des membres de l'ARFE (§ 5) qui stipulent entre autres qu'ils s'engagent à soutenir l'action de cet institut. Mais ceci est exprimé aussi d'une manière plus nette dans la Charte de l'ARFE au Paragraphe III.3 – 3.1 intitulé, « les régions comme moteur de la coopération transfrontalière » (partenariat et subsidiarité) : « L'Europe est avant tout caractérisée par une pluralité régionale. Ceci doit être considéré comme une qualité. La construction de la maison européenne commune et l'étroite coopération européenne dans tous les domaines doivent tenir compte des structures régionales et de leurs particularités, et elles doivent les conserver et les développer. Une solidarité durable avec les régions frontalières et

transfrontalières particulièrement défavorisées est indispensable. L'introduction vaste et conséquente de la notion de régionalisation dans l'ordre constitutionnel des États d'Europe favorise directement la coopération transfrontalière régionale. Elle correspond aux objectifs du Conseil de l'Europe et aux objectifs de l'Union européenne ainsi qu'aux accords d'association avec l'Europe centrale, orientale et méditerranéenne. La coopération transfrontalière se réalise sous diverses formes qui peuvent être des commissions gouvernementales, des commissions d'aménagement du territoire ou des "Euro-régions" transfrontalières ou encore des formes de coopération intercommunales. Elles sont, suivant le cas, actives au travers d'accords fondamentaux. De ce fait, les structures transfrontalières peuvent être conçues sur une base étatique/régionale ou régionale/communale. Une meilleure harmonisation et une coopération intensifiée entre les centres de décision européens, nationaux, régionaux et locaux sont incontournables, afin de parvenir à la solution des problèmes frontaliers et transfrontaliers (...) » <sup>271</sup> .

Après une phase de préparation, l'ARE se lance dans la bataille du fédéralisme et dans le développement du régionalisme avec le successeur d'Edgar Faure en 1988, Carlo Bernini (1988/1992). Lorsque nous passons en revue les caractéristiques du Bureau de l'ARE, nous pouvons constater les faits suivants. Carlo Bernini est le président de la Région Vénétie, qui est membre d'Alpen-Adria, elle-même membre de l'ARFE. Le fait de connaître cette situation renvoie à tous les points que nous avons développés au sujet de l'institut de Gronau. Il nous suffit d'évoquer le point 1 du règlement

intérieur d'Alpen-Adria sur le comportement que doivent avoir ses membres pour comprendre l'état d'esprit qui anime son président : « La communauté de travail Alpen-Adria assume par son adhésion à l'Association des régions frontalières européennes (ARFE) les pleins droits et devoirs d'un membre à part entière » <sup>272</sup> .

Les 9 vice-présidents du Bureau de l'ARE se consacrent à différents sujets comme "transports et communications" ou "Formation, recherche, emploi", mais les thèmes qui permettent le développement du régionalisme sont attribués à Jordi Pujol (Président de la Généralité de Catalogne, membre de l'ARFE) traitant des "Rapports et problèmes institutionnels, promotion régionale", et à Erich Schneider (Président du *Landtag* du Bade-Wurtemberg) pour le "Développement économique". Parmi les membres de l'ARE, nous trouvons en particulier un des fondateurs de l'ARFE, Hans Briner et le président du *Land* de Vorarlberg et de l'ARGE ALP, Martin Purtscher <sup>273</sup> .

Le renforcement de l'influence allemande se fait vraiment sentir à partir de la présidence de Carlo Bernini, comme il le reconnaît lui-même dans un discours prononcé devant les membres de l'ARE : « Permettez-moi, dans cette perspective, de rappeler avec satisfaction, avec gratitude et en en soulignant l'importance politique, l'adhésion des *Länder* allemands. Nous n'avons pas l'adhésion de tous les *Länder* allemands à Madère. Aujourd'hui, parce que nous avons effectivement réussi à préciser notre rôle et que nous avons suivi une politique d'ouverture, nous pouvons compter sur leur adhésion et je peux vous dire que depuis le début de cette adhésion, de cette collaboration, nous avons apprécié toute la force de leur

expérience, la force de leur proposition fédérale et la contribution décisive qu'ils donnent à notre Association » <sup>274</sup> .

Cette contribution allemande se manifeste particulièrement dans la rédaction des statuts de l'ARE qui sont adoptés à Mannheim le 5 février 1992 suite au travail du ministre Heinz Eyrich qui a eu l'occasion de défendre le principe du fédéralisme et l'idée d'un Conseil des Régions lors d'un congrès tenu en novembre 1991 à Stuttgart sous l'égide de la Fondation Konrad Adenauer et dont les propos ont été publiés par la maison d'édition « Sciences et Politiques » en liaison avec le BdV <sup>275</sup> . Ces statuts permettent, en dehors des aspects pratiques (cotisations, organisation de l'Assemblée générale, pouvoirs du président...) de créer pour la première fois des commissions <sup>276</sup> . Jusqu'en 1992, les vice-présidents entourant le Président étaient chargés de missions au sein des délégations permanentes et des groupes de travail. Désormais, la création de commissions permanentes spécifie nettement le rôle de chacune d'entre elles. L'année 1992 se caractérise par une montée en puissance de l'ARE. Le nouveau Bureau de l'ARE, au 2<sup>e</sup> semestre 1992, se caractérise par une nouvelle équipe qui réunit toutes les conditions pour favoriser le développement du fédéralisme. Le Président de l'ARE est Jordi Pujol (1992/1996) dont la passion pour la cause régionaliste et la protection des minorités peut se résumer dans les propos suivants : « Nous ne voudrions jamais, jamais, que notre culture et notre langue catalanes connaissent le même sort qu'en Catalogne de France » <sup>277</sup> . C'est le même Jordi Pujol qui, lors des vingt-cinq ans de l'ARFE (sa province en est membre), déclare que « la coopération transfrontalière contribue au renforcement de

l'Union européenne. Parallèlement au processus de création de l'Europe entrepris par les États et les institutions européennes, les régions et leurs organismes locaux redoublent leurs contacts avec leurs voisins, et surmontent les lignes de séparation que constituaient les frontières du passé » <sup>278</sup> . Pour cette mission, il est secondé par un premier vice-président, Erwin Teufel, dont il est inutile de préciser les convictions (Président du Bade-Wurtemberg) et par une série de vice-présidents qui, à l'exception d'un seul (Roldolfo Giampaoli, Marche), appartiennent tous à l'ARFE : Jacques Blanc (Languedoc-Roussillon), Manuel Chaves Gonzalez (Andalousie) et Franz Heubl (Bavière). Les nouveaux statuts mis en place grâce aux travaux du ministre Heinz Eyrich, créent un poste-clé avec la commission I en charge des questions institutionnelles et des questions de fond en vue de promouvoir le fédéralisme et le régionalisme en Europe. L'heureux bénéficiaire de cette mission est le vice-président bavarois Franz Heubl. Il est intéressant de remarquer que c'est ce même représentant bavarois qui, au cours des années 80, s'est associé au projet de l'association sudète favorable à une *Mitteuropa* régionalisée <sup>279</sup> . Il va de soi que c'est un atout de taille pour le BdV comme pour la politique allemande en général d'avoir une telle personne à un poste aussi bien placé afin de favoriser la régionalisation de l'Europe.

Cette influence germanique se poursuit directement à chaque modification de la commission I et indirectement depuis décembre 1996 avec un représentant dont les origines mais aussi les traditions politiques permettent de continuer l'œuvre, le Suisse Claude Ruey (Canton de Vaud). Depuis décembre 1998, c'est le Croate

Ivan Jakovicic, dont le pays est membre d'Alpen-Adria, qui assure la mission.

Dans son organisation, nous observons tout d'abord que le Président de l'ARE, depuis 1988, est toujours un membre d'une des 56 eurorégions de l'ARFE ; ensuite la Commission I qui est l'élément moteur permettant de remodeler l'Europe en faveur du fédéralisme est remis, sous la présidence de Jordi Pujol, au ministre d'État bavarois Erwin Huber. Il est bon de signaler que ce dernier est, lui aussi, lié au BdV et en particulier à l'association des Sudètes <sup>280</sup> . Cette commission I porte un titre qui est tout un programme : « Questions institutionnelles, Conseil de l'Europe, Union européenne. Constitution européenne. Révision du Traité de Maastricht ». L'Allemagne, désireuse d'imposer le fédéralisme, place ses hommes pour faire avancer sa cause, en particulier dans deux autres instituts que nous étudierons par la suite : le Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe et le Comité des Régions. Ceci est confirmé avec netteté par le vice-président du Comité des Régions, Hans Katschthaler, Président du *Land* de Salzbourg, lui-même membre d'Alpen-Adria: « Les positions adoptées par l'ARE, en tant que porte-parole des régions, dans la préparation des conférences intergouvernementales de Maastricht ont, dans une large mesure, contribué à la création du Comité des Régions et à l'ancrage du principe de subsidiarité et elles ont permis à chaque État membre de se faire représenter par des ministres régionaux au sein du Conseil de l'UE. Les réformes institutionnelles intervenues au sein du Conseil de l'Europe – mot-clé : Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe – portent également pour une bonne part la marque de l'ARE (...).

L'Assemblée des Régions d'Europe est également la promotrice et la gardienne du principe de subsidiarité » <sup>281</sup> .

Cette profession de foi s'explique aisément quand on sait que la Commission I, qui travaille en faveur de l'extension du fédéralisme, est présidée par des Allemands en coopération avec des régionalistes (Catalans, Basques, Galiciens...).

C'est lors de l'Assemblée Générale de décembre 1994, sur proposition du Président Pujol, que sont accueillis comme nouveaux vice-présidents du Bureau de l'ARE, Claude Haegi, président du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe et Jacques Blanc, président du Comité des Régions. Ceci autorise une meilleure collaboration et le développement du fédéralisme <sup>282</sup> . Le renforcement de la cause régionaliste prend un nouvel essor avec l'adoption de la « Déclaration sur le régionalisme en Europe » par l'ARE, adoption enregistrée en 1996 sous la présidence de Jordi Pujol. Elle se développe sous la direction de la commission I dirigée par le Bavarois Kurt Faltilhauser (lui-même est membre suppléant de la Chambre des Régions du CPLRE comme le Vice-Président de l'ARE Otto Kretschmer <sup>283</sup> ce qui souligne aussi les échanges et soutiens respectifs entre ces différents milieux), secondée par le rapporteur du groupe de travail (régionalisme) de cette commission I, le Basque José Maria Muñoa et du groupe de travail s'occupant des minorités, le Président Eugenio Ambrosi du Frioul-Vénétie-Julienne <sup>284</sup> (membres de l'ARE mais aussi de l'ARFE). L'adoption de cette Déclaration se fait au moment du changement d'équipe en décembre 1996 qui nomme, comme nous l'avons vu plus haut, le Suisse Claude Ruey (canton de Vaud) flanqué des groupes de travail

pour la période 1996/1998 : “Déclaration sur le régionalisme” (Pays basque) et “minorités” (Frioul-Vénétie-Julienne) <sup>285</sup> . Ces provinces rebelles d’Espagne et d’Italie, membres de l’ARE comme de l’ARFE, prolongent et renforcent ainsi la politique de l’Allemagne.

Depuis décembre 1996, le nouveau Président de l’ARE est le Flamand Luc van den Brande, Ministre-Président du Gouvernement de *Vlaanderen* . Comme le souligne la “Lettre d’information de l’ARE” au sujet de ce nouveau résident : « Fervent promoteur du régionalisme et de la coopération interrégionale en tant qu’outils de démocratisation et de modernisation (...) il a engagé les Régions d’Europe (...) dans le débat en vue de l’adoption du nouveau Traité de l’Union européenne (Traité d’Amsterdam) (...) » <sup>286</sup> .

L’encadrement, pour mener à bien cette opération, se présente de la manière suivante : Otto Kretschmer, Premier vice-président et ministre de la Justice et des Affaires européennes de Thuringe ; quatre vice-présidents qui de part leurs fonctions soulignent l’étroite collaboration de ces instituts européens : le Président du Comité des Régions et ministre d’État aux Affaires fédérales et européennes du *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie, Manfred Dammeyer ; Jean-Claude Cauwenberghe, Président de la Chambre des Régions au Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l’Europe, Jordi Pujol Président de la Catalogne et Vannino Chiti, Président de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM) <sup>287</sup> .

Cette coopération entre les instituts européens est totale comme nous pouvons l’observer avec le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l’Europe (CPLRE).



## *Le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe (CPLRE )*

A l'origine, cet institut européen s'appelait la Conférence européenne des Pouvoirs locaux et vit le jour le 12 janvier 1957 sous la présidence de Jacques Chaban-Delmas. Comme dans l'ARE, nous trouvons des Français parmi les tenants du fédéralisme. Cet institut a pu émerger grâce à l'influence décisive du Conseil de l'Europe, créé en 1949. Ses objectifs sont d'aboutir à une communauté supranationale. La Convention européenne de Sauvegarde des droits de l'Homme, dont nous avons vu tout l'intérêt que l'Allemagne lui porte dans l'élaboration de la Convention-Cadre en faveur de la protection des minorités, est l'émanation directe du Conseil de l'Europe et représente une première étape vers cette supranationalité. Par conséquent, il n'est pas étonnant que les tenants du fédéralisme aient obtenu le soutien de celui-ci pour la mise en place de la Conférence européenne des Pouvoirs locaux. C'est la Résolution 76 du 14 octobre 1955 <sup>288</sup> de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe qui pose les premiers fondements de cet institut. Comme le reconnaît lui-même le rapporteur, dans une revue dont le titre affiche déjà les préférences (« Fédération ») : « C'est le début de la réalisation d'un rêve longtemps caressé par tant de militants fédéralistes et par tant d'élus locaux, qui découvrent dans le Conseil de l'Europe un puissant allié insoupçonné » <sup>289</sup> .

Cependant, nous trouvons des tenants de la cause fédéraliste parmi des peuples soucieux d'échapper à l'autorité centrale, comme le Flamand van Cauwelaert. Il n'est pas étonnant de trouver à la source, tendant à l'émancipation, des peuples

rebelles à l'autorité centralisatrice. D'ailleurs ce n'est pas pour rien que J. Chaban-Delmas, lors de la première séance du 12 janvier 1957, lui rend un hommage appuyé : « Avant d'en venir à l'organisation de notre Conférence, je tiens à rendre un témoignage de gratitude hautement mérité à un homme qui a su comprendre l'intérêt capital de nos tentatives, homme d'État consacré, ancien bourgmestre d'Anvers, M. van Cauwelaert, sans le concours agissant de qui, en tant que Président de la Commission du règlement et des prérogatives, la commission des Affaires communales et régionales n'aurait pas vu le jour et, par conséquent, sans lequel nous n'aurions pas aujourd'hui pu réunir la Conférence européenne des Pouvoirs locaux » <sup>290</sup> .

Cet institut a pour objectifs depuis sa naissance de « garantir la participation des pouvoirs locaux et régionaux au processus d'unification européenne et aux travaux du Conseil de l'Europe. L'une de ses tâches prioritaires est de promouvoir la démocratie locale et régionale et de renforcer la coopération transfrontalière et interrégionale dans l'Europe élargie » <sup>291</sup> .

Comme nous l'avons déjà souligné, l'ARE coopère fortement avec cet institut qui, en raison de son rôle politique, s'appelle désormais, depuis le 14 janvier 1994, le Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe (CPLRE). Il se subdivise en une Chambre des Pouvoirs Locaux et une Chambre des Régions. Cette coopération s'est particulièrement renforcée depuis que Claude Haegi, Président du CPLRE, est devenu l'un des vice-présidents de l'Assemblée des Régions. Une collaboration plus active est donc possible, de la même manière qu'avec l'ARFE. Claude Haegi le reconnaît lui-même : « Les actions de l'ARFE

peuvent être considérées en tant qu'éléments complémentaires aux objectifs du Conseil de l'Europe, et notamment le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe qui, depuis de longues années, coopère avec l'ARFE dans ce domaine » <sup>292</sup> .

Les sujets abordés par cet institut sont variés : culture, éducation, services sociaux et santé, urbanisme et en particulier les langues régionales ou minoritaires (depuis la résolution 192, 1988). Mais des sujets aussi importants que la coopération transfrontalière et les principes de l'autonomie locale et surtout régionale sont également traités.

L'objectif poursuivi étant de promouvoir le fédéralisme, nous trouvons un éventail de nationalités qui partagent ce type d'idéal. Aussi il ne faut pas toujours s'attendre à voir du « tudesque » à chaque résolution ou recommandation. Le CPLRE est depuis ses origines acquis à la cause fédéraliste.

Par conséquent, tous les tenants de ce principe, quelles que soient leurs nationalités, participent à l'élaboration de mesures favorisant le développement de principes fédéraux. Il va de soi que cet institut est un des éléments moteurs favorables à la cause de l'Allemagne, car l'esprit colbertien n'y a pas sa place. C'est d'ailleurs un idéal kantien qui l'anime, comme se plaît à le rappeler son secrétaire-général allemand Ulrich Bohner <sup>293</sup> qui, se référant à l'ouvrage du philosophe de Königsberg « Pour une paix perpétuelle », insiste sur le fait que les États qui pratiquent la démocratie à l'intérieur, ont rarement une attitude agressive à l'extérieur <sup>294</sup> .

De toutes ces activités, nous dégagerons essentiellement trois domaines : la coopération transfrontalière, la Charte de l'autonomie locale et

la Charte de l'autonomie régionale.

En ce qui concerne la coopération transfrontalière, nous devons nous rappeler les propos du Président de l'ARFE, Karl Ahrens (1983/1996), qui soulignait que son institut était à l'origine de toutes les conférences des régions frontalières, d'Interreg, ainsi que de la Convention-Cadre sur la coopération transfrontalière ou Charte de Madrid (signé le 21 mai 1980 et entrée en vigueur le 22 décembre 1981)<sup>295</sup>. Par conséquent, tous les documents qui émanent du CPLRE ne sont que les résultats de ces initiatives, même si les noms ne sont pas toujours à consonance allemande. Depuis les années 80, nous pouvons essentiellement citer une série de résolutions, recommandations qui facilitent, accélèrent le processus transfrontalier. Le point de départ est évidemment la « Charte de Madrid » qui conditionne tout le développement transfrontalier, en particulier dans son article 1 : « Chaque Partie contractante s'engage à faciliter et à promouvoir la coopération transfrontalière entre les collectivités ou autorités territoriales relevant de sa juridiction et les collectivités ou autorités territoriales relevant de la compétence d'autres Parties contractantes. Elle s'efforcera de promouvoir la conclusion des accords et arrangements qui s'avéreront nécessaires à cette fin dans le respect des dispositions constitutionnelles propres à chaque Partie ». Son article 4 stipule également que « Chaque Partie contractante s'efforcera de résoudre les difficultés d'ordre juridique, administratif ou technique qui sont de nature à entraver les développements et le bon fonctionnement de la coopération transfrontalière et se concertera autant que de besoin avec la ou les autres Parties contractantes

intéressées »<sup>296</sup> .

Les mesures indiquées ci-dessus sont encouragées par la Résolution 165 (1985). Cette dernière permet à son rapporteur autrichien, A. Partl, de rappeler aux gouvernements « les obligations prévues par la convention-cadre (...) selon lesquelles les États se sont engagés à résoudre les difficultés d'ordre juridique, administratif et technique qui continuent d'entraver le développement et le bon fonctionnement de la coopération transfrontalière »<sup>297</sup> .

Cette demande est réitérée par la Résolution 190 (1988) dont les rapporteurs sont H. Briner (un des fondateurs de l'ARFE) et le Hollandais W. Schelberg (Président d'une région de l'ARFE, l'EUREGIO)<sup>298</sup> .

Lors de la 5<sup>e</sup> Conférence des régions frontalières européennes tenue à Rovaniemi (Finlande) avec l'appui du Conseil nordique (une des quatre organisations internationales de l'ARFE), son rapporteur (W. Schelberg) tout en rappelant la nécessité de ratifier cette convention-cadre (Charte de Madrid) se plaît à reconnaître que « les diverses mesures de soutien adoptées depuis 1989-1990 dans le cadre de la politique régionale de la Communauté européenne, et notamment le programme Interreg, ont donné une impulsion nouvelle à la coopération transfrontalière aux frontières de la CEE. Dans le cadre du projet pilote LACE de la Communauté européenne, l'Association des régions frontalières européennes a contribué de manière notable à la solution des problèmes frontaliers, en consultant une base de données et en mettant en place des structures consultatives pour les régions frontalières »<sup>299</sup> .

Nous avons eu l'occasion de voir que l'Allemagne favorise la création d'eurorégions

dans tout l'Est européen. Le principe permettant d'instaurer des frontières administratives à la place des frontières politiques héritées de l'Histoire et garantes de la souveraineté des États, va de pair avec celui de la protection des minorités et de leurs particularismes. C'est la 6<sup>e</sup> Conférence des régions frontalières organisée par l'ARFE en Slovénie qui souligne le mieux l'étroite dépendance entre toutes les mesures prônées par les Allemands en faveur de la protection des minorités et cette volonté d'aboutir à l'abolition des frontières politiques qui leur portent préjudice. Le CPLRE accompagne ces initiatives allemandes puisque son rapporteur, tout en rappelant qu'il faut favoriser la création des eurorégions en Europe centrale et orientale, l'encourage à « promouvoir et à approfondir la coopération transfrontalière, tout en tenant compte des problèmes spécifiques des minorités et des dispositions de la nouvelle Convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales, de la Convention-cadre sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales ainsi que de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires »<sup>300</sup>.

Cette collusion entre coopération transfrontalière et protection des minorités s'illustre d'une manière particulièrement nette dans les rapports étroits qu'entretiennent l'ARFE et l'UFCE. En effet, en novembre 1987, l'ARFE a organisé à Flensburg un congrès réunissant les principaux promoteurs de la cause minoritaire<sup>301</sup>. Les principaux intervenants étaient : Karl Mitterdorfer (Président de l'UFCE de 1990 à 1994) ; W. Schelberg, président de l'EUREGIO dont nous avons vu les interventions dans le cadre du CPLRE ; Peter Iver Johannsen (Président du *Bund*

*deutscher Nordschleswig*, membre titulaire de l'UFCE et dont nous verrons aussi le rôle-clé dans le chapitre consacré à l'aspect culturel) ; Pierre Meyer, chef de mission de la Région Alsace à Strasbourg ou encore Josef Moliner i Florensa, député au parlement de Catalogne. De ces différentes allocutions, il ressort que la frontière doit disparaître, conformément à la Charte de l'ARFE, afin de permettre aux groupes ethniques de se ressouder. L'objectif est de regrouper en un seul corps toute communauté ethnique séparée par les frontières étatiques. C'est d'ailleurs le député catalan qui résume le mieux la situation. Evoquant la séparation des Catalans français du Roussillon et de ceux d'Espagne, il ajoute : « Mon pays a été séparé d'une manière absurde par le Traité des Pyrénées (1659) et mes concitoyens appartiennent à deux États » <sup>302</sup> . L'Allemagne s'emploie à réparer ces outrages.

En principe, il existe deux niveaux dans la structure fédérale en Allemagne : la fédération et les *Länder*. En réalité, nous devons rajouter un élément supplémentaire, celui des communes qui comprend aussi bien celles qui sont rurales que les grandes villes. L'article 28 al. 2 de la constitution allemande garantit aux communes de « régler, sous leur propre responsabilité, toutes les affaires de la commune locale, dans le cadre de la loi (...) ».

Ceci implique une indépendance sur le plan personnel (choix du personnel et droit de le licencier), une indépendance financière (gestion propre), une indépendance au plan de l'organisation (pouvoir de régler l'organisation interne), une indépendance juridique (possibilité de promulguer des règlements communaux), une indépendance fiscale (la commune peut percevoir des taxes, contributions...). Or la Charte de

l'autonomie locale reprend pour l'essentiel les principes qui régissent les communes en Allemagne. Il est vrai aussi que ses inspirateurs viennent d'Outre-Rhin. C'est le rapporteur belge, Lucien Harmegnies, présentant les intérêts et les avantages de cette Charte <sup>303</sup>, qui souligne que « la conception jacobine de l'autorité centrale en tant qu'origine et dépositaire de toutes les prérogatives publiques, qui en tout état de cause n'a jamais été adoptée dans beaucoup d'Etats d'Europe du Nord, perd du terrain dans la plupart des autres pays également » <sup>304</sup>.

S'appuyant et se référant selon ses dires sur « l'excellent rapport » – à l'origine de l'élaboration de la Charte de l'autonomie locale – intitulé « Les institutions régionales en Europe » de A. Galette <sup>305</sup> qui, malgré son nom typiquement français, est allemand, L. Harmegnies affirme que « la notion d'institution indépendante et décentralisée apte à prendre des décisions et des initiatives et permettant à la population locale de participer activement à la détermination de son cadre de vie peut même être considérée dans certains milieux comme un obstacle à l'application effective de la politique gouvernementale. Le nombre accru des services fournis par l'État, sa réglementation croissante des activités économiques et sociales favorisent le recours à des institutions administratives spécialisées, établies sur une base fonctionnelle, alors que les collectivités locales sont organisées selon le principe territorial et dotées de responsabilités générales pour une zone donnée » ; continuant à citer A. Galette, il ajoute que « la prise en charge des tâches administratives, sous leur propre responsabilité, par des collectivités jouissant d'un statut juridique et agissant en leur nom propre, répond en fait à un principe



constitutionnel d'organisation de l'État, qui permet de résoudre les problèmes de gestion publique moderne de manière plus efficace et plus rationnelle qu'une administration centralisée assurée par des autorités subordonnées et organisées sur le mode bureaucratique. Telle doit donc être la position de ceux qui ont à cœur les intérêts des collectivités locales »<sup>306</sup>

Ces propos de L. Harmegnies se référant aux travaux de A. Galette ont contribué à influencer l'élaboration de cette Charte, d'autant plus que ce rapporteur allemand a fait partie du groupe de travail qui a rédigé ce document. Ce groupe comprenait les experts suivants :

Le professeur J. Burmeister (Allemagne)

Le docteur A. Galette (Allemagne)

Le professeur B. Keith-Lucas (Royaume-Uni)

Jean Meylan (Suisse)

Le professeur J. Sarot (Belgique)

Le professeur D. Sorace (Italie)

Le professeur J.M. Woehrling (France)

Source : Rapport sur les principes de l'autonomie locale, CPL (16) 6, op. cit, p. 9.

Cette Charte de l'autonomie locale se compose de deux parties réunissant 18 articles. L'article 12 stipule les articles qui lient les différentes Parties.

L'article 1 renvoie à l'article 12 en ce qui concerne les engagements

1. *Partie I, (Art. 2 à Art. 11) : reconnaissance de l'autonomie locale dans le cadre de la constitution... (art. 2), droit de régler et de gérer sous leur propre responsabilité une part importante des affaires publiques... (art. 3), droit à disposer de ressources financières propres suffisantes... (art. 9), protection légale de l'autonomie locale... (art. 11).* Ces différents articles correspondent pour

l'essentiel à l'article 28 al. 1, 2 et 3 de la Constitution allemande<sup>307</sup>.

2. *Partie II, (Art. 12 à 18) : engagements des Parties à l'égard de certains articles et paragraphes (ex: art. 9, paragraphes 1,2 et 3) (art. 12), signature, ratification, entrée en vigueur... (art. 15), notifications (art. 18).*

Ouverte à la signature le 15 octobre 1985 et nécessitant quatre ratifications, cette Charte est rapidement entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1988. Au 30 mars 1999, les pays qui ont ratifié cette Charte sont : l'Autriche (01/09/88), la Bulgarie (01/09/95), la Croatie (01/02/98), Chypre (01/09/88), le Danemark (01/09/88), l'Estonie ((01/04/95), la Finlande (01/10/91), l'Allemagne (01/09/88), la Grèce (01/01/90), la Hongrie (01/07/94), l'Islande (01/07/91), l'Italie (01/09/90), la Lettonie (01/04/97), le Liechtenstein (01/09/88), Malte (01/01/94), la Moldavie (01/02/98), les Pays-Bas (01/07/91), la Norvège (01/09/89), la Pologne (01/03/94), le Portugal (01/04/91), la Roumanie (01/05/98), la Russie (01/09/98), la Slovénie (01/03/97), l'Espagne (01/03/89), la Suède (01/12/89), la République de Macédoine (01/10/97), la Turquie (01/04/93), l'Ukraine (01/01/98), le Royaume-Uni (01/08/98)<sup>308</sup>.

La France a signé mais n'a toujours pas ratifié la Charte de l'autonomie locale. Maastricht et Amsterdam sauront, comme pour tout le reste, rectifier cette retenue.

La réorganisation de l'Europe sur le principe des régions est l'aboutissement final du principe fédéral. Elle signifie aussi la victoire de l'Allemagne, car elle joue un rôle déterminant dans la mise en place du régionalisme. En effet, le système politique allemand plonge ses racines dans

le Saint Empire romain germanique où les duchés, royaumes et principautés constituaient des entités autonomes, jalouses de leurs prérogatives au détriment d'un pouvoir central, incarné par l'empereur, dépourvu d'une véritable autorité capable d'assurer la primauté de l'État. Ce phénomène est à l'opposé du cas de la France qui, depuis la monarchie, puis relayée par les Républiques, a une conception unitaire de l'État, à la fois politique et culturelle (*Res publica*). Le CPLRE a pour but d'enraciner le régionalisme en Europe. Les possibilités sont réelles puisque l'instauration du principe de subsidiarité par le traité de Maastricht, précédée déjà par la Charte de l'autonomie locale, permet d'aller encore plus de l'avant. Tous les autres instituts comme l'ARFE, l'ARE, puis le CdR que nous verrons au chapitre suivant travaillent sur la même longueur d'onde.

A l'origine, le lancement d'une Charte de l'autonomie régionale commence avec la Résolution 8 (1994)<sup>309</sup>, présentée par le Genevois Claude Haegi, dont nous avons vu les contacts étroits avec l'ARFE et l'ARE, suite à la Conférence du CPLRE tenue à Genève les 3 et 5 juin 1993. Cette résolution est renforcée par le même représentant dans la Recommandation 6 (1994)<sup>310</sup>. Cette dernière stipule, dans la Déclaration finale de Genève, qu'« un véritable fédéralisme doit être basé sur l'autonomie des entités, la participation de ces entités à la fédération et des rapports d'égalité entre les entités et le pouvoir fédéral »<sup>311</sup>.

Dès 1994, le CPLRE met en place un groupe de travail afin d'élaborer une Charte européenne de l'autonomie régionale qui organise de multiples réunions avec l'aide d'experts et de juristes. C'est à l'initiative du gouvernement du *Land* de Basse-

Saxe – à l’époque, son Ministre-président est le futur chancelier Gerhard Schröder – qu’un premier projet de Charte a été présenté à Hanovre le 22 mars 1996. Les travaux du groupe sont présidés jusqu’en 1996 par C. Haegi<sup>312</sup>. Mais ce dernier, devenu Président du CPLRE, cède la présidence du groupe à Llibert Cuatrecasas, ministre délégué aux Relations extérieures de la Catalogne. Nous pouvons encore souligner que les Catalans sont très présents à côté des Allemands quand il s’agit de défendre la cause régionaliste et minoritaire. Peter Rabe, membre socialiste du Parlement de Basse-Saxe et rapporteur de cette Charte dès le début sous la présidence de Claude Haegi, poursuit son travail dont les principes sont fixés par la Recommandation 34 (1997)<sup>313</sup>. Parmi les intervenants dans l’élaboration de cette Charte, nous devons citer le Professeur Nicolas Levrat, Maître d’enseignement et de recherches à l’Université de Genève, le professeur Philippe De Bruycker, Directeur du Centre de droit public de l’Université libre de Bruxelles et, sachant que l’aspect financier est le nerf de la guerre pour toute chose, le Professeur Günter Hedtkamp (Munich), Directeur de l’institut de l’Europe de l’Est, dont les travaux ont porté sur les finances régionales<sup>314</sup>. Comme nous pouvons le constater, l’Allemagne joue un rôle décisif dès le début grâce aux initiatives du *Land* de Basse-Saxe. Mais cette figure de « locomotive » ne s’arrête pas là. En effet, une série de 31 documents a été utilisée comme base de données en faveur de la Charte de l’autonomie régionale par ce groupe de travail. Ces documents sont l’œuvre d’individus de toutes nationalités comme ceux du Professeur polonais Zyta Gilowska et d’organismes aussi variés que l’Association suédoise des pouvoirs locaux, des

pouvoirs locaux finlandais, des districts ruraux allemands, des régions italiennes comme la Toscane, les Marches. Mais cette liste présente la particularité unique de s'appuyer aussi sur une « Prise de position » d'un seul ministère parmi les 31 documents : le Ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne<sup>315</sup>.

Cette Charte, qui doit être un instrument juridiquement contraignant se compose de trois parties comprenant en tout 28 articles, dont les principaux sont :

– En préambule, l'article 1 stipule que les Parties « s'engagent à se considérer comme liées par les articles suivants ».

1. *Partie I, (Art. 2 à Art. 19)* : « Le principe de l'autonomie régionale doit autant que possible être reconnu dans la constitution » (art. 2), définition de l'autonomie régionale : « Par autonomie régionale, on entend le droit et la capacité effective pour les collectivités territoriales les plus vastes au sein de chaque État membre, dotées d'organes élus, situées entre l'État et les collectivités locales et disposant soit de prérogatives d'autoadministration, soit de prérogatives d'ordre étatique, de prendre en charge sous leur propre responsabilité et dans l'intérêt de leurs populations, une part importante des affaires d'intérêt public conformément au principe de subsidiarité » ; « Les compétences des régions sont reconnues ou déterminées par la Constitution, le statut de la région, la loi, ou le droit international (...). Les régions ont un pouvoir de décision et de gestion dans les domaines qui relèvent de leurs compétences propres. Ces pouvoirs doivent permettre l'adoption et l'exercice d'une politique propre à chaque région (...) » (art. 4) ; « Dans les domaines qui relèvent de leurs compétences, les régions sont fondées, le cas échéant dans le respect

des procédures établies par le droit interne, à entreprendre des actions de coopération interrégionale ou transfrontalière. Ces actions doivent se situer dans le respect du droit interne et des engagements internationaux de l'État. Les régions appartenant à un espace transfrontalier peuvent se doter, dans le respect du droit de tous les ordres juridiques nationaux concernés et du droit international, d'organes communs de type délibératif et/ou exécutif (...) » (art. 8) ; « Dans la mesure où des règles adoptées au niveau de l'État peuvent modifier la portée de l'autonomie régionale ou concerner les intérêts des régions, celles-ci doivent pouvoir participer au processus de décision » (...) (art. 9) ; « Les régions ont le droit de participer ou d'être représentées, au sein des organismes conçus spécifiquement à cette fin, aux travaux des institutions européennes. Les régions ont au moins le droit, lorsque leur État négocie la conclusion d'un traité international ou l'adoption de tout autre acte dans le cadre d'une organisation européenne qui peut affecter directement leurs compétences ou leurs intérêts fondamentaux, d'être consultées par leur gouvernement national. Il en va de même lorsque la mise en œuvre de règles prises au niveau européen peut leur incomber (...). Les régions ont le droit de créer, soit individuellement, soit collectivement avec d'autres régions ou collectivités locales, des bureaux de liaison auprès d'autres régions ou collectivités locales ou auprès d'organisations internationales – et en particulier les organisations européennes – actives dans les domaines de leurs compétences, afin de promouvoir ou de défendre leurs intérêts » (art. 10). (Voir aussi l'article 12 à la conclusion, p. 302) « Les régions disposent en propre d'un patrimoine, d'une administration, des organismes qu'elles peuvent créer et d'un personnel. Les régions

peuvent définir librement les structures internes de leur administration et de leurs organismes... » (art. 13) ; « Le système de financement des régions doit leur fournir un montant prévisible de recettes proportionnées à leurs compétences, leur permettant de mener une politique propre (...) » (art. 14) ; et ceci très important, « La modification du territoire d'une région ne peut intervenir qu'après que celle-ci ait marqué son accord, sans préjudice des procédures de démocratie directe qui peuvent, le cas échéant, être prévues à cet égard par le droit interne. Dans le cas d'un processus général de redéfinition des frontières régionales, l'accord exprès de chaque région peut être remplacé par une consultation de l'ensemble des régions concernées, le cas échéant selon les procédures prévues par le droit interne » (art. 16).

2. *Partie II, Art. 20 à Art. 23* : « Les États contractants acceptent d'être liés par toutes les dispositions de la présente Charte et s'engagent à n'entraver par aucune mesure l'exercice effectif des mécanismes de contrôle institués par l'article 22 de la Charte »...

3. *Partie III, Art. 24 à Art. 28* : Signatures, ratifications, notifications...

Cette Charte de l'autonomie régionale est la réplique, à quelques nuances près, des principes régissant les *Länder*. Il est vrai aussi que ces derniers ont toujours eu une attitude positive à l'égard de l'Union européenne. Cette Charte est le prolongement et en même temps l'aboutissement du processus d'élaboration d'une Europe fédérale des régions. Les rédacteurs de ce document espèrent que le feu vert politique des gouvernements sera donné lors du 2<sup>e</sup> Sommet tenu à Strasbourg en octobre 1999. Si tel est le cas, nous

pourrons dire qu'il a fallu exactement douze ans pour lancer et réussir une Europe à structure fédérale. En effet, l'Allemagne, désireuse d'implanter son système politique sur l'ensemble du continent, s'est jetée dans la bataille à partir d'octobre 1987, comme le confirme le Professeur de Sciences Politiques Rudolf Hrbek : « Le point de départ de cette nouvelle série d'initiatives fut la résolution de la Conférence des Ministres-présidents d'octobre 1987 à Munich, où fut fixé comme objectif "une Europe aux structures fédérales". Deux ans plus tard, les Ministres-présidents des *Länder* créèrent un groupe de travail de leurs chancelleries d'État en lui commandant un rapport sur la position des *Länder* et des régions face aux développements futurs de l'Union européenne. Remis aux Ministres-présidents en mai 1990, ce rapport détaillé, contenant des propositions concrètes pour une révision des traités régissant la Communauté, comprenait quatre points principaux : introduction du principe de subsidiarité, modèles pour la participation des *Länder* et des régions aux travaux du Conseil des ministres, création au plan communautaire d'un "Organe spécial", possibilité pour les *Länder* et les régions d'intenter en tant que tels des actions auprès de la Cour de Justice européenne. Ces revendications furent soutenues par deux résolutions : l'une des Ministres-présidents du 7 juillet 1990 et l'autre du *Bundesrat* du 24 août 1990. La résolution du *Bundesrat* demandait en outre au Gouvernement fédéral de faire participer les *Länder* aux travaux (y compris aux travaux préparatoires) de la Conférence gouvernementale et à l'élaboration des positions qui seraient adoptées par les négociateurs allemands. Le Gouvernement fédéral répondit favorablement à cette demande des *Länder* : ce n'est que durant les négociations



finales à Maastricht que les chefs d'État et de gouvernement restèrent seuls avec les ministres des Affaires étrangères. Dans la phase préparatoire, au contraire, les *Länder* et le Gouvernement fédéral collaborèrent de façon très étroite » <sup>316</sup> .

La victoire annoncée du fédéralisme et de son pendant, la reconnaissance de l'autonomie des régions, correspond typiquement à celle de la vision impériale du Saint Empire composée d'une multitude d'entités territoriales autonomes, pas forcément allemandes (par exemple, la Franche-Comté ou la Lorraine au XVI<sup>e</sup> siècle). En effet, bien que nous l'ayons déjà écrit, nous n'hésitons pas à réaffirmer que la protection de toute communauté ethnique va de pair avec le développement du fédéralisme. Elle peut aboutir à des modifications de frontières (la Charte de l'autonomie régionale l'y autorise dans son article 16. Les Catalans du Roussillon ou les Basques français pourront prétendre rejoindre leurs « frères de sang » de l'autre côté des Pyrénées, par exemple) <sup>317</sup> permettant de préserver les caractéristiques intrinsèques d'une population. Finalement, les Chartes de l'autonomie locale et régionale, dont les principes sont défendus dans le programme de l'UFCE, se complètent afin d'assurer une protection et des garanties totales à tout groupe ethnique. Ces deux principes sont si liés qu'ils sont magnifiquement résumés par la résolution 52 (1997) du CPLRE qui s'intitule « fédéralisme, régionalisme, autonomie locale et minorités » <sup>318</sup> . Organisé entre le CPLRE et la région autonome de Frioul-Vénétie-Julienne (membre de l'ARFE et de l'ARE), ce Congrès donne pour mandat à son groupe de travail d'élaborer un projet de Recommandation à soumettre au Comité des ministres. Rappelant que

« l'autonomie des minorités ne devrait pas se limiter aux États fédéraux ou ayant des structures régionales, mais qu'elle est possible et souhaitable également dans les États unitaires (...) » <sup>319</sup>, le groupe de travail « fédéralisme, régionalisme, autonomie locale et minorités » a pour mission de trouver toutes les mesures permettant une autonomie territoriale reconnue aux minorités, de donner aux autorités régionales les compétences nécessaires leur permettant de « désigner au niveau local et régional des médiateurs chargés de défendre les droits des minorités en coopération, le cas échéant, avec les organisations représentant les minorités », ou encore de favoriser « les moyens pour promouvoir la coopération transfrontalière entre collectivités régionales ou locales sur le territoire desquelles se concentre un nombre significatif de minorités (...) » <sup>320</sup>.

Compte tenu de l'ampleur du développement du principe fédéral, nous ne doutons pas de la réussite de cette Recommandation.

En tout cas, ce principe régionaliste doublé de sa composante ethnique n'est pas une nouveauté dans l'histoire allemande qui a toujours reconnu la diversité culturelle à la différence du concept politique français monoculturel. Cette caractéristique allemande a traversé les siècles sous tous les régimes politiques. En effet, durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, un « institut » avait décidé de tout mettre en œuvre pour aboutir à une Grande Europe fédérale des régions. Pour se donner du cœur à l'ouvrage, cet « institut » avait dessiné une carte représentant l'idéal à atteindre. A l'observer, nous constatons que tous les États-nations ont disparu. Il n'y a plus de France, plus d'Espagne... A leur place, de nombreuses régions ont émergé. Ces régions ou provinces ont acquis

une autonomie culturelle. Pour le reste, cette Fédération européenne s'occupait, au niveau supérieur, de l'économie, de la défense et de la politique étrangère. Le choix de la capitale de cette Grande Europe fédérale des régions n'était pas encore assuré. Ses dirigeants hésitaient entre Vienne et Prague. En tout cas, tous les principes défendus par cet « institut » (autonomie culturelle protégeant les particularités ethniques, fédéralisme regroupant les grandes décisions ne pouvant pas être réglées au niveau des provinces) ressemblent à s'y méprendre à ceux défendus avec tant de passion par l'Union européenne. Cet « institut » s'appelait la *Waffen SS* <sup>321</sup>.

Enfin, il est curieux de noter que le rapporteur allemand de cette Charte de l'autonomie régionale qui littéralement désosse le territoire de l'État-nation a pour nom Rabe <sup>322</sup> ce qui – est-ce prémonitoire – – signifie en français... corbeau.

## *Le Comité des Régions (CdR )*

Le Comité des Régions est le dernier né des instituts européens ; il tient sa première assemblée en mars 1994. A la différence de l'ARE, dont les activités couvrent l'ensemble de l'Europe, le CdR s'occupe uniquement des régions de l'Union européenne. Même si sa création est encore récente, ce Comité se manifeste d'emblée par des mesures qui accélèrent le processus de régionalisation en Europe. Il est vrai aussi que les régions, les villes et les collectivités intermédiaires peuvent intervenir, grâce à leurs représentants, dans le processus de décision communautaire.

La création du Comité des Régions est pour l'essentiel une volonté de l'Allemagne. Il nous suffit de rappeler le rôle joué par les Commissions I de l'ARE présidées par des Allemands avec le concours de régionalistes et de défenseurs des groupes ethniques comme Jordi Pujol pour s'en convaincre. Les propos du vice-président du CdR et membre d'Alpen-Adria, Hans Katschthaler, ainsi que les affirmations de Rudolf Hrbek au sujet des mesures prises par les *Länder* en collaboration avec leur gouvernement dans l'élaboration du Traité de Maastricht, prouvent que l'Allemagne s'est véritablement jetée dans une politique de refonte totale de l'Europe. C'est une Europe fédérale et régionale, où les différents groupes ethniques bénéficient d'une autonomie totale, sous couvert d'une citoyenneté commune : la citoyenneté européenne. A propos du rôle déterminant joué par l'Allemagne, nous nous bornerons à citer les propos du premier Président du CdR, Jacques Blanc, qui lors d'un discours tenu à Montpellier en 1992 remerciait chaleureusement les autorités

politiques allemandes pour leur action décisive en faveur du Comité des Régions : « Nous sommes à la veille de pas fantastiques, même s'ils sont encore incomplets, dans la reconnaissance de l'Europe des Régions. Nous avons réussi à faire passer dans le Traité de Maastricht la création du Comité des Régions. Dès à présent, je veux ici rendre hommage en particulier au chancelier Kohl, que je suis allé voir au nom de tous les Présidents de Régions de l'Europe et qui s'est beaucoup battu pour faire passer dans le texte du Traité l'article qui crée le Comité des Régions » <sup>323</sup> .

Ces propos tenus par Jacques Blanc démontrent le caractère presque acharné que l'Allemagne déploie pour instaurer son système et sa philosophie en Europe. Il est à noter que le chancelier Kohl a sûrement apprécié les remerciements chaleureux du Président du CdR. Le chancelier allemand, docteur en histoire, s'est peut-être souvenu de son père spirituel Gustav Stresemann face à Aristide Briand.

Le Comité des Régions, dont le siège se trouve à Bruxelles, devait initialement se trouver à Bonn. En raison de l'expérience régionale des Allemands, il avait été convenu que le siège de ce Comité devait s'enraciner outre-Rhin <sup>324</sup> . Mais en raison de problèmes divers (intendance, problèmes d'harmonisation avec les différents instituts...), le problème fut réglé par l'installation définitive dans la capitale belge. Ceci montre, malgré l'échec de l'implantation en Allemagne, que le cœur et la volonté au moins y étaient.

Ce Comité se compose de 222 membres dont la répartition est la suivante :

Autriche	12
Belgique	12

Danemark	9
Allemagne	24
Grèce	12
Espagne	21
France	24
Suède	12
Finlande	9
Irlande	9
Italie	24
Luxembourg	6
Pays-Bas	12
Portugal	12
Royaume-Uni	24

Source : Comité des Régions.

Le Traité de l'Union européenne prévoit la consultation du CdR par le Conseil de l'Europe ou la Commission européenne dans les domaines suivants : éducation et jeunesse, culture, santé publique, réseaux européens de transport (télécommunications et énergie), cohésion économique et sociale. L'ensemble est animé par des commissions qui sont au nombre de sept. Chacune d'entre elle traite d'un sujet particulier comme pour l'ARE (aménagement du territoire, agriculture, transports...). Et comme pour cet institut, c'est véritablement la commission I au sein du CdR qui est déterminante puisque elle s'occupe de la « politique régionale, des fonds structurels, de la cohésion économique et sociale et de coopération transfrontalière et interrégionale ». Et comme la Commission I de l'ARE, elle est dirigée

par des Allemands accompagnés souvent d'Européens du Sud (Catalans, Galiciens...) qui verrouillent les postes-clés et font avancer de cette manière tout le reste. Ainsi, la Commission I, au début de la présidence de Manfred Dammeyer <sup>325</sup> en 1998 (membre du Parlement du *Land* de Rhénanie du Nord-Westphalie), est présidée par Edouardo Zaplana (président de la Communauté autonome de Valence) accompagné du 1<sup>er</sup> vice-président Rembert Behrendt (ministre des affaires économiques et de la technologie du *Land* de Saxe-Anhalt) <sup>326</sup>.

De toutes les initiatives et mesures qui émanent du CdR, nous retiendrons essentiellement deux éléments de poids : la réforme des Fonds structurels et le rapport « Régions et villes, piliers de l'Europe ».

La commission européenne, dans son « Agenda 2000 », propose des modifications profondes de la politique structurelle pour la période 2000-2006 en raison de l'élargissement de l'UE. La politique régionaliste et transfrontalière (Interreg) se nourrit des Fonds structurels. Ceci est donc capital pour la politique allemande, d'autant plus que les groupes ethniques et les minorités en sont tributaires. C'était le commissaire allemand Monika Wulf-Mathies, sous la présidence de Jacques Santer, qui était chargé de s'en occuper. Le Comité des Régions <sup>327</sup>, par l'intermédiaire de sa commission I, a participé d'une manière très active à sa mise en forme. Il ne faut donc pas s'étonner si l'on trouve à l'origine de la réforme de ces fonds structurels les rapporteurs suivants : l'Allemand Rembert Behrendt et l'Espagnol Manuel Fraga Iribarne. Mais nous devons toujours nous rappeler que l'Allemagne s'associe à des groupes ethniques pour faire avancer sa cause. Cet « Espagnol » est

en réalité un Galicien et pas n'importe lequel, puisqu'il est le Président de la *Xunta* de Galice, elle-même membre de l'ARFE et de l'ARE. L'objectif poursuivi par cet avis consiste à réduire à trois (au lieu de sept) le nombre d'objectifs prioritaires pour la période 2000-2006, pour un engagement financier de 218,4 milliards d'euros (valeur 1999) en faveur des fonds structurels et du fonds de cohésion <sup>328</sup>.

Les mesures lancées par ces deux rapporteurs ont pour but de rendre plus efficace un système qui est confronté à l'élargissement à l'Est, au plus grand profit de l'Allemagne.

Mais c'est aussi et plus particulièrement le rapport élaboré par Edmund Stoiber (entièrement acquis, nous le rappelons, au BdV), Ministre-Président de la Bavière et Fernando Gomes, maire de Porto, adopté à Valence le 10 avril 1997 à l'unanimité, qui représente la quintessence des objectifs du CdR <sup>329</sup>. En effet, ce rapport a été présenté à Amsterdam les 15 et 16 mai 1997 comme base de travail à ce sommet. Il a le mérite de résumer les principes fondamentaux qui doivent animer l'Union européenne. Rappelant que la subsidiarité et la décentralisation sont les pivots de la construction européenne, le CdR présente les différents éléments qui doivent constituer l'Europe fédérale, dont tous les groupes ethniques et minorités sont les grands bénéficiaires. Nous avons déjà eu l'occasion de donner la définition de la *Heimat*. Or, celle présentée dans ce rapport est à l'image de la vision allemande : « Le CdR estime que c'est dans les régions et les communes, en particulier, qu'ils (les citoyens) trouvent un appui, un sentiment de sécurité et des repères. C'est dans cet environnement immédiat qu'ils sont nés, qu'ils ont grandi, vécu auxquels ils sont attachés par des



liens inextricables. Ils sont unis au paysage, à la nature, à l'environnement et surtout à leurs prochains par un lien instinctif direct, à la fois irremplaçable et inimitable. Les régions et les communes constituent un champ de forces territorial, qui confère à la société sa stabilité » <sup>330</sup>

Il va de soi qu'une telle situation n'est possible qu'à la condition de reconnaître les Chartes de l'autonomie locale et régionale qui pour les auteurs sont « les fondements de la démocratie en Europe ». Il est vrai qu'en bons pourfendeurs de l'État-nation, ces rapporteurs soulignent qu'« à l'origine, la Communauté européenne ne connaissait que les États-nations. Cette image de l'État comme unité monolithique n'a à vrai dire jamais coïncidé avec la réalité (...). La tradition européenne est issue d'un large éventail de cultures. Cette diversité culturelle coïncide souvent avec les délimitations régionales au sein des États-nations » <sup>331</sup>.

Cette construction de l'Europe reposant sur la reconnaissance des régions et de chaque particularisme est l'exact reflet de la vision impériale allemande si bien exprimée – que l'on apprécie ou pas la comparaison – par la carte de l'Europe fédérale des régions souhaitée par la *Waffen-SS* qui elle-même ne faisait que reprendre une tradition séculaire de l'Empire. Tout Empire par définition est multi-ethnique.

Rappelant la nécessité d'accorder et d'assurer la protection aux minorités, les rapporteurs ajoutent en toute bonne logique qu'« ils espèrent que la citoyenneté européenne représentera un plus par rapport à la citoyenneté nationale, qu'elle complète. Les mots "je suis citoyen de l'Union européenne" doivent avoir une signification particulière (...). La citoyenneté européenne est

particulièrement avantageuse pour les citoyens appartenant à des minorités ethniques, culturelles et linguistiques (...) »<sup>332</sup>.

Ces mesures qui ne sont que le prolongement à l'Ouest de la pensée politique allemande, lui laissent les mains libres pour s'attaquer à l'eldorado de l'Est.

---

1 . *Minderheiten– und Volksgruppenrecht, aktuelle Entwicklung* , op. cit, p. 35.

2 . Voir p. 43.

3 . Voir p. 86.

4 . Voir p. 51.

5 . Christoph Pan, *Volksgruppenschutz in Europa : Innsbrucks Beitrag* (Protection des groupes ethniques : Contribution d'Innsbruck), in : *Europa Ethnica* , Wien, Braumüller, 53. Jg. 3.4/96, p. 131.

6 . Voir p. 80.

7 . *Information, Föderalistische Union Europäischer Volksgruppen* , (Information, Union fédéraliste des communautés ethniques européennes), Flensburg, Édition UFCE, (pas de date), p. 1.

8 . 1949-1989, *Information sur l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes*, Flensburg, Éditions UFCE, 1989, p. 2.

9 . *Europa Ethnica* , op. cit, prologue présent dans chaque revue.

10 . *Information, Haderslev, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , Flensburg, Éditions UFCE, 12-16 mai 1999, p. 2.

11 . *Ibid* ., p. 2.

12 . *Ibid* ., p. 6.

13 . Voir annexe 11.

14 . Les représentants « français » sont, pour la Bretagne : Jean Kergren et Pierre Le Moine (ce dernier est un ancien président de l'UFCE) pour le « Comité d'action régionale de Bretagne » ; Yvon Prunennec et Marcel Texier, représentants du « Parti

pour l'organisation d'une Bretagne libre », in : *Information, Haderslev 1999* , Union fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes, op. cit, pas de pagination (liste des noms dans le chapitre consacré aux participants). Pour la Flandre française : Michel Galloy et son épouse dans l'Association "Michiel de Swaenkring" (Michiel de Swaen Kreis-Flamen), in : *Information, Timisoara 1996* , op. cit, pas de pagination (Liste des noms dans le chapitre consacré aux participants). Pour l'Alsace-Lorraine : Robert Joachim et Ferdinand Moschenross dans l'Association « Elsaß – Lothringischer Volksbund », in : *Information, Haderslev 1999, op . cit.* Les derniers venus, dans le cadre de la France et soutenus par l'Allemagne, sont Patrice Abeille et Pascal Garnier, représentants de la "Ligue savoisiennne", in : *Information, Haderslev 1999, op. cit .* Ces derniers ne sont pas représentés sur la carte des minorités soutenues par l'UFCE (carte de 1997).

15 . Alexandre del VALLE , *Islamisme et États-Unis, une alliance contre l'Europe* , Lausanne, Éditions l'Âge d'Homme, 1999.

16 . *Documentation, Pörschach 1997, Union fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes*, Flensburg, Éditions UFCE, 1997, p. 87.

17 . *Information, Union fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , 31 juillet op. cit, pas de pagination.

18 . *Ibid .*

19 . *Ibid .*

20 . *Pogrom in : Information, Timisoara 1996, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , Flensburg, Édition UFCE, 1996, p. 126.

21 . *Actuel UFCE* , Flensburg, Éditions UFCE Generalsekretariat, N° 56, juillet 1996, p. 4.

22 . *Ideelle und materielle Unterstützung ethnischer Minderheiten und Volksgruppen in Europa* , Düsseldorf, Gemeinnützige Hermann-Niermann-

Stiftung, mai 1996, p. 3.

23 . *Ibid* ., p. 5.

24 . *Ibid* ., p. 3.

25 . *Ibid* , couverture du document.

26 . *Ibid* ., p. 2 à p. 4.

27 . *Information, Timisoara 1996, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , op. cit, p. 17 à 20.

28 . *Europa ethnica* , 53.Jg, op. cit, p. 141.

29 . *Information, Timisoara 1996, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , op. cit, p. 3.

30 . *Ethnische Säuberung-Völkermord für Großserbien* ((Nettoyage ethnique-Génocide pour la Grande Serbie), Hamburg, Herausgegeben von Tilman Zülch für die Gesellschaft für bedrohte Völker, Luchterhand Verlag, Décembre 1992, p. 60.

31 . *Information, Timisoara 1996, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , op. cit, pas de pagination.

32 . *Documentation, Pörschach 1997, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , Flensburg, Éditeur UFCE, 1997, p. 87.

33 . *Documentation, Prague 1998, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , Flensburg, Éditeur UFCE, 1998, p. 65.

34 . *Information, Timisoara 1996, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , op. cit, p. 43 et 44.

35 . *Documentation, 1998 Prague, Union fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , op. cit, p. 13.

36 . *Information, Timisoara 1996, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , op. cit, p. 22.

37 . *Documentation, 1998 Prague* , Union fédéraliste des communautés ethniques européennes, op. cit, p. 16.

38 . *Ibid* .

39 . *Ibid .*, p. 33.

40 . *Statutes of the Foundation « European Centre for Minority Issues »* , Flensburg, Éditions ECMI, 29 janvier 1998, p. 9.

41 . *Auslandskurier, Spezial 19* , Eppinger-Verlag, 37. Jahrgang, Décembre 1996, p. 24.

42 . *About ECMI* , Flensburg, Éditions ECMI, prologue, pas de date.

43 . *Documentation, Pörschach 1997* , op. cit, p. 3.

44 . *About ECMI* , op. cit, pas de pagination.

45 . *European Centre for Minority Issues, Memorandum* , Kiel, published by : Pressestelle der Landesregierung Schleswig-Holstein, avril 1991, pas de pagination.

46 . *Auslandskurier, Spezial 19* , op. cit, p. 24.

47 . *About ECMI* , op. cit, pas de pagination.

48 . *European Centre for Minority Issues, Memorandum* , op. cit, pas de pagination.

49 . Voir p. 52.

50 . *Information, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , op. cit, p. 3.

51 . Courrier à Fauteur, Jacques Déprez, le 1<sup>er</sup> février 1999. Il est à noter que Jacques Déprez, en tant que haut responsable de l'AIDLCM a participé au Congrès de l'UFCE en 1996 : *Information Timisoara 1996, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , op. cit, pas de pagination.

52 . *AIDLCM, historique* , Liège, Éditeur responsable Paul Lefin, pas de date, p. 1.

53 . *AIDLCM, Bulletin de presse et d'information* , Liège, Éd. Paul Lefin, Décembre 1998, pas de pagination.

54 . Gilles LEPESANT , *Géopolitique des frontières orientales de l'Allemagne* , Paris, Éditions l'Harmattan, 1998, p. 170.

55 . *Déclaration sur la Fondation et sur les buts de l'Institut International pour les Droits des Groupes Ethniques et pour le Régionalisme* , Munich, Éditions

INTEREG , 1993, pas de pagination.

56 . *Déclaration sur la fondation et sur les buts de l'institut International pour les Droits des Groupes ethniques et pour le Régionalisme* , op. cit, Membres au 1 novembre 1993, pas de pagination.

57 . *Charta Gentium et Regionum, Programme de Brno* , Munich, Éditions INTEREG , 1994, p 16.

58 . *Ibid* ., p. 9 et 10.

59 . *Ibid* ., p. 15.

60 . *Ibid* .

61 . *Ibid* ., p. 4.

62 . *Ibid* ., p. 56.

63 . *Ibid* ., p. 57 à 58. Précisons que cet institut allemand a conçu une carte des minorités ethniques et linguistiques en Europe qui illustre le début de ce livre.

64 . Voir annexe 12.

65 . Dieter BLUMENWITZ , *Minderheiten-und Volksgruppenrecht, Aktuelle Entwicklung* (Droit des minorités et des groupes ethniques, développement actuel), Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1992, p. 59.

66 . Dieter BLUMENWITZ , *Fortentwicklung des Minderheitenschutzes und der Volksgruppenrechte in Europa* (Poursuite du développement de la protection des minorités et des droits des groupes ethniques en Europe), Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1992, p. 37.

67 . Dieter BLUMENWITZ , *Minderheiten-und Volksgruppenrecht, Aktuelle Entwicklung* , op. cit, p. 59.

68 . Dieter BLUMENWITZ , *Fortentwicklung des Minderheitenschutzes und der Volksgruppenrechte in Europa* , op. cit, p. 37 à 46.

69 . Dieter BLUMENWITZ , *Der Beitritt der Staaten Ostmitteleuropas zur Europäischen Union und die Rechte der deutschen Volksgruppen und Minderheiten sowie der Vertriebenen* (L'adhésion des pays d'Europe centrale à l'Union européenne et les

droits des groupes ethniques et minorités allemandes ainsi que ceux des réfugiés), Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1997, p. 13.

70 . *Auslandskurier* , Schwäbisches Hall, Eppinger-Verlag, Spezial 23, Décembre 1997, p. 8.

71 . Courrier à l'auteur, secrétaire général de l'UFCE Armin Nickelsen, Flensburg le 2 février 1999.

72 . Dieter BLUMENWITZ , *Minderheiten-und Volksgruppenrecht, Aktuelle Entwicklung* , op. cit, p. 178 à 181.

73 . Dieter BLUMENWITZ , *Fortentwicklung des Minderheitenschutzes und der Volksgruppenrechte in Europa* , op. cit, p. 37 et 38.

74 . *Europa Ethnica* , 53. Jg, op. cit, p. 135.

75 . *Tätigkeitsbericht der Ostsee-Akademie für das Jahr 1997* (Rapport d'activité de l'Académie de la Baltique pour l'année 1997), Travemünde, Éditions Ostsee-Akademie, 20 avril 1998, p. 1 et 6.

76 . *Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, Résolution 192 (1988), Discussion par la Conférence permanente et adoption le 16 mars 1988, 2<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPL (23)8, partie I, projet de résolution présenté par la Commission des affaires culturelles et sociales, rapporteur : M. H. Kohn.*

77 . *Discours d'Herbert Kohn, Stade Antwerpen FUEV/HV, le 10 octobre 1988* , Flensburg, Archives de l'UFCE, 1988.

78 . Courrier à l'auteur, Secrétaire général Armin Nickelsen, 2 février 1999.

79 . *Discours d'Herbert Kohn, Stade Antwerpen FUEV/HV* , op. cit, p. 1 et suite.

80 . *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et rapport explicatif* , Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 1993, p. 4.

81 . *Auslandskurier* , op. cit, Spezial 19, décembre 1996, p. 26.

82 . *1949-1989, information sur l'Union*

*fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes*, op. cit, p. 7 et 8.

83 . *Kritischer Kommentar zum Entwurf einer Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen* (Commentaire critique du projet d'une Charte des langues régionales ou minoritaires), Theodor Veiter, Antwerpen FUEV-HV, 10 octobre 1988, Flensburg, Archives de l'UFCE, 1988, p. 1.

84 . *Pogrom*, in : *Information, Timisoara, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes*, op. cit, p. 125.

85 . *Kritischer Kommentar zum Entwurf einer Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen*, op. cit, p. 1.

86 . *Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et rapport explicatif* op. cit, p. 5 et 6.

87 . *Kritischer Kommentar zum Entwurf einer Europäischen Charta der Regional- oder Minderheitensprachen*, op. cit, p. 7.

88 . [Http://www.coe.fr/tablconv/148t.htm](http://www.coe.fr/tablconv/148t.htm) , 27 octobre 1998.

89 . *Europa Ethnica* , 53. Jg, op. cit, p. 131.

90 . *Europa Ethnica* , 53. Jg, op. cit, p. 131 et 132.

91 . *Ibid* ., p. 132.

92 . Christoph PAN , in : *Rechtliche und politische Perspektiven deutscher Minderheiten und Volksgruppen* (Perspectives politiques et juridiques des minorités et des groupes ethniques allemands), Köln, Verlag Wissenschaft und Politik, 1995, p. 50.

93 . *Ibid* ., p. 56.

94 . *Europa Ethnica* , 53.1g, op. cit, p. 137.

95 . Felix ERMACORA et Christoph PAN , *Volksgruppenschutz in Europa* (Protection des groupes ethniques en Europe), Ethnos 46, Braumüller, 1995, p. 211 et 212.

96 . *Europa Ethnica* , 53.Jg, op. cit, p. 138.

97 . *Ethnos* 46 , op. cit, p. II.

98 . *Ibid* ., p. V.



99 . *Rechtliche und politische Perspektiven deutscher Minderheiten und Volksgruppen* , op. cit, p. 61. Voir annexe 13.

100 . *Europa Ethnica* , 53. Jg, op. Cit, p. 136

101 . *Ibid* .,

102 . Courrier à l'auteur, Christoph PAN, lettre du 2 mars 1999.

103 . *Rapport explicatif relatif à la proposition pour une convention européenne pour la protection des minorités* , Strasbourg, Conseil de l'Europe, CDL-MIN (93) 7, 22 février 1993, p.3.

104 . *Europa Ethnica* , 53. Jg, op. Cit, p. 137.

105 . *Rapport explicatif relatif à la proposition pour une convention européenne pour la protection des minorités* , op. cit, p. 4.

106 . *Fortentwicklung des Minderheitenschutzes und der Volksgruppenrechte in Europa* , op. cit, p. 65.

107 . *Europa Ethnica* , 53. Jg, op. cit, p. 137.

108 . *Fortentwicklung des Minderheitenschutzes und der Volksgruppenrechte in Europa* , op. cit, p. 66.

109 . *Europa Ethnica* , 53. Jg, op. Cit, p. 138.

110 . Recommandation 1201 (1993), *Discussion par l'Assemblée le 1<sup>er</sup> février 1993 (22<sup>e</sup> séance, voir Doc : 6742, rapport de la Commission des questions juridiques et des Droits de l'Homme, rapporteur: M. Worms et Doc 6749, avis de la Commission des questions économiques, rapporteur : M. de Puig* , Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 1<sup>er</sup> février 1993).

111 . UFCE, Juillet 1996/n°. 56, op. cit, p. 3.

112 . *Information, Timisoara*, 1996 , op. cit, p. 23 à 33.

113 . *Documentation, Pörtlach* 1997 , op. cit, p. 58.

114 . Le terme de Convention signifie que l'on se trouve en présence d'un instrument juridiquement contraignant. Le terme « cadre » indique que les principes inscrits ne sont pas directement applicables en droit interne, mais qu'il revient à chaque Etat

membre d'en assurer la mise en œuvre par le biais de sa législation nationale et de politiques gouvernementales appropriées.

115 . *Http://www.coe.fr/tablconv/157t.htm* , 28 octobre 1998.

116 . *Ansprache des Herrn Siegbert Alber vor dem FUEV-Nationalitätenkongreß vom 16-23 Mai 1993 im Hotel an der Grenze in Flensburg-Küpfermühle* (Allocution de monsieur Siegbert Alber devant le Congrès national de l'UFCE du 16-23 mai à l'hôtel *an der Grenze in Kupfermühle* à Flensburg), Flensburg, Archives UFCE, Mai 1993.

117 . *Ibid* ., p. 24.

118 . *Comité ad. hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN)* , Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 1<sup>er</sup> février 1994, p. 11/4 mars 1994, p. 7 / 23 mars 1994, p. 10 / 15 avril 1994, p. 14 / 13 juin 1994, p. 12 / 8 juillet 1994, p. 12 / 19 septembre 1994, p. 12 / 14 octobre 1994, p. 7.

119 . *Comité ad. hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN)*, 5<sup>e</sup> réunion 27 juin – 1<sup>er</sup> juillet 1994 , Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 8 juillet 1994, p. 11. Nous ne citons que ce cas qui se répète, pour le Danemark, plusieurs fois.

120 . *Information, Timisoara 1996, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques européennes* , op. cit, pas de pagination. Le nom de Rolf Gossmann se trouve dans le chapitre consacré à la liste des participants. Voir annexe 14. Le rôle de Rolf Gossmann confirme les propos tenus par Romedi Arquint au sujet du soutien apporté par l'Allemagne à l'UFCE. Voir p. 149.

– *Documentation, Pörtlach 1997, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques européennes* , op. cit, p. 65 et 99.

– *Documentation, Prague 1998, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques européennes* , op. cit, p. 77.

– *Information, Haderslev 1999, Union Fédéraliste*

*des Communautés Ethniques européennes* , op. cit.

121 . *Europa Ethnica* , op. cit, 1-2 97, 54. Jg, p. 69.

122 . *Rechtliche und politische Perspektiven deutscher Minderheiten und Volksgruppen* , op. cit, p. 49 et 63.

123 . *Ibid* ., p. 64.

124 . *Ibid* .,

125 . *Ibid* ., p. 65.

126 . *Ibid* ., p. 66.

127 . *Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales*, CAHMIN , op. cit, 10-14 octobre 1994, p. 10.

128 . *Documentation, Pörtlach 1997, Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes* , op. cit, p. 65 et 100.

129 . *Europa Ethnica* , 53 Jg, op. cit, p. 139.

130 . *Résolution 217/C (III)*, v. 10.12.1948.

131 . Joseph YACOB , in : *L'ONU et les minorités, Et alors l'ONU* , Panoramiques-Corlet, n° 15, 1994, p. 114.

132 . Florence BENOIT -ROHMER , *La question minoritaire en Europe* , Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 1996, p. 22.

133 . Courrier à l'auteur, Christoph Pan, 16.12.98.

134 . *Commission des droits de l'Homme, Rapport sur la 48<sup>e</sup> session*, E/1992/22, E/CN.4/1992/84, 27 janvier-6 mars 1992, p. 355.

\* Mais si l'Allemagne réussit à étendre son autorité en Europe, restera-t-elle fidèle au suzerain américain ?

135 . *About ECMI* , op. cit, pas de pagination.

136 . *Documentation, Pörtlach 1997*, op. cit, p. 11 à 14.

137 . *Documentation, Prague 1998* , op. cit, p. 37.

138 . *ECMI Activities Plan 1999*, Flensburg, Éditions ECMI, au 22 janvier 1999, p. 1.

139 . E/CN.4/Sub. 2/1991/43, p. 6.

140 . E/CN.4/Sub. 2/1992/37, p. 11.

- 141 . UN.DOC.E/CN.4/Sub. 2/384 du 20 juin 1977, p. 96.
- 142 . E/CN.4/Sub. 2/1992/37, p. 14.
- 143 . E/CN.4/Sub. 2/1993/34, p. 8.
- 144 . *Ibid.*, p. 10.
- 145 . *Ibid.*, p. 25.
- 146 . *Documentation, Pörtlach 1997*, op. cit, p. 14.
- 147 . E/CN.4/Sub. 2/1993/34/Add.4, p. 5.
- 148 . E/CN.4/Sub. 2/1993/34/Add. 4, p. 6.
- 149 . E/CN.4/Sub. 2/1992/37, p. 19.
- 150 . C'est l'Allemand de Hongrie, Jenö Kaltenbach, qui joue le rôle d'*ombudsman* en contact direct avec l'UFCE.
- 151 . *Europa Ethnica* 53. Jg, op. cit, p. 140.
- 152 . Fedor STEPUN, in: *Der Beitritt der Staaten Ostmitteleuropas zur Europäischen Union und die Rechte der deutschen Volksgruppen und Minderheiten sowie der Vertriebenen*, op. cit, p. 131.
- 153 . *Ibid.*
- 154 . Otto KIMMINICH , *Das Recht auf die Heimat, ein universelles Menschenrecht* (Le droit à la Heimat, un droit de l'Homme universel), Bonn, Herausgeber Bund der Vertriebenen, 1996, p. 9.
- 155 . VOLTAIRE, in: *Der Beitritt der Staaten Ostmitteleuropas zur Europäischen Union und die Rechte der deutschen Volksgruppen und Minderheiten sowie der Vertriebenen*, op. cit, p. 133.
- 156 . *Ibid.*
- 157 . *Ibid.*
- 158 . *Das Recht auf die Heimat, ein universelles Recht*, op. cit, p. 8.
- 159 . *Deutscher Ostdienst*, n° 37, 12 septembre 1997, p. 5.
- 160 . *Minderheiten– und Volksgruppenrecht, Aktuelle Entwicklung*, op. cit, p. 140.
- 161 . *International law and mass population transfert* (Loi internationale et transfert massif de population), Harward International Law Journal, vol.

16, N° 2, 1975, p. 207 à 258.

162 . Alfred Maurice de ZAYAS , *The Right to one's homeland, ethnical cleansing and the international Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia* (Le droit à la *Heimat*, nettoyage ethnique et Tribunal Pénal International pour l'ex-Yugoslavie), *Criminal Law Forum*, vol. 6, n° 2, 1995, p. 291.

163 . E/CN. 4/Sub. 2/1993/17, p. 105 et 106.

164 . *Ibid.*, p. 110.

165 . 1945-1995, *50 Jahre Flucht, Deportation, Vertreibung, Unrecht bleibt Unrecht*, op. cit, p. 1

166 . *Ibid.*, p. 12.

167 . Nous devons préciser qu'un an plus tard, le *Draft Code* a été adopté en seconde lecture à la session de la *International Law Commission* et confirmé par l'Assemblée générale dans sa résolution 51/160 du 16 décembre 1996. Les articles cités ci-dessus ont été « décalés ». Désormais, c'est l'article 18 pour l'ancien article 21 et l'article 20 pour l'ancien article 22.

168 . 1945-1995 *50 Jahre Flucht, Deportation, Vertreibung, Unrecht bleibt Unrecht*, op. cit, p. 4 et 5.

169 . *Ibid.*, p. 10 et 11.

170 . Discours de J. Ayala Lasso, le 17 février 1997, Palais des Nations à Genève : Courrier à l'auteur, Alfred-Maurice de Zayas, février 1999. Ce discours de J. Ayala Lasso n'est plus disponible, en particulier sur Internet.

171 . E/CN. 4/Sub. 2/1997/23, p. 6.

172 . *Ibid.*, p. 22.

173 . Alfred-Maurice de ZAYAS, *The right to one's homeland, ethnic cleansing and the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia*, *Criminal Law Forum*, op. cit, p. 257 et 258.

174 . E/CN.4/Sub. 2/1997/23, op. cit, p. 27 et 28.

175 . *Deutscher Ostdienst*, n° 37, 12 septembre 1997, p. 5. Voir annexe 15.

176 . *Deutscher Ostdienst*, n° 39, 25 septembre

1998, p. 6.

177 . *Deutscher Ostdienst*, N° 51/52, 18 décembre 1998, p. 10.

178 . Voir annexe 16.

179 . *Deutscher Ostdienst*, op. cit, n° 51/52, p. 10.

180 . *Deutscher Ostdienst*, n° 1/2, 9 janvier 1998, p. 2.

181 . *Ibid* ., p. 3 et 4.

182 . Voir annexe 17.

183 . *Deutscher Ostdienst* , n° 51/52, 1998, op. cit, p. 3.

184 . Nous devons aussi préciser que le travail de fond du BdV s'accompagne d'une collaboration étroite avec l'UFCE. Cette collaboration s'illustre en effet lors d'un congrès du BdV sous la direction du président de l'UFCE, Christoph Pan en octobre 1994 à Münster, in : *Deutscher Ostdienst* , tirage particulier, 16 décembre 1994, p. 1. Voir annexe 18.

185 . *Bilden, Tagen, Konferieren, Trainieren, Wohnen, Erholen* (Former, siéger, conférer, s'entraîner, habiter, se reposer), Ostsee-Akademie, Lübeck-Travemünde Pommern-Zentrum (pas de date, pas de pagination).

186 . *Programm für die Monate Januar bis Dezember 1999* (Programme pour le mois de janvier jusqu'à décembre 1999), Lübeck, Ostsee-Akademie, 1999, p. 12.

187 . *Ibid* ., p. 21.

188 . *Festansprachen, zehn Jahre Ostsee-Akademie am 9 September 1998* (Allocutions pour les dix ans de l'Académie de la Baltique le 9 septembre 1998), Lübeck, Ostsee-Akademie, 1998, pas de pagination.

189 . *Ibid* .,

190 . *Ibid* .,

191 . *Statut der Ostsee-Akademie* (Statut de F Académie de la Baltique), Lübeck-Travemünde Pommern-Zentrum, Ostsee-Akademie, pas de date, pas de pagination.

192 . *Festansprachen, zehn Jahre Ostsee-Akademie am 9 September 1998, op. cit.* Voir annexe 19.

193 . *About ECMI, op. Cit.*

194 . Cependant, le chancelier Schröder n'a pas pu assister à la cérémonie organisée par le BdV en raison de sa participation au sommet franco-allemand de Toulouse. Il s'est fait remplacer par son ministre de l'intérieur Otto Schily qui, après avoir transmis les salutations du chancelier, a rappelé que le nouveau gouvernement soutenait le BdV. Cette attitude se traduit par le soutien apporté à la construction à Berlin d'un « Centre contre les expulsions », fondation en faveur des réfugiés allemands de la *Heimat* , in : *Deutscher Ostdienst* , n° 22, 4 juin 1999, p. 8. Une souscription est lancée par la Présidente du BdV, Erika Steinbach, in : *Deutscher Ostdienst* , n° 32, 13 août 1999, p. 1.

195 . *Deutscher Ostdienst* , n° 4, 29 janvier 1999, p. 1.

196 . *Deutscher Ostdienst* , n° 41, 10 octobre 1997, p. 1.

197 . *Deutscher Ostdienst* , n° 23, 5 juin 1998, p. 2.

198 . *Deutscher Ostdienst* , n° 10, 7 mars 1997, p. 2.

199 . *Deutscher Ostdienst* , n° 28, 10 juillet 1998, p. 3.

200 . Erwin TEUFEL , *Bausteine für eine Festansprache bei der Gedenkstunde 45 Jahre Charta der deutschen Heimatvertriebenen* ("Points forts" d'une allocution lors de la commémoration des 45 ans de la Charte des réfugiés allemands de la *Heimat* ), Stuttgart-Bad Canstatt, BdV, 6 août 1995, p. 10,11,14 et 15.

201 . *Deutscher Ostdienst* , n° 42, 20 octobre 1995, p. 3.

202 . *Ibid.* , p. 4.

203 . *Deutscher Ostdienst* , n° 36, 10 septembre

1999, p. 3.

204 . *Deutscher Ostdienst* , n° 41, 11 octobre 1996, p. 1.

205 . *Deutscher Ostdienst* , n° 34, 21 août 1998, p. 2 et 3.

206 . *Deutscher Ostdienst* , n° 8, 23 février 1996, p. 3.

207 . *Deutscher Ostdienst* , n° 27, 3 juillet 1998, p.4.

208 . *Deutscher Ostdienst*, n° 7, 13 février 1998, p. 1.

209 . *Ibid* .,

210 . *Deutscher Ostdienst*, n° 44, 31 octobre 1997, p. 5 et 6.

211 . *Deutscher Ostdienst*, n° 23, 5 juin 1998, p. 2.

212 . *Deutscher Ostdienst*, n° 5, 31 janvier 1997, p. 3.

213 . *Deutscher Ostdienst* , n° 11, 19 mars 1999, p. 3.

214 . *Deutscher Ostdients* , n° 14, 3 avril 1998, p. 3.

215 . *Deutscher Ostdienst*, n° 25, 19 juin 1998, p. 10. Ce sont des propos similaires que le chancelier Schröder a tenus lors du 50<sup>e</sup> congrès, *Tag der Heimat*, en septembre 1999 dans un message adressé aux responsables du BdV : « Nous voulons continuer à faire avancer le processus d'unification de l'Europe et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne. Au cours de l'unification progressive et de l'intégration de toute l'Europe, les frontières existantes deviendront encore plus perméables et, de ce fait, les contacts, les visites et le retour dans la *Heimat* d'origine deviendront plus faciles qu'auparavant », in : *Deutscher Ostdienst*, n° 36, 10 septembre 1999, p. 3.

216 . *Der Beitritt der Staaten Ostmitteleuropas zur Europäischen Union und die Rechte der deutschen Volksgruppen und Minderheiten sowie der Vertriebenen*, op. cit, p. 179.



217 . *Deutscher Ostdienst* , n° 36, 4 septembre 1998, p. 3 à p. 7.

218 . *Rechtliche und politische Perspektiven deutscher Minderheiten und Volksgruppen* , op. cit, p. 93.

219 . *Deutscher Ostdienst* , n° 10, 6 mars 1998, p. 1.

220 . *Ibid.*, et *Deutscher Ostdienst* , n° 38, 24 septembre 1999, p. 11.

221 . *Deutscher Ostdienst* , n° 51/52, 19 décembre 1997, p. 4.

222 . *Deutscher Ostdienst* , n° 10, 6 mars 1998, p. 1.

223 . *Ibid* ., p. 2.

224 . *Charte européenne des régions frontalières et transfrontalières* Gronau, Éditions ARFE, 20 novembre 1981, modifiée le 1 décembre 1995, p. 3 et 6.

225 . *Charte européenne des régions frontalières et transfrontalières* , op. cit, p. 1 et p. 2.

226 . *ARFE, Association des régions frontalières européennes, 25 ans de travail en commun*, Gronau, Éditions ARFE, novembre 1996, p. 10.

227 . L'Allemagne utilise à son profit des représentants de groupes ethniques pour faire avancer sa cause. Le choix de Joan Vallvé n'est pas innocent. « Président de l'intergroupe "langues minoritaires", Joan Vallvé. L'Intergroupe "langues minoritaires" du Parlement européen a été établi en 1983 et a pour objectif principal de veiller à la mise en œuvre des résolutions du PE sur les langues moins répandues et de les promouvoir sans cesse notamment lorsqu'il s'agit des allocations budgétaires. M. Joan Vallvé, le parlementaire européen catalan appartenant au Groupe libéral, démocratique et réformateur européen est le président de l'Intergroupe "langues minoritaires" du Parlement européen depuis le mois de septembre dernier », in : *Contact bulletin* , le Bureau européen pour les langues moins répandues

(Bureau qui travaille, comme nous l'avons vu, en relations avec l'UFCE), n° 3, juin 1998, p. 9.

228 . ARFE, Association des régions frontalières européennes, 25 ans de travail en commun, op. cit., p. 6.

229 . *Ibid.* , p. 11.

230 . *Ibid.* , p. 24.

231 . *Ibid.* , p. 24 et 25

232 . Voir annexe 20

233 . Voir annexe 21.

234 . *Statut de l'Association des régions frontalières européennes (ARFE)*, Gronau, Éd. ARFE, 21 janvier 1977, modifié le 25 novembre 1994, modifié en dernier lieu le 13 octobre 1997, p. 3.

235 . *Länderinformation, ARGE ALP*, Salzburg, Éditions Landespressebüro Salzburg, pas de date et pas de pagination.

236 . Voir annexe 22.

237 . *Präsentation der Arbeitsgemeinschaft Alpenländer* (Présentation de la communauté de travail des Pays alpins), Innsbruck, Amt der Tiroler Landesregierung, 3 mars 1999, p. 2.

238 . *Länderinformation, ARGE ALP* , op. cit.

239 . Voir annexe 23.

240 . *Arbeitsgemeinschaft ALPEN-ADRIA, Organisation, Kooperation, Resolutionen* (Communauté de travail ALPEN-ADRIA, organisation, coopération, résolutions), Klagenfurt, Amt der Kärntner Landesregierung, novembre 1996, p. 9.

241 . *Ibid.*, p. 109.

242 . *Ibid.* , p. 47.

243 . *Ibid.* , p. 53.

244 . *Ibid.* , p. 61.

245 . *Ibid.* , p. 81.

246 . *The nordic countries* (Les pays nordiques), Copenhague, The Nordic Council of Ministers, ni date ni pagination.

247 . *Annual Report 1997* (Rapport annuel, 1997),

Copenhagen, Nordic Council of Ministers, 1997, p. 10 à 15.

248 . *Ibid.*, p. 27 et 29.

249 . *LACE magazine*, Bruxelles, ARFE/LACE Secrétariat, n° 2, automne 1998, p. 14 et 15.

250 . [Http://www.carpathian.euroregion.org/](http://www.carpathian.euroregion.org/)

251 . *Ibid.* , Voir annexe 24.

252 . *Das Land Brandenburg und seine auswärtigen Beziehungen* (Le Land du Brandebourg et ses relations extérieures), Potsdam, Herausgeber Brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, 1995, p. 65.

253 . *La réforme des Fonds structurels*, Bruxelles, Comité des Régions, mars 1998, p. 11.

254 . Voir annexe 25 La carte actualisée présente les nouveaux objectifs pour la période 2000-2006 qui se concentrent sur trois domaines et non sur sept pour la période 1994-1999. Mais la finalité est la même.

255 . *La réforme des Fonds structurels*, op. cit, p. 14

256 . *Frankfurter Rundschau*, 14 juillet 1997, p. 10.

257 . *Ibid.*, p. 10.

258 . *L'initiative Interreg de l'UE et ses futurs développements*, Gronau, Éditions ARFE, décembre 1997, p. 7 et 8.

259 . *L'initiative Interreg de l'UE et ses futurs développements*, op. cit, p. 6 et 7.

260 . *Cross-Border and Inter-regional coopération on external borders of the european Union* (Coopération transfrontalière et interrégionale sur les frontières extérieures de l'UE), Gronau, Éditions ARFE, septembre 1997, p. 18.

261 . *Cross Border and Inter-regional cooperation on external borders of the european Union*, op. cit, p. 29.

262 . *Deutscher Ostdienst* , n°38, 18 septembre 1998, p. 5.

263 . Helmut Kohl, in : Harmut KOSCHYK, *Das*

*Recht auf die Heimat* (le droit à la *Heimat* ), Munich, Langen Müller, 1992, p. 147 et 148.

264 . *Auslandskurier*, Spécial 19, Décembre 1996, p. 14.

265 . *Ibid.*, p. 14.

266 . *Ibid.*

267 . *Assemblée générale, Funchal* 28-29 novembre 1988 , Strasbourg, Éditions ARE, p. 1 et 2.

268 . *Assemblée Générale, Funchal*, 28 – 29 novembre 1988 , op. cit, p.7.

269 . *Documents, revue des questions allemandes* , Paris, Éditions Documents, janvier – février – mars 1998, p.14 et 15.

270 . *Revue de l'Assemblée des Régions d'Europe* , Strasbourg, Éditions ARE, n° 10, 1995, p.15.

271 . *Charte européenne des régions frontalières et transfrontalières* , op.cit, p. 5.

272 . *Organisation, Kooperation, Resolutionen* , op. cit, p. 109.

273 . *Assemblée Générale, Funchal*, 28 – 29 novembre 1988 , op. cit, p.17 et annexe n° 3.

274 . *Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire* , Strasbourg, Éditions ARE, 5 et 6 décembre 1990, p. 18.

275 . Heinz Eyrich : « Notre but est un Conseil des Régions comme deuxième véritable Chambre dans la législation européenne », in : *Föderalismus in Deutschland und Europa* (Fédéralisme en Allemagne et en Europe), Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, mai 1993, p. 38. Ces propos sont vraiment suivis d'effets puisque deux ans plus tard, l'ARE adopte le rapport Eyrich (1 et 2 décembre 1995) qui arrête les grandes orientations du futur : promotion du régionalisme, application du principe de subsidiarité, renforcement de l'ARE, du Comité des Régions et du CPLRE, promotion et participation à la coopération interrégionale, in : *Revue de l'Assemblée des Régions d'Europe* , n° 10, 1995, op. cit, p. 13.

276 . *Assemblée Générale de l'Assemblée des*

*Régions d'Europe* (Mannheim, 5 février 1992),  
*Approbation des nouveaux statuts de l'ARE* ,  
Strasbourg, Éd. ARE, 1992.

277 . *Bulletin de Presse et d'information*,  
*AIDLCM*, décembre 1998 , op. cit, pas de pagination.

278 . *Association des régions frontalières*  
*européennes, 25 ans de travail commun* , op. cit, p. 8.

279 . *Hérodote, la question allemande* , revue  
publiée avec le concours du Centre national des  
lettres, n° 68, janvier-mars 1993, p. 54.

280 . *Deutscher Ostdienst* , n° 4, 29 janvier 1999,  
p. 3.

281 . *Revue de l'Assemblée des Régions d'Europe*  
, op. cit, p. 36.

282 . *Assemblée Générale ordinaire et*  
*extraordinaire, Compte rendu* , Strasbourg, Éditions  
ARE, décembre 1994, p. 1.

283 . *Annuaire CPLRE, 5<sup>e</sup> Session* , Strasbourg,  
Éditions CPLRE, mai 1998, p. 93.

284 . *AER on line* , n° 1/96, Strasbourg, Éditions  
ARE, 1996, p. 3

285 . *ARE, Spécial Rapport d'activités, 1998* ,  
Strasbourg, Éditions ARE, décembre 1998, p. 2.

286 . *Lettre d'information de l'Assemblée des*  
*Régions d'Europe* , Strasbourg, Editions ARE, janvier  
1999, p. 2. voir annexe 5.

287 . *Ibid* .

288 . *Résolution 76 (1955) sur la convocation*  
*d'une Conférence des représentants des associations*  
*nationales de pouvoirs locaux des pays membres,*  
*Résolution adoptée par l'Assemblée au cours de sa*  
*12<sup>e</sup> séance, le 14 octobre 1955 (Voir Doc. 406, projet*  
*de résolution de la commission spéciale des Affaires*  
*communales et régionales et exposé des motifs par M.*  
*Chaban-Delmas, rapporteur ).*

289 . *Article de M. Jacques Chaban-Delmas*  
*consacré à « La Conférence Européenne des Pouvoirs*  
*Locaux » dans le numéro de décembre 1955 de la*  
*Revue "Fédération" , Strasbourg, Éditions Conseil de*

l'Europe, 20 février 1956, p. 1.

290 . *Compte rendu officiel de la première séance* , Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe AS/SM (8) 20 ré, 12 janvier 1957, p. 3.

291 . *Le Conseil de l'Europe, activités et réalisations* , Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 1999, p. 17.

292 . *Association des régions frontalières européennes* , op. cit, p. 9.

293 . Il faut noter que les secrétaires-généraux qui sont en quelque sorte les « chefs-mécaniciens » des instituts européens sont tous allemands : Jens Gabbe (AREE), Wolfgang Maier (ARE, il n'est plus en fonction depuis décembre 1998), Ulrich Bohner (CPLRE), Dietrich Pause (CdR) pour l'année 1999.

294 . *Frankfurter Rundschau* , 2 mai 1997, p. 6.

295 . Voir p. 238.

296 . <http://www.coe.fr/fr/txjur/106fr.htm> , 16 avril 1999.

297 . *Résolution 165 (1985) sur la coopération entre les régions frontalières européennes. Discussion par la Conférence permanente et adoption le 17 octobre 1985, 3<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPL (20) 8, partie I, projet de résolution présenté par la commission des problèmes régionaux et de l'aménagement du territoire, rapporteur : M. A. Partl , p. 9).*

298 . *Résolution 190 (1988) sur la coopération transfrontalière en Europe. Discussion par la Conférence permanente et adoption le 16 mars 1988, 2<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPL (23) 4, partie I, projet de résolution présenté par la commission des problèmes régionaux et de l'aménagement du territoire, rapporteurs : MM. Briner et Schelberg ).*

299 . *Résolution 230 (1992) sur la 5<sup>e</sup> Conférence des régions frontalières européennes. Texte adopté par la Commission permanente, au nom de la Conférence permanente, le 17 février 1992 (Voir Doc. CPL (27) 16, partie 1, projet de résolution présenté par la Commission des problèmes régionaux et de*

*l'aménagement du territoire, rapporteur : M. W. Schelberg , p. 3).*

300 . *Recommandation 9 (1995), sur la 6<sup>e</sup> Conférence européenne des Régions frontalières (Ljubliana, Slovénie, 13-15 octobre 1994). Texte adopté par la Commission permanente, au nom du Congrès, le 28 mars 1995 (voir CG (1) 12, Partie I Rec, projet de Recommandation présenté par M. Chevrot, rapporteur ), p. 4.*

301 . *Tagung der Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen (Congrès de l'Association des régions frontalières européennes) Gronau, Éditions ARFE, 22-24 novembre 1987 à Flensburg.*

302 . *Ibid ., p. 71.*

303 . *Résolution 126 (1981) sur les principes de Vautonomie locale . Discussion par la conférence le 29 octobre 1981 et adoption de la 3<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPL (16) 6, partie I, projet de résolution présenté par la commission des structures et des finances locales, rapporteur : M. L. Harmegnies).*

304 . *Rapport sur les principes de l'autonomie locale CPL (16) 6 , Strasbourg, Éd. CPLRE, 21 septembre 1981, p. 1.*

305 . *Rapporteur : A. Galette, Rapport sur « les Institutions régionales en Europe » , Strasbourg, Ed. Congrès des Pouvoirs locaux et Régionaux de l'Europe, Quinzième Session, Strasbourg, 10-12 juin 1980 (CPL (15) 5 Final), projet de résolution présenté par la Commission des Structures et des Finances Locales*

306 . *Rapport sur les principes de l'autonomie locale , op. cit, p. 2 et 3.*

307 . *Lors de son allocution, L. Harmegnies affirmant que les collectivités locales se trouvent au cœur de l'organisation démocratique de l'État se réfère – mais est-ce étonnant – à l'article 1 de la loi bavaroise qui déclare que les municipalités constituent “le fondement de l'État et de la vie*

démocratique”, in : *Ibid.* , p. 8.

308 . *Http ://www.coe.fr/tablconv/122t.htm* , 14/04/99.

309 . *Résolution 8 (1994) relative à la conférence sur « la régionalisation en Europe : bilan et perspectives »*. Discussion par la Chambre des Régions le 3 juin 1994 et adoption par la Commission Permanente au nom du Congrès le 3 juin 1994, (voir Doc. CPR (1)1, Partie I Rés., projet de Résolution présenté par M. C. Haegi ).

310 . *Recommandation 6 (1994) relative à la Conférence sur « la régionalisation en Europe : bilan et perspectives »* (Genève, Suisse, 3-5 juin 1993). Discussion par la Chambre des Régions le 3 juin 1994 et adoption par la Commission Permanente au nom du Congrès le 3 juin 1994, (voir Doc. CPR (1)1, Partie I Rec, projet de Recommandation présenté par M. C. Haegi ).

311 . *Ibid.* , p. 7.

312 . Rapporteur : Peter Rabe, Allemagne, *Rapport sur la Charte européenne de l'autonomie régionale CPR (4), Partie II* , Strasbourg, Éditions CPLRE, 3-5 juin 1997, p. 3.

313 . *Recommandation 34 (1997) sur le projet de Charte européenne de l'autonomie régionale*. Discussion par le Congrès et adoption le 5 juin 1997, 3<sup>e</sup> séance (voir doc. CPR (4) 4 révisé, *Recommandation présentée par M. P. Rabe, Rapporteur* ).

314 . *Rapport sur la Charte européenne de l'autonomie régionale CPR (4), Partie II* , op. cit, p. 4.

315 . *Ibid* : CPR/GT/RSG (3) 11 conf, Annexe, p. 8. Comme l'indique la référence, le document élaboré par le ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne est classé confidentiel. On se demande pourquoi.

316 . *Documents, revue des questions allemandes* , Janvier-Février-Mars 1998, op. cit, p. 15.



317 . Ceci est d'autant plus faisable que la Charte de l'ARFE (coopération transfrontalière) permet de faire en sorte que les frontières deviennent simplement administratives. C'est d'ailleurs avec une parfaite logique que le projet de Rapport explicatif du « Projet de Charte européenne de l'autonomie régionale » stipule dans son préambule l'élément suivant : « Conformément à l'article 1<sup>er</sup> de la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales, le respect des droits de l'Homme inclut celui des minorités. Les régions sont donc tenues de respecter les droits des minorités se trouvant sur leur territoire », in : Rapporteur Peter Rabe (Allemagne), *Projet de rapport explicatif du « Projet de Charte européenne de l'autonomie régionale »* , Quatrième Session (Strasbourg, 3-5 juin 1997), Strasbourg, Éditions CPLRE, p. 3. Tout se recoupe.

318 . *Résolution 52 (1997) sur fédéralisme, régionalisme, autonomie locale et minorités* . Discussion par le Congrès et adoption le 3 juin 1997, 1<sup>re</sup> séance (voir doc. CG (4) 5, projet de Résolution présenté par M. G. Martini, rapporteur).

319 . *Ibid* ., p. 3.

320 . *Ibid* ., p. 4. C'est le principe de l'*Ombudsman* (médiateur) dont nous avons signalé l'existence dans les mesures juridiques de l'UFCE, par exemple, le cas hongrois avec Jenö Kaltenbach.

321 . Voir annexe 26.

322 . Nous devons souligner que Peter Rabe est représentant à la Chambre des Régions de l'ARE, in : *Annuaire du CPLRE* , 5<sup>e</sup> session, op. cit, p. 93. Cette situation autorise évidemment une meilleure diffusion du principe fédéral.

323 . *Actes, X<sup>e</sup> Conseil Plénier, 11-12 février 1992 à Montpellier* , Éditions Comité des Régions, 1992, p. 34.

324 . *Annexe 1 au procès-verbal de l'Assemblée générale de l'Association des anciens membres du Comité économique et social, DI 48/92 Annexe 1* ,

Bruxelles, Éditions Comité des Régions, 18 décembre 1992, p. 10.

325 . Le premier président du CdR est Jacques Blanc de 1994 à 1996 (Président de Languedoc-Roussillon, membre de l'ARFE et de l'ARE), le deuxième est Pasqual Maragall i Mira de 1996 à 1998 (Catalogne, membre de l'ARFE et de l'ARE). Depuis 1998, c'est Manfred Dammeyer.

326 . *Le Comité des Régions en cinq questions, cinq réponses* , Bruxelles, Éditions CdR, pas de date, pas de pagination.

327 . Le Comité des Régions a exprimé aussi deux autres avis au sujet de l'Agenda 2000 : avis CdR 303/97 sur le financement de l'UE après 1999 en raison de l'élargissement à l'Est et l'avis CdR 280/97 qui étudie les conséquences de l'élargissement sur la politique communautaire. Dans le cadre de la protection des minorités et des groupes ethniques liée au régionalisme et à la coopération transfrontalière, nous n'abordons que l'avis CdR 131/97, « Point de vue des autorités régionales et locales sur l'élaboration d'une politique structurelles après 1999 ».

328 . *Les régions et les villes et la réforme des Fonds structurels 2000-2006, analyse comparative des propositions de la Commission européenne* , Bruxelles, Éditions CdR, septembre 1998, pas de pagination.

329 . *Régions et villes, piliers de l'Europe*, CdR 23/97 fin, rapporteurs : M. Edmund Stoiber, Ministre-Président de Bavière et M. Fernando Gomes, Maire de Porto, Bruxelles, Éd. CdR, avril 1997.

330 . *Ibid* ., p. 6.

331 . *Ibid* ., p. 9 et 10.

332 . *Ibid* ., p. 22 et 23. Comme nous l'avons vu, de nombreux textes européens sont, en réalité, inspirés par l'Allemagne. Pour mieux cerner son ambition, nous pouvons établir la comparaison suivante. Dès la fondation de l'Empire allemand doté

d'une constitution fédérale en 1871, l'objectif des autorités politiques – et Bismarck en tête – consistait en aucun cas à diluer la Prusse au sein de la Petite Allemagne. Bien au contraire, toute la politique de Berlin se fixait comme but de prussianiser l'ensemble des *Länder* qui avaient rejoint la couronne prussienne. Cependant, compte tenu des particularismes vivaces en Bavière, Wurtemberg, Rhénanie..., cette politique se devait être prudente. Mais la Prusse, première puissance économique et démographique parmi tous ces *Länder*, était en mesure d'imposer peu à peu ses lois, ses moeurs, nous pourrions même dire sa "religion" par l'envoi de fonctionnaires, d'officiers, agents actifs de la « notification » des esprits. Cette dernière a engendré des théories délirantes qui ont perverti l'homme allemand jusque dans son subconscient. Cette politique prit encore plus d'ampleur avec la République de Weimar. En effet, la nouvelle constitution fédérale introduisit le principe du *Reichsrecht bricht Landsrecht* (le droit du *Reich* prime le droit du *Land*). Cette formule juridique soulignait le renforcement de la Prusse, car cette dernière se servait du terme de *Reich* comme d'un paravent pour faire avancer ses ambitions. La Prusse, toujours première puissance économique et démographique et ne pouvant pas imposer directement sa politique à l'ensemble des autres *Länder*, contournait cette difficulté en insufflant des mesures au nom du *Reich*. C'est le cas, par exemple, de la perception de presque tous les impôts, à la différence du *Reich* impérial, au profit de ce *Reich* germano-prussien incarné par la République de Weimar, lui donnant ainsi des moyens financiers beaucoup plus importants. Nous pouvons conserver ce raisonnement, mais à une échelle plus large, au niveau de l'Union européenne (sorte de *Reich* européen). En effet, considérons les différents États de l'Union européenne (Allemagne, France, Espagne, Italie, Portugal, etc...) comme des *Länder*. De tous ces «

*Länder* » , le plus puissant économiquement et démographiquement est l'Allemagne. Soucieuse d'imposer son fédéralisme, doublé de la promotion du régionalisme et des groupes ethniques, l'Allemagne se sert des institutions européennes pour faire avancer sa « spiritualité ». Depuis Maastricht et Amsterdam, le droit européen prime sur le droit national (véritable duplicata du : « le droit du *Reich* prime le droit du *Land* »). Officiellement, c'est l'Europe – et non l'Allemagne – qui impose la Charte des langues régionales ou minoritaires, la Convention-cadre pour la protection des minorités, la Charte de l'autonomie régionale etc.... Mais en réalité, quand nous remontons à la source, nous trouvons des acteurs allemands qui se servent de l'Europe pour installer une hégémonie germanique, au même titre que les autorités prussiennes se servaient des institutions du *Reich* pour phagocyter les autres *Länder* : même principe, seule l'échelle diffère.

## **Chapitre deuxième**

# **LA POLITIQUE ALLEMANDE EN ACTION**

### **ASPECTS ÉCONOMIQUES**

#### **Caractères démographiques**

La chute des régimes communistes au début des années 90 laisse apparaître des communautés allemandes rescapées des expulsions de 1945. Leurs droits ont été niés pendant près d'un demi-siècle. Les constitutions de ces pays ne reconnaissaient pas leur existence. La disparition du rideau de fer entraîne un flux de réfugiés allemands désireux de fuir leurs conditions de vie misérables vers l'Allemagne fédérale. Cet afflux a été considérable, puisque de 1990 à 1998, on compte près de deux millions d'individus de souche germanique à s'installer en Allemagne <sup>1</sup>, où ils obtiennent de facto la nationalité allemande conformément à l'article 116 de la Loi fondamentale. Cet article stipule qu'est allemand « quiconque possède la nationalité allemande ou a été admis sur le territoire du *Reich* allemand tel qu'il existait au 31 décembre 1937, en qualité de réfugié ou d'expulsé d'appartenance ethnique allemande, ou de conjoint ou descendant de ces

derniers ». Cet article est renforcé par une loi du 3 septembre 1971 qui précise les zones qui accordent la nationalité allemande aux *Aussiedler* : il s'agit « des territoires de l'Est actuellement sous administration étrangère, Dantzig, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, l'Union soviétique, la Pologne, la Tchéco-slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie, l'Albanie et la Chine »<sup>2</sup>.

Ce flux peu à peu se tarit, car les aides économiques accordées aux populations germaniques désireuses de rester présentes sur ces territoires commencent à porter leurs fruits. Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de donner le nombre exact de ces Allemands. Nous pouvons distinguer essentiellement deux raisons. D'abord, ces populations allemandes ont longtemps hésité à faire valoir leur appartenance germanique en raison de l'hostilité ambiante depuis la seconde guerre mondiale. Ensuite, il existe toute une gamme dans le degré de germanité. En effet, l'acculturation de ces populations est profonde. Les vieilles générations sont encore typiquement allemandes. En revanche, les nouvelles générations maîtrisent plus ou moins bien la langue des anciens qui, pour la grande majorité des locuteurs, est issue, non pas du haut-allemand, mais de divers dialectes germaniques. L'assimilation de ces populations au milieu ambiant se traduit, comme nous l'avons vu dans le cas des Allemands de Russie, par une régression du germanisme. En 1970, 58,3% des Allemands résidant dans des villes russes utilisaient leur langue maternelle alors qu'ils atteignaient 73,8% dans les campagnes<sup>3</sup>. Par conséquent, nous remarquons des disparités dans la connaissance de la langue allemande qui influent sur le recensement des populations germaniques dans tout l'Est européen. Ce phénomène est

particulièrement marqué dans le cas polonais. Les autorités de ce pays ne reconnaissent que 300 000 Allemands de nationalité polonaise alors que les dirigeants allemands affirment l'existence d'environ un million d'individus, car ils font rentrer en ligne de compte ceux qui s'expriment dans un dialecte emprunté aux deux langues (*Schwebendes Volkstum*). Mais comme l'affirme le représentant de l'association silésienne, Herbert Hupka : « La nation allemande connaît de nombreuses « tribus » (*Stämme*). Un Bavarois s'affirmera comme tel qu'il est bavarois bien qu'il soit en même temps allemand. Il en est de même avec les Silésiens. Il y a beaucoup de « tribus », mais seulement une nationalité. Elle peut être polonaise ou allemande (...) » <sup>4</sup>.

Le peuplement germanique approximatif en Europe de l'Est se présente comme suit :

*Pays de la Communauté des États Indépendants (CEI, juin 1997)*

Russie	Kazakhstan	Ukraine	Kirghizistan	Tadjikistan	Ouzbekistan	Géorgie
500 000	400 000	40 000	20 000	3 000	25 000	2 000

**Total : 990 000**

*Pays d'Europe centrale (juin 1997)*

Pologne	Roumanie	République tchèque	Slovaquie	Hongrie
1 000 000	90 000	100 000	15 000	200 000

**Total : 1 405 000**

Source : Ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne, juin 1997.

Ces données démographiques sont stables, en

dehors de la Russie, pour l'ensemble des populations allemandes peuplant l'Europe de l'Est. Désormais, l'essentiel des émigrés de souche allemande provient de Russie. Là aussi, le flux migratoire diminue nettement. Cette diminution régulière est due à la politique de l'Allemagne qui a su, avec force dépenses, développer tout un ensemble de mesures économiques en faveur de ces populations afin de les inciter à rester sur place. Ces mesures seront payantes dans l'avenir, car ces populations germaniques sont d'excellents appuis ou relais pour l'économie allemande dans tout l'Est européen.

## **La politique économique**

Au moment où les régimes communistes s'effondrent au tournant des années 1989/90, la situation matérielle des minorités allemandes dans tout l'Est européen est à l'image de celle du bloc soviétique, désastreuse. L'Allemagne représente l'eldorado à atteindre afin d'améliorer leur sort. Ceci explique l'afflux de plusieurs centaines de milliers d'Allemands vers leur pays d'origine. Les autorités allemandes, tout en permettant l'arrivée de ces populations, vont tout faire afin de créer dans leurs territoires d'origine des conditions matérielles suffisamment bonnes pour les y fixer. L'objectif est double. D'abord, il s'agit d'éviter un courant trop important de ces populations vers l'Allemagne. En effet, ces nouveaux arrivants sont dans l'ensemble sans qualification ou plus exactement, n'ont pas la formation adéquate moderne capable de les insérer dans le monde du travail. A cela, il faut ajouter des problèmes linguistiques qui obligent à organiser des cours de langue afin d'améliorer leur intégration. Tout ceci



pèse très lourd sur le budget allemand. Rien que pour l'année 1998, 1,5 milliard de DM sont consacrés à l'enseignement de la langue allemande et à des aides diverses en faveur des Aussiedler <sup>5</sup>. Le budget alloué est sensiblement le même chaque année. Tout ceci est difficilement supportable. Par conséquent, il est de l'intérêt du gouvernement allemand de limiter cet afflux. La deuxième raison qui incite l'Allemagne à fixer ces populations germaniques dans tout l'Est européen réside dans le fait que ces Allemands représentent à long terme un placement d'avenir. En effet, pour la plupart bilingues et connaissant les habitudes, les us et coutumes du pays dans lequel ils résident, ces Allemands sont en mesure de devenir de merveilleux points d'appui et de rayonnement pour l'économie allemande. Dans le cadre de l'Union européenne, ces populations germaniques sont un prolongement des intérêts économiques allemands qui bénéficient en quelque sorte d'excellents « agents de commerce » sur place. Cependant, un travail de longue haleine est nécessaire, car en plus de l'apprentissage de la langue allemande, ces communautés doivent se familiariser avec toutes les techniques d'une société moderne. Il ne faut donc pas voir tout de suite ces Allemands d'Europe de l'Est comme courroies de transmission entre les entreprises d'outre-Rhin et les lieux où ils résident. Ce n'est qu'après une longue période de transition et de formation que l'Allemagne pourra – si rien ne vient bouleverser ses projets – profiter du soutien financier apporté à la remise sur pied de ces populations germaniques et véritablement commencer à en toucher les dividendes.

Les activités de soutien sont partagées entre le ministère fédéral de l'intérieur <sup>6</sup> et le ministère des Affaires étrangères. Le premier se charge des

questions matérielles, c'est-à-dire de la construction des logements pour les familles et des foyers de rencontres qui permettent aux autochtones allemands de se retrouver entre eux, de bénéficier de cours de langue, de formations de toutes sortes ainsi que de pouvoir exposer leurs problèmes.... En résumé, c'est l'intendance; le ministère des Affaires étrangères se charge de son côté des questions éducatives (fourniture de livres, de moyens audio-visuels divers dans les écoles, les foyers...).

Le ministère de l'intérieur (BMI) dispose de deux bras armés, la *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (KfW) et la *Gesellschaft für technische Zusammenarbeit* (GTZ), dont le but est de contribuer au développement des infrastructures où résident les populations allemandes.

Les mesures prises reposent sur neuf principes :

1. Les mesures sont adaptées aux souhaits des minorités allemandes concernées.

2. Elles doivent être mises en place avec rapidité.

3. Elles sont prévues sur une longue durée.

4. Elles ne doivent pas privilégier uniquement les minorités allemandes au détriment des populations étrangères alentour afin de ne pas éveiller de sentiments d'envie teintés de germanophobie.

5. Ces mesures sont faites en accord avec les gouvernements où vivent ces populations allemandes.

6. Lors de la mise en place de toutes ces aides, des organisations intermédiaires présentes sur le terrain contribuent à leur renforcement.

7. Ces aides ne se font pas sans ou contre l'avis des réfugiés.

8. Les aides à l'investissement doivent être prioritaires.

9. En raison de la multiplicité de ces aides, une bonne coordination de l'ensemble est nécessaire <sup>7</sup>.

Nous pouvons distinguer deux catégories de minorités bénéficiant de ces mesures : les Allemands de Russie et ceux d'Europe centrale.

### *Les Allemands de Russie*

Les minorités allemandes dans l'ex-Union soviétique, depuis les déportations de 1941, vivaient pour l'essentiel à l'Est de l'Oural en Asie centrale et plus particulièrement au Kazakhstan. Depuis la libéralisation du régime et l'éclatement du pays, les populations allemandes, pour des raisons de sécurité (menaces musulmanes), mais aussi à la recherche de meilleures perspectives d'avenir, quittent les États nouvellement indépendants comme le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan... pour venir s'établir essentiellement dans la Fédération russe <sup>8</sup>. Pour l'essentiel, ils s'installent en Sibérie occidentale, alors que le reste s'éparpille dans l'ancienne République de la Volga, en Ukraine et dans la région de Saint Petersburg.

Le Traité signé entre l'Allemagne et la Russie le 9 novembre 1990 stipule dans son article 15 que « les moyens d'épanouissement de leur identité nationale, linguistique et culturelle seront donnés aux citoyens soviétiques de nationalité allemande ainsi qu'aux citoyens originaires de l'Union des Républiques socialistes soviétiques résidant en permanence en République fédérale d'Allemagne (...) ».

Ce Traité est suivi le 21 novembre 1991 d'une « déclaration commune » du chancelier Kohl et du Président Eltsine en faveur du rétablissement progressif de l'ancienne République de la Volga

dissoute par Staline. Par un décret du 21 février 1992, le Président Eltsine permet la création d'un arrondissement dans la région de Saratov et d'un district dans la région de Volgograd. C'est donc à petite échelle que la présence allemande renaît dans cette région. Pour l'ensemble de la zone, les mesures concernent la construction de logements, de centres sociaux (jardins d'enfant, centres médicaux...) et de centres de production (boulangeries, boucheries...) ainsi que la relance de la production agricole par la création de centres de formation. Il ne faut pas s'attendre à des mesures extraordinaires. Les besoins en produits de première nécessité sont si grands que les autorités allemandes sont obligées de repartir presque à la base. En ce qui concerne le territoire de Saratov, deux localités bénéficient du soutien du BMI : Burni et Stepnoje.

La première, dès août 1992, bénéficie de la construction de 100 maisons familiales pour un coût de 5,2 millions de DM, ainsi que d'un service médical pour les soins d'urgence dont le coût se monte à 300 000 DM, tandis que Stepnoje se voit attribuer la somme de 9,9 millions de DM pour la construction de logements <sup>9</sup>.

Les aides sont similaires dans la région de Volgograd, en particulier dans le secteur de Kamyschin où les centres de Galki (anciennement Vogelsang), Ust Grasnjucha (Göbel) et Kulalinka (Holstein) bénéficient de la construction d'embryons d'infrastructures (logements, centres agricoles...) <sup>10</sup>.

Compte tenu que dès 1992, des commissions gouvernementales germano-russes ont été créées, des mesures d'assistance sont possibles de part et d'autre qui prolongent ce soutien apporté aux Allemands de Russie. Pour l'ensemble de ces

territoires de la Volga, Saratov et Samara, la partie allemande injecte 11,6 millions de DM, la partie russe 74,7 milliards de roubles (environ 7,5 millions de DM, valeur de 1993) pour l'année 1996<sup>11</sup> ce qui ne fait que renforcer les initiatives lancées en 1992. Le rétablissement de la République de la Volga n'est pas encore à l'ordre du jour. Cependant, le retour progressif de milliers d'Allemands de Russie dans cette zone associée aux aides économiques peut contribuer au rétablissement d'une entité autonome à condition aussi que les Russes qui occupent à présent les territoires vidés de leur population germanique en 1941 ne se sentent pas menacés à leur tour d'expropriation. L'affaire n'est pas gagnée. En effet, c'est en mars 1989 qu'une association dirigée par Heinrich Groth réunissant les Allemands de Russie, *Wiedergeburt*, a été fondée. Son but était le rétablissement de la République de la Volga dans ses frontières de 1924. Lorsque cette nouvelle s'est répandue parmi la population russe présente sur ce territoire, automatiquement la crainte du retour des « fascistes » a fusé, bloquant l'élan en faveur de la renaissance de cette République<sup>12</sup>. Ce blocage fut d'autant plus accentué que le Président Eltsine, qui avait accepté par la signature du 21 novembre 1991 la reconstitution de cette République, affirma lors d'un voyage à Saratov que cela n'était possible que si les Allemands atteignaient le cap des 90% de la population totale, ce qui est loin d'être le cas. Ce chiffre est d'autant plus difficile à atteindre que certaines zones comme Kapustin Jar ont été contaminées par la destruction de fusées SS-20<sup>13</sup>. Si, dans un avenir vraiment indéterminé, la Russie intègre l'Union européenne, dans le cadre du droit à la *Heimat*, du fédéralisme (autonomie locale et régionale) et grâce à de sérieux atouts financiers,

les descendants des Allemands de la Volga pourront prétendre un jour à retourner sur le sol de leurs ancêtres. N'oublions pas que les peuples composant la Fédération russe pourront, eux aussi, obtenir une autonomie régionale et une reconnaissance ethno-linguistique. Si ces mesures sont appliquées, la Russie n'y survivra pas !

En ce qui concerne l'Ukraine, la situation des Allemands est là aussi précaire. La splendeur du temps passé, où avant la Seconde Guerre mondiale plus de 400 000 habitants de souche germanique résidaient dans ce territoire, est bien révolue. Il ne reste plus, selon des estimations, qu'environ 40 000 Allemands à vivre en Ukraine <sup>14</sup>.

De 1992 à 1997, l'Allemagne a dépensé 55 millions de DM <sup>15</sup> en faveur de la construction de logements, de petites entreprises artisanales et en particulier de « centres de rencontre ». Ces centres se révèlent d'une grande importance, car en raison de la dispersion des populations allemandes de Russie, ils permettent à ces dernières de se plonger aux sources du germanisme. En effet, on y trouve des journaux, des postes de télévisions, des moyens vidéo, des cours de langue, des cours d'agronomie, de maçonnerie, d'informatique..., tout un ensemble qui permet de rendre ces Allemands plus compétents, plus rentables, mais aussi de renforcer le sentiment d'appartenance à la communauté germanique.

Ce sentiment d'appartenance au corps germanique prend forme dans la création d'un projet de peuplement allemand à Saint Petersburg (Strelna-Neudorf), dont la première ébauche remonte à novembre 1996. Un projet comparable de création d'une zone de peuplement allemand a déjà avorté en 1993. Il s'appelait Nasia. Cette fondation allemande, issue de la coopération de la

commission germano-russe, devait se situer sur une zone couvrant 1 000 ha à 40 kilomètres à l'Est de Saint Petersburg. Elle devait accueillir 25 entreprises agricoles et 15 PME. Le coût, estimé à 10 millions de DM, était assuré par les autorités des deux pays ainsi que par le *Land* du Bade-Wurtemberg. Ce projet devait, en cas de réussite, être agrandi de 2 000 ha <sup>16</sup> . Cependant, le projet ne put être lancé en raison, selon la version officielle et sans autres explications, du « désaccord des institutions russes » participant au programme <sup>17</sup> . La deuxième tentative lancée, en novembre 1996, est la bonne. Avec le soutien de la commission germano-russe, une agence de développement « Strelna-Neudorf », a été créée sous l'égide d'un Allemand de Russie, Sergej Kelbach, dont l'objectif est de planifier l'ensemble de la construction ainsi que de sélectionner les migrants allemands appelés à s'installer dans ce territoire. Compte tenu que des PME sont créées, ces dernières doivent être tenues par les nouveaux venus, comme le confirme Kelbach : « Les nouvelles entreprises dans notre zone d'action – nous pensons aux industries de transformation, boulangerie, poissonnerie, laiterie, atelier de réparation de voiture – doivent être pilotées par les migrants (la plupart doivent venir du Kazakhstan) » <sup>18</sup> .

La mise en place de cette zone d'implantation allemande, dont le coût se monte au total à 13,6 millions de DM (3,4 millions de DM côté russe, 10,2 millions de DM côté allemand), sous la direction d'une entreprise russe allemande de Saint Petersburg, *Dietrich Design* , comporte la construction de 50 logements. Ces logements ne sont pas donnés gratuitement puisqu'il est prévu que dans les deux ans qui suivent leur attribution,

un cinquième des coûts de construction doit être remboursé soit 50 000 DM <sup>19</sup> . Ce retour des Allemands à Saint Petersburg, certes encore modeste, est le point de départ d'un renforcement futur de la présence germanique. En effet, cette ville créée par Pierre 1<sup>er</sup> est la fenêtre de la Russie sur l'Occident. Les liens particuliers tissés entre cette cité et Hambourg, renoués depuis 1957, se développent avec la création d'un « conseil pour la promotion des investissements étrangers » par les autorités de Saint Petesbourg. Il existe dans cette ville 56 entreprises dépendant directement des investissements hambourgeois <sup>20</sup> . A long terme, l'arrivée progressive d'Allemands de Russie à Saint Petersburg <sup>21</sup> permettra d'établir un foyer en mesure d'assurer un lien particulier, économique et culturel, entre ces deux villes portuaires. Mais ce phénomène est surtout probant en ce qui concerne la dernière et principale zone de peuplement germanique, la Sibérie occidentale où vivent environ 600 000 Allemands <sup>22</sup> .

Les Allemands, après 1941, se retrouvent à l'Est de l'Oural et s'enracinent dans ces vastes contrées. Dispersés au Kazakhstan et en Sibérie occidentale, ils représentent l'essentiel de la population allemande de Russie. L'indépendance des pays d'Asie centrale, l'insécurité qu'éprouvent les populations blanches face aux peuples musulmans provoquent un exode de ces habitants vers la Russie et plus exactement vers la Sibérie occidentale où se trouvent déjà plusieurs centaines de milliers d'Allemands. Des structures d'accueil existent donc. Cependant, la canalisation de ces flux migratoires n'a été possible que grâce à l'appui massif de la République fédérale d'Allemagne, en particulier par la création de deux entités territoriales, sorte de grands



arrondissements, deux *Rayon* nationaux allemands (DNR : *deutscher nationaler Rayon*) : Halbstadt dans le territoire de l'Altaï et Assovo dans le territoire d'Omsk. Ces *Rayon* sont appelés par les autorités politiques allemandes « îles de l'espoir »<sup>23</sup>.

Le territoire de l'Altaï couvre une superficie similaire à l'ancienne RDA, avec 3,8 millions d'habitants, dont 180 000 Allemands. Ce *Rayon* allemand, dont l'existence historique remonte au 19<sup>e</sup> siècle, fut détruit par Staline, mais a été recréé, suite à la décision du Soviet suprême, le 1<sup>er</sup> juillet 1991. Situé près de Slavgorod et de Novosibirsk, il comprend 16 villages répartis sur 1 400 km<sup>2</sup>, pour une population de 20 700 habitants dont 90% sont Allemands<sup>24</sup>.

L'objectif des autorités allemandes est de fixer la population germanique sur ce territoire essentiellement agricole en lui fournissant des logements et du travail. C'est la GTZ qui s'y emploie ou plus exactement une filiale fondée en mai 1993, la « société de développement » (*Entwicklungsgesellschaft*, EG). Son objectif est le suivant, comme le rappelle son directeur, Andréas Clausing : « Notre tâche est de soutenir, ici dans le *Rayon*, les structures économiques, mais aussi de faire en sorte que nos activités sociales soient adaptées et permettent au *Rayon* de durer. Nous voulons que les habitants puissent retrouver la confiance et ne se sentent plus obligés pour des raisons économiques de quitter leur *Heimat* »<sup>25</sup>.

Les objectifs et avantages sont nombreux. En effet, au niveau du *Rayon*, des techniques agricoles modernes sont mises en place. Elles permettent peu à peu d'amener ce territoire à des excédents de céréales, beurre, lait... qui vont

ravitailleur le territoire de l'Altaï, en priorité ses deux grandes villes, Slavgorod et Novosibirsk. Par conséquent, nous assistons progressivement à l'émergence d'un îlot de prospérité relayé par tous les villages allemands dispersés dans l'Altaï, qui font tâche dans une zone économiquement arriérée.

En d'autres termes, tant que la détresse économique affligera cette région, la « survie » alimentaire des Russes dépendra de plus en plus de cette petite entité germanique et de ces producteurs allemands. Le phénomène n'est pas nouveau. En effet, une commission d'État soulignait que les villages allemands de l'Altaï possédaient « les meilleurs troupeaux, les meilleures récoltes et les meilleurs foin ». Ce rapport date de... 1911 <sup>26</sup>.

Cette évolution ne semble pas ennuyer le gouverneur de cette province, Leo. A. Korshunov qui, face à l'émergence d'îlots de prospérité en Sibérie occidentale, répond : « Je ne vois pas cela ainsi. Dans le *Rayon* national allemand, il y a une source de financement particulière qui est la République fédérale d'Allemagne <sup>27</sup>. Personne dans la région ne voit cela d'un œil soupçonneux. Bien au contraire, les technologies introduites là-bas peuvent être utiles aux autres districts. Je considère cela comme positif (...) » <sup>28</sup>.

Cette vision est partagée par Sergej Jakuschin, président de la Société d'organisation de foires, *Sibirische Messe*, qui affirme avec beaucoup de justesse que « la Sibérie est un tremplin dans le monde international des affaires. Le fait que des Allemands vivent en Sibérie est un avantage pour les entreprises d'Allemagne fédérale désireuses de s'installer ici » <sup>29</sup>.

La présence d'environ 600 000 Allemands répartis en Sibérie occidentale, capables d'entretenir leurs caractéristiques germaniques et

d'améliorer leur formation en agronomie, en informatique, voire d'être en mesure de suivre des stages en tous genres en Allemagne grâce à l'appui de nombreux « centres de rencontre », offre des possibilités économiques immenses qui profiteront pleinement à l'économie allemande. Les responsables de la GTZ le reconnaissent sans détour : « les firmes allemandes de Russie en contact avec la République fédérale peuvent jouer un rôle considérable pour la promotion économique de la région. En coopération avec les organisateurs des expositions de la “foire sibérienne” à Novosibirsk, la GTZ permettra à des entreprises sibériennes de participer à des foires en Allemagne (...) » <sup>30</sup> .

Ces propos reposent sur des faits concrets puisque la province de l'Altaï bénéficie d'une représentation économique sur *Unter den Linden* (les Champs-élysées berlinois), dont les buts sont d'organiser, en coopération avec la GTZ, des expositions à Hanovre sur les richesses et perspectives (entre autres minières) qu'offrent la région. Avec l'appui de la Chambre de commerce de Berlin, de nombreux hommes d'affaires allemands prospectent désormais dans l'Altaï <sup>31</sup> .

Le phénomène est similaire avec le deuxième *Rayon*, Assovo, dans le territoire d'Omsk où résident 150 000 Allemands <sup>32</sup> . A l'origine, les premières colonies allemandes dans cette région remontent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est le 13 décembre 1991 qu'eut lieu un référendum sur l'opportunité d'y recréer un *Rayon* . Les résultats correspondent au principe de la *Heimat* qui ne reconnaît pas forcément l'unité linguistique. 82,7% des habitants du futur *Rayon* couvrant une superficie de 1 400 km<sup>2</sup> votèrent pour sa mise en place. Or, les habitants de souche allemande, sur un

total de 20 000 habitants, ne sont que 12 000 (63%), suivis d'entités comme les Russes (4 700), les Ukrainiens et les Kazakhs (1 300) <sup>33</sup> . Le 17 février 1992, la Russie reconnaît l'existence de ce nouveau *Rayon*. Les mesures appliquées dans ce territoire sont similaires à celles d'Halbstadt : création de logements, de petites PME, de centres agricoles. Ce *Rayon* dispose de 100 000 hectares de terres agricoles qui sont les meilleures du territoire d'Omsk <sup>34</sup> . Sachant que cette ville d'environ un million d'habitants est située à une quarantaine de kilomètres au Nord-Est de ce *Rayon*, ce dernier sera en mesure d'être le principal ravitailleur d'Omsk comme de toute la province. Cette modernisation des structures économiques d'Assovo s'explique là aussi par le soutien financier apporté par l'Allemagne pour une somme de 200 millions de DM de 1992 à 1998 <sup>35</sup> .

Cependant, ce soutien financier de l'Allemagne à l'égard des Allemands de Russie comme de toutes les minorités allemandes dispersées en Europe centrale, connaît quelques modifications, non de fond mais de méthode avec le gouvernement Schröder. Lors d'un voyage en Russie en mars 1999, le nouveau dirigeant chargé des questions concernant les *Aussiedler* , Jochen Welt, a eu l'occasion de préciser la politique de l'Allemagne en ce qui concerne les minorités germaniques. D'abord, l'Allemagne maintient le cap comme le confirme son représentant : « Le nouveau gouvernement et le bureau chargé du problème des *Aussiedler* ne veulent pas procéder à des modifications de fond dans leur politique à l'égard des minorités allemandes dans les pays d'Europe de l'Est et en Russie » <sup>36</sup> .

Mais désormais la politique allemande, tout en achevant les mesures engagées par le

gouvernement précédent et plus exactement par le ministère fédéral de l'intérieur, décide de passer la main aux entreprises privées comme le confirme J. Welt : « D'après mes estimations, la promotion des *Rayon* ne peut pas se faire à partir de subventions continues venant d'Allemagne. Ils (les *Rayon*) doivent pouvoir voler de leurs propres ailes. Et c'est un processus qui exigera beaucoup de temps. Mais cela doit entrer en ligne de compte (...). En ce qui me concerne, je me représente la solution à ces questions sur la voie d'une coopération avec des entreprises privées » <sup>37</sup> .

L'avenir des minorités germaniques éparpillées en Europe centrale connaît le même processus.

### *Les Allemands d'Europe centrale*

Comme leurs homologues de l'ex-Union-soviétique, les minorités allemandes d'Europe centrale obtiennent une reconnaissance de leurs spécificités au début de la décennie 90, en particulier avec les nombreux traités bilatéraux signés entre l'Allemagne et les pays d'Europe centrale. Ces derniers reconnaissent le droit à l'existence de ces minorités allemandes et au maintien de leurs particularismes, contrairement à ce qui se faisait du temps des régimes communistes. Cette reconnaissance est d'autant plus forte que ces pays briguent une entrée dans l'Union européenne. Tous les textes qui protègent les minorités, font la promotion du régionalisme et prônent l'abolition des frontières politiques, doivent être en effet ratifiés par ces États.

Dans le cas contraire, c'est peine perdue pour adhérer à l'Union européenne ainsi que pour obtenir des appuis économiques. C'est d'ailleurs Horst Waffenschmidt, chargé des questions

concernant les *Aussiedler* sous le gouvernement Kohl, qui incite les pays voulant adhérer à l'UE à ratifier au plus vite ces documents-clés de la diplomatie allemande, en particulier la Charte des langues régionales ou minoritaires, dans les propos suivants tenus devant les responsables politiques roumains : « La Roumanie n'a pas encore ratifié cette Charte. Mais je crois que cette ratification n'est qu'une question de temps et que le gouvernement roumain permettra le maintien et le développement continu de la langue de la minorité allemande ainsi que de sa culture. L'entrée programmée au sein de l'UE aura sûrement des répercussions sur ce processus » <sup>38</sup> .

La politique de soutien ferme de l'Allemagne envers ses minorités en Europe centrale commence véritablement au tout début de l'année 1990. En effet, c'est au milieu du mois de février 1990 que les premiers envois d'équipements débarquent en Transylvanie et au Banat en Roumanie. L'ensemble de ces aides s'élargit sur toute l'Europe centrale, là où résident des minorités allemandes. Elles sont de la même veine que celles attribuées aux Allemands de Russie : soutien à l'agriculture, aux PME, construction de logements, cours de langue afin de regermaniser ces populations plus ou moins acculturées.... Comme l'affirme H. Waffenschmidt : « Le gouvernement fédéral considère maintenant et dans l'avenir comme de son devoir de soutenir les Allemands dans les territoires de peuplement d'Europe centrale, du Sud-Est et de l'Est (...) d'améliorer leur situation économique, sociale et juridique » <sup>39</sup> .

L'objectif de l'Allemagne consiste à aider ces minorités allemandes afin qu'elles puissent évoluer par elles-mêmes, comme le précise la devise

officielle : « *die Hilfe zur Selbsthilfe* ».

Il nous suffit d'évoquer le cas de la minorité allemande de Pologne et ensuite de l'étendre à l'ensemble du peuplement germanique afin d'avoir véritablement une représentation de l'éventail de toutes les aides lancées par l'Allemagne ou plutôt par le BMI dans le domaine de « l'intendance ».

*Soutien financier du BMI à la minorité allemande de Pologne de 1990 à 1997 (en millions de DM)*

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
6,79	24,02	26,05	24,10	24,10	20,80	26,60	25,00

Source : *Auslandskurier*, op. cit, n°25, juillet 1998, p. 8.

Le budget de l'année 1998, qui se monte à 25,6 millions de DM, se décompose de la manière suivante :

- 9,44 m. de DM : Aides à la promotion des collectivités (centres de rencontres...).
- 4,57 m. de DM : Projets communaux (construction de stations d'épuration...).
- 3,77 m. de DM : Aides économiques (soutien à des PME, envois d'outillages, assistance).
- 4,15 m. de DM : Aides sociales et humanitaires (personnes âgées, familles dans le besoin).
- 1,5 m. de DM : Soins et médecine.
- 1,46 m. de DM : Aides à l'agriculture.
- 0,63 m. de DM : Formation (marketing).
- 0,11 m. de DM : Voyages de rencontre (échanges d'information pour une connaissance mutuelle) <sup>40</sup>.

**Total de 1990 à 1998 : 203,06 millions de**

## DM.

Ces mesures permettent peu à peu à la minorité allemande de Pologne d'émerger des difficultés matérielles. Il en va de même pour les Allemands de Roumanie qui ont obtenu environ 160 millions de DM de 1990 à 1998 <sup>41</sup>. La conséquence à long terme sera la naissance d'îlots de prospérité dans l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale, ce qui aura pour effet de créer des sentiments d'envie, voire de germanophobie prononcée de la part des populations avoisinantes, même si les autorités allemandes s'évertuent à associer les populations non-germaniques à leur aide. Face à l'intégration des pays de l'ancien bloc soviétique dans l'UE, les responsables du BdV estiment, par exemple, que les Allemands de Hongrie – ainsi qu'en fait toutes les autres minorités germaniques dispersées en Europe de l'Est – pourront agir comme un lien dont bénéficiera l'économie allemande, un lien « riche d'espoir pour l'avenir du groupe ethnique » <sup>42</sup>.

*Soutien financier du BMI à l'ensemble des minorités allemandes dans toute l'Europe de l'Est de 1990 à 1998 (en millions de DM)*

1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
97,5	120	180	157	172	143,5	150	140 (1)	125 (2)

**Total : 1,285 milliard de DM.**

Source : Info Dienst, n°79, juin 1997, p. 9.

(1) Info Dienst, n° 86, février 1997, p. 1 et (2) BMI informiert, 1<sup>er</sup> juillet 1998, p. 4.



Toutes ces mesures en faveur de l'amélioration du niveau de vie des minorités allemandes ne sont pas exclusivement du ressort des autorités politiques allemandes. En effet, nous pouvons remarquer un soutien significatif, matériel mais aussi spirituel, de la part de l'Église catholique et des églises protestantes allemandes dans tout l'Est européen.

## ASPECTS KULTUR

### **Les églises catholiques et protestantes**

Les églises catholiques et protestantes ne sont pas inactives dans toute l'Europe de l'Est. Elles contribuent par des projets, par des appuis financiers, à soutenir le développement d'infrastructures religieuses, mais pas uniquement au profit des minorités allemandes. Ce développement concerne aussi l'ensemble du monde religieux jusqu'au détroit de Bérिंग. Ainsi des liens particuliers se nouent entre les évêchés allemands et leurs homologues d'Europe de l'Est. Là aussi, un véritable réseau s'établit, qui permet d'assurer dans le domaine spirituel une emprise allemande.

### *L'Église catholique ou Rénovabis en Europe de l'Est*

C'est à l'initiative du Comité central des catholiques allemands que fut créée en 1993 l'Association Rénovabis, dont le siège est situé en Bavière à Freising et dont les buts sont les suivants : « L'Église en Allemagne, les croyants et les évêques souhaitent, grâce à l'action de Rénovabis,

apporter leur réponse personnelle aux hommes d'Europe centrale et de l'Est. Ainsi, comme nous nous sentons liés de manière particulière et depuis des décennies aux continents du Sud, d'Afrique, d'Amérique latine, nous voulons de la même manière montrer à nos voisins grâce à cette action, notre solidarité véritable dans la partie Est de l'Europe (...) » <sup>43</sup> .

Sous la direction de l'abbé Eugen Hillengass, Rénovabis a pour objectif de récolter le maximum de dons pour financer une multitude de projets comme des aides sociales, la construction ou la réparation d'églises; c'est le cas de l'église de Slavgorod en Russie, dont la reconstruction a été favorisée grâce à l'appui financier (170 000 DM) de cet institut <sup>44</sup> . Cette aide concerne aussi le soutien apporté à des prêtres et diacres en Europe de l'Est, à l'exception de pays comme la Pologne, la Lituanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Croatie. Environ 5 000 prêtres et diacres reçoivent mensuellement un appui financier. Pour l'année 1996, le soutien se monte à 7,5 millions de DM <sup>45</sup> .

### *Recettes et dépenses de Rénovabis de 1994 à 1998 en millions de DM*

	1994	1995	1996	1997	1998
<b>Recettes</b>	31,48	52,3	60,77	66,33	75,08
<b>Dépenses</b>	24,51	37,7	55,07	62,85	82,23

Source : Rapports annuels 1994 à 1998, Rénovabis

Cependant, en dehors des habituelles aides matérielles <sup>46</sup> apportées à l'ensemble de ces populations d'Europe de l'Est, il est surtout

intéressant de connaître les personnages-clés qui animent Rénovabis. Nous avons déjà observé qu’au sein des instituts européens, il existe de nombreux contacts qui permettent à l’Allemagne de faire avancer sa conception de l’Europe à son profit. Ce phénomène existe aussi au sein de Rénovabis. Lors du 50<sup>e</sup> anniversaire de l’expulsion des Allemands de leur *Heimat*, organisé par le BdV dans l’église Saint Paul à Francfort, l’évêque coadjuteur Gerhard Pieschl, chargé de la question des réfugiés au sein de la conférence épiscopale allemande était en bonne place. Or ce religieux est membre de la souscommission épiscopale de Rénovabis <sup>47</sup>, ce qui implique déjà les liens entre cet institut et le BdV. Mais la véritable filiation entre le BdV et cet organisme religieux se situe en quelque sorte à la tête avec le « patron » de la sous-commission épiscopale de Rénovabis, le cardinal Joachim Meisner <sup>48</sup>. Originaire de Silésie, il s’est toujours manifesté comme un zéléteur attentif de la cause des réfugiés allemands et de la présence religieuse germanique dans tous les territoires vidés de leurs populations en 1945 <sup>49</sup>. Parmi les personnes s’activant en faveur du BdV, Alfred-Maurice de Zayas s’est particulièrement investi dans le droit à la *Heimat* et a été récompensé par la plus haute distinction de la Fédération (*Plakette für Verdienste um den deutschen Osten und das Selbstbestimmungsrecht*), décernée aux méritants. Cette distinction a été attribuée au cardinal Meisner le 12 septembre 1998 des mains mêmes de sa présidente Erika Steinbach « pour le soutien à la cause des réfugiés allemands » <sup>50</sup>.

Une telle reconnaissance implique que les dirigeants du BdV doivent sûrement apprécier les mesures lancées par Rénovabis. La collusion entre cet organisme religieux et la Fédération des

réfugiés allemands est renforcée par la présence au sein du conseil d'administration de Rénovabis de Franz Olbert, secrétaire général de l'institut munichois INTEREG ou *Ackermann-Gemeinde*, promoteur de la coopération transfrontalière<sup>51</sup>. La direction de cet institut rassemble les principaux dirigeants du BdV, de l'UFCE et de l'ARFE. Ces accointances entre ces différents milieux existent au plus haut niveau puisque le chargé aux questions concernant les *Aussiedler* sous le gouvernement Kohl, Horst Waffenschmidt, soulignait l'engagement ô combien positif de Rénovabis, du côté des catholiques, et de l'église évangélique d'Allemagne (*die evangelische Kirche in Deutschland*, EKD) pour les protestants en faveur de tout l'Est européen<sup>52</sup>. L'église protestante s'active elle aussi largement.

### *L'action protestante à l'Est*

C'est le 27 février 1994 que l'église évangélique d'Allemagne (EKD) commence son action en faveur du soutien des églises protestantes à l'Est de l'Europe. Cela concerne, comme pour Rénovabis, l'aide aux minorités allemandes et à l'ensemble du clergé de l'ancien bloc soviétique. Cette politique s'identifie par la devise suivante, « Espoir pour l'Europe de l'Est » (*Hoffnung für Osteuropa*)<sup>53</sup>. Au sein de la direction de l'EKD, nous trouvons, en charge de la question des *Aussiedler*, Karl Heinz Neukamm qui officiait en même temps que Gerhard Pieschl en 1995 à Francfort sous l'égide du BdV. La chute des régimes communistes à l'Est offre des perspectives qui font dire au religieux protestant : « Depuis que les frontières se sont ouvertes, depuis que le Mur a disparu, depuis que les fossés sont comblés et les

fils de fer barbelés enlevés, des hommes attendent que l'on vienne, qu'on les entende, qu'on les voie et que nous participions et agissions » <sup>54</sup> . Ces propos sont vraiment suivis d'effets puisque les églises protestantes allemandes s'activent désormais à l'Est dans les mêmes secteurs que Rénovabis. Parmi ces soutiens religieux, nous pouvons distinguer essentiellement les églises suivantes : « l'église évangélique d'Allemagne » (EKD); « l'œuvre Gustav-Adolf » et la « Fédération Martin Luther ».

Cependant, même si toutes ces églises jouent un rôle non négligeable en Europe de l'Est, la maison mère reste l'EKD. A la différence du cas français où spirituel et temporel sont des domaines bien séparés, nous n'observons pas ce phénomène dans le cas allemand. Déjà en ce qui concerne Rénovabis, nous trouvons Franz Olbert, secrétaire général d'un institut transfrontalier au sein d'un institut religieux. Mais ce phénomène est largement dépassé avec l'EKD. En effet, cette église protestante travaille en outre directement avec le ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne et, comme le souligne avec franchise l'un des responsables de cette église : « Un tel lien offre de bonnes possibilités financières (...) » <sup>55</sup> .

La principale activité de l'EKD se situe en Russie, car c'est dans ce pays que la minorité allemande protestante est numériquement la plus importante par rapport à l'ensemble de la diaspora germanique en Europe de l'Est. En effet, les catholiques allemands représentent environ 25% de la diaspora germanique en Russie. Le bras armé de l'EKD se nomme ELKRAS (*Evangelisch-Lutherisch Kirche in Rußland und anderen Staaten*) <sup>56</sup> et son siège épiscopal se trouve à Saint Petersbourg à l'église Saint Pierre et Saint Paul.

C'est en 1993 qu'ELKRAS obtient cette église qui, sous le régime communiste avait d'abord été un entrepôt puis une piscine. C'est grâce à l'appui financier du BMI ou plus exactement du *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (KfW) que cette église a été remise en état à la fois pour les services religieux mais aussi comme « centre de rencontre »<sup>57</sup>. C'est une particularité fort importante à souligner. En effet, c'est à partir de ce point d'appui que le BMI pratique une politique de regermanisation des populations allemandes dans la partie Nord-Ouest de la Russie, c'est-à-dire de Mourmansk à Novgorod en créant d'autres « centres de rencontre », politique que nous étudierons dans le chapitre consacré à la promotion culturelle.

L'importance donnée à cette église, point d'appui de l'EKD et du BMI, est telle que toute une délégation d'hommes politiques et de religieux allemands emmenée par Horst Waffenschmidt étaient présents lors de son inauguration, en même temps que des responsables russes comme le ministre en charge des nationalités, le Professeur Mikhailov et le gouverneur de Saint Petersburg, Jakovlev<sup>58</sup>.

Même si l'EKD soutient financièrement ELKRAS, l'objectif est de parvenir peu à peu à une autonomie financière de cette dernière. Mais en raison des difficultés immenses qui assaillent la Russie et des besoins qui en découlent, cet objectif n'est pas encore à l'ordre du jour. En effet, le nombre de communautés religieuses à soutenir et à développer se monte à environ 600 sur un territoire qui part de Kaliningrad jusqu'à Vladivostok<sup>59</sup>, ville près de laquelle se trouve d'ailleurs le centre le plus éloigné d'ELKRAS (proche de la frontière chinoise), la « communauté Jean » à Chabarovsk.

Les besoins sont si grands que cela explique la coopération avec d'autres églises protestantes, en particulier la « Fédération Martin-Luther ». C'est d'ailleurs cette église qui finance la revue d'ELKRAS, *Der Bote* <sup>61</sup>. La mission de cette église est la même que celle de « l'œuvre Gustav-Adolf ». L'aspect financier de cette aide se présente comme suit :

*Recettes et dépenses de la « Fédération Martin Luther » de 1990 à 1997 pour l'Europe de l'Est (en DM)*

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
<b>Recettes</b>	605 560	600 080	729 773	725 678	582 643	593 857	591 747
<b>Dépenses</b>	501 633	631 460	547 278	674 781	605 474	510 069	590 978

Source : Comptes annuels du *Martin-Luther-Bund Zentralstelle*, de 1990 à 1997.

Nous pouvons observer, en ce qui concerne « l'œuvre Gustav Adolf », le même soutien apporté aux pays d'Europe de l'Est <sup>62</sup>.

Cependant, toutes les aides apportées aux minorités allemandes dans des secteurs aussi variés que l'économie ou le spirituel s'accompagnent d'un puissant appui dans le domaine culturel.

## **La promotion culturelle dans tous ses états**

Nous avons eu l'occasion de souligner que l'acculturation des minorités allemandes était particulièrement importante. Le phénomène en lui-

même n'est guère étonnant, puisque 45 ans se sont écoulés, au cours desquels les rescapés du nettoyage ethnique de 1945 ont été considérés comme des parias et n'ont bénéficié d'aucun soutien. Inexorablement, au fil du temps, les nouvelles générations se sont imprégnées des langues officielles (polonais, russe, roumain...) pour maîtriser de moins en moins bien la langue allemande ou plus souvent ses dialectes. Tout change à partir de 1990. Comme dans les domaines étudiés ci-dessus, l'Allemagne s'engage dans un soutien tous azimuts à la regermanisation de ces populations allemandes. Cette politique est engagée avec force, car comme le souligne Horst Waffenschmidt : « Un groupe ethnique n'aura de l'avenir que s'il connaît et utilise sa propre langue »<sup>63</sup>.

Mais cette politique linguistique s'accompagne aussi d'un soutien financier concernant la mise en valeur de la civilisation allemande dans toutes les zones d'Europe centrale et orientale où existait une population germanique jusqu'en 1945.

Avant de passer en revue les principaux points du renouveau culturel allemand en Europe de l'Est, nous devons citer les propos tenus en 1997 par Klaus Pöhle, chef de la section du BMI en charge de la protection des minorités germaniques, propos qui ont le mérite d'indiquer les objectifs essentiels de la politique allemande à l'Est. Rappelant la fondation du *Reich* en 1871, la catastrophe de 1945 et citant une phrase d'Arthur Schopenhauer qui affirmait qu'un peuple ne prend vraiment conscience de lui-même que par l'histoire<sup>64</sup>, Klaus Pöhle ajoute : « Depuis 1990, année de l'unité allemande et européenne, nous Allemands recherchons encore plus vivement notre identité nationale (...). Celui qui réfléchit au cas de



l'Allemagne de Flensburg à Rosenheim, d'Aix-la-Chapelle à Francfort-sur-l'Oder afin de définir la caractéristique propre de la République fédérale et de donner un contenu au concept d'identité nationale, prend conscience que l'histoire philosophique et culturelle allemande ne peut pas être réduite aux seules frontières extérieures de notre patrie réunifiée (...). Le Ruanda et encore plus la Bosnie nous ont montré que l'expulsion de millions de personnes suite à la perte de leur *Heimat*, pratique politique restée vivante au XX<sup>e</sup> siècle, nuit non seulement aux victimes mais aussi en fin de compte à ceux qui les expulsent (...). La Prusse orientale et occidentale, la Silésie et la Poméranie orientale sont, de la même manière que la Bohême et la Moravie, de la même manière que la Transylvanie ou le Banat, des lieux du souvenir pour les expulsés, les réfugiés ainsi que leurs descendants; des régions qui concernent chacun d'entre nous (...). Néanmoins, l'histoire de la Silésie, de la Prusse orientale et occidentale et de tous les autres espaces culturels germaniques en Europe de l'Est ne disparaît pas avec la biographie des expulsés et réfugiés. C'est pourquoi l'étude, la présentation de la culture et de l'histoire allemande à l'Est n'est pas exclusivement un geste à l'égard des réfugiés, mais une tâche dont la signification et la durée concernent tout l'État. La promotion par le *Bund* et les *Länder* sur la base du § 96 ne peut être négligée et, de ce fait, le processus toujours difficile de la recherche des caractéristiques propres de notre peuple ne peut être arrêté. Il convient par conséquent que nous nous souvenions de nos racines à l'Est et que nous incluions dans ce processus une prise de conscience dans le sens voulu par Schopenhauer »<sup>65</sup>.

Klaus Pöhle évoque le § 96

(*Bundesvertriebenen– und Flüchtlingsgesetz, BVFG*) dont le but est de promouvoir depuis 1982 le développement de la culture germanique dans tous les territoires orientaux où existait une population allemande jusqu'en 1945. Chose particulièrement étonnante, le projet est confié au ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne et non au ministère des Affaires étrangères. Pour un esprit français, le ministère de l'intérieur s'occupe des affaires qui s'étendent sur l'ensemble du territoire national, alors que celui des Affaires étrangères se consacre aux problèmes se situant au-delà des frontières du pays. Cette vérité de La Palice n'existe pas dans le cas allemand. En effet, la frontière politique n'a pas de sens pour l'Allemagne, compte tenu que cette dernière a une vision culturelle qui est celle de la *Kulturnation*. Partant du principe que tous les territoires qui connaissent ou ont connu un peuplement allemand sont un prolongement de la civilisation germanique au-delà des frontières politiques, l'ensemble constitue par conséquent une continuité, un bloc qui ne peut être traité par le ministère des Affaires étrangères puisque cela reste une affaire culturelle proprement allemande, d'où les initiatives du ministère de l'intérieur (BMI). Cependant, malgré cette caractéristique et dans certains domaines, les mesures du ministère des Affaires étrangères peuvent accompagner aussi celles du BMI. L'engagement financier de ce dernier à l'Est depuis 1982 se présente comme suit :

*Soutien financier du ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne en application du § 96 dans tout l'Est européen (en millions de DM)*

<b>1982</b> : 4,17 m. DM	<b>1990</b> : 24,424 m. DM
<b>1983</b> : 4,36 m. DM	<b>1991</b> : 39,245 m. DM
<b>1984</b> : 6,2 m. DM	<b>1992</b> : 52, 6 m. DM
<b>1985</b> : 6,5 m. DM	<b>1993</b> : 46,137 m. DM
<b>1986</b> : 8 m. DM	<b>1994</b> : 47,6 m. DM
<b>1987</b> : 11,5 m. DM	<b>1995</b> : 44,273 m. DM
<b>1988</b> : 17 m. DM	<b>1996</b> : 45,459 m. DM
<b>1989</b> : 22,594 m. DM	<b>1997</b> : 46,5 m. DM

Source : Fédération des réfugiés (BdV) <sup>66</sup> .

Cet engagement du ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne se traduit par la mise en forme d'un rapport sur la politique culturelle allemande <sup>67</sup> dans tout l'Est européen, accompagné de deux cartes qui soulignent les zones anciennement germaniques à promouvoir <sup>68</sup> .

Ce document se compose de deux parties. La première couvre une période de 1988 à 1993. Cependant, en raison des modifications radicales qui sont survenues à l'Est à la fin de la décennie 80, un renforcement du programme fut instauré en 1991 et 1992. La deuxième partie couvre la période 1994/1999. Les objectifs sont simples. Il s'agit de promouvoir dans tous les domaines (musées, bibliothèques, archives, littérature...) tous les lieux où résidaient (ou résident) les populations allemandes en Europe de l'Est. Comme le reconnaît le chancelier Kohl le 30 janvier 1991, « l'ouverture de nos pays voisins orientaux à l'Europe et leur aspiration à une culture totalement européenne créent une base nouvelle et pleine de promesses en ce qui concerne une demande essentielle. Là-bas, des Allemands ont édifié au

cours des siècles un patrimoine historique et culturel qui ne peut être perdu. Nous voulons l'étudier, l'entretenir et le maintenir en commun avec nos voisins. Par là, nous voulons apporter la richesse de notre culture à nos voisins européens à l'Est dans un dialogue créatif » <sup>69</sup> .

Au-delà de la protection de tout ce qui rappelle la civilisation allemande, il se rajoute un autre point essentiel, le soutien linguistique apporté aux minorités germaniques. En ce domaine, les initiatives sont partagées entre le BMI et l'AA et il n'est pas toujours possible de départager ces deux ministères dans les missions en faveur de la langue allemande. Le point de départ consiste en la construction de « centres de rencontre » qui réunissent toutes les conditions permettant l'apprentissage et le rayonnement de la langue allemande (moyens audio-visuels,...). Depuis 1996, les ministères de l'intérieur et des Affaires Etrangères mènent une politique en faveur du renouveau linguistique qui a pour nom *Breitenarbeit* . Cette politique, qui concerne uniquement les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI), consiste à regermaniser les Allemands de Russie; les centres de rencontre sont d'excellents points d'appui pour accomplir ces objectifs. Rien qu'au sein du BMI, 21 millions de DM ont été dépensés de 1996 à 1999 pour la promotion de la langue allemande <sup>70</sup> . Cela se traduit sur l'ensemble du territoire russe et kazakh par le lancement de 6 000 cours d'allemand pour 100 000 participants, le tout réparti sur 650 lieux <sup>71</sup> .

Le même type de soutien aux minorités allemandes existe aussi dans le reste de l'Europe Centrale. Cela se traduit par l'envoi de professeurs allemands qui encadrent les populations

germaniques. Le travail du ministère des Affaires Etrangères, dont les buts sont de favoriser le développement culturel ainsi que les échanges scolaires, se fait en étroite collaboration avec une série d'organismes qui sont les suivants : l'IFA (*Institut für Auslandsbeziehungen*, « Institut des relations internationales »), le *Goethe Institut* (GI), le DAAD (*Deutscher Akademischer Austauschdienst*, « Service d'échange académique allemand ») <sup>72</sup>, le ZfA (*Zentralstelle für das Auslandsschulwesen*, « bureau central pour la scolarité à l'étranger »), *Inter Nationes* (IN) et le VDA (*Verein für das Deutschtum im Ausland*, « Comité pour les Allemands de l'étranger »).

Pour l'ensemble de ces instituts, le soutien culturel et scolaire apporté aux minorités allemandes se présente comme suit :

*Soutien financier en Europe centrale et orientale par des instituts collaborant avec le Ministère des Affaires étrangères (en DM)*

	IFA	VDA	GI	DAAD	ZfA	IN	TOTAL
1995	3 672 150	2 508 076	1 631 000	1 544 226	443 000	131 500	9 929 952
1996	3 302 000	2 427 320	2 116 700	1 528 274	335 950	237 773	9 948 017

Source : Deutscher Ostdienst, n°49, 5 décembre 1997, p. 2.

Cet apport financier en faveur des minorités allemandes dans tout l'Est européen intéresse au plus haut point toutes les organisations qui défendent la cause minoritaire. Comme nous avons pu le constater, de nombreuses connexions existent entre les différents organismes politiques, économiques, religieux mais aussi culturels.

L'ensemble constitue un vaste corps aux fonctions multiples mais ciblé sur un but commun. Ceci est particulièrement significatif dans le cas du VDA. En effet, cet organisme est totalement inféodé au BdV et à l'UFCE. Il suffit de relever la liste des noms de l'équipe dirigeante pour s'en convaincre aisément. Le responsable de cet organisme est, depuis 1994, Harmut Koschyk, chef de la fraction CDU/CSU pour les réfugiés (lié au BdV). Mais c'est surtout au niveau du conseil d'administration que l'on relève les liens les plus forts.

En effet, le président du conseil d'administration n'est autre que Peter Iver Johannsen, lui-même secrétaire-général du *Bund deutscher Nordschleswiger* (BdN), membre titulaire de l'UFCE <sup>73</sup>. A cela, nous devons ajouter l'ancien président de l'UFCE, Karl Mitterdorfer, ainsi que le député de nationalité polonaise mais appartenant à la minorité allemande, Heinrich Kroll <sup>74</sup>. Ce dernier participe aussi aux différents congrès de l'UFCE <sup>75</sup>. Il est particulièrement intéressant d'indiquer le rôle décisif que ce député polonais d'origine allemande a joué dans l'élaboration de la nouvelle constitution polonaise. A l'origine, le préambule de cette constitution devait se formuler de la manière suivante : « Nous, la nation polonaise ». Cette formule reposait sur l'idée d'une culture, d'une civilisation polonaise qui de facto excluait tout ceux qui ne se reconnaissaient pas dans cette catégorie, sous-entendu la minorité allemande de Pologne. C'est ce député, bataillant dur, qui a obtenu la modification du préambule de la constitution polonaise en : « Nous, citoyens polonais » <sup>76</sup>. Cette mention a le mérite de pouvoir inclure toutes sortes d'ethnies sous une même étiquette tout en permettant à chaque particularisme de défendre ses prérogatives

culturelles, compte tenu que la loi constitutionnelle polonaise (art. 35) et surtout les documents européens permettent aux minorités de défendre leurs prérogatives dans tous les domaines. C'est, en quelque sorte, une vision ethno-citoyenne qui est valable aussi pour l'ensemble des États de l'Union européenne.

---

- 1 . Voir annexe 27.
- 2 . Hérodote, n° 68, op. cit, p. 27.
- 3 . *Volk auf dem Weg* , op. cit, p. 26.
- 4 . *Schlesische Nachrichten* , n° 4, 15 février 1998, p. 2.
- 5 . *Info-Dienst* , n° 95, janvier 1998, p.4.
- 6 . Il est curieux de constater que « l'intérieur allemand » s'active hors des frontières politiques de l'Allemagne.
- 7 . *Info-Dienst* , n° 22, mars 1991, p. 26.
- 8 . Voir annexe 28.
- 9 . *Info Dienst* , n° 44, juillet 1993, p. 11 et 12.
- 10 . *Info Dienst* , n° 58, septembre 1994, p. 24.
- 11 . *Info Dienst* , n° 74, décembre 1995, p. 24 à 26.
- 12 . *Frankfurter Allgemeine Zeitung* , 16 septembre 1995.
- 13 . *Frankfurter Allgemeine Zeitung* , 18 janvier 1992.
- 14 . *Redaktion, Mediendienst für Deutsche in der GUS*, Éd. wbpr Munich/Bonn, janvier/ février 1997, p. 8.
- 15 . *Redaktion, Mediendienst für Deutsche in der GUS* , juillet/août 1997, op. cit, p. 18.
- 16 . *Info Dienst* , n° 47, novembre 1993, p. 21 et 22.
- 17 . *Redaktion, Mediendienst für Deutsche in der GUS* , op. cit, mars/avril 1997 p 12
- 18 . *Ibid.*,
- 19 . *Ibid.* , p. 14.

- 20 . *Moskauer deutsche Zeitung* , avril 1998, p. 4.
- 21 . Les Allemands sont environ 6 000, in : *Redaktion, Mediendienst für Deutsche in der GUS* , novembre/décembre 1997, op. cit, p. 9.
- 22 . *Deutscher Nationaler Rayon Halbstadt nach fünf Jahren* (le Rayon national allemand d'Halbstadt après cinq ans) ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne, juin 1996, p. 6.
- 23 . *Info Diesnt* , n° 49, janvier 1994, p. 3.
- 24 . *Akzente, aus der Arbeit GTZ*, Eschborn, Éditions Gesellschaft für technische Zusammenarbeit, septembre 1994, p. 5 et 11.
- 25 . *Ibid.* , p. 5.
- 26 . *Ibid.*, p. 7.
- 27 . Le Rayon d'Halbstadt a reçu de la part de l'Allemagne : 10,5 millions de DM en 1993, 14,5 millions de DM en 1994, in : *Süddeutsche Zeitung* , 10 août 1994 et 20,4 millions de DM en 1995, 30,2 millions de DM en 1996, in : *Info-Dienst* n° 90, août 1997, p. 6.
- 28 . *Akzente, aus der Arbeit der GTZ* , op. cit, p. 11.
- 29 . *Ibid.*, p. 9.
- 30 . *Ibid.*, p. 11.
- 31 . *Moskauer deutsche Zeitung* , n° 1, juin 1998, p. 5.
- 32 . *Deutscher Nationaler Rayon, Asowo/Omsk in der russischen Föderation* (Rayon national allemand, Asowo/Omsk dans la Fédération russe), ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne, pas de date, prologue.
- 33 . *Ibid.* , p. 6.
- 34 . *Info Dienst*, n° 58, septembre 1994, p. 13.
- 35 . *Moskauer deutsche Zeitung* , n° 2, juillet 1998, p. 13.
- 36 . *Moskauer deutsche Zeitung* , n° 3, mars 1999, p. 11.
- 37 . *Ibid.* ,
- 38 . *Info Dienst* , n° 97, mai 1998, p. 19.



39 . *Info Dienst* , n° 79, juin 1996, p. 23.

40 . *Auslandskurier* , n° 25, juillet 1998, p. 9.

41 . *Info Dienst*, n° 97, 30 mai 1998, p. 21. La politique allemande en Europe centrale et orientale se poursuit de la même manière avec le gouvernement Schröder. Le 24 septembre 1999, le chancelier Schröder a prononcé un discours devant le Parlement roumain et a évoqué le rôle de la minorité allemande dans ce pays, en précisant que le soutien financier apporté à ces Allemands serait poursuivi. Les propos tenus par le chancelier ont le mérite aussi d'éclairer ses pensées au sujet du problème minoritaire en Europe : « Les Allemands de Roumanie ne sont pas seulement, depuis 800 ans, une importante contribution d'un point de vue économique et culturel pour votre pays. Ils occupent aussi une fonction de médiateurs entre la Roumanie et l'Allemagne. Des milliers d'Allemands de Roumanie ont émigré, après en Allemagne. J'ai toujours compris les motivations de ceux qui revenaient. Mais je regretterais profondément si l'émigration aboutissait à l'extinction d'une minorité qui se définit comme culturellement allemande, ici en Roumanie. Vous savez tous que le Sud-Est de l'Europe présente une multiplicité de peuples, de langues, de moeurs et de coutumes sans équivalent dans toute l'Europe. Les pays d'Europe de l'Ouest présentent aussi des groupes de population tout à fait variés qui veulent préserver leurs spécificités culturelles, une *Heimat* (...). L'Europe doit concevoir cette variété comme une richesse et favoriser au premier plan l'épanouissement complet de ces différents éléments (...) », in : *Deutscher Ostdienst* , n° 42, 22 octobre 1999, p. 4. Il est intéressant de noter le glissement sémantique. En effet, depuis l'adoption du nouveau code de la nationalité le 6 mai 1999, similaire au cas français, le chancelier Schröder n'utilise pas le terme de « groupe ethnique » (*Volksgruppe* ), mais celui de « groupe de population » (*Bevölkerungsgruppe* ).

42 . *Deutscher Ostdienst* , n° 18, 7 mai 1999, p. 1.  
Soulignons, une fois de plus, ce concept totalement étranger au cas français, d'un ministère de l'intérieur allemand qui s'active économiquement hors des frontières politiques de l'Allemagne. Ce phénomène est identique d'un point de vue culturel (voir chapitre *Kultur* ).

43 . *Rénovabis, Aktionsheft*, Freising, Éditions Rénovabis Kardinal-Döpfner-Haus, 1994, p. 3.,

44 . *Rénovabis, Info-Heft* , Freising, Editions Rénovabis Kardinal-Döpfner-Haus, 1996, pas de pagination.

45 . *Ibid.*

46 . Voir annexe 29.

47 . *Rapport annuel 1995* , Freising, Éditions Rénovabis Kardinal Döpfner-Haus, 1995 p. 26.

48 . *Rapport annuel 1998* , op. cit, p. 26.

49 . Il est vrai aussi que la part des catholiques parmi les populations allemandes expulsées après 1945 constitue un poids certain au sein du BdV. Voir annexe 30.

50 . *Deutscher Ostdienst*, n° 38, 18 septembre 1998, p. 2.

51 . *Rapport annuel 1998* , op. cit, p. 27.

52 . *Info Dienst* , n° 50, février 1994, p. 1.

53 . *Ibid.* , p. 1.

54 . *Redaktion, Mediendienst für Deutsche in der GUS* , juillet/août 1997, op. cit, p. 16.

55 . *Mitteilungen aus Ökumene und Auslandsarbeit* (Communiqués dutravail oecuménique et del'étranger), Hanovre, Éditions. EKD, 1997, p. 132.

56 . Église luthérienne évangélique en Russie et dans les autres États (c'est-à-dire : l'Ukraine, le Kazakhstan et les pays d'Asie centrale).

57 . *Info Dienst* , n° 92, octobre 1997, p. 20.

58 . *Redaktion, Mediendienst für Deutsche in der GUS* , novembre/décembre 1997, op. cit, p. 13 et 14.

59 . *Mitteilungen aus Ökumene und*

*Auslandsarbeit* , op. cit, p. 128.

60 . Redaktion, Mediendienst für Deutsche in der GUS , mars/avril 1997, op. cit, p. 18.

61 . Redaktion, Mediendienst für Deutsche in der GUS, mai/juin 1997, op. cit, p. 19.

62 . Voir annexe 31 pour « l'œuvre Gustave-Adolf » et le programme du *diakonisches Werk* de l'EKD.

63 . *Gemeinschaft* (Communauté), Moscou, Éditions Gotika, 15 octobre 1997, p. 1.

64 . *Info Dienst* , n° 94, décembre 1997, p. 4 à 6.

65 . *Ibid.* , p. 5 et 6.

66 . En ce qui concerne le budget détaillé du § 96 pour l'année 1998, voir annexe 32.

67 . *Bericht und Aktionsprogramm zur Förderung der deutschen Kultur des Ostens* (Rapport et programme d'action pour la promotion de la « culture » allemande à l'Est), Deutscher Bundestag, 12 Wahlperiode, Drucksache 12/7877, Ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne, 14 juin 1994.

68 . Voir annexe 33.

69 . *Deutscher Bundestag, 12. Wahlperiode, Drucksache 12/7877* , op. cit, p. 28.

70 . *Info Dienst* , n° 84, octobre 1996, p. 20.

71 . *Info Dienst* , n° 97, mai 1998, p. 6.

72 . Le DAAD, dont la fonction est de favoriser la coopération universitaire entre l'Allemagne et l'Europe de l'Est, a de 1990 à 1998, grâce à l'appui du gouvernement fédéral, dépensé 240 millions de DM. 64 000 étudiants et scientifiques ont bénéficié durant cette période de cette coopération qui se partage de la manière suivante : 16 000 étudiants et scientifiques côté allemand, 48 000 pour l'Europe centrale et orientale. L'Union européenne renforce les mesures du DAAD puisque le programme TEMPUS a dépensé, pour la même période, 1,4 milliard de DM. Cela ne fait que renforcer l'emprise allemande sur toute cette zone avec évidemment les répercussions économiques qui s'ensuivent, in : *Moskauer Deutsche*

*Zeitung*, n° 5, mai 1999, p. 1.

73 . *Information Timisoara*, 1996, Union fédéraliste des communautés ethniques européennes, op. cit, pas de pagination (chapitre consacré à la liste des participants. Soulignons que le VDA édite la revue *Globus*. Carole Schütze, chef de rédaction de cette revue, a participé au congrès de l'UFCE en 1996). Pour les participants au Congrès de l'UFCE en 1999, voir annexe 34.

74 . *Globus*, Sankt Augustin, Éditions VDA, janvier/février 1994, cahier 1, p. 34.

75 . *Auslandskurier*, septembre 1997, op. cit, p. 8.

76 . *Ibid.* p. 7.

## CONCLUSION

Au cours de cette étude, nous avons pu souligner des permanences. Les Allemands, peuple migrateur, ont toujours tourné leurs regards vers l'Est. La faiblesse politique des États d'Europe centrale a toujours été un facteur d'attraction pour la masse germanique. Même la Russie, État plus solide, a connu ce phénomène. Pour l'Allemagne, l'Europe de l'Est offre un exutoire « où les questions vitales de l'économie et de la politique allemandes doivent se régler » comme le rappelait déjà G. Stresemann dans son mémoire du 13 janvier 1925. Ce phénomène revient au tout premier plan depuis la fin de la guerre froide et la réunification de l'Allemagne. Le peuplement germanique en Europe centrale et orientale s'est réalisé de diverses manières au Moyen-Âge et aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Nous assistons à des initiatives individuelles ou émanant de l'autorité politique. Dans les deux cas, le phénomène présente comme caractéristique commune d'aboutir à la naissance de communautés germaniques qui ne se fondent pas dans le pays d'accueil. Ce phénomène perdure tant que les caractéristiques propres de la communauté (liberté d'utiliser sa langue dans tous les domaines, autonomie politique, administrative, judiciaire...) sont reconnues par les autorités du pays. Ainsi, des populations allemandes arrivées au XII<sup>e</sup> ou XIII<sup>e</sup>

siècle, par exemple en Transylvanie, continuent à manifester leur vitalité jusqu'à la seconde guerre mondiale.

1945 est véritablement le Requiem de la présence germanique en Europe centrale et orientale. Tout un monde disparaît. Les rescapés allemands du plus grand nettoyage ethnique de l'histoire européenne, restés présents au sein des pays communistes, endurent mille souffrances. Cette situation, qui était sans issue pour ces derniers, prend fin avec la chute de l'URSS et de son idéologie. Pour l'Allemagne réunifiée, première puissance économique du continent, l'aube du renouveau à l'Est prend des couleurs en noir, rouge, or. La voie est libre. Elle l'est d'autant plus que, dans le cadre de l'Union européenne, l'Allemagne a su imposer sa philosophie politique, c'est-à-dire le fédéralisme, ainsi que sa vision ethno-culturelle incarnée dans la Charte des langues régionales ou minoritaires et la Convention-cadre pour la protection des minorités. Ces mesures condamnent à mort l'État-nation. A sa place émergent des régions politiquement autonomes (ou des « sous-régions ») dont les frontières doivent correspondre à la présence d'une communauté ethnique. Si cette dernière est séparée par la frontière d'un État devenue administrative, des rectifications territoriales sont possibles afin de permettre la réunion du groupe dans son entier. Dans le domaine économique et de l'aménagement du territoire, des réunions de régions dans le cadre interrégional et transnational sont là aussi réalisables. Cependant, ce remodelage complet de l'Europe prendra du temps. Mais si rien ne vient interrompre le processus, inexorablement, nous aboutirons à une carte de l'Europe fédérale des régions similaire à celle souhaitée par la *Waffen-SS*, elle-même n'étant que la énième tentative de

l'Allemagne dans cette voie déjà exprimée aux temps des Otton ou des Hohenstaufen, ou encore au XIX<sup>e</sup> et dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Pour imposer ses vues, l'Allemagne est passée par la voie politico-juridique et non par la voie militaire. Les buts séculaires sont restés les mêmes, seules ont changé les méthodes. Ce processus est d'autant plus réalisable que l'Allemagne a su rallier à sa cause des groupes ethniques qui amplifient le phénomène en Europe. Cette politique est contredite par un événement qui semble modifier radicalement la vision ethnique allemande : la réforme du code de nationalité votée le 6 mai 1999 par le *Bundestag* et adoptée par 365 voix contre 184. Les députés allemands abrogent la loi de 1913 attribuant la nationalité selon le « droit du sang ». La nouvelle loi est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000 <sup>1</sup>. Désormais, les enfants nés de parents étrangers en Allemagne pourront, s'ils le souhaitent, obtenir la citoyenneté allemande, processus qui correspond au cas français. Cependant, cette modification apparemment profonde est l'arbre qui cache la forêt. En effet, il faut savoir ce que l'on met dans le mot « citoyen ». En théorie, il signifie une égalité de tous les habitants du pays devant la loi, ces habitants bénéficiant des mêmes droits, ayant les mêmes devoirs et l'ensemble étant considéré comme un bloc. Or ce statut est annihilé par la Charte des langues régionales ou minoritaires et la Convention-cadre pour la protection des minorités. Nous pouvons prendre le cas français en sachant qu'il est valable dans tous les pays de l'Union européenne. Les Bretons, les Basques, les Catalans, les Alsaciens, les Corses... de nationalité française sont en mesure, en raison de l'introduction de ces textes, de revendiquer leurs particularismes et

d'exiger une série d'initiatives qui protègent et développent leurs caractéristiques intrinsèques. Sous le couvert de la nationalité française pour tous, nous aurons en réalité une myriade de spécificités culturelles, administratives, juridiques, éducatives etc..., c'est-à-dire une vision ethno-citoyenne. Dans ce cas là, être citoyen français n'a plus de sens. Ce phénomène ira grandissant, car l'égoïsme étant le propre de l'Homme, chaque groupe ethnique verra ses propres intérêts (en particulier politiques et économiques) qui ne seront pas toujours ceux du groupe voisin. Des signes avant-coureurs de tels conflits se dessinent déjà en Espagne dans le cadre du plan hydraulique national. Ainsi, la Catalogne riche des eaux de l'Ebre refuse de s'en défaire au profit de l'Andalousie. De telles jalousies motivées par les disparités en matière de tourisme, d'économie ou de ressources naturelles et excitées par les rivalités ethno-linguistiques affecteront tout particulièrement la France. Gardons à l'esprit que notre pays ne connaît pas d'unité culturelle à la différence du cas allemand homogène. Cependant, fidèles à l'expérience de l'histoire, nous pouvons relever que l'existence de la France n'est pas due au hasard, mais à une construction politique. Cette construction prend encore plus de valeur si l'on se souvient qu'elle remonte à la conclusion d'un Pacte sacré et inviolable. C'est ce Pacte qui, finalement, sauvera la France.

Dans la situation actuelle, l'immigration non-européenne en Allemagne, comme partout en Europe, est la première entorse à l'unité ethnique germanique. Mais rien n'interdit d'appliquer des protections et une reconnaissance religieuse et culturelle à ces nouveaux migrants en raison du respect que l'on doit à tous les particularismes dans le cadre des droits de l'Homme. Le principe peut



tout simplement être élargi d'autant plus que le droit européen prime sur le droit national. Nous restons donc toujours dans le cadre d'une légitimation et d'une reconnaissance ethno-culturelle. Qui plus est, ces populations non-européennes qui vivent en groupes compacts pourront aussi, en raison de leurs différences, prétendre à l'autonomie territoriale en Europe. Les Chartes de l'autonomie locale et régionale rendent possible l'émergence de « Kossovos bis ».

Ce phénomène s'accélère et se double en plus de la disparition des frontières politiques voulue par l'Allemagne. Ceci permet aux réfugiés de la *Heimat* de pouvoir prétendre retourner dans leurs anciens territoires. L'Union européenne, ouvrant ses portes aux anciens pays du bloc soviétique, demande en échange que ces derniers adoptent les fondements philosophiques, politiques et économiques du système, en particulier tous les textes en faveur de la protection des minorités. Et c'est là que l'Allemagne, d'une certaine manière, les attend au tournant. En effet, ces pays, en premier lieu la Pologne et la République tchèque, ont expulsé des millions d'Allemands à la fin de la seconde guerre mondiale. Compte tenu que la législation européenne interdit ce genre de méthodes – en particulier le Protocole n° 4 dont nous avons vu l'origine germanique – ces pays doivent procéder à de profondes modifications dans leurs législations afin de les adapter aux normes occidentales qui, pour beaucoup d'entre elles, viennent plutôt d'outre-Rhin. Le phénomène est désormais amorcé puisque le 15 avril 1999, le Parlement européen a invité le gouvernement tchèque à supprimer les fameux décrets Beneš qui furent à l'origine de l'expulsion de trois millions d'Allemands. Comme le soulignent avec joie les responsables du BdV, « c'est une lueur d'espoir,

pas seulement pour les Sudètes victimes de ces décrets, mais aussi pour l'ensemble des réfugiés de *la Heimat* »<sup>2</sup>.

Les textes en faveur de la protection des groupes ethniques, la suppression tôt ou tard des décrets qui portent atteinte aux droits de l'Homme, se doublent aussi de la renaissance du régionalisme grâce à sa Charte. Le principe en lui-même est bon, car il est utile d'accorder un cadre qui permet de ne pas tout centraliser en un même lieu. Cependant, ceci n'est valable qu'à la condition de maintenir les régions sous l'autorité nationale et non sous la coupe d'instances supranationales où fourmillent en particulier les lobbies anglo-saxons. Sans compter, par exemple, les articles 8, 9, 10 et 16 qui accélèrent le démembrement de la France, cette Charte se caractérise par un élément qui met à mal l'État-nation : la responsabilité politique du pouvoir exécutif, non vis-à-vis de l'autorité centrale, mais devant les instances régionales. Comme le spécifie la Charte de l'autonomie régionale du rapporteur Peter Rabe, dans son article 12 alinéas 1, 2 et 5 : « Les régions sont dotées d'une assemblée représentative et d'un organe exécutif (...), l'organe exécutif doit être responsable devant l'assemblée (élue au suffrage direct et universel) (...). Les membres composant l'assemblée représentative ou l'organe exécutif ne peuvent faire l'objet de mesures du pouvoir central portant atteinte au libre exercice des fonctions qui leur sont confiées, sauf dans le cadre d'une procédure judiciaire ».

Ainsi nous assistons à la naissance d'un particularisme politique, en d'autres termes, la féodalité, traitant directement avec les autorités supranationales de Bruxelles et court-circuitant l'autorité nationale. C'est tout simplement la mise

en place d'un régionalisme dévoyé destructeur de la France, nation politique par excellence. Ce phénomène prendra encore plus d'ampleur puisqu'il s'associera aux principes ethno-culturels donnant au féodalisme de chaque région des caractéristiques encore plus soutenues <sup>3</sup> . L'ensemble se traduira par l'influence marquée des *Länder* qui, économiquement plus puissants que les autres régions du continent, formeront le moteur de cette Europe fédérale des régions dont Berlin sera la nouvelle Rome.

Cependant, toute organisation humaine présente des points faibles et le Léviathan germanique a aussi ses talons d'Achille. Nous pouvons essentiellement en distinguer quatre : la démographie allemande, l'Islam, le partenariat transatlantique et la Russie.

Nous avons pu observer que les excédents démographiques allemands ont fait le bonheur de l'expansion du germanisme au cours des siècles passés. Dans le même temps, son tarissement signifiait l'arrêt de la marche vers l'Est, voire même son reflux. Or, depuis les années 1970, la démographie allemande est en chute libre avec les inévitables répercussions négatives sur son économie. Les générations ne sont plus renouvelées. En matière de prévisions démographiques, la prudence est de mise. En effet, en raisons d'impondérables qui ne sont pas tous calculables, nous pouvons observer un renversement de tendance. Cependant, selon les données actuelles, si nous projetons le développement démographique allemand dans l'avenir, il est possible d'affirmer que le retour à la *Heimat* signifiera plutôt le retour direct dans le cimetière de la *Heimat*. Les générations n'étant plus remplacées, il est impossible pour tous les

tenants du retour dans les anciens territoires perdus en 1945 de les repeupler, faute d'Allemands. Par conséquent, nous observerons essentiellement dans ce retour à l'Est un peuplement de cadres germaniques qui formera l'ossature de ces pays d'Europe centrale et orientale. En revanche, si la démographie allemande reprend des couleurs, nous assisterons à un peuplement de cadres, mais aussi à un peuplement de masse. Dans la situation actuelle, rien ne permet d'envisager cette deuxième voie.

Ce phénomène d'hiver démographique qui touche aussi toute l'Europe, attire par ricochet les ensembles dont la vitalité démographique cherche de nouveaux espaces à conquérir. Les populations musulmanes qui bordent l'Europe et qui se sont aussi installées par millions dans les États européens parce que ces derniers les ont fait venir, constituent un risque de déstabilisation. Des oppositions trop nettes entre ces civilisations des deux côtés de la Méditerranée n'autorisent pas des rapports apaisés. Qui plus est, la Convention de Schengen supprime les contrôles aux frontières communes des États signataires au sein de l'UE. Désormais, le bateau européen se retrouve comme une soute privée de cloisons étanches. Au moindre trou dans la coque, il coule. Ceci signifie que le moindre passage de migrant à n'importe quelle frontière de l'Europe lui permet d'être présent partout sur le continent. Compte tenu de l'instabilité de nombreux régimes politiques musulmans, l'Allemagne, à la tête de l'Europe, sera confrontée à des dangers menaçant ses positions. L'ouvrage de Jean Raspail, « Le camp des Saints », n'est pas une simple fiction.

Dans le chapitre consacré à la politique du chancelier Stresemann, nous avons eu l'occasion de définir les relations germano-anglo-saxonnes. Ces dernières, s'appuyant sur des principes

philosophiques et politiques proches, ne peuvent cependant perdurer que si ces deux mondes arrivent à s'entendre dans la répartition des rôles et des missions à l'échelle européenne et mondiale. Deux guerres mondiales furent la conséquence de ce non-respect. Actuellement, dans les tentatives d'unification européenne, notre voisin d'outre-Rhin réussit à imposer sa vision ethnciste doublée de la délégation de prérogatives politiques aux régions. L'Europe des régions est l'idéal à atteindre pour l'ensemble de la classe politique allemande <sup>4</sup> . Cette parcellisation régionale n'échappe pas au monde politique américain. Lors de la remise du Prix Charlemagne, prix euro-fédéraliste par excellence, à Aix-la-Chapelle en 2000, le président Clinton s'est plu à souligner l'évolution de l'Europe dans les termes suivants : « (...) L'unité de l'Europe est en train d'engendrer quelque chose de véritablement neuf sous le soleil : des institutions communes plus vastes que l'État-nation, parallèlement à la délégation de l'autorité démocratique aux échelons inférieurs. L'Ecosse et le Pays de Galles ont leurs propres parlements. L'Irlande du Nord, dont ma famille tire son origine, a retrouvé son nouveau gouvernement. L'Europe est pleine de vie et résonne à nouveau des noms d'anciennes régions dont on reparle – la Catalogne, le Piémont, la Lombardie, la Silésie, la Transylvanie etc. – non pas au nom d'un quelconque séparatisme, mais dans un élan de saine fierté et de respect de la tradition. La souveraineté nationale est enrichie des voix régionales pleines de vie qui font de l'Europe un lieu garantissant mieux l'existence de la diversité (...) » <sup>5</sup> .

Une telle déclaration en faveur de la régionalisation en Europe favorisant le libre-

échange indique que les politiques américains doivent y trouver un intérêt servant la cause des États-Unis. Cependant, cette construction européenne agencée à la politique américaine nécessite un nouveau réglage au sein du partenariat transatlantique. Les divorces font partie de la vie humaine. Toute la question est de savoir si les élites anglo-saxonnes sauront rallier les élites européennes et en particulier les élites politiques et économiques allemandes à leurs côtés en faveur d'une gouvernance mondiale <sup>6</sup>.

Enfin, la Russie, qui a toujours été l'élément réfractaire pour passer dans le chas de l'aiguille des volontés allemandes, représente une menace réelle aux portes de l'Union européenne. Ses problèmes en tous genres – politiques, économiques, sociaux... – sur un territoire si vaste et une population à la fois importante mais aussi rebelle aux préceptes occidentaux font figure de bête noire pour la politique allemande. Cette Russie, mystérieuse et imprévisible, dont l'histoire est ponctuée de soubresauts si violents quand elle gît dans le malheur peut faire trembler l'Europe et mettre à bas l'édifice si patiemment construit par l'Allemagne. Pour les croyants, il reste aussi la Providence.

---

1 . *Valeurs actuelles*, n° 3260, 22 au 28 mai 1999, p. 47

2 . *Deutscher Ostdienst* , n° 16, 23 avril 1999, p. 1.

3 . Le Traité de Nice en décembre 2000 a déjà lancé le processus, en particulier dans le domaine ethno-linguistique. La Charte des Droits Fondamentaux, à partir de laquelle s'élabore la future constitution européenne, stipule sans ambiguïté ceci : « Est interdite, toute discrimination fondée

notamment sur le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou tout autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle (...) » (art. 21) et « l'Union respecte la diversité culturelle, religieuse et linguistique » (art. 22). Les populations extra-européennes dans l'Union pourront imposer leurs différences religieuses, culturelles, ethniques à l'école, dans les services administratifs, etc. Sachant que le droit européen prime sur le droit national, ces populations pourront obtenir gain de cause.

4 . Voir annexe 36.

5 . [www.karlspreis.de/portrait/2000\\_5.html](http://www.karlspreis.de/portrait/2000_5.html)

6 . Le chancelier Schröder et le président Bush ont conclu à la Maison-Blanche le 27 février 2004 une « Alliance germano-américaine pour le XXI<sup>e</sup> siècle ». Ce texte prône l'achèvement de l'unité européenne, l'élargissement réussi de l'UE et de l'OTAN, le renforcement du partenariat transatlantique et l'intégration de l'Afrique du Nord, du Proche et du Moyen-Orient désignée sous le label de « Grand Moyen-Orient » dans un partenariat euroatlantique resserré. En guise de conclusion, ce texte souligne que : « L'Alliance germano-américaine se révélera tout aussi importante au XXI<sup>e</sup> siècle pour la promotion de la paix, de la sécurité et du bien-être, comme cela avait été déjà le cas dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle ». Cependant, l'émergence de cet axe germano-américain reste conditionné aux difficultés du terrain qui sont multiples : profonde opposition des masses musulmanes aux principes politiques et philosophiques occidentaux; inimitié violente israélo-arabe; excédents des décès sur les naissances en Europe conduisant inmanquablement à des répercussions désastreuses sur les capacités économiques, militaires et politiques de l'Union européenne et donc sur l'axe Berlin/Washington;

européanisation progressive des élites politiques, en particulier celles d'Europe centrale pouvant conduire ces dernières à se détourner du lien privilégié avec les États-Unis au profit d'une vision plus continentale (voire un bloc eurasiatique échappant à l'emprise américaine) dont l'Allemagne et la Russie seraient les grands bénéficiaires mais aussi les rivaux; enfin une Russie aux problèmes multiples et au profil politique si particulier aux portes de l'UE qui constitue un réel problème pour l'Europe.

Dans l'avenir, il n'est pas interdit d'imaginer que si l'Allemagne réussit à imposer son emprise sur l'Europe, elle cherchera par la suite à divorcer du conjoint américain en faveur d'une émancipation complète. La patrie de Faust a toujours été (à l'exception notable de Bismarck) la politique du toujours plus... mais aussi des effondrements les plus retentissants.

Pour consulter le texte officiel de l'Alliance germano-américaine pour le XXI<sup>e</sup> siècle, voir les sites des gouvernements américain et allemand :

[www.whitehouse.gov/news/releases/2004/02/print.10.html](http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/02/print.10.html)

[www.bundesregierung.de/dokumente/,-613898/Ar](http://www.bundesregierung.de/dokumente/,-613898/Ar)

Les premiers jalons en faveur d'une gouvernance mondiale commencent à être posés. En effet, le 29 janvier 2004, le parlement européen a adopté le rapport Laschet par 367 voix pour, 62 voix contre et 14 abstentions qui autorise l'État européen (si la constitution est adoptée) à disposer d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU au détriment de la France et de la Grande-Bretagne. Voir [www.europarl.eu.int](http://www.europarl.eu.int) , « Rapport sur les relations entre l'Union européenne et l'Organisation des Nations Unies [2003/2049 (INI) »], rapporteur Armin Laschet, 16 décembre 2003.



## POSTFACE

# LA DÉSINTÉGRATION EUROPÉENNE

*Bien des lecteurs seront surpris, sinon choqués, par les révélations que fait le livre de Pierre Hillard. On aura la tentation de rejeter les informations qu'il contient. Il n'est, en effet, pas possible, à première vue, qu'une Allemagne démocratique, qui est, depuis des décennies, notre principal partenaire en Europe, alimente la logique dissolvante des régionalismes et souhaite l'éclatement des États-nations. Comment croire qu'elle nous fait ainsi de mauvais coups dans le dos ? Pourquoi en parler seulement maintenant, si cela fait des années que cela existe ? N'est-ce pas chercher une explication facile aux erreurs de l'État jacobin, au moment où le gouvernement français ne sait pas comment traiter le terrorisme en Corse ? N'est-ce pas tomber dans un antigermanisme primaire, remède irresponsable aux frustrations d'une France qui a vu son rôle diminuer dans une Europe libérée de l'occupation ou de la menace russe ?*

*J'ai assisté en novembre 1999 à un colloque franco-allemand organisé par la Fondation Friedrich Ebert (fondation du parti social-démocrate allemand), à l'occasion duquel Madame Yvonne Bollman avait été invitée à exposer ses thèses sur la « tentation allemande », qui vont dans*

le même sens que les travaux de Pierre Hillard : un certain nombre de représentants des élites allemandes chercheraient à assurer la prépondérance de leur pays en Europe en faisant éclater les constructions politiques du continent car ils savent bien que les régions germanophones disposeront alors d'une majorité démographique, renforcée par leurs regroupements au centre de l'Europe. La salle commença par siffler, trépigner, hurler; on insulta l'oratrice, qui ne se laissa pas impressionner; heureusement, quelques-uns des Allemands présents firent preuve de courage et surent exiger du reste du public ouverture d'esprit, écoute et tolérance. On eut finalement une discussion de bonne tenue, dont il faut espérer qu'elle ne restera pas unique en son genre.

On peut craindre, en effet, qu'il soit plus difficile d'organiser en France un débat sur le même sujet. Certains partisans de l'Europe fédérale ont sincèrement intériorisé la logique de « l'Europe des régions » et ils seront indignés qu'on leur explique qu'entre autres choses, ils servent ainsi une volonté de puissance allemande, aussi réduite soit-elle par rapport à celle des années 1862-1945. D'autres en sauront plus sur les tenants et les aboutissants d'une initiative comme la Charte des langues régionales, mais ils préféreront se taire au nom de l'idéal européen; nouvelle version du fameux « Il ne faut pas désespérer Billancourt ! » de Jean-Paul Sartre.

On voudrait bien faire le silence sur des publications qui dérangent, mais les travaux se multiplient : Pierre Hillard prend la suite d'une nouvelle vague de chercheurs spécialistes de la politique européenne de l'Allemagne comme Hans-Rüdiger Minow, John Laughland, Michel Collon, Pierre Béhar, Yvonne Bollmann, Lionel Bouissou. Il est surtout l'élève de Paul-Marie Coûteaux,

*analyste vigoureux de l'Allemagne contemporaine, qui n'a pas peur de se réclamer de Jacques Bainville, lorsque cet auteur – l'un des plus grands connaisseurs de l'Allemagne que la France ait jamais eu – est utile à la compréhension de la politique allemande depuis la réunification de 1990.*

*Je pense que l'école « néobainvillienne » a un grand mérite : elle ose formuler des inquiétudes face à la politique allemande, qui sont présentes dans l'ensemble de la classe politique française, ou quasiment, mais restent le plus souvent inavouées ou camouflées derrière le lyrisme usé de Veuropéisme. J'ai souvent eu l'occasion de débattre avec des représentants de cette école. Nous avons cependant un point majeur de désaccord : je ne crois pas que la majorité du peuple allemand soit consciente et encore moins qu'elle approuve les rêves usés et racornis de certains représentants de ses élites. Au contraire, je pense qu'il faut donner toute la publicité possible aux projets du type de ceux décrits par Pierre Hillard : il faut qu'ils se brisent sur la réalité de l'opinion allemande. Je rejoins donc les « bainvilliens » sur la nécessité de leur effort d'information, au-delà de notre désaccord de fond.*

*Il est peu de peuples qui apprécient plus la franchise et qui respecte plus la fermeté, dans les relations internationales, que l'Allemagne. Il en est peu aussi qui sachent mieux enfermer les autres diplomates dans leur duplicité et exploiter leurs hésitations. En refusant de dire haut et fort ce qu'elle pense des initiatives des dirigeants allemands et de leur signifier des limites à ne pas dépasser du point de vue de l'intérêt français, la diplomatie de notre pays a, depuis dix ans, rendu de très mauvais services à l'Allemagne, à l'Europe et à elle-même. Le 25 mars 1959, lors d'une*

conférence de presse, de Gaulle, trente ans à l'avance, avait fixé les principes de la politique allemande de la France : il approuvait la perspective de la réunification allemande, phénomène inéluctable, selon lui, parce que la RDA n'était qu'un régime d'occupation russe d'un morceau de territoire allemand; mais il y mettait deux conditions : que l'Allemagne accepte le fait que ses frontières ont été définitivement fixées en 1945; qu'elle contribue, avec la France, à l'édification d'un système européen de sécurité collective incluant la Russie. De Gaulle répéta ces conditions lors d'une nouvelle conférence de presse en 1966. Imaginons qu'il ait été le président français confronté à la chute du Mur de Berlin : il se serait immédiatement rendu sur place; prononçant un discours à la porte de Brandebourg, il aurait dit la joie de la France devant la liberté retrouvée du peuple allemand; mais il aurait aussi fait savoir que notre pays ne tolérerait aucune hésitation sur la question de la ligne Oder-Neisse et, surtout, entendait contribuer immédiatement à l'édification d'une paix européenne qui dure aussi longtemps que les traités de Westphalie.

Que fit François Mitterrand ? Il resta plusieurs semaines à Paris et laissa Helmut Kohi travailler dans le secret de sa chancellerie à un plan de réunification allemande sur lequel il ne consulta aucun de ses partenaires européens. Surpris par l'attitude de Kohi, Mitterrand se rendit, début décembre 1989, à Kiev et demanda à Gorbatchev s'il était en mesure de sauver le régime de RDA; Gorbatchev lui répondit en termes très gaulliens : la liberté retrouvée du peuple allemand était une bonne chose; mais il fallait la canaliser : le président français était-il prêt à soutenir Moscou pour refuser que l'Allemagne réunifiée fit partie de l'OTAN ? Mitterrand refusa de s'engager sur ce

point, le seul domaine où la France aurait dû faire porter son effort, conjugué à celui de la Russie. Il se rendit, peu avant Noël, à Berlin-Est, pour rencontrer des représentants d'un régime qui avait tyrannisé une partie de l'Allemagne durant quarante ans, détruisant le respect que les Allemands de l'Ouest pouvaient éprouver pour la France et ses éventuelles exigences. Début 1990, il fut clair que Mitterrand avait perdu sur tous les tableaux : le régime de RDA s'écroulait, Helmut Kohi était en mesure d'agir à sa guise, sans se préoccuper d'un autre avis que celui de Washington. Par exemple, il fit attendre six mois ses partenaires européens, avant de reconnaître, sous la pression des États-Unis, le caractère définitif de la ligne Oder-Neisse.

Effrayé par la nouvelle volonté de puissance de certains dirigeants allemands, François Mitterrand pensa qu'il avait encore un atout en main : il fallait relancer la construction européenne. Ayant obtenu tout ce qu'il jugeait bon pour l'Allemagne et étant même allé, grâce à la pusillanimité française, bien au-delà de ce qu'il aurait pu raisonnablement espérer au départ, Helmut Kohi, en paysans madré, tendit jovialement la main à son partenaire français, dit que l'on effaçait tout souvenir des disputes et qu'il était prêt à reprendre le cours de la construction européenne. Le président français faisait, en fait, un cadeau inespéré à la nouvelle Allemagne. Si, en effet, la France avait tiré la leçon de l'attitude allemande et marqué de la froideur au gouverneur de Bonn, les hommes politiques allemands, malgré tout ce qu'ils avaient obtenu, auraient été bien embarrassés. Ils auraient dû apprendre à pratiquer l'équilibre européen, retrouver, mutatis mutandis, la sagesse de Bismarck après 1871. Il aurait fallu ménager la France et la Russie, la Pologne et

*l'Italie. Tous ces pays, échaudés par le cavalier seul allemand, auraient beaucoup exigé de l'Allemagne. La relance de la construction européenne avait en revanche l'immense avantage, de ne représenter qu'une concession apparente aux partenaires, tandis que eux limitaient considérablement leur propre marge de manœuvre : à l'intérieur de la construction renforcée d'une Europe fédérale. La prépondérance allemande était entérinée et même renforcée dans la mesure où les pays d'Europe de l'Ouest préféraient renoncer à leur souveraineté que de provoquer des frictions avec l'Allemagne.*

*Il n'est pas besoin de revenir ici sur les conséquences de l'union monétaire : l'Allemagne put faire partager à ses partenaires européens le poids financier d'une réunification mal conçue et dont elle aurait dû, sans la mise en place de l'euro, assumer seule les conséquences. Le renforcement constant d'une fédération européenne au sein de laquelle l'Allemagne est le pays le plus puissant, sert aussi d'autres intérêts allemands; en particulier, elle permet à de vieux fantasmes jamais totalement extirpés de remonter à la surface.*

*C'est un peu un cliché de souligner combien les Allemands tiennent à une conception de la nationalité fondée sur le droit du sang. Il ne s'agit plus d'un cliché, si l'on en perçoit les implications jusqu'au bout : la vision politique de l'Allemagne reste, aujourd'hui, fortement imprégnée d'une conception ethnique des groupes humains. Là où la France voit d'abord des citoyens et ensuite, éventuellement, des Auvergnats, des Bretons ou des Normands, les Allemands voient d'abord des groupes ethniques et ensuite des citoyens. Il arrive encore, que des Allemands vous parlent, sans rire,*

de la permanence des souches (Stämme) du IX<sup>e</sup> siècle (Bavarois, Saxons, Alemans, etc...) dans l'Allemagne d'aujourd'hui. Pour compléter le tableau, il faut dire que les Allemands ont, depuis Herder, conservé l'idée qu'une souche ethnique se distingue par sa langue. Cela permet à leurs dirigeants, depuis cette date, de jouer sur deux tableaux : d'une part voir un peuple potentiel partout où il y a une langue régionale encore forte; d'autre part faire valoir des intérêts concernant tous les germanophones, jusqu'à ceux de la Volga. Il y a une langue allemande supérieure à tous les dialectes régionaux, forgée au cours des siècles dans le creuset des dynasties allemandes enchevêtrées.

Dans une des études les mieux documentées sur le sujet réalisée à ce jour, Pierre Hillard nous montre que cette logique est toujours à l'œuvre en l'an 2000, cela malgré toutes les assurances que les Allemands ont définitivement surmonté le passé. Personne ne contestera que les Allemands, surtout en RFA, ont fait, après 1945, un effort sans équivalent pour passer au crible l'héritage du nazisme. Mais ils l'ont fait, le plus souvent, suivant une grille de lecture erronée. Ils ont expliqué que l'Allemagne avait mis l'Europe à feu et à sang par excès de nationalisme, un peu comme les Français, partant à la conquête du reste de l'Europe, après 1792. Or s'il s'était juste agi d'un débordement national, on ne pourrait expliquer ni l'échec de la première unité allemande ni le nazisme. Le nazisme est le produit de la vision des peuples comme souches ethniques poussée à un degré délirant, combiné au lourd héritage impérial qui pèse sur une Allemagne qui n'a pu se constituer autour d'une dynastie stable, au Moyen-Age, parce que ses souverains voulaient continuer l'œuvre de

Charlemagne.

Le nationalisme révolutionnaire français correspond au débordement idéologique temporaire d'un peuple forgé suivant un idéal d'autolimitation par les Capétiens et leurs successeurs. En Allemagne, il n'y a rien eu d'équivalent : voulant dominer un territoire immense pour l'époque, qui s'étendait des deux côtés du Rhin, en Italie du Nord et en Europe centrale, les souverains allemands du Moyen-Age n'ont jamais pu s'enraciner durablement dans un territoire aux frontières claires. Voulant imposer leur pouvoir loin de leurs bases, courant après un chimérique titre d'Empereur d'Occident, ils ont laissé les féodalités locales se renforcer sans cesse, allant, pour certaines, jusqu'à affirmer des prétentions au titre de monarque. Au XIII<sup>e</sup> siècle, le rêve impérial allemand se brise une première fois : les dynasties régionales n'en profitèrent jamais complètement : trop nombreuses, dominant des territoires trop petits pour la plupart, elles pensent, pour les plus puissantes d'entre elles, qu'elles pourront restaurer la couronne impériale. Quand elles y arrivent, comme les Habsbourg ou les Hohenzollern, elles ne savent jamais où sont les limites territoriales de leur pouvoir. Ainsi la construction bismarckienne ne réussissant pas à se contenter de l'Allemagne du Nord, annexant l'Alsace en 1871 mais suscitant la rancœur des pangermanistes autrichiens qui auraient voulu en faire partie et avaient été, disaient-ils, abandonnés par Bismarck. Lorsque l'Allemagne forgée par Bismarck se met à bouillonner idéologiquement, un siècle après la France révolutionnaire revenue entre temps à la raison, elle le fait au sein d'un creuset impérial, dans l'idée qu'il faut rassembler tous les Allemands, « de la Meuse à Memel ».



C'est ce qui explique que, l'expansionnisme allemand soit, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, intimement lié à des projets européens. Les Allemands, d'un côté, réclament la souveraineté sur des territoires qui ont appartenu au Reich ou bien sur lesquels vivent, depuis des siècles des Allemands de souche : d'un autre côté, ils sont confrontés au fait que sur ces territoires vivent d'autres groupes ethniques. Comment faire accepter la domination allemande par les groupes non germanophones tout en justifiant la réunion des Allemands au nouvel ensemble politique allemand unifié ? Les Allemands ne sont pas des bâtisseurs d'Empire au sens où les Romains le furent dans l'Antiquité, ou les Russes à l'époque moderne : le principe du droit du sang empêche l'octroi d'une citoyenneté allemande à tous les sujets de l'Empire. Ils préfèrent l'idée d'une juxtaposition de groupes ethniques autour d'un noyau dur germanophone. L'appartenance à cet ensemble est définie comme « communauté de destin européenne ».

Entre 1850 et 1945, on observe un renforcement parallèle de l'idée impériale et de l'idée ethnique allemande. La notion d'unification européenne est ce qui permet de résoudre les contradictions entre ces deux idées. Par exemple, en septembre 1914, Bethmann-Hollweg, lorsqu'il commence à réfléchir à ce que pourrait exiger une Allemagne victorieuse, lors d'un traité de paix, présente la notion d'unification économique européenne autour de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, comme plus efficace que les annexions territoriales du type de l'Alsace-Lorraine. Dès avant 1939, les nazis sont divisés sur la question de savoir quel degré de collaboration européenne il faudra proposer aux autres peuples européens. Ce débat se poursuit jusque dans la SS

: c 'est ce qui explique que Pierre Hillard ait pu retrouver une carte de l'Europe des régions élaborée au sein de la Waffen-SS. Lorsque l'on regarde dans le détail les plans hitlériens, on se rend compte que l'espace vital à l'Est était conçu comme une zone où les Allemands devaient maintenir dans un esclavage permanent les Slaves qu'ils n'auraient pas exterminés : à l'ouest du continent, des formes d'association inégales étaient envisagées et la propagande en faveur de l'unité européenne jouait à plein. Elle allait de pair avec un morcellement des anciens États-nations. Dans cet ensemble, le couple italo-germanique aurait joué le rôle qui est, mutatis mutandis, affecté au couple franco-allemand aujourd'hui par les plus incorrigibles des stratèges en chambre de l'Auswärtiges Amt.

Lorsque l'on fait l'histoire de l'idée européenne, il faut bien se rendre à l'évidence : les notions de fédération européenne, d'Europe des régions, de noyau dur, ne sont pas incompatibles avec le racisme. Ils participent d'une même vision de l'Europe comme constituée de souches ethniques et d'ensembles linguistiques. C'est la raison pour laquelle la notion de construction européenne a pu, après la Seconde Guerre mondiale, rassembler des opposants au nazisme, comme Adenauer, et d'anciens nazis. Sortir définitivement l'Allemagne de l'engrenage du passé, c'est l'amener à se rallier, progressivement, à la conception de l'État national aux frontières clairement délimitées. De Gaulle concevait la coopération entre la France et l'Allemagne comme celle de deux États souverains, respectueux des frontières de l'autres; son idée d'un système européen de sécurité collective était une manière d'associer l'Allemagne à une garantie définitive des frontières en Europe. D'un côté, il

reconnaissait la légitimité de l'aspiration allemande à l'unité mais elle devait, d'un autre côté, s'effectuer au sein de frontières, c'est-à-dire de limites territoriales forgées par l'histoire et incontestables. Aussi douloureux cela fût-il, les Allemands chassés d'Europe centrale par Staline devaient définitivement renoncer à rendre à l'Allemagne la Silésie, les Sudètes, ou la Prusse orientale. Tel était, pourrait-on dire reprenant les termes de Willy Brandt, cette fois, le prix à payer pour Auschwitz.

Une telle transformation de la pensée politique allemande ne pouvait pas se dérouler du jour au lendemain et de Gaulle faisait autant confiance à la contrainte de l'équilibre européen qu'au travail des Allemands sur eux-mêmes pour garantir la stabilité d'une nation allemande moderne. Il savait que les peuples sont des réalités historiques qui n'évoluent que sur la longue durée. Effectivement, en 1989-90, la coalition au pouvoir en RFA, lorsqu'elle sentit qu'aucune véritable contrainte européenne ne s'exerçait plus sur elle, révéla qu'il restait en Allemagne une dose de ce qui s'était exprimé avec tant de violence dans le passé. Et comme nous l'avons rappelé, il fallut le poids des États-Unis pour faire comprendre à Helmut Kohi qu'il n'y aurait pas de réunification sans reconnaissance de la ligne Oder-Neisse. Mikhaïl Gorbatchev dut se fâcher pour imposer au chancelier conservateur qu'aucune troupe étrangère de l'OTAN ne stationnerait sur le territoire de l'ancienne RDA – faute de soutien français, il ne put pas obtenir plus. Mais grâce à la « relance de l'amitié franco-allemande », le peu qui avait été obtenu de l'Allemagne en 1990, est progressivement annulé.

La notion d'unification économique et monétaire va de pair avec la création « d'euro-

*régions ». Le 4 janvier 1999, jour de l'introduction de Veuro, le Herald Tribune rapportait les propos d'un Allemand de Görlitz, ville située à la frontière germano-polonaise, qui attendait avec hâte l'entrée de la Pologne dans l'Union européenne pour que les frontières issues de la Seconde Guerre mondiale soient annulées. Comme le disent en se réjouissant certains dirigeants allemands : sans tirer un coup de canon, cette fois, l'Allemagne a obtenu la réalisation des plans de Guillaume II et Bethmann-Hollweg. Et un historien britannique, Niall Ferguson, constatant ce fait indéniable de la constitution d'une Europe à prépondérance allemande a demandé à quoi avait servi que son pays entre dans la Première Guerre mondiale. N'aurait-il pas mieux valu que l'on cède immédiatement aux exigences de Guillaume II ? Cela valait-il la peine de mettre le doigt dans un engrenage qui a causé deux guerres mondiales, le génocide des Juifs d'Europe, la révolution bolchevique et la soumission d'une moitié de l'Europe à l'Union Soviétique ?*

*À l'évidence, il faut prendre la question dans l'autre sens : vu l'expérience du XX<sup>e</sup> siècle, ne doit-on pas craindre les conséquences néfastes de l'absence d'opposition à ce qui reste de volonté de puissance en Allemagne ? L'Europe centrée autour de l'Allemagne n'est pas une Europe stable. La nouvelle démocratie allemande a joué un rôle d'accélérateur dans la crise yougoslave – de l'indépendance de la Croatie à la guerre du Kosovo. La monnaie européenne a coûté un million de chômeurs à la société française et elle a privé l'Europe du bénéfice d'une croissance équivalente à celle qu'ont connue les Etats-Unis durant la même période. Que pourra-t-il sortir d'autres d'une Europe des régions à noyau dur « germano-*

centré » qu 'un pullulement de discours identitaires et de microfascismes à la Haider ? Dix ans après la réunification, l'Allemagne est morose : la relative bonne santé économique de l'ouest du pays ne peut pas dissimuler les difficultés de l'assimilation des nouveaux Länder. La monnaie européenne a perdu en dix-huit mois d'existence, 25% de sa valeur face au dollar. Et l'euro ne remontera que si le dollar baisse, marquant clairement qui, des deux monnaies, est le suzerain et qui le vassal. L'Europe est incapable d'assurer sa sécurité sans intervention américaine et elle joue aujourd'hui un rôle bien moindre sur la scène diplomatique mondiale qu 'avant 1989. Une Europe où l'Allemagne donne l'impulsion est, paradoxalement, une Europe affaiblie.

Il faut avoir le courage de la franchise vis-à-vis des Allemands – et de la lucidité vis-à-vis de nos propres renoncements – si nous voulons sortir du déclin européen actuel. Il ne peut y avoir d'Europe forte que fondée sur la coopération équilibrée entre États-nations. Toute autre méthode fait le lit d'une hégémonie américaine prolongée, parce que les contradictions, les crises et les renoncements se multiplient alors sur le continent européen. Saluons la remarquable étude de Pierre Hillard et espérons qu 'elle contribuera à un dialogue sans équivoque avec les Allemands. Il n'y a pas d'amitié franco-allemande si l'on ne peut pas se dire ce qui fâche. L'Allemagne et la France ont beaucoup à perdre toutes les deux, si elles continuent dans la voie actuelle. Elles ont beaucoup à gagner si la France ose proposer que l'on change de politique européenne.

Un tel changement d'attitude sera douloureux et n'ira pas sans très fortes tensions. Le sommet de Nice, qui s'est tenu en décembre 2000, a montré à quel point l'Allemagne et ses partenaires avaient

*perdu l'habitude que la France fasse valoir ses intérêts. Encore l'a-t-elle fait avec une grande timidité, et a-t-elle finalement accepté les exigences de l'Allemagne. Comment comprendre, par exemple que la France, qui a, en nombre absolu, autant de naissances annuellement, que l'Allemagne, accepte que cette dernière fasse valoir son actuelle supériorité démographique pour augmenter son poids au sein des institutions européennes ? Comment comprendre la passivité française face au changement de politique monétaire allemand ? Après avoir manqué de casser les reins à l'économie de ses voisins, par une politique de la « monnaie forte », l'Allemagne se rallie en silence aux vertus d'une monnaie flottante, sous le prétexte que c'est désormais plus avantageux pour elle... et la France ne dit rien !*

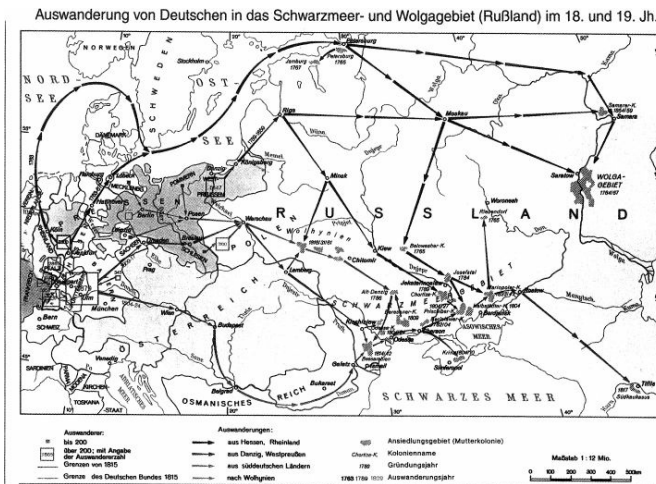
*Si esprit européen il doit y avoir, il ne peut pas être fondé sur la peur de parler, de poser des questions dérangeantes, d'exiger des compromis équilibrés. Pour assurer les bases de l'Europe à venir, il vaut mieux la franchise de Pierre Hillard que les silences d'hommes politiques pusillanimes.*

Edouard HUSSON  
5 janvier 2001

# **ANNEXES**

## ANNEXE 1

# CARTE DES MIGRATIONS ALLEMANDES AUX XVIII<sup>e</sup> ET XIX<sup>e</sup> SIÈCLES EN RUSSIE



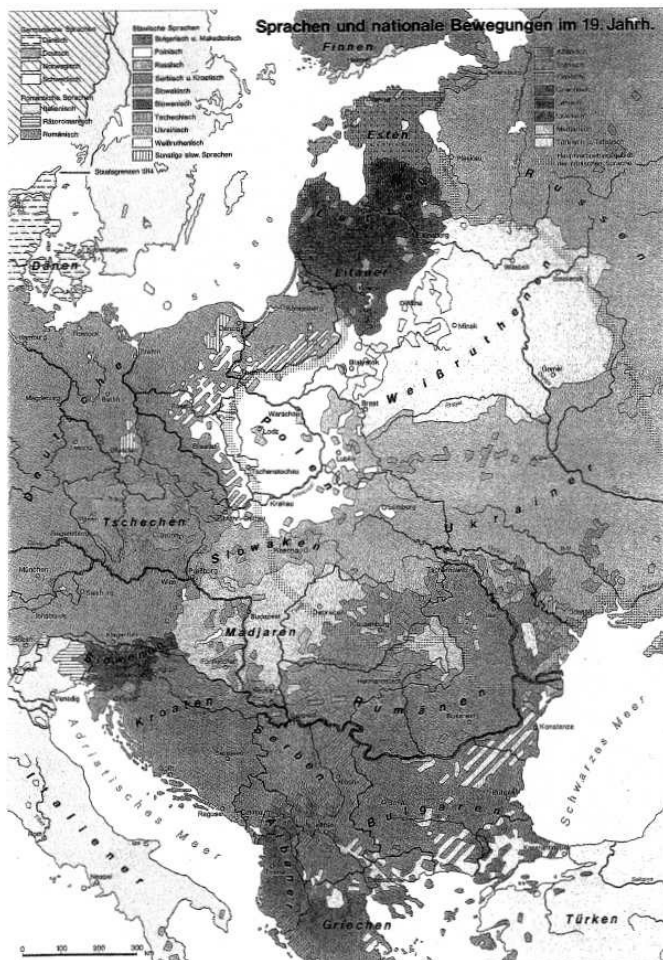
- Titelbild: 1. Evang.-luth. Kirche in Water (Gretschino)-Wolgagebiet  
 2. Katholische Kirche in Bähr (Kamenka)-Wolgagebiet  
 3. Mädchenschule in Chortiza/Ukraine  
 4. Flüchtlingstrect  
 5. Bauernstube in Elisabethdorf/Wolhynien  
 6. Oper in Odessa

Source : Volk auf dem Weg, Deutsche in Russland und in der GUS, 1763-1997, op. cit., prologue.



## ANNEXE 2

# PEUPLEMENT ETHNIQUE EN EUROPE CENTRALE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE



Source : *Informationen zur politischen Bildung*, n° 225, p. III.

# ANNEXE 3

## POPULATIONS ALLEMANDES DANS L'EMPIRE RUSSE D'APRÈS LE RECENSEMENT DE 1897 PAR RÉGION

Régions/Territoires	En chiffres absolus
Pologne	407 274
Volga inférieure	402 565
Ukraine du Sud	377 798
Ukraine	209 072
Pays baltes (sans Lituanie)	165 627
Russie du Nord	72 202
Biélorussie et Lituanie	49 073
Nord Caucase	40 060
Russie centrale	25 214
Transcaucasie	16 669
Terre noire centrale	7 007
Sibérie	5 424
Steppe	5 112

Asie centrale	3 762
Moyenne Volga	3 630
<b>TOTAL</b>	<b>1 790 489</b>

Source: *Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten* , op. cit, p. 46 et 47.

# ANNEXE 4

## COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES ALLEMANDES EN 1897

<b>Religions</b>	<b>Chiffres absolus</b>	<b>en %</b>
Allemands en tout	<b>1 790 490</b>	<b>100</b>
Luthériens	<b>1 200 224</b>	<b>67,03%</b>
Catholiques	<b>242 202</b>	<b>13,53%</b>
Protestants	<b>170 350</b>	<b>9,51%</b>
Mennonites	<b>65 756</b>	<b>3,67%</b>
Réformés	<b>63 752</b>	<b>3,56%</b>
Juifs	<b>22 784</b>	<b>1,27%</b>
Orthodoxes	<b>13 360</b>	<b>0,75%</b>
Baptistes	<b>10 574</b>	<b>0,59%</b>
Autres chrétiens	<b>870</b>	<b>0,05%</b>
Vieux croyants	<b>311</b>	<b>0,02%</b>
Anglicans	<b>129</b>	<b>0,01%</b>
		<b>99,99%</b>

Source: *Die Deutschen im russischen Reich, in der Sowjetunion und ihren Nachfolgestaaten*, op. cit, p. 62.

## ANNEXE 5

# PROTECTION DES MINORITÉS EN 1919, TRAITÉ DE VERSAILLES

## TEXTE FRANÇAIS DU MEMORADUM

*A leurs Excellences*

*Monsieur le Président et Messieurs les Délégués de  
la Conférence de la Paix*

*Le Comité des Délégations Juives auprès de la  
Conférence de la Paix, agissant au nom des  
diverses organisations soussignées et qui plaident  
pour neuf millions de Juifs, a l'honneur de vous  
soumettre les propositions suivantes dont l'objet  
est la protection des diverses minorités nationales,  
religieuses, ethniques ou linguistiques de Bulgarie,  
Estonie, Finlande, Grèce, Lithuanie, Pologne,  
Roumanie, Russie, Tchécoslovaquie, Ukraine,  
Yougo-Slavie et autres pays de l'Est ou du Centre  
de l'Europe, et vous prie de vouloir bien les  
incorporer dans les divers traités de paix qui font  
l'objet de vos délibérations, le droit étant réservé  
de proposer telles modifications qui pourraient  
devenir nécessaires en raison des conditions*

*spéciales existant dans plusieurs des pays ci-dessus désignés.*

I. — La..... prend envers les puissances alliées et associées les obligations suivantes auxquelles elle reconnaît le caractère d'obligations internationales relevant de la juridiction de la Société des Nations.

1. La..... reconnaît et déclare être citoyens..... de plein droit et sans aucune procédure probatoire ou autre:

a) Toutes les personnes qui, nées sur le territoire reconnu par ce traité à la....., n'ont pas été jusqu'à présent naturalisées dans un autre pays, qui ont résidé ou ont été domiciliées à une époque quelconque sur ce territoire depuis le 1er août 1909, ou qui ont gardé des attaches avec ce territoire depuis cette date au moyen d'un passeport délivré par l'Etat précédent ou par la.....;

b) Toute personne ayant habité ce territoire, le 1er Août 1914;

c) Toutes les personnes qui naîtront dorénavant en..... et ressortiront à sa juridiction.

Toute personne rentrant dans les catégories a) et b) peut, dans un délai de deux ans à compter de la mise en vigueur du présent traité, opter pour son ancienne allégeance.

2. La..... déclare que tous ses citoyens jouiront de droits civils, religieux, nationaux et politiques égaux, sans distinction de naissance, de race, de nationalité, de langue ou de religion et s'engage à protéger la vie, la liberté et la propriété de tous ses habitants et à leur assurer la liberté en tout ce qui touche la religion et l'exercice extérieur du culte.

3. Aucun des droits ci-dessus énumérés ne pourra être amoindri; aucune exclusion, incapacité

ou restriction ne sauraient être imposées par la loi ou de quelque autre manière pour des raisons de race, de nationalité ou de religion, ni la protection égale des lois être déniée à qui que ce soit. Tous lois, décrets et ordonnances contraires sont par là abrogés.

4. Le droit de toute personne de se servir de la ou des langues d'une minorité nationale de..... dans le commerce, les relations privées, les réunions publiques et la presse, ainsi que devant les différents tribunaux, soit oralement, soit par écrit, ne pourra être restreint; aucune minorité nationale ne pourra être empêchée de se servir de sa langue dans ses écoles et autres institutions, ni la validité d'un acte ou d'un document être mise en question en raison de la langue dans laquelle il est rédigé. Les écoles qui se servent de la langue d'une minorité nationale, à condition que leur programme soit conforme au programme généralement adopté, jouissent des mêmes droits que les autres écoles de même degré. Toutes les restrictions existantes concernant l'emploi des langues sont abrogées.

5. La..... reconnaît les différentes minorités nationales de sa population comme constituant autant d'organismes distincts et autonomes et ayant comme tels des droits égaux à fonder, administrer et contrôler leurs écoles et autres institutions religieuses, éducatives, charitables et sociales.

Toute personne peut par une déclaration expresse se retirer de la minorité à laquelle elle appartient.

Aux termes des articles de ce chapitre, la population juive de..... constitue une minorité nationale jouissant de tous les droits qui y sont spécifiés.

6. La..... accepte que, dans la mesure où l'établissement et le fonctionnement des écoles et autres institutions religieuses, éducatives,



charitables ou sociales sont à la charge d'un budget d'Etat, de département, de commune ou autre, alimenté par les fonds publics, il soit alloué à chaque minorité nationale une part proportionnelle de ces fonds déterminée respectivement dans chaque région par le rapport du chiffre de la minorité au chiffre global de la population. En outre, les organes de chaque minorité nationale ont le droit d'imposer aux membres de cette minorité des impôts obligatoires.

7. La..... reconnaît à chaque minorité nationale le droit de contribuer dans une certaine proportion à la formation des différents corps électifs de l'Etat, du département, de la commune ou autres, cette proportion étant déterminée respectivement dans chaque circonscription par le rapport numérique de la minorité à l'ensemble de la population. Ces représentants seront élus par des collèges électoraux indépendants ou par toute autre méthode équivalente qui assurera à ces minorités la même représentation nationale proportionnelle.

8. Les personnes qui ont pour jour de repos un jour autre que le dimanche ne pourront être astreintes à accomplir en ce jour et à leurs autres jours de fête un travail que leur loi religieuse considère comme un péché; elles ne seront pas non plus empêchées de vaquer à leurs affaires le dimanche ou autres jours saints.

9. La..... reconnaît que les obligations ci-dessus définies font partie intégrante de la loi constitutionnelle en tant que déclaration des droits dont l'exercice ne saurait être restreint ou tenu en échec par aucune loi, disposition ou action officielle, vu qu'en ce qui touche les dites obligations, les lois, règlements ou actions officielles demeurent sans validité et de nul effet. Aucune des précédentes dispositions ne peut être amendée sans l'agrément de la Ligue des Nations.

II. — Tout signataire du présent traité, dont ce chapitre fait partie, ainsi que toute minorité lésée par la violation ou la non-exécution d'une des dispositions du présent chapitre sont fondés à soumettre, dans les formes qui seront prescrites, leurs réclamations à la Ligue des Nations ou à tout autre tribunal qui pourra être institué par cette Ligue.

Veuillez agréer, Monsieur le Président et Messieurs les Délégués, l'expression de notre confiance dans vos sentiments de justice et l'assurance de notre très haute considération.

Au nom du *Comité des Délégations Juives auprès de la Conférence de la Paix*, composé des Représentants des Pays et Organisations suivants :

AMÉRIQUE, ÉTATS-UNIS : *Congrès Juif d'Amérique.*

AMÉRIQUE, CANADA : *Congrès Juif du Canada.*

GALICIE ORIENTALE : *Conseil National Juif.*

ITALIE : *Comité des Communautés, Fédération Sioniste, Fédération Rabbínique.*

PALESTINE: *Assemblée Constituante Juive.*

POLOGNE : *Conseil National Juif.*

ROUMANIE : *Publications officielles de la Fédération Sioniste, Union des Israélites indigènes et Union Poale-Sioniste.*

RUSSIE : *Conseil National Juif.*

TCHÉCOSLOVAQUIE : *Conseil National Juif.*

UKRAINE : *Assemblée Nationale Juive.*

ORGANISATIONS : *American Jewish Committee; Bnai-Brith; Organisation Sioniste.*

MANDATS PAR ÉCRIT : *Grèce (Salonique ), Transylvanie et Bukovine.*

*Présidence du Comité :*

*Président* : Julian W. MACK:

*Vice-Présidents* :

Louis MARSHALL;

Léon REIGH;

Israël ROSOFF;

Nahum SOKOLOW;

Menahem USSISGHKIN;

*Membre de la Présidence* : Harry GUTLER;

*Secrétaire-Général* : Léo MOTZKIN.

Paris, le 10 mai 1919.

Source : *La question des minorités à la Conférence de la paix de 1919-1920 et l'action juive en faveur de la protection internationale des minorités* , op. cit., p. 156 à 160.

## ANNEXE 6

# CARTE DU PEUPLEMENT ALLEMAND DE L'ENTRE- DEUX-GUERRES



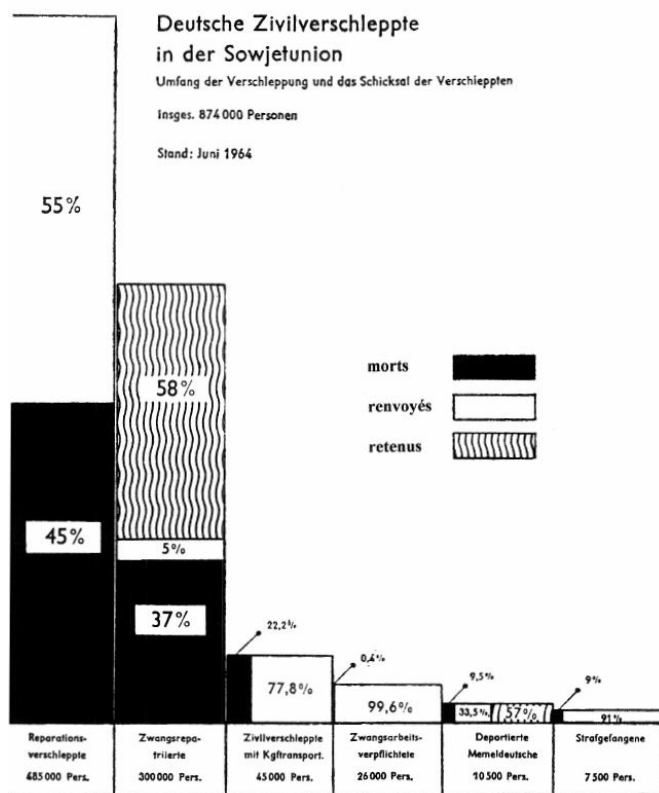
- 1 Allemands baltes
- 2 Allemands de Pologne
- 3 Sudètes
- 4 Allemands des Carpates
- 5 Gottschee
- 6 Souabes du Danube
- 7 Allemands du Batschka
- 8 Allemands du Banat
- 9 Allemands du Sathmar
- 10 Allemands de Galicie
- 11 Allemands de Bucovine
- 12 Saxons du Siebenburgen

- 13 Allemands de la Dobroudja
- 14 Allemands de Bessarabie
- 15 Allemands de la Mer Noire
- 16 Allemands de Volhynie
- 17 Allemands de la Volga
- 18 Allemands du Caucase
- 19 Autres Allemands de Russie (Sibérie, Kazakhstan).

Source : *Hans-Ulrich Engel, 40 Jahre nach Flucht und Vertreibung*, Düsseldorf, Walter Rau Verlag, 1985, p. 141.

# ANNEXE 7

## LES RÉPARATIONS EN NATURE

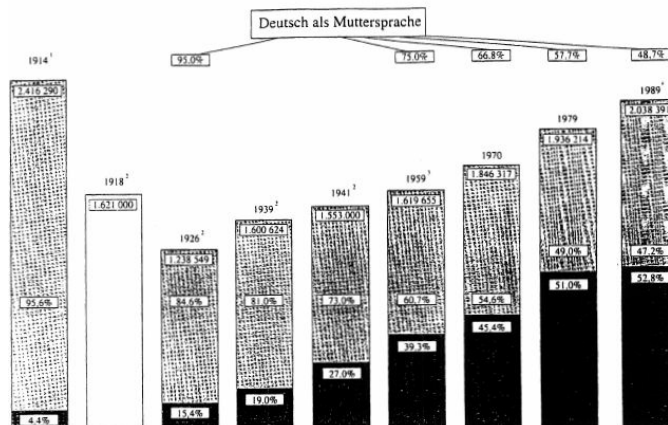


Source: *Kulturelle Arbeitshefte*, n° 29, op. cit., p. 16.

## ANNEXE 8

# ÉVOLUTION DE LA CONNAISSANCE LINGUISTIQUE DES ALLEMANDS DE RUSSIE.

## **Développement de la population allemande de Russie selon les recensements officiels**



1. Einschließlich Baltikum (165 000), Kongreßpolen (500 000), polnisch Wolhynien (15 000) und Bessarabien (80 000), die damals noch zu Rußland gehörten.
2. Ohne unter 1 aufgeführte Gebiete
3. Einschließlich der in den Jahren 1943-45 Zwangsverschleppten, Gefangenen und Flüchtlinge aus den Ostgebieten und der zurückgebliebenen Kriegsgefangenen
4. Seither keine neue Volkszählung mehr

Germanité rurale  
 Germanité urbaine  
 Allemand comme langue maternelle

Source : *Volk auf dem Weg, Deutsche in Rußland und in der GUS, 1763-1997.*

ANNEXE 9

COMPARAISON DES  
POPULATIONS  
ALLEMANDES EN RUSSIE  
1939-1989



	1989				1989		
	Stadt	Gesamt	1939		Stadt	Gesamt	1939
UdSSR		2.038.341	1.600.612	Rudnyj-Stadt	7.908		
RSFSR		842.033	811.137	Geb. Akmola		123.694	7.589
Gebiet Omsk		134.199	58.876	Akmola-Stadt	18.913		
Omsk-Stadt	30.665			Atbasar-Stadt	6.862		
Altai		127.731	28.884	Geb. Pawlodar		96.342	6.485
Barnaul-Stadt	10.358			Pawlodar-Stadt	25.692		
Geb. Nowosibirsk		61.479	8.053	Jermakow-Stadt	3.247		
Geb. Nowosibirsk-St.	18.811			Ekibastus-Stadt	7.382		
Geb. Krasnojarsk		54.254	3.962	Geb. Koktschetaw		81.985	15.284
Geb. Kemerowo		47.990	3.312	Koktschetaw-Stadt	8.744		
Kemerowo-Stadt	4.609			Schuttschinsk-Stadt	6.656		
Prokopyjewsk-St.	6.036			Geb. Dschambul		70.150	3.368
Geb. Orenburg		47.556	18.613	Geb. Tschimkent		44.526	5.019
Orenburg-Stadt	3.848			Tschimkent-Stadt	5.098		
Orsk-Stadt	7.002			Geb. Semipalatinsk		44.113	4.147
Geb. Tscheljabinsk		39.215	4.927	Semipalatinsk-Stadt	11.078		
Tscheljabinsk-St.	14.851			Geb. Nordkasachstan		39.293	9.167
Kopejsk-Stadt	6.811			Petropawlowsk-Stadt	6.050		
Korkinsk-Stadt	3.347			Geb. Aktjubinsk		31.628	1.617
Gau Krasnodar		31.751	34.230	Aktjubinsk-Stadt	13.046		
Geb. Swerdlowsk		31.461	3.593	Geb. Ostkasachstan		22.768	4.041
Swerdlowsk-Stadt	3.348			Ust-Kamenogorsk-Stadt	6.329		
Krasnoturinsk-St.	8.487			Geb. Taldy-Kurgan		35.329	2.746
Nischni-Tagil-St.	4.201			Taldy-Kurgan-Stadt	9.146		
Karpinsk-Stadt	4.576			Geb. Dscheskasgan		24.179	
Geb. Tjumen		29.569	956	Geb. Alma-Ata		61.277	4.320
Geb. Wolgograd		28.008	105.429	Georgien		1.546	20.527
Wolgograd-Stadt	1.612			Stadt Tiflis	127		
Kamyschinsk-Stadt	3.840			Aserbaidschan		748	23.133
Gebiet Saratow		17.068	325.473	Stadt Baku	134		
Saratow-Stadt	1.435			Litauen		2.058	18.300
Engels-Stadt	1.094			Stadt Wilna	81		
Marx (Marxstadt)	617			Moldawien		7.335	36.530
Gebiet Tomsch		15.541	1.348	Stadt Kischinew	112		
Gebiet Perm		15.326	2.670	Kirgisien		101.309	11.741
Perm-Stadt	2.166			Stadt Bischkek	13.619		
Solikamsk-Stadt	3.401			Stadt Tokmak	8.247		
Region Stawropol		13.345	42.791	Tadschikistan		32.671	2.024
Komi ASSR		12.866	2.611	Duschanbe-Stadt	13.693		
Syktiwkar-Stadt	4.089			Armenien		265	433
Workuta-Stadt	2.536			Eriwan-Stadt	60		
Baschkirien		11.023	6.027	Turkmenien		4.434	3.346
Ufa-Stadt	2.758			Aschchabad-Stadt	.189		
Geb. Kujbyschewo		10.581	10.163	Estland		3.466	15.780
Kujbyschewo-Stadt	1.381			Tallin-Stadt	.145		
Togliatti-Stadt	3.072			Lettland		3.783	
Ukraine		37.849	546.527	Riga-Stadt	322		
Belorussland		3.517	8.448	Der Vergleich 1939 - 1989 zeigt eindeutig, daß die über-			
Usbekistan		39.809	10.434	wiegende Mehrheit der Rußlanddeutschen immer noch in			
Taschkent-Stadt	1.834			den Vertreibungsgebieten wohnt. Die wichtigsten mehr			
Kasachstan		957.518	92.252	oder weniger kompakten Siedlungsschwerpunkte lagen			
Geb. Karaganda		143.525	14.387	1989 in Westsibirien (Omsk 134.199, Altai 127.731, Nowo-			
Karaganda-Stadt	65.592			sibirsk 61.479, Krasnojarsk 54.254, Kemerowo 47.990),			
Saran-Stadt	10.105			Kasachstan (Karaganda 143.525, Kustanai 110.397, Akmola			
Temirtau-St.	14.806			123.694, Pawlodar 96.342, Koktschetaw 81.985,			
Schachtinsk-St.	9.177			Dschambul 70.150) und Kyrgystan (101.309). Infolge der			
Geb. Kustanai		110.397	8.874	Migration innerhalb der GUS und der Auswanderung nach			
Kustanai-Stadt	12.941			Deutschland hat sich die Situation erheblich geändert.			

Source : *Volk auf dem Weg, Deutsche in Rußland und in der GUS, 1763-1997* , op. cit., p. 24

## ANNEXE 10

# ÉMIGRATION DES POPULATIONS ALLEMANDES ORIGINAIRES DES PAYS DE L'EST DE 1950 À 1989. (AUSSIEDLER)

*De 1950 à 1959*

Territoires d'origine	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	TOTAL
Ex-URSS	0	1 721	63	0	18	154	1 016	923	4 122	5 563	<b>13 580</b>
Pologne	31 761	10 791	194	147	664	860	15 674	98 290	117 550	16 252	<b>292 183</b>
Ex-CSFR	13 308	3 524	146	63	128	184	954	762	692	600	<b>20 361</b>
Hongrie	3	157	30	15	43	98	160	2 193	1 194	507	<b>4 400</b>
Roumanie	13	1 031	26	15	8	44	176	384	1 383	374	<b>3 454</b>
Ex-Yougo.	179	3 668	3 407	7 972	9 481	11 839	7 314	5 130	4 703	3 819	<b>57 512</b>
Autres territoires	1 901	175	182	84	50	23	8	8	11	21	<b>2 463</b>

**Total de 1950 à 1959 : 393 953**

*De 1960 à 1969*

Territoires d'origine	1956	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	TOTAL
Ex-URSS	3 272	345	894	209	234	366	1 245	1 092	598	316	<b>8 571</b>
Pologne	7 739	9 303	9 657	9 522	13 611	14 644	17 315	10 435	9 536	9 536	<b>110 618</b>
Ex-CSFR	1 394	1 207	1 228	973	2 712	3 210	5 925	11 628	11 854	15 602	<b>55 733</b>
Hongrie	319	194	264	286	387	724	608	316	303	414	<b>3 815</b>
Roumanie	2 124	3 303	1 675	1 321	818	2 715	609	440	614	2 675	<b>16 294</b>
Ex-Yougo.	3 308	2 053	2 003	2 543	2 331	2 195	2 078	1 881	1 391	1 325	<b>21 108</b>
Autres territoires	<b>15</b>	9	12	15	6	13	33	14	6	5	128

## Total de 1960 à 1969 : 216 267

### De 1970 à 1979

Territoires d'origine	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	TOTAL
Ex-URSS	342	1 145	3 420	4 493	6 541	5 985	9 704	9 274	8 455	7 226	<b>56 585</b>
Pologne	5 624	25 241	13 482	8 903	7 825	7 040	29 364	32 857	36 274	36 274	<b>202 715</b>
Ex-CSFR	4 702	2 337	894	525	378	516	849	612	904	1 058	12 775
Hongrie	517	519	520	440	423	277	233	189	269	370	<b>3 757</b>
Roumanie	6 519	2 848	4 374	7 577	8 484	5 077	3 766	10 989	12 120	9 663	<b>71 417</b>
Ex-Yougo.	1 372	1 159	884	783	646	419	313	237	202	190	<b>6 205</b>
Autres territoires	9	23	6	11	18	15	19	5	9	21	<b>136</b>

## Total de 1970 à 1979 : 353 590

### De 1980 à 1989

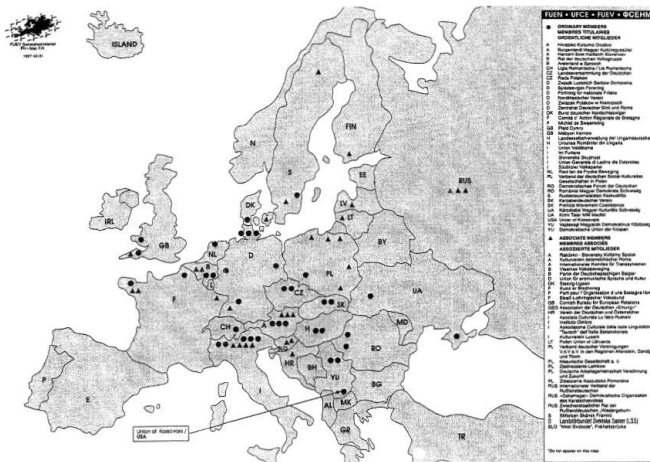
Territoires d'origine	1980	1981	1982	1978	1984	1985	1986	1987	1988	1989	TOTAL
Ex-URSS	6 954	3 773	2 071	1 447	913	460	753	14 488	47 572	98 134	<b>176 565</b>
Pologne	26 637	50 983	30 355	19 121	17 455	22 075	27 188	48 423	140 226	250 340	<b>632 803</b>
Ex-CSFR	1 733	1 629	1 776	1 776	963	757	882	835	949	2 027	<b>13 327</b>
Hongrie	591	667	589	458	286	485	584	581	763	1 618	<b>6 622</b>
Roumanie	15 767	12 031	12 972	15 501	16 553	14 924	13 130	13 994	12 902	23 387	<b>151 161</b>
Ex-Yougo.	<b>287</b>	234	213	137	190	191	182	156	223	1 469	<b>3 282</b>
Autres territoires	<b>15</b>	19	16	4	26	13	10	21	10	67	<b>201</b>

## Total de 1980 à 1989 : 983 961

Source : *Info-Dienst, deutsche Aussiedler*, n°91 ,  
septembre 1997, op. cit. p. 2 à p. 4.

## ANNEXE 11

## MINORITÉS SOUTENUES PAR L'UFCE



Source : Union fédéraliste des communautés ethniques européennes , 31 octobre 1997.

## ANNEXE 12

# MINORITÉS ETHNIQUES ET LINGUISTIQUES EN EUROPE (SITUATION EN 1994, TERMES ITALIQUES EN ALLEMAND)

<b>1. Albanie</b>	<b>3,3m</b>	2. Faroens	48 000
1. Grecs	50 000	3. Groenlandais	55 000
2. Macédoniens	10 000		<b>123 000</b>
3. Aromunes	30 000	<b>1. Allemagne</b>	<b>80,1m</b>
4. Monténégrins	10 000	1. Polonais	150 000
	<b>100 000</b>	2. Sorabes	60 000
<b>2. Arménie</b>	<b>3,4m</b>	3. Danois	30 000
1. Azeris	88 000	4. Tziganes	30 000
2. Kurdes	58 000	5. Frisons	10 000
3. Russes	75 000	<b>8. Estonie</b>	<b>2,0m</b>
4. Géorgiens	10 000	1. Russes	475 000
	<b>231 000</b>	2. Ukrainiens	48 000
<b>3. Belgique</b>	<b>10,0m</b>	3. Biélorusses	23 000
1. Flamands	5 766 000	4. Finnois	22 000
2. Wallons	3 259 000	5. <i>Ingrier</i>	5 000
3. Allemands	66 000	6. Allemands	5 000
	<b>9 091 000</b>		<b>578 000</b>
<b>4. Bosnie-Herzégovine</b>	<b>4,4m</b>	<b>9. Finlande</b>	<b>5,0m</b>
1. Bosniaques (Islam)	1 920 000	1. Suédois	300 000
2. Serbes	1 380 000	2. Sames	1 730
3. Croates	760 000		<b>301 730</b>
4. Ukrainiens	10 000	<b>10. France</b>	<b>57,0m</b>
5. Tchèques	5 000	1. Alsaciens	1 200 000
<b>5. Bulgarie</b>	<b>9,0m</b>	2. Bretons	900 000
1. Turcs	900 000	3. Lorrains	300 000
2. Tziganes	650 000	4. Catalans	300 000
3. Macédoniens	180 000	5. Corses	200 000
4. Arméniens	30 000	6. Flamands	200 000
5. Grecs	10 000	7. Basques	100 000/200 000
6. Tatars	6 000		<b>3 300 000</b>
7. <i>Gaugusen</i>	20 000	<b>11. Géorgie</b>	<b>5,5m</b>
	<b>1 796 000</b>	1. Arméniens	495 000
<b>1. Danemark</b>	<b>5,2m</b>	2. Russes	407 000
1. Allemands	20 000	3. Azeris	340 000

4. Ossètes	176 000	<b>b) Montenegro</b>	<b>0,6 m</b>
5. <i>Adscharen</i>	130 000	1. Musulmans	85 000
6. <i>Abchasier</i>	94 000	2. Albanais	40 000
7. Grecs	50 000	3. « Yougoslaves »	26 000
8. Juifs	20 000	4. Serbes	57 000
9. Allemands	5 000	5. Croates	6 000
	<b>1 717 000</b>		<b>214 000</b>
<b>12. Grèce</b>	<b>10,3 m</b>	<b>17. Croatie</b>	<b>4,8m</b>
1. Macédoniens	100 000	1. Serbes	582 000
2. Turcs	90 000	2. « Yougoslaves »	400 000
3. Albanais	100 000	3. Slovénes	25 000
4. Aromunes	40 000	4. Hongrois	25 000
5. Pomaques/Bulgares	56 000	5. Musulmans	24 000
	<b>386 000</b>	6. Allemands	20 000
<b>13 Grande-Bretagne</b>	<b>57,6 m</b>	7. Italiens	20 000
1. <i>Iren</i> (Irlande du Nord)	1 000 000	8. Tchèques	20 000
2. Gallois	500 000	9. Ukrainiens	10 000
3. Gaeéliques	80 000		<b>1 126 000</b>
	<b>1 580 000</b>	<b>18. Lettonie</b>	<b>2,7 m</b>
<b>14. Irlande</b>	<b>3,5m</b>	1. Russes	918 000
1. Gaeéliques	30 000	2. Biélorusses	119 000
	<b>30 000</b>	3. Ukrainiens	92 000
<b>15. Italie</b>	<b>57,8 m</b>	4. Polonais	59 000
1. Sardes	1 500 000	5. Lituaniens	32 000
2. Rhéto-Romanches :		6. Allemands	5 000
Frioulains	720 000	7. Livoniens	1 000
Ladins	30 000		<b>1 226 000</b>
3. Allemands	300 000	<b>19. Lituanie</b>	<b>3,8 m</b>
4. Franco-Provençaux	200 000	1. Russes	338 000
5. Albanais	90 000	2. Polonais	266 000
6. Slovénes	53 000	3. Biélorusses	61 000
7. Grecs	15 000	4. Ukrainiens	42 000
8. Catalans	12 000	5. Juifs	20 000
9. Croates	2 000	6. Allemands	5 000
10. Aostiens	70 000	7. Korraïmes	500
	<b>2 922 000</b>		<b>732 500</b>
<b>16. Yougoslavie</b>		<b>20. Macédoine</b>	<b>2,0 m</b>
<b>a) Serbie</b>	<b>9,8 m</b>	1. Albanais	420 000
1. Albanais	1 700 000	2. Turcs	96 000
2. « Yougoslaves »	323 000	3. Tziganes	54 000
3. Hongrois	344 000	4. Serbes	44 000
4. Musulmans	246 000	5. Musulmans	34 000
5. Monténégrins	139 000	6. Aromunes	30 000
6. Croates	105 000		<b>678 000</b>
7. Tziganes	140 000	<b>21. Moldavie</b>	<b>4,4 m</b>
8. Slovaques	67 000	1. Ukrainiens	607 000
9. Roumains	48 000	2. Russes	572 000
10. Macédoniens	46 000	3. <i>Gagausen</i>	154 000
11. Bulgares	20 000	4. Bulgares	89 000
12. Ruthènes	19 000	5. Juifs	66 000
13. Turcs	11 000		<b>1 488 000</b>
	<b>3 208 000</b>		

<b>22. Pays-Bas</b>	<b>15,1 m</b>	<i>3. Agulier</i>	12 000
1. Frisons	500 000	<i>4. Assyrer</i>	25 000
	<b>500 000</b>	<i>5. Awaren</i>	483 000
<b>23. Norvège</b>	<b>4,3 m</b>	<i>6. Balkaren</i>	66 300
1. Lapons	40 000	<i>7. Bergjuden</i>	40 000
2. Finnois	12 000	<i>8. Darginer</i>	287 000
	<b>52 000</b>	<i>9. Deutsche</i>	900 000
<b>24. Autriche</b>	<b>7,8m</b>	<i>10. Finnen</i>	77 000
1. Slovénes	53 000	<i>11. Griechen</i>	239 000
2. Croates	35 000	<i>12. Inguschen</i>	186 000
3. Tchèques	15 000	<i>13. Jaswa-Permjakén</i>	4 000
4. Hongrois	10 000	<i>14. Juden</i>	1 000 000
5. Slovaques	5 000	<i>15. Kabardiner</i>	322 000
	<b>118 000</b>	<i>16. Karatscheier</i>	131 000
<b>25. Pologne</b>	<b>38,2m</b>	<i>17. Karalier</i>	138 000
1. Allemands	900 000	<i>18. Komi</i>	327 000
2. Ukrainiens	400 000	<i>19. Komi-Permjakén</i>	151 000
3. Biélorusses	170 000	<i>20. Kalmücken</i>	228 000
4. Tziganes	30 000	<i>21. Laken</i>	100 000
5. Lituanais	20 000	<i>22. Lappen</i>	2 000
6. Russes	19 000	<i>23. Lesgier</i>	190 000
7. Slovaques	17 000	<i>24. Mari</i>	622 000
8. Grecs	5 000	<i>25. Mordwinen</i>	1 192 000
9. Tchèques	3 000	<i>26. Nogaier</i>	60 000
	<b>1 564 000</b>	<i>27. Osseten</i>	295 000
<b>26. Portugal (rien)</b>		<i>28. Rutuler</i>	15 000
<b>27. Roumanie</b>	<b>23,0 m</b>	<i>29. Tabarasaner</i>	75 000
1. Hongrois	1 633 000	<i>30. Tataren</i>	1 500 000
2. Tziganes	414 000	<i>31. Tscherkessen</i>	46 000
3. Csángó	300 000	<i>32. Tschetschenen</i>	756 000
4. Allemands	120 000	<i>33. Tschuwaschen</i>	1 751 000
5. Ukrainiens	54 000	<i>34. Udmurten</i>	700 000
6. Serbes	34 000	<i>35. Ukrainer</i>	4 300 000
7. Juifs	25 000	<i>36. Wepsen</i>	8 000
8. Turcs	23 000		<b>16 366 000</b>
9. Tatares	23 000	<b>29. Suède</b>	<b>8,6 m</b>
10. Slovaques	21 000	1. Finnois	30 000
11. Russes	21 000	2. Sames	15 000
12. Lipowener	11 000		<b>45 000</b>
13. Bulgares	10 000	<b>30. Suisse</b>	<b>6,8 m</b>
14. Tchèques	8 000	1. De langue allemande	3 600 000
15. Croates	7 500	2. De langue française	1 087 000
16. Grecs	6 000	3. De langue italienne	430 000
17. Polonais	4 600	4. De langue	
18. Arméniens	2 300	rhéto-romanche	34 000
19. Slovénes	1 200		<b>5 151 000</b>
	<b>2 718 600</b>	<b>31. Slovaquie</b>	<b>5,3 m</b>
<b>28. Russie</b>	<b>148,7 m</b>	1. Hongrois	573 000
(termes en allemand)		2. Tziganes	76 000
1. Abasinen	29 000	3. Tchèques	60 000
2. Adygejer	109 000	4. Ukrainiens	30 000
		5. Allemands	5 000
		6. Polonais	2 600
			<b>746 000</b>

<b>32. Slovénie</b>	<b>1,9 m</b>	<b>36. Ukraine</b>	<b>52,0 m</b>
1. Croates	53 000	1. Russes	11 492 000
2. Serbes	46 000	2. Juifs	468 000
3. Musulmans	27 000	3. Biélorusses	440 000
4. Hongrois	10 000	4. Moldaves	325 000
5. Allemands	4 000	5. Bulgares	240 000
6. Italiens	4 000	6. Polonais	219 000
	<b>144 500</b>	7. Hongrois	163 000
		8. Roumains	135 000
<b>33. Espagne</b>	<b>39,0 m</b>	9. Grecs	99 000
1. Catalans	7 020 000	10. Tatars	87 000
2. Galiciens	2 340 000	11. Arméniens	54 000
3. Basques	585 000	12. Tziganes	48 000
4. Tziganes	500 000	13. Allemands	40 000
	<b>10 445 000</b>	14. Tatars de Crimée	47 000
		15. Gagausen	32 000
			<b>13 889 000</b>
<b>34. République tchèque</b>	<b>10,3 m</b>	<b>37. Hongrie</b>	<b>10,3 m</b>
1. Tziganes	33 000	1. Tziganes	48 000
2. Slovaques	308 000	2. Allemands	38 000
3. Polonais	58 000	3. Slovaques	13 000
4. Allemands	49 000	4. Croates	18 000
	<b>448 000</b>	5. Roumains	9 000
		6. Serbes	3 000
<b>35. Turquie</b>	<b>57,6 m</b>	7. Slovénes	3 000
1. Kurdes	9 000 000		<b>132 000</b>
2. Arabes	900 000	<b>38. Biélorussie</b>	<b>103 m</b>
3. Tcherkesses	200 000	1. Russes	1 359 600
4. Arméniens	60 000	2. Polonais	422 300
5. Grecs	6 000	3. Ukrainiens	299 000
6. Bulgares	50 000	4. Juifs	110 000
7. Géorgiens	100 000	5. Tatars	200 000
8. Kazakhs	200 000	6. Lituanais	30 000
9. Juifs	40 000		<b>2 420 900</b>
10. Assyriens	10 000		
11. Lasen	100 000		
	<b>10 666 000</b>		

Source : *Charta Gentium et Regionum, Programme de Brno*, op. cit, p. 115 à 118.



## ANNEXE 13

# GROUPES ETHNIQUES EN EUROPE (SITUATION EN AOÛT 1994)

États	Habitants en 1991/1992 en millions	% de la population dont le nom correspond à celui du pays	Nombre de groupes ethniques (minimum)	Individus milliers (minimum)
1. Albanie	3,3	93,0	4	233
2. Belgique	10,0	—	3	9 091
3. Bosnie-Herzg.	4,4	—	4	4 060
4. Bulgarie	9,0	80,0	7	1 821
5. Danemark	5,2	97,3	3	123
6. Allemagne	80,1	91,9	5	337
7. Estonie	2,0	61,5	8	726
8. Finlande	5,0	93,6	2	302
9. France	57,0	90,0	8	4 000
10. Grèce	10,3	91,8	6	281
11. Grande- Bretagne	57,6	—	4	1 082
12. Irlande	3,5	99,0	1	30
13. Italie	57,8	94,2	11	3 348
14. Yougoslavie				
a) Serbie	9,8	66,0	12	2 849
b) Monténégro	0,6	66,0	4	164
15. Croatie	4,8	78,1	6	686
16. Lettonie	2,7	52,5	5	1 220
17. Lituanie	3,8	80,2	9	707
18. Macédoine	2,0	64,6	7	778
19. Moldavie	4,4	64,5	5	1 488
20. Pays-Bas	15,1	86,9	1	600
21. Norvège	4,3	96,9	2	52
22. Autriche	7,8	93,4	6	128

États	Habitants en 1991/1992 en millions	% de la population dont le nom correspond à celui du pays	Nombre de groupes ethniques (minimum)	Individus milliers (minimum)
23. Pologne	38,2	95,6	12	1 652
24. Portugal	9,9	100,0	—	—
25. Roumanie	23,0	88,0	21	2 698
26. Russie occidentale	118,7	82,0	43	19 963
27. Suède	8,6	99,5	2	45
28. Suisse	6,8	—	4	5 151
29. Slovaquie	5,3	85,7	8	753
30. Slovénie	1,9	87,8	9	153
31. Espagne	39,0	73,0	5	9 030
32. République tchèque	10,3	90,0	7	845
33. Turquie	57,3	82,9	12	9 835
34. Ukraine	52,0	72,7	19	13 842
35. Hongrie	10,3	90,0	13	949
36. Biélorussie	10,3	77,9	5	2 390
<b>TOTAL</b>	<b>752,1</b>	<b>—</b>	<b>283</b>	<b>101 412</b>

Source : *Rechtliche und politische perspektiven deutscher Minderheiten und Volksgruppen*, op. cit, p. 61.

## ANNEXE 14

QUELQUES PARTICIPANTS  
DONT LE REPRÉSENTANT  
DU MINISTÈRE DE  
L'INTÉRIEUR DE LA  
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE  
D'ALLEMAGNE, ROLF  
GOSSMANN\*

PÖRTSCHACH 1997



Le Comité directeur de l'UFCE (de gauche à droite): Président Rómán Arángiz, Vice-Président Dr. Brimco Hósi, Vice-Président Pierre Lénizne, Secrétaire général Armin Heikstein, Vice-Président Joseph von Korbberg et Vice-Président Dr. Ludwig Ells.

Photos: Pressebüro Hölzer & Spar, Berlin



Mustafa Cezemlev (Maire de the Crimean Tatars)



Rolf Gollmann (Ministry of Internal Affairs/ Germany) and Prof. Dr. Jeno Kaltefleiter (Ombudsman/Vikar, of Hungary)



À gauche: Emil Rădu (Asociația Culturală La Ietro-Rumani «Andrei Giavina»).



De gauche à droite: Rómán Arángiz, R. Jalilović et Prof. Dr. Svetlana Tschernomirskaja



Frank Seikstein, Conseil de l'Europe, Direction des Droits de l'Homme



UFCE Vice Président Pierre Lénizne et Halit Azem (Union of Kosovars)

\*Source : Union Fédéralise des Communautés ethniques eroupéennes , Actuel, n° 60, juillet 1997.

## ANNEXE 15

### DISTINCTION ACCORDÉE À ALFRED-MAURICE DE ZAYAS PAR LES INSTANCES DU BDV



*Von links: Gerhard Dewitz, Erika Steinbach, Alfred-Maurice de Zayas, Carla de Zayas und Herwig Haase.*

*Foto:Thonke*

Source : *Deutscher Ostdienst*, n° 37, 12 septembre 1997, p. 5.

## ANNEXE 16

# CHARTRE DES EXPULSÉS ALLEMANDS

# Charte des Expulsés Allemands

Cette « Charte des Expulsés allemands » a été proclamée à Stuttgart le 5 août 1950 par l' « Expulsé inconnu », à l'occasion d'une grande manifestation à laquelle assistaient des membres du Gouvernement fédéral, des Églises et des parlements. Elle porte les signatures des présidents des groupements régionaux d'Expulsés, ainsi que des présidents

de l'Union centrale des Allemands expulsés et de ses unions régionales. Par la suite elle a été sanctionnée par de grandes manifestations qui ont eu lieu dans toutes les parties de l'Allemagne.

**C**onscients de leur responsabilité devant Dieu et les hommes,

conscients d'appartenir à la civilisation chrétienne et occidentale,

conscients de leur nationalité allemande et de la tâche commune de tous les peuples européens,

les représentans élus des millions d'expulsés, ont décidé, —après mure délibération et après vérification de leur conscience — de faire devant le peuple allemand et devant le monde entier une Déclaration Solennelle qui fixe les devoirs et les droits que les expulsés allemands considèrent comme leur loi fondamentale et comme la condition indispensable d'une Europe libre et unie.

1. Nous, les expulsés, renonçons à la vengeance et au talion. Cette grave décision nous est sacrée, en souvenir des souffrances immenses que surtout la dernière décade a fait subir à l'humanité.
2. Nous encouragerons de toutes nos forces chaque tentative de créer une Europe unie, dans laquelle les peuples puissent vivre sans crainte ni contrainte.
3. Par un travail dur et infatigable, nous contribuerons au relèvement de l'Allemagne et de l'Europe.

Nous avons perdu notre pays natal. Des gens sans pays sont des étrangers sur cette terre. C'est Dieu qui a placé les hommes dans leur pays natal. Les en séparer par la contrainte c'est les tuer dans leur âme. Nous avons souffert et vécu ce sort. En conséquence, nous nous sentons appelés à exiger que le droit au pays natal soit reconnu et réalisé comme l'un des droits fondamentaux de l'humanité dont Dieu nous a fait don.

Tant que ce droit n'est pas réalisé pour nous, nous ne voulons quand-même pas être condamnés à l'oisiveté ni nous tenir à l'écart. Au contraire, nous désirons faire travail efficace avec tous les membres de notre peuple dans des formes purifiées et nouvelles d'une vie commune intelligente et fraternelle. C'est pourquoi nous demandons et exigeons aujourd'hui, comme nous le faisons hier:

1. En tant que citoyens l'égalité des droits, non seulement devant la loi, mais également dans la réalité de tous les jours.
2. Une répartition juste et équitable des charges de la dernière guerre sur tout le peuple allemand et une application loyale de ce principe.
3. L'insertion judicieuse des expulsés de toute profession dans la vie du peuple allemand.
4. La participation active des expulsés allemands au relèvement de l'Europe.

Les peuples du monde doivent ressentir leur part de la responsabilité du sort des expulsés qui sont, à l'époque actuelle, les plus gravement touchés par la souffrance. Les peuples doivent agir conformément à leurs obligations de chrétiens et à leur conscience.



Les peuples doivent comprendre que le destin des expulsés allemands, comme celui de tous les réfugiés, constitue un problème universel dont la solution exige la plus grande responsabilité morale et l'obligation de faire des efforts énormes.

Nous faisons appel aux peuples et aux hommes de bonne volonté de passer la main à cette tâche, afin que — sortant du tort, du malheur, de la souffrance, de la pauvreté et de la misère, — le chemin vers un avenir meilleur soit trouvé.

STUTTGART, le 5 août 1950.

Handwritten signatures of the signatories, including names like Linus Kather, Josel Walter, Helmut Gossing, and others, written in various cursive styles.

### **Dr Linus Kather**

Membre du Bundestag  
Président de l'Union centrale  
des Allemands expulsés

### **Josel Walter**

Président de l'Union régionale  
des Expulsés en Hesse

### **Helmut Gossing**

Président de l'Union régionale  
Basse-Saxe de l'Union centrale

des Allemands expulsés

**Dr Mocker**

Président de l'Union régionale  
des Allemands expulsés,  
en Wurtemberg

**H. Eschenbach**

Union régionale des Allemands  
expulsés, Stuttgart

**Wilhelm Zeisberger**

Fédération des nouveaux citoyens  
en Bavière

**Dr Alfred Gille**

Président de l'Union régionale  
des Expulsés en Slesvig-Hoistein

**Dr Bernhard Geisler**

Président de l'Union régionale  
des Expulsés de l'Est en  
Rhénanie du Nord/Westphalie

**Erwin Engelbredit**

Président de l'Union régionale  
de Bavière de l'Union centrale  
des Allemands expulsés

**A. Deichmann**

Président de l'Union régionale  
des Allemands expulsés,  
Rhenanie-Palatinat

**Roman Herlinger**

Comité central des Réfugiés et  
Expulsés en Bavière

**Dr Rudolf Lodgman von Auen**

Président du groupement  
régional des Allemands  
des Sudètes

**Erwin Tittes**

Président du groupement  
régionale des Saxons  
de Transylvanie en Allemagne

**Dr Rudolf Wagner**

Président du groupement  
régional des colons allemands  
de Bucovine

**Dr Alfred Rojek**

Président de l'Union régionale  
des Expulsés à Berlin

**Walter von Keudell**

Président du groupement  
régional de Berlin-Brandebourg

**Dr Konrad Winkler**

Président de la Communauté  
des intérêts des Expulsés en Bade du Sud

**Axel de Vries**

Président du groupement  
régional des Allemands  
des pays baltes

**Franz Hamm**

Président du groupement  
régional des Allemands  
de Yougoslavie

**Erich Luft**

Union régionale de Bavière de  
l'Union centrale des Allemands

expulsés

**Dr Bartunek**

Union régionale des Allemands  
expulsés en Bade du Nord

**Dr Schreiber**

Président du groupement  
régional de la Prusse orientale

**Erik von Witzleben**

Président du groupement  
régional de la Prusse  
occidentale

**Dr Walter Rinke**

Président du groupement  
régional de la Silésie

**Anton Birkner**

Président du groupement  
régional des Allemands  
des Karpates de la Slovaquie

**v. Bismarck**

Président du groupement  
régional de la Poméranie

**Waldemar Kraft**

Président du groupement  
régional de la Vistule/Warta

**Dr Gottlieb Leibbrandt**

Interlocuteur du groupement  
du travail des allemands  
déplacés de l'Est  
(allemands de Russie)

**Dr Kimme**

Président de l'Union régionale  
des Allemands expulsés  
à Brème

**Dr Kautzor**

Président de l'Union des  
Expulsés en Wurtemberg-Hohenzollem  
et Lindau

Source : *Bund der Vertriebenen* (BdV).

## ANNEXE 17

### LES 21 BLASONS DU BDV



#### Landsmannschaften (LM) :

- 1- Deutsche-Baltische LM.
- 2- LM der Banater Schwaben aus Rumänien in Deutschland.
- 3- LM Berlin-Mark Brandenburg.
- 4- LM der Bessarabiendeutschen.
- 5- LM der Buchenlanddeutschen (Bukowina).
- 6- Bund der Dostziger.
- 7- LM der Dobruška und Bulgariendeutschen.
- 8- LM der Donauschwaben aus Jugoslawien.
- 9- Karpatendeutsche LM Slowakei.
- 10- LM der Deutschen aus Litauen.
- 11- LM der Oberschlesier.
- 12- LM Ostpreußen.
- 13- Pommerische LM.
- 14- LM der Deutschen aus Rolland.
- 15- LM der Sauerländer Schwaben.
- 16- LM Schlesien-Nieder- und Oberschlesien.
- 17- LM der Siebenbürger Sachsen in Deutschland.
- 18- Sudetendeutsche LM.
- 19- LM der Deutschen aus Ungarn.
- 20- LM Weichsel-Warthe.
- 21- LM Westpreußen.



Source: *Bund der Vertriebenen* (BdV).

## ANNEXE 18

# SOUTIEN AU BDV DE 1980 À 1998, SITUATION AU 20 JANVIER 1999

*(Les données sont en milliers de DM)*

Année	Promotion institutionnelle	Soutien à des projets					MB en DM	Total en DM
	BMI	BMI	BMB à partir de 1992 : BpB	BMJFG BMFuS BMFSF	AA bzw. BVA	Autres		
1980	931	—	73	—	—	26	245	1 275
1981	918	—	63	—	—	—	242	1 223
1982	876	—	83	—	—	—	245	1 204
1983	901	—	148	—	—	—	295	1 344
1984	996	—	278	—	—	—	302	1 576
1985	1 123	—	705	500	—	—	330	2 658
1986	1 206	—	598	1 440	—	—	292	3 536
1987	1 440	—	508	1 350	—	—	303	3 601
1988	1 637	—	654	1 875	—	—	294	4 460
1989	1 846	1 279	705	4 316	—	BpB : 9,0 GDI : 0,8	291	8 447
1990	2 432	4 535	1 057	5 600	—	—	344	13 968
1991	2 850	5 048	—	5 890	—	—	306	14 094
1992	3 257	3 848	189	5 014	—	BMLF 39	317	12 664
1993	3 422	2 774	43	4 160	2	—	294	10 695
1994	3 471	3 021	22	2 912	4	—	317	9 747
1995	3 495	2 108	33	2 913	16	—	307	8 872
1996	3 356	2 098	50	2 483	14	—	306	8 307
1997	3 369	1 927	36	2 290	10	—	304	7 936
1998	3 522	2 070	51	2 124	0	—	302	8 069

Source : Bund der Vertriebenen (BdV). Pour les abréviations, voir glossaire.

## ANNEXE 19

### ACTIVITÉS DE L'ACADÉMIE DE LA BALTIQUE

*Nombre des manifestations (séminaires, conférences, colloques...)*

	1993	1994	1995	1996	1997
Au sein de l'Académie	40	40	42	44	42
Hors de l'Académie	20	21	21	26	22
Nombre total de manifestations	60	61	63	70	64

Source : Rapport d'activité de l'Académie de la Baltique, 1997, p. 4.

*Nombre des participants*

	1993	1994	1995	1996	1997
Au sein de l'Académie	1 751	1 910	2 650	2 684	2 516
Hors de l'Académie	708	948	779	1 124	768
Étrangers à 90 % originaires des pays d'Europe centrale et orientale	498	612	702	1 002	724
Nombre total des participants	2 459	2 858	3 429	3 808	3 284

Source : Rapport d'activité de l'Académie de la Baltique, p. 4.



### *Nombre des journées partagées*

(C'est le nombre de jours pleins d'une manifestation multiplié par le nombre de ses participants)

	1993	1994	1995	1996	1997
Au sein de l'Académie	5 830	7 332	8 091	8 397	7 262
Hors de l'Académie	1 600	3 665	3 369	3 119	1 526
Voyages	3 645	2 563	1 416	3 372	3 480
Nombre total de journées partagées	11 075	13 560	12 876	14 888	12 268

Source : Rapport d'activité de l'Académie de la Baltique, p. 5.

### *Subventions et contributions des membres (en DM).*

	1993	1994	1995	1996	1997
Schleswig-Holstein	249 190	249 190	249 190	294 000	285 000
Bund	491 000	496 000	520 800	586 000	605 000
Total	740 190	745 190	769 990	880 000	890 000

Source : Rapport d'activité de l'Académie de la Baltique, p. 6.

<b>Projets liés en DM aux :</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>	<b>1995</b>	<b>1996</b>	<b>1997</b>
Schleswig-Holstein	0	43 110	0	23 400	10 000
Ministère fédéral de l'intérieur	644 730	1 142 100	1 085 000	1 020 820	820 000
Ministère des Affaires étrangères	0	10 100	0	0	0
Bureau de presse fédéral	0	26 000	0	0	0
Centrale fédérale	71 800	50 000	46 000	16 700	9 000
Office germano-polonais pour la jeunesse	7 500	0	0	0	0
Commission européenne	0	0	0	30 000	0
Nordwestlotto	0	0	0	5 000	0
<b>Total</b>	<b>724 030</b>	<b>1 271 310</b>	<b>1 131 000</b>	<b>1 095 920</b>	<b>880 500</b>

Source : Rapport d'activité de l'Académie de la Baltique, p. 6.

<b>Contributions financières</b>	<b>1993</b>	<b>1994</b>	<b>1995</b>	<b>1996</b>	<b>1997</b>
<b>Total du tableau précédent</b>	724 030	1 271 310	1 131 000	1 095 920	880 500
<b>Contributions des membres</b>	648 500	699 300	662 000	569 550	457 000
<b>Total</b>	<b>2 112 720</b>	<b>2 715 800</b>	<b>2 562 990</b>	<b>2 472 470</b>	<b>2 227 500</b>

Source : Rapport d'activité de l'Académie de la Baltique, p. 6.

ANNEXE 20

ADHÉRANTS DE L'ARFE  
COLLABORATION ET  
DIVERSITÉ

**COLLABORATION ET  
DIVERSITÉ**

DEPUIS SA FONDATION EN 1971, L'ARFE S'EST ACCRU D'UNE MANIÈRE CONSTANTE ET REGROUPE AUJOURD'HUI 56 MEMBRES QUI REPRÉSENTENT ENVIRON 90 RÉGIONS FRONTALIÈRES DE PARTOUT EN EUROPE. DE LARGES TERRITOIRES COMPRENANT DES RÉGIONS FRONTALIÈRES DE PLUSIEURS ÉTATS SONT MEMBRES AU MÊME TITRE QUE DES RÉGIONS FRONTALIÈRES D'UN SEUL ÉTAT. DE NOMBREUSES ASSOCIATIONS RÉGIONALES, QUI SE COMPOSENT D'UNITÉS TERRITORIALES RÉGIONALES ET LOCALES, FONT ÉGALEMENT PARTIE DE LA TOTALITÉ DES MEMBRES DE L'ARFE.

i Organisations formées par la coopération de plusieurs grandes régions



1 Arbeitsgemeinschaft Alpen-Adria (D/A/H/S/L/N/HK)



2 Arbeitsgemeinschaft Alpenländer (D/C/H/A/I)



7 Diputación General de Aragón (E)



8 Generalitat de Catalunya (E)



9 Gobierno de Navarra (E)



10 Gobierno Vasco (E)



17 Région Languedoc-Roussillon (F)



18 Regione Autonoma Friuli-Venezia Giulia (I)



19 Regione Autonoma Trentino-Alto Adige (I)



20 Regione Siciliana (I)



25 BENELUX-Middegebied (B/N/L)



26 Eifel-Ardennen-Region (D/LUX)



27 Ems-Dollart-Region (D/NL)



28 EURGIO (D/NL)



35 Euroregion Bug (U/KR/PL)



36 Euroregion Erzgebirge (D/CZ)



37 Euroregion Elbe-Labe (D/CZ)



38 Euroregion Neisse (D/PL/CZ)

iii Régions frontalières nationales appartenant à la catégorie II a



43 Ålands Landskapsstyrelse (S/F)



44 Département du Haut-Rhin (F)



51 Regio Basiliensis (CH)



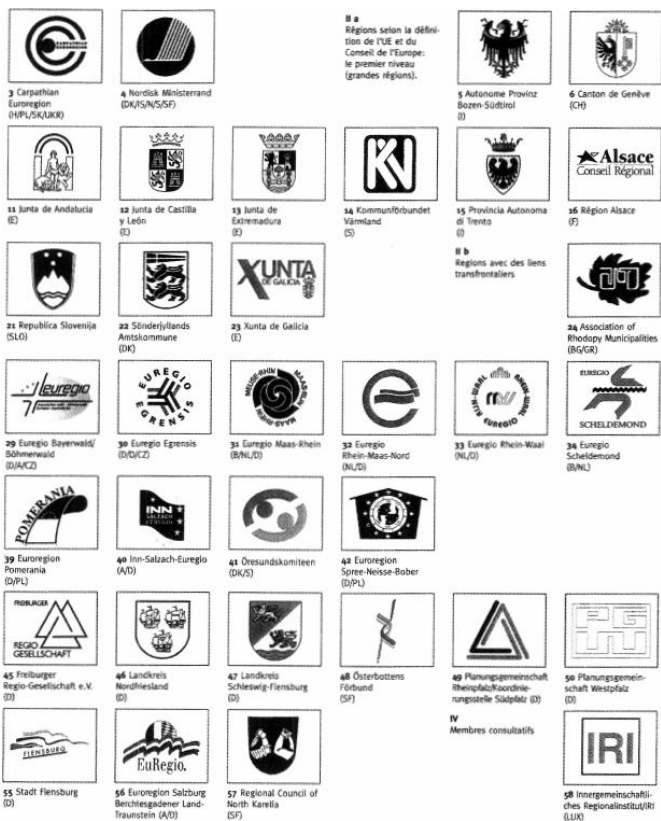
52 Regionalverband Hochrhein-Bodensee (D)



53 Regionalverband Mittlerer Oberrhein (D)



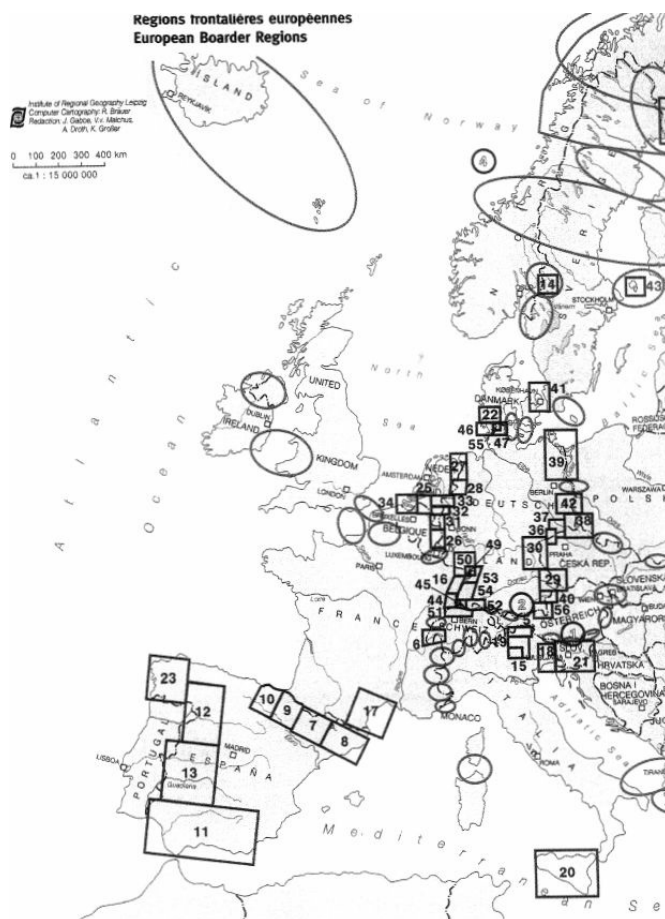
54 Regionalverband Südllicher Oberrhein (D)



Source : Association des régions frontalières européennes.

## ANNEXE 21

# CARTE DE L'EUROPE FRONTALIÈRE DE L'ARFE





## ➤ Les plus gros ne sont pas toujours les plus forts

ORGANISATIONS INTERNATIONALES, FORMÉES PAR LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DE PLUSIEURS GRANDES RÉGIONS (MEMBRE DE L'ARPE)

1 Arbeitsgemeinschaft Alpen-Adria (D/A/H/S/L/N/R)	2 Arbeitsgemeinschaft Alpenländer (D/C/H/A/I)	3 Carpathian Euroregion (H/P/L/S/R/U/K/R)	4 Nordisk Ministerråd (D/K/S/N/S/S/F)
---	---	---	---------------------------------------

RÉGIONS FRONTALIÈRES ET RÉGIONS TRANSFRONTALIÈRES (MEMBRES DE L'ARPE)

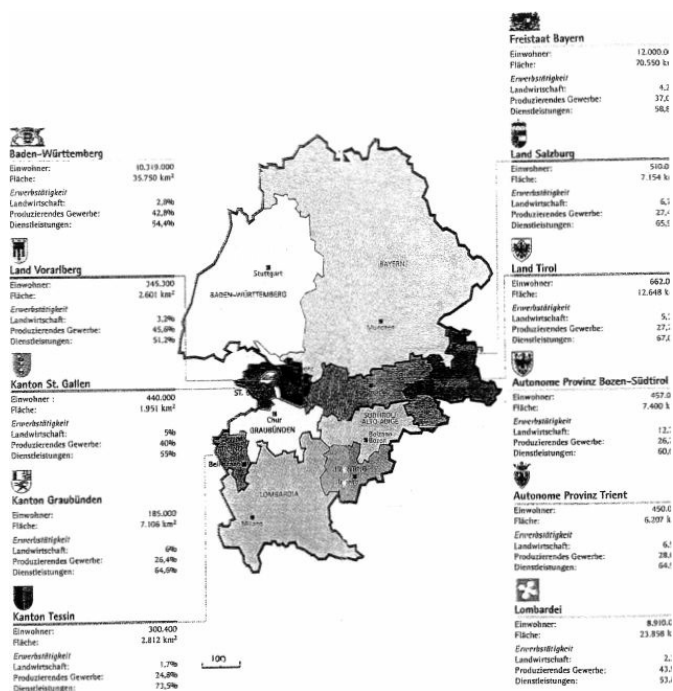
5 Autonomie Provinz Bozen-Südtirol (I)	18 Regione Autonoma Friuli-Venezia Giulia (I)	31 Eurogio Maas-Rhein (B/NL/D)	44 Département du Haut-Rhin (F)
6 Canton de Genève (CH)	19 Regione Autonoma Trentino-Alto Adige (I)	32 Eurogio Rhein-Maas-Nord (NL/D)	45 Freiburger Regio-Gesellschaft e.V. (D)
7 Diputación General de Aragón (E)	20 Regione Siciliana (I)	33 Eurogio Rhein-Waal (NL/D)	46 Landkreis Nordfriesland (D)
8 Generalitat de Catalunya (E)	21 Republika Slovenija (SLO)	34 Eurogio Scheidemon (B/NL)	47 Landkreis Schleswig-Flensburg (D)
9 Gobierno de Navarra (E)	22 Sönderlylants Amtskommune (DK)	35 Euroregion Bug (U/K/R/PL)	48 Österröten Förbund (S)
10 Gobierno Vasco (E)	23 Xunta de Galicia (E)	36 Euroregion Erzgebirge (D/CZ)	49 Planungsgemeinschaft Rheinpfalz/Koordinierungssstelle Südpfalz (D)
11 Junta de Andalucía (E)	24 Association of Rhodopy Municipalities (BG/R)	37 Euroregion Elbe-Labe (D/CZ)	50 Planungsgemeinschaft Westpfalz (D)
12 Junta de Castilla y León (E)	25 BENELUX-Mödengebed (B/NL)	38 Euroregion Neisse (D/PL/CZ)	51 Regio Basiliensis (CH)
13 Junta de Extremadura (E)	26 Eifel-Andennen-Region (B/D/LUX)	39 Euroregion Pomerania (D/PL)	52 Regionalverband Hochrhein-Bodensee (D)
14 Kommunförbundet Värmland (S)	27 Eng-Dollart-Region (D/NL)	40 Inn-Salzach-Eurogio (A/D)	53 Regionalverband Mittlerer Oberrhein (D)
15 Provincia Autonoma di Trento (I)	28 EUREGIO (D/NL)	41 Öresundskomiteen (DK/S)	54 Regionalverband Südtlicher Oberrhein (D)
16 Région Alsace (F)	29 Eurogio Bayernwald/Böhmerwald (D/A/CZ)	42 Euroregion Spree-Neisse-Bober (D/PL)	55 Stadt Flensburg (D)
17 Région Languedoc-Roussillon (F)	30 Eurogio Egrensis (D/CZ)	43 Ålands Landskapsstyrelse (S)	56 Eurogio Salzburg-Berchtesgaden Land-Traunstein (A/D)

0 RÉGIONS FRONTALIÈRES ET RÉGIONS TRANSFRONTALIÈRES (PAS ENCORE MEMBRES DE L'ARPE)

Source : Association des régions frontalières européennes .

## ANNEXE 22

# CARTE D'ARGE ALPENLÄNDER



Source : Länderinformation ARGE ALP,  
Landespressebüro Salzburg, op. cit.



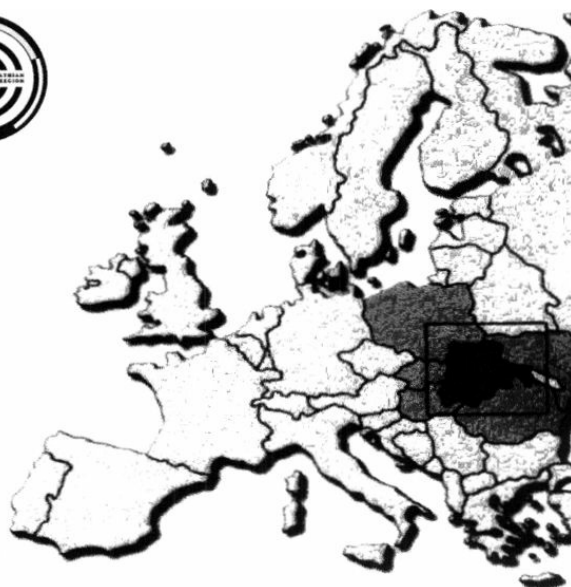
# CARTE DE L'ALPEN-ADRIA



Source : *Association des régions frontalières européennes* (l'ARFE).

## ANNEXE 24

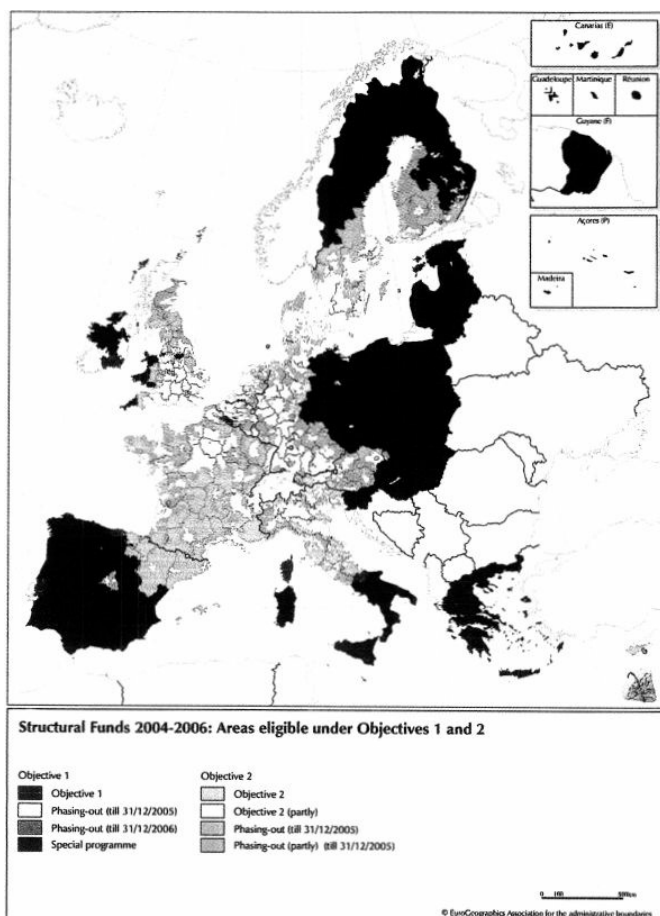
# CARPATHIAN EUROREGION



Source : Internet, [www.Carpathian.Euroregion.org](http://www.Carpathian.Euroregion.org)

## ANNEXE 25

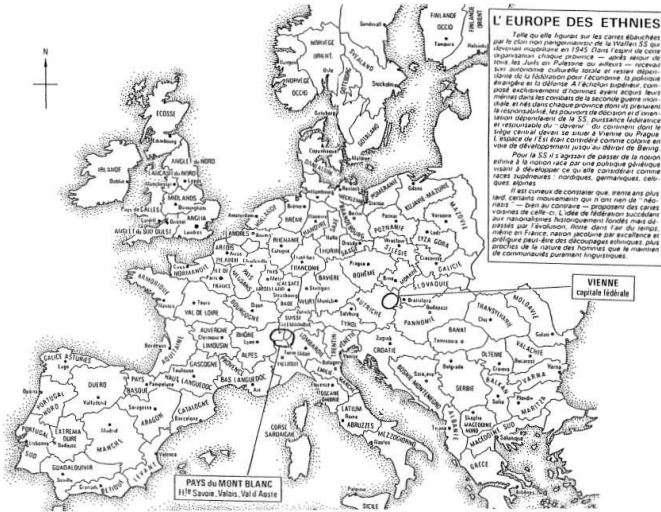
# CARTE DE L'EUROPE DES FONDS STRUCTURELS



Source : *Commission européenne*

## ANNEXE 26

# CARTE DE L'EUROPE FÉDÉRALE DES RÉGIONS DE LA WAFFEN SS\*



\*Source : *Saint-Loup. Les SS de la Toison d'or*, Paris, Presses de la Cité, 1975, prologue.

## ANNEXE 27

# ÉMIGRATION DE POPULATIONS ALLEMANDES D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE DE 1990 À 1997

Territoires d'émigration	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	Total de 1990 à 1997
Russie	147 950	147 320	195 576	207 347	213 214	209 409	172 181	131 895	1 424 892
Pologne	133 872	40 129	17 742	5 431	2 440	1 677	1 175	687	203 153
République tchèque	1 708	927	460	134	97	62	14	8	3 410
Hongrie	1 336	952	354	37	40	43	14	18	2 794
Roumanie	111 150	32 178	16 146	5 811	6 615	6 519	4 284	1 777	184 480
Ex-Yougoslavie	961	450	199	120	182	178	77	34	2 201
Autres territoires	90	18	12	2	2	10	6	0	140
TOTAL	397 067	221 974	230 489	218 882	222 590	217 898	177 751	134 419	1 821 070

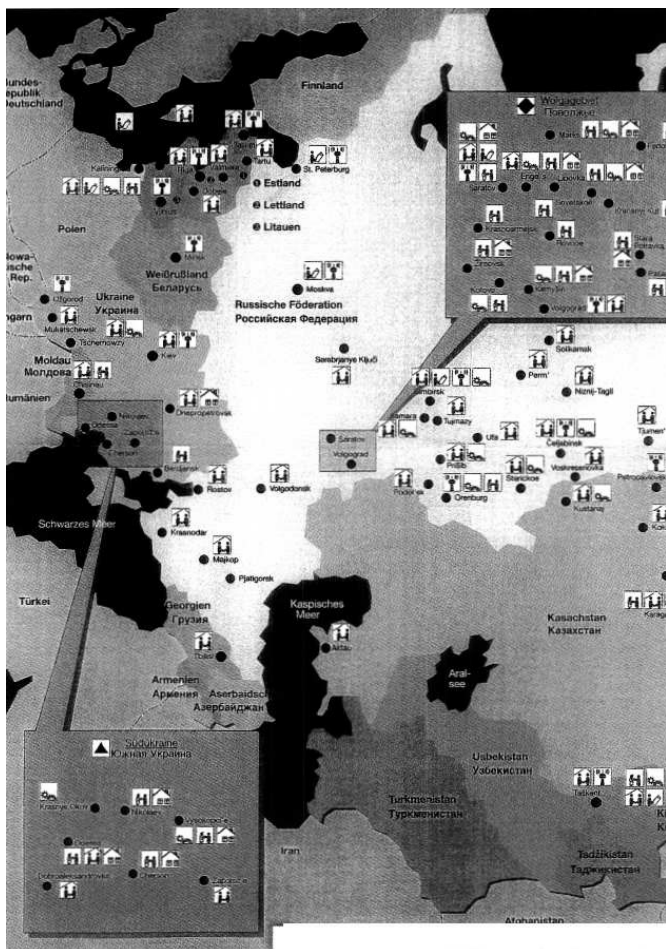
Source : *Info-Dienst, Deutsche Aussiedler* , n°99 septembre 1998, p. 4 et 5

Pour l'année 1998, on compte 103 080 *Aussiedler* : l'immense majorité vient de l'ex-URSS. Pologne : 488 ; Roumanie : 1 005 ; autres États : 37, in : *Deutscher Ostdienst*, n°4, 29 janvier 1999, p. 2.

## ANNEXE 28

# TERRITOIRES ALLEMANDS EN CEI SOUTENUS ET DÉVELOPPÉS PAR L'ALLEMAGNE





Source : Ministère de l'intérieur de la République fédérale d'A







**Wirtschaftliche / landwirtschaftliche Stärkungen**  
Besondere Bedeutung kommt der Verbesserung der Wirtschaftskraft zu. Die Bundesregierung versucht daher in Form von einem größeren Anteil deutscher Bevölkerung vor allem in Westfalen, Niedersachsen und an der Werra z. B. die Förderung von Mitteln, Betrieben und Klären.  
Zu diesen Einrichtungen steht auch ein höherer Schutzumfang, der in die Arbeitsplätze einfließen wird.  
Derne Aufbauprogramm dient der Verbesserung der Lebensverhältnisse, die einen Bevölkerungszugang nicht kann. Dadurch wird jenen Menschen die Möglichkeit gegeben, sich in diesem Bereich zu realisieren.



**Medizinische Hilfe**  
Krankheiten und Gesundheitszustand an Orten mit diesem Symbol werden unterstützt. Krankheitsbilder werden mit Medikamenten und ärztlichen Diensten und Mitteln unterstützt.  
Dieses Programm dient der Verbesserung der örtlichen Gesundheitsfürsorge und kann ein Einverständnis haben.



**Wohnungsbaumaßnahmen**  
Dieses Symbol kennzeichnet Orte, in denen Wohnungsbaumaßnahmen durchgeführt werden sollen. Im Vordergrund steht es sich um den Bau von Wohnhäusern und die Verbesserung der Wohnverhältnisse. Darüber hinaus sind auch die Verbesserung der sanitären Anlagen, die Verbesserung der Wärmeisolierung und die Verbesserung der Energieeffizienz zu nennen.



**Planung in wirtschaftlicher / sozioökonomischer Entwicklung**  
Dieses Symbol kennzeichnet Orte, in denen wirtschaftliche und sozioökonomische Entwicklung gefördert werden soll. Im Vordergrund steht es sich um die Förderung der Wirtschaftskraft und die Verbesserung der Lebensverhältnisse. Darüber hinaus sind auch die Verbesserung der sanitären Anlagen, die Verbesserung der Wärmeisolierung und die Verbesserung der Energieeffizienz zu nennen.



**Medizinische Versorgung**  
Dieses Symbol kennzeichnet Orte, in denen medizinische Versorgung verbessert werden soll. Im Vordergrund steht es sich um die Förderung der Gesundheitsfürsorge und die Verbesserung der Lebensverhältnisse. Darüber hinaus sind auch die Verbesserung der sanitären Anlagen, die Verbesserung der Wärmeisolierung und die Verbesserung der Energieeffizienz zu nennen.



**Maßnahmen in der Wohnbaumaßnahme**  
Dieses Symbol kennzeichnet Orte, in denen Wohnungsbaumaßnahmen durchgeführt werden sollen. Im Vordergrund steht es sich um den Bau von Wohnhäusern und die Verbesserung der Wohnverhältnisse. Darüber hinaus sind auch die Verbesserung der sanitären Anlagen, die Verbesserung der Wärmeisolierung und die Verbesserung der Energieeffizienz zu nennen.

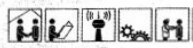
**Kulturprogramme**  
Für die Förderung der kulturellen Entwicklung ist es wichtig, einen engen Kontakt zu kultureller Hinsicht mit Deutschland zu erhalten bzw. zu verbessern.  
Bisher wurden insgesamt 14 Kulturveranstaltungen (Theater von Chloé, Szenen des Schauspielers und Chloé, musikalische Produktionen durchgeführt, und zwar 12 in der Bundesrepublik, 2 in der DDR.  
Zu den Kulturveranstaltungen gehören auch die Theateraufführungen, die in der DDR durchgeführt wurden. Diese Theateraufführungen wurden in der DDR durchgeführt und in der Bundesrepublik in der DDR durchgeführt.

**Kinderkärten, Schulen, Hochschulen, Jugendheimatort**  
Die Förderung der deutschen Sprache, der Kultur und der Wissenschaften, ist ein bedeutender Bestandteil.  
Die Unterstützung der Förderung ist es ein wichtiger Bestandteil, der die Förderung der deutschen Sprache, der Kultur und der Wissenschaften, ist ein bedeutender Bestandteil.  
Die Förderung der deutschen Sprache, der Kultur und der Wissenschaften, ist ein bedeutender Bestandteil.

**Programme in der Kultur**  
Für die Förderung der kulturellen Entwicklung ist es wichtig, einen engen Kontakt zu kultureller Hinsicht mit Deutschland zu erhalten bzw. zu verbessern.  
Bisher wurden insgesamt 14 Kulturveranstaltungen (Theater von Chloé, Szenen des Schauspielers und Chloé, musikalische Produktionen durchgeführt, und zwar 12 in der Bundesrepublik, 2 in der DDR.  
Zu den Kulturveranstaltungen gehören auch die Theateraufführungen, die in der DDR durchgeführt wurden. Diese Theateraufführungen wurden in der DDR durchgeführt und in der Bundesrepublik in der DDR durchgeführt.

**Die Förderung der Kultur**  
Für die Förderung der kulturellen Entwicklung ist es wichtig, einen engen Kontakt zu kultureller Hinsicht mit Deutschland zu erhalten bzw. zu verbessern.  
Bisher wurden insgesamt 14 Kulturveranstaltungen (Theater von Chloé, Szenen des Schauspielers und Chloé, musikalische Produktionen durchgeführt, und zwar 12 in der Bundesrepublik, 2 in der DDR.  
Zu den Kulturveranstaltungen gehören auch die Theateraufführungen, die in der DDR durchgeführt wurden. Diese Theateraufführungen wurden in der DDR durchgeführt und in der Bundesrepublik in der DDR durchgeführt.

## Hilfen für Deutsche in den Ländern der GU, Georgien und den baltischen Staaten



**Виды помощи немцам стран СНГ, Грузии и прибалтийских государствах.**

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland  
Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland

Stand: Januar 1993  
Trotzdem: Januar 1993

Source : *Ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne.*

## ANNEXE 29

### NOMBRE DE PROJETS SOUTENUS PAR RÉNOVABIS DE 1994 À 1998 EN EUROPE DE L'EST

Pays	1994	1995	1996	1997	1998
Albanie	3	10	9	13	8
Arménie	0	3	3	7	4
Bosnie-Herzégovine	5	8	20	19	27
Azerbaïdjan	0	0	0	0	0
Bulgarie	4	5	4	3	11
République de Yougoslavie	2	10	6	18	20
Estonie	2	0	5	7	7
Géorgie	1	4	6	5	9
Kazakhstan	4	8	15	18	24
Kirghizistan	0	0	2	0	1
Croatie	28	31	53	66	33
Lettonie	5	9	6	18	14
Lituanie	23	53	37	61	41
Macédoine	1	1	1	7	9
Moldavie	3	5	4	1	1
Pologne	74	142	146	200	189
Roumanie	32	45	31	74	86
Russie	21	39	45	82	95
Slovaquie	32	57	66	113	90
Slovénie	10	1	10	15	7
Tadjikistan	1	0	0	0	0
République tchèque	64	58	57	89	92
Turkménistan	0	0	0	0	0
Ukraine	24	75	126	169	181
Hongrie	25	25	67	84	84
Ouzbékistan	1	2	1	1	2
Biélorussie	11	55	51	48	47
Projets globaux concernant des pays	0	0		66	65
<b>TOTAL</b>	<b>431</b>	<b>866</b>	<b>1 115</b>	<b>1 184</b>	<b>1 147</b>

Source : Rapports annuels 1994 à 1998, Rénovabis.

## ANNEXE 30

# PART DES CATHOLIQUES ALLEMANDS PARMI LES RÉFUGIÉS DE LA *HEIMAT* EN 1945

*Des territoires allemands à l'Est de l'Oder-Neiße :*  
29,9%

Prusse-orientale : **15,8%**

Poméranie : **7,2%**

Brandenbourg : **9,6%**

Basse-Silésie : **30,0%**

Haute-Silésie : **89,1 %**

Ville libre de Dantzig : **38,7 %**

*Pologne : 38,1 %*

Région de Posen (Poznan) : **23,3%**

Haute-Silésie : **85,4%**

Pologne centrale : **7,2%**

Pologne orientale : **1,5%**

Galicie : **51,4%**

*Tchécoslovaquie : 91,2%*

Bohême-Moravie-Silésie : **91,%**

Slovaquie : **70,8%**

*États baltes : 3,2%*

Estonie : —

Lettonie : **32%**

Lituanie : **1,9%**

Territoire de Memel : **4,2%**

*Autres États*

Union soviétique : **18,2%**

Hongrie : **82,0%**

Roumanie : **42,2%**

Yougoslavie : **77,4%**

**TOTAL : 44,9%**

Source : *Kirche und Heimat* , Bonn, Éd. *Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz* , 29 janvier 1999, p. 59 et 60.

## ANNEXE 31

### 1. PROGRAMME DIAKONISCHES WERK DE L'EKD, « LES ÉGLISES AIDENT LES ÉGLISES » DE 1990 À 1997 EN EUROPE DE L'EST EN DM

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Albanie	–	–	–	–	40 000	40 000	60 000	90 000
Bulgarie	–	–	–	50 000	40 000	40 000	40 000	40 000
CEI/Russie	50 000	350 000	100 000	100 000	230 000	340 000	290 000	522 000
Hongrie	45 000	50 000	100 000	90 000	105 000	120 000	80 000	120 000
Pologne	60 000	50 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	350 000
Roumanie	110 000	10 000	50 000	140 000	130 000	70 000	120 000	80 000
Slovaquie	–	–	–	–	–	10 000	250 000	250 000
Rép. tchèque	180 000	100 000	150 000	180 000	150 000	110 000	175 000	170 000
Ex-Yougo.	227 000	190 000	170 000	80 000	30 000	30 000	60 000	70 000

Source: *Kirchen helfen einander weltweit, Projekte und Programm, Diakonisches Werk de l'EKD, 1990 à 1997.*

### 2. SOUTIEN FINANCIER DE « L'ŒUVRE GUSTAV-ADOLF »



# EN EUROPE DE L'EST DE 1990 À 1998 EN DM

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Bulgarie	—	—	—	—	—	—	—	45 000	45 000
Croatie	—	—	—	40 000	65 000	40 000	85 000	80 000	60 000
Estonie	—	—	—	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Hongrie	165 129	164 298	159 430	160 900	160 000	160 000	162 000	118 000	160 000
Lettonie	—	—	—	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000	60 000
Lituanie	—	—	—	60 000	60 000	85 000	120 000	60 000	100 000
Pologne	194 500	199 500	204 500	194 500	189 500	169 500	169 500	139 500	130 000
Roumanie	160 000	230 000	246 000	160 000	311 000	313 800	223 800	240 000	220 400
Russie	30 000	100 000	210 000	120 000	120 000	60 000	200 000	200 000	200 000
Slovaquie	—	—	—	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
Slovénie	—	—	—	45 000	105 000	45 000	60 000	60 000	60 000
Rép. tchèque	310 000	230 000	270 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
Ukraine	—	—	—	—	—	60 000	60 000	36 000	60 000
Ex. Yougo.	257 420	250 000	255 000	135 000	278 900	320 400	199 300	190 000	120 000

Source : *Projektkataloge* de 1990 à 1998, Gustav-Adolf Werk.

## ANNEXE 32

### *BUDGET DE L'ANNÉE 1998* *SELON LE § 96*

Promotion culturelle du <i>Bund</i> dans sa totalité :	1,585 milliard de DM
Traitement des fonctionnaires auprès du BMI :	1,486 milliard de DM
Promotion selon le § 96 :	29 millions de DM
18 instituts sont concernés pour :	17,66 millions de DM

*A cela s'ajoute le soutien à des projets :*

<i>Breitenarbeit</i> :	4,8 millions de DM
Sciences :	2,7 millions de DM
Bibl. + Archives :	0, 3 million de DM
Musique + Art :	1, 0 million de DM
Musées :	2,54 millions de DM

### *Autres instituts et organismes :*

BdV :	3,5 millions de DM
Institut Herder :	3,0 millions de DM
Centres de rencontres :	2,0 millions de DM
Entretiens de monuments :	5,0 millions de DM
Musées :	7,1 millions de DM
Institut fédéral dans l'Oldenburg :	2,0 millions de DM
Académie de la Baltique :	644 000 DM
Groupes ethniques de culture étrangère :	6,3 millions de DM
Organisations polonaises :	450 000 DM

### *Spätaussiedler*

Intégration culturelle des <i>Spätaussiedler</i> :	25,3 millions de DM
Friedlandhilfe :	4,0 millions de DM
Préservation de la « conscience historique » :	19,6 millions de DM

Source : Fédération des réfugiés

ANNEXE 33

TERRITOIRES D'EUROPE  
CENTRALE SOUTENUS  
CULTURELLEMENT  
PAR LE MINISTÈRE DE  
L'INTÉRIEUR DE LA  
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE  
D'ALLEMAGNE SELON LE §  
96



Source : Ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne.

## TERRITOIRES DE LA RUSSIE EUROPÉENNE SOUTENUS CULTURELLEMENT PAR LE MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

## SELON LE § 96



Source : Ministère de l' Intérieur de la République fédérale d'Allemagne.

## ANNEXE 34



# Participants and guests Participants et invités Telinehmer and Gäste УЧАСТНИКИ И ГОСТИ

44th FUEN Congress on Nationalities in Haderslev  
from 12th—16th May 1999

44<sup>e</sup> Congrès des Nationalités de l'UFCE à  
Haderslev  
du 12 au 16 mai 1999.

44. FUEV-Nationalitätenkongreß in Hadersleben  
vom 12.-16. Mai 1999

44-Й КОНГресс НаЦИОНальНОСТей ФСЕНМ  
ХаДерслеВ с 12-ГО Мая 1999 Г.

# 1999

sorted in alphabetic order  
dans l'ordre alphabétique  
alphabetisch sortiert  
В алФаВИТНОМ ПОрядке

FUEV - GENERalsekretariat  
Schriftbrücke 41 D - 24939 Flensburg  
Tel.: +49 - 461 - 12 8 55 Fax: +49 - 461 - 18 07 09  
E-Mail: info@fuen.org <http://www.fuen.org>

## Noms et adresses

**Abeille Patrice**  
**2 Avenue de la Maveria**  
**F – 74940 Annecy le Vieux**

**Adam Aladar**  
UL Dendesi  
UA – 29400 Uzgorod

## Organisations/Institutions

**Région Rhône-Alpes**  
**Ligue Savoisienn**  
**Secrétaire généra**

Transkarpatische  
Romavereinigung  
für Kultur und Bil  
Président



<b>Adam Horst</b> Elisabeth – Wolf – Str. 25 D – 03042 Cottbus	Bund Lausitzer So Chefred. Wochenz Casnik »
<b>Adler Peter</b> Holländische Str. 2 D – 01067 Dresden	Landtag Sachsen Membre du Comit TUE
<b>Alexandrov Ivan</b> Yavorov N°1 BG – 3700 Vidin	Verband der Walla Bulgarien Präsident
<b>Als-Johansen Jan</b> Bemsstorffsvej 48 DK-5000 Odense C	Interpreter into En
<b>Andersen Kaj</b> Hedigenwai 3 D – 25980 Westerland/Sylt	Sydslesvigs dansk Ungdomsforening (SdU). Stellvertr.
<b>Arquint Romedi</b> Chapella/Susauna CH- 7526 Cinuos – chel	Président de l'UFC Membre du Parlen des Grisons
<b>Asmussen A.P</b> Sonderjyllands Erhvervscenter Bjergparken DK – 6200 Äbenrå	Sonderjyllands Erl SJEC Direktor
<b>Augst Harry Dr</b> Paliaschwili 12 GEO-380079 Tbilissi	Association des A Géorgie Vice-président
<b>BakkerJan</b> NL	Youth of European Yen

<b>Bieling Peter</b> Vestermarken 13 DK – 6360 Tinglev	Bund deutscher No (BdN) Vorsitzender der S Partei
<b>Bohsen Anne-Marie</b> Birkevej 2 Hammelev DK – 6500 Vojens	Invité
<b>Bohsen Rigmor</b> Heisager Naesvej 121 DK – 6100 Haderslev	Invité
<b>Brankatsch Jakob</b> Postplatz 2 D – 02625 Bautzen	Domowina – Bunc Sorben e.V Président
<b>Brehmer Dietmar</b> ul. Gdanska 18/70 PL – 40-773 Kattovice	Deutsche Arbeitsg Versöhnung und Zukunft
<b>Brenner Koloman Dr.</b> Ady Endre Str. 88 H – 9400 Sopron	Landesselbstverwa Ungamdeutschen
<b>Brenzovych Vosyl</b> Pravoslavnaja Embankment, 5 UA – Uzgorod	Karpato-Ukrainisc Kulturgesellschaft Vice-Président
<b>Brezan Stanislaw</b> Wigardstr. 17 D – 01097 Dresden	Sächsisches Staats Sciences et arts
<b>Bresigar Bojan</b> Aurisina-Nabrezina 150	European Bureau f Languages (EBLU

I – 34011 Trieste-Trst

**Brodersen** - Siering  
Kiwittsmoor 53 a  
D – 22417 Hamburg

FUEV, Secrétariat

**Brugger Siegfried Dr.**  
Brennerstr. 7/a  
I-39100 Bozen

Südtiroler Volkspartei

**Buch Jørn**  
Marielystvej 10  
DK- 6100 Haderslev

Haderslev Stats skole  
Dozent

**Busching Else**  
Österskovvej 27  
Kollund  
DK – 6340 Krusa

Accompagnatrice

**Candussi Frauke**  
Skolegade 17, Guderup  
DK – 6430 Nordborg

Bund deutscher Norddeutscher  
(BdN)

**Caspari Friedhelm**  
Postfach 1432  
D – 24904 Flensburg

Deutsche Presse Anstalt

**Chazbijewicz Selim**  
Powstancow Warszawskich  
22/2  
PL-80- 152 Gdansk

Union of Polish Teachers  
Président

**Christensen Christian**  
Vestergade 30  
DK – 6200 Äbenrå

Bund deutscher Norddeutscher  
(BdN)

**Christensen Pernille**

Indenrigsministeriet

Christiansborg  
Slotsplads Nr. 1  
DK – 1218 Kobenhavn

Internal  
Affairs)

**Clausen Vivian**  
Bjergholt 16  
DK – 6200 Äbenrå

Bund deutscher No  
(BdN) Embassy of  
Denmark

**Cringanu Vasile**  
Stranddagervej 27  
DK – 2900  
Hellerup/Kobenhavn

European Center f  
Issues

**Daftary Farimah**  
Schiffbrücke 12  
Am Kompagnietor  
D – 24939 Flensburg

European Center f  
Issues  
(ECMI)

**Dederer Alexander Dipl.  
Ing.**  
Deutsches Haus  
Samal 3, Haus 9  
KZ-480051 Almaty

Rat der Deutschen  
Président

**Derungs Gion A.**  
Via Plessur 47  
CH – 7001 Chur/Cuera

Lia Rumantscha  
Secrétaire général

**Devetak Miljenka Fischer**  
Mladinska 9  
SLO – 62000 Maribor

International Scier  
Minorities for Eur  
Tomorrow  
(ISCOMET).

**Devetak Silvo Prof. Dr.**  
Mladinska 9  
SLO – 62000 Maribor

International Scier  
Minorities for Eur  
Tomorrow  
(ISCOMET) – Pré

<b>Dill Valerie</b> Achunbaewa 140 KIR – Bischkek	Volksrat der Deuts Kyrgizstans Président
<b>Djappajev Rassoul</b> Baksanskaja Str. 10-43 RUS – Tymyaus	Nogai Volk « Birli Vorsitzender der i Vereinigung
<b>Djemilev Mustafa</b> Zatrubcenko SK 40/1 UA- 334410 Kirim Bahce Saray	Medzhlisie des kri Volkes Président
<b>Dose Johannes</b> Merianvej 24 DK – 2900 Hellerup	Deutschlandfunk DLF Kieler Nachr Süddeutsche Zeitu
<b>Egelund-Nielsen Rasmus</b> Bentzonsvej 8 DK – 2000 Frederiksberg	Interprète de franç
<b>Elle Ludwig Dr.</b> Postplatz 2 D – 02625 Bauzen	FUEV – Vice-prés Domowina – Bunc Sorben e.V
<b>Engelbrecht Bernd</b> Norderstr. 76 D – 24939 Flensburg	Sydsleswigsk Fore Sydsleswigsk Pres
<b>Ernest Wassiljew</b> Lwa Tolstogo Str. 29-1 Ukraine – Kiew	Gesellschaft der D Ukraine « Wiederg
<b>Eteзов Bakhaoutdin</b> RUS – Moskau 109518	Milletlerasi Meshe Cemiyeti « Vatan » (Internat Meskhetian Turks)

	Rundfunkredakteur
<b>Ferguson-Günther Susan</b> Marienerrasse 16 D – 22085 Hamburg	Interprète d'anglais
<b>Fischer Mirco</b> Rektorparken 1, 1019 DK – 2450 København SV	Sydslesvigsk Fore Informationsmeda
<b>Florian Laszlo</b> Zarotova 2 SK – Bratislava	Party of the Hunga
<b>Fouere Erwan</b> 4, Avenue Général de Longeville B – 1150 Brussels	European Commis Head of the OSCE
<b>From Karen</b> Rådhuset Gåskaergade 26 DK – 6200 Åbenrå	Haderslev Komun Borgermester
<b>Funck Gary</b> Oldgras 1 D-25813 Husum/Hüsem	FUEV – Generalse Youth of European YEN Vice-Président
<b>Gafrik Jozef Dr.</b> Stanielova 1268 CZ – Praha 6	Obec Slovâkov v C (Verband der Slow Tschechischen Rej
<b>Garnier Pascal</b> 2 Avenue de la Mavéria F – 74940 Annecy le Vieux	Région Rhône-Al Ligue Savoisienne Secrétaire généra

**Gerasimov Alexi Prof.**  
Ingoro KVA St. 7  
380034  
GE – Tblisi

Assistant to the Pr  
Georgia  
on Inter Ethnic Re

**Gieler Zlatka Mag.**  
Dr. Lorenz-Karalstrasse  
23 A – 7000 Eisenstadt

Hrvatsko Kultumo  
(Kroatischer Kultu  
Burgenland)  
Président

**Goretzki Gernot**  
Börchemstrasse 38  
D – 40597 Düsseldorf-  
Benrath

Gemeinnützige  
Hermann-Niermar  
(HNS)

**Goretzki Karin**  
Börchemstrasse 38  
D – 40597 Düsseldorf-  
Benrath

Accompagnatrice

**Gossmann Anne-Marie**  
D – 53108 Bonn

Accompagnatrice

**Gossmann Rolf**  
**Bundesministerium des**  
**Innern**  
**Ref. SH 7. Postfach 170 290**  
**D – 53108 Bonn**

**Ministère de l'int**  
**la République féd**  
**d'Allemagne**

**Gotfredsen Niels**  
Solvang 30  
DK – 6100 Haderslev

Invité

**Greser Gertrud**  
Lichardova 20  
SK – 04001 Kosice

Association des A  
Carpates  
Président

**Grib E. A**  
Malaja Pirogowskaja Str. 5  
(Off.51)

Internationaler Ve  
Deutschen  
Kultur

**Grigorowitsch Dimitij**  
Bajkalskaja Str.  
RUS – 107497 Moskau

Kongres Polakow  
(Naltschik)

**Grin François Dr.**  
Schiffbrücke 12  
Am Kompagnietor  
D – 24939 Flensburg

European Center f  
Issues  
(ECMI), Acting D

**Gyurcsik Ivan**  
Pozsonyi út 58  
H – Budapest

Government Offic  
Minorities Abroad  
Head of Departme

**Hafizi Azem**  
P.O. Box 18 33  
USA – Illinois 60507 Aurora

The Union of the I

**Handreck Hannelore**  
Hauptstrasse 28  
D – 03185 Heinersbrück

Ostdeutscher Runc  
Brandenburg ORE  
Sorbisches Program  
Rédactrice

**Hansen Carsten**  
Persillegade 6  
DK – 6200 Åbenrå

Institut for graense

**Hansen Christa**  
Grønnevej 55  
DK – 6360 Tinglev

Nordschleswigsch  
Pfarrbezirk Tingle  
Pasteur

**Hansen Hans Heinrich**  
Fredeshøj 3 / Hejsager  
DK – 6100 Haderslev

FUEV – Vice-prés  
Bund deutscher No  
(BdN)



**Hansen Ivar**  
Christiansborg  
DK – 1240 København

Folketinget  
Folketingspraeside

**Hansen Susanne**  
Fredeshøj 3 / Hejsager  
DK-6100 Haderslev

Bund deutscher No  
(BdN)

**Heidemann Meyer Poul**  
Ribe Lnadevej 41  
DK – 6100 Haderslev

Bund deutscher No  
(BdN)

**Heidemann Tove**  
Ribe Landevej 41  
DK – 6100 Haderslev

Bund deutscher No  
(BdN)

**Heil Hermann**  
Vestergade 30  
DK-6200 Åbenrå

FUEV – Revisor  
Bund deutscher No  
(BdD)  
BdN – Geschäftsfi  
Arbeitsgemeinscha  
Minderheiten in de

**Henriksen Niels**  
P.O Box 1530  
DK – Copenhagen

Graenseforeninger  
General Manager

**Hocke Geraldine**  
**Bundesministerium des**  
**Innern. Ref. SH 7**  
**Postfach 170 290**  
**D – 53108 Bonn**

Ministère de l'inté  
République fédéra

**Hodkewitsch Leonid Dr.**  
Al. Stanboliiski Str. 42  
BG – 1000 Sofia

Verband der Russi  
Weissgardisten Bu

<b>Hosp Bruno Dr.</b> Andreas Hoferstrasse 18 I – 39100 Bozen/Südtirol	FUEV ? Vice-Prés Volkspartei (SVP) Landesrat für Schu
<b>Iwersen Philipp</b> Österskovvej 27 Kollund DK – 6340 Kruså	Bund deutscher No (BdN) Verband deutscher
<b>Jensen Hahn Jörgen</b> Bensmoor 29 D – 25842 Aaster- Beergem/Ost	Foriining for natio Verein Nationaler Président
<b>Jensen Helge</b> Amtsgården Sønderjylland Skelbaekvej 2 DK – 6200 Åbenrå	Viceamtsborgerme Sønderjylland
<b>Jensen Karl</b> Stationsvej 84 DK – 5792 Årlev	Filminstruktør
<b>Jessen Anne Margrethe</b> Tannenweg 8 D – 24983 Handewitt-Ellund	Slesvig-Ligaen Vorstandsmitglied
<b>Jessen Hans</b> Borrevej 25 Sundsmark DK – 6400 Sønderborg	Den Danske Europ Amtsorganisatione
<b>Joachim Robert</b> Rosengasse 2 F – 67500 Hagenau	L’Union populaire Lorraine
<b>Johannsen Peter Iver</b> Vestergade 30	Bund deutscher No (BdN)

DK – 6200 Åbenrå

BdN – Secrétaire

**Jurcijs Janis**

Blaumana 19

LT – Saldus

Deutscher Kulturv

Présidente

**Kämper Anne**

Kappelner Str. 22

D –24975 Husbyholz

Sydslesvigs dansk

Ungdomsforening

(SdU) – Présidente

**Karlsson T.R. Johannes**

Esplanaden 110

FIN – 10900 Hangö

Svenska Finlands

(Finnland-Schwed

Parlament)

Vince-Président

**Kellner Hans-Jørgen**

Vestergade 34

DK- 6330 Padborg

Sysleswigs danske

Ungdomsforening

Kontorchef

**Kergren Jean**

14 Av A Moisant

F – 78400 Chatou

**Comité d'Action**

**Bretagne**

**Ketscherukov Aseret – Ali**

Lenina – Str. 52, Woh. 78

RUS – 357190

Karatschaiewsk

Nogai Volk « Birli

**Kiseleva-Buggeskov Elena**

Dronning Olgrasvej 57 B

DK – 2000 Frederiksberg

Interprète de russe

**Kleiner Milena**

Trg. Sv. Marka 2

HR – 41000 Zagreb

Gouvernement cro

Office for Nationa

Deputy Head of th

**Kley Inge**

Bund deutscher No

Fuglsangalle 4 Ørsted DK – 6560 Sommersted	(BdN)
<b>Kley Paul Georg</b> Fuglsangsallé 4 – Ørsted DK – 6560 Smmersted	Bund deutscher No (BdN)
<b>Knoblich Herbert Dr.</b> Am Havelblick D – 14473 Potsdam	Landtag Brandenb Président
<b>Koderhold Christian</b> Kaunitzgasse 14/11 a A – 1060 Wien	Most Svobode – F
<b>Kolnik Marija</b> Presemova 2 SLO – 2000 Maribor	Begleitung
<b>Komlossy Joseph von</b> Höglersstrasse 53 CH – 8600 Dübendorf	FUEV – Vice-prés Spécialiste des mi hongroises
<b>Konopacki Sokotka</b> Pocztowa 2/2 PL – 80-152 Gdansk	Union of Polish T Vice-président
<b>Konzack Harald</b> Postplatz D – 02625 Bautzen	Domowina – Bunc Sorben e.V
<b>Kötschau Gabriele Dr.</b> Kurparkstrasse 12 D – 24960 Glücksburg	Schleswig-Holstei Landtagsvizepräsi
<b>Koudousov Ernst</b>	Kirim Tatar Milli l

Schmidt-Str. 2  
UA – Simferopol

Mejlis of the Crim

**Koudriavtsev Vladimir Dr.**  
Krasno-armej skaj a Str. 44  
RUS – 424036 Joschnar –  
Ola

Mari-Uchem

**Kovalchuk Kostyantyn**  
Barbiuss – 38/4  
UA – 274000 Chernovtsy

Christian-Democr  
Romanians in Ucr  
Vice-président

**Kracht Harald**  
Eichenweg 6 a  
D – 24857 Fehrdorf

Schleswig-Holstei  
Heimatbund  
Schulrat a. D

**Kracuncovic Dimitrije**  
Pozarevacka Br. 8  
YU – ZAJECAR 19000

Pokret Vlacha i Ru  
Jugoslavije  
Bewegung der Wa  
Rumänen  
in Jugoslawien). P

**Krag Elfi**  
Lojt Sønderskovvej 145  
DK – 6200

Bund deutscher No  
(BdN)

**Krag Elen**  
Universitet København  
DK – København

København Unive  
Centre for minorit

**Kring Karl**  
Hans – Brüggermannstrasse  
34  
D – 24937 Flensburg

FUEV – Revisor  
Sydslesvigsk Fore

**Kristoffersen Frode**  
Haderslevvej 94

Parlement européenne

DK – 6200 Åbenrå

**Kühl Jørgen Dr.**  
Danevirkegården/Ochsenweg  
5  
D – 24867 – Dannewerk

Sysleswigsk Forer  
Danevirkegården  
Museumsleiter

**Kühnrich Klaus-Dieter  
MdL**  
Holländische Stra; 2  
D – 01067 Dresden

Landtag Sachsen –  
Fraktion

**Kukuk Traudl**  
Alte Euerdorferstr. 1 Pf.  
1480  
D – 97667 Bad Kissingen

Bildungsstätte « der

**Kulmetsch Janko Mag.**  
Viktringer Ring 26  
A – 9020 Klagenfurt

Narodni Svet Korc  
Rat der Kärntner S

**Kurktichiev Toma**  
Kniaz Boris i Str.  
136 BG – 1000 Sofia

Asociata Vlahilor  
Verband der Walla  
Bulgarien

**Küsel Ulrich**  
Skibbroen 4, Postbox 1041  
DK – 6200 Aabenraa

Tageszeitung « der  
Nordschleswiger »

**Küssner Dieter Paul**  
Lundweg 2  
D – Jarplund

Sydslesvigsk Fore

**Labovic Slavko**

Servisk Forening i

**Lageveen Wiebe**  
Albrondaleane 8

Ried fan de Frysk  
Trésorier

NL – Frjentser

**Laipanov Bilal**

Lenina – Prosp.2 – Woh. 27  
RUS – 357100 Tscherkessk

Demokratische Or  
« Dzhamagat »

**Lange Bertold**

Luisenstrasse 25  
D- 53129 Bonn

Accompagnateur

**Larsen Ellen**

Bolbro Villavej 2C  
DK – 2960 Rungsted Kyst

Interprète de dano

**Le Moine Per**

**Klesseven**  
**F – 22110 Glomel/Bretagne**

**FUEV – Vice-Pré**  
**Comité d’Action**  
**Bretagne**

**Lepa Gerhard**

Fliederstr. 7a  
D – 67259 Grossniedesheim

Vereinigung der  
Prussen und Prussi

**Lippert Kurt**

Jørgensgård 5  
DK – 6200 Åbenrå

Bund deutscher No  
(BdN)  
Deutscher Jugendv  
Nordschleswig

**Liptak Peter Dr.**

P.O Box 38  
Posta 4 CZ- 15004 Praha

Obec Slovakov v C  
(Verband der Slow  
tschechischen  
Republik

**Lukin Matti**

Lustigkullevågan 16 c  
S – 591 46 Motala

Youth of European  
YEN  
(Jugend Europäisc  
Volksgruppen-JE\

**Madsen Grete**  
Christiansborg  
DK – 1240 København

Folketinget

**Martinen Hark**  
Straatweg 26  
D – 25866 Mildstedt

Nordfriesischer Ve

**Matlok Siegfried**  
Peder Skramsgade 11  
DK – 1054 København K

Bund deutscher No  
(BdN)  
Deutsches Sekreta  
Kopenhagen  
Sekretariatsleiter, «  
« der Nordschlesw

**Me Kinney William**  
Schiffbrücke 12  
Am Kompagnietor  
D – 24939 Flensburg

European Center f  
Issues  
(ECMI), Librarian

**Melanifidi Georgij  
Fedorowij**  
Wetoschnoj Per, 7  
RUS – Moskau

Obiedinenie Grets  
Obschestw  
Association des G  
Secrétaire général

**Messmer Karin**  
Gånsemarkt 31  
D – 20354 Hamburg

Interprète de franç

**Meyer Annalise**  
Brahmsstrasse 5  
D – 24943 Flensburg

Begleitung

**Meyer Ernst**  
Brahmsstrasse 5  
D – 24943 Flensburg

FUEV – Generalse



**Meyer Joachim**  
Friedhofstrasse 24  
D – 24937 Flensburg

Interprète d'allema

**Mitterdorfer Karl Dr.**  
Penegalstrasse  
1-39100 Bozen

Südtiroler Volkspä  
Sénateur  
Ancien Président c

**Møller Iver**  
Fjordlokke 28  
DK – 6200 Åbenrå

Fhv. Politimester

**Mørck Birgit**  
Vestergade 30  
DK – 6200 Åbenrå

Bund deutscher No  
(BdN)

**Moschenross Ferdinand**  
**Am Alten Fischmarkt 7**  
**7, rue du Vieux Marché**  
**Poissons**  
**F – 67000 Strasbourg**

**L'Union populair**  
**Lorraine**

**Munksgård Jørn**  
Vestergade 30  
DK – 6200 Åbenrå

Bund deutscher No  
(BdN)

**Nickelsen Armin**  
Skovfennen 16  
DK – 6360 Tinglev

FUEV – Secrétaire

**Nickelsen Frank**  
Schiffbrücke 41  
D – 24939 Flensburg

FUEV – Secrétaire

**Nickelsen Susanne**  
Skovfennen  
DK – Tinglev

FUEV – Secrétaire

<b>Nielsen Harris</b> DK – København	Udenrigsministeriet
<b>Nielsen Jesper</b> Flensborgvej 50 DK – 6200 Åbenrå	Højskolen Østersø
<b>Nielsen Leif</b> Vollerup Byvej 22 DK – 6392 Bolderslev	Bund deutscher Nationalisten (BdN)
<b>Nikqi Riza</b>	Kosovoalbansk Folkebevægelse Danmark
<b>Nissen Manfred</b> Bensmoor 29 D – 25842 Aaster- Beergem/Ost	Forbundsverband der Nationalen (Verein Nationaler)
<b>Ottlakan Aurel Dr.</b> Dósza György u. Pf. 6 H – 5701 Gyula	Unionea Romanilor (Roumains de Hongrie)
<b>Overlade Klaas</b> Vestervej 10/Mandø DK – 6760 Ribe	Invité
<b>Overlade Svend</b> Vestervej 10/Mandø DK – 6760 Ribe	Invité
<b>Pahl Franz Dr. MdL</b> Landhaus 4 – Crispistrasse I – 39100 Bozen	Membre du Landtag
<b>Palmaitis Letas</b> Donelaičio 70, bt. 7	European Institute Ethnic

LT – 3000 Kaunas	Minorities. Directe
<b>Pauls Uwe</b> Düsternbrooker Weg 64 D – 24105 Kiel	Staatskanzlei Schl Minderheitenrefer
<b>Pècsi Ferenc MP</b> Herastrau 13 RO – Bucuresti	Association démoc Hongrois de Roumanie
<b>Pedersen Klaus Carsten</b> DK – København	Udenrigspolitisk s Direktor
<b>Peeters Yvo J. D Dr</b> Lenoirstraat 13 B – 1090 Brussel	Vlaamse Volksbev
<b>Pelka Rainer Dr.</b> D – 24988 Sankelmark	Europäische Akad Akademiedirektor
<b>Pepinov Fuad</b> Aluschtinskoje–Schosse 10690 RUS – 106127 Moskau	Milletlerarasi Mes Cemiyeti « Vatan » (Internat Meskhtian Turks)
<b>Perusich Jelka</b> Dr. Lorenz–Karallstrasse 23 A – 7000 Eisenstadt	Hrvatsko Kultumo (Kroatischer Kultu Burgenland) Vice–Président
<b>Pichler Vesna</b> Europske av. 8 HR – 31000 Osijek	Verein der Deutsch Österreicher Président
<b>Pillich László</b> Str. Clinicilor 18 RO – 3400 Cluj	Heltai Gáspár Kön Alapítvány Heltai Gáspár Libr

	Foundation Président
<b>Pizzinini Ilda</b> Hotel la Stüa I – 39030 San Cascian	Union Generela di Dolomites Président
<b>Politz Frank</b> Wall 74 D – 24103 Kiel	Deutschlandradio Korrespondentenb Holstein
<b>Prunennec Yvon</b> <b>4 Place Pierre Gilles</b> <b>F – 35200 Rennes</b>	<b>Parti pour l’Orga d’une Bretagne li</b>
<b>Radcke Ingo–Heinrich</b> Kystvej 18 DK – 6200 Åbenrå	Deutsches General
<b>Rautenberg Peter</b> Rathausplatz 1 D – 24937 Flensburg	Stadt Flensburg Stadtpräsident
<b>Rehor Sonja</b> Postplatz 2 D – 02625 Bautzen	Domowina – Bunc Sorben e.V
<b>Richter Helmut</b> OT Weissig Nr. 2 D – 02627 Kubschütz	MDR – Mitteldeut Sorbischer Hörfun
<b>Rinzema Jaap</b> Kobbeflecht 65 NL – Hurdegaryp	Ried fan de Fryske Vice–Secrétaire
<b>Ritter Manfred</b> Vestergade 30	Bund deutscher No (BdN)

DK – 6200 Åbenrå

**Rösper Ursula MdL**

Land Schleswig H  
CDU – Fraktion

**Rose Romani**

Bremeneckgasse 2  
D – 69117 Heidelberg

Conseil central des  
allemands  
Président

**Rossberg Arnold**

Bremeneckgasse 2  
D – 69117 Heidelberg

Conseil Central de  
allemands  
Juristischer Mitart

**Ruppert Ilse**

Steinknapen 48 a  
D – 45470 Mühlheim/Ruhr

Carl-Schirren-Ges  
Deutsch-Baltische

**Sarközi Rudolf**

Devrientgasse 1  
A – 1190 Wien

Kulturverein öster  
Roma

**Sass Babette Baronin von**

Gravenhorststr. 11  
D – 21335 Lüneburg

Cari – Schirren – C

**Scheuermann Martin**

Kirchgasse 16  
D – 63674 Altenstadt

Philipps-Universit  
Institut für Osteur  
Geschichte

**Schmidt Gerhard**

Ladegårdskov 5  
DK – 6300 Grästen

Bund deutscher No  
(BdN)

**Schneider Horst**

Glatzer Weg 5  
D – 24943 Flensburg

Sydslesvigs dansk  
Ungdimsforeninge

**Schöning Jürgen Dr.**  
Düstembrooker Weg 70  
D – 24105 Kiel

Land Schleswig H  
Direktor des schles  
hlsteinischen  
Landtages

**Schowtka Peter MdL**  
Holländische Str. 2  
D – 01067 Dresden

Landtag Sachsen  
Mitglied des Eurog

**Schultz Heinrich**  
Tönninger Strasse 29  
D – 25836 Garding

Sydsleswigske Fore

**Schulz Kurt**  
Sehestedter Str. 48  
D – 24340 Eckenförde

Grenzlandbeauftragt  
Ministerpräsidenti  
Schleswig-Holstei

**Seifert Kurt**  
Lindsnakkevej 21 G  
DK – 6200 Åbenrå

Bund deutscher N  
(BdN)  
Sleswigsche Partei

**Severinsen Hanne MF**  
Loenborgvej 7  
Hedeby  
DK – 6900 Skjern

Member of the Par  
Assembly of the C

**Siering Kay Lennart**  
Wendsloher Weg 8  
D – 20251 Hamburg

FUEV – Generalse

**Sigård-Madsen Edith**  
Harden Eiche 8  
D – Struxdorf

Korrespondierende  
Mitglied  
Sydslesvigske Fore

**Simic Mila**  
Trg. sv. Marka 2  
HR – 41000 Zagreb

Gouvernement cro  
Office for Nationa  
Head of the office

**Sitchinava Ramazi**  
RUS – Moskau

Ambassadeur de la  
Géorgie en Russie

**Skenderovic Antun**  
Ivana Milutinovica 31  
YU – 24000 Subotica

Demodratski Save  
Vojdonini  
Union démocratique  
de  
Vojvodine. Vice-P

**Skov Kamma**  
Kabbelejevej 56  
DK – 2700 Brønshøj

Interprète de danois

**Slawik Renate**  
Hochstrasse 8  
D – 81669 München

Sudetendeutscher

**Sobiela – Caanitz Guiu Dr.**  
Aual  
CH – 7546 Ardez

Revue « Europa Et  
Editeur

**Sønderby Peder**  
Toldbodgade 13  
DK – 6520 Toftlund

Fhv. Medlem af Fo

**Søndergård Harald**  
Gyden 5  
DK – 6360 Tinglev

Bund deutscher No  
(BdN)  
Abgeordneter des

**Spoorendonk Anke MdL**  
Norderstrasse 74  
D 24939 Flensburg

Sydslesvigsk Vael  
Südschleswigsche  
(SSW)

**Stros Christa Dr. Ing**  
Chodska 12  
CZ – 12000 Prag 2

Assemblée du Lan  
de Bohême, de Mo  
Silésie

**Stuflesser Marina**

Weggensteinstrasse 12/a  
I – 39100 Bozen

Begleiterin

**Stuflesser Werner Dr.**

Weggensteinstrasse 12/a  
I – 39100 Bozen

Südtiroler Volkspartei  
Vizeparteiobermann  
Europäische Akademie  
Präsident

**Sussi Matej**

I – Trieste

Youth of European  
YEN

**Synak Brunon**

ul. Straganiarska 20/22  
PL – 80-837 Gdansk

Zrzeszenie Kaszubskie  
(Kaschubisch-Pomeranischer  
Verein)  
Präsident

**Tchitlov Dimitri Dr.**

Tschrelaschwili Str. 3  
GEO – Tbilisi

All Georgian Federation  
Societies

**Texier Marcel Prof.**

8 rue de Pas-de-Calais  
F – 78310 Maurepas

Parti pour l'Organisation  
Bretagne libre

**Tonkovic Bela**

Ivana Milutinovaca 31  
YU – 24000 Subotica

FUEV – Vizepräsident  
Demokratische  
Vojvodina  
(Union démocratique  
de Vojvodine)

**Trampusch–Novak Maria  
Dr.**

Amulfplatz 1  
A – 9021 Klagenfurt

Amt der Kärntner  
Volksgruppenbüros

**Tschervonnaja Swetlana**

Institut der Ethnologie



<b>Dr. Prof</b> Kastanajewskaja–Str 23–2– 68 RUS – Moskau 121108	Anthropologie Akademie der Wis Russlands
<b>Tshapodov Genabij Pawlowich</b> Leninski rayon Razwilka 29 RUS – 142717 Moscow	Obiedinenie Grets Obschestw Rossij Association des G
<b>Wagner Renate</b> Am Havelblick 8 D – 14473 Potsdam	Landtag Brandenb Ausschussassisten
<b>Wakounig Andreas</b> Viktringer Ring 26 A – 9020 Klagenfurt	Narodni Svet Korc Conseil des Slovè
<b>Walicki Bronislaw</b> Kopernickova 19 CZ – 73701	Rada Polakow Conseil polonais e tchèque Vice–Président
<b>Walker Alastair</b> Elbinger Str. 10 D – 24589 Nortorf	European Bureau f Languages (EBLU
<b>Weber Erika</b> Gonsiori 29/134 EE – 0100 Tallinn	Verein der Deutsch Association des A d’Estonie
<b>Weisser Marie–Luise</b> Büttjebüller Kirchenweg 24 D – 25852 Bordelum	Nordfriesischer V Association des Fr
<b>Wendl Christa</b> Zentagasse 20/32	Interprète d’allema

A – 1050 Wien

**Werth Helmut**  
Tydal 1  
D – 24982 Eggebek

Sleswig-Ligaen

**Widmann Thomas Dr.**  
Brennerstrasse 7/a  
1 – 39100 Bozen

Südtiroler Volkspartei  
Landessekretär

**Wiencke Gert**  
Norderstrasse 76  
D 24939 Flensburg

Sydslesvigsk Forening  
Generalsekretär

**Willan Tadeusz Siegfried**  
ul. Prosta 17/3  
PL – 10-028 Olsztyn

Masurische Gesellschaft

**Witt Bente**  
Østervaenge 14  
Østerlinnet  
DK – 6630 Rødding

Den Danske Europaråd  
Amtsorganisationen

**Zaffi Davide Dr.**  
Via Gazzoletti 2  
1 – 38100 Trient

Autonome Region  
Südtirol  
Sektionschef Minderheiten

**Zülch Tilman**  
Postfach 2024  
D –37010 Göttingen

Gesellschaft für Brandenburger  
Bundesvorsitzende

**Zupan Damir**  
Dronningens Turgade 5/2  
DK – København

Ambassade de la France  
Croatie  
au Danemark

Source : *Participants et invités, 44<sup>e</sup> Congrès des Nationalités de l'UFCE à Haderslev du 12 au 16 mai*

1999, in : *Information, Haderslev* 1999, *Union  
Fédéraliste des Communautés Ethniques  
Européennes*.

## ANNEXE 35

# CARTE DE L'EUROPE ETHNO-CULTURELLE RÉALISÉE PAR LE GROUPE DE L'ALLIANCE RADICALE EUROPÉENNE AU PARLEMENT EUROPÉEN \*

La construction européenne ne révèle plus vraiment de surprises à partir du moment où l'on connaît les documents clefs qui prépare l'État européen des régions à base ethnique, c'est-à-dire dire la Charte des langues régionales ou minoritaires, la convention-cadre pour la protection des minorités, les Chartes de l'autonomie locale et régionale et la Charte de Madrid. Ces documents germano-européens préparent l'Europe des tribus. Cependant, la découverte de certains textes ou cartes soulignent que le processus est largement entamé au sein des instances européennes. En effet, la carte de l'Europe présentée dans cette annexe 35 est un véritable document des buts réels qui animent la majorité régnante au Parlement européen. Ce document officiel a été réalisé, au sein de ce Parlement et avec son soutien financier, par

l'Alliance Radicale Européenne en liaison avec le PDPE – ALE (le parti Démocrate des Peuples d'Europe–Alliance Libre Européenne), institut dont le siège est à Bruxelles. L'Alliance Libre Européenne travaille directement avec les Verts dont le représentant le plus «prestigieux» s'appelle Daniel Cohn–Bendit. Officiellement constitué en 1994, le PDPE – ALE, comme stipule l'article 1 de ses statuts, est «une Fédération de partis politiques » qui souscrivent « en particulier au principe de l'autodétermination des peuples » et « adhèrent aux principes de la démocratie parlementaire et aux droits de l'homme ». Il accueille en son sein des représentations regroupant des groupes ethniques soucieux de défendre leurs caractéristiques propres dans le cadre de l'Union européenne. Ce document officiel a le mérite de présenter la liste de ces mouvements (avec leurs adresses) qui cherchent à s'affranchir de l'autorité nationale. Dans le cas de la France, la liste est particulièrement longue : la Savoie, l'Occitanie, la Bretagne, l'Alsace, la Corse et la Catalogne, sans oublier les revendications Basques. La France n'est plus qu'un corps atrophié. Les différents mouvements de ces régions françaises collaborent activement afin de miner l'autorité nationale au même titre que l'Écosse et le Pays de Galles pour la Grande–Bretagne. Il faut savoir que le PDPE – ALE travaille activement avec l'UFCE (l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes) et l'ECMI (European Center for Minorities Issues) instituts directement soutenus par l'Allemagne. Ces associations corse, écossaise, basque, catalane etc, revendiquant leurs autonomies politiques travaillent toutes étroitement avec les instances de l'Union européenne et il va de soi qu'à partir du moment où les États d'Europe centrale adhéreront à l'UE, d'autres organisations du même type

viendront s'y joindre. Or, quand on connaît la parcellisation ethnique dans cette région de l'Europe, on peut légitimement se dire que beaucoup « se presseront au portillon ». Dans cette affaire, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour en conclure que l'Allemagne ou plus exactement le corps germanophone sera le grand bénéficiaire de ces découpages ethniques. En effet, il est bon de raisonner en termes de rapport de puissance. Regardons encore cette carte et que constatons-nous : une Grande-Bretagne éclatée en quatre pays, une France pulvérisée en différentes entités, mais surtout le corps allemand intact ou plutôt étendu à l'Autriche, la Suisse alémanique, le Tyrol du Sud, le Luxembourg, l'Alsace et le pays messin. Fort de cette carte, on se rend compte de l'absurdité du terme de « fédération d'États-nations », ineptie utilisée à tout propos par la classe politique française. En effet, nous arrivons à cette situation d'un territoire germanique renforcé dans sa démographie et dans sa puissance économique, alors que ses principaux rivaux – la France et la Grande-Bretagne – se retrouvent disloqués. L'Italie presque intacte, mais n'ayant plus sa grande sœur latine et même Albion comme alliée de revers, se retrouve seule face au géant du Nord. Cette réalité conduira directement la botte italienne à tomber sous la fêrule du monde germanique comme au plus beau temps de l'Empire des Hohenstaufen. Enfin, l'Europe centrale minée par ses rivalités, ses irrédentismes et son instabilité chronique constituera un réservoir de main-d'œuvre taillable et corvéable à merci pour le patronat d'outre-Rhin. D'une certaine manière, le capitalisme le plus puissant d'Europe en liaison avec les lobbies de Bruxelles se nourrira du fruit de ses œuvres.

## **Fondements**

Le PDPE–ALE est un parti politique européen rassemblant des partis de nature nationale, régionale et autonomiste de l'Union européenne. En 1994 le PDPE–ALE s'est officiellement constitué en fédération de partis conformément aux dispositions de l'article 138A du Traité de l'Union.

*“Le PDPE–ALE est une Fédération de partis politiques”* qui souscrivent *“en particulier au principe de l'autodétermination des peuples”* et *“adhèrent aux principes de la démocratie parlementaire et aux droits de l'homme”*. (article 1 des statuts)

Le PDPE–ALE a pour but *“d'encadrer le nationalisme et le régionalisme démocratique dans une structure politique permettant le développement d'initiatives concrètes”* au niveau européen et de *“faciliter la participation dans la politique européenne de partis qui, par leur propre dimension ou par la dimension du territoire qu'ils représentent, s'y verraient inéluctablement exclus”*. (article 2 des statuts)

## **Rappel historique**

L'ALLIANCE LIBRE EUROPÉENNE s'est constitué en 1981 comme une *“association de coopération réunissant des partis politiques qui se distinguent des schémas de pensées politiques traditionnels dans la mesure où ils mettent au premier plan un régionalisme intégral”*. (déclaration constitutive de

Bruxelles)

Déjà dans sa déclaration de Bruxelles de 1981, l’ALE déclare que *“la manière appropriée d’accéder, de façon humaine , à la dimension européenne est de construire l’Europe sur la base des peuples et des régions”* *“L’Europe doit être basée sur des communautés de peuples, et non une Europe construite sur un modèle centralisé et unitaire”*.

L’ÂLE déclarait également que la création, au stade final, d’une monnaie européenne unique, serait une mesure qui, non seulement stimulerait l’économie, mais pourrait en outre contribuer à une plus grande justice sociale.

## Objectifs

Le PDPE–ALE prône *“une union européenne de peuples libres et solidaires entre eux fondée selon le principe de subsidiarité”* Il oeuvre en faveur de:

- la défense des droits de l’homme et des peuples
- la défense de l’environnement et d’un développement soutenable
- la construction d’une société juste et plus solidaire avec des politiques qui favorisent le progrès, la cohésion sociale et l’égalité des chances
- la réorientation d’une Europe trop marquée par une conception nettement économiste, qui a tendance à ériger la libéralisation, la concurrence et le centralisme en principes absolus
- l’action politique exclusivement basée sur la démocratie, et donc non-violente
- l’abolition de l’énergie nucléaire et le développement des sources d’énergie



alternative

- la participation des régions dotées constitutionnellement de compétences propres aux réunions du Conseil des ministres pour les matières qui relèvent de leur compétence
- le renforcement du rôle du Comité des régions.

\* PDPE–ALE :

I BLOQUE NACIONALISTA GALEGQ I ESQUERRA  
REPUBLICANA DE CATALUNYA

I EUSKO ALKARTASUNA I FRYSKJE NASJONAIE  
PARTY I MOUVEMENT RÉGION SAVOIE

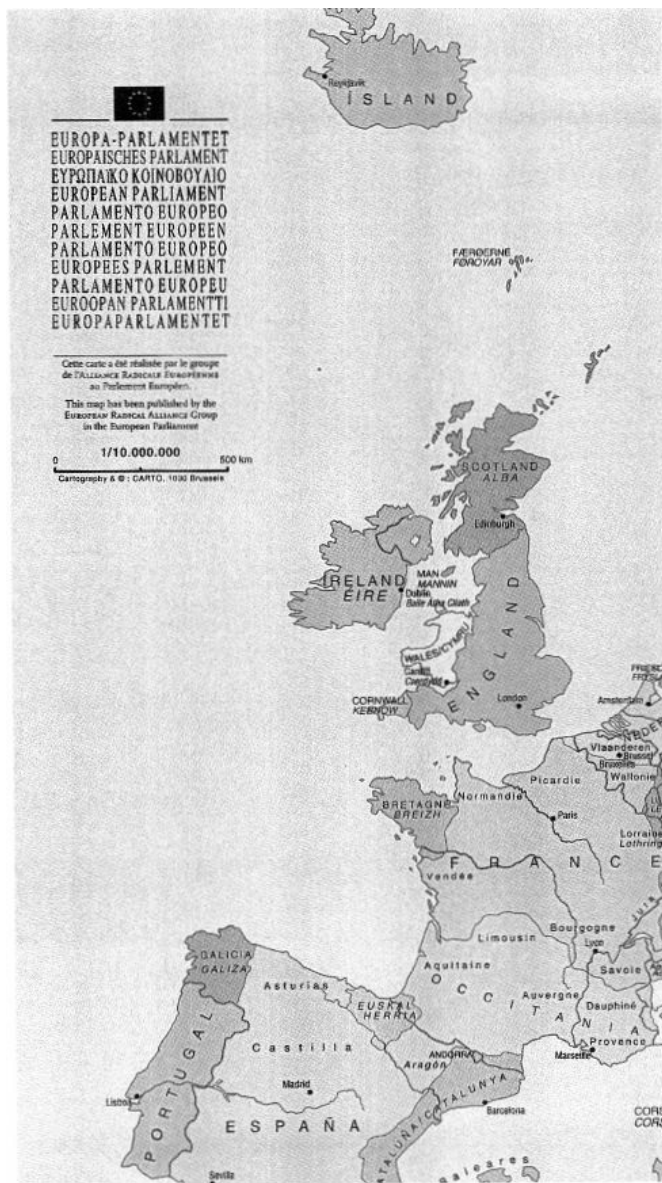
I PARTEI DEUTSCHSPHACHIGEN BELGIER I  
PARTIT OCCITAN I PARTITO SARDO D'AZIONE

I PIAID CYMRU I SCORNSH NATIONAL PARTY I  
SLOVENSKA SKUPNQST

I UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE I UNION DU  
PEUPLE ALSACIEN

I UNION VALDÔTAINE I UNIONE DI U POPÜLU  
CORSU I UNION FÜR SÜDTIROL

I UNITAT CATALANA I VOLKSUNIE





T +34-981-555850  
F +34-981-555851  
Email: [sedenacional1@bng-web.org](mailto:sedenacional1@bng-web.org)  
<http://www.arrakis.es/~bng>

**Esquerra Republicana de Catalunya (ERC)**

Villarroel 45, entresol  
Barcelone 08011 - Catalunya  
T +34-93-4536005  
F +34-93-3237122  
Email: [international@erc-cat.org](mailto:international@erc-cat.org)  
<http://www.erc-cat.org>

**Eusko Aikartasuna (EA)**

Portuetxe, 23-1  
20080 Donostia/San Sebastián - Euskadi T+34-  
943-311377  
F +34-943-311361  
Email: [gbe@euskoalkartasuna.es](mailto:gbe@euskoalkartasuna.es)  
<http://www.ea-euskadi.com>

**Fryske Nasfonale Partij (FNP)**

Obrechtstrjitte 32  
8916 EN Ljouweit - Fryslân  
T +31-58-2131422  
F+31-58-2131420

**Mouvement Région Savoie (MRS)**

c/o M. Alain Favre  
Place de la Mairie  
74140 Douzaine - Savoie  
T +33-4-50-940206  
F+33-4-50-620190

**Partei Deutschsprachigen Betgier (PDB)**

Guido Breuer (Vorsitzender der PDB) Aachener  
Strasse 81  
4700 Eupen

T+32-87-558255

F +32-87-742672

**Partit Occitan (P.Oc)**

Gustave Alirol

Sant Ostian

43260 Saint Julien Chapeuil

T&F +33-4-71-576413

Email: poc@multismania.com

<http://www.multimanta.com>

**Partito Sardo d'Azione (PSd'A)**

Via Roma 231

09100 Cagliari - Sardinia

T+39-070-657599

F +39-070-657779

Email: psdaz@sol.dada.lt

<http://www.mediamundi.it/partidus>

**Plaid Cymru (PC)**

Ty Gwynfor, 18 Park Grove Caerdydd/Cardiff CF1

3BN - Cymru/Wales

T+44-1222-646000

F+44-1222-646001

Email: post@plaidcymru.org

<http://www.plaidcymru.org>

**Scottish National Party (SNP)**

6, North Charlotte Street

Edinburgh EH2 4JH - Alba/Scotland

T +44-131-2263661

F+44-131-2267373

Email: snp.organisation@snp.org.uk

<http://www.snp.org.uk>

**Slovenska Skupnost**

Via Giancinto Gallina. 5/3

34122 TRST-TRIESTE

F +39-040-639126

**Union Démocratique Bretonne (UDB)**

Kristian Guyonvarc'h - B.P. 203

56102 Lorient/An Oriant Cedex

Breizh/Bretagne

T&F +33-2-97-848523

Email: Chrtstian.Guyonvarch@wanadoo.fr

<http://www.geocities.com/CapitoliHill/2177>

**Union du Peuple Alsacien (UPA/EVU)**

BP 75

67402 Illkirch Graffenstaden Cedex

F +33-3-89079024 (Martin Hefi)

F +33-3-88794775 (Dr Geoffroy Spenlé)

**Union für Südtirol**

Garibaldistrasse 6

39100 Bozen - Südtirol

T +39-0471-975696

F +39-0471-978559

Email: union@pegasus.it

**Union Valdôtaine (UV)**

29, Avenue des Maquisards

11100 Aoste

T+39-0165-235181

F +39-0165-364289

Email: peuple@aostanet.com

<http://www.unionvaldotaine.org>

**Unione di u Populu Corsu (UPC)**

B.P. 165

20293 Bastia cedex - Corsica

T +33-4-95-322787

F +33-4-95-316490

Email: ARRITI@mic.fr

**Unitat Catalana (UC)**

13. Plaça dels Peluts  
66000 Perpinya/Perpignan  
T +33-4-68-355320  
F +33-4-68-345141

**Volksunie (VU)**

Barrikadenplein 12  
1000 Brussel  
T+32-2-2194930  
F +32-2-2173510  
Email: [secretariaat@vu.be](mailto:secretariaat@vu.be)  
<http://www.vu.be>

**SECRETARIAT/SECRÉTARIAT**

Rue Wiertzstraat 02H263 - 1047 Brussel/Bruxelles

T +32-2-2843040 - F +32-2-2849993

Email: [Illinazasoro@europarl.eu.int](mailto:Illinazasoro@europarl.eu.int)

---

\* Document communiqué par le Parti  
Démocratique des Peuples d'Europe – Alliance Libre  
Européenne. PDPE – ALE.

## ANNEXE 36

# L'EUROPE ETHNO- RÉGIONALE : LA BOÎTE DE PANDORE

Les projets de remaniement complet en faveur d'une Europe des régions élaborés au lendemain de la chute du mur de Berlin – même si beaucoup d'éléments existaient auparavant – apparaissent et annoncent une véritable révolution politique, géopolitique, économique et sociale avec des répercussions immenses dans l'aménagement du territoire. Comme le montre la carte ci-jointe, le continent européen sera dans un premier temps éclaté en une multitude de régions dont beaucoup d'entre elles seront ensuite fusionnées en fonction de critères économiques et/ou ethniques. En attendant, un rappel sur l'origine de ce document est nécessaire. Celui-ci a été conçu au sein de l'ARE (l'Assemblée des Régions d'Europe), institut qui a vu le jour en 1985 à Strasbourg à l'initiative des Français, des Espagnols et des Portugais. Mais mal organisée, l'ARE fut reprise et réaménagée en 1987 par les Allemands, ou plus exactement par l'équipe gouvernementale du Land du Bade-Wurtemberg. D'une certaine manière, les autorités politiques allemandes, qui ne s'étaient pas vraiment intéressées à cet organisme à ses débuts, prirent le train en marche. Mais force est de



constater qu'elles ne restèrent pas au stade du wagon-lit. Sous l'égide de Heinz Eyrich, les statuts de l'ARE furent fixés à Mannheim en 1992. L'essentiel de cette refonte fut de donner le maximum de compétences à la commission I – sous direction germanique – en charge de promouvoir le fédéralisme, le régionalisme et l'ethnisme. Au sein de cette commission, des groupes de travail en charge de la protection des minorités et animés par des représentants basques, catalans ou frioul-vénitiens accélèrent la promotion du régionalisme identitaire. C'est donc du sein de cet institut en liaison avec tous les autres instituts européens (Comité des régions, Conseil des communes et des régions d'Europe,...) qu'émane cette carte qui fixe la première étape de la régionalisation européenne.

Ce document souligne d'abord que tout a été préparé d'avance. En fait, toutes les discussions officielles sur les thèmes de l'élargissement de l'Union européenne (l'UE) à l'Est et de la primauté donnée aux régions ne servent qu'à préparer les opinions publiques à des décisions qui ont déjà été agencées, ordonnées et réglées en l'absence de tout débat démocratique. Ensuite, cette carte annonce la fin définitive de l'État-nation. L'octroi d'une autonomie politique aux régions dépendant directement des autorités supranationales de Bruxelles met fin à l'existence des États sous leur forme actuelle. Qui plus est, ce bouleversement de la notion étatique sera relayé par l'élaboration d'un code civil européen sous l'égide du juriste allemand Christian von Bar<sup>1</sup> se substituant aux codes nationaux. Cette révolution juridique épousera cette Europe des régions. Enfin, les récents débats sur l'intégration de la Turquie dans l'Union européenne sont également vains (sauf

accident heureux de parcours), car comme le montre cette carte, la Turquie est déjà intégrée à l'UE (comme les États du Caucase ou encore une Russie régionalisée dont la frontière à l'Est s'étend vers la Sibérie) et éclatée en quelque 70 régions. Paradoxalement, ce document qui annonce l'intégration de la Turquie à l'UE permet d'en mieux cerner les menaces. Sachant que l'ethno-régionalisme, promu par les instances européennes, permet l'épanouissement des groupes ethniques dans un cadre politique, les Kurdes de Turquie vont en effet pouvoir se détacher d'Ankara ou du moins réclamer une forte autonomie. Ils pourront alors profiter du passage sur leurs territoires des oléoducs venant de la Mer Caspienne. Sans doute, leurs coreligionnaires de Syrie, d'Iran et surtout d'Irak, riches de leur dote pétrolière, manifesteront le souhait de rejoindre leurs frères de sang. Bien des troubles migratoires ou territoriaux sont à prévoir dans cette zone en raison d'une remise en cause quasi-inéluctable des frontières turques ou du moins de la prise en compte des revendications des populations kurdes à cheval sur la limite orientale de la future UE. Le véritable château d'eau que constitue la région des sources de l'Euphrate et du Tigre sera un motif supplémentaire de tensions interethniques. En réalité, l'Europe risque bien d'ouvrir une boîte de Pandore sur sa future frontière orientale.

Comment réagiront alors les Américains qui souhaitent également contrôler cette zone ? En effet, un représentant républicain, en charge des problèmes de sécurité et proche de la Maison Blanche, a remis au gouvernement allemand en octobre 2002 une véritable feuille de route réglant l'extension à l'Est de l'UE et de l'OTAN. Selon le *Financial Times Deutschland* du 24 octobre 2002, l'objectif « d'une Europe libre et unie » doit

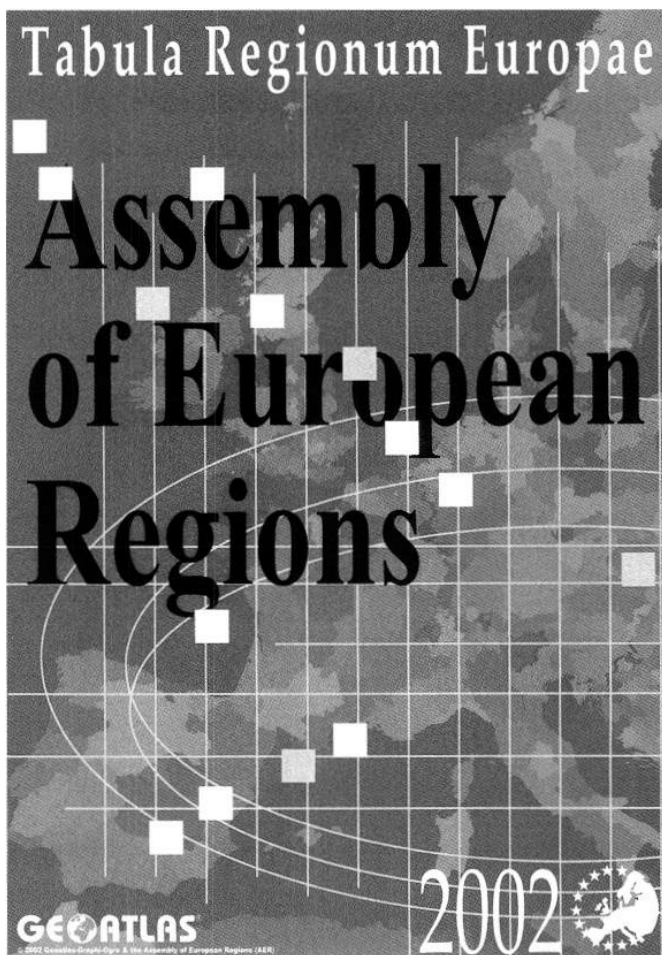
s'articuler selon les modalités suivantes. Après l'intégration de 10 États en 2004 à l'UE (Pologne, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, Slovénie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Chypre et Malte), il a été décidé par les autorités américaines que les pourparlers d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN devraient commencer en 2004, suivis de la Serbie en 2005. Pour 2007, la Croatie et l'Albanie devront suivre. Enfin, ce haut-représentant anonyme américain souhaiterait voir la Turquie adhérer à l'UE pour 2007. Selon les termes mêmes du *Financial Times Deutschland* : « L'intégration complète des Balkans et de l'Ukraine dans les institutions euro-atlantiques doit être achevée pour 2010 ». On constate que cette extension à l'Est de l'UE et de l'OTAN rend pour l'instant service aux États-Unis. En première approche, la fragmentation du continent européen en régions comme l'indique la carte ne peut que convenir aux objectifs américains selon le vieil adage «diviser pour régner», mais jusqu'à quand ? En effet, l'Allemagne bénéficiant d'une unité culturelle restera un bloc compact (en comptant les éléments autrichien et suisse alémanique) à la différence de la France, des Balkans ou de la Turquie. Le seul problème résidera alors dans la répartition des rôles entre les mondes anglo-saxon et allemand en liaison avec un monde russe qui n'oubliera pas d'imposer ses conditions. Les Anglo-Saxons n'ont jamais accepté dans le passé l'hégémonie complète d'un Etat en Europe, fut-ce la France de Napoléon I<sup>er</sup> ou l'Allemagne d'Hitler. C'est l'éternelle rivalité entre l'Empire maritime et l'Empire continental. Si l'Allemagne veut retenir les leçons de l'histoire, Berlin devra accepter de rester le premier vassal de Washington en Europe. Mais compte tenu qu'elle étend sa spiritualité fédéraliste

et ethno-régionaliste sur l'ensemble du continent, ne sera-t-elle pas tentée d'imposer « une hégémonie douce » selon les propos mêmes de Joschka Fischer (en dépit de problèmes économiques et démographiques) ? Les anglo-saxons devront donc réussir à rallier les élites politiques et économiques allemandes à leurs projets de gouvernance mondiale en accord avec les Russes.

En tout cas, l'éclatement de l'Europe et la préparation d'une constitution fédérale européenne (à forts relents de centralisme d'ailleurs) sous l'égide de Valéry Giscard d'Estaing ont pour objet lointain d'emboîter « l'expression géographique européenne » à un ensemble mondial. Déjà les premiers jalons se mettent en place. En effet, il faut bien garder à l'esprit que les dirigeants européens poussent à cette intégration mondialiste. Parmi tous les instituts européens, le Conseil des Communes et des Régions d'Europe (le CCRE) joue un rôle majeur. Avant même de citer le nom de son président et de révéler ainsi l'état d'esprit du personnage, nous devons rappeler le fait suivant. Le CCRE est à l'origine (en liaison avec le CPLRE) de la Charte de l'autonomie locale dont les prémices ont été exposés dans un rapport intitulé « Les institutions régionales en Europe » de l'Allemand au nom bien français, A. Galette. Cette charte accélère la fragmentation de l'Europe dans les domaines politiques, économiques et ethniques. Or, le vice-président du CCRE, l'Allemand Heinrich Hoffschulte, est en même temps président d'un groupe de travail à l'ONU qui élabore une charte mondiale de l'autonomie locale en coordination avec les *Associations Mondiales des Villes et Autorités Locales* (le CAMVAL). Cette élaboration se fait aussi en liaison directe avec des instituts mondialistes comme, par exemple, la

*Fédération Mondiale des Cités Unies* (le FMCU). Il s'agit d'harmoniser ce principe mondial avec la Charte de l'autonomie locale européenne. Comme le rappelle avec netteté leurs promoteurs : « La nécessité de développer des lois et des règlements nationaux qui précisent clairement le rôle et les responsabilités des pouvoirs locaux vis-à-vis des gouvernements nationaux et qui mettent en place une décentralisation effective et une véritable démocratie locale, qui s'appuient sur les principes d'autonomie, de subsidiarité et de proximité, a été également soulignée. Dans ce cadre, il a été recommandé, que l'expérience acquise au cours de la mise en œuvre de la Charte européenne de l'autonomie locale, serve de base à la définition des principes-clefs du cadre constitutionnel ou légal d'une charte mondiale afin d'établir des systèmes démocratiques de gouvernement local » <sup>1</sup> .

Finalement, nous avons le vice-président d'un institut européen (le CCRE) qui passe à la vitesse supérieure pour finaliser à l'échelle mondiale un idéal ardemment défendu par de très hauts penseurs en des termes suivants : « Le monde doit être unifié dans ses régions avant d'être unifié en une seule entité ». Dernière précision, le président du CCRE s'appelle... Valéry Giscard d'Estaing.









1. Voir l'article de M. Yves Lequette, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II) in Recueil Dalloz, 25 juillet 2002, n°28, pp 2202 à 2214.

1 . Ces informations peuvent être consultées sur le site du CCRE: [www.ccre.org](http://www.ccre.org)

La Fédération Mondiale des Cités Unies (FMCU), l'Union Internationale des Autorités locales (IULA) et Métropolis se sont réunis à Paris du 2 au 5 mai 2004 au Palais des Congrès. Ces trois organisations se sont unifiées pour donner naissance à un institut mondialiste unique: Cités et Gouvernements locaux Unis (CGLU). L'objectif est de favoriser la démocratie locale grâce à sa Charte mondiale au dépens des États-nations. Le président de la République Jacques Chirac et Bertrand Delanoë, maire de Paris, ont ouvert le colloque. Nos « élites » politiques ont perdu tout sens de national.

# ANNEXE 37

## GLOSSAIRE

- AA**, *Auswärtiges Amt*, Ministère des Affaires étrangères
- AIDLCM**, Association Internationale pour la Défense des Langues et des Cultures menacées
- ARE**, Assemblée des Régions d'Europe
- ARFE**, Association des Régions Frontalières européennes
- BdV**, *Bund der Vertriebenen*, Fédération des réfugiés
- BMB**, *Bundesministerium für innerdeutsche Beziehungen*, Ministère fédéral des relations interallemandes. Il n'existe plus depuis 1992.
- BMI**, *Bundesministerium des Innern*, Ministère fédéral de l'intérieur
- BMJFG**, **BMFUS**, **BMFSF** , désignation chronologique pour le ministère fédéral à l'égard de la politique familiale.
- BpB**, *Bundeszentrale für politische Bildung*, Centre fédéral pour la formation politique
- BVA**, *Bundesverwaltungsamt*, Secrétariat fédéral pour l'administration
- CDU**, *Christlich Demokratische Union*, Union chrétienne démocrate
- CdR**, Comité des Régions

**CPLRE**, Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux de l'Europe

**CSU**, *Christlich-Soziale Union*, Union chrétienne sociale

**DAAD**, *Deutscher Akademischer Austauschdienst*, Service d'échange académique allemand

**EBLUL**, *European Bureau for Lesser Used Languages*, Bureau européen pour les langues moins répandues

**ECMI**, *European Center for Minority Issues*, Centre européen pour les questions des minorités

**EKD**, *Evangelische Kirche in Deutschland*, l'église évangélique en Allemagne

**ELKRASS**, *Evangelisch-Lutherisch Kirche in Rußland und anderen Staaten*, église luthérienne évangélique en Russie et dans les autres États

**FDP**, *Freie demokratische Partei*, Parti libéral

**FUEV**, *Föderalistische Union Europäischen Volksgruppen*, Union fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes

**Gesellschaft für bedrohte Völker**, Association de défense des peuples menacés

**IFA**, *Institut für Auslandsbeziehungen*, Institut des relations internationales

**Institut für Öffentliches Recht und Politikwissenschaft**, Institut de Droit public et des Sciences politiques

**Intereg**, *Internationales Institut für Nationalitätenrecht und Regionalismus*, Institut International pour le Droit des Groupes Ethniques et le Régionalisme

**MB**, *Mitgliedsbeiträge*, Contributions des membres

**SPD**, *Sozialdemokratische Partei Deutschlands*, Parti social-démocrate d'Allemagne

**Südtiroler Volksgruppen-Institut**, Institut des Groupes Ethniques du Sud-Tyrol

**VDA**, *Verein das Deutschtum im Ausland*, Comité  
pour les Allemands de l'étranger

**ZfA**, *Zentralstelle für das Auslandsschulwesen*,  
Bureau central pour la scolarité à l'étranger

# BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrages généraux

BAINVILLE Jacques, *Les conséquences politiques de la paix*, Paris, Éditions

Fayard, 1920.

BAINVILLE Jacques, *Histoire de deux peuples*, Paris, Éditions Fayard, 1915.

BAINVILLE Jacques, *Histoire de trois générations*, Paris, Nouvelle librairie nationale, 1918.

BEHAR Pierre, *Du I<sup>er</sup> au IV<sup>e</sup> Reich*, Paris, Éditions Jonquièrre, 1990.

BENOIT -ROHMER Florence, *La question minoritaire en Europe*, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 1996.

BERSTEIN Serge, MILZA Pierre, *1870-1970*, Paris, Masson et Cie. Éditeurs, 1971.

BRAGUE Rémi, *La voie romaine*, Paris, Critérion, 1993.

CABANEL Patrick, *Nation, nationalités et nationalismes en Europe 1850-1920*, Paris, Éditions Ophrys, 1995.

COUTEAUX Paul-Marie, *L'Europe vers la guerre*, Paris, Éditions Michalon, 1997.

DREYFUS François-Georges, *L'unité allemande*, Que sais-je, Paris, Presses Universitaires de France, 1995.

GALL Lothar, *Bismarck*, Paris, Fayard, 1984.

GILBERT Martin, *Historia Magazine 20<sup>e</sup> siècle*,

- Paris, Éditions Tallandier, Volume n° 2, 1970.
- GLRARDET Raoul, *Le nationalisme français*, Paris, Éditions du Seuil, 1983.
- LEPESANT Gilles, *Géopolitique des frontières orientales de l'Allemagne*, Paris, Éditions l'Harmattan, 1998.
- LONGERICH Peter, *Was ist des deutschen Vaterland ?*, Munich, Serie Piper Dokumentation, 1990.
- NURDIN Jean, *L'idée d'Europe dans la pensée allemande à l'époque bis-marckienne*, Berne, Éditions Peter Lang SA, 1980.
- POIDEVIN Raymond, *L'Allemagne impériale et républicaine, 1930-1933*, Paris, Éditions Richelieu, 1972.
- ROULAND Norbert, PIERRE -CAPS Stéphane, POURAMEDE Jacques, *Droit des minorités et des peuples autochtones*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.
- TUOK V.M, *Historia Magazine 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Tallandier, volume n° 3.

## Ouvrages collectifs

- Der Beitritt der Staaten Ostmitteleuropas zur Europäischen Union und die Rechte der deutschen Volksgruppen und Minderheiten sowie der Vertriebenen*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1997.
- Droit des minorités et des peuples*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.
- Föderalismus in Deutschland und Europa*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1993.
- Fortentwicklung des Minderheitenschutzes und der Volksgruppenrechte in Europa*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1992.

*Rechtliche und politische Perspektiven deutscher Minderheiten und Volksgruppen*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1995.

## Ouvrages spécialisés

AMMENDE Ewald, *Die Nationalitäten in den Staaten Europas*, Vienne-Leipzig, Wilhelm Braumüller, 1931.

BLUMENWITZ Dieter, *Minderheiten– und Volksgruppenrecht, aktuelle Entwicklung*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1992.

BLUMENWITZ Dieter, *Internationale Schutzmechanismen zur Durchsetzung von Minderheiten– und Volksgruppenrechten*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1997.

BOURRET Jean-François, *Les Allemands de la Volga, histoire culturelle d'une minorité, 1763-1941*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1986.

DAUDET Léon, *Connaissance de l'Allemagne*, Paris, Éditions Points et Contrepoints, 1947.

DREYFUS François-Georges, *le III<sup>e</sup> Reich*, Paris, Éditions de Fallois, 1998.

ERMACORA Félix et PAN Christoph, *Volksgruppenschutz in Europa*, *Ethnos* 46, Vienne, Wilhelm Braumüller, 1995.

FERNET Alain et SOULIER Gérard, *Les minorités et leurs droits depuis 1789*, Paris, Éditions l'Harmattan, 1989.

GRIMM Gerhard et ZACH Krista, *Die Deutschen in Ostmittel – und Südosteuropa*, Munich, Verlag Südostdeutsches Kulturwerk, Volumes 1 et 2, 1995.

HECKER Hans, *Die Deutschen im russischen*

*Reich, in der Sowjetunion und ihren  
Nachfolgestaaten*, Cologne, Verlag  
Wissenschaft und Politik, Volume 2, 1994.

HIGOUNET Charles, *Les Allemands en Europe  
centrale et orientale au Moyen-Age*, Paris,  
Éditions Aubier, 1989.

KOSCHYK Harmut, *Das Recht auf die Heimat*,  
Munich, Langen Müller, 1992.

PIEPER Helmut, *Die Minderheitenfrage und das  
deutsche Reich 1919-1933/34* ,  
Frankfurt/Main, Institut für internationale  
Angelegenheiten der Universität, Hamburg, in  
Kommission beim Alfred Metzner Verlag,  
1974.

de ZAYAS Alfred-Maurice, *Anmerkungen zur  
Vertreibung der Deutschen aus dem Osten* ,  
Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 1986.

de ZAYAS Alfred-Maurice, *Nemesis at Postdam*,  
Lincoln and London, University of Nebraska  
Press, 3<sup>e</sup> édition, 1989.

## Revues

BERNER Helmut, *Wer sind die Sathmarer  
Schwaben ?*, Landsmannschaft der Sathmarer  
Schwaben, 1993.

BLUMENWITZ Dieter, *1945-1995, 50 Jahre Flucht,  
Deportation, Vertreibung, Unrecht bleibt  
Unrecht*, Bonn, Bund der Vertriebenen, 1995.

GORNIG Gilbert, *Das Memelland*, Bonn, Bund der  
Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 31,  
1994.

GÜNDISCH Konrad, *Die Siebenbürger Sachsen*,  
Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle  
Arbeitshefte n° 28, 1994.

HABEL Fritz Peter et KISTLER Helmut, *Deutsche  
und Tschechen, 1848-1948*, Munich,



Verlagshaus Sudetenland, 1995.

HUBER Gustl, *Der Weg der Donauschwaben*, Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 19, 1995.

KLMMINICH Otto, *Das Recht auf die Heimat, ein universelles Menschenrecht*, Bonn, Bund der Vertriebenen, 1996.

KLMMINICH Otto, *Deutschland und seine Nachbarn, Forum für Kultur und Politik*, Bonn, Herausgegeben von der Kulturstiftung der deutschen Vertriebenen, cahier n° 15, 1996.

KOTZIAN Ortfried, *Die Sudetendeutschen. Eine Volksgruppe im Herzen Europas*, Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 16, 1995.

MAST Peter, *Kleine Geschichte West- und Ostpreussen*, Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 32, 1997.

NAWRATIL Heinz, *Die Vertreibung der Deutschen – unbewältigte Vergangenheit Europas*, Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 29, 1993.

NEUBACH Helmut, *Kleine Geschichte Schlesiens*, Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 24, 1996.

RHODE Gotthold, *Deutsch-polnische Nachbarschaft in der Geschichte*, Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 30, 1997.

SCHNEIDER Helmut, *Die Banater Schwaben*, Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 33, 1994.

WIENS Herbert, *Die Rußlanddeutschen, ihre Geschichte – Ihr Schicksal – unsere Verpflichtung*, Bonn, Bund der Vertriebenen, kulturelle Arbeitshefte n° 34, 1994.

de ZAYAS Alfred-Maurice et HILLGRUBER

Christian, *Gerechtigkeit schafft Frieden*,  
Bonn, Bund der Vertriebenen, 1997.

## Périodiques

### – Semestriel

*Lace magazine* , Bruxelles, ARFE/LACE  
secrétariat, n° 2, automne 1998.

*Matériaux pour l'histoire de notre temps*, Paris,  
Édité par l'Association des amis de la BDIC  
et du musée, n° 41/42, janvier-juin 1996.

### – Trimestriel

*Documents, Revue des questions allemandes*, Paris,  
Édité par Documents, Janvier – Février –  
Mars 1998, n° 1/98.

*Globus*, Sankt Augustin, Édition Verein für das  
Deutschtum im Ausland (VDA),  
janvier/février, cahier 1, 1994.

*Hérodote, la question allemande*, Revue publiée  
avec le concours du centre national des  
Lettres, n° 68, Janvier – Mars 1993.

*Informationen zur politischen Bildung*, Berlin,  
Herausgeber: Bundeszentrale für politische  
Bildung, n° 222, 1991.

*Informationen zur politischen Bildung*, n° 142/143,  
1991.

*Informationen zur politischen Bildung*, n° 132,  
1993.

*Panoramiques, Et alors l'ONU* , Éditions Corlet et  
Arléa, n° 15, 1994.

*Ost-Kurier : Informationen – Analysen – Berichte*,  
Munich, Studienzentrum für Ost-West-  
Problem n° 3, septembre 1991.

*Relations internationales*, Paris, IHRIC, n° 75,

automne 1975.

*Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, Strasbourg, Édité par la Société d'Etudes allemandes, Tome 28, n° 1, janvier – mars 1996.

– *Mensuels*

*Auslandskurier, Spezial 19*, Schwäbisch Hall, Eppinger-Verlag, décembre 1996.

*Auslandskurier, Spezial 23*, décembre 1997.

*Auslandskurier, Spezial 25*, juillet 1998.

*Europa Ethnica*, Vienne, Braumüller, 53 Jg, 3.4/96.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, Bonn, Bundesministerium des Innern, n° 22, mars 1991.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 44, juillet 1993.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 47, novembre 1993.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 50, février 1994.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 58, septembre 1994.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 74, décembre 1995.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 79, juin 1996.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 84, octobre 1996.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 86, février 1997.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 90, août 1997.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 92, octobre 1997.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 94, décembre 1997.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 95, janvier

1998.

*Info Dienst, deutsche Aussiedler*, n° 97, mai 1998.

*Redaktion Mediendienst für Deutsche in der GUS*,  
Unterföhring, Édité par wbpr Munich/Bonn,  
Janvier/Février 1997.

*Redaktion Mediendienst für Deutsche in der GUS*,  
mars/avril 1997.

*Redaktion Mediendienst für Deutsche in der GUS*,  
juillet/août 1997.

*Redaktion Mediendienst für Deutsche in der GUS*,  
novembre/décembre 1997.

*Schlesische Nachrichten*, n° 4, 15 février 1998 (bi-  
mensuel).

*UFCE, Actuel*, Flensburg, Édité par l'UFCE, n° 56,  
Juillet 1996.

*UFCE, Actuel*, Flensburg, Édité par l'UFCE, n° 60,  
juillet 1997.

### – **Hebdomadaires**

*Deutscher Ostdienst (DOD)*, Bonn, Bund der  
Vertriebenen, n° 25, 19 juin 1998.

*DOD*, tirage particulier, 16 décembre 1994.

*DOD*, n° 42, 20 octobre 1995.

*DOD*, n° 8, 23 février 1996.

*DOD*, n° 41, 11 octobre 1996.

*DOD*, n° 5, 31 janvier 1997.

*DOD*, n° 10, 7 mars 1997.

*DOD*, n° 37, 12 septembre 1997.

*DOD*, n° 41, 10 octobre 1997.

*DOD*, n° 44, 31 octobre 1997.

*DOD*, n° 49, 5 décembre 1997.

*DOD*, n° 51/52, 19 décembre 1997.

*DOD*, n° 1/2, 9 janvier 1998.

*DOD*, n° 4, 23 janvier 1998.

*DOD*, n° 7, 13 février 1998.

*DOD*, n° 10, 6 mars 1998.

*DOD*, n° 14, 3 avril 1998.

*DOD*, n° 22, 29 mai 1998.  
*DOD*, n° 23, 5 juin 1998.  
*DOD*, n° 25, 19 juin 1998.  
*DOD*, n° 27, 3 juillet 1998.  
*DOD*, n° 28, 10 juillet 1998.  
*DOD*, n° 34, 21 août 1998.  
*DOD*, n° 36, 4 septembre 1998.  
*DOD*, n° 38, 18 septembre 1998.  
*DOD*, n° 39, 25 septembre 1998.  
*DOD*, n° 51/52, 18 décembre 1998.  
*DOD*, n° 4, 29 janvier 1999.  
*DOD*, n° 10, 12 mars 1999.  
*DOD*, n° 11, 19 mars 1999.  
*DOD*, n° 16, 23 avril 1999.  
*DOD*, n° 22, 4 juin 1999.  
*DOD*, n° 32, 13 août 1999.  
*DOD*, n° 36, 10 septembre 1999.  
*DOD*, n° 38, 24 septembre 1999.  
*DOD*, n° 42, 22 octobre 1999.

*Tribune juive*, n° 997, 13 au 19 novembre 1987.

*Valeurs actuelles*, n° 3260, 22 au 28 mai 1999.

#### – Quotidiens

*Moskauer deutsche Zeitung*, n° 3, avril 1998.

*Moskauer deutsche Zeitung*, n° 1, juin 1998.

*Moskauer deutsche Zeitung*, n° 2, juillet 1998.

*Moskauer deutsche Zeitung*, n° 3, mars 1999.

*Moskauer deutsche Zeitung*, n° 5, mai 1999.

*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 18 janvier 1992.

*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 septembre 1995.

*Frankfurter Rundschau*, 14 juillet 1997.

*Frankfurter Rundschau*, 2 mai 1997.

*Süddeutsche Zeitung*, 10 août 1994.

## Rapports et documents officiels

*Instituts en charge de la protection des minorités et langues menacées*

– *Académie de la Baltique*

*Bilden, Tagen, Konferieren, Trainieren, Wohnen, Erholen, Lübeck-Travemünde Pommern-Zentrum, Ostsee-Akademie.*

*Festanprachen, zehn Jahre Ostsee-Akademie am 9 September 1998, Lübeck, Ostsee-Akademie, 1998.*

*Programm für die Monate Januar bis Dezember 1999, Lübeck, Ostsee-Akademie, 1999.*

*Statut der Ostsee-Akademie, Lübeck-Travemünde Pommern-Zentrum, Ostsee-Akademie, situation au 28 mai 1998.*

*Tätigkeitsbericht des Ostsee-Akademie für das Jahr 1997, Travemünde, Ostsee-Akademie, 20 avril 1998.*

– *Association Internationale pour la Défense des Langues et des Cultures Menacées (AIDLCM)*

*AIDLCM : “historique ”, Liège, Éditeur responsable Paul Lefin.*

*AIDLCM, Bulletin de Presse et d'information , Liège, Éditeur responsable Paul Lefin, décembre 1998.*

– *European Centre for Minority Issues (ECMI)*

*About ECMI, Flensburg, Éditions ECMI.*

*European Centre for Minority Issues, Memorandum, Kiel, Published by : Pressestelle der Landesregierung Schleswig-Holstein, avril 1991.*

*Statutes of the Foundation « European Centre for Minority Issues »*, Flensburg, Éditions ECMI, 29 janvier 1998.

*ECMI Activities, Plan 1999*, Flensburg, Éditions ECMI, au 22 janvier 1999.

– *Gesellschaft für bedrohte Völker*

*Ethnische Säuberung-Völkermord für Großserbien*, Hambourg, Herausgegeben von Tilman Zülch für die Gesellschaft für bedrohte Völker, Luchterhand Verlag, Décembre 1992.

– *Hermann – Niermann – Stiftung*

*Ideelle und materielle Unterstützung ethnischer Minderheiten und Volksgruppen in Europa*, Düsseldorf, Gemeinnützige Hermann – Niermann – Stiftung, mai 1996.

– *Internationales Institut für Nationalitätenrecht und Regionalismus (Intereg)*

*Charta Gentium et Regionum, Programme de Brno*, Munich, Éditions Intereg, 1994.

*Déclaration sur la fondation et sur les buts de l'institut International pour les Droits des groupes ethniques et pour le régionalisme*, Munich, Éditions Intereg, 1993.

– *Union Fédéraliste des Communautés Ethniques (UFCE)*

*Discours de Herbert Kohn*, Stade Antwerpen/FUEV-HV, Flensburg, Archives de l'UFCE, 10 octobre 1988.

*Kritischer Kommentar zum Entwurf einer europäischen Charta der Regional- oder*

*Minderheitensprachen*, Theodor Veiter,  
Antwerpen FUEV/HV, Flensburg, Archives de  
l'UFCE, 10 octobre 1988.

*Ansprache des Herrn Siegbert Alber vor dem  
FUEV-Nationalitätenkongreß vom 16-23 Mai  
1993 im Hotel an der Grenze in Flensburg-  
Küpfermühle*, Flensburg, Archives de l'UFCE,  
mai 1993.

*Information, Föderalistische Union Europäischer  
Volksgruppen*, Flensburg, Éditions UFCE.  
1949-1989, *Information sur l'UFCE*, Flensburg,  
Éditions UFCE, 1989.

*Information, Timisoara 1996*, UFCE , Flensburg,  
Éditions UFCE, 1996.

*Information, UFCE* , Flensburg, Éditions UFCE,  
31 octobre 1997.

*Documentation, Pörtschach 1997*, UFCE,  
Flensburg, Éditions UFCE, 1997.

*Documentation, Prague 1998*, UFCE, Flensburg,  
Éditions UFCE, 1998.

*Information, Haderslev 1999*, UFCE, Flensburg,  
Éditions UFCE, 1999.

– *Organisation des Nations Unies (ONU)*

*Résolution 217/C (III)*, v. 10.12.1948.

UN.Doc. E/CN. 4/sub. 2/384.

E/CN. 4/Sub. 2/1991/43.

E/CN. 4/Sub. 2/1992/37.

E/CN. 4/Sub. 2/1993/17.

E/CN. 4/Sub. 2/1993/34.

E/CN. 4/Sub. 2/1993/34/Add. 4.

E/CN. 4/Sub. 2/1997/23.

*International Law and mass population transfert*,  
Havard International Law Journal, Vol. 16, n°  
2, 1975.

de ZAYAS Alfred Maurice, *The right to one's  
homeland, ethnical cleansing and the*



*international Criminal Tribunal for the former Yugoslavia*, Criminal Law Forum, Vol. 6, n° 2, 1995.

*Discours de José Ayala Lasso*, le 17 février 1997, Palais des Nations à Genève (il n'est plus disponible sur Internet).

– *Instituts européens*

L'Association des régions frontalières européennes (ARFE)

*Annual Report 1997*, Copenhagen, Nordic Council of Ministers, 1997.

*Arbeitsgemeinscha.fi ALPEN-ADRIA, Organisation, Kooperation, Resolutionen, Klagenfiirt, Amt der Kärntner Landesregierung*, novembre 1996.

*ARFE, Association des régions frontalières européennes, 25 ans de travail en commun*, Gronau, Éditions ARFE, novembre 1996.

*Charte européenne des régions frontalières et transfrontalières*, Gronau, Éditions ARFE, 20 novembre 1981, modifiée le 1<sup>er</sup> décembre 1995.

*Cross-Border and Inter-regional coopération on extemal borders of the european Union* Gronau, Éditions ARFE, septembre 1997.

*L'initiative Interreg de l'UE et ses futurs développements*, Gronau, Éditions ARFE, décembre 1992.

*Länderinformation ARGE ALP*, Salzburg, Éditions Landespressebüro Salzburg.

*Präsentation der Arbeitsgemeinschaft Alpenländer*, Innsbruck, Amt der Tiroler Landesregierung, 3 mars 1999.

*Statut de l'Association des régions frontalières européennes (ARFE)*, Gronau, Éditions

ARFE, 21 janvier 1977, modifié le 25 novembre 1994, modifié en dernier lieu le 13 novembre 1997.

*Tagung der Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen, 22 – 24 november 1987 in Flensburg, Gronau, Éditions ARFE, 1989.*

*The nordic countries, Copenhagen, The Nordic Council of ministers.*

– *L'Assemblée des Régions d'Europe (ARE)*

*Assemblée générale, Funchal 28-29 novembre 1988, Strasbourg, Éditions ARE, 1988.*

*Assemblée générale ordinaire et extraordinaire, Strasbourg, Éditions ARE, 5 et 6 décembre 1990.*

*Assemblée générale de l'Assemblée des régions d'Europe, Mannheim, 5 février 1992, Approbation des nouveaux statuts de l'ARE, Strasbourg, Éditions ARE, 1992.*

*Assemblée générale ordinaire et extraordinaire, compte rendu, Strasbourg, Éditions ARE, décembre 1994.*

*Revue de l'Assemblée des Régions d'Europe, Strasbourg, Éditions ARE, n° 10, 1995.*

*AER on line, n° 1/96, Strasbourg, Éditions ARE, 1996.*

*Spécial rapport d'activité, ARE en direct, Strasbourg, Éditions ARE, décembre 1998.*

*Lettre d'information de l'Assemblée des Régions d'Europe, ARE en direct, Strasbourg, Éditions ARE, janvier 1999.*

– *Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux d'Europe (CPLRE)*

*Résolution 76 (1955), sur la convocation d'une Conférence des représentants des associations*

nationales de pouvoirs locaux des pays membres, Résolution adoptée par l'Assemblée au cours de sa 12<sup>e</sup> séance, le 14 octobre 1955 (Voir Doc. 406, projet de résolution de la Commission spéciale des Affaires communales et régionales et exposé des motifs par M. Chaban-Delmas, Rapporteur).

Rapporteur : A. Galette, Rapport sur « *Les Institutions régionales en Europe* », Quinzième session, Strasbourg, 10-12 juin 1980 (CPL (15) 5 Final), Projet de Résolution présenté par la Commission des structures et des Finances Locales, Éditions CPLRE, 1980.

*Rapport sur les principes de l'autonomie locale* CPL (16) 6, Strasbourg, Editions CPLRE, 21 septembre 1981.

*Résolution 126 (1981)*, sur les principes de l'autonomie locale. Discussion par la conférence le 29 octobre 1981 et adoption lors de la 3<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPL (16) 6, partie I, projet de résolution présenté par la Commission des structures et des finances locales, rapporteur, M. L. Harmegnies).

*Résolution 165 (1985)*, sur la coopération entre les régions frontalières européennes. Discussion par la Conférence permanente et adoption le 17 octobre 1985, 3<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPL (20) 8, partie I, projet de résolution présenté par la Commission des problèmes régionaux et de l'aménagement du territoire, rapporteur : M. A. Parti).

*Résolution 190 (1988)*, sur la coopération transfrontalière en Europe. Discussion par la conférence permanente et adoption le 16 mars 1988, 2<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPL (23) 4, partie I, projet de résolution présenté par la Commission des problèmes régionaux et de

l'aménagement du territoire, rapporteurs : MM. Briner et Schelberg).

Conférence permanente des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe, Résolution 192 (1988), Discussion par la Conférence permanente et adoption le 16 mars 1988, 2<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPL (23) 8, partie I, projet de résolution présenté par la Commission des affaires culturelles et sociales, rapporteur : M. H. Kohn).

*Résolution 230 (1992)*, sur la 5<sup>e</sup> conférence des régions frontalières européennes. Texte adopté par la commission permanente, au nom de la conférence permanente, le 17 février 1992 (voir Doc. CPL (27) 16, partie I, projet de résolution présenté par la Commission des problèmes régionaux et de l'aménagement du territoire, rapporteur : M. W. Schelberg).

*Recommandation 6 (1994)*, relative à la Conférence sur « la régionalisation en Europe : bilan et perspectives » (Genève, Suisse, 3-5 Juin 1993). Discussion par la Chambre des Régions le 3 juin 1994 et adoption par la Commission permanente au nom du Congrès le 3 juin 1994, (voir Doc. CPR (1) 1, Partie I Rec, projet de Recommandation présenté par M. C. Haegi).

*Recommandation 9 (1995)*, sur la 6<sup>e</sup> Conférence européenne des Régions frontalières (Ljubliana, Slovénie, 13 – 15 octobre 1994). Texte adopté par la Commission permanente, au nom du Congrès, le 28 mars 1995 (voir CG (1) 12, Partie I Rec, projet de Recommandation présenté par M. Chevrot, rapporteur).

*Recommandation 34 (1997)*, sur le projet de Charte européenne de l'autonomie régionale.

Discussion par le Congrès et adoption le 5 Juin 1997, 3<sup>e</sup> séance (voir Doc. CPR (4) 4 révisé, Recommandation présentée par M. P. Rabe, rapporteur).

Rapporteur : Peter Rabe (Allemagne), Projet de rapport explicatif du « Projet de Charte européenne de l'autonomie régionale, Quatrième Session (Strasbourg, 3-5 juin 1997), Strasbourg, Éditions CPLRE.

Rapporteur : Peter Rabe, Allemagne, Rapport sur la Charte européenne de l'autonomie régionale CPR (4), Partie II, Strasbourg, Éditions CPLRE, 3-5 Juin 1997.

*Résolution 52 (1997, sur fédéralisme, régionalisme, autonomie et minorités. Discussion par le Congrès et adoption le 3 juin 1997, 1<sup>er</sup> séance, (voir Doc. CG (4) 5, projet de Résolution présenté par M. G Martini, rapporteur).*

#### *– Comité des Régions (CdR)*

*Actes, X<sup>e</sup> Conseil Plénier, 11 – 12 février 1992 à Montpellier, Bruxelles, Éditions Comité des Régions, 1992.*

*Annexe 1 au procès-verbal de l'Assemblée générale de l'Association des anciens membres du comité économique et social, DI 48/92 Annexe 1, Bruxelles, Éditions Comité des Régions, 18 décembre 1992.*

*Régions et villes, piliers de l'Europe, CdR 23/97 fin, rapporteurs : M. Edmund Stoiber, Ministre-Président de Bavière et M. Fernando Gomes, Maire de Porto, Bruxelles, Éditions Comité des Régions, avril 1997.*

*La réforme des Fonds structurels, Bruxelles, Éditions Comité des Régions, mars 1998.*

*Les régions et les villes et la réforme des Fonds*

*structurels 2000 – 2006, analyse comparative des propositions de la Commission européenne, Bruxelles, Éditions Comité des régions, septembre 1998.*

*Le Comité des Régions en cinq questions, cinq réponses, Bruxelles, Éditions Comité des Régions.*

– *Conseil de l'Europe*

*Article de M. Jacques Chaban-Delmas consacré à la “Conférence européenne des Pouvoirs locaux” dans le numéro de décembre 1955 de la revue “Fédération”, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 20 février 1956.*

*Compte rendu officiel de la première séance, AS/SM (8) 20 ré, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 12 janvier 1957.*

*Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et rapport explicatif, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 1993.*

*Recommandation 1201 (1993), Discussion par l'Assemblée le 1<sup>er</sup> février 1993 (22<sup>e</sup> séance, voir Doc : 6742, rapport de la Commission des questions juridiques et des Droits de l'Homme, rapporteur: M. Worms et Doc 6749, avis de la Commission des questions économiques, rapporteur : M. de Puig, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 1<sup>er</sup> février 1993).*

*Rapport explicatif relatif à la proposition pour une convention européenne pour la protection des minorités, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, CDL-MIN (93) 7, 22 février 1993.*

*Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN) (94) 5, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 1<sup>er</sup> février 1994.*

*Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN)/GR (94) 2 rev.*, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 4 mars 1994.

*Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN) (94) 9*, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 23 mars 1994.

*Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN) (94) 13*, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 15 avril 1994.

*Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN) (94) 16*, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 13 juin 1994.

*Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN) (94) 19*, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 8 juillet 1994.

*Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN) (94) 28*, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 19 septembre 1994.

*Comité ad hoc pour la protection des minorités nationales (CAHMIN) (94) 32*, Strasbourg, Éditions Conseil de l'Europe, 14 octobre 1994.

– *Instituts religieux*

Catholiques

*Rénovabis, Info-Heft*, Freising, Éditions Rénovabis, Kardinal-Döpfner-Haus, 1996.

*Rapports annuels de 1994 à 1998, Rénovabis*, Éditions Rénovabis, Kardinal-Döpfner-Haus.

*Kirche und Heimat*, Bonn, Herausgeber: Sekretariat der Deutschen Bischofskonferenz, 29 janvier 1999.

Protestants

- Mitteilungen aus Ökumene und Auslandsarbeit*, Hanovre, Éditions Evangelische Kirche in Deutschland, 1997.
- Projektkataloge*, Leipzig, Éditions Gustav-Adolf Werk, de 1990 à 1998.
- Jahresrechnungen*, Erlangen, Éditions Martin-Luther-Bund, de 1990 à 1997.
- Kirchen helfen einander weltweit, Projekte und Programme*, Stuttgart, Diakonisches Werk der Evangelischen Kirche in Deutschland, de 1990 à 1997.

## Sources diverses

- Nathan FEINBERG , *La question des minorités à la Conférence de la paix de 1919-1920 et l'action juive en faveur de la protection internationale des minorités*, thèse de droit, Paris, Rousseau, 1929.
- SAINT LOUP , *les SS de la Toison d'or*, Paris, Presses de la Cité, 1975.
- Deutscher Nationaler Rayon Asowo/Omsk in der russischen Föderation*, ministère de l'intérieur allemand.
- Akzente aus der Arbeit GTZ*, Eschborn, Herausgeber Gesellschaft für technische Zusammenarbeit, septembre 1994.
- Bericht und Aktionsprogramm zur Förderung der deutschen Kultur des Ostens*, Deutscher Bundestag 12. Wahlperiode, Drucksache 12/7877, Bundesministerium des Innern, 14 juin 1994.
- TEUFEL Erwin, *Bausteine für eine Festansprache bei der Gedenkstunde 45 Jahre Charta der deutschen Heimatvertriebenen*, Stuttgart, Bund der Vertriebenen, 6 août 1995.
- Das Land Brandenburg und seine auswärtigen*



*Beziehungen*, Potsdam, Herausgeber brandenburgische Landeszentrale für politische Bildung, 1995.

*Deutsche Nationalen Rayon Halbstadt nach fünf Jahren*, Ministère de l'intérieur allemand, juin 1996.

*Gemeinschaft*, Moscou, Éditions Gotika, 15 octobre 1997.

*Volk auf dem Weg, Deutsche in Rußland und in der GUS, 1763-1997*, Landsmannschaft der Deutschen aus Rußland, 1997.

*Contact bulletin*, le Bureau européen pour les langues moins répandues, n° 3, juin 1998.

*Bundesministerium des Innern informiert*, 1<sup>er</sup> juillet 1998.

Alexandre del VALLE , *Islamisme et États-Unis, une alliance contre l'Europe*, Lausanne, Éditions l'Age d'Homme, 1999.

Recueil Dalloz, 25 juillet 2002, n° 28.

## Sources multi-médias

<http://www.coe.fr/tablconv/148t.htm>, 27 octobre 1998.

<http://www.coe.fr/tablconv/157t.htm>, 28 octobre 1998.

<http://www.carpathian.euroregion.org/> , 30 mars 1999.

<http://www.coe.fr/tablconv/122t.htm> , 14 avril 1999.

<http://www.coe.fr/txjur/106fr.htm> , 16 avril 1999.

<http://www.jeune-france.org>

<http://www.karlspreis.de>

<http://www.diploweb.com>

<http://www.b-i-infos.com>

<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2004/02/fr10html>

<http://www.bundesregierung.de/dokumente/-613898>

# TABLE DES ANNEXES

## Première Partie

- Annexe 1 : Carte des migrations allemandes aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles en Russie.
- Annexe 2 : Peuplement ethnique en Europe centrale au XIX<sup>e</sup> siècle.
- Annexe 3 : Populations allemandes dans l'Empire russe d'après le recensement de 1897 par région.
- Annexe 4 : Communautés religieuses allemandes en 1897.
- Annexe 5 : Protection des minorités en 1919, Traité de Versailles.
- Annexe 6 : Carte du peuplement allemand de l'entre-deux-guerres.
- Annexe 7 : Les réparations en nature.
- Annexe 8 : Évolution de la connaissance linguistique des Allemands de Russie.
- Annexe 9 : Comparaison des populations allemandes en Russie 1939/1989.
- Annexe 10 : Emigration des populations allemandes originaires des pays de l'Est de 1950 à 1989 (*Aussiedler* ).

## **Deuxième Partie**

- Annexe 11 : Minorités soutenues par l'UFCE.
- Annexe 12 : Minorités ethniques et linguistiques en Europe (situation en 1994).
- Annexe 13 : Groupes ethniques en Europe (situation en août 1994).
- Annexe 14 : Quelques participants dont le représentant du ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne, Rolf Goss-mann.
- Annexe 15 : Distinction accordée à Alfred Maurice de Zayas par les instances du BdV
- Annexe 16 : Charte des expulsés allemands.
- Annexe 17 : Les 21 blasons du BdV
- Annexe 18 : Soutien au BdV de 1980 à 1998, situation au 20 janvier 1999.
- Annexe 19 : Activités de l'Académie de la Baltique.
- Annexe 20 : Adhérents de l'ARFE.
- Annexe 21 : Carte de l'Europe frontalière de l'ARFE.
- Annexe 22 : Carte d'ARGE Alpenländer.
- Annexe 23 : Carte d'Alpen-Adria.
- Annexe 24 : Carpathian Euroregion.

- Annexe 25 : Carte de l'Europe des Fonds structurels.
- Annexe 26 : Carte de l'Europe fédérale des régions de la Waffen SS.
- Annexe 27 : Emigration des populations allemandes d'Europe centrale et orientale de 1990 à 1997.
- Annexe 28 : Territoires allemands en CEI soutenus et développés par l'Allemagne.
- Annexe 29 : Nombre de projets soutenus par Rénovabis de 1994 à 1998 en Europe de l'Est.
- Annexe 30 : Part des catholiques allemands parmi les réfugiés de la Heimat en 1945.
- Annexe 31 : Programme diakonisches Werk de l'EKD, « les églises aident les églises » de 1990 à 1997 en Europe de l'Est en DM et soutien financier de « l'œuvre Gustav-Adolf »
- Annexe 32 : Budget de l'année 1998 selon le § 96.
- Annexe 33 : Territoires d'Europe centrale soutenus culturellement par le ministère de l'intérieur de la République fédérale d'Allemagne selon le § 96 (Idem pour la Russie européenne).
- Annexe 34 : Participants et invités au 44<sup>e</sup> Congrès des Nationalités de l'UFCE à Haderslev (Danemark) du 12 au 16 mai 1999.
- Annexe 35 : Carte de l'Europe ethno-culturelle réalisée par le groupe de l'Alliance radicale européenne au Parlement Européen

Annexe 36 : Carte de l'Europe des régions élaborée par l'Assemblée des Régions d'Europe (2002).

Annexe 37 : Glossaire.

# TABLE DES MATIÈRES

Préface

La désintégration en cours des États européens

Introduction

## PREMIÈRE PARTIE

### L'APPEL DE L'EST

#### **1. De la colonisation allemande en Europe de l'Est au nationalisme**

ORIGINE DU PEUPLEMENT GERMANIQUE

Au Moyen-Age

Du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> Siècle

*L'Autriche*

*La Russie*

LE PRINCIPE DES NATIONALITÉS, SES ORIGINES  
DANS LE CADRE GERMANIQUE, DE 1789 À LA  
PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Aux sources de l'unité

*Des origines à 1789*

*De 1789 à 1850 : le réveil de l'Allemagne*

*De 1850 à 1871 : la dernière ligne droite*

Du raisonnable à l'ivresse stratégique

*L'Allemagne*

*L'Autriche-Hongrie*

*La Russie*

## **2. De la première guerre mondiale à la réunification allemande**

CONSÉQUENCES DES TRAITÉS DE 1919 ET 1920  
SUR LE PEUPLEMENT ALLEMAND À L'EST  
JUSQU'À LA SECONDE GUERRE MONDIALE

De 1918 à 1919, l'état des lieux à la veille des traités

La protection des minorités dans le cadre des traités de 1919-1920 et leur application

*Les soubresauts des minorités et leur reconnaissance*

*L'instrument minoritaire au service de l'Allemagne*

De 1933 à 1941

CONSÉQUENCES DE LA SECONDE GUERRE  
MONDIALE SUR LE PEUPLEMENT ALLEMAND EN  
EUROPE DE L'EST

A l'origine de l'expulsion des Allemands

*Les Allemands de la République tchèque*

*Les Allemands de Pologne*

*L'attitude des Alliés*

L'expulsion des Allemands et la survivance au temps du communisme

*Les premiers départs*

*L'action des gouvernements tchèque et polonais*

*La réponse des Alliés*

*Les minorités allemandes durant la guerre froide ou des braises sous la glace*

DEUXIÈME PARTIE

**A L'EST, RIEN DE NOUVEAU**

### **1. Les minorités, aspects politico-juridiques**

AU NIVEAU EUROPÉEN ET MONDIAL

L'UFCE, la contribution d'Innsbruck, l'ECMI et

leurs satellites

*Les outils institutionnels*

*A l'origine de la création de la Charte des  
langues minoritaires ou régionales et de  
la Convention-cadre pour la protection  
des minorités*

L'ONU, le prolongement

*Les premières ébauches juridiques*

*La reconnaissance du droit à la Heimat*

L'ALLEMAGNE ET L'UNION EUROPÉENNE

La Fédération des réfugiés, l'Académie de la  
Baltique : reflets de la politique allemande

*La Fédération des réfugiés (Bund der  
Vertriebenen, BdV)*

*L'Académie de la Baltique*

*Du reflet dans la politique allemande*

L'Allemagne dans l'Union européenne, le  
dédoubllement

*L'Association des régions frontalières  
européennes (l'ARFE)*

*L'Assemblée des Régions d'Europe (l'ARE)*

*Le Congrès des Pouvoirs Locaux et  
Régionaux d'Europe (le CPLRE)*

*Le Comité des Régions (le CdR)*

## **2. La politique allemande en action**

ASPECTS ÉCONOMIQUES

Caractères démographiques

La politique économique

*Les Allemands de Russie*

*Les Allemands d'Europe centrale*

ASPECTS « KULTUR »

Les églises catholiques et protestantes

*L'Église catholique ou Rénovabis en Europe  
de l'Est*



*L'action protestante à l'Est*

La promotion culturelle dans tous ses états

Conclusion

Postface

Annexes

Glossaire

Bibliographie

Table des annexes

Achevé d'imprimer le 28 février 2013  
sur les presses de  
La Manufacture - *Imprimeur* – 52200 Langres  
Tél. : (33) 325 845 892

N° imprimeur : 13133 - Dépôt légal : octobre 2012  
*Imprimé en France*



# Table des Matières

Titre de page	5
Copyright	7
Dedication	7
Préface	8
La désintégration en cours des États européens	15
Introduction	23
Première Partie: L'appel de L'est	28
1. De la colonisation allemande en Europe de l'Est au nationalisme	29
Origine du Peuplement Germanique	29
Au Moyen-Age	29
Du XVIIIe au XIXe Siècle	43
L'Autriche	45
La Russie	51
Le Principe des Nationalités, Ses Origines Dans le Cadre Germanique, de 1789 à la Première Guerre Mondiale	58
Aux sources de l'unité	58
Des origines à 1789	61
De 1789 à 1850 : le réveil de l'Allemagne	66
De 1850 à 1871 : la dernière ligne droite	81
Du raisonnable à l'ivresse stratégique	89
L'Allemagne	91
L'Autriche-Hongrie	97

La Russie	103
2. De la première guerre mondiale à la réunification allemande	118
Conséquences des Traités de 1919 et 1920 sur LE Peuplement Allemand à L'est Jusqu' à La Seconde Guerre Mondial	118
De 1918 à 1919, l'état des lieux à la veille des traités	118
La protection des minorités dans le cadre des traités de 1919-1920 et leur application	124
Les soubresauts des minorités et leur reconnaissance	125
L'instrument minoritaire au service de l'Allemagne	137
De 1933 à 1941	157
Conséquences de la Seconde Guerre Mondiale Sur le Peuplement Allemand en Europe de L'est	178
A l'origine de l'expulsion des Allemands	178
Les Allemands de la République tchèque	179
Les Allemands de Pologne	186
L'attitude des Alliés	191
L'expulsion des Allemands et la survivance au temps du communisme	206
Les premiers départs	206
L'action des gouvernements tchèque et polonais	211
La réponse des Alliés	217
Les minorités allemandes durant la guerre froide ou des	226

braises sous la glace

Deuxième Partie: A L'est, Rien de Nouveau	242
1. Les minorités, aspects politico-juridiques	243
Au Niveau Européen et Mondial	243
L'UFCE, la contribution d'Innsbruck, l'ECMI et leurs satellites	253
Les outils institutionnels	254
A l'origine de la création de la Charte des langues minoritaires ou régionales et de la Convention-cadre pour la protection des minorité	279
L'ONU, le prolongement	333
Les premières ébauches juridiques	334
La reconnaissance du droit à la Heimat	347
L'Allemagne et L'union Européenne	366
La Fédération des réfugiés, l'Académie de la Baltique : reflets de la politique allemande	366
La Fédération des réfugiés (Bund der Vertriebenen, BdV)	367
L'Académie de la Baltique	374
Du reflet dans la politique allemande	379
L'Allemagne dans l'Union européenne, le dédoublement	408
L'Association des régions frontalières européennes (l'ARFE)	410

L'Assemblée des Régions d'Europe (l'ARE)	439
Le Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux d'Europe (le CPLRE)	450
Le Comité des Régions (le CdR)	469
2. La politique allemande en action	502
Aspects Économiques	502
Caractères démographiques	502
La politique économique	505
Les Allemands de Russie	508
Les Allemands d'Europe centrale	518
Aspects « Kultur »	522
Les églises catholiques et protestantes	522
L'Église catholique ou Rénovabis en Europe de l'Est	522
L'action protestante à l'Est	525
La promotion culturelle dans tous ses états	528
Conclusion	542
Postface	554
Annexes	568
Glossaire	691
Bibliographie	694
Table des annexes	715
Table des Matières	719